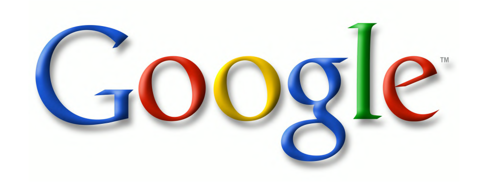
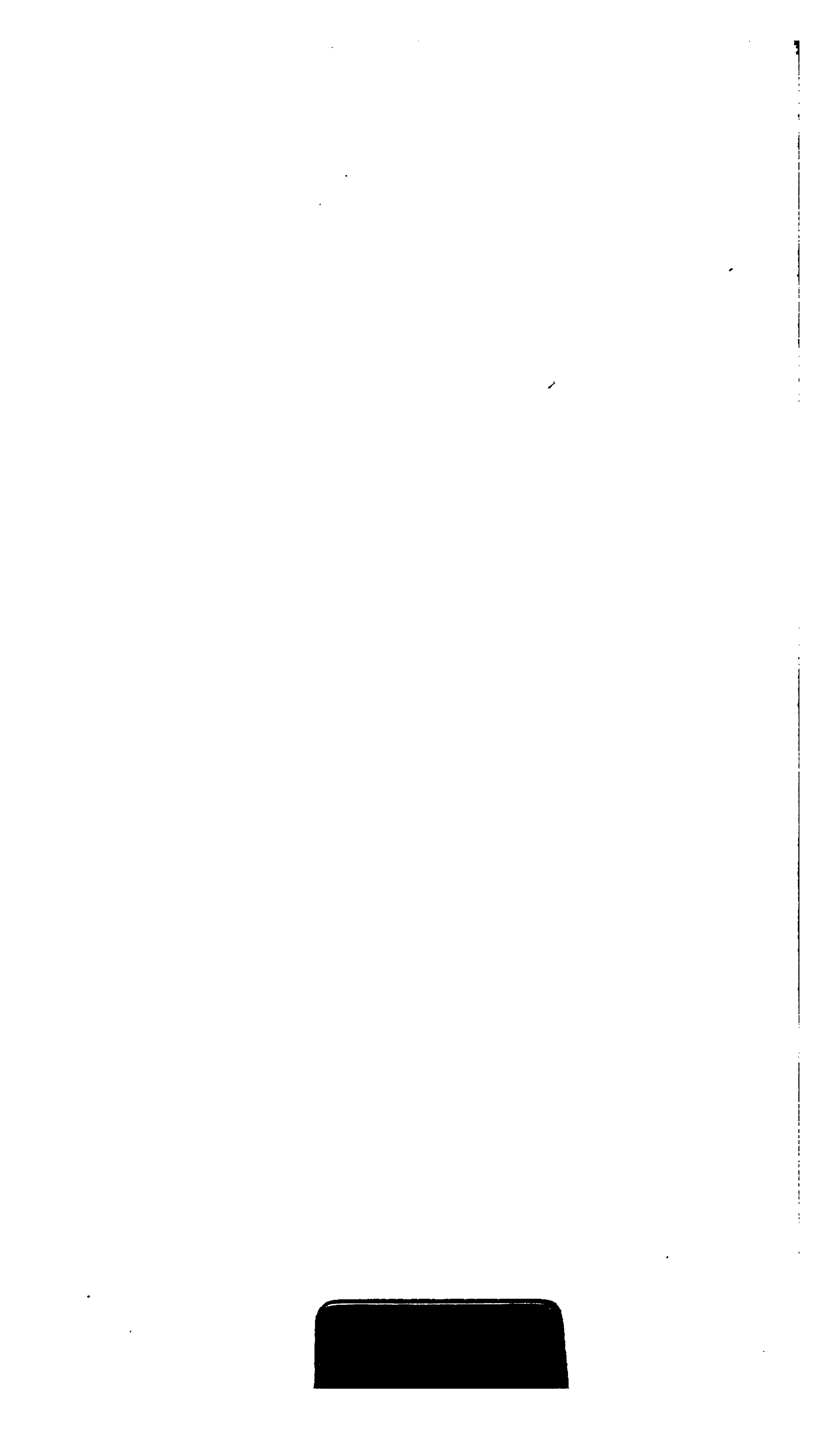




FA
Chér aa

L'EUROPE

ET LA

QUESTION D'AUTRICHE

AU SEUIL DU XXe SIÈCLE

PARIS. — IMP. PLON-NOURRIT ET Cie, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1737

ANDRÉ CHÉRADAME

L'EUROPE

ET LA

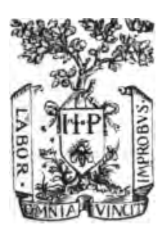
QUESTION D'AUTRICHE

AU SEUIL DU XXe SIÈCLE

Ouvrage accompagné

DE SIX CARTES EN NOIR, DE HUIT EN COULEURS

ET DE QUATRE FAC-SIMILÉS DE DOCUMENTS



PARIS

LIBRAIRIE PLON

PLON-NOURRIT ET Cie, IMPRIMEURS-ÉDITEURS

RUE GARANCIÈRE, 8

1901

AUX

MEMBRES DU PARLEMENT FRANÇAIS

a

PRÉFACE

« Voilà un siècle que l'on travaille à résoudre la question d'Orient. Le jour où l'on croira l'avoir résolue, l'Europe verra se poser inévitablement la question d'Autriche (1). »

Rarement vue d'historien fut plus pénétrante. Les puissances du vieux monde se croient délivrées du problème oriental; depuis la guerre turco-grecque, « l'homme malade » semble reprendre des forces; on ne parle plus de sa succession; mais voici que, suivant les prévisions de M. Albert Sorel, l'intérêt politique se déplace et se concentre sur l'empire de François-Joseph.

Les événements de Chine, quelle que soit leur durée, ne sont un dérivatif qu'en apparence. Ils n'empêchent point un avenir menaçant de se préparer en Europe centrale. Une conflagration générale peut sortir de la crise chinoise, et donner aux affaires d'Autriche une précoce maturité.

Le danger qui grandit au centre du continent n'est pas nouveau. Depuis longtemps on sent son approche, mais on la sent confusément. On s'imagine *à priori* que ce péril

(1) Albert Sorel, *la Question d'Orient au XVIII[e] siècle*, p. 280. Plon, Paris, 1889.

résulte de causes très complexes et son étude décourage. C'est là une simple présomption; elle a suffi toutefois à condamner à de faibles résultats tous ceux qui ont tenté de montrer la situation vraie de l'Autriche devant l'Europe.

Les avertissements cependant n'ont point manqué.

Édouard Hervé, « un des esprits les plus clairvoyants et parfois les plus profonds de ces quarante dernières années (1) » en matière de politique extérieure, a dégagé avec force l'importance continentale de l'empire des Habsbourg. « A sept ans de distance, il annonce la guerre de 1866 (2) ; » il explique que laisser « abaisser l'Autriche, c'est faire le jeu de la Prusse ». Au lendemain de Sadowa, prévoyant que l'unité allemande sera cimentée dans le sang français, il déclare : « La France, sans se battre, vient d'essuyer le plus grave échec qu'elle ait subi depuis Waterloo. » Le désastre qu'a prévu Édouard Hervé arrive. Il songe aux moyens d'en restreindre la portée et de garantir l'avenir. Le 23 novembre 1871, il écrit : « Si nous n'étions pas des Grecs du Bas-Empire ou des Polonais du dix-huitième siècle, si nous n'étions pas uniquement occupés de nos misérables et honteuses querelles... nous prêterions quelque attention à ce qui se passe du côté du Danube. Ce sont nos affaires qui se font là; ce sont nos intérêts qui sont en jeu. » Ensuite il montre constamment dans ses innombrables articles, « le chancelier de Berlin continuant dans la paix l'œuvre qu'il a commencée par la guerre : la reconstitution de l'ancien empire germanique

(1) V. le discours de réception à l'Académie française de M. Paul Deschanel, 1er février 1900.

(2) Le 3 mai 1866, Thiers dévoila l'ambition prussienne dans un discours qui eut en Europe un profond retentissement.

dans des conditions nouvelles, appropriées aux nécessités de notre temps. »

Si Édouard Hervé a vu si clair, c'est qu'il était un de ceux qui avaient compris l'importance des peuples slaves de l'Autriche dans le système politique européen et la portée profonde de ce que disait le D[r] Rieger dans les voyages qu'il fit à Paris entre 1866 et 1870.

Le but du grand chef politique de la Bohême était d'attirer l'attention des hommes influents sur les conséquences inévitables de Sadowa. Il causa avec Émile de Girardin; Duruy le reçut à sa maison de campagne; la princesse Troubetzkoï le mit en relations avec Gambetta et Mme Cornu, sœur de lait de Napoléon III, obtint pour lui une audience impériale.

L'empereur des Français écouta avec grande attention l'homme d'État tchèque et le congédia sur ces mots : « Si, au moins, je pouvais faire pour vous ce que j'ai fait pour les Hongrois! » paroles qui trahissaient bien l'impuissance où il se voyait déjà à soutenir plus longtemps le principe des nationalités qu'il sentait se retourner contre lui.

En quittant l'empereur, le D[r] Rieger lui laissa un mémoire sur la situation de l'Europe centrale. Après l'avoir lu, Napoléon III le remit au duc de Grammont, alors ambassadeur de France à Vienne, qui, avec une inconcevable légèreté, le communiqua à M. de Beust. L'ancien ministre du roi de Saxe, devenu diplomate autrichien, y trouva des idées en opposition absolue avec les siennes. Fort mécontent de la démarche du D[r] Rieger auprès des Français, il prit une copie du mémoire et la fit publier dans la *Neue Freie Presse*. Les Allemands n'eurent

pas assez d'injures pour le Dr Rieger. Cela ne saurait étonner. Son mémoire avertissait la France de ce qui la menaçait : « La fièvre de conquêtes qui caractérise la race germanique revivra indubitablement dès que la belliqueuse Prusse marchera à la tête de la grande fédération allemande. » Les vues contenues dans ce document avaient tant de valeur que le général prussien Papke, amené un jour à en parler, n'hésita pas à dire : « Si j'étais l'empereur d'Autriche, je donnerais à M. Rieger pour son mémoire la grand'croix de Saint-Léopold, et si j'étais le roi de Prusse, je l'enfermerais à Spandau (1). »

Les voyages de M. Rieger furent inutiles. La diplomatie française ne sut tirer aucun parti des renseignements précieux qui lui étaient apportés.

Après la guerre franco-allemande, parallèlement à Édouard Hervé, quelques Français aux vues pénétrantes suivent le développement des choses d'Autriche.

Dans de nombreux ouvrages, M. Louis Léger s'efforce de rendre plus justes nos notions sur le monde slave. Il montre que l'idée panslaviste ne menace pas les Habsbourg. « Nous avons en France contre cette idée, dit-il, bien des préventions ; mais le rapide développement de la puissance allemande nous fait un devoir impérieux de dépouiller les vieux préjugés, d'étudier en face les faits et les idées, et de chercher avec persévérance tout ce qu'on en peut tirer d'utile pour la politique extérieure de la France (2). » C'est à une diplomatie prévoyante qu'il appartient de distinguer les éléments de l'Autriche et d'en évaluer les forces. « La France suit avec un trop vif inté-

(1) Je tiens cette anecdote de l'entourage immédiat du Dr Rieger.
(2) Louis Léger, *le Monde slave*, p. 304. Hachette, Paris, 1897.

rêt le développement de la nouvelle Allemagne pour qu'il lui soit permis d'ignorer les nationalités secondaires qui s'opposent à ce développement (1). » M. Marbeau commente les paroles de Skobeleff. « La lutte est inévitable entre le Slave et le Teuton (2), » et montre que cette lutte naîtra un jour en Europe centrale. Dans la *Revue des Deux Mondes* (3), M. Dareste prévoit que l'oppression des Tchèques par les Allemands sera l'origine du conflit : il en déduit la valeur européenne de la Bohême. M. A. Rambaud, dans ses belles études slaves, attire lui aussi l'attention sur le danger autrichien.

Enfin, le président de la Chambre des députés français se place résolument sur le terrain de la grande politique :

« Les premières années du vingtième siècle, dit-il, verront se dérouler, par l'effet des vicissitudes naturelles dans la maison d'Autriche, un drame décisif, dont il est aisé de prévoir dès aujourd'hui tout au moins le prologue et les premiers actes. Le rôle de la France y est tracé d'avance (4). »

Puis plus récemment, dans son discours de réception à l'Académie française (5), M. Paul Deschanel ne se contente pas de faire l'éloge enthousiaste d'Édouard Hervé, il donne à son pays l'avertissement suprême que les hommes d'état courageux prononcent à l'instant qu'ils sentent décisif : « Ah! combien nous serions coupables

(1) Louis Léger, *le Monde slave*, p. 43. Hachette, Paris, 1897.
(2) Marbeau, *Slaves et Teutons*. Hachette, Paris, 1882.
(3) V. Dareste, *Revue des Deux Mondes*, 1er août 1895.
(4) Discours de M. Paul Deschanel au banquet du Comité national républicain du Commerce et de l'Industrie, le 3 mars 1898.
(5) 1er février 1900.

devant la patrie et devant l'histoire, si, conscients plus qu'aucune autre génération ne le fut jamais, de notre mission historique, des termes et des éléments du problème extérieur que nous avons à résoudre, *tenant en quelque sorte dans nos mains les solutions,* nous les laissions encore échapper, et nous perdions encore une fois d'avance une partie suprême, — jouée sans nous, — d'où dépendra ou le relèvement ou l'irréparable décadence, pour n'avoir pas su imposer à nos passions cette discipline morale et sociale qui n'est pas moins indispensable que la discipline militaire à la préparation des victoires. »

Tous ceux-là, écrivains ou hommes politiques, ont eu, selon le mot de Talleyrand, « de l'avenir dans l'esprit. » Les premiers ils ont exposé et soutenu une grande idée. Au début de cet ouvrage, je tiens à rendre hommage à ces précurseurs; ils ont vu le danger quand il y avait encore du mérite à le voir; ils se sont imposé la tâche ingrate de le signaler à une époque où ils savaient que leur clairvoyance serait insuffisamment appréciée.

Sous peine d'être surpris par les événements, il faut poursuivre avec énergie l'œuvre qu'ils ont commencée. Il y a dans l'histoire des peuples des heures redoutables qui engagent leur destinée pour une longue période. Elles précèdent parfois de plusieurs années les événements qu'elles déterminent, aussi échappent-elles à la vigilance de la presse.

Ces graves instants, ce sont ceux où des souverains s'entendent pour une vaste combinaison politique, où des gouvernements pusillanimes laissent s'accomplir des événements dont les suites ne sauraient immédiatement apparaître. Tout cela, les peuples le savent quand l'accord

est conclu, quand la faute est irréparable, et ils doivent la payer un jour de leur or et de leur sang.

Pour ne pas avoir saisi ces minutes décisives, la diplomatie française s'est constamment trompée depuis un demi-siècle sur les véritables desseins des Hohenzollern.

L'affaire des duchés ouvre la série des erreurs.

« La France pour son malheur n'intervient pas, et de cette première violence vont naître les autres. 1864 est comme une première épreuve, en raccourci, de 1866, l'année fatale, et de 1870, l'année terrible (1). » Dans l'espace de sept ans, « Bismarck abat successivement le Danemark, l'Autriche, la France, établit l'hégémonie de la Prusse en Allemagne et la prépondérance de l'Allemagne en Europe. » Les moments psychologiques qui engageaient ces événements n'ont pas été saisis par ceux qui avaient la charge de la France : ils n'ont donc pu ni prévoir le danger ni l'éviter. Les hommes qui furent avertis sont restés impuissants. Ils n'ont pas trouvé un gouvernement ou une presse qui voulût tenir constamment la France au courant de l'état vrai de l'Allemagne, des espérances, des ambitions, des préparatifs militaires et des agissements politiques de la cour de Berlin.

Rien n'a été fait. Les rapports du colonel Stoffel sont restés dans les cartons; les projets du maréchal Niel ont été repoussés; Édouard Hervé a parlé dans le désert; jusqu'au dernier moment, les Français ont été dupes d'une situation habilement « truquée », et ils ont été vaincus pour avoir ignoré les forces de leurs adversaires.

Il est un art de tromper les peuples. Les suites de la

(1) M. Paul Deschanel, discours de réception à l'Académie française.

dépêche d'Ems constituent l'exemple le plus retentissant des conséquences qui peuvent résulter, en politique étrangère, de la simple falsification d'un texte. On considère volontiers comme exceptionnel l'emploi de ce « procédé » politique ; il est cependant d'un usage courant. Les gouvernements qui poursuivent l'exécution de grands projets l'appliquent journellement, car ils ont un intérêt constant à donner à leurs ressortissants et surtout à leurs voisins l'orientation d'esprit favorable à l'accomplissement de leurs secrètes entreprises.

La presse est leur moyen d'action permanent. « C'est une force nationale comme la diplomatie, comme l'armée, comme le crédit. » A Berlin, on l'a merveilleusement compris. On s'y est ingénié, et on est parvenu à exercer une influence réelle sur les principales agences télégraphiques, qui procurent aux journaux leurs informations extérieures. D'habiles suppressions, des réticences savantes suffisent à donner à une dépêche le caractère tendancieux que seul peut reconnaître un observateur très informé. Ces altérations de la vérité, continuées méthodiquement pendant des années, produisent des résultats extraordinaires.

C'est grâce à elles qu'au moment du conflit avec l'Autriche en 1866 « une partie de l'opinion française égarée continue à soutenir la Prusse (1) », et qu'après Sadowa les mêmes appréciations erronées subsistent, indestructibles, jusqu'à la guerre franco-allemande.

Un gouvernement qui, comme celui de Berlin, doit sa puissance à une telle méthode ne l'abandonne pas ; il la perfectionne et la modernise.

(1) M. Paul Deschanel, discours de réception à l'Académie française.

Ce qui s'est fait avant 1870 se continue actuellement. Les opinions les moins fondées sur l'état vrai de l'Europe centrale sont entretenues avec soin dans tout le continent et spécialement en France.

Aussi le Français renseigné uniquement par les feuilles publiques se fait-il une idée fausse de l'empire des Habsbourg. Pour lui, l'Autriche est un pays polyglotte, de majorité allemande, — raison pour laquelle il fait partie de la triple alliance. — Le conflit de ses diverses nationalités le dissout et prépare son démembrement. Seule, l'action personnelle de l'empereur François-Joseph maintient encore ce bizarre assemblage de peuples, mais le jour de sa disparition, l'Autriche se divisera d'elle-même, et ses provinces allemandes par une attraction toute naturelle iront se fondre dans l'empire allemand. Il y a là, en perspective, un grand danger pour l'Europe et pour la France, mais il est inévitable.

Telle est l'opinion généralement admise.

La longue enquête à laquelle je me suis livré sur place m'a démontré que si un semblable jugement ne correspondait nullement à la situation vraie de l'Autriche, il était par contre merveilleusement approprié à servir les vues des vainqueurs de Sadowa. J'en ai conclu qu'il était le résultat des efforts depuis longtemps poursuivis par les agences télégraphiques en vue d'égarer les esprits. Le présent ouvrage est consacré à établir la vérité de cette conclusion. Il vise en outre un but plus élevé.

Si la France ne peut plus diriger les événements extérieurs et est réduite à en subir les coups et les contrecoups, c'est que l'opinion, n'étant jamais documentée à temps, est dans l'impossibilité d'exprimer sa volonté,

en connaissance de cause, préalablement aux événements. Or, sous une forme quelconque, la crise du centre continental est certaine. Il est indispensable que la masse des Français en connaisse à l'avance toute la gravité, sous peine de voir se répéter les fautes du passé et de subir les désastres qui en sont l'inéluctable conséquence.

Je me suis donc proposé de réunir dans un seul livre tous les éléments d'appréciation relatifs à l'Europe centrale : origines historiques de la situation actuelle, phases de sa récente évolution, intérêts des divers États lésés ou favorisés par une modification des frontières de l'Autriche, intérêt général européen, hypothèses à prévoir, plans de conduite déduits de l'observation des faits.

C'est effectivement sur des *faits* que je me suis constamment appuyé, aussi me suis-je attaché à en faciliter le contrôle dans la plus large mesure possible, au moyen de textes allemands joints aux traductions, de fac-similés et de cartes géographiques.

Si cette étude pouvait servir à la sauvegarde des intérêts français, mon but serait atteint; mais, pour cela, il faut que les membres du Parlement consentent à envisager les événements qui se préparent. Pourront-ils s'y refuser? Derrière eux, ils ont le terrible exemple des députés du Corps législatif, qui, pour n'avoir pas armé la Paix, ont conduit la France à la plus désastreuse des guerres. Aujourd'hui encore, l'avenir de ce pays dépend de la clairvoyance des membres du Parlement. Déjà, leur responsabilité est engagée devant l'histoire. Puissent-ils le comprendre à temps!

C'est à eux que je dédie ce livre.

Ses conclusions ont été la meilleure récompense de

mes années de travail. A mesure que mes recherches ont avancé, la conviction s'est faite en moi que, plus que jamais, la cause de la France s'identifie avec celle de la justice, et que pour résoudre la question d'Autriche, la meilleure manière d'être bon Français sera encore d'être bon Européen.

Paris, 15 janvier 1901.

APERÇU GÉNÉRAL DE L'OUVRAGE

Une documentation sérieuse peut seule déterminer une forte conviction, mais l'abondance même des faits exposés présente un inconvénient. Elle peut parfois faire oublier au lecteur l'idée générale qui justifie les arguments suggérés par ces faits. J'ai donc pensé utile, au début de ce livre, de donner un très bref aperçu des idées essentielles qui l'inspirent et d'établir leur enchaînement.

La situation actuelle de l'Autriche est la conséquence de son développement historique. Le

CHAPITRE I

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DE L'AUTRICHE AU XIX[e] SIÈCLE

l'établit. L'étude de cette évolution permet de constater qu'elle est entravée uniquement par l'action extérieure de la Prusse. On en conclut que la compréhension entière des affaires d'Autriche exige la connaissance des vues du gouvernement de Berlin sur l'Europe centrale. Cette considération amène à reconnaître au cours du

CHAPITRE II

LE PANGERMANISME

le lien qui existe entre l'ancienne conception pangermaniste récemment modernisée et la solution des affaires du centre continental. Le

CHAPITRE III

LA PROPAGANDE PANGERMANISTE EN CISLEITHANIE

démontre par de nombreux faits la réalité du danger, la nature et l'importance du mouvement prussophile en Autriche. Le

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE, LA HONGRIE ET LE NOUVEL ÉTAT DE CHOSES

est consacré à discuter les chances de succès des doctrines pan-

germanistes en Autriche et à exposer pour quelles raisons les Magyars se trouvent dans la nécessité d'abandonner leur ancienne politique. Le

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT PANGERMANISTE DANS L'EMPIRE ALLEMAND

a pour objet de vérifier dans quelle mesure l'idée d'extension de l'empire aux dépens de l'Autriche est encouragée par le gouvernement de Berlin. Cette constatation une fois faite, on examine dans le

CHAPITRE VI

COMMENT PEUT SE POSER LA QUESTION D'AUTRICHE

Les différentes hypothèses étant exposées, on arrive rationnellement à se demander quels États ont avantage au maintien ou au démembrement de l'Autriche. La recherche des intérêts de chaque puissance permet seule d'arriver à une approximation suffisante de la vérité. Or, ces intérêts n'apparaissent nettement que si l'on suppose réalisée l'entrée de l'Autriche dans l'empire allemand. Les conditions et les conséquences de cette hypothèse sont prévues dans le

CHAPITRE VII

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE

Les déductions qui en résultent donnent enfin la possibilité dans le

CHAPITRE VIII

L'INTÉGRITÉ DE L'AUTRICHE ET LES PUISSANCES

de répartir les États intéressés par la question d'Autriche en trois groupes : ceux dont les intérêts sont douteux, ceux qui ont un avantage présent au morcellement de l'Autriche et ceux qui, au contraire, ont des raisons vitales de vouloir sa conservation. Ces éléments divers permettent d'arriver à la

CONCLUSION

Elle expose pourquoi et comment il est encore possible de sauvegarder la paix européenne.

L'EUROPE

ET LA

QUESTION D'AUTRICHE

AU SEUIL DU XXᵉ SIÈCLE

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DE L'AUTRICHE AU XIXᵉ SIÈCLE.

I. Les « faits » historiques et leur action. — § 1ᵉʳ. Les grandes étapes : de 1815 à 1867. Le régime absolutiste. L'idée de nationalité sous sa forme nouvelle réagit contre lui. Les mouvements nationaux se dessinent dans l'État autrichien; la révolution de 1848, puis l'action de Napoléon III, assurent leur essor. Sadowa et l'émancipation des Magyars. 1867 : le « dualisme », Transleithanie et Cisleithanie. Esprit de la Constitution de 1867. Pourquoi et comment elle n'est que partiellement appliquée. — § 2. Les peuples non allemands de l'Autriche depuis 1867 : Polonais, Ruthènes, Italiens, Roumains, Slovènes, Serbo-Croates, Tchèques. — § 3. Influence du développement politique des Slaves cisleithans sur François-Joseph et sur les Allemands d'Autriche.

II. L'Autriche vraie. — § 1. Les deux aspects de l'Autriche : l'Autriche de 1867, l'Autriche ethnographique. — § 2. La tendance vers le « fédéralisme » : A quoi se résument les affaires d'Autriche au point de vue international. Répartition géographique des partisans et des adversaires du « fédéralisme ». Comment « fédéralisme en Cisleithanie » est l'antithèse de « démembrement de l'Autriche ». Où est l'obstacle à la réforme fédérale. — § 3. Formule de l'Autriche vraie : Ses éléments constitutifs.

Ce qui s'impose, au début d'une étude sur l'Autriche, c'est l'établissement d'une base de raisonnement scientifique exactement conforme aux réalités. Les opinions courantes

sur l'empire de François-Joseph sont d'une origine trop suspecte pour constituer cette base. Sans se perdre dans une foule de détails prolixes, sans citer une infinité de noms qui nuisent à la clarté, il faut chercher la vérité aux sources mêmes, la demander aux enseignements de l'histoire et à la connaissance des « faits » que les informateurs étrangers s'ingénient précisément à passer sous silence ou à dénaturer; on ne saurait d'ailleurs comprendre la situation actuelle de l'Europe centrale sans avoir présents à l'esprit les caractères essentiels de l'évolution politique de l'Autriche au dix-neuvième siècle.

I

LES « FAITS » HISTORIQUES ET LEUR ACTION

Les traités de 1815, en mettant fin à la tourmente révolutionnaire et à la période napoléonienne, restaurèrent en Autriche (1) l' « absolutisme » dans sa toute-puissance.

François II, qui régnait alors, revint avec joie aux anciennes traditions. Il ne convoqua plus les Diètes de ses pays et appliqua partout un système oppressif, dont il se complai-

(1) A cette époque, l'expression « Autriche » désignait l'ensemble des pays suivants :

1° Les provinces héréditaires de la région des Alpes, au nombre de dix;

2° Les terres de la couronne de saint Venceslas ou royaume de Bohême, formé de la Bohême proprement dite, de la Moravie et de la Silésie autrichienne;

3° La Galicie et la Bukovine;

4° Les pays de la couronne de saint Étienne, soit quatre États : le royaume de Hongrie, la principauté de Transylvanie, le royaume de Croatie et d'Esclavonie, la province de Serbie, c'est-à-dire toute l'Autriche-Hongrie actuelle plus les provinces italiennes perdues en 1859 et en 1866.

Le terme « Autriche » a donc, en 1815, son acception la plus étendue; il la conserve jusqu'en 1867; depuis lors, il ne désigne plus que la Cisleithanie.

Pour la connaissance détaillée des vicissitudes subies par l'empire des Habsbourg, consulter l'excellente *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, par Louis Léger. Hachette, Paris, 1895.

sait volontiers à exposer les avantages : « Mes peuples sont étrangers les uns aux autres, disait-il à l'ambassadeur de France : tant mieux. Ils ne prennent pas les mêmes maladies en même temps. En France, quand la fièvre vient, elle vous prend tous le même jour. Je mets des Hongrois en Italie et des Italiens en Hongrie. Chacun garde son voisin. Ils ne se comprennent pas, ils se détestent. De leurs antipathies naît l'ordre, et de leur haine réciproque, la paix générale. »

Cependant l'Autriche réunissait dans ses limites plusieurs nations étrangères. Ce fait importait peu. L'ancien régime impliquait la subordination des peuples aux princes ; les Habsbourg continuèrent donc à imposer une administration, allemande comme eux, à leurs sujets, sans tenir aucun compte de la diversité des nationalités (1). « L'Europe, dit un contemporain, louait, jalousait, maudissait la puissance de l'Autriche, mais on ne songeait pas au peuple autrichien. Il ne s'agissait que du prince et de son ministre. »

Un tel procédé de gouvernement, d'une évidente injustice, n'était possible qu'avec des peuples (Magyars, Italiens, Tchèques, Polonais, Ruthènes, Slovènes, Roumains, Slovaques, Croates, Serbes) sans conscience nationale, ignorants de leurs droits ; cette inertie politique ne pouvait indéfiniment se prolonger.

§ 1. — Les quinze années qui séparent les traités de Vienne de l'année 1830 voient se dessiner, en Autriche, l'action des idées de la Révolution française.

Déjà avant 1815, les Hongrois s'étaient passionnés pour elles. Un des leurs, Bacsany, avait expié à Kufstein de neuf années de forteresse le crime d'avoir traduit *la Marseillaise*. L'empereur des Français, avec son intelligence péné-

(1) Exception faite, à certains points de vue, pour les pays de la couronne de saint Étienne. Des vestiges de l'ancien dualisme, reconnu par Marie-Thérèse, subsistaient encore.

trante des hommes et des choses, avait compris le parti qu'il pourrait peut-être tirer de ces tendances. En 1809, il adressa aux Hongrois une proclamation chaleureuse qui correspondait à leurs aspirations avec une justesse étonnante : « Hongrois... Le moment est venu de recouvrer votre indépendance. Je vous offre la paix, l'intégrité de votre territoire, de votre liberté et de vos constitutions, soit telles qu'elles ont existé, soit modifiées par vous-mêmes, si vous jugez que l'intérêt des temps et les intérêts de vos concitoyens l'exigent. Je ne veux rien de vous ; je ne désire que vous voir nation libre et indépendante. Votre union avec l'Autriche a fait votre malheur. Votre sang a coulé pour elle dans des régions éloignées et vos intérêts les plus chers ont été constamment sacrifiés à ceux des États héréditaires. Vous formiez la plus belle partie de son empire et vous n'étiez qu'une province toujours asservie à des passions qui vous étaient étrangères.

« Vous avez des mœurs nationales, une langue nationale ; vous vous vantez d'une illustre et ancienne origine : reprenez donc votre existence comme nation. Ayez un roi de votre choix, qui ne règne que pour vous, qui réside au milieu de vous, qui ne soit environné que de vos citoyens et de vos soldats. Hongrois, voilà ce que vous demande l'Europe entière qui vous regarde, voilà ce que je vous demande avec elle. »

Ces offres intéressées n'eurent point raison des méfiances des Magyars contre Napoléon Ier, mais, en précisant leur idéal, elles les rendirent moins disposés à supporter le joug absolutiste.

Aussi, après 1815, le gouvernement de François II leur semble-t-il intolérable. Ils ne cessent de protester. A force d'instances, ils obtiennent en 1825 que le souverain convoque enfin leur Diète à Pozony (Presbourg). Nagy et Deak s'y révèlent grands orateurs. Pour la première fois, la langue magyare apparaît à la tribune parlementaire, où jusqu'alors on ne parlait que latin. Les sentiments nationaux

se manifestent avec une telle puissance que François II n'ose les heurter de front et subit toutes les remontrances de ses sujets magyars.

A peu près en même temps, les Italiens s'agitent à l'autre extrémité de l'empire. Silvio Pellico, coupable du plus pur patriotisme, subit dans les cachots du Spielberg une longue détention. Mais les congrès de Troppau (1820) et de Laybach (1821) sont impuissants à arrêter chez les Italiens l'essor de l'esprit libéral. Ils crient avec une colère croissante : « *Fuori i tedeschi!* Dehors les Allemands ! » et par Allemands ils entendent ces fonctionnaires autrichiens de tout grade que le gouvernement de Vienne leur envoie pour les opprimer.

Les Slaves, moins avancés, ne font qu'entrer dans la période du réveil politique. Au sud, les Croates ont à Zagreb (Agram) leur centre national. Les Slovènes l'établissent à Ljublania (Laybach). En Galicie, la petite république de Cracovie est l'Eldorado de la Pologne vaincue et démembrée.

Au nord, les Tchèques donnent un prodigieux spectacle.

Depuis la bataille de la Montagne-Blanche (1620), le flot germanique a roulé sur la Bohême ses vagues puissantes. Tout ce qui était slave a été submergé ; même la langue a disparu.

Au début du dix-neuvième siècle, Palacky (1), s'entretenant avec Jungmann (2) et Safarik (3), pouvait justement

(1) Frantisek Palacky (prononcez Palatzky), né à Hodslavice le 14 juillet 1798, mort à Prague le 26 juin 1876. Historien, créateur du programme politique national. Œuvres : *Histoire de Bohême depuis les origines légendaires jusqu'à la bataille de Mohacz,* 1526 (10 vol. in-8°), *les Archives bohêmes*, etc. — Le D[r] Rieger est le gendre de Palacky.

(2) Josef Jungmann, né à Hudlice en Bohême le 16 juillet 1773, mort le 16 novembre 1847. Son but a été de perfectionner la langue tchèque, de l'enrichir pour la conformer aux exigences modernes de la littérature scientifique et artistique. En 1839, il devient recteur de l'Université de Prague. Œuvres principales : *Dictionnaire tchèque-allemand,* traduction d'*Atala,* de Chateaubriand, et du *Paradis perdu,* de Milton; *Histoire de la littérature tchèque, bibliographie complète depuis l'origine jusqu'aux temps modernes.*

(3) Pawel Josef Safarik (prononcez Chapharjik), né le 13 mai 1795 à

dire : « Si le plafond de cette pièce s'écroulait, la nation tchèque aurait cessé de vivre. » Pleins d'une ardeur qu'explique seule une foi profonde, ces trois hommes entreprennent cependant une tâche qui semble insensée : refaire la nation tchèque. A peine ont-ils élevé la voix dans le pays bohême que le peuple, endormi depuis des siècles, répond à leur appel, rapprend la langue oubliée et, au prix d'une lutte incessante contre les Allemands, reconstitue son unité morale. La création d'un musée tchèque en 1818, une agitation d'étudiants en 1820, sont les premiers indices de cette renaissance surprenante. L'action de poètes, ardents patriotes, Kollar, Celakovsky, etc., l'accentuent.

C'est alors qu'éclate à l'occident de l'Europe la Révolution de 1830. Elle n'exerce pas en Autriche d'action directe, mais son influence cependant décuple la puissance des aspirations nationales. Un an s'est à peine écoulé que les Italiens de Parme et de Modène se soulèvent contre leurs souverains autrichiens. Les récriminations des Magyars deviennent plus pressantes. A la Diète de 1833, ils cessent de parler latin et la langue magyare devient pour toujours l'instrument des actes parlementaires. Dans la *Gazette de la Diète*, Louis Kossuth entretient l'esprit public et développe les énergies. Après 1840, les forces magyares sont suffisamment concentrées pour que François Deak puisse dresser utilement le programme du parti national : « La Hongrie est un pays libre, indépendant dans tout son système de législation et d'administration; elle n'est subordonnée à aucun autre pays. Nous ne voulons pas mettre les intérêts de notre patrie en contradiction avec ceux de l'unité de la monarchie et de la sûreté de son existence; mais nous regar-

Kobelárov, pays slave de la Hongrie, mort le 26 juillet 1861. Philologue et archéologue, bibliothécaire de l'Université de Prague. Il faut citer parmi ses œuvres principales : *les Origines de la grammaire vieux-tchèque*, *les Antiquités slaves*, *l'Ethnographie slave*, la traduction de *Marie-Stuart*, de Schiller; *les Chansons des peuples slaves de Hongrie*, *la Muse des monts Carpathes et la lyre slave*.

dons comme contraire aux lois et à la justice que les intérêts de la Hongrie soient subordonnés à ceux de n'importe quel pays... Nous ne consentirons jamais à ce qu'ils soient sacrifiés à l'unité du système gouvernemental... Pour nous, la vie constitutionnelle est un trésor qu'il ne nous est pas permis de sacrifier ni à un intérêt étranger, ni aux plus grands avantages matériels. Notre premier devoir est de la conserver, de la fortifier; nous sommes convaincus que si les États héréditaires jouissaient encore de leur ancienne liberté, ou si, selon les besoins de notre siècle et de la justice, ils prenaient rang parmi les nations constitutionnelles, nos intérêts et les leurs, qui maintenant sont souvent divisés, quelquefois même opposés, se concilieraient plus facilement... La monarchie, croissant en force intellectuelle et matérielle, résisterait avec plus de sûreté aux orages que le temps et les circonstances pourraient soulever un jour. »

Au nord de Vienne, les Tchèques se développent rapidement. Leur Diète est encore, il est vrai, une assemblée impuissante, mais le peuple réalise de plus en plus « victorieusement son émancipation intellectuelle et morale ». En 1846, Havlicek rédige la *Gazette officielle de Prague* qui fait pendant à l'organe de Kossuth à Pesth. L'année suivante, les chefs du mouvement bohême comprennent le danger de leur isolement. Ils essayent de fédérer dans une union d'ensemble tous les peuples de l'État autrichien pour faire aboutir à la fois leurs revendications communes; l'égoïsme des Magyars fait obstacle à cette tentative aussi politique que généreuse.

En Galicie, les Polonais veulent davantage. Leurs nobles croient le moment venu de reconquérir une entière liberté. Ils font une insurrection qui est écrasée et dont le résultat est de donner à Ferdinand I[er] l'occasion attendue de s'emparer (1846) de la petite république de Cracovie, foyer du libéralisme et du nationalisme polonais.

Ainsi, après 1830, les efforts des peuples autrichiens se

précisent, s'accentuent constamment, mais restent encore isolés. L'action puissante de la Révolution de 1848 va leur donner un commencement de coordination. Son effet en Autriche est formidable. Sur tous les points de l'empire, à Venise, à Pesth, à Prague, à Agram, à Leopol, à Vienne, les soulèvements populaires se font au nom de la liberté et du patriotisme. Metternich, qui depuis si longtemps exerce un pouvoir discrétionnaire, doit s'enfuir. La dynastie est ébranlée et se sent contrainte d'entrer dans la voie des concessions. A Prague, on tient pour la première fois des discours en langue tchèque (11 mars 1848). On réclame son égalité avec la langue allemande. Le ministère viennois, présidé par Pillersdorff, cède, et par la patente du 8 avril 1848 reconnaît les droits égaux des deux langues. Les Slovènes demandent que le nord de la Styrie et de la Carinthie soit abandonné aux Allemands, qui y prédominent, mais que le reste du pays forme une province distincte sous le nom de Slovénie. A Pesth, de jeunes patriotes s'emparent d'une imprimerie et publient en douze articles les revendications magyares. Pressé de toutes parts, le monarque autrichien autorise la constitution d'un ministère hongrois. Les Allemands, eux aussi, ébranlés par la commotion générale, croient le moment venu de reconstituer le grand empire germanique du moyen âge. Ils convoquent à Francfort les députés de tous les pays qu'ils considèrent comme allemands et affectent d'y comprendre la Bohême. Ils invitent Palacky à se joindre à eux. Dans une lettre qui n'est pas seulement d'un grand citoyen, mais d'un politique aux vues lointaines, le patriote tchèque proteste contre cette tendance à assimiler la Bohême à une région allemande.

« Je ne suis pas Allemand, dit-il, ou du moins, je n'ai pas conscience de l'être, et certainement, vous ne m'avez pas appelé auprès de vous pour jouer le rôle d'un comparse sans opinion et sans volonté... Je suis Tchèque, d'origine slave, et le peu que je vaux est tout entier au service de ma

nation. Cette nation est sans doute petite, mais elle constitue depuis ses origines une individualité historique; ses princes sont entrés dans le concert des princes allemands, mais le peuple lui-même ne s'est jamais considéré comme allemand... D'ailleurs, vous voulez affaiblir à jamais, rendre même impossible l'existence de l'Autriche comme État indépendant; *or, le maintien de l'intégrité, le développement de l'Autriche, sont d'une haute importance, non seulement pour mon peuple, mais pour l'Europe entière, pour l'humanité et la civilisation elle-même.* »

Le congrès de Francfort passe outre et poursuit ses séances.

Les Slaves d'Autriche saisissent le péril de l'inaction en présence d'une telle activité. Les Tchèques prennent l'initiative d'appeler à Prague les délégués de toutes les régions slaves de la monarchie. L'Assemblée qui se réunit le 2 juin 1848 a pour but « d'affermir l'esprit de solidarité de tous les Slaves d'Autriche, de protester contre l'incorporation dans le nouvel empire allemand des pays dont les habitants n'étaient pas allemands, de s'allier pour agir en commun dans l'intérêt national et politique, *de rechercher à quelles conditions on pourra organiser l'Autriche en un état fédératif,* d'envoyer aux souverains une adresse dans laquelle seraient exposés les besoins et les désirs des Slaves ».

Quelques jours plus tard, des troubles suscités, assure-t-on, par les autorités allemandes éclatent; le congrès est dissous. Malgré tout, la situation reste difficile, et l'empereur incline de plus en plus à s'entendre avec ses peuples. Il appelle à Vienne (juillet 1848) leurs députés, sauf ceux des pays de la couronne de Hongrie qui dépendent du gouvernement installé à Pesth.

La Diète ainsi réunie doit « achever le grand ouvrage de la renaissance de la patrie et de l'affermissement de la liberté ». Elle commence ses travaux et vote certaines mesures

qui, comme le rachat à bon marché de toutes les prestations et corvées, au moyen d'une forme d'indemnité particulière pour chaque province, constituent un premier pas vers le « fédéralisme ».

Cependant l'agitation continue et s'aggrave, surtout dans les pays de la couronne de Hongrie. Les Roumains de Transylvanie, soumis aux Magyars, réclament d'eux l'égalité de traitement. Les Serbo-Croates les imitent. Leur chef improvisé, Stratimirovitch, les conduit. « Nous combattons, dit-il, contre ceux qui violent la constitution, qui ne veulent la liberté que pour eux-mêmes, qui prétendent n'employer qu'au profit de la minorité magyare un trésor gonflé par les sueurs des Slaves, des Allemands et des Roumains. »

Les peuples commencent à entrer en rivalité les uns avec les autres. A Vienne, on se reprend à espérer. Peut-être, la fameuse devise des Habsbourg, *Divide ut imperes,* va-t-elle une fois encore sauver la dynastie! Des agents habiles se mettent en relations avec Jelachich, le chef des Croates, le plus redoutable adversaire des Magyars. Schwarzenberg remplace Metternich au ministère. Cependant l'empereur faiblit devant les difficultés; les ressorts de son énergie sont brisés; Schwarzenberg lui persuade de céder la couronne à son neveu. François-Joseph, qui a dix-huit ans, prend le pouvoir (2 décembre 1848).

Se départir de la rigueur de l' « absolutisme » tout en conservant une administration centralisée à Vienne, tel est le désir qu'il marque dans sa proclamation d'avènement.

« Fermement résolu à conserver sans tache l'éclat de la couronne, mais prêt à partager nos droits avec les représentants de nos peuples, nous espérons, avec l'aide de Dieu, arriver à réunir, en un grand corps d'État, tous les pays et toutes les races de la monarchie. »

C'était là un commencement de « constitutionnalisme »; le « dualisme », lui-même, existait déjà en puissance, puisque la Hongrie n'avait pas été convoquée aux délibé-

rations de l'assemblée réunie à Vienne. C'était donc dans cette ville que se débattait le sort du reste de la monarchie. Palacky, l'historien tchèque, y soutenait les *desiderata* des fédéralistes. Il demandait en leur nom quatre ministères pour la défense des intérêts communs à tout l'empire : la Guerre, la Marine, les Finances et les Affaires étrangères; chaque province jouirait d'une complète autonomie; les Diètes nationales choisiraient des députés qui, réunis, constitueraient la Diète centrale; chaque nationalité aurait à Vienne sa chancellerie particulière.

Réaliser l'entente sur tous ces points était difficile; cependant, au bout de quelques mois, on parvint à la faire.

« Le 2 mars 1849, l'œuvre constitutionnelle des fédéralistes paraissait achevée. » La cause des peuples était sur le point de triompher. Un coup de théâtre fit subitement obstacle à son succès. Les articles que le Parlement de Francfort venait de voter s'appliquaient, non seulement à l'Allemagne, mais aussi à l'Autriche. Les Allemands, indignés de l'œuvre fédéraliste qui s'élaborait à Vienne et qui par la force des choses était dirigée contre eux, résolurent de l'enrayer à tout prix. Stadion, alors ministre de l'intérieur, servit leurs desseins. Le 6 mars 1849, il appela quelques-uns des députés slaves et leur déclara qu'en l'absence des Hongrois, l'Assemblée ne saurait légalement voter une constitution applicable à tout l'empire. Les députés répondirent à Stadion que la question ne pouvait pas se poser ainsi, les Hongrois jouissant déjà d'un gouvernement particulier. Malgré toutes les protestations, la Diète fut dissoute. Une constitution, octroyée par l'empereur, remplaça l'œuvre qu'elle devait accomplir, mais elle restait muette sur les droits historiques des diverses provinces et sur l'égalité des nationalités.

En Hongrie, la crise continuait en s'aggravant. Le gouvernement de Vienne, suivant son plan perfide, poussa secrètement contre les Magyars le ban de Croatie, Jelachich.

Kossuth, indigné, fit voter par la Diète de Debreczen (14 avril 1849) la déchéance de la maison d'Autriche et l'indépendance de la Hongrie. A ce moment même, on apprit que le tsar Nicolas, cédant à la prière de l'empereur François-Joseph, mettait à sa disposition les armées russes pour dompter les Magyars révoltés.

La politique astucieuse de la cour de Vienne, qui consistait à armer les peuples les uns contre les autres, triomphait. On l'appliqua partout, et partout ce procédé immoral réussit.

En peu de temps, le succès fut complet. Déjà le prince Windischgraetz avait bombardé Prague. Radetzky reconquit la Lombardie, et les Magyars capitulèrent devant les Russes à Vilagos. Une fois de plus, les peuples étaient vaincus.

François-Joseph oublia. Toutes les concessions faites furent retirées et le régime absolutiste remis en pratique dans toute son âpreté. L'empire entier fut soumis à un régime de compression à outrance. On s'ingénia à créer à Vienne un gouvernement centralisé dont la force militaire était l'unique fondement. La constitution historique de la Hongrie devint lettre morte. Le royaume de saint Étienne fut divisé en cinq cercles (1852), et là, aussi bien que dans le reste de l'État, les fonctions publiques furent exclusivement confiées à des Allemands. « Le centre étant à Vienne, en pays allemand, la centralisation aboutit à faire de l'allemand la langue universelle de l'empire (1)... » Partout, ce fut une réaction violente contre les aspirations les plus ardentes des peuples autrichiens.

Pendant quelques années, cette méthode permit de comprimer les sentiments nationaux, mais bientôt ils allaient acquérir une nouvelle force d'expansion.

Monté sur le trône de France, Napoléon III proclama sainte la cause des nationalités et mit son honneur à la sou-

(1) Ch. Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 399. Colin, Paris, 1897.

tenir dans toutes ses manifestations. Son intervention en faveur de l'unité italienne n'eut pas seulement pour conséquence de soustraire la Lombardie au joug du gouvernement viennois (1859), elle détermina le monarque autrichien à se rapprocher de ses peuples.

La guerre d'Italie avait épuisé les finances de l'Autriche. Son crédit était ruiné. François-Joseph comprit qu'il lui était impossible de le restaurer sans le concours de ses sujets, ce qui l'amena à reconnaître l'impérieuse nécessité d'abandonner enfin l' « absolutisme ». Tout d'abord, il lui fallait reprendre avec ses peuples le contact perdu depuis 1848. A cet effet, il convoqua à Vienne un « Conseil d'État renforcé ». Une commission en fut tirée dans le but de procéder à un examen approfondi du budget. Son action fut capitale. Sans doute, les éléments aristocratiques y dominaient, mais elle reflétait, cependant, les idées de 1848 avec tant de force, elle dénotait d'une façon si manifeste la prédominance des volontés fédéralistes, que l'empereur fut ébranlé. Le 20 octobre 1860, il signa un diplôme qui devait être « une loi fondamentale d'État, permanente et irrévocable » (1), et où François-Joseph se déclarait prêt à régner en souverain constitutionnel. Cet acte, d'une portée considérable, « reconnaissait aux Landtag des divers pays le pouvoir de voter les lois, en opérant suivant les formes historiques (2). » Il déclarait que « les institutions devaient répondre à la conscience du droit historique » (3) des « royaumes et pays ».

La théorie de l'Autriche fédérale reçut ainsi, sous la signature impériale, une première confirmation officielle.

Pourquoi donc le diplôme resta-t-il lettre morte? C'est qu'il menaçait dans leurs privilèges, nés du « centralisme », les fonctionnaires allemands de Vienne. Formant l'entou-

(1) Ch. Seignobos, *Histoire politique de l'Europe contemporaine*, p. 496.
(2) Id., *ibid.*
(3) Id., *ibid.*

rage immédiat de l'empereur, ceux-ci s'ingénièrent à réagir contre une réforme qui les dépossédait. Ils réussirent si bien à dissuader François-Joseph d'accomplir toute réforme que, le 26 février 1861, ce dernier, ne considérant plus que les intérêts du « germanisme », promulgua une constitution qui était la négation du diplôme.

Comme par le passé, les Allemands gardent tous les fils de l'administration, mais les peuples non allemands, surexcités par la perspective d'une prochaine libération, sont plus ardents que jamais, les Hongrois surtout. Leurs récriminations dominent celles des Slaves et amènent une période pleine de troubles qui se prolonge jusqu'en 1866. Le désastre de Sadowa survient au milieu de ces complications. Les Magyars, avec une grande intelligence politique, sentent qu'il faut profiter de la situation inextricable où se débat le gouvernement de Vienne.

Cette fois, la nécessité d'une transformation s'impose inéluctable à François-Joseph. Deux procédés s'offrent à son choix. Le premier consiste à fédéraliser l'Autriche entière sur la base du diplôme de 1860, c'est-à-dire à donner l'autonomie administrative aux divers pays de la monarchie, en respectant leurs droits historiques ; le second n'est en réalité qu'un expédient : il s'agit de faire la part du feu, de traiter avec la nationalité la plus forte, celle des Magyars, pour partager avec eux à la fois le pouvoir et la domination des autres peuples. Conseillé par l'Allemand de Beust, ancien ministre du roi de Saxe (1), l'empereur d'Autriche s'arrêta à ce dernier système.

Par la constitution promulguée le 22 décembre 1867, il établit le « dualisme » austro-hongrois, qui subsiste encore aujourd'hui.

L'Autriche de 1815 est alors arbitrairement partagée en deux régions : la Hongrie ou Transleithanie et l'Autriche

(1) De Beust était entré au service de François-Joseph en octobre 1865.

proprement dite ou Cisleithanie (1). Chacune a son code, sa banque nationale, sa monnaie, etc.

Désormais, les Allemands ne dominent plus seuls dans la monarchie; sous la pression des circonstances, au mépris de tous les droits et sans consulter les autres peuples de l'empire, ils ont cédé aux Magyars une part de l'hégémonie. Depuis 1867, ceux-ci ont donc à s'administrer eux-mêmes et à contenir tous les peuples ou fractions de peuples non magyares vivant sur le territoire de la Transleithanie : Slovaques, Ruthènes, Serbes, Croates et Roumains (2).

Jusqu'à présent, en dépit des protestations incessantes de ces derniers, les Magyars ont réussi à maintenir intactes les prérogatives du gouvernement de Pesth sur leurs ressortissants latins et slaves.

Il y a là un état de choses dont il est impossible de ne pas tenir compte dans un ouvrage consacré comme celui-ci à l'examen d'éventualités précises que seuls des faits certains autorisent à envisager comme rapprochées. Or, c'est seulement en Cisleithanie, en Autriche, que l'intensité des progrès nationaux des Slaves rend inévitables de prochaines modifications; c'est donc sur l'Autriche qu'il faut concentrer l'attention. Pour cette cause, malgré l'intérêt, assurément très réel, que présente la situation des Slaves et des Roumains de Transleithanie, je m'abstiendrai de parler plus longuement de leurs efforts en vue d'acquérir l'indépendance nationale.

Dans cette étude, l'expression « Question d'Autriche » s'applique donc spécialement à la Cisleithanie: j'exposerai d'ailleurs dans quelle mesure la transformation de l'Autriche intéresse la Hongrie (3).

(1) Voir à la fin du volume la carte sur papier transparent intitulée : « l'Autriche officielle depuis 1867. » Depuis cette époque, l'expression « Autriche » s'applique seulement à la Cisleithanie.

(2) Voir la remarque III de la carte « l'Autriche vraie ».

(3) Voir la seconde partie du chapitre IV, intitulée : *Quelle peut être*

Tout en consacrant l'esprit dominateur du « dualisme », la constitution de 1867 tenait compte, au moins dans son texte, des Ruthènes, des Tchèques, des Polonais, des Slovènes, des Croates et des Serbes qui devaient continuer à vivre en Cisleithanie.

L'article 19 de la constitution est formel :

« Tous les peuples de l'État sont sur le pied d'égalité, et chaque peuple, en particulier, a droit à ce que l'inviolabilité de sa nationalité et de son idiome soit garantie. L'égalité de tous les idiomes usités dans l'empire, pour les écoles, l'administration et la vie publique, est reconnue par l'État. Dans les pays où existent différentes nationalités, les établissements publics d'éducation doivent être organisés de manière que, sans être contraint d'apprendre une seconde langue, chaque citoyen puisse acquérir tous les moyens nécessaires d'instruction (1). »

Ce texte constituait malheureusement une simple façade. Il ne fut jamais appliqué. Pouvait-il en être autrement, puisque la cour de Vienne avait opté pour le « dualisme » et non pour le « fédéralisme », précisément dans le but de maintenir intacte la suprématie du « germanisme », au moins dans une moitié de l'empire?

Les fonctionnaires allemands voyaient leur champ d'action restreint à l'Autriche; en manière de compensation on voulut augmenter leur puissance.

Avec l'unité d'administration s'imposait l'unité de langue.

l'attitude de la Hongrie en présence du mouvement fédéraliste et de la poussée pangermaniste en Cisleithanie?

(1) « Alle Volksstämme des Staates sind gleichberechtigt, und jeder Volksstamm hat ein unverletzliches Recht auf Wahrung und Pflege seiner Nationalität und Sprache. Die Gleichberechtigung aller landesüblichen Sprachen in Schule, Amt und öffentlichem Leben wird vom Staate anerkannt. In den Ländern, in welchen mehrere Volksstämme wohnen, sollen die öffentlichen Unterrichtsanstalten derart eingerichtet sein, dass ohne Anwendung eines zwanges zur Erlernung einer zweiten Landessprache jeder dieser Volksstämme die erforderlichen Mittel zur Ausbildung in seiner Sprache erhält. »

C'est pourquoi le gouvernement de Vienne imposa à toute l'Autriche le caractère d'un État allemand. Les intérêts du germanisme ne l'admettaient pas autrement. « Pour tous ces Allemands, en effet, les conservateurs des pays alpins exceptés, il n'y a qu'un droit historique en Autriche : le « centralisme » et la « suprématie allemande » (1).

N'admettant la liberté que pour eux-mêmes, considérant les Slaves comme une race inférieure, les Allemands d'Autriche continuent donc après 1867, tout en se qualifiant de « libéraux », à refuser d'appliquer l'article 19 de la constitution. Les seules lois qui leur conviennent, ce sont celles comme la loi électorale de Schmerling, combinaison hypocrite, basée en apparence sur la représentation des intérêts, mais dont le seul objet est d'assurer la majorité aux Allemands de Cisleithanie, même dans les Diètes des pays slaves.

§ 2. — Après 1867, la situation des peuples cisleithans non allemands continue donc à être aussi défavorable qu'avant l'établissement du « dualisme ». Cependant le grave échec qu'ils viennent de subir ne lasse pas leur courage. Ils perfectionnent leur organisation nationale, réclament sans cesse et finissent, à force de ténacité, par remporter quelques avantages sur le « centralisme » viennois. Les circonstances ne les ont pas tous également favorisés; aussi leur fortune a-t-elle été diverse; on ne saurait s'en faire une idée exacte que par l'examen séparé du développement de chacune de ces nationalités (2).

(1) D[r] K. Kramarsch, *l'Avenir de l'Autriche* (*Revue de Paris*, 1[er] février 1899, p. 581). Cet article fort remarquable est à lire en entier. Il a soulevé en son temps en Autriche une vive polémique, tant à cause de son fonds que de la personnalité de son auteur : le D[r] Kramarsch, un des leaders du parti jeune-tchèque, était vice-président du Reichsrath pendant les fameuses séances de l'obstruction allemande contre les ordonnances du comte Badeni.

(2) Pour l'entière intelligence de ce passage relatif aux peuples cislei-

A peine le « dualisme » fut-il établi que les Polonais protestèrent. La déclaration de septembre 1868 est l'exposé de leurs *desiderata*. « La Diète du pays nomme seule les députés au Reichsrath. — Le gouvernement ne pourrra jamais ordonner d'élections directes. — Les députés galiciens ne prendront part aux délibérations du Reichsrath que pour les affaires communes à la Galicie et aux autres pays cisleithans. — Les affaires commerciales du pays, les institutions de crédit, les droits de cité et la police des étrangers, l'enseignement, la justice et l'administration rentrent exclusivement dans la compétence de la Diète. — La Galicie aura une cour de cassation. — Elle réclame un gouvernement séparé, responsable devant la Diète, et un ministre responsable. »

Ces revendications parvinrent à Vienne à un moment très favorable. En raison de sa situation excentrique dans l'empire, peu d'Allemands résident en Galicie (1). Le maintien d'une administration allemande dans cette région offrait en soi un faible intérêt; céder, constituait au contraire un acte de très habile politique. Alors uniquement représentés par des aristocrates, hostiles à la Russie, les Polonais étaient par suite peu disposés à sympathiser avec les autres Slaves cisleithans tous russophiles. D'intelligentes concessions du pouvoir central pouvaient donc creuser l'abîme entre ces derniers et les Polonais. A Vienne, on n'hésita pas, et si l'on n'accorda point à la Galicie absolument tout ce qu'elle demandait, on lui octroya une très large autonomie. Les Polonais acquirent ainsi une place exceptionnellement avantageuse en Autriche. De ce jour, toute leur politique eut pour objectif de la conserver. C'est ce qui explique pourquoi ils sont devenus les alliés des Allemands et sont

thans, il est nécessaire d'avoir sous les yeux la carte de « l'Autriche vraie » placée à la fin du volume.

(1) On ne compte actuellement en Galicie que 230,000 Allemands, soit 3.5 pour 100 de la population totale. Auerbach, *les Races et les Nationalités en Autriche-Hongrie*, p. 179, Alcan, Paris, 1898.)

restés pendant de longues années les fermes soutiens du « centralisme » viennois.

L'évolution naturelle des choses a modifié ce point de vue tout récemment. L'adoucissement du régime russe, apporté à Varsovie par le prince Iméretinsky (1), a coïncidé avec le redoublement de rigueur du traitement que le gouvernement de Guillaume II impose aux Polonais du grand-duché de Posen; l'hostilité des Polonais de Galicie s'est trouvée ainsi orientée, moins contre Pétersbourg que contre Berlin, et le « germanisme » leur est apparu désormais comme l'adversaire vraiment irréductible de leur nationalité; dans le même temps, la représentation polonaise au parlement de Vienne devenait plus accessible aux idées démocratiques ; enfin, l'autonomie de la Galicie était si fortement établie que sa restriction n'était plus à craindre. Ces causes concordantes ont amené les députés polonais à faire alliance avec les autres Slaves cisleithans et les Allemands vraiment libéraux pour former au Reichsrath cette majorité fédéraliste qui a maintenu au pouvoir le comte Badeni et le comte Thun.

L'adhésion des Polonais au programme autonomiste des autres Slaves est d'une grande importance. Sans doute, au point de vue purement parlementaire, cette adhésion ne présente pas un caractère de stabilité absolue. Le club polonais comprend encore des membres fort imbus des vieilles idées aristocratiques, restés très influents, qui ne se montrent pas toujours disposés à suivre les Tchèques lorsque la tactique de ceux-ci comporte l'obstruction bruyante. Cette considération est d'ailleurs secondaire. Ce qui importe pour l'avenir, ce ne sont pas les combinaisons éphémères du Parlement, mais l'entente du « peuple » polonais de Galicie avec les autres « peuples » slaves de la Cisleithanie. Or, toutes les manifestations des dernières années tendent

(1) Mort en décembre 1900.

à prouver que cette entente doit être durable. De nombreuses sociétés polonaises et tchèques de gymnastique, de chant, d'étudiants, ont saisi toutes les occasions de fraterniser; des milliers de femmes de Bohême et de Galicie ont échangé des télégrammes pour affirmer leur solidarité dans le « slavisme » ; en juin 1898, l'alliance tchèque polonaise s'est affirmée avec éclat lors des fêtes des centenaires de Palacky, l'historien tchèque, et d'Adam Mickiewicz, le grand poète polonais ; à l'occasion de l'inauguration du nouveau théâtre polonais de Leopol (1) (4 octobre 1900), la ville de Prague, représentée par son maire, le Dr Srb, a offert à la ville de Leopol une couronne de laurier en argent et une adresse contenant ces lignes : « La couronne de laurier doit rappeler aux Polonais qu'ils proviennent de la même souche que les Tchèques, et que ceux-ci sont animés du même esprit que les Polonais. Les deux peuples doivent avoir pour devise : « Pour nous et pour notre liberté. » Le vif désir de tous les Slaves est que les Polonais agissent conformément à cette devise dans toutes leurs actions politiques. » On verra plus loin (2) que la communauté des intérêts économiques ne peut que confirmer l'union des Polonais avec les autres Slaves cisleithans.

Les Ruthènes, eux, sont dans une situation très particulière. La concession de l'autonomie aux Polonais, les ayant soustraits à l'administration allemande, c'est à l'administration polonaise que s'adressent maintenant toutes leurs réclamations. Elles se présentent d'ailleurs dans des conditions particulièrement délicates, car si les Ruthènes occupent la presque totalité des districts ruraux de la Galicie orientale, les Polonais ont la majorité dans les villes. Cette curieuse répartition ethnographique amène les Ruthènes à demander aux Polonais l'octroi d'une autonomie d'un type

(1) Leopol se dit : Lemberg en allemand, Lwow en polonais, Lwiw en ruthène.

(2) Voir p. 148 et suivantes.

tout spécial et encore mal défini. Il y a bien là une confirmation de la force des idées fédéralistes dans cette partie de la Cisleithanie, mais il en résulte en même temps que la « question » ruthène n'est pas directement influencée par la prépondérance plus ou moins grande du « germanisme » à Vienne.

Les Roumains qui occupent le sud de la Bukovine sont dans le même cas. Malgré leur faible nombre, ils sont parvenus cependant à envoyer au Reichsrath cinq députés. On ne saurait toutefois les considérer comme « fédéralistes », car leur secret désir est de se séparer de l'Autriche pour se réunir à la Roumanie. Le gouvernement de Vienne combat de son mieux ces tendances; dans ce but, il a établi à Czernowitz « une université allemande qui constitue sur la frontière russe le dernier jalon de la civilisation germanique ».

On retrouve ces idées séparatistes chez les Italiens du Trentin, de l'Istrie et du Littoral. Des faits topiques révèlent leur intensité.

En avril 1899, le roi Humbert, donnant audience à des fonctionnaires, adresse à chacun d'eux quelques mots aimables. M. Lovisati, professeur de minéralogie, défile devant le roi.

— De quel pays êtes-vous? lui dit Humbert.

— Je suis, répond le professeur, d'un pays qui désire ajouter un nouveau joyau à la couronne de Votre Majesté.

— Que voulez-vous dire?

— Je suis de Trieste, ville qui ne perdra jamais une occasion de s'affirmer italienne.

En effet, lors des récentes funérailles du roi d'Italie, la représentation municipale de Trieste a fait déposer sur le cercueil une couronne portant cette inscription : *Triest — Al suo re,* et le club vélocipédique de Zara a adressé au ministère italien un télégramme où il parlait de la Dalmatie — *lembo di terra italiana.*

Ces sentiments séparatistes paraissent justifiés surtout par des considérations sentimentales. Les Italiens d'Autriche ont plutôt à se louer du gouvernement de Vienne, qui montre d'assez grands égards pour leurs droits nationaux, non pas sans doute par raison d'équité, mais comme conséquence d'un calcul politique qui rappelle l'astucieuse tactique de l'ancienne république de Venise. La bureaucratie centraliste admet en effet qu'il faut faciliter l'« italianisation » de l'Istrie et de la côte dalmate, parce qu'elle espère qu'en opposant les Italiens aux Slaves du sud, possesseurs naturels du sol, Latins et Slaves se neutraliseront réciproquement et qu'un jour les Allemands pourront plus facilement s'implanter dans le pays.

Les Slovènes se trouvent ainsi avoir à lutter au nord contre les Allemands et au sud contre les Italiens. Plus favorisés, les Serbo-Croates n'ont que ces derniers comme adversaires. Tous ces Slaves, en grande majorité paysans ou montagnards peu fortunés, ont eu à vaincre des difficultés sans nombre avant de parvenir à s'organiser. Après 1867, ils l'étaient cependant suffisamment pour protester contre la centralisation allemande. Depuis, leurs progrès ont été continus. Ils ont conquis de haute lutte la majorité à la Diète et au conseil municipal de Ljublania (Laybach) et possèdent maintenant vingt-quatre représentants au parlement de Vienne. Ces succès électoraux n'ont arraché au pouvoir central que des concessions minimes et peu nombreuses : en 1880, le baron Prajak, d'ailleurs de nationalité tchèque, a introduit la langue slovène comme langue « extérieure » des tribunaux, c'est-à-dire que, dans leurs rapports avec les parties, les tribunaux du sud cisleithan peuvent employer le slovène au même titre que l'allemand ; en 1893, des classes slovènes ont été établies parallèlement aux classes allemandes du lycée de Cilj (Cilli) ; en outre des écoles primaires ont été fondées en Carinthie et dans le sud de la Styrie. C'est là à peu près tout ce que les Slovènes

ont obtenu d'officiel. L'administration des villes où ils forment la majorité, Cilli, Marbourg, Klagenfurth, continue à rester allemande. A Trieste, dont le centre est incontestablement italien, mais où les Slovènes peuplent les faubourgs et la campagne environnante, ils sont encore privés d'écoles primaires bien que la loi cependant soit formelle, puisqu'elle donne le droit aux pères de quarante enfants inscrits pendant cinq années consécutives d'obtenir la création d'une école de leur nationalité. Il y aura bientôt quinze ans que mille chefs de famille slovènes ont fait semblable demande. Pour tourner le texte de la loi, les autorités ont imaginé de ne faire aucune réponse à leur requête; les mille pères de famille slovènes de Trieste l'attendent encore. A Ljublania (Laybach), la capitale, sur quarante mille habitants, on ne compte que quatre mille Allemands. Ceux-ci ont trois collèges, les Slovènes n'en ont aucun; ils doivent même se contenter d'écoles primaires, notoirement insuffisantes pour le chiffre de la population. Un fait récent montre mieux encore le degré de l'arbitraire dont souffrent les malheureux Slovènes. A la fin de 1899, le président du tribunal de Cilj (Cilli) était à remplacer. Le ressort comprend 11,659 Allemands et 209,367 Slovènes, soit 5 p. 100 d'Allemands et 95 p. 100 de Slovènes; c'est cependant un Allemand qui a été nommé comme par le passé.

Ces injustices systématiques ne lassent pas les Slovènes. Forts de la justice de leur cause, ils protestent contre un régime qu'ils savent ne pouvoir se maintenir (1).

En attendant la reconnaissance officielle de leurs droits, les Slovènes ne perdent aucune occasion de s'affranchir du joug du « germanisme »; en 1894, à la suite d'un tremblement de terre, au lieu de s'adresser, pour leurs travaux de réfection, à des techniciens de Vienne, cependant plus pro-

(1) Encore le 3 avril 1900, le D[r] Majaron a réclamé à la Diète de Ljublania (Laybach) l'égalité absolue des langues slovène et allemande.

ches, ils ont fait appel à des ingénieurs sortis de l'école polytechnique de Prague.

Les qualités naturelles des Slovènes justifient leur développement moral continu, malgré le peu de ressources dont ils disposent; elles expliquent le succès qu'obtiennent les bibliothèques populaires que des sociétés nationales privées font circuler dans les campagnes pour suppléer à l'insuffisance des écoles. Un signe certain décèle les progrès de la culture politique. Avant 1891, les Slovènes élisaient leurs députés sans leur tracer une ligne d'action précise; maintenant, le député slovène à Vienne reçoit chaque jour de nombreuses lettres de ses électeurs, qui s'intéressent fort intelligemment à la marche des affaires publiques. Il y a là une garantie de succès pour l'avenir; une autre, toute matérielle, résulte du coefficient très élevé de la prolificité des Slovènes. Les familles de neuf ou dix enfants sont très fréquentes; il est vrai qu'un grand nombre d'entre elles sont fort pauvres, surtout en raison du délaissement économique dont souffre la région qu'ils habitent. Le réseau des chemins de fer qui la traverse est très incomplet; l'industrie ne peut se développer; leurs tarifs sont si défavorables qu'actuellement le bois de Galicie revient moins cher à Ljublania (Laybach) que celui des environs. Cette organisation défectueuse a une répercussion profonde sur la population; il s'ensuit qu'un grand nombre de Slovènes, ne trouvant pas à vivre dans leur pays, dont les richesses sont mal exploitées, sont contraints d'émigrer en Amérique.

Économiquement donc aussi bien que politiquement, les Slovènes sont sacrifiés. Ils souffrent profondément des injustices accumulées dont ils sont les victimes, et à mesure qu'ils voient plus clair, le joug de l'administration allemande leur paraît plus intolérable.

Les Tchèques, plus anciennement organisés, ont obtenu sur le « centralisme » viennois des avantages mieux marqués. Aussitôt après Sadowa, leur chef, le Dr Rieger, comprit

que l'unification de l'Allemagne allait se faire sous la direction de la Prusse, et, d'une façon prophétique, il annonça les dangers qui en résulteraient d'abord pour son pays et ensuite pour toute l'Autriche : « Nous aurons devant nous les forces militaires de quarante millions d'Allemands. Ces forces seront poussées par la nature des choses et par cet instinct de conquête, qui est inné à la nation allemande, vers de nouvelles acquisitions (1). »

Convaincus de ce péril futur, les Tchèques virent avec une déception profonde l'établissement du « dualisme », qui en rapprochait l'éventualité.

Ils protestèrent aussitôt (22 août 1868) dans un document qui résumait leurs réclamations et qui devança de quelques jours la déclaration des Polonais. (Voir page 18.)

La situation de la Bohême en Autriche était exposée, en huit articles, d'après les anciens textes :

1° Il y a entre la Bohême et le souverain un rapport de droits et de devoirs mutuels qui oblige également les deux parties.

2° L'Autriche n'est pas un État unitaire : le royaume de Bohême n'est attaché au reste de la monarchie que par le lien de l'union personnelle.

3° Aucune modification ne peut être apportée à cet état de choses que par un contrat nouveau entre le royaume et la dynastie.

4° Aucune assemblée étrangère à la Bohême, Reichsrath ou Délégation, ne peut imposer au royaume les dettes de l'Empire ou d'autres charges publiques.

5° (Cet article est sans intérêt.)

6° La nation hongroise a le droit de traiter avec le souverain de ses intérêts, mais non pas de ceux de la Bohême.

7° La Cisleithanie est sans fondement historique et la

(1) Discours à la Diète de Prague, 13 avril 1867.

Bohême n'a pas à se faire représenter dans une assemblée cisleithane.

8° Les questions constitutionnelles pendantes doivent être réglées d'un commun accord entre le souverain et la nation politique bohême « représentée sur la base d'une loi électorale juste et d'une élection correcte » (1).

Les termes mêmes de cette déclaration établissent nettement qu'en plus de l'autonomie administrative, les Tchèques réclament le respect des *droits historiques* du royaume de saint Venceslas, formé de trois parties : la Bohême proprement dite, la Moravie et la Silésie. Les Allemands nient ces droits avec une passion destinée sans doute à marquer l'absence complète d'arguments fondés ; en effet, ces droits ne paraissent pas contestables.

Louis Kossuth, dans des lettres qu'il adressa à Helfy en 1871, a déclaré que ces droits étaient identiques à ceux de la Hongrie ; le roi de Prusse lui-même, en entrant en Bohême à la tête de ses troupes, en 1866, a reconnu ces titres historiques dans une proclamation qu'il adressa « aux habitants du glorieux royaume de Bohême » (2).

(1) Cité par L. Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 563. Hachette, Paris, 1895.

(2) Le texte de cette proclamation, affichée le 10 juillet 1866 dans les rues de Prague et publiée dans les journaux le même jour, mérite d'être connu en entier.

Habitants du glorieux royaume de Bohême !

Par suite de la guerre faite contre notre volonté par l'empereur d'Autriche, nous arrivons sur le sol de votre patrie, non pas en ennemis et en conquérants, *mais avec l'entier respect de vos droits historiques et nationaux.*

Ce n'est pas la guerre avec ses désastres, mais les ménagements et notre amitié, que nous offrons à tous

Einwohner des glorreichen Lönigreiches Böhmen !

In folge des gegen unsere Wünsche vom Kaiser von Oesterreich herbeigeführten Krieges, betreten wir nicht als Feinde und Eroberer, *sondern mit voller Achtung für Euere historischen und nationalen Rechte Eueren heimatlichen Boden.*

Nicht Krieg und Verheerung, sondern Schonung und Freundschaft bieten wir allen Einwohnern ohne

Émanant d'un Hohenzollern, ce document suffirait à lever tous les doutes, mais il en est un plus décisif encore; l'empereur François-Joseph, le principal intéressé à s'opposer aux réclamations des Tchèques, en a lui aussi admis le bien fondé, dans des circonstances qui ne laissent aucune place à l'équivoque. Le concert de réclamations qui, après 1867, s'éleva en Cisleithanie contre le « dualisme » finit par émouvoir le souverain. L'injustice du nouveau régime lui apparut enfin avec assez d'évidence pour qu'il se décidât à entrer dans la voie du « fédéralisme » en donnant, pour commencer, satisfaction à la Bohême.

En 1871, il chargea le comte Hohenwart de remplir

les habitants sans distinction de classe, de croyance et de nationalité.

Ne croyez pas, comme le disent nos ennemis et nos calomniateurs, que nous faisons cette guerre par esprit de conquête. L'Autriche, en voulant nous faire envahir par les autres États allemands, nous a contraints à la guerre; *mais nous sommes loin de nous opposer à vos justes désirs d'indépendance et à votre libre développement national.*

Considérant les sacrifices multiples et immenses que le gouvernement impérial vous a imposés pour les préparatifs de cette guerre, nous ne voulons pas vous en imposer d'autres et nous n'exigerons de personne qu'il agisse contre ses convictions. Nous respecterons notamment votre sainte foi. Toutefois, nous ne pourrions tolérer d'hostilités manifestes et nous serions forcés de punir sévèrement toute trahison.

Si vous nous traitez en amis, vous trouverez en nous des amis et non des ennemis. Mais, en quittant vos demeures et en les abandonnant au pillage, vous agiriez sans discer-

Unterschied des Standes, der Confession und Nationalität.

Lasset Euch von unseren Gegnern und Verleumdern nicht einflüstern, dass wir aus Eroberungssucht diesen jetzigen Krieg hervorgerufen haben. Oesterreich hat uns zum Kampfe gezwungen, indem es mit den deutschen Regierungen uns überfallen wollte; *aber nichts liegt uns ferner als die Absicht, Eueren gerechten Wünschen nach Selbststandigkeit und freier nationaler Entwicklung entgegen zu treten.*

Eingedenk der vielen. fast unerschwinglichen Opfer, welche Euch zur Vorbereitung für den jetzigen Krieg die kaiserliche Regierung bereits abverlangte, sind wir weit entfernt, Euch weitere Lasten aufzuerregen und verlangen wir von Niemanden, dass er gegen seine überzeugung handle, namentlich werden wir Euere heilige Religion ehren und achten, doch können wir offenen Widerstand nicht dulden und namentlich müssen wir hinterlistigen Verrath strenge strafen.

Wenn Ihr uns freundlich entgegen kommt, werdet Ihr uns nur

cette grande tâche. Les négociations avec Prague commencèrent. Le 12 septembre de la même année, par un rescrit dont les Tchèques gardent précieusement le souvenir, François-Joseph déclarait :

« Ayant en bonne mémoire la situation juridique d'État de la couronne de Bohême et la conscience de l'éclat et du pouvoir que cette couronne a prêtés à nous et à nos prédécesseurs, de même qu'en témoignage de la fidélité inébranlable avec laquelle la population de Bohême a toujours appuyé notre trône, *nous reconnaissons volontiers les droits de ce royaume et nous sommes prêts à renouveler cette confirmation par le serment du sacre du couronnement* (1). »

nement. Vous serez plus sages en recevant amicalement nos troupes et en vous entendant à l'amiable avec elles au sujet des vivres dont elles ont un besoin absolu.

L'autorité militaire ne vous demandera que le strict nécessaire, et elle défendra votre propriété, que votre fuite abandonnerait à la rapine et au pillage. Pour le reste, nous nous remettons en toute confiance au Dieu des armées. *Si notre juste cause mérite la victoire, le moment viendra peut-être aussi où les aspirations nationales des Bohêmes et des Moraves pourront être satisfaites, comme l'ont été celles des Hongrois. Puisse alors leur bonheur être assuré d'une manière durable, sous l'heureuse étoile de cette guerre!*

LE COMMANDEMENT SUPÉRIEUR PRUSSIEN.

als Freunde und nicht als Feinde kennen lernen. Namentlich handelt Ihr thöricht, wenn Ihr aus Eueren Wohnungen fliehet und Ihr Dieselben der Zerstörung preisgebt. Ihr that besser, wenn Ihr die Soldaten freundlich erwartet und Ihr mit ihnen friedlich wegen der Lebensmittel unterhandelt, welche durchaus nothwendig sind.

Die militär-Befehlshaber werden dann von Euch nichts mehr verlangen, als was durchaus nöthig ist und Euer Eigenthum schützen, welches Ihr durch die Flucht dem Raube und der Plünderung preisgebt.

Das Ubrige überlassen wir mit voller Zuversicht dem Gott der Heerschaaren! *Sollte unsere gerechte Sache obsiegen, dann dürfte sich vielleicht auch den Böhmen und Mährern der Augenblick darbieten, in dem sie ihre nationalen Wünsche gleich den Ungarn verwirklichen können. Möge dann ein günstiger Stern ihr Glück auf immerdar begründen.*

Das Preussische OBER-Commando.

(1) Eingedenk der staatsrechtlichen Stellung der Krone Böhmens und des

Quand ce document fut connu, la joie devint immense dans toute la Bohême. Les Tchèques pensaient avoir atteint le but de leurs efforts. Les 9 et 10 octobre 1871, la Diète de Prague vota les articles fondamentaux qui devaient régler la nouvelle position de la Bohême dans la Cisleithanie.

On avait compté sans l'impérieuse politique prussienne. A ce moment même, M. de Bismarck venait de réaliser le chef-d'œuvre de sa diplomatie; la France était vaincue et l'unité allemande fondée. Déjà le ministre de Guillaume Ier entrevoyait l'immense champ d'action du nouvel empire. L'Autriche était un instrument indispensable à la réalisation de ses plans ultérieurs, mais, pour qu'elle pût remplir ce rôle, le « germanisme » devait y conserver la prépondérance. S'il était appliqué, le « fédéralisme » allait la détruire en donnant la majorité aux Slaves. Bismarck n'hésita pas. Il dépêcha près de François-Joseph le roi de Saxe, avec une mission qu'on assure avoir été impérative. Les Hongrois, dont les intérêts concordaient avec ceux de la Prusse, agirent à Vienne dans le même sens. Encore ébranlé par le rude coup de Sadowa, voyant la France vaincue, François-Joseph, réduit à l'impuissance, céda. Il renvoya le comte Hohenwart et confia le pouvoir au comte Auersperg, qui, revenant sur tous les engagements pris, restaura le « germanisme » dans toute sa puissance.

Cette période fut pour les Tchèques une des plus douloureuses de leur histoire; leurs efforts toutefois n'étaient point complètement perdus, puisqu'ils avaient eu pour résultat d'établir d'une façon péremptoire la légitimité des droits du royaume de Bohême (1).

Glanzes und der Macht bewusst, welche dieselbe Uns und Unseren Vorfahren verliehen hat, eingedenk ferner der unerschütterlichen Treue, mit welcher die Bevölkerung Böhmens jederzeit Unseren Thron stützte, *erkennen wir gerne die Rechte dieses Königreiches an und sind bereit diese Anerkennung mit Unserem Krönungseide zu erneuern...*

(1) Sur le droit d'État de la Bohême, consulter *Das böhmische Staatsrecht*, du Dr K. Kramarsch. Imprimerie de la « Zeit », Vienne, 1896.

Leur courage domina le malheur. Avec une admirable ténacité, ils se remirent à l'œuvre, perfectionnant leur organisation pour la lutte nationale et s'attachant surtout à développer l'esprit de discipline politique. Ils ont ainsi réussi à rendre plus absolue l'union morale de la nation bohême et à contraindre le gouvernement de Vienne à leur faire quelques concessions.

La liste en est courte.

En 1882, à la suite d'incessantes réclamations, l'empereur les a autorisés à établir à Prague une université tchèque. Autre avantage plus mince mais qui demanda cependant trois années de luttes, de 1893 à 1896, les Tchèques ont obtenu que les plaques des rues de Prague fussent rédigées en langue bohême (1). Enfin, en avril 1897, le comte Badeni publia les fameuses ordonnances sur l'emploi des langues en Bohême et en Moravie.

Cette réforme, autour de laquelle on a fait tant de bruit, n'était en réalité qu'un commencement d'application de l'article 19 de la Constitution de 1867 proclamant l'égalité des langues. (V. page 16.) Les ordonnances ne faisaient donc que rendre aux Tchèques un fragment de leur droit national. Leur objet était de remédier à des abus très évidents. En substance, elles disaient :

« A toute réclamation adressée aux ministères de l'intérieur, des finances, du commerce, de l'agriculture, aux autorités judiciaires, il sera répondu dans la langue de cette réclamation.

« Les actes officiels seront rédigés dans la langue des destinataires.

« Les autorités devront communiquer avec les communes et les arrondissements dans la langue de ces divisions administratives.

(1) Voir la remarque II de la carte « l'Autriche vraie ».

« Les communications générales seront rédigées en deux langues.

« Contre tout accusé, il sera requis en sa langue.

« Tout jugement sera rendu dans la langue de l'accusé.

« Toute déposition sera rédigée dans la langue des témoins. »

Une série de mesures assurait enfin, à partir du 1[er] juillet 1901, la connaissance pratique du tchèque et de l'allemand par les fonctionnaires de la Bohême.

En somme, le tchèque n'était pas mis sur un pied d'égalité avec l'allemand, qui restait, comme jadis, la langue intérieure des administrations, des postes, des télégraphes, de l'armée et de la gendarmerie. Pourquoi donc des dispositions si justes, si modérées, où il n'y avait à reprendre que dans les détails, ont-elles pu soulever des colères si violentes? Simplement parce qu'elles impliquaient le retour de François-Joseph à une politique fédéraliste. C'est pour cette raison unique que les ordonnances ont porté au paroxysme de l'irritation ceux des Allemands d'Autriche qui s'acharnent à maintenir le « centralisme » viennois, instrument de leur suprématie.

Il faut ici remarquer soigneusement que ces « rétrogrades », *minorité en Autriche,* comme je l'exposerai plus loin, ont été impuissants à obtenir par eux-mêmes le retrait des ordonnances. Il est essentiel de mettre en lumière sa véritable cause.

Après une opposition passionnée au Reichsrath, les adversaires du comte Badeni n'étaient arrivés qu'à le faire tomber du pouvoir. Ses ordonnances demeuraient et le comte Thun, soutenu par la même majorité, les maintenait dans leur esprit. Leur abrogation ne devait être obtenue que sous la pression d'influences extérieures à l'Autriche.

L'empereur Guillaume II, convaincu comme Bismarck

de la nécessité prussienne de conserver au « germanisme » sa prédominance en Cisleithanie, redoute par-dessus tout l'application d'un régime fédéraliste à l'Autriche.

En présence de la majorité, qui s'est prononcée pour cette réforme au Reichsrath, devant l'impuissance de l'opposition violente d'un groupe d'Allemands, il comprit que la thèse fédérale allait triompher, si on ne lui faisait promptement échec. Visiblement, la chancellerie berlinoise était inquiète. Un article fort curieux de la *Gegenwart* refléta son état d'esprit :

« Le gouvernement de l'empire allemand a dû éviter toute apparence d'immixtion dans les affaires intérieures de son allié ; il a dû, à cause de l'alliance existante, garder cette réserve, même quand les intérêts de la race allemande ont été sacrifiés à la politique intérieure de l'Autriche. Il est vrai que ces égards ont leurs limites. Ces limites viennent d'être franchies par la partie adverse. L'alliance austro-allemande est basée sur les fondements allemands de ces deux États qui, autrefois, étaient unis par la Confédération germanique. Aujourd'hui, cette condition importante du traité d'amitié n'existe plus. On a conclu l'alliance austro-allemande contre les agressions franco-russes, donc contre toute action antiallemande du continent européen. *Le caractère de l'alliance a changé et notre diplomatie ne peut plus se dissimuler que la valeur de cette union est devenue presque nulle.* On ne peut pas demander à l'Allemagne de confier à une Autriche slave la mission de sauvegarder l'empire contre la Russie, dans le cas d'un coup de main français. *Le moment est venu où l'Allemagne doit sortir de la réserve. Aussi, tout fait croire que de Berlin on a envoyé des conseils amicaux à Vienne.*

« Comme voisins, nous ne saurions tolérer que la Bohême, la Moravie et la Silésie deviennent des pays slaves, *et nous devrons prendre fait et cause pour nos compatriotes,* ce dont nous sommes pour le moment empêchés par le traité qui

nous lie à l'Autriche, pays soi-disant allemand. Le jour où cet empêchement disparaîtrait, une politique active du côté de l'Allemagne s'impose, ne fût-ce que pour se garer de l'alliance franco-russe. Nous sommes vivement intéressés aux troubles intérieurs de la puissance danubienne, et il ne nous est guère permis de rester des spectateurs impassibles, *à moins que le gouvernement autrichien n'abandonne en dernière heure sa funeste politique,* qui a mis l'empire des Habsbourg dans une situation grave, qui ne tardera pas à faire naître des complications nationales au delà des frontières de l'empire (1). »

Cet article fut-il inspiré par la chancellerie de la *Wilhelmstrasse?* Fut-il simplement l'œuvre d'un observateur bien informé? Ce qui est certain, c'est qu'il parut en juillet 1899. Or, le mois suivant, M. de Bülow se rencontrait à Semmering avec le comte Goluchowski ; M. de Hohenlohe voyait ensuite François-Joseph à Ischl, et, quelques semaines plus tard, on apprenait que le comte Thun avait dû remettre sa démission à l'empereur, *bien qu'il disposât toujours de la majorité au Reichsrath.* Il était aussitôt remplacé par un ministère de fonctionnaires qui, le 17 octobre, abrogeait les fameuses ordonnances.

L'enchaînement de ces faits présente, on l'avouera, un intérêt singulier. Le moins qu'on puisse faire est de constater que, conformément à ce qu'annonçait la *Gegenwart,* Berlin a envoyé à Vienne des « conseils amicaux » et que François-Joseph a abandonné « en dernière heure sa funeste politique » ; c'est-à-dire que, revenant une fois de plus sur son désir de réaliser le « fédéralisme », il s'est attaché à maintenir ce qui restait du « centralisme ».

Le résultat de cette brusque évolution fut de faire perdre aux Tchèques le terrain qu'ils avaient gagné au prix d'efforts

(1) Cité par les *Questions diplomatiques et coloniales,* 1[er] août 1899, p. 433.

si persévérants. Cependant, dans ce cas des ordonnances, leur droit était indéniable. Le 2 janvier 1899, la Cour de cassation du royaume de Bohême l'a constaté juridiquement. D'après son arrêt rendu à cette date, les ordonnances sur les langues ont été promulguées conformément au droit de l'État, et les plaideurs sont fondés à considérer la langue tchèque, aussi bien que la langue allemande, comme idiome du royaume de Bohême.

Le peuple tchèque, malgré sa prodigieuse renaissance, souffre donc encore d'une injustice notoire. Les revendications qu'il formule, par l'entremise de ses représentants autorisés, sont cependant d'une modération singulière.

Que répondre quand le député Horitza vient dire au parlement de Vienne : « Les quarante-quatre mille Allemands de Prague (1) possèdent cinquante-six écoles primaires et secondaires. Les soixante-trois mille Tchèques qui, officiellement, vivent à Vienne (2) n'ont ni droit, ni loi, et pas une seule fois la loi sur les écoles populaires n'a été appliquée (3). »

Que dire de cette loi électorale dont le fonctionnement est réglé de telle sorte qu'à Brno (Brunn), où plus de la moitié de la population est tchèque, la municipalité est exclusivement allemande?

Ce ne sont là que des exemples d'injustices. Aussi conçoit-on que l'abrogation des ordonnances sur les langues ait déterminé chez les Tchèques une amertume profonde. La douleur s'est manifestée dans tout le royaume. Parmi les innom-

(1) Dont vingt et un mille israélites.

(2) Voir la note de la carte « l'Autriche vraie ». Remarque II.

(3) Abg. Horitza : ... Die 44,000 Deutsche in Prag haben 56 Volks-und Bürgerschulklassen, wogegen für 63,000 Böhmen in Wien kein Recht, kein Gesetz, nicht einmal das Volksschulgesetz existirt. (Séance de la Chambre des députés du 22 novembre 1899.) La loi scolaire autrichienne oblige les communes à construire une école pour chaque nationalité, si pendant cinq années quarante enfants de cette nationalité ont été portés sur les listes de contrôle.

brables protestations qui se sont élevées, aucune n'a été plus digne, plus juste, plus éloquente que celle du prélat de Hradetz Král (Kœniggrætz), parlant devant une association ouvrière : « Depuis plus de cent ans, le peuple laborieux de la Bohême est victime de l'injustice et de l'ingratitude. Car, il est superflu de le rappeler, les Habsbourg n'ont reçu la couronne de Bohême que de la libre élection des États de ce pays, et vouloir faire de ce pays une simple province, c'est de l'injustice et de l'ingratitude. Devant Dieu et devant la justice divine, notre pays, uni à la Moravie et à la Silésie, forme un royaume uni et indivisible. Si les hommes d'État dirigeants méprisent le droit, qui donc est responsable du désordre et des manifestations qui se produisent? Personne, que ceux qui ont oublié le vieux proverbe : « Pères, ne mettez pas la haine dans le cœur des « fils de la Bohême. » Que l'Autriche revienne aux maximes de la justice, et des manifestations joyeuses succéderont à celles de la colère; notre roi sera salué au Hradschin par les acclamations du peuple enfin satisfait, et l'Autriche sortira de son tombeau comme Lazare. »

§ 3. — Les « faits » de l'histoire marquent avec une force extrême la progression du développement des nationalités non allemandes de la Cisleithanie. Cette seule constatation ne saurait suffire toutefois à dégager les caractères essentiels de l'évolution politique de l'Autriche ; il faut encore auparavant s'être rendu compte de l'action exercée par l'avènement des Slaves à la vie publique sur la dynastie des Habsbourg, en la personne de François-Joseph, et sur ses sujets allemands.

Cette influence sur le monarque autrichien a été beaucoup plus profonde qu'on ne l'admet généralement. Les variations mêmes de François-Joseph en sont la preuve.

Élevé dans les principes du plus pur « absolutisme », prenant le pouvoir au milieu de difficultés presque inex-

tricables causées par les revendications populaires (1848), il n'était porté ni par son éducation ni par les circonstances à comprendre ses peuples. Cependant, malgré ces conditions défavorables, François-Joseph a évolué.

Après la guerre d'Italie, il s'engage dans la voie constitutionnelle, et s'il ne la suit pas avec une constance absolue, c'est qu'il reste victime de deux influences contradictoires, qui se combattent encore en lui-même et qui, selon toute vraisemblance, le troubleront jusqu'à la mort.

Chef de l'antique maison des Habsbourg, le souvenir des temps où elle dominait le monde germanique l'oppresse. Au fond de son âme, il considère son expulsion de la confédération des princes allemands comme l'événement le plus douloureux de son règne et, dans l'excès de ses regrets, il oublie parfois de servir uniquement l'intérêt moyen des peuples si divers dont il a la charge.

Les deux conceptions de son rôle, entre lesquelles il peut choisir, s'imposent à lui tyranniques et cependant restent contradictoires; prince allemand, François-Joseph doit soutenir dans son empire la cause du « germanisme » ; il est alors partisan du « centralisme » et, par leurs conséquences, Sadowa et Sedan font de lui un satellite de Berlin ; monarque autrichien, il ne voit que la multiplicité des peuples qu'il gouverne et ses sentiments d'équité naturelle l'inclinent au « fédéralisme », réveillant en lui le désir suprême de se soustraire à la tutelle humiliante des Hohenzollern.

Ces deux compréhensions si opposées de ses devoirs triomphent tour à tour chez François-Joseph ; elles déterminent ces revirements subits, inexplicables pour quiconque n'a pas compris la lutte qui s'est engagée dans l'esprit de l'empereur.

Avant 1867, il penche déjà vers le « fédéralisme ». L'influence germanique de de Beust l'arrête et le détermine à établir le régime « dualiste », qui n'est qu'un dédouble-

ment du « centralisme ». Les plaintes de ses peuples s'élèvent persistantes et lui montrent qu'il s'est trompé. En 1871, il tente de nouveau de leur donner satisfaction ; l'initiative hardie de Bismarck l'empêche de laisser libre cours aux sentiments équitables qui le poussent. Il s'abandonne même et, en 1879, lui, le vaincu de Sadowa, signe avec son vainqueur un intime traité d'alliance. Jusqu'à la chute du Chancelier de fer, il conserve cette attitude humiliée. Puis, la surveillance berlinoise se relâche peut-être ; partout les progrès des Slaves se manifestent ; François-Joseph est frappé de voir des hommes comme le prince Lobkowicz, le comte Pallfy, ses amis d'enfance, se rallier ouvertement à la cause tchèque ; de nouveau, il incline vers le « fédéralisme ». Il appelle le comte Badeni aux affaires et le maintient au pouvoir, malgré les objurgations les plus violentes. Il faiblit enfin. Guillaume II saisit le moment ; sous une forme un peu différente, il réédite à nouveau la tentative heureuse de Bismarck. Elle réussit. La force de résistance de François-Joseph est aussitôt brisée. En octobre 1899, il fait abroger les ordonnances et, comme pour se rassurer sur la justice de cet acte, il va se retremper aux sources du pur « germanisme ».

En mai 1900, cédant à on ne sait quelles mystérieuses négociations conduites par le prince Égon de Fürstenberg, le souverain autrichien se rend à Berlin. Lui, le chef des Habsbourg, il fait le port de foi et hommage au descendant des électeurs de Brandebourg, il salue à sa majorité l'héritier du trône de Prusse et nomme le petit-fils du vainqueur de Sadowa *feldmarschall* de l'armée autrichienne.

Ces « poussées » de « germanisme » ont été désastreuses : ce sont elles qui ont empêché François-Joseph de se maintenir dans son rôle strictement autrichien. Tout en constatant ce fait trop certain, ce serait cependant manquer d'équité que de juger sévèrement l'empereur. Ceux-là seuls le feront qui ne comprendront pas la puissance d'un

atavisme séculaire, d'une éducation absolutiste, l'amertume profonde que mettent au cœur des chefs d'État les désastres du champ de bataille et la déprimante influence des malheurs privés. Ceux qui saisiront l'action réelle de ces causes concordantes ne manqueront ni de pitié, ni de justice; ils reconnaîtront qu'en réalité François-Joseph s'est assez rapproché de ses sujets slaves pour qu'on puisse dire avec exactitude : « Les Habsbourg ne sont plus une dynastie allemande (1). » Sans doute, François-Joseph n'est point allé jusqu'au bout de l'évolution; il ne constitue pas encore le type complet du souverain qui convient à une Autriche rajeunie. Il est, pourrait-on dire, le monarque de transition entre le Habsbourg allemand, féodal, absolutiste, et le Habsbourg purement national, qui seul pourra gouverner, à la grande lumière du vingtième siècle.

François-Joseph n'a pas terminé la statue, mais il l'a ébauchée. Puisse son successeur donner les derniers coups de ciseau et achever l'œuvre; il serait alors le monarque vraiment *autrichien,* d'une indépendance absolue, maître unique de ses peuples et libre enfin de leur dispenser les bienfaits de la justice moderne !

Si les tendances de François-Joseph ont évolué sous l'influence des événements et devant les progrès des Slaves, ses sujets allemands ne sont point non plus demeurés identiques à ce qu'ils étaient autrefois. Chez les uns, le temps, le sentiment de l'équité, ont fait leur travail salutaire; d'autres sont simplement devenus moins inébranlablement hostiles que jadis à leurs concitoyens slaves ; d'autres enfin témoignent d'une intransigeance exaspérée. On peut ainsi, afin de se rendre clairement compte de l'état d'esprit des Allemands d'Autriche, les répartir en trois groupes.

(1) ...Habsburg ist keine deutsche Dynastie mehr...
Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts, p. 103. Militär-Verlag R. Felix, Berlin, 1900.

Le premier est composé des Allemands qui, comprenant l'impossibilité de maintenir l'ancien état de choses, admettent en principe les réclamations des Slaves et reconnaissent l'obligation d'appliquer loyalement l'article 19 de la Constitution. (V. p. 16.)

Ces partisans de la conciliation se sont formés, surtout pendant les vingt dernières années, dans les régions alpestres de la Cisleithanie; mais leur volonté ne s'est manifestée nettement que lorsque la plupart de leurs députés ont constitué avec les Slaves la majorité fédéraliste qui a soutenu les ministères Badeni et Thun.

Dans maints documents (1), ces Allemands ont très loyalement déploré les événements du Parlement qui paralysent son activité et ébranlent l'empire dans ses fondements. Ils se sont déclarés prêts à provoquer et à protéger toute action ayant pour but de régler et d'assurer par voie législative le droit d'État sur la base de l'égal traitement des peuples. Cette adhésion au « fédéralisme » s'est faite sans enthousiasme ; il est clair que des Allemands ne sauraient mettre la même ardeur que les Slaves à demander la réforme fédérale. Les Allemands fédéralistes la reconnaissent indispensable au bien de l'Autriche et se déclarent prêts à l'admettre; c'est là tout ce qu'on peut attendre d'eux, et c'est d'ailleurs suffisant.

Une telle attitude, toute de raison et d'intelligence politique, leur a valu les attaques véhémentes des Allemands intransigeants, qui les accusent de trahir la cause du « germanisme ». « Ils ne se sentent chez eux que dans le camp gouvernemental des Panslavistes. Les Thun, les Lichtens-

(1) Texte d'un manifeste du groupe des Allemands fédéralistes : « Die Partei bedauert die Vorgänge im Abgeordnetenhaus, die dessen Thätigkeit lahmlegen und die Reichsgrundlagen erschüttern, und erklärt sich bereit, jede Aktion, welche dahin ziehlt, das nationale Recht der Staatsbürger im Wege der Gesetzgebung auf Grund der Gleichberechtigung der Nationen zu regeln und zu sichern mit allen Nachdrucke zu unterstützen und zu fördern. »

tein, les Dipauli, les Ebenhoch, les Lueger, etc., sont de ces teutoslaves (1). »

Des violences aussi désordonnées ne sauraient ébranler dans leurs convictions des hommes qui, déjà, dans des circonstances très difficiles, sont restés fidèles à leur programme. Toutefois, répétées avec une persévérance tenace, ces objurgations sont susceptibles d'influer sur la situation parlementaire et même de briser momentanément l'accord existant entre les Allemands fédéralistes et les Slaves. Une crise de cette nature suit son cours actuellement. Il ne faut pas y voir autre chose qu'un incident de la vie politique peu susceptible d'exercer une grande influence sur l'avenir.

Les députés allemands fédéralistes sont envoyés au Reichsrath surtout par les duchés de Salzbourg, le Tyrol et la Haute-Autriche (2).

Si, dans ces régions, les populations honnêtes, paisibles, justes, profondément loyalistes, sans contact direct avec les Slaves, ne sont pas dévoyées par une action étrangère, il est à peu près certain qu'elles resteront convaincues de la nécessité de traiter équitablement tous les peuples cisleithans. Leur influence serait alors très heureuse pour l'avenir de l'Autriche. Elle peut même devenir considérable, car ces populations représentent plus de trois millions de têtes, soit un tiers des Allemands d'Autriche (3).

Chose singulière et qui surprendrait quiconque ignore la valeur toute relative de la terminologie politique usitée en Autriche, ces députés fédéralistes, qui consentent par tolé-

(1) Sie sind und fühlen sich nur im panslavistischen Regierungslager zu Hause. Die Thun, Lichtenstein, Dipauli, Ebenboch, Lueger zc. sind solche Teutoslaven.

Deutsches Parteileben in Oesterreich, von H..., p. 10; — Deutschvölkischer Verlag « Odin ». Munich, 1900.

Le D[r] Lueger n'est cependant pas susceptible d'être considéré à aucun degré comme fédéraliste. (V. plus loin.)

(2) Voir la carte en couleurs insérée, p. 54.

(3) V. p. 54 comment ce chiffre a été obtenu.

rance à se dépouiller d'anciens privilèges et cherchent à établir la conciliation sur la base de la justice sociale, sont qualifiés de « conservateurs », tandis qu'au contraire ceux qui se disent « libéraux » sont partisans du « centralisme », c'est-à-dire de la compression des Slaves à outrance.

Ces étiquettes politiques n'ont aucune signification. Il importe d'insister sur ce point : c'est grâce à elles que les agences télégraphiques, à la solde de certains États, sont parvenues à induire les étrangers en erreur. Dans les pays comme la France, portés instinctivement à l'anticléricalisme, les Autrichiens, dénommés « conservateurs », ont été en outre qualifiés de « cléricaux ». Leur catholicisme, affaibli par les siècles, est cependant dénué de tout esprit de prosélytisme, et il est curieux de noter que l'épithète de « cléricaux » leur est décernée par des hommes dont l'action s'exerce en faveur d'un cléricalisme protestant, remarquablement sectaire (1).

On ne saurait rester plus longtemps dupe de cette ruse de guerre, en somme grossière. Si les hommes doivent être jugés d'après leurs actes, il est certain que, par leur attitude à l'égard des Slaves, les Allemands « conservateurs » se montrent progressistes alors que les Allemands « libéraux » sont, comme on va le voir, violemment réactionnaires.

Les Allemands qui, quoique très fermement « autrichiens », ne sont cependant pas encore résolus à renoncer aux avantages que leur assure le « centralisme » forment *le second* groupe. Établis autour de la capitale, mieux placés que tous les autres pour jouir des avantages d'une administration groupée à Vienne, ils sont par suite moins à même d'apprécier exactement la gravité des injustices qui en résultent pour les Slaves, et ils restent toujours sous l'impression du glorieux passé, circonstances qu'on ne saurait oublier si l'on veut être équitable à leur égard.

(1) Voir p. 115 et suivantes, l'exposé du mouvement *Los von Rom*.

Autrefois l'Allemand de Vienne tenait dans le *Bund* la première place; puis, perdant la domination de l'Allemagne, il s'est vu successivement chasser de l'Italie, de la Galicie et de la Hongrie ; il est menacé aujourd'hui d'être dépossédé en Bohême et dans le pays slovène; la force même des choses ne l'amène-t-elle pas à ressentir une répulsion instinctive pour tout ce qui est slave?

Mais, il importe de le remarquer, cette intransigeance est loin d'être absolue. En dépit des démonstrations tapageuses que les Allemands du centre de l'Autriche font parfois contre les Slaves, si l'on observe la tendance générale de leur évolution, l'opposition qu'ils font au « fédéralisme » apparaît en voie de diminution progressive. Aussi des « leaders » fort autorisés des partis slaves espèrent-ils parvenir à une entente avec ces Allemands dont l'opposition n'est pas invincible. M. Lueger, personnalité la plus marquante de ce groupe, et dont les dernières élections au conseil municipal de Vienne ont confirmé la popularité croissante, pourrait contribuer puissamment à assurer le succès de cette œuvre pacificatrice. Malheureusement les déclarations fâcheuses qu'il a cru devoir faire récemment contre le droit d'État de la Bohême montrent que le moment de l'accord n'est pas arrivé. Il n'y a pas lieu toutefois de désespérer de l'avenir. Quiconque a suivi M. Lueger dans sa vie politique connaît sa valeur et ses progrès. Si l'on tient compte du chemin déjà parcouru, il est permis de penser qu'il finira par se rendre lui aussi à l'évidence et comprendra l'impérieuse nécessité d'une entente avec les Slaves. On peut ainsi considérer les Allemands du second groupe comme étant susceptibles de se fondre un jour avec le premier. La puissance numérique de celui-ci se trouverait doublée, le nombre d'Allemands de la nuance Lueger pouvant être évalué à trois millions environ (1).

(1) V. p. 54 comment ce chiffre a été obtenu.

Le troisième groupe est celui des irréductibles. Partant du principe que la renaissance des Slaves et surtout des Tchèques devait être impossible, les Allemands qui le forment considèrent qu'elle ne saurait être juste. Dans cette lente dépossession de leurs privilèges, ils voient une violation de leurs droits. Pour eux, la perte de la suprématie équivaut à l'oppression. « Il n'y a pas aujourd'hui dans toute l'Europe un second peuple se trouvant dans un semblable état de plus grande faiblesse politique, de plus amère détresse nationale que les Allemands d'Autriche... Ils luttent actuellement d'une manière décisive, et de l'issue de ce combat dépend la question de savoir si l'élément germanique en Autriche sera pris encore en considération (1). »

L'exagération évidente de ces plaintes s'explique par l'exaspération où les dernières élections et surtout les ordonnances du comte Badeni ont mis les fanatiques du « germanisme ». Dès lors, poussés au dernier degré de la colère, ils n'hésitent pas à employer les procédés les moins admissibles. Sous peine de malédiction nationale, leurs journaux invitent tout Allemand, en mesure de le faire, à enlever aux Slaves leurs moyens d'existence. « Plus d'ouvriers, plus de serviteurs tchèques. Donnez-leur congé, même s'ils vous suppliaient à genoux de les garder (2). » Ces conseils, dignes des Teutons du premier âge, ont été suivis à la lettre. Dans l'été de 1897, plusieurs centaines de familles tchèques ont dû abandonner Aussig, Komotau, Eger. Dans cette dernière ville, la mesure a été radicale ; même les petits commerçants qui s'y étaient installés il y a vingt-cinq ou trente ans, et qui jamais n'avaient fait de politique, ont été contraints de s'exiler. Depuis, ce système d'expulsion

(1) *Volkszeitung*. Reichenberg, mars 1899.

(2) Cité par le député K. Baxa, dans son discours à la Diète de Bohême, le 18 janvier 1898. Ce discours est à lire en entier. Il contient un nombre considérable de faits contrôlés établissant l'incroyable violence des Allemands envers les Tchèques. Il a été publié en français. E. Beaufort, Prague, 1898.

s'est généralisé dans toute la Bohême allemande, sauf dans certaines parties du nord où les industriels allemands, qui emploient des ouvriers tchèques, ne peuvent se passer complètement de leurs services, à cause du bas prix de leur main-d'œuvre. En revanche, ils les soumettent à des vexations sans nombre et les menacent de renvoi, s'ils demandent l'application de la loi sur l'enseignement qui leur permet d'obtenir la création d'écoles tchèques lorsque quarante enfants tchèques ont été inscrits pendant cinq années consécutives sur les listes scolaires.

Les cas où les Allemands n'hésitent pas à faire emploi de la force brutale sont malheureusement fréquents. Le Dr Karel Baxa en a fait connaître toute une série à la Diète de Bohême : c'est par exemple une bande d'Allemands qui assaille les mineurs tchèques de Most (Brüx). Leurs camarades de Havrany, localité du voisinage, viennent à leur secours. Avertis à temps, les Allemands vont les surprendre dans la nuit du 9 août 1897, brisent leur mobilier et en blessent un grand nombre. Ce sont les écoles tchèques qui concentrent spécialement les colères germaniques ; celle de Podmokly (Bodenbach) est attaquée par un millier d'Allemands armés de bâtons et de haches ; celle de Dubenetz est incendiée ; pendant l'été, les touristes tchèques qui se risquent dans le nord de la Bohême sont fréquemment frappés s'ils osent parler leur langue ; à Most (Brüx), les monuments funéraires qui portaient des inscriptions en langue tchèque ont été brisés. Ce sont là des faits typiques ; on pourrait en relever des milliers.

Des populations capables d'actes aussi fanatiques élisent nécessairement des députés d'une intransigeance absolue. Pour ceux-ci, les progrès des Slaves n'existent pas ; les droits historiques de la Bohême sont sans valeur ; la seule Autriche qu'ils comprennent, c'est l'Autriche centralisée à leur profit exclusif ; les seules lois qu'ils admettent, ce sont celles qui assurent leur suprématie. Majorité, justice,

nécessités autrichiennes, sont pour eux des mots vides de sens; seuls, existent les intérêts supérieurs du « germanisme ». Ils sont aujourd'hui les dignes descendants de ceux que, dès 1867, *l'Invalide russe* apostrophait avec véhémence : « Qu'ils se souviennent, ces Allemands, que, tout en s'enorgueillissant de leur liberté de conscience, de pensée et de science, ils exterminaient cette même liberté chez les Slaves, et que, tout en vénérant Martin Luther, ils ont brûlé Jean Huss. Qu'ils se souviennent combien de martyres ont dû supporter les Slaves, que des Slaves en centaines de mille ont dû mourir par la faim, par le fer ou sur les bûchers, pour faire place aux Allemands qui habitent aujourd'hui la terre slave au milieu des Slaves, auxquels ils disent avec orgueil : « Vous êtes à nous ; nous vous « avons conquis par notre civilisation. » Non, ce n'est pas la civilisation qui a soumis cette terre aux Allemands ; ce n'est pas la civilisation qui a tué les germes slaves dans ce pays. Tout ce que les Mongols n'ont pu dompter en Orient a été systématiquement détruit en Occident par les Allemands. Depuis vingt ans, les Allemands ne font que parler dans tous les coins du monde du principe des nationalités, et, dès qu'il s'agit de la nationalité slave, ils oublient leurs causeries humanitaires et sont disposés à se convertir en autant de Metternich. »

MM. Schönerer (1) et Wolf, les chefs des intransigeants, continuent en effet, dans ce sens, l'œuvre du ministre absolutiste. Ils forment au parlement de Vienne le groupe peu nombreux des Prussophiles — sept membres (2) — mais dont l'importance s'accroît rapidement sous l'action de circonstances récentes exposées aux chapitres II et III.

Les adhérents de ce groupe se recrutent surtout dans la Bohême du nord, principal champ de bataille où se rencontrent Slaves et Germains, et dans quelques autres cen-

(1) V. p. 107 le passage relatif à M. Schönerer.
(2) Ecrit avant les élections de 1901.

tres disséminés dans le reste de la monarchie. Leur nombre peut être estimé au maximum à trois millions (1).

Les neuf millions d'Allemands d'Autriche se répartissent donc en trois groupes qu'on peut considérer comme numériquement à peu près égaux.

La carte insérée page 54 montre leur répartition géographique. Trois millions ne s'opposent plus au « fédéralisme », teinte violette ; — trois millions sont à la fois opposés au « fédéralisme » et à l'ingérence prussienne (M. Lueger est leur chef le plus influent), — teinte rose pâle ; — trois millions enfin peuvent être considérés comme des adversaires irréductibles des Slaves ; plutôt que de leur céder, ils admettent et même désirent le démembrement de l'Autriche, — teinte rouge. — Au total, deux tiers d'Allemands d'Autriche sont nettement partisans du maintien des frontières actuelles.

Sans doute, ces Allemands non prussophiles admettent cependant la triple alliance, mais c'est avec beaucoup de réserves, dans un sens strictement défensif et comme mesure de précaution contre la Russie (2).

Il est essentiel de constater avec soin cette diversité d'opinions des Allemands d'Autriche sur le « fédéralisme ». Elle montre déjà la fausseté de l'idée répandue tendancieusement par les agences et qui représente la majorité des Allemands de Cisleithanie comme disposés à accepter le démembrement de l'Autriche et à subir volontiers la mainmise du gouvernement de Berlin.

(1) V. p. 54 comment ce chiffre a été obtenu.

(2) Comme l'a expliqué en octobre 1892 M. de Kalnoky à la délégation autrichienne, « le traité conclu avec l'Allemagne constitue une alliance manifestement et honnêtement défensive ; c'est pourquoi on a pu sans hésitation le rendre public dans sa totalité... »

II

L'AUTRICHE VRAIE

La connaissance des « faits » de l'histoire, de l'état actuel des peuples cisleithans, de l'influence exercée par les progrès des Slaves sur François-Joseph et sur ses sujets allemands, permet de considérer maintenant dans son ensemble l'évolution politique de l'Autriche-Hongrie au dix-neuvième siècle.

Le développement de la personnalité des peuples non allemands de l'État autrichien, tel est le phénomène capital qui la caractérise. Ce développement détermine une tendance croissante vers la liberté, qui apparaît clairement comme une conséquence directe des idées de la Révolution française.

Dans le combat soutenu par les peuples autrichiens, deux périodes se laissent distinguer. Entre 1815 et 1867, Slaves, Magyars, Italiens s'attaquent à la dynastie des Habsbourg, qui s'obstine à maintenir l'absolutisme de l'ancien régime. Après 1867, l'aspect de la lutte se modifie; les combattants se divisent et leur adversaire change. Les Slaves et les Roumains de Hongrie se débattent contre les Magyars; les Slaves d'Autriche cessent de protester contre la dynastie qui, en la personne de François-Joseph, admet en principe le « fédéralisme », sans avoir le courage de le réaliser. Désormais tous leurs efforts sont dirigés contre le « germanisme », qui, comme jadis l' « absolutisme », défend ses privilèges. Sous l'action d'assauts multiples, le « germanisme » faiblit à son tour. Ses défenseurs se font plus rares parmi les Allemands d'Autriche, mais ils gagnent en violence ce qu'ils perdent en nombre. Toutefois, cette violence

ne saurait faire illusion et le mouvement rétrograde du « germanisme » en Cisleithanie apparaît comme certain.

Le caractère allemand de l'Autriche diminue avec une telle évidence que les plus farouches antislaves sont contraints de le constater. Ils reconnaissent aujourd'hui qu'en Autriche les Allemands sont fortement mélangés (*stark gemischt*) (1) d'autres nationalités. Fortement mélangés, l'expression est beaucoup trop faible. Doués d'une prolificité supérieure à celle des Allemands, non seulement les Slaves ont reconquis la place perdue, mais ils ont pénétré toute la Cisleithanie.

Dans trois provinces seulement, le duché de Salzbourg, la Haute et la Basse-Autriche (2), les Allemands représentent plus des trois quarts de la population; dans le Tyrol, le Vorarlberg, la Carinthie, ils en forment plus de la moitié; en Bohême, en Moravie et en Silésie, leur nombre est inférieur à cette fraction; en Istrie, en Carniole, en Dalmatie, en Bukovine, en Galicie, on ne rencontre les Allemands qu'à l'état de groupements extrêmement faibles qui, réunis, donnent un chiffre très inférieur au quart de la population; à Vienne même, au centre du groupe le plus favorisé, les Slaves se sont fait une place fort importante, puisqu'on évalue leur nombre au moins à 20 pour cent des habitants de cette capitale considérée si souvent, bien à tort, comme purement allemande (3).

Un fait est donc certain : « les Allemands d'Autriche sont

(1) C'est l'euphémisme employé sur la carte de l'Atlas colonial de Langhans intitulée : Verbreitung der Deutschen über die Erde. — Répartition des Allemands dans le monde.

(2) V. la carte « l'Autriche officielle depuis 1867 » et regarder par transparence sur la carte de « l'Autriche vraie » la répartition des races dans les diverses provinces.

(3) Un article du *Slavianski Viek* (le Siècle slave) intitulé : « Poluslavjanskaïa Viena » (Vienne à moitié slave), octobre 1900, admet que dans la capitale autrichienne vivent : 400,000 Tchèques, 20,000 Slovaques, 30,000 Slovènes, 10,000 Croato-Serbes, 20,000 Polonais. — Soit un demi-million de Slaves formant un tiers de la population totale.

devenus un fragment de peuple comme les autres (1). »

« Personne ne peut considérer aujourd'hui la monarchie austro-hongroise ou les pays représentés au Reichsrath comme une possession allemande, susceptible de supporter les droits de la souveraineté allemande (2). » C'est ce que reconnaît sous une autre forme le D[r] Ebenhoch, l'un des *leaders* allemands à Vienne : « Sans les Slaves, il n'y a pas de majorité à la Chambre des députés (3). »

Cette déchéance du « germanisme » arrache à l'un de ses défenseurs un cri de désespoir qui est le véritable mot de la situation : « L'Autriche n'est plus allemande (4). » Non, l'Autriche n'est plus allemande ; elle ne l'a été jadis que politiquement, mais ce temps est passé sans retour, et l'Autriche, cortège de peuples, cherche la formule nouvelle qui assurera son avenir.

§ 1. — Les modifications profondes qui se sont produites en Autriche depuis 1867 amènent à considérer cet empire sous deux aspects.

L'un est celui que le pacte dualiste a donné officiellement à la Cisleithanie. Les cartes courantes des atlas intitulées « l'Autriche-Hongrie » le représentent. On y voit la Cisleithanie divisée en provinces, Haute et Basse-Autriche, Styrie, Carinthie, Galicie, etc., offrant toutes les apparences d'un État unitaire et centralisé.

Tant que le régime centraliste allemand fut appliqué à toutes les populations slaves, cette carte fut bien une expression relative de la vérité, mais après qu'une large auto-

(1) Die Deutschen in Oesterreich sind auch ein Teilvolk geworden wie die anderen. — F. NAUMANN. *Deutschland und Oesterreich*, p. 15. — Verlag der « Hilfe », Schöneberg-Berlin, 1900.

(2) *Idem*.

(3) « Ohne Slaven..., gibt es keine Majorität im Abgeordnetenhause. » Cité par la *Politik*. Prague, 7 novembre 1899.

(4) Oesterreich ist nicht mehr deutsch... — *Oesterreich als Einheitsstaat*, p. 10. — Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

nomie eut été concédée à la Galicie, que les Slovènes, les Serbo-Croates, les Ruthènes, les Italiens et surtout les Tchèques en eurent arraché quelques fragments au gouvernement de Vienne, depuis surtout que le « fédéralisme » existe moralement, une telle carte n'est plus qu'un vain simulacre et un simple souvenir historique.

L'autre aspect de l'Autriche est très différent. Mais actuellement, comment l'indiquer? La tâche est délicate, puisque les peuples cisleithans, s'ils ont achevé leur évolution intellectuelle, n'ont pas encore obtenu de résultats matériels, cristallisés sous une forme géographique reconnue.

J'ai pensé tourner la difficulté par un artifice et donner graphiquement une représentation de cette dualité d'aspect de l'Autriche par la superposition de deux cartes (1).

La première sur papier transparent rappelle la Cisleithanie, telle que l'a établie la pacte de 1867. Sous les limites des provinces, la seconde carte en couleurs apparaît. Basée sur les groupes ethnographiques, elle symbolise l'Autriche fédérale qu'on voit poindre sous les formes anciennes. Ici, les limites des peuples sont telles que les ont faites la nature, l'histoire, la prolificité des races : c'est l'*Autriche vraie*.

Les tableaux qui accompagnent cette carte résument toute la situation ethnographique de la Cisleithanie. Ils rappellent que ses peuples appartiennent à trois races.

Les Latins sont représentés par un million d'Italiens et de Roumains. Les premiers occupent le Trentin, la côte ouest de l'Istrie et certaines îles de la Dalmatie (teinte bleu pâle); les seconds, au nombre de 220,000, habitent le sud de la Bukovine (teinte bleu foncé).

Les Germains comptent neuf millions d'Allemands (teinte rose). Ils sont au nord de la Bohême et de la Moravie, à l'ouest et au centre de l'Autriche.

Les Slaves forment un total de quinze millions répartis

(1) V. les deux cartes placées à la fin du volume.

en plusieurs groupes : les Ruthènes, 3,250,000 (teinte vert foncé); les Polonais, 4,000,000 (teinte vert pâle); les Tchèques, 6,000,000 (teinte jaune); les Slovènes, 1,350,000 (teinte chamois clair), et les Serbo-Croates, 680,000 (teinte chamois foncé).

Les chiffres officiels eux-mêmes accusent donc en faveur des Slaves d'Autriche une majorité de *six* millions sur les Allemands (1), vérité longtemps sans valeur politique, mais qui en a pris une depuis que les Slaves cisleithans ont la ferme volonté de conquérir leur indépendance administrative en se basant sur leurs droits historiques et sur l'ethnographie.

§ 2. — Arrivée à un tournant de son histoire, l'Autriche, instruite par le passé, reconnaît la nécessité de trouver sans retard la formule qui l'adapte aux exigences des temps nouveaux. Quelle peut être cette formule? Ne se dégage-t-elle pas de la succession des événements?

Depuis cent ans et surtout depuis 1867, tout indique que l'Autriche incline vers le « fédéralisme », qui apparaît comme l'aboutissement naturel de l'évolution politique de la Cisleithanie. Ni les efforts des fonctionnaires centralistes de Vienne, ni les troublantes hésitations de François-Joseph, n'ont pu enrayer le mouvement. La réforme fédérale est donc la seule que permet d'envisager une conception nette des réalités.

(1) Il est important de remarquer que ces chiffres, donnés par l'administration allemande de Vienne, ont été établis d'après une base qui les fausse au détriment des Slaves.

Au lieu de fonder la statistique sur la langue maternelle de chaque Autrichien, on l'a basée sur la langue usuelle de conversation ou « Umgangssprache ». On a ainsi compté comme allemand tout sujet autrichien parlant allemand dans la vie courante. Or, un grand nombre de Slaves, soit parce qu'ils résident sur les limites des groupements ethnographiques, soit parce qu'ils sont employés par des Allemands ou habitent dans des villes en majorité allemande, parlent l'allemand.

Ils ont été classés comme Germains, alors que cependant ils sont vraiment Slaves par la naissance, la langue et le cœur.

C'est seulement en élargissant par le « fédéralisme » l'autonomie des pays et royaumes cisleithans qu'on peut satisfaire des peuples si divers et concilier à la fois leur idéal politique et leurs intérêts économiques jusqu'alors sacrifiés. « On ne peut pas impunément administrer avec la même formule des pays riches comme la Bohême, la Moravie, la Silésie, et des pays pauvres comme les Alpes, la Galicie ou la Dalmatie (1). »

Le temps n'est plus où M. de Taafe pouvait dire : « Pour que l'Autriche soit bien gouvernée, il faut que personne ne soit content. » Les peuples cisleithans réclament aujourd'hui leur part de bonheur. L'Autriche, région de transition entre l'Occident et l'Orient, carrefour de races et de religions, pays où les recrues prêtent serment à l'empereur en neuf langues, ne peut plus continuer à être envisagée d'après les conceptions centralistes. Désormais, c'est comme une Suisse monarchique qu'il faut considérer l'empire de François-Joseph.

La réforme fédérale qu'il s'agit de faire est d'ailleurs assez simple. Elle consisterait essentiellement à étendre la compétence des Diètes locales à toutes les affaires qui ne sont pas d'intérêt général, à restituer aux Diètes le droit d'envoyer leurs députés au Parlement central, à doter les « pays » de l'autonomie administrative et conséquemment à les faire participer aux sources de revenus payés par eux dont l'État profite seul jusqu'ici. Quant à la question plus spéciale au royaume de Bohême, que les Tchèques veulent maintenir indivisible, on ne conçoit pas pourquoi une difficulté sérieuse subsisterait, puisque les textes sont formels et que François-Joseph a donné sa parole en 1871 de se faire couronner roi à Prague.

Toutes les affaires autrichiennes, si complexes en apparence, se ramènent donc à une seule question : Le système

(1) Dr Kramarsch, *l'Avenir de l'Autriche*, « Revue de Paris, » 1er février 1899, p. 584.

centraliste, expédient de 1867, *instrument d'injustice, destiné à prolonger l'hégémonie allemande, progressivement dégradé par son arbitraire même, aujourd'hui d'un fonctionnement impossible, sera-t-il ou non remplacé par un régime fédéraliste qui satisfasse les divers éléments nationaux, comme celui qui fonctionne dans la Confédération helvétique, où trois peuples différents vivent dans la plus parfaite harmonie ?*

Ce qui précède a déjà permis de constater la progression des idées fédérales. Il faut connaître la rapidité de leur croissance et en évaluer les forces.

Le tableau intitulé : *les Partis nationaux en Autriche, d'après leur représentation au Reichsrath de Vienne* (1), permet de faire cette évaluation avec une précision mathématique. Suivant ce tableau, basé sur les élections au Reichsrath depuis 1873, le nombre des députés allemands non fédéralistes a diminué constamment, celui des Allemands fédéralistes s'est au contraire maintenu, tandis que le chiffre des députés slaves, donc fédéralistes, a augmenté sans interruption.

Ces résultats sont d'autant plus frappants que la loi électorale autrichienne, malgré ses modifications successives, reste un chef-d'œuvre d'arbitraire destiné à favoriser les Allemands. Un exemple suffira à en établir la monstrueuse injustice.

Actuellement, grâce à cette loi, *neuf* millions d'Allemands parviennent à avoir 205 députés, tandis que *quinze* millions de Slaves n'en obtiennent que 196. La raison de cette étrange anomalie est simple. Dans le Vorarlberg, province allemande, 38,000 habitants ont un député, tandis qu'en Galicie, région slave, il faut 165,000 habitants pour avoir droit à un représentant au Reichsrath.

(1) V. la planche insérée entre les pages 54 et 55. Ce tableau a été dressé avant l'annonce de la dissolution du Reichsrath. Il n'a pas été modifié, les résultats totaux des élections de 1901 ne devant être connus que postérieurement à la publication de cet ouvrage.

Les élections ne reflètent donc la vérité que d'une façon très affaiblie, mais, pour cette raison même, les déductions qu'elles suscitent en faveur des Slaves n'en sont que plus décisives. On peut d'ailleurs les corriger dans une assez large mesure, et leur restituer à peu près leur véritable portée. S'il est intéressant de connaître le nombre des députés fédéralistes, il l'est bien autrement de savoir combien l'idée fédéraliste elle-même peut compter de partisans parmi les 25,000,000 d'habitants de la Cisleithanie.

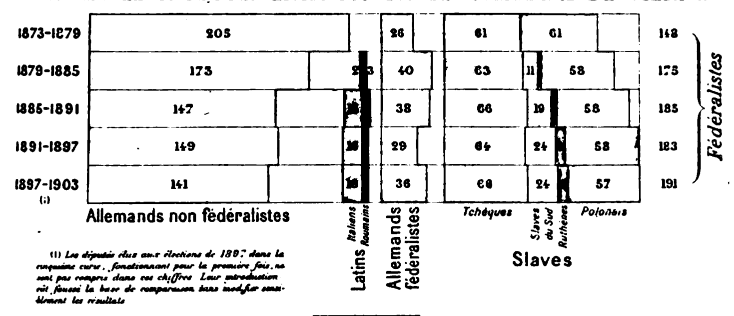
La carte dite *Répartition géographique des partisans et des adversaires du fédéralisme en Autriche* représente cette situation d'une façon *approximative*.

J'ai pris, pour l'établir, comme point de départ les résultats fournis par les élections, c'est-à-dire le rapport existant, d'après la loi électorale, suivant les différentes régions de l'Autriche, entre un député et le chiffre de la population qui l'a élu. J'ai tenté ensuite de corriger les erreurs que cette loi a occasionnées, par des recherches faites en général à des sources fort autorisées. J'ai eu tendance toutefois à attribuer aux adversaires du « fédéralisme » une situation meilleure que celle qu'ils occupent actuellement, voulant ainsi escompter par avance les progrès qu'ils semblent devoir réaliser sous l'action de la campagne pangermaniste dont on trouvera le récit au chapitre III. Aussi est-ce à dessein que les taches rouges de la carte donnent une idée plus importante des Allemands séparatistes que le faible nombre de leurs députés ne semble présentement l'indiquer.

Ces explications données, la carte peut être utilement consultée. Elle montre qu'aux quinze millions de Slaves, tous fédéralistes, — teinte verte, — il faut ajouter les trois millions environ d'Allemands — teinte violette — qui reconnaissent aujourd'hui l'impossibilité de ne pas faire droit aux revendications des Slaves. Dix-huit millions d'Autrichiens sont donc fédéralistes, disposant par conséquent d'une majorité de six millions et demi.

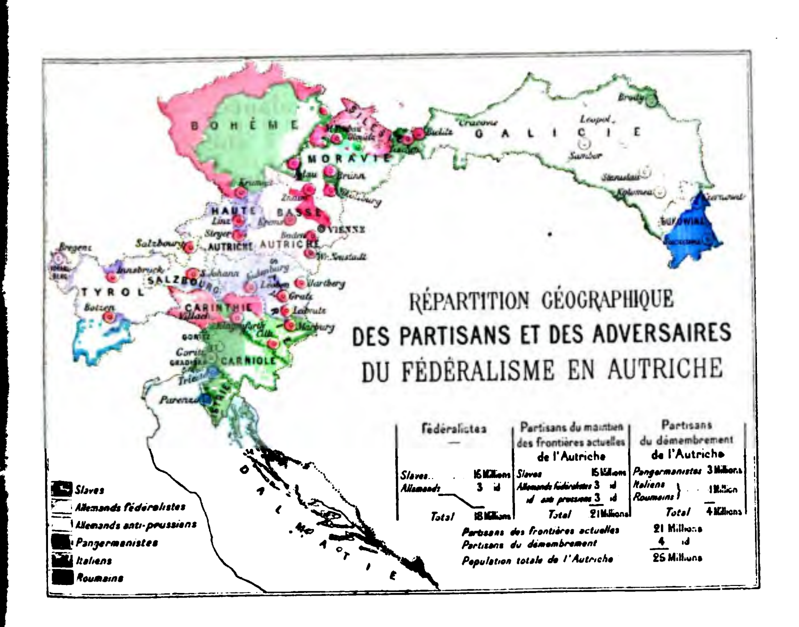
LES PARTIS NATIONAUX EN AUTRICHE

D'APRÈS LEUR REPRÉSENTATION AU REICHSRATH DE VIENNE



Galicie. 1 Député par 165.000 habitants

LES ANOMALIES DE LA LOI ÉLECTORALE AUTRICHIENNE.



Fédéralistes		Partisans du maintien des frontières actuelles de l'Autriche		Partisans du démembrement de l'Autriche	
Slaves	15 Millions	Slaves	15 Millions	Pangermanistes	3 Millions
Allemands	3 id	Allemands fédéralistes	3 id	Italiens, Roumains	1 Million
		id anti prussiens	3 id		
Total	18 Millions	Total	21 Millions	Total	4 Millions

Partisans des frontières actuelles	21 Millions
Partisans du démembrement	4 id
Population totale de l'Autriche	25 Millions

Or, on ne saurait trop se pénétrer de cette idée : l'établissement du « fédéralisme » constitue une réorganisation purement intérieure de l'Autriche qui ne met nullement en cause ses frontières actuelles : « fédéralisme en Cisleithanie » est l'antithèse de « démembrement de l'Autriche. »

Un raisonnement fort simple permet de s'en convaincre : les dix-huit millions de fédéralistes dont on vient de constater l'existence sont nécessairement opposés à tout démembrement. Le démembrement, en effet, rendrait impossible la réalisation de leur idéal politique.

Pour fixer maintenant le nombre des Autrichiens qui veulent le maintien des frontières actuelles, il convient d'ajouter aux dix-huit millions de fédéralistes les trois millions d'Allemands de la nuance Lueger, — teinte rose pâle, — qui, loyalement dévoués aux Habsbourg, sont profondément Autrichiens, mais n'admettent cependant pas encore les réclamations des Slaves.

Cela fait donc au total *vingt et un millions* d'Autrichiens absolument convaincus de la nécessité de conserver les frontières actuelles.

Combien partagent l'opinion contraire? Environ trois millions de Prussophiles, groupés dans les dernières années par la campagne pangermaniste (V. chapitre III), auxquels il convient d'ajouter le million de Latins cisleithans séparatistes. En effet, les uns veulent se réunir à la Roumanie et les seconds à l'Italie (1). C'est donc quatre millions d'Autrichiens imbus d'idées séparatistes.

La disproportion existant entre les chiffres de quatre et de vingt et un est si considérable qu'on peut hardiment conclure : Il n'y a pas à l'intérieur de l'Autriche de force susceptible d'en produire la dissolution, et ceux qui la désirent sont

(1) La réalité de ces sentiments n'est pas douteuse. Quelques jours avant le 18 août 1900, fête du soixante-dixième anniversaire de la naissance de l'empereur François-Joseph, la police a dû arrêter à Trieste une centaine d'individus qui criaient : « A bas l'Autriche ! Vive l'Italie! Vive Victor-Emmanuel ! »

infiniment trop peu nombreux pour l'imposer PAR EUX-MÊMES.

De ces constatations, il résulte que la réforme fédérale peut se faire sans troubler la paix continentale, puisque, modification purement interne de l'Autriche, elle ne touche pas à ses frontières.

Il importe donc de discerner très nettement l'idée fédéraliste de celle qui désigne le démembrement de l'Autriche, généralement admis comme devant être la conséquence inévitable des revendications slaves. La suite de cette étude fera comprendre plus complètement l'importance capitale de cette distinction.

On pourra dire : Si le « fédéralisme » s'indique nettement, s'il dispose en sa faveur d'une majorité écrasante, comment expliquer que son établissement paraisse encore lointain et que l'Autriche soit divisée par des luttes intestines, semblant indiquer bien plus des volontés imprécises et divergentes qu'une conception simple et forte comme celle du « fédéralisme » ?

C'est qu'en effet un obstacle redoutable s'oppose à la réalisation du « fédéralisme » ; cet obstacle qu'on ne saurait trouver à l'intérieur de la Cisleithanie, il faut le chercher au delà de ses frontières, à Budapesth et surtout à Berlin.

De toute évidence, le « fédéralisme » aurait pour conséquence de donner le pouvoir aux Slaves, majorité dans le pays. Les Magyars, minorité chez eux et qui jouent en Transleithanie le même rôle que les Allemands en Autriche, ont pensé jusqu'à présent ne pas avoir en eux-mêmes une force de résistance suffisante pour refuser une réforme fédérale à leurs ressortissants roumains et slaves, le jour où elle aurait été accordée aux Slaves cisleithans. Pour cette raison fondamentale, ils se sont toujours montrés adversaires déclarés du « fédéralisme ». On verra au chapitre IV que leur point de vue est en train de se modifier profondément.

J'ai indiqué plus haut les considérations essentielles qui

guident la chancellerie berlinoise à l'égard de l'Autriche; elles sont directement inspirées des traditions de l'État prussien, dont l'objectif a toujours été de devenir la puissance dirigeante d'une confédération germanique aux bases sans cesse agrandies.

Les Habsbourg ont fait obstacle à ces vastes ambitions, jusqu'au jour où il a été permis à la Prusse, victorieuse à Sadowa, d'asseoir son hégémonie sur l'empire allemand reconstitué à Versailles. Mais les Hohenzollern ne considèrent point leur mission historique comme terminée. Toutes les terres qui faisaient jadis partie du Saint-Empire romain de nation germanique ne sont point enfermées dans les frontières de l'empire actuel. Après une période d'accalmie, nécessitée par l'assimilation des conquêtes de 1870, les appétits traditionnels de la Prusse se réveillent. Les acquisitions coloniales ne sauraient les satisfaire. Les ambitions prussiennes menacent maintenant l'Autriche. L'explosion de ces convoitises ne peut pas surprendre. Après Édouard Hervé, le D[r] Rieger, M. Louis Léger et quelques autres l'ont annoncée depuis longtemps avec une parfaite perspicacité. « ... L'ambition allemande ne cessera de réclamer comme siennes des provinces — l'Autriche — qu'on lui a si longtemps attribuées et sur lesquelles elle s'est accoutumée à se croire un droit absolu (1). » Les Allemands ont toujours voulu faire de la Bohême une des colonnes de leur grand empire germanique (2). Voilà pourquoi aux deux instants où l'empereur François-Joseph a voulu écouter les conseils de son cœur et de sa raison, en faisant la réforme fédérale, un diplomate prussien s'est trouvé pour lui dire : « Tu n'iras pas plus loin. » Voilà pourquoi en 1871 Bismarck envoie à Vienne le roi de Saxe exiger le renvoi de Hohenwart et son remplacement par Auersperg; pourquoi en 1899

(1) Louis Léger, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 451. Hachette Paris, 1895.

(2) *Op. cit.*, p. 512.

Guillaume II obtient la démission du comte Thun et le retrait des ordonnances sur les langues.

En dépit des volontés si formellement exprimées par les peuples autrichiens, le succès de ces démarches impérieuses a été possible, parce que François-Joseph, toujours sous le coup de Sadowa, n'a pas su se décider, ne pouvant plus être empereur germanique, à rester un prince purement autrichien. Il existe donc un lien si étroit entre les affaires d'Autriche et celles d'Allemagne qu'on ne saurait comprendre ce qui se passe à Vienne sans connaître ce que veut Berlin.

§ 3. — Munis des éléments d'appréciation fournis par l'histoire et par la connaissance des intérêts communs ou contraires, on peut résumer et définir en quelques lignes l'Autriche actuelle.

L'on dira : l'Autriche est un État polyglotte, de majorité slave, où les Allemands prédominent encore injustement, conséquence dernière de l'ancien régime absolutiste imposé jadis à leurs peuples par les Habsbourg, dynastie allemande.

Depuis cent ans, cette situation se modifie. L'évolution naturelle de l'Autriche la pousse au « fédéralisme », qui ferait de la Cisleithanie une Suisse monarchique.

L'établissement du « fédéralisme », réforme purement intérieure, n'implique point la modification des frontières actuelles de la Cisleithanie, elle ne saurait par suite troubler la paix générale. Il est exact cependant qu'un danger menace l'Europe, mais il réside exclusivement dans les convoitises sur l'Autriche de l'empire allemand dirigé par la Prusse (1).

Telle est la formule de l'*Autriche vraie*.

L'étude du mouvement pangermaniste va en vérifier l'exactitude.

(1) Comparer cette formule avec celle qui résume l'opinion sur l'Autriche couramment admise en France. V. préface, p. IX.

CHAPITRE II

LE PANGERMANISME

I. L'IDÉE PANGERMANISTE. — § 1. Son caractère prussien : la *Gazette d'Augsbourg* et les écrits de von Moltke. — § 2. Guillaume Ier, Bismarck et le Pangermanisme : le roi de Prusse et la Bohême en 1866. Pourquoi et comment le Chancelier a toujours été opposé à la création de la Grande-Allemagne. — § 3. Causes de son évolution dans un sens toujours plus réaliste : la *Weltpolitik*, le progrès des Slaves en Autriche, la nouvelle situation économique de l'empire allemand, la tactique des sujets catholiques de Guillaume II.
II. COMMENT LES PANGERMANISTES JUSTIFIENT LEUR THÈSE. — § 1. La « littérature » pangermaniste : son apparente futilité, son importance vraie. Influence de Paul de Lagarde sur le mouvement actuel. — § 2. Les trois grands arguments : le Pangermanisme est réalisable ; son application serait avantageuse ; elle est même inévitable pour l'empire allemand. — § 3. Critique de ces arguments : leur vice fondamental.
III. LE PLAN PANGERMANISTE. — § 1. Les lignes générales : analyse de la brochure-programme « la Pangermanie et l'Europe centrale en 1950 ». A quoi se réduisent pratiquement les prétentions pangermanistes susceptibles d'une réalisation immédiate. — § 2. Le morcellement de l'Autriche : les vues sur ce point de « l'Union pangermanique » ou *Alldeutscher Verband*. — § 3. Les phases d'exécution du plan pangermaniste : la mainmise sur l'Autriche, la période de radiation ultérieure de la Grande-Allemagne.

L'idée de réunir dans un seul État tous les Germains du continent hante depuis longtemps les rêveurs d'outre-Rhin ; cette origine ancienne et nuageuse a fait considérer souvent cette conception comme purement sentimentale et sans valeur politique. Si un tel jugement a pu être exact, il ne l'est plus aujourd'hui. Sous l'action de causes toutes récentes, l'idée pangermaniste, évoluant rapidement, s'est condensée en une formule précise et réaliste dont l'application, peut-être imminente, est ardemment préparée.

I

L'IDÉE PANGERMANISTE

§ 1. — Est-il d'ailleurs certain que le Pangermanisme, même jadis, ait été un rêve sentimental? On peut en douter. Ses plus lointaines manifestations, belliqueuses ou conquérantes, décèlent sa nature prussienne et le font apparaître simplement comme un moyen commode de dissimuler les entreprises de la politique berlinoise. *C'est qu'en fait le Pangermanisme ne vise pas simplement les pays où vivent des Germains, mais les régions dont la possession est utile à la puissance prussienne.* Ainsi, de tout temps, l'Autriche, où les Allemands ne sont qu'une faible minorité, a été l'objet des convoitises pangermanistes. Dès 1859, la *Gazette d'Augsbourg* en donne la raison avec la plus grande netteté : «Nous maintenons que les possessions autrichiennes qui ne font pas partie de la Confédération allemande ont pour l'Allemagne exactement la même importance que toute autre partie de la Confédération. La défense de ces possessions est donc commandée par l'intérêt même de l'Allemagne; elle est pour celle-ci un droit et un devoir. En voici les motifs. D'abord, les parties de l'empire qui ne peuvent ni créer ni conserver une civilisation supérieure font partie du domaine de la civilisation germanique; *ensuite, l'union intime avec ces territoires est particulièrement avantageuse aux intérêts matériels de la Confédération; enfin, la possession de ces provinces peut seule permettre de représenter d'une manière qui convient à une grande puissance, avec assurance et succès, les intérêts allemands dans les grandes complications qui se présenteront inévitablement.*

«*Nous déclarons hautement que si ce n'était pas un membre de la Confédération, si ce n'était pas l'Autriche qui fût le*

légitime possesseur de ces pays non allemands, la nation allemande devrait en faire la conquête à tout prix, parce qu'ils sont absolument nécessaires pour son développement et sa position de grande puissance. »

Une déclaration aussi catégorique établit que l'identité de langue et de race, généralement donnée comme la raison d'être du Pangermanisme, n'est qu'un simple prétexte; les avantages militaires, politiques ou économiques sont ses seuls éléments constitutifs. C'est en vertu de cette théorie de la conquête pour cause d'utilité que la Prusse a fait reconnaître « par le parlement de Francfort, comme territoires allemands, ses provinces orientales, qui en réalité sont slaves (1) »; que plus tard, dans l'affaire des duchés, après avoir invoqué le principe des nationalités, elle s'est emparée de « la partie septentrionale et purement scandinave du Schleswig (2) », et qu'en 1844 le futur maréchal de Moltke trouvait naturel d'écrire : « Nous espérons que l'Autriche (3) maintiendra les droits et sauvegardera l'avenir des pays du Danube et que l'Allemagne parviendra finalement à libérer l'embouchure de ses grands fleuves (4). »

§ 2. — Le roi de Prusse, son souverain, partageait les mêmes vues et fit tout pour en préparer la réalisation : on a vu plus haut (page 26) qu'en 1866 il adressa une proclamation « au glorieux royaume de Bohême », dans laquelle il invitait les Tchèques à se prononcer en sa faveur et s'engageait formellement, en échange, à respecter les droits de la couronne de saint Venceslas.

(1) Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, p. 67. Alcan, Paris, 1891.

(2) *Op. cit.*, p. 273.

(3) A cette époque l'expression « Autriche » désignait toute l'Autriche-Hongrie actuelle.

(4) « Wir hoffen, dass Oesterreich die Rechte und die Zukunft der Donauländer wahren und Deutschland endlich dahin gelangen werde, die Mündungen seiner grossen Ströme zu befreien. » Von Moltke, *Schriften*, t. II, p. 313.

En pleine renaissance nationale, les Tchèques, bien inspirés par Julius Gregr, repoussèrent une offre qui les aurait soumis de nouveau au joug du « germanisme ». Le roi Guillaume ne s'inclina pas devant cet échec, et avant de signer le traité de Prague, il voulut encore réclamer de François-Joseph la cession de la Bohême. Son ministre Bismarck l'en détourna. Le futur Chancelier préparait déjà la guerre contre la France; il ne voulait pas s'aliéner irrémédiablement l'Autriche, dont il désirait la neutralité, et qu'il espérait enchaîner plus tard à l'Allemagne par une alliance (1). Après 1871, il se félicita de sa réserve. La force de résistance des Tchèques se manifesta; le loyalisme des sujets allemands des Habsbourg apparut longtemps inattaquable; l'auteur du *Kulturkampf* vit dans leur catholicisme un danger, et, comme chancelier, il sut mieux que personne quelles complications inévitables susciterait en Europe toute annexion réalisée par l'Allemagne aux dépens de l'empire de François-Joseph.

Ces considérations dictèrent la conduite du prince de Bismarck. Même après sa chute du pouvoir, il ne cessa de décourager les tendances pangermanistes. A la fin de 1897, une association organisa des manifestations anti-autrichiennes sur le sol de l'empire allemand; le solitaire de Friedrichsruh aussitôt fit déclarer par *les Nouvelles de Hambourg* (2), son organe favori : « A Leipzig, l'*Alldeutscher Verband* a manqué des égards toujours dus aux États voisins. Les orateurs autrichiens venus sur le territoire de l'empire ont oublié leur devoir de sujets des Habsbourg. Leur langage ne saurait se qualifier... Il est fâcheux de penser que les Allemands d'Autriche se soient oubliés jusqu'à réclamer l'intervention de l'empire allemand dans

(1) V. D[r] Seep, *Deutschland einst und jetzt*, p. 22. Lehmann, Munich, 1896.

(2) V. dans les *Hamburger Nachrichten* du 3 juillet 1897, l'article intitulé : « Ein offenes Wort. »

leurs affaires intérieures. Ils eussent mieux fait de se rappeler les paroles adressées par le prince de Bismarck, le 15 avril 1895, à une députation d'Allemands autrichiens : « Pour prouver efficacement vos sentiments à l'empereur « allemand, remplissez tous vos devoirs envers votre propre « dynastie. Je vous conseille la condescendance et l'indul- « gence pour vos voisins slaves. »

Le vieux chancelier ne se prononçait qu'à regret dans ce sens négatif. Incarnation de l'esprit prussien, il eût voulu, comme von Moltke, l'extension indéfinie vers le sud. Il en a même toujours ménagé les possibilités, mais la crainte d'englober une trop grande masse de Slaves et de catholiques l'arrêtait. « Je certifie, disait-il à un envoyé du *Daily Telegraph*, que si demain on m'offrait la Haute et la Basse-Autriche, je les refuserais. Elles sont trop loin. Si Prague pouvait changer de place avec Vienne, je ne dirais pas non (1). »

Bismarck garda jusqu'à la mort cette réserve voulue à l'égard du Pangermanisme, mais, dans ses dernières années, il put constater l'impuissance de ses conseils.

§ 3. — Des causes nouvelles, nées postérieurement à l'avènement de Guillaume II, ont toutes incliné l'opinion allemande à admettre comme nécessaire une nouvelle extension continentale de l'empire.

A sa chute du pouvoir, le prince de Bismarck laissa l'Allemagne dans un état de prospérité générale. L'ardeur fiévreuse avec laquelle le jeune empereur Guillaume saisit les rênes du gouvernement autorisa de nouvelles espérances. Ses succès semblèrent les justifier. Grisés par les

(1) « ... Ich versichere, wenn mir Ober — und Niederösterreich morgen angeboten würden, würde ich sie ablehnen. Sie sind zu weit ab. Wenn Prag une Wien die Plätze wechseln könnten, würde ich nicht nein sagen. » Cité par la *Deutsche Zeitung* du 6 août 1898 et par les *Alldeutsche Blätter* du 21 août 1898.

triomphes de l'expansion économique et coloniale, succédant à ceux des champs de bataille, les Allemands ont perdu leur modération de jadis, et l'exaltation de leur suprématie sous toutes les formes est devenue le thème courant de leurs écrivains. « Nous sommes, dit l'un d'eux, les meilleurs colons, les meilleurs matelots et même les meilleurs marchands... Nous sommes le peuple le plus intelligent, le plus élevé dans les sciences et dans les arts... Nous sommes, sans aucun doute, le peuple le plus guerrier de la terre (1). »

Bientôt, la fondation de l'empire allemand apparut comme le commencement et non comme la fin du développement national (2). On admit avec Paul de Lagarde que 1871 de même que Sadowa étaient de simples épisodes historiques (3). Sans doute, jusqu'à présent, les Hohenzollern ont accompli une tâche immense, mais il leur reste encore beaucoup plus à faire (4). On conclut : Il faut maintenant continuer l'œuvre de Guillaume Ier (5). Des ambitions nouvelles, vagues mais impérieuses, s'emparèrent donc des Allemands.

En 1892, une curieuse brochure, intitulée : *Un Empire allemand universel* (6), commença à les préciser. Trois mystérieuses étoiles tiennent lieu de signature à ces pages qui, relues aujourd'hui, semblent avoir été prophétiques. Elles établissent combien les idées pangermanistes étaient encore indécises dans le public allemand il y a seulement neuf années ; elles permettent de mieux apprécier l'étonnante ra-

(1) F. Bley, *Die Weltstellung des Deutschtums*, p. 21. Lehmann, Munich, 1897.

(2) *Idem.*

(3) Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 113. Dieterich, Göttingen, 1892.

(4) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. VII. Militar-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

(5) G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 15. Thormann, Berlin, 1895.

(6) *Ein Deutsches Weltreich*. Lüstenöder, Berlin, 1892.

pidité de leur développement. « Avant 1870 (7), dit l'auteur anonyme, un but sublime s'offrait à nous : refaire l'empire allemand. Aujourd'hui, nous sommes divisés sur l'orientation à prendre. Les uns se contentent de conserver honorablement les biens acquis, les autres veulent le développement, avec toutes ses conséquences, de la puissance allemande. C'est ce but qu'il faut atteindre. Le groupement en un même faisceau politique de tous les membres d'un peuple a toujours constitué l'objet des efforts d'une nation vivace. Inspirons-nous donc des paroles du poète Arndt : « Toute terre où résonne la langue allemande est allemande, » et travaillons à l'union de toutes les tribus germaniques. Elle nous procurera l'accroissement de puissance rêvé (1). Tant que nos efforts pour l'obtenir seront exercés dans de justes limites, le gouvernement ne doit pas les combattre (2). *Mettons-nous à l'œuvre dès maintenant; éveillons dans tous les pays germains du continent le sentiment de la communauté d'origine et le désir d'unité.* Sans doute, cette politique peut soulever plus tard de violentes oppositions, même un conflit général; *mais puisse cette lutte ne pas se produire avant que nous ayons préparé les esprits à la réalisation du Pangermanisme* (3)! Peut-être, d'ailleurs, sera-t-il possible d'éviter les solutions violentes : le type fédéral de l'empire allemand se prête facilement à l'incorporation d'États soucieux de conserver leur liberté intérieure, et le Pangermanisme sera déjà une réalité si l'union existe dans les relations extérieures des États confé-

(1) *Passim.*

(2) « Die Machtvermehrung, die nun in erster Linie geboten ist, ist auf dem Gebiete einer Einigung aller deutscher Stammesgenossen zu suchen. » *Op. cit.*, p. 7.

(3) « Ein solches Bestreben soll auch Regierungsseits nicht bekämpft werden, so lange es sich in den richtigen Grenzen hält. » *Op. cit.*, p. 8.

(4) « Möge dieser Weltenkampf nicht zu frühe kommen, damit wir unsere Vorarbeit alldeutscher Einigkeit verrichtet haben... » *Op. cit.*, p. 10.

dérés. Soyons donc prévoyants. La diplomatie nous aidera en disposant favorablement l'échiquier européen. La réussite de nos projets exige l'affaiblissement de la puissance russe, le renforcement de la Turquie, et s'accommode fort bien de l'occupation anglaise en Égypte.

« N'ayons point d'idées préconçues sur la manière définitive de réaliser le Pangermanisme. Nous en sommes encore à la période des conjectures. *Notre tâche actuelle* (1892) *consiste à présenter comme but suprême à tous les Germains, sans distinguer s'ils sont hauts ou bas Allemands, la création d'une Confédération germanique semblable à celle des anciens jours.* »

Le mystérieux auteur d'*Ein Deutsches Weltreich* dégage sous sa forme nouvelle l'idée de la Grande-Allemagne, de la « Pangermanie ». Il ne cache pas les difficultés d'une propagande essentiellement délicate, mais, avec beaucoup d'art, il invite le gouvernement à ne pas s'en effrayer : *on* fera preuve d'habileté, ajoute-t-il; les efforts seront contenus dans de justes limites (*in den richtigen Grenzen*); *on* agira progressivement jusqu'au moment où les batteries pourront être démasquées sans danger; alors l'Europe se trouvera en face d'une situation préparée dans les moindres détails, contre laquelle elle sera impuissante.

Sous l'influence de ces idées, un nouveau courant d'opinion s'établit. Le toast prononcé à Vienne le 29 septembre 1894, devant une assemblée de savants allemands, par le conseiller privé, professeur Dr. J. Wislicenus, recteur de l'Université de Leipzig, en montra nettement l'esprit : « L'empire allemand n'est pas l'Allemagne. Vraiment et positivement, l'Allemagne est aussi grande que le pays où résonne la langue allemande... Si l'Allemagne était l'empire allemand, elle serait trop petite (1). »

(1) « ... das Deutsche Reich ist nicht Deutschland. Deutschland ist wirklich und wahrhaftig so gross, so weit die deutsche Zunge klingt... Wäre Deutschland nur das Deutsche Reich es wäre zu klein. »

Les tendances nouvelles étaient déjà assez fortes pour qu'une société « l'Union pangermanique » (*Alldeutscher Verband*) se formât dans le but de les propager. Sa fortune a été rapide. Elle influe aujourd'hui si sérieusement sur l'orientation des affaires allemandes, notamment à l'égard de l'Autriche, qu'il est indispensable de connaître cette société avec quelque détail.

Ce *Verband* dérive directement de *l'Allgemeiner deutscher Verband* ou « Union générale allemande » que fonda, en 1886, le Dr. Peters pour incliner les Allemands vers l'expansion coloniale. Les premières années furent difficiles. Des rivalités de personnes eurent lieu, puis les éléments mauvais furent écartés, et, vers 1894, le comité directeur présenta enfin une réelle homogénéité. Déjà des personnages connus ou officiels en faisaient partie. Parmi ceux-ci, on trouvait : le conseiller privé Wislicenus, recteur de l'Université de Leipzig ; von Fischer, premier bourgmestre d'Augsbourg ; le comte von Arnim Muskau ; le Dr. K. Peters, commissaire de l'empire ; de Bary, consul général à Anvers ; Baumbach, colonel à Altenbourg ; Bernhardi, secrétaire de la chambre de commerce de Dortmund ; le Dr. Hübbe-Schleiden, le peintre Lenbach, le Dr. G. von Mayr, sous-secrétaire d'État à Strasbourg ; Müser, consul de l'empire à Bruxelles ; von Oettingen, conseiller à la Cour d'appel ; K. Pröll, publiciste ; von Sandrart, général d'infanterie ; le major von Steun, von Tiedemann-Labischin, président du gouvernement à Bromberg ; le Dr. Hasse, député de Leipzig au Reichstag.

En 1895, ce dernier fut élu président de la Société. Ses projets étaient beaucoup plus grandioses que ceux du Dr Peters. Il les indiqua en modifiant l'année suivante le titre du « Verband », qui devint l'*Alldeutscher Verband* ou l'Union pangermanique. A cette date, l'Union comptait 7,700 adhérents. Les ambitions nouvelles et surtout l'activité du Dr Hasse, intelligemment secondé par son comité,

qui, en dehors des personnalités importantes, comprend une foule de professeurs, d'industriels et de commerçants, ont porté ce nombre à 21,500 (1).

Dans sa forme définitive, l'Union a pour but d'affirmer la conscience du peuple allemand (*das Gewissen des deutschen Volkes*) (2), et de poursuivre, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières, l'union de toutes les tribus allemandes (*die Gemeinschaft aller deutschen Stämme*) (3).

L'action de la société s'étend aux 80 millions d'Allemands qu'elle trouve dans le monde quel que soit l'État auquel ils appartiennent (4). Les paroles du grand électeur : « Souviens-toi que tu es Allemand, » (*Gedenke, dass Du ein Deutscher bist!*) symbolisent ce programme. Pour le remplir, l'Union emploie des moyens très divers. Dans l'empire, elle surveille sans relâche les Alsaciens-Lorrains, les Danois et les Polonais ; elle signale au gouvernement leurs moindres tentatives pour secouer le joug et réclame leur répression par des mesures draconiennes; elle agit sur la politique extérieure en dirigeant les poussées de l'opinion par des publications habilement répandues. Depuis 1894, les *Alldeutsche Blätter* ou « Feuilles pangermaniques » (5) sont chaque semaine l'organe officiel du *Verband*. En outre, des brochures paraissent sous le titre : *Der Kampf um das Deutschtum* (la Lutte pour le « Germanisme »); chacune envisage selon l'actualité une question relative au Pangermanisme. De fréquentes réunions des groupes locaux

(1) L'*Alldeutscher Verband* comptait exactement, à la date du 1er avril 1900, 21,361 membres répartis en 184 groupements. V. le rapport lu à l'assemblée générale du *Verband* le 7 juin 1900, à Mayence.

(2) V. la couverture de l'*Alldeutscher Atlas*. Justus Perthes, Gotha, 1900.

(3) *Idem.*

(4) Mitglied des Alldeutschen Verbandes kann jeder unbescholtene Deutsche werden, ohne Rücksicht auf seine Staatsangehörigkeit. *Alldeutsches Werbe-und Merk-Büchlein*, p. 5. Lehmann, Munich, 1900.

(5) Lorsqu'elles étaient encore peu connues, les *Alldeutsche Blätter* paraissaient avec la mention : « Reproduction désirée même sans déclaration des sources (*Abdruck, auch ohne Quellenangabe erwünscht*). »

assurent la cohésion des adhérents (1). Ceux-ci envoient des délégués aux assemblées générales du *Verband,* qui ont pris bientôt une véritable importance. Au Reichstag, l'Union compte un nombre notable de députés qui interviennent chaque fois qu'une question touchant à son programme vient en discussion. Enfin, une correspondance très active tient le comité central de Berlin au courant de tout ce qui intéresse le « Germanisme » dans le monde.

Cette puissante organisation a obtenu en peu de temps des résultats considérables. L'Union a protégé efficacement les intérêts d'Allemands résidant à l'étranger. Elle a fait relever les subventions des écoles allemandes d'outre-mer. Des lois, notamment celle de 1897 sur l'émigration et celle de 1898 sur l'acquisition ou la perte de la nationalité allemande, sont dues à son initiative. Son action sur l'expansion coloniale a été réelle. L'acquisition de Kiao-tcheou est en partie son œuvre. Le 9 octobre 1895, peu après le traité de Shimonoseki, l'Union adressait au chancelier de l'empire une requête (2) où elle demandait instamment l'établissement d'une station navale en Extrême-Orient. Depuis, elle a mené une campagne ardente jusqu'au jour où le gouvernement de Berlin, profitant du massacre de ses missionnaires, a pris pied effectivement en Chine.

L'Union travaille avec activité à l'accroissement des forces militaires de l'empire. Dès le début de 1896, elle a répandu de nombreuses brochures pour démontrer la nécessité de

(1) Les groupes de l'Union, tenant compte de la situation particulière de chaque pays où ils se trouvent, décident quels moyens conviennent le mieux au but qu'ils poursuivent. V. *Alldeutsche Blätter*, 1894, p. 2.

(2) Extrait de la requête : « Durch den Frieden von Shimonoseki und das Eingreifen der Mächte Deutschland, Russland und Frankreich in die japanisch-chinesischen Wirren ist in Ostasien eine Gestaltung der Dinge eingetreten, die nicht nur die unangesetzte Aufmerksamkeit seitens des Deutschen Reiches, sondern auch die wohl noch lange Zeit dauernde Anweisenheit deutscher Kriegsschiffe in jenen Gewässern erfordert, ohne dass wir indess bis jetzt im Besitze eines geeigneten Stützpunktes, eines eigenen Hafens für dieselben wären. »

voter les crédits pour l'armée navale (1). Elle a organisé dans chaque ville de l'empire des conférences, souvent faites par des personnages officiels, comme le contre-amiral Werner, le capitaine-lieutenant Meyer, le capitaine de corvette comte Bernstoff. En même temps, elle fit agir ses adhérents des colonies et de l'étranger et bientôt celles-là demandaient officiellement au chancelier de l'empire l'accroissement de la flotte. Cette propagande contribua beaucoup au succès final; il n'est pas douteux que dans la circonstance l'*Alldeustcher Verband* ait acquis des droits particuliers à la bienveillance de l'empereur.

Le gouvernement de Berlin suit d'ailleurs volontiers les conseils du comité de l'Union. Il a fini, comme le demandait depuis longtemps le D[r] Hasse, par réclamer au Landtag de Prusse cent nouveaux millions de marks pour aider à la germanisation de la Posnanie, et par expulser, en novembre 1898, une quantité d'ouvriers danois, polonais et autrichiens.

C'est à cette société si puissante qu'est due la diffusion dans les masses allemandes de cette conception : l'Allemagne « puissance universelle » (*Weltmacht*). Les acquisitions coloniales dans le Pacifique et dans les mers de Chine ont facilité sa tâche et bientôt la politique de l'empereur Guillaume II a été qualifiée : politique universelle (*Weltpolitik*).

L'atmosphère favorable à l'idée pangermaniste étant ainsi créée, elle se développa rapidement. Le monde gouvernemental, imbu des principes bismarckiens, avait contre elle de la prévention; les changements survenus dans les

(1) *Deutsche Weltpolitik* (la Politique allemande universelle).
Deutschlands Seegefahren (les Dangers de l'Allemagne sur mer).
Genügt Deutschlands Wehrkraft zur See? (l'Allemagne est-elle suffisamment défendue sur mer ?)
Der Niedergang deutscher der Aufschwung fremder Seemacht (le Recul de la puissance maritime allemande et l'essor des marines étrangères, etc.).
Toutes ces brochures ont été éditées par Lehmann de Munich.

forces respectives des partis nationaux en Autriche, conséquence des progrès réalisés par les Slaves cisleithans, ont grandement contribué à la dissiper.

Depuis 1866, le gouvernement de Berlin oppose à la Russie l'Autriche et attribue à cet État la mission de tenir ouvertes les portes de l'Orient à l'influence germanique. Le maintien de la suprématie des Allemands dans l'empire de François-Joseph est la base de cette politique que le prince de Bismarck a résumée en une formule lapidaire : « Plus l'influence des Allemands sera forte en Autriche, et plus les rapports entre l'Allemagne et l'Autriche seront étroits. (1) » Ce maintien n'est possible que par la compression des éléments slaves.

Partant de ce principe, les diplomates prussiens ont toujours eu pour objectif de faire obstacle à l'établissement du « fédéralisme ». On sait par quel procédé (voir page 29) M. de Bismarck y a réussi en 1871. Lorsqu'en 1879 il parvint à faire signer à François-Joseph le pacte d'alliance, la sécurité devint complète à Berlin ; la prépondérance du « germanisme » était assurée à Vienne pour des années. Mais les progrès incessants des Slaves et surtout des Tchèques s'accusèrent dans les élections. Il fallut bien prendre au sérieux les statistiques officielles de l'administration de Vienne. On n'avait plus affaire à l'Autriche de jadis, dont le réseau administratif étouffait les éléments nationaux, mais à une Autriche où, en face de *neuf* millions d'Allemands privilégiés, se dressaient *quinze* millions de Slaves, en pleine conscience de leurs droits. On comprit le danger à Berlin. Ce fut bien autre chose quand, en avril 1897, les fameuses ordonnances du comte Badeni prouvèrent le retour de François-Joseph à une politique fédéraliste. Cette fois, les publicistes allemands accusèrent nettement la maison des Habsbourg

(1) « Je stärker der Einfluss der Deutschen in Oesterreich sein wird, desto sicherer werden die Beziehungen des Deutschen Reiches zu Oesterreich sein. » Friedrichsruh, 15 avril 1895.

de manquer à sa mission et d'opprimer le « germanisme (1) ». « C'est une erreur fatale, qui est aussi fréquemment commise par les Allemands d'Autriche, de croire que l'empereur François-Joseph est un ami du « germanisme », du « germanisme » autrichien (2). » « Il n'y a là qu'une légende (3). » « Visiblement l'alliance avec l'Autriche-Hongrie n'a été fidèlement observée que d'un seul côté. Lorsque Bismarck l'a conclue, l'Autriche était encore allemande (4). »

Ces récriminations restèrent sans effet. Le « Slavisme » était sur la voie du succès ; il fallait à tout prix l'arrêter. En minorité au Reichsrath, les Allemands d'Autriche ne purent obtenir par eux-mêmes le retrait des ordonnances. Le gouvernement de Berlin dut se résoudre à intervenir. On sait déjà (voir page 33) à la suite de quels incidents François-Joseph sacrifia le comte Thun et fit abroger les ordonnances (octobre 1899).

Une fois de plus, la politique prussienne triomphe ; mais la chancellerie de la *Wilhelmstrasse* ne se fait aucune illusion sur sa victoire. Elle-même la considère comme un expédient, sachant fort bien que l'Autriche a cessé d'être une puissance allemande. Aussi, sa grande préoccupation est-elle de trouver une combinaison nouvelle susceptible d'arrêter les progrès des Slaves. Les Pangermanistes interviennent alors. « Si, à l'origine, la maison des Habsbourg a partiellement réussi à germaniser les territoires qui appar-

(1) V. F. Bley, *Die Weltstellung des Deutschtums*, p. 20, Lehmann, Munich, 1897.

(2) « Es ist ein verhängnisvoller Irrtum, der auch von den Deutschen Oesterreichs noch vielfach genährt wird, zu glauben, Kaiser Franz-Joseph sei ein Freund des Deutschtums, des œsterreichischen Deutschtums... » *Hannoverschen Kurier*, 8 février 1899.

(3) « Die Deutschfreundlichkeit Kaisers Franz-Joseph... ist und bleibt eine Legende. » *Idem.*

(4) « Offenbar ist diese Bündnistreue aber eine durchaus einseitige. Denn als Bismarck das Bündniss mit Oesterreich, Ungarn schloss, war Oesterreich noch Deutsch. » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 11, Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

tenaient jadis à la Confédération germanique, elle a ensuite complètement échoué dans cette tâche. Cette tâche, les Hohenzollern et les autres princes allemands peuvent et doivent la mener à bonne fin (1). » Il le faut d'autant plus que les tribus allemandes de l'Autriche « sont au-dessous de leur mission civilisatrice (2) ». Si l'on n'y prend garde, « l'Autriche se changera lentement en un groupe d'États particuliers, qui se dissoudront ensuite à la première occasion favorable (3). »

Conclusion : pour l'empêcher, il faut rattacher l'Autriche à l'empire allemand.

Beaucoup d'hommes politiques, jadis réfractaires au Pangermanisme comme Bismarck et pour les mêmes raisons, inclinent maintenant à admettre cette solution, parce qu'elle leur apparaît comme seule susceptible désormais de maintenir l'Autriche dans la dépendance de Berlin. Leur changement d'opinion s'opère graduellement et d'autant mieux qu'il s'accorde avec les nécessités nouvelles créées par l'orientation économique de l'empire allemand.

Le prince de Bismarck sut toujours maintenir un juste équilibre entre les intérêts agricoles et les intérêts industriels de son pays. Guillaume II, comptant sur la continuité de l'essor commercial de l'empire, a surtout favorisé les seconds. Le commerce d'exportation a pris un développement prodigieux, mais pratiquement la vie et la richesse de l'Allemagne dépendent aujourd'hui de ses débouchés étrangers. Ceux-ci, pendant une période assez longue, ont semblé

(1) « Was dem Hause Habsburg ursprünglich nur halb gelang und später völlig misslang, die Germanisirung der früher zum deutschen Bunde gehörigen Länder, dass müssen und können die Hohenzollern im Bunde mit den anderen deutschen Herrscherfamilien ganz zu Ende führen. » *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*. 4. Lehmann, Munich, 1899.

(2) « ... ihrer Kulturmission nachgekommen... » K. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*, p. 7. Lüstenöder, Berlin, 1890.

(3) « Oesterreich wird sachte in ein Bündel von Einzelstaaten allmälig verwandelt, das sich so bei passender Gelegenheit auflöst. » *Op. cit.*, p. 123.

indéfiniment extensibles. Depuis peu, une évolution aussi rapide que puissante tend à diminuer les facultés d'absorption de trois débouchés d'une importance considérable pour le commerce allemand.

Le livre de M. Williams, *Made in Germany* (1), a signalé au Royaume-Uni le danger de l'expansion économique du jeune empire continental. Tout d'abord, sur la Tamise, on n'a pas voulu croire à la grandeur du péril, puis l'esprit pratique des Anglais les a fait réfléchir. Le livre bleu de 1898 sur la *Foreign trade competition* (la Concurrence commerciale étrangère) (2) montre les préoccupations profondes que leur cause maintenant la concurrence des sujets de Guillaume II. A Londres, on s'ingénie à trouver des moyens indirects d'entraver le commerce allemand; on les étend peu à peu à tous les territoires britanniques, tout en laissant subsister en théorie le principe du *free trade*, ce qui permet d'attendre la réalisation de la grande fédération économique rêvée par M. Chamberlain.

A l'est de l'Allemagne, la Russie complète son outillage. Elle s'affranchit rapidement de la dépendance étrangère, car sa population consommatrice d'objets fabriqués est fort restreinte par rapport à sa population totale. Ce fait explique comment le gouvernement du Tsar, ayant déjà à protéger l'industrie nationale, a pu établir un tarif douanier prohibitif, dont souffrent tout spécialement les exportateurs allemands.

Aux États-Unis, le bill Mac-Kinley et le tarif Dingley ont porté un coup terrible à la prospérité de l'empire. Rien ne saurait mieux en donner une idée que le dernier rapport de la Chambre de commerce de Greiz (3), relatif à une branche

(1) Heinemann, Londres, 1897.

(2) « Opinions of H. M. diplomatic and consular officers on british trade methods. — Printed for her Majesty's stationery office, by Darling and Son Ltd, 1-3, Great St-Thomas Apostle, E. C. 1898, London.

(3) Ville industrielle, située entre la Thuringe et la Saxe.

de l'industrie textile, l'une des plus importantes de l'Allemagne.

La circonscription de Greiz a exporté aux États-Unis :

En 1895, pour	4,000,000	de marks de	tissus de laine.	
En 1896, pour	2,000,000	Id.	Id.	
En 1897, pour	1,500,000	Id.	Id.	
En 1898, pour	915,000	Id.	Id.	
En 1899, pour	200,000	Id.	Id.	

Le marché américain se ferme donc au commerce allemand avec une extraordinaire rapidité.

Or, ces trois pays, Angleterre, Russie, États-Unis, *à eux seuls*, absorbaient en moyenne les 4/10 du total des exportations allemandes. Le commerce y devenant de plus en plus difficile depuis cinq ans, les Allemands voient ainsi diminuer les facultés d'absorption de ces débouchés au moment même où l'essor de l'industrie de l'empire détermine dans certaines branches une évidente surproduction.

Ce n'est pas tout : cette difficulté d'écouler les produits fabriqués, jointe à la nécessité de lutter dans le monde entier contre la concurrence américaine, a amené les industriels allemands à baisser leurs prix de vente. Il en est résulté une diminution dans les bénéfices nets alors même que le chiffre global des exportations s'élèvait. *Vendre beaucoup n'est pas gagner beaucoup*. La décroissance des bénéfices nets concordant avec la création désordonnée d'entreprises industrielles de toute nature a déterminé en Allemagne une grande rareté des capitaux. On en a la preuve dans l'accroissement continu du taux d'escompte de la banque de Berlin et dans le fait que le gouvernement impérial a cru devoir contracter sur le marché américain le premier emprunt de 80,000,000 de marks motivé par l'expédition de Chine. La gravité de cette rareté des capitaux, conséquence des nouvelles difficultés économiques, apparaît tout entière si l'on considère

que l'Allemagne, ne pouvant se suffire par elle-même, est dans l'obligation d'acheter chaque année à l'étranger pour près de deux milliards de francs d'objets indispensables à sa consommation, grains, animaux, bois, etc. L'empire allemand doit par conséquent gagner sur son commerce extérieur deux milliards de francs avant d'avoir accru d'un pfennig son capital national. L'enrichissement de l'Allemagne est donc loin d'avoir été aussi considérable qu'une série de publications récentes et fort enthousiastes le laisse supposer.

Ces faits synchroniques, fermeture des plus importants débouchés, diminution des bénéfices nets, insuffisance des capitaux, surproduction, dépendance de l'étranger pour les produits de consommation, amènent à conclure qu'à la période si brillante, par laquelle l'Allemagne vient de passer, va succéder une ère pleine de difficultés. Le moyen de les résoudre consiste essentiellement dans l'ouverture de nouveaux débouchés, propres à remplacer ceux qui sont en voie de se fermer. Le gouvernement de Berlin est pénétré de cette nécessité et, visiblement, toutes ses combinaisons politiques sont déterminées par la volonté d'y satisfaire.

Avec beaucoup d'habileté, les Pangermanistes ont tiré parti de cette situation toute nouvelle. Leurs idées, affirment-ils, contiennent en germe la solution du problème des débouchés. C'est ce que montre, avec beaucoup de clarté, le Dr Hasse, député de Leipzig au Reichstag et président de l'*Alldeutscher Verband,* dans sa brochure : *la Politique allemande universelle* (1).

« De nombreux dangers menacent l'Allemagne, dit-il. Pour y parer, une tension plus grande des forces existantes sera à peine suffisante (2). L'Allemagne ne peut pas sans péril suivre l'exemple de l'Angleterre et consacrer tout son

(1) Dr E. Hasse, *Deutsche Weltpolitik*. Lehmann, Munich, 1897.

(2) « Eine höhere Anspannung der vorhandenen Kräfte wird kaum ausreichen. » *Op. cit.*, p. 8.

trafic à l'exportation, au commerce d'outre-mer et aux entreprises extra-européennes (1). Les traités de commerce expirent en 1903. D'ici là, il s'agit de dégager une nouvelle formule économique. Il faut rétablir l'équilibre entre l'agriculture et l'industrie. Nous y parviendrons, si la puissance politique et économique de l'Allemagne est assise sur une base plus large qu'aujourd'hui (2).

« Le *Zollverein* a supprimé les obstacles qui gênaient le commerce et l'industrie ; il est la cause première du succès des dernières années. L'expérience a établi que la voie était bonne. Il faut donc simplement reprendre l'idée de l'économiste F. List (3), c'est-à-dire étendre le *Zollverein* à toute l'Europe centrale. Une immense étendue du continent serait ainsi assurée au commerce allemand et sa puissance de rayonnement extérieur s'accroîtrait dans des proportions énormes. »

(1) *Op. cit.*, p. 12.
(2) *Op. cit.*, p. 8.
(3) Frederic List (1789-1846). Il fut d'abord employé dans l'administration wurtembergeoise, puis appelé par le ministre Wangenheim à la chaire d'économie politique lors de la création d'une faculté des sciences à Tubingen. Il fonda peu après un journal appelé *l'Ami du peuple de Souabe.* A la suite de la chute du ministère Wangenheim, le journal fut supprimé et List dut donner sa démission.

En 1820, il fut envoyé comme représentant de la ville de Reutlingen à la chambre wurtembergeoise; mais, à la suite d'une condamnation qu'il encourut pour avoir fait autographier une pétition dans laquelle étaient signalés de nombreux vices de l'administration, il émigra en Amérique où il continua à propager par la plume les deux grandes idées qui le préoccupaient ; le développement des chemins de fer et le *Zollverein.* Il revint en 1833 à Leipzig avec le titre de consul des États-Unis.

A la suite de la perte de sa fortune pendant la crise financière de l'Amérique, n'ayant pour vivre que sa plume et sa parole, il parcourut l'Allemagne et la Hongrie. Il tenta même, à Londres, de créer une alliance commerciale entre l'Angleterre et l'Allemagne. L'échec de cette dernière tentative l'affecta profondément; il alla pour se fixer en Tyrol et se tua, à Kufstein, d'un coup de pistolet.

Ses principaux ouvrages sont : *Esquisse d'un nouveau système d'économie politique* (Philadelphie, 1827), *Sur un réseau de chemins de fer à construire en Saxe* (Leipzig, 1833), *Système national d'économie politique* (Stuttgard, 1841).

Or pratiquement, l'idée d'extension du *Zollverein* s'applique d'abord à l'Autriche et ainsi se superpose exactement à la partie principale du programme pangermaniste, qui, perdant alors tout caractère vague et sentimental, devient une conception précise et utilitaire. Le rattachement de l'Autriche à l'empire allemand n'est donc plus seulement un procédé de compression du « Slavisme », mais encore un moyen d'assurer l'avenir économique de l'Allemagne. Ses partisans affirment en effet que la création du *Zollverein* de l'Europe centrale permettra seule à l'Allemagne d'affranchir son industrie de la dépendance des débouchés russe, anglais et américain.

Il convient ici de remarquer à quel point l'idée d'extension du *Zollverein* est devenue un instrument d'acquisition de puissance politique dans les mains des Hohenzollern.

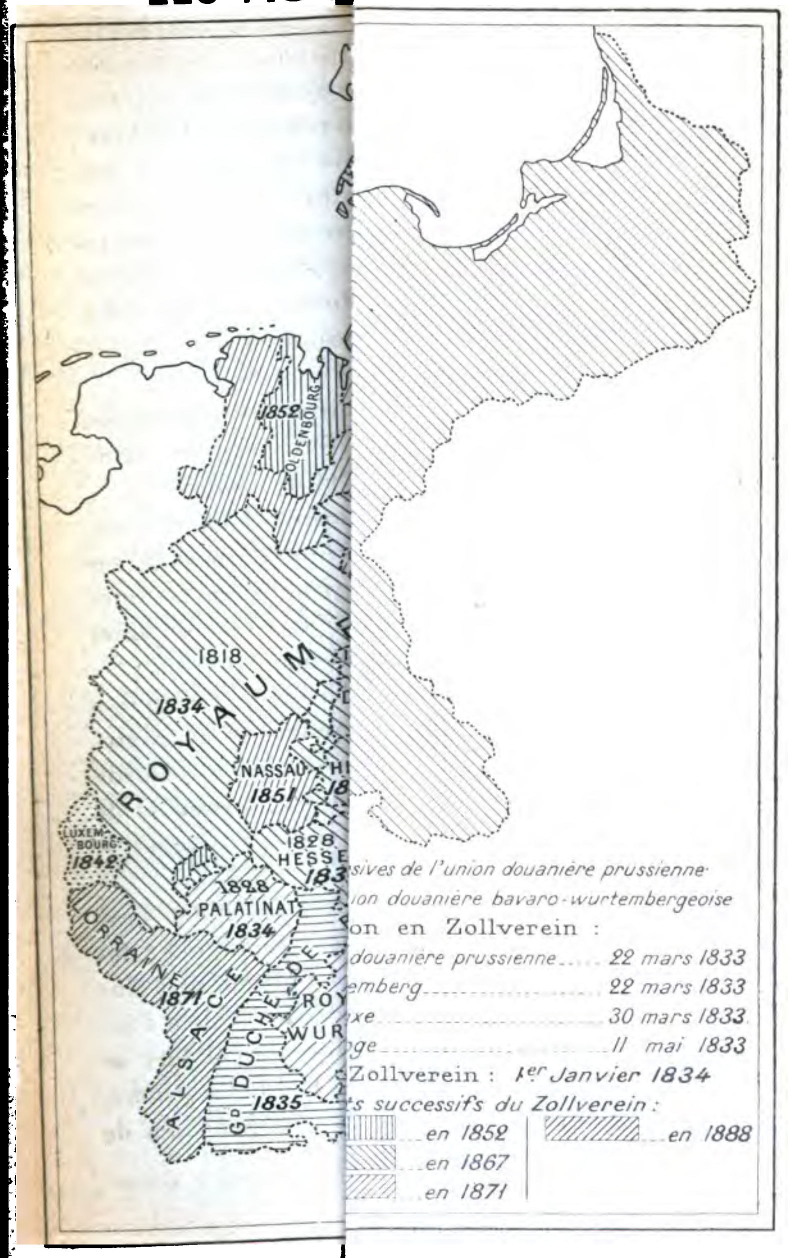
C'est la Prusse qui, la première, a conçu le *Zollverein,* qui a commencé à le réaliser en supprimant, en 1818, ses douanes intérieures et qui, par des agrandissements successifs, notés sur la carte ci-contre, est arrivée à dominer le territoire économique de l'empire allemand actuel.

C'est l'agitation protectionniste de Frederic List qui a rendu possible l'œuvre d'Otto de Bismarck (1); maintenant qu'il s'agit de préparer un accroissement nouveau de la puissance prussienne, c'est le Dr Hasse, président de l'Union pangermanique, qui fait campagne avec énergie pour étendre le *Zollverein* à l'Autriche.

Il est en tout cas certain que, dissimulée sous l'idée d'extension du *Zollverein,* l'idée d'agrandissement de l'Allemagne pénètre facilement les « sphères » officielles les plus hostiles. Les industriels et les commerçants y voient l'accroissement de leurs débouchés et les agriculteurs se disent : « Le jour où les régions agricoles de l'Autriche, jointes à l'empire allemand, diminueront sa dépendance de

(1) Ohne Fiedrich List kein Otto von Bismarck. *Alldeutsche Blätter,* 1895, p. 165.

LES AG ZOLLVEREIN



l'étranger pour les produits de consommation, le gouvernement pourra protéger nos intérêts plus efficacement qu'aujourd'hui. »

Il n'est pas jusqu'au changement survenu dans l'attitude des catholiques allemands qui n'ait aidé à la fortune des conceptions pangermanistes.

La politique de Guillaume II à l'égard du catholicisme est en opposition, au moins en apparence, avec celle que suivit le prince de Bismarck. Devant les progrès du socialisme et la force croissante du « centre » au Reichstag, l'empereur allemand, quoique profondément luthérien, a reconnu l'impossibilité de gouverner sans le concours de ses sujets catholiques. Depuis son avènement, il ne cesse de leur donner de menus gages afin de gagner leur confiance; il faut reconnaître qu'il y a complètement réussi. Aujourd'hui les catholiques servent avec éclat ses vues et sont les plus fermes soutiens du trône impérial. Leur « nationalisme », exalté par la *Weltpolitik,* dépasse même facilement la grandeur de leur dévouement envers Rome.

« Nous sommes Allemands avant d'être catholiques, » disait récemment un étudiant. C'est ce que montre d'une façon typique un curieux incident. A la fin d'août 1899, les catholiques allemands ont tenu à Neisse, près de Breslau, leur 46[e] congrès. Le premier jour, le buste du pape avait été placé à la droite de la tribune présidentielle et celui de l'empereur à la gauche. On vit là une incorrection grave et, le lendemain, le premier bourgmestre lui-même vint restituer au buste de Guillaume II la place d'honneur.

Ce loyalisme ardent n'est point sans arrière-pensée. Il dissimule des ambitions, aussi religieuses que politiques, sur la portée desquelles il serait grave de se méprendre.

Les catholiques de l'empire allemand, comme tous les partis, — ils en forment un en Allemagne, — comprennent plusieurs groupes, séparés par des nuances. Le plus nombreux et le plus influent gravite autour d'un ami personnel

de Guillaume II, Mgr Kopp, prince évêque de Breslau. Le raisonnement des catholiques, qui forment ses troupes, peut se résumer ainsi : Dans l'empire allemand actuel, nous sommes 17 millions 1/2 de catholiques contre 31 millions de protestants; sur les 9 millions d'Allemands, sujets de François-Joseph, 500,000 seulement sont évangélistes ; le jour où l'Autriche serait incorporée à l'empire allemand, nous serions 26 millions de catholiques contre 31 millions 1/2 de protestants. Non seulement alors nous leurs tiendrions tête, mais nous formerions un État catholique compact au centre de l'Europe, et finalement Rome serait amenée à prendre son point d'appui en Allemagne au lieu de s'obstiner à le conserver en France, dont le gouvernement lui est hostile. Notre intérêt est donc d'être pangermanistes.

Jadis une telle façon d'envisager les choses eût été sans valeur; mais aujourd'hui, étant données les circonstances nouvelles, il faut lui attribuer une importance considérable.

Le temps n'est plus où l'Allemagne, par crainte d'augmenter le nombre de ses sujets catholiques, n'aurait même pas envisagé l'hypothèse de s'étendre en Autriche (1).

L'argument fut juste autrefois; il a cessé de l'être depuis que toutes les conditions de la vie politique de l'Allemagne sont radicalement changées; l'heure du *Kulturkampf* est passée; le prince de Bismarck a quitté le pouvoir ; Guillaume II s'est passionné pour la *Weltpolitik,* il cherche à mettre l'influence de Rome au service de l'expansion commerciale de son empire en Orient et en Extrême-Orient ; à Berlin, les avantages économiques priment désormais toutes les considérations religieuses.

(1) « ... Le prince de Bismarck... ne peut pas non plus souhaiter d'aggraver les difficultés religieuses de l'empire germanique, en y introduisant un élément catholique aussi important que celui de l'Autriche allemande et des territoires intermédiaires. » Sir Charles Dilke, *l'Europe en* 1887, p. 183. Quantin, Paris, 1887.

Sans doute, le jour où son objectif sera atteint et la mainmise réalisée, on verra Guillaume II protéger avec une ferveur nouvelle le luthérianisme, pierre angulaire du trône de Prusse, mais ce moment est encore lointain. Ce qu'il importe actuellement de constater, c'est l'opinion des catholiques allemands au sujet de la Grande-Allemagne ; or, on ne saurait se faire d'illusions, la majorité d'entre eux souhaite sa réalisation et y travaille.

Ces causes si diverses, psychologiques, politiques, économiques, religieuses, agissant d'une façon concordante dans les dernières années, ont favorisé puissamment le développement des idées pangermanistes.

II

COMMENT LES PANGERMANISTES JUSTIFIENT LEUR THÈSE

Les partisans de la Grande-Allemagne n'ont pas seulement profité des circonstances favorables de la période actuelle pour vivifier leur doctrine en la modernisant ; avec cet esprit de méthode dont les Allemands savent tirer un si merveilleux parti, ils ont tenté de créer des arguments à l'appui de leur thèse préconçue.

§ 1. — Ils les exposent dans une « littérature », comme on dit de l'autre côté du Rhin, qui s'est développée avec une intensité progressive. Certains affirment qu'« on ne saurait accorder beaucoup d'importance à ces élucubrations, pour la plupart anonymes, qui ne tiennent compte ni des faits ni même des probabilités (1) ».

(1) V. Beaumont, *Questions diplomatiques et coloniales*, 1900, p. 530.

L'objection tirée du caractère anonyme de quelques brochures ne semble pas pouvoir être pris en sérieuse considération. D'abord, des sociétés puissantes dont quelques-unes comptent plus de 20,000 membres, comme l'Union pangermanique (voir page 68, note 1), patronnent la plupart de ces publications non signées. Il faut remarquer en outre qu'en général les publicistes extravagants, bien loin de cacher leur personnalité, l'affichent au contraire avec ostentation. Aussi, loin d'être une cause de discrédit, l'anonymat d'une série de brochures pangermanistes révèle au contraire leur importance et constitue dans l'espèce comme une marque de fabrique. Quiconque connaît l'histoire de l'Allemagne sait que le gouvernement de Berlin s'emploie volontiers à orienter l'opinion préalablement aux événements au moyen de brochures anonymes. On pourrait le prouver par des exemples nombreux. Un seul, cité par un historien dont le sérieux ne saurait être mis en doute, suffira.

En 1866, M. de Goltz, ambassadeur de Prusse à Paris, fit « répandre une brochure anonyme dont l'auteur s'efforçait de démontrer combien l'alliance de la France et de la Prusse serait avantageuse pour les deux pays (1) ».

Enfin l'argument qui consiste à dire qu'on ne saurait accorder beaucoup d'importance aux idées politiques des auteurs pangermanistes, parce qu'ils développent des plans d'une grandeur insensée, ne vaut pas davantage. Toutes les crises de transformation de l'Allemagne ont été précédées d'une agitation littéraire, pendant laquelle des projets en apparence irréalisables et même fous étaient livrés à l'opinion (2). L'histoire a démontré qu'ils contenaient cependant toujours une forte part de vérité.

(1) Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, p. 291. Alcan, Paris, 1891.

(2) Dès 1848, l'érudition complaisante des Allemands étendait démesurément les limites de la patrie germanique. « Ils nous regardaient toujours comme des ennemis et nous reprochaient plus aigrement que jamais d'avoir acquis l'Alsace et la Lorraine... » Debidour, *op. cit.*, t. II, p. 11.

Il faut donc connaître, même dans ce qu'elles ont d'excessif, les publications pangermanistes. Elles témoignent avec une force singulière du réalisme politique des nouvelles générations allemandes. Leur nombre croissant prouve leur succès, et, ce qui est plus grave, la plupart des idées qu'elles préconisent sont déjà entrées dans la voie de la réalisation pratique (1). Cette « littérature » est souvent prolixe et obscure, mais on y trouve parfois des passages qui condensent en quelques lignes très claires ce qui est développé ailleurs en des pages interminables. Je me suis attaché à découvrir ces passages essentiels, et je vais les faire connaître en les groupant dans l'ordre indiqué par la nature des arguments pangermanistes.

Une traduction peut facilement ne pas marquer les nuances d'expression qui font parfois toute l'importance d'une pensée : afin d'en faciliter le contrôle, j'ai tenu à donner en note, pour les plus importantes de ces citations, le texte allemand, outre la référence bibliographique. On trouvera ainsi reproduits de nombreux passages de Paul de Lagarde (2). Leur date n'est pas récente, mais leur importance est exceptionnelle. Paul de Lagarde, orientaliste éminent et théologien faisant autorité, s'est aussi passionné pour la politique générale. Il a publié sur l'avenir de l'Allemagne des études qui, en leur temps, ont eu un vif succès (3). Relues maintenant, elle font apparaître Paul de Lagarde comme le précurseur autorisé du mouvement pangermaniste actuel. Les meneurs d'aujourd'hui n'ont fait que s'assimiler ses idées ; ils les reproduisent avec des nuances à peine

(1) V. les chapitres III et V.

(2) Paul-Antoine de Lagarde naquit à Berlin le 2 décembre 1827. Il succéda au professeur Ewald en 1869 dans sa chaire des langues sémitiques à l'Université de Göttingen. Comme théologien, il est connu surtout par ses ouvrages sur l'histoire ecclésiastique primitive et l'ancien droit canonique.

(3) Ces études ont été réunies dans un volume de 420 pages sous le titre de *Deutsche Schriften*. La troisième édition a paru en 1892 chez Dieterich, à Göttingen.

sensibles, sans avoir toujours la notoriété de leur auteur. J'ai donc cru préférable, toutes les fois que cela m'a été possible, de remonter à la source, en négligeant les répétitions plus modernes des mêmes conceptions, ce qui ne m'a pas empêché d'ailleurs de puiser souvent dans les plus récentes et les plus typiques des publications pangermanistes (1).

§ 2. — Les arguments produits en faveur du Pangermanisme, réduits à leurs éléments essentiels, peuvent se grouper autour de trois idées : le Pangermanisme est d'une réalisation possible; son application procurerait des avantages importants à tous les pays germains ; il constitue, pour l'empire allemand, une opération excellente et nécessaire.

Le Pangermanisme est économiquement possible, assure-t-on.

Il restituerait à l'Allemagne le cours entier du Danube et du Rhin, la Hollande et la Belgique, jadis principaux facteurs de la prospérité du vieil empire germanique (2). Les grands travaux exécutés en Europe préparent de la façon la plus heureuse la jonction des bassins du Danube, de l'Oder, de l'Elbe et du Rhin (3). Les gens d'affaires suivent leur développement avec intérêt. Le Sénat de Hambourg préconise hautement le canal de l'Elbe au Danube, et une société allemande-austro-hongroise s'est constituée pour faire adopter l'idée d'un canal de l'Oder au Danube (4). L'assentiment des commerçants et des industriels à l'extension du *Zollverein* n'est point douteux.

Politiquement, la réalisation du Pangermanisme est éga-

(1) Elles ont été spécialement nombreuses en 1895 et en 1897.

(2) V. G. WALDERSEE, *Was Deustchland braucht!* p. 6. Thormann, Berlin, 1895.

(3) V. Dr HASSE, *Deutsche Weltpolitik*, p. 9. Lehmann, Munich, 1897.

(4) Ces canaux mettraient en rapports fluviaux directs Hambourg et les usines de Silésie avec l'orient. Leur tracé est indiqué sur la carte « l'Autriche vraie » placée à la fin du volume. V. aussi p. 179 et 208.

lement admissible. La situation intérieure de l'Allemagne n'est pas un obstacle, elle constitue, au contraire, un élément de succès, car elle fait comprendre au peuple allemand l'étroitesse de ses frontières actuelles (1). Sans doute, une politique continentale d'expansion a ses dangers, mais a-t-on jamais atteint aisément un but élevé? Les hommes d'État aux affaires doivent le reconnaître; dans cette occurrence, le péril serait moindre que celui qu'il fallut courir, lors de l'acquisition de la Silésie ou dans les années 1806, 1864 et 1866. C'est aux diplomates à atténuer ou même à conjurer les dangers extérieurs susceptibles de se produire (2). Les événements de 1870, surtout, constituent un encouragement. Le Pangermanisme ne paraît-il pas plus facile à réaliser que ne le fut, pour le prince de Bismarck, l'union des « tribus » du centre (3)? Ce que le grand Frédéric et le prince de Bismarck ont pu faire, leurs successeurs doivent pouvoir le faire à leur tour. La Prusse a toujours été entourée de dangers; si elle renonçait maintenant à son initiative propre par crainte de complications, cela équivaudrait pour elle à désespérer de l'avenir (4). Certes, il y a des obstacles, mais ils ne sont pas insurmontables. Plus la mission d'un peuple est pénible à remplir et plus brillante est sa gloire (5). Un grand peuple ne peut se maintenir alerte et vivant qu'en cherchant toujours à s'étendre (6). Quand Bismarck, dans ses *Souvenirs,* prêche la paix constamment et conseille à l'Allemagne de mépriser les provocations, il encourage nos voisins et bons amis à l'imperti-

(1) V. G. Waldersee, *Was Deustchland braucht,* p. 7. Thormann, Berlin, 1895.

(2) *Idem.*

(3) V. F. Bley, *Die Weltstellung des Deutschtums,* p. 39 et 40. Lehmann, Munich, 1897.

(4) V. G. Waldersee, *Was Deutschland braucht,* p. 9. Thormann, Berlin, 1895.

(5) V. Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften,* p. 110. Göttingen, 1892.

(6) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts,* p. 41. Militär Verlag. R. Félix, Berlin, 1900.

nence (1). Non, dans ce cas, Bismarck n'a pas rendu service à son pays (2).

Il n'est pas impossible d'ailleurs d'écarter par des arrangements diplomatiques les solutions violentes, mais il faut se hâter. *La situation actuelle de l'Autriche-Hongrie ne saurait se maintenir longtemps ainsi* (3).

Si la diplomatie manœuvre convenablement, l'Angleterre est la moins redoutable. Sa conduite sera subordonnée à celle des autres puissances, et elle s'inclinera devant la force des choses parce que « power that is » (4). Les Français ne viennent pas en considération (5). Ils sont en pleine décadence. On leur cédera la partie française de la Belgique et ils consentiront à l'extension allemande en Autriche. L'accroissement de puissance qu'on aura permis à la France sera compensé par une étroite union de la Hollande et de l'Allemagne.

Le système des compensations peut s'appliquer aussi avec les Russes. Il vaut mieux s'entendre avec eux qu'avoir à leur faire la guerre ; non seulement l'opération présente des risques, mais on ne peut pas trouver d'argent chez eux (6). Il est permis de croire que l'offre des Indes et peut-être de Constantinople les rendrait sourds aux propositions résultant de l'alliance française. La présence des Russes à Constantinople sera sans danger, du jour où les Balkans seront soumis à la puissance allemande (7).

(1) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 41.

(2) *Idem.*

(3) « Die heutige Stellung Oesterreich Ungarns ist auf die Dauer unhaltbar ». G. WALDERSEE, *Was Deutschland braucht*, p. 10. Thormann, Berlin, 1895.

(4) *Op. cit.*, p. 12.

(5) « Die Franzosen kommen nicht in Betracht ». Dr HASSE, *Die deutsche Ostmark*, p. 4. Priber, Berlin, 1894.

(6) « Geld ist in Russland auch nicht zu holen... » *Gross Deutschland.* p. 22. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(7) V. G. WALDERSEE, *Was Deutschland braucht*, p. 11. Thormann, Berlin, 1895.

Les temps présents sont extraordinairement favorables à l'action : la Russie, orientée vers l'Asie, s'entend volontiers avec l'Allemagne ; la France, depuis Fachoda, répugne de moins en moins à un accord avec Berlin ; en proie à des luttes intestines sans précédent, elle détruit elle-même sa puissance militaire ; le gouvernement de Berlin est donc maître de la situation. A lui d'en tirer parti.

Les peuples touchés par l'application du Pangermanisme résisteront moins qu'on ne le pense, car leur intérêt est de s'absorber dans la grande patrie allemande pour faire face aux difficultés de la lutte économique. Chacun d'entre eux n'a-t-il pas, en outre, des raisons particulières d'admettre le Pangermanisme? La situation militaire de la Suisse est intenable et sa neutralité n'est qu'une fiction (1). En constituant un vaste camp retranché, qui permettrait aux troupes allemandes de contribuer à la défense du mont Blanc, du Saint-Bernard, du mont Rose, du Simplon et du Gothard, l'empire allemand assurerait à la Suisse une complète sécurité (2). Ce n'est donc point l'Allemagne qui a besoin de la Suisse, mais la Suisse qui a besoin de la protection de l'empire allemand (3). La situation de la Hollande est analogue. Seule, une étroite alliance avec le peuple allemand peut lui assurer le retour de son ancienne prospérité (4). N'appartient-elle pas d'ailleurs à l'Allemagne au même titre que la Bretagne et la Normandie à la France (5)? Quant à la Belgique, aucun pays d'Europe n'est plus menacé (6). La réunion de la partie flamande est inévitable. Pour le grand-duché de Luxembourg, la question ne se pose pas de la même manière. Il jouit déjà des avantages du *Zollverein;*

(1) V. *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950, p. 17. Thormann, Berlin, 1895.
(2) *Idem.*
(3) *Idem.*
(4) *Op. cit.*, p. 12.
(5) *Op. cit.*, p. 11.
(6) *Op. cit.*, p. 14.

sa capitale n'a plus qu'à devenir une forteresse impériale allemande (1).

De tous les pays germains, l'Autriche serait le plus favorisé. Le principe des nationalités, donné par Napoléon III comme fondement exclusif de la formation des États, est devenu pour la Cisleithanie un danger (2). Le Pangermanisme l'en délivrera en rendant service aux deux pays (3). La Prusse n'a point un corps assez grand pour son âme, et l'Autriche n'a pas d'âme pour son vaste corps (4) ; l'Allemagne a trop de princes et l'Autriche a trop de peuples (5); l'Autriche a besoin de nos colons et l'Allemagne a besoin de l'Autriche pour ses colons (6). La politique de cet État doit donc consister à attirer les émigrants allemands et à les répartir en colonies compactes sur les frontières les plus reculées (7). Être une colonie de l'Allemagne est sa seule mission (8). Ainsi, l'Autriche servira ses véritables intérêts. Elle a besoin d'une race dominante, seuls les Allemands savent y dominer (9).

Il n'y a pas à tenir compte des autres populations. Les Magyars et les Tchèques sont un fardeau pour l'histoire (10).

Sans valeur politique, — *politisch werthlos,* — ils constituent simplement un amalgame utilisable pour les nouvelles

(1) « ... deutsche Reichsfestung. » *Op. cit.*, p. 15.

(2) V. Dr Seep, *Deutschland einst und jetzt*, p. 21. Lehmann, Munich, 1896.

(3) V. Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 32. Dieterich, Göttingen, 1892.

(4) « Preussen hat für seine Seele keinen ausreichenden Leib, Oesterreich für einen sehr genügenden Leib keine Seele. » *Op. cit.*, p. 35.

(5) « Deutschland... hat zu viel Fürsten, Oesterreich zu viel Völker... » *Op. cit.*, p. 32.

(6) « Oesterreich braucht unsere Kolonisten, und Deutschland braucht Oesterreich für seine Kolonisten. » *Op. cit.*, p. 113.

(7) *Op. cit.*, p. 112.

(8) « Es gibt keine andere Aufgabe für Oesterreich als die, der Kolonistaat Deutschlands zu werden. » *Op. cit.*, p. 111.

(9) « Oesterreich bedarf einer herrschenden Rasse, und herrschen können in Oesterreich nur die Deutschen. » *Op. cit.*, p. 397.

(10) « ... eine Last für die Geschichte. » *Op. cit.*, p. 27.

formations allemandes (1). En assurant inébranlablement la suprématie allemande en Autriche, le Pangermanisme rendra impossibles les luttes nationales.

Les avantages que trouverait à son propre point de vue l'empire allemand à une extension continentale sont plus décisifs encore. Le *Zollverein* (2) serait étendu à l'Autriche, à la Hongrie, à la Bosnie, à l'Herzégovine, à la Belgique, à la Hollande et peut-être à la Suisse et à la Roumanie. De 542,000 kilomètres carrés, la superficie du territoire douanier passerait à 1,322,000 kilomètres carrés, et de 52 millions, le nombre des consommateurs s'élèverait à 108 millions. Avec l'Allemagne pour centre, le nouveau *Zollverein* régirait les bassins du Danube, du Rhin, de l'Elbe et de l'Oder. Il dominerait la mer du Nord, la Baltique, l'Adriatique et la mer Noire. L'accord des États de l'Europe centrale s'étendrait à toutes les manifestations de la vie économique : chemins de fer, postes, télégraphes, canaux... Des câbles sous-marins, posés à frais communs, assureraient l'indépendance; une marine de guerre commune garantirait le respect des droits de tous.

Les colonies des États confédérés s'ajouteraient aux colonies actuelles de l'empire allemand et constitueraient un territoire économique d'expansion extérieure. Il serait encore insuffisant pour absorber les 10,562 millions de marks d'exportations annuelles que font actuellement les États appelés à former le futur *Zollverein;* on l'étendrait par des acquisitions en Chine et en Asie Mineure (3).

Les avantages politiques seraient tout aussi considérables. Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne mettrait un obstacle décisif aux progrès du « Slavisme ». Cette solu-

(1) *Op. cit.*, p. 111.

(2) De tous les auteurs pangermanistes, le D[r] Hasse expose le mieux ce que serait le futur *Zollverein*. Les données qui suivent sont tirées de sa brochure *Deutsche Weltpolitik*. Lehmann, Munich, 1897.

(3) Il importe de remarquer que la politique allemande en Chine et en Asie Mineure travaille exactement dans ce sens.

tion ne comporte pas les dangers qu'on pourrait supposer.

En opérant la fusion des armées et des flottes allemandes et autrichiennes, l'extension procurerait les moyens de faire face aux dangers qu'elle susciterait. Pola deviendrait un grand port de guerre pour la formidable marine germanique et l'armée allemande obtiendrait cette puissance inouïe que procure l'énormité des effectifs (1). Ainsi étroitement rattachée à l'empire allemand, l'Autriche deviendrait son avant-garde et son mandataire (2). Soumis à sa domination, les États des Balkans seraient indirectement placés sous l'égide de l'empire allemand (3), qui se trouverait alors en bonne situation pour recevoir une large part des dépouilles de la Turquie.

Armé de tels éléments de puissance, le gouvernement de Berlin « assurerait » la paix à l'Europe, sans cependant peser trop lourdement sur les États confédérés ; mais, qu'on ne s'y trompe pas, seule une Allemagne s'étendant de l'Ems aux embouchures du Danube, de Memel à Trieste, de Metz aux rives du Bug, peut remplir cette mission, car seule une telle Allemagne pourrait se nourrir et avec son armée permanente vaincre la Russie ou la France, ou battre même leurs forces réunies avec l'appui de ses réserves (4). Loin d'être ébranlée, l'unité de l'empire reposerait sur une assise plus solide qu'actuellement (5). Le jour où le peuple

(1) V. Dr Hasse, *Die Deutsche Ostmark*, p. 4. Priber, Berlin, 1894.

(2) « ...Vorhut und Mandatar des Deutschen Reiches... » V. G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 13. Thormann, Berlin, 1895.

(3) *Idem.*

(4) « Den Frieden in Europa ohne dauernde Belästigung seiner Angehörigen zu erzwingen, ist nur ein Deutschland im Stande, das von der Ems zur Donaumündung, von Memel bis Triest, von Metz bis etwa zum Bug reicht, weil nur ein solches Deutschland sich ernähren, nur ein solches mit seinem stehenden Heere sowohl Frankreich als Russland, und mit seinem Heere und dessen erstem Ersatze das mit Frankreich verbündete Russland niederschlagen kann. » Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 113 et 114. Dieterich, Göttingen, 1892.

(5) V. G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 10. Thormann, Berlin, 1895.

allemand aurait le champ libre entre la mer du Nord et la mer Noire, avec un horizon largement ouvert sur l'Orient, le spectre du socialisme s'évanouirait de lui-même (1).

Il est enfin un argument décisif à tous les points de vue : l'extension en Autriche apparaît comme une nécessité inéluctable pour l'empire allemand.

Le peuple allemand a la mission historique de faire reculer le flot du nationalisme russo-slave. Toute idée d'abandon des Allemands habitant des deux côtés de la Leitha doit être considérée comme une infamie (2). L'Autriche actuelle ne peut consentir aux Allemands un *modus vivendi* qui soit à peu près acceptable (3). La Prusse n'a-t-elle point d'ailleurs à suivre sa politique traditionnelle : empêcher les Habsbourg de faire de leur empire un État slave ? C'est une question vitale pour l'empire allemand (4). Oui, sa sécurité l'exige; il a besoin d'être assuré qu'en aucun cas, derrière ses frontières du sud, ne se trouvera un État ennemi. Il doit s'opposer à la création en Cisleithanie d'un empire slave, pouvant faire cause commune contre lui avec la Russie, la France et le Danemark (5). « Jusqu'ici, l'alliance avec l'Autriche y a suffi, mais son caractère a changé et notre diplomatie ne peut plus se dissimuler la valeur nulle de cette union (6). » Or, le « germa-

(1) *Op. cit.*, p. 15.

(2) « Es muss sich des Aufgebens der in den beiden Leithanien wohnhaften Deutschen als einer Ehrlosigkeit schämen. » Paul DE LAGARDE, *Deutsche Schriften*, p. 397. Dieterich, Göttingen, 1892.

(3) « Das heutige Oesterreich kann auf gar keinen *modus vivendi* der Deutschen mehr eingehen, der für letztere nur halbwegs annehmbar wäre. » *Oesterreich als Einheitsstaat*, p. 9. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) « ... eine stattliche Lebensfrage für das Deutsche Reich, *Die Deutsche Politik der Zukunft* », p. 8. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(5) « ... dass nicht vor seiner Thüre ein slavisches Reich entstehe, das mit dem andern slavischen Reiche im Osten, und mit Frankreich und Dänemark gegen Deutschland gemeinschaftliche Sache machen könnte. » Paul DE LAGARDE, *Deutsche Schriften*, p. 397. Dieterich, Göttingen, 1892.

(6) V. la note 1, p. 33.

nisme » dans les Alpes, les Carpathes, sur le Danube et sur l'Elbe constitue une fraction inviolable de notre nationalité. Nous devons la sauver (1). Les souverains autrichiens renoncent à ce devoir sacré. Tous les moyens sont donc permis. Contre la politique de violence des Habsbourg, il n'y a qu'un remède, la politique de violence pangermaniste (2). Nos intérêts les plus certains nous poussent. Même si les Tchèques n'étaient pas naturellement les ennemis implacables et les agresseurs de l'empire allemand, nous devrions cependant nous efforcer d'acquérir à nouveau l'Autriche pour cette simple raison que l'Autriche nous sépare de l'Adriatique (3). L'empire allemand doit conquérir l'Autriche allemande (4), car le peuple allemand ne peut pas se détourner de la mer Adriatique sans perdre ses droits à la situation de grande puissance (5). Ne nous laissons pas leurrer par les apparences; en fait, nous avons abandonné depuis longtemps la politique pacifique et nous sommes passés à la politique d'attaque. Notre force industrielle et commerciale et notre faiblesse agricole en sont les causes (6). L'industrie allemande s'est développée si rapide-

(1) « Das Deutschtum in den Alpen, Karpathen, an der Donau und Elbe ist ein unverletzbares Glied unseres Volkstums, das wir retten müssen... » K. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*, p. 11. Lüstenöder, Berlin, 1890.

(2) « Gegen die Habsburgische Gewaltpolitik gibt es also nur ein Gegenmittel, nämlich Grossdeutsche Gewaltpolitik. *Die Deutsche Politik der Zukunft*, » p. 9. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(3) « Aber selbst wenn die Tschechen nicht ihrer Natur nach Todfeinde und Angreifer des Deutschen Reiches wären, müssten wir trotzdem eine Wiedererwerbung Deutschösterreichs erstreben aus dem einfachen Grunde, weil uns Oesterreich von der Adria trennt. « *Die Deutsche Politik der Zukunft*, » p. 9. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) « ... das Deutsche Reich muss Deutschössterreich erobern... » *op. cit.*, p. 12.

(5) « Das Deutsche Volk kann sich nicht vom adriatischen Meere abdrängen lassen, ohne überhaupt seinen Anspruch auf die Stellung einer Grossmacht verloren zu geben. » *Gross-Deutschland*, Deutschvölkischer Verlag p. 10. « Odin », Munich, 1900.

(6) V. Dr Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 56. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

ment, elle a atteint un degré tel que tout le monde reconnaît l'impuissance du marché indigène à absorber la production (1). Sans doute, le courant de l'émigration allemande se dirige vers le sud-ouest, mais la porte n'est pas suffisamment ouverte (2). Un véritable peuple a le droit de créer avec sa bonne épée l'espace qui manque à ceux de ses enfants qui ne peuvent plus vivre sur son territoire (3).

L'Allemagne se trouve donc en présence de nécessités inéluctables qui rendent inutile toute considération sentimentale.

Les frontières des États ne sont point fixées pour l'éternité (4).

Pourquoi se préoccuperait-on des Autrichiens non Allemands? Bismarck n'a-t-il pas dit que les races étaient mâles et femelles? Tous ces Slaves et surtout les Tchèques nous haïssent du fond du cœur. Ils savent que notre vie est leur mort (5). Celui qui ne veut pas être chassé doit savoir expulser (6). C'est ce que nous ferions, une fois maîtres de l'Autriche. Nous inviterions alors à revenir dans leur pays les Allemands qui habitent en dehors de nos frontières, en Hongrie, en Transylvanie, dans l'Amérique du Nord, dans l'intérieur de la Russie, dans les provinces baltiques, — en supposant toutefois que nous n'annexions pas ces dernières.

Voilà quelle devrait être notre politique nationale, notre

(1) V. G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 5. Berlin, Thormann, 1895.

(2) V. Dr K. Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 60. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(3) *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 4. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) « Auch die Grenzen der Staaten sind nicht für die Ewigkeit abgesteckt. *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950 », p. 5. Thormann, Berlin, 1895.

(5) « Sie alle hassen uns, weil sie wissen, dass unser Leben ihr Tod ist... » Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 395. Dieterich, Göttingen, 1892.

(6) « Wer nicht vertrieben sein will, muss vertreiben. » Cité dans *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950, p. 29. Thormann, Berlin, 1895.

réponse à cette haine de l'Allemand, qui s'étale partout si effrontément depuis que, dans nos modestes frontières, nous nous sommes comportés comme un peuple arrivé à sa majorité. Notre peuple a toléré l'incendie du Palatinat; il s'est vu créer mille difficultés par les Tchèques depuis Jean Huss; tous les Slaves, Russes ou Polonais le détestent et le persécutent. Un tel peuple n'a-t-il pas le droit, de par Dieu, d'en venir à l'emploi de procédés radicaux, mais plus humains encore que ceux employés lors de la guerre de Trente ans et pendant les campagnes de Napoléon Ier (1).

Quelles qu'elles soient, les éventualités belliqueuses ne sont pas à redouter; l'empire allemand peut se reposer en toute confiance sur son armée (2). N'hésitons donc pas : autant que le permettent les suppositions humaines, non seulement les forces dont nous disposons font espérer le succès, mais encore elles le garantissent (3).

§ 3. — L'aveu brutal d'ambitions aussi désordonnées déconcerte tout d'abord, et l'on se demande si elles ne sont pas simplement provoquées par quelque cas de mégalomanie maladive. L'état d'esprit que manifeste depuis peu le public allemand fait malheureusement écarter cette hypothèse (4). Il établit qu'il faut au contraire attacher de l'importance même aux manifestations pangermanistes les plus extravagantes, puisqu'on les accueille outre-Rhin comme des projets tout naturels.

Les arguments employés par les Pangermanistes pour démontrer les caractères pratiques et nécessaires de leur

(1) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 213. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

(2) « ... kann das Reich sich mit vollem Vertrauen auf das Heer stützen, soweit kriegerische Eventualitäten überhaupt in Betracht zu ziehen sind... » G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 6. Thormann, Berlin, 1895.

(3) V. G. Waldersee, *Was Deutschland braucht*, p. 14. Thormann, Berlin, 1895.

(4) V. le chap. v.

théorie ne sont trop évidemment que de simples affirmations pour qu'on leur consacre une longue réfutation.

Sans doute, les avantages que l'empire allemand trouverait à une extension continentale apparaissent fort clairement, mais on ne saisit point du tout ceux des pays dits « germains » à s'absorber dans la Grande-Allemagne. La Suisse tient jalousement à son indépendance et a les moyens de la faire respecter. Rien ne la menace du côté de la France, qui ne songe nullement à annexer Lausanne et Genève, pas plus que la Belgique. Au point de vue économique, la Suisse, la Belgique et la Hollande sont dans un véritable état de prospérité. Grâce à leur situation de puissances secondaires et neutres, seules en Europe, elles n'ont à supporter que des impôts relativement légers. Où sont donc les intérêts assez considérables pour leur faire prendre volontairement une part des charges militaires qui pèsent si lourdement sur les sujets de Guillaume II?

Pour l'Autriche, la thèse est plus insoutenable encore. Comment admettre que son rattachement à l'empire allemand puisse mettre fin à ses luttes nationales? Dans l'hypothèse la plus favorable, à moins de procéder par extermination, le gouvernement de Berlin aurait toujours à réduire 6 millions de Tchèques et 1,350,000 Slovènes. Depuis un siècle, la Prusse n'est point parvenue à germaniser ses trois millions de Polonais; on est donc fondé à croire qu'elle éprouverait un échec plus grand encore avec les Slaves d'Autriche, dont les dernières années ont prouvé la valeur politique.

C'est enfin une erreur fondamentale que de présenter l'extension du *Zollverein* comme le seul moyen d'assurer l'avenir économique de l'empire allemand. Certes, il lui faut sans tarder des débouchés nouveaux et vastes, mais une entente loyale avec la Russie et la France ne les lui procurerait-elle pas avec moins de risques qu'une extension continentale?

Quant au cynisme avec lequel les Pangermanistes traitent les droits nationaux des Slaves d'Autriche, il n'est assurément pas en contradiction avec les précédents de la politique prussienne, mais il surprendra péniblement les admirateurs superficiels de la civilisation allemande (*deutsche Kultur*). L'Allemagne de 1830 a vécu. Le temps n'est plus où Schopenhauer pouvait reprocher à ses compatriotes de chercher dans les nuages ce qu'ils avaient à leurs pieds. Seul aujourd'hui triomphe le réalisme brutal de la conquête.

III

LE PLAN PANGERMANISTE

Partant de cette idée que le moment est venu d'établir « la solidarité pangermanique (1) », de fonder « l'union éternelle de la nation allemande (2) », d'assurer et d'étendre le domaine du commerce, de l'industrie et de l'émigration (3) », les Pangermanistes considèrent « la création de la Grande-Allemagne comme devant être l'objet des plus prochaines années (4) ». Avec une minutieuse prévoyance, ils ont dressé le programme des opérations politiques nécessaires pour constituer « au centre de l'Europe un empire allemand de soixante-douze millions de têtes (5) » et

(1) « ... die alldeutsche Solidarität... » K. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*, p. 96. Lüstenöder, Berlin, 1890.

(2) « Ein ewiger Bund der deutschen Nation ! ». *Idem*.

(3) « Sicherung und Erweiterung des Absatzgebietes für Industrie, Handel und Auswanderung, das ist das Ziel. » Dr K. Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 57. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) « Gross Deutschland wird das Ziel und die Arbeit des nächsten Jahre sein ». *Gross-Deutschland*, p, 23. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(5) « Das neue Jahrhundert wird in Mitteleuropa ein Deutsches Reich von 72, 5 Mill. Volksgenossen entstehen sehen. » *Op. cit.*, p. 4.

pour réaliser l'extension de l'Allemagne jusqu'à l'Adriatique (1).

§ 1. — La « littérature » pangermaniste comprend plusieurs programmes de ce genre. Le fond en est identique, seuls les détails et la forme varient.

La brochure intitulée *la Pangermanie et l'Europe centrale en* 1950 (2) est le type du genre. Son auteur anonyme est un membre de l'Union pangermanique qui ensuite a fait siennes les idées exprimées. Pour cette raison, je donne l'analyse de cette brochure, de préférence aux autres similaires.

Destiné à conquérir les classes moyennes, le « programme » pangermaniste est parsemé à dessein de tout ce qui peut séduire les esprits, en flattant les passions contre la France, l'Angleterre et la Russie.

« L'empire allemand, dit l'auteur anonyme, est incomplet (3). En dehors des frontières impériales, on compte vingt et un millions d'Allemands : deux en Suisse, dix en Autriche-Hongrie, un en Russie et huit millions de Bas-Allemands en Belgique et en Hollande. Le problème consiste à établir une identité complète entre le territoire linguistique et le territoire politique; alors seulement l'Allemagne atteindra ses frontières naturelles. Quelles sont-elles? Le canal de la mer du Nord à la Baltique est achevé ; l'Allemagne n'a plus besoin de s'étendre dans la presqu'île du Jutland (4), les Danois n'ont donc rien à craindre. A l'ouest, la frontière suit le pays flamand, les Ardennes, la forêt des Vosges et la crête du Jura jusqu'au mont Blanc. Au sud-ouest, le mont Rose, le Simplon, le Gothard, le Splugen, le Septimer, la

(1) « Das Ziel muss die staatliche Zusammenfassung des mitteleuropäischen deutschen Sprachgebietes sein und die Gewinnung des Zugangs zum Adriatischen Meere. » *Op. cit.*, p. 5.

(2) « *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950, von einem Alldeutschen. » Thormann, Berlin, 1895.

(3) *Passim.*

(4) « ... bedarf es auch nicht einer Ausdehnung auf der Jütländischen Halbinsel. » *Op. cit.*, p. 7.

Maloya, la Bernina, le Stilfser Joch, l'Ortler, l'Adamello, la Brenta et la chaîne des Dolomites séparent l'Allemagne de l'Italie. Au sud et à l'est, la nature n'a pas marqué les frontières, mais depuis des siècles la langue allemande progresse vers la mer; on est donc autorisé à conclure que ce mouvement d'expansion continuera dans l'avenir. Jusqu'où? Qui peut le dire (1)? Sans doute, ces territoires ne peuvent être acquis que successivement. Pour le moment, il faut concentrer tous les efforts sur l'Autriche et la rattacher à l'empire allemand — *quand bien même une répétition des événements de* 1866 *serait nécessaire* (2). Les circonstances sont propices : la dissolution de l'empire des Habsbourg est imminente; elle se produira dès que le souverain actuel aura fermé les yeux (3). La force réduira les populations slaves. Un morcellement habile de l'empire des Habsbourg facilitera la domination allemande. *La Russie recevra la Galicie et la Bukovine.* La Roumanie s'accroîtra aux dépens de la Hongrie. La Croatie, la Slavonie, la Dalmatie, le Monténégro, la Bosnie, l'Herzégovine, formeront, avec la Serbie, un royaume dépendant de l'Autriche par une union personnelle, et l'Autriche elle-même sera étroitement liée à l'empire allemand. Pour avoir la route libre jusqu'à Trieste, possession indispensable à la Grande-Allemagne, il ne restera plus à réduire que les Tchèques et les Slovènes.

« Ces opérations forment la première partie du programme pangermaniste; la seconde partie consistera à mettre en pratique les conseils de Roscher et de Rodbertus sur la colonisation allemande en Asie Mineure. Toutes les puissances prévoient le démembrement de la Turquie; l'Allemagne doit s'arranger pour en avoir une forte part.

(1) « Bis wohin? Wer kann sagen? *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950. » Thormann, Berlin, 1895.

(2) « ... wenn auch als letztes Heilmittel eine Widerholung der Ereignisse von 1866 in Betracht gezogen werden muss. » *Op. cit.*, p. 10.

(3) « Seine Auflösung steht bevor, sobald der jetzige Herrscher die Augen geschlossen haben wird! » *Idem.*

« La guerre inévitable entre l'Allemagne et la Russie terminera cette œuvre. Si elle est heureuse, l'Allemagne annexera les provinces baltiques, l'Esthonie, la Livonie et la Courlande. Elle formera un État polonais et un royaume ruthène destinés à recevoir les Juifs et les Slaves qui émigreront du grand empire allemand (1).

« Finalement, deux groupes territoriaux seront constitués en Europe centrale; l'un politique ou confédération germanique comprendra l'empire allemand actuel, le Luxembourg, la Hollande, la Belgique, la Suisse allemande et l'Autriche-Hongrie; l'autre sera un immense *Zollverein;* outre la confédération germanique, il embrassera les principautés baltiques, le royaume de Pologne, le pays ruthène, la Roumanie et la Serbie agrandie (2).

« La Pangermanie abritera alors 86 millions d'hommes et le territoire économique soumis à son action commerciale directe et exclusive sera habité par 131 millions de consommateurs.

« Sans doute, des Allemands ne peupleront pas seuls le nouvel empire allemand ainsi constitué, mais seuls ils gouverneront, seuls ils exerceront les droits politiques, serviront dans la marine et dans l'armée, seuls ils pourront acquérir la terre. Ils auront alors, comme au moyen âge, le sentiment d'être un peuple de maîtres; toutefois ils condescendront à ce que les travaux inférieurs soient exécutés par les étrangers soumis à leur domination (3). »

Ces derniers traits, dont la plaisante outrecuidance se retrouve dans toutes les publications pangermanistes, ne

(1) *Grossdeutschland und Mitteleuropa um das Jahr* 1950, p. 40. Thormann, Berlin, 1895.

(2) *Op. cit.*, p. 42.

(3) « ... dass die Deutschen allein politische Rechte ausüben, im Heer und in der Marine dienen und Grundbesitz erwerben können, erlangen sie das im Mittelalter vorhanden Bewusstsein wieder, ein Herrenvolk zu sein. Sie dulden die unter ihnen lebenden Fremden gern zur Ausführung der niederen Handarbeiten ». *Op. cit.*, p. 48.

nuisent aucunement à leur succès. Les Allemands acceptent ces extravagances comme choses fort naturelles et ils admirent avec infiniment de sérieux les cartes, comme celle ci-jointe, où l'empire allemand, après avoir annexé les Flandres, la Hollande et l'Autriche-Hongrie, sauf la Transylvanie, s'étend de Hambourg à Trieste (1).

Ce n'est pas assurément sur de pareilles données qu'on peut discuter sérieusement le Pangermanisme. Il est indispensable, au préalable, de le réduire à ses éléments politiques, c'est-à-dire à ceux susceptibles d'une application pratique et immédiate. Pour cela, il faut le dépouiller de tout ce que ses partisans y ont mis dans le but de frapper l'imagination des masses. La tâche est aisée. Si les auteurs pangermanistes revendiquent avec une égale énergie tous les pays germains du continent, c'est autant pour paraître se conformer au principe qu'ils prétendent invoquer que parce qu'ils se disent : Il vaut toujours mieux demander trop que pas assez (2).

Leur but lointain est bien la réunion en un seul État de tous les territoires linguistiques allemands de l'Europe et même de certaines régions slaves, mais, en réalité, aucun d'entre eux ne regarde comme prochaine l'absorption des Flandres, de la Hollande et de la Suisse allemande ; tous au contraire voient dans l'Autriche une annexion pouvant être immédiate (3).

L'idée de posséder Trieste les obsède. Déjà, en 1853,

(1) La carte ci-jointe est une fraction exactement copiée de la carte annexée à la brochure *Grossdeutschland.* Cette carte est elle-même une reproduction de la planche n° 12 c. de l'*Atlas* de Debes, édition 1899. *Europa, Sprachen-und Völkerkarte.* (Carte linguistique et ethnographique de l'Europe.) Un fort trait rouge, ajouté par l'auteur de la brochure, marque les futures frontières.

(2) « ... lieber zu viel als zu wenig zu beanspruchen. » *Grossdeutschland und Mittel Europa um das Jahr* 1950, p. 9. Thormann, Berlin, 1950.

(3) « Die österreichisch-ungarische Monarchie steht vor dem Zusammenbruch. « *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, p. 3. Lehmann, Munich, 1899.

DER UM DAS JAHR 1950

LA GRANDIOPE CENTRALE EN 1950

Paul de Lagarde considérait l'acquisition de ce port comme une question vitale pour l'Allemagne (1). « Même si tous les Italiens se ruaient contre nous, disait-il, jamais cette place ne devrait tomber entre leurs mains (2). »

Les Pangermanistes d'aujourd'hui sont dans les mêmes sentiments. La seule pensée qu'un obstacle pourrait surgir les irrite. Ils avertissent par précaution le gouvernement de Rome que « jamais il ne pourra déplacer ses frontières du nord contre la volonté de l'Allemagne (3) », et ils invitent les Italiens à diriger leur attention vers le Tessin, la Savoie et la Corse et non vers le Tyrol du sud et surtout vers Trieste (4). Pour toute l'Allemagne, Trieste est la porte commerciale naturelle ouverte vers l'Orient et le canal de Suez. Trieste doit donc être un port allemand (5).

§ 2. — Le moment présent paraît exceptionnellement favorable à la satisfaction de ces convoitises, pendant si longtemps réfrénées.

La monarchie austro-hongroise est sur le point de se démembrer (6), croient les partisans de la Grande-Allemagne. Ils entendent donc que le gouvernement de Berlin se tienne prêt à toute éventualité; dès maintenant, ils discutent les meilleurs moyens de réaliser l'annexion.

L'Allemagne devra-t-elle procéder seule à cette délicate opération ou s'entendre avec ses voisins comme jadis à

(1) « ... Triest zu besitzen für Deutschland eine Lebensfrage ist... » Paul DE LAGARDE, *Deutsche Schriften*, p. 29. Dieterich, Göttingen, 1892.

(2) « ... wenn alle Italiäner zusammen gegen uns stürmen, diesen Hafen dürfen sie niemals in die Hände bekommen. » *Idem.*

(3) « ... Italien seine nördlichen Grenzen niemals gegen den Willen Deutschlands verschieben kann. » *Grossdeutschland und Mittel Europa um das Jahr* 1950, p. 18. Thormann, Berlin, 1895.

(4) « ... sie sollten ihre Aufmerksamkeit mehr dem Tessin, Savoyen, Nizza und Korsika schenken als Südtirol und namentlich Triest. » *Idem.*

(5) Dr E. HASSE, *Alldeutsche Blatter*, 1895, p. 137.

(6) *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, p. 3. Lehmann, Munich, 1899.

propos de la Pologne? C'est un point sur lequel ils n'
aucune idée préconçue. Ils remettent aux circonstances
soin d'en décider. « On pourrait examiner si une allian
entre l'Allemagne, l'Italie et la Russie — qui dans ce c
devrait se séparer de la France — en vue de procéder
démembrement de l'Autriche ne serait pas plus conforn
au but (1). »

Ce point réservé, le morcellement de l'empire de Fra
çois-Joseph est l'objet d'études fort sérieuses, basées sur l
documents statistiques et ethnographiques les plus récent
trouver le moyen de réduire au minimum les difficult
d'absorption de la future conquête, tel est le but de c
études.

La brochure intitulée *le Démembrement de l'Autriche*
sa reconstitution (2) part du point de vue, d'ailleurs fa
comme on sait, que toute la Cisleithanie, sauf la Bukovin
la Galicie et la Dalmatie, est allemande et que, par cons
quent, il est légitime de s'en emparer.

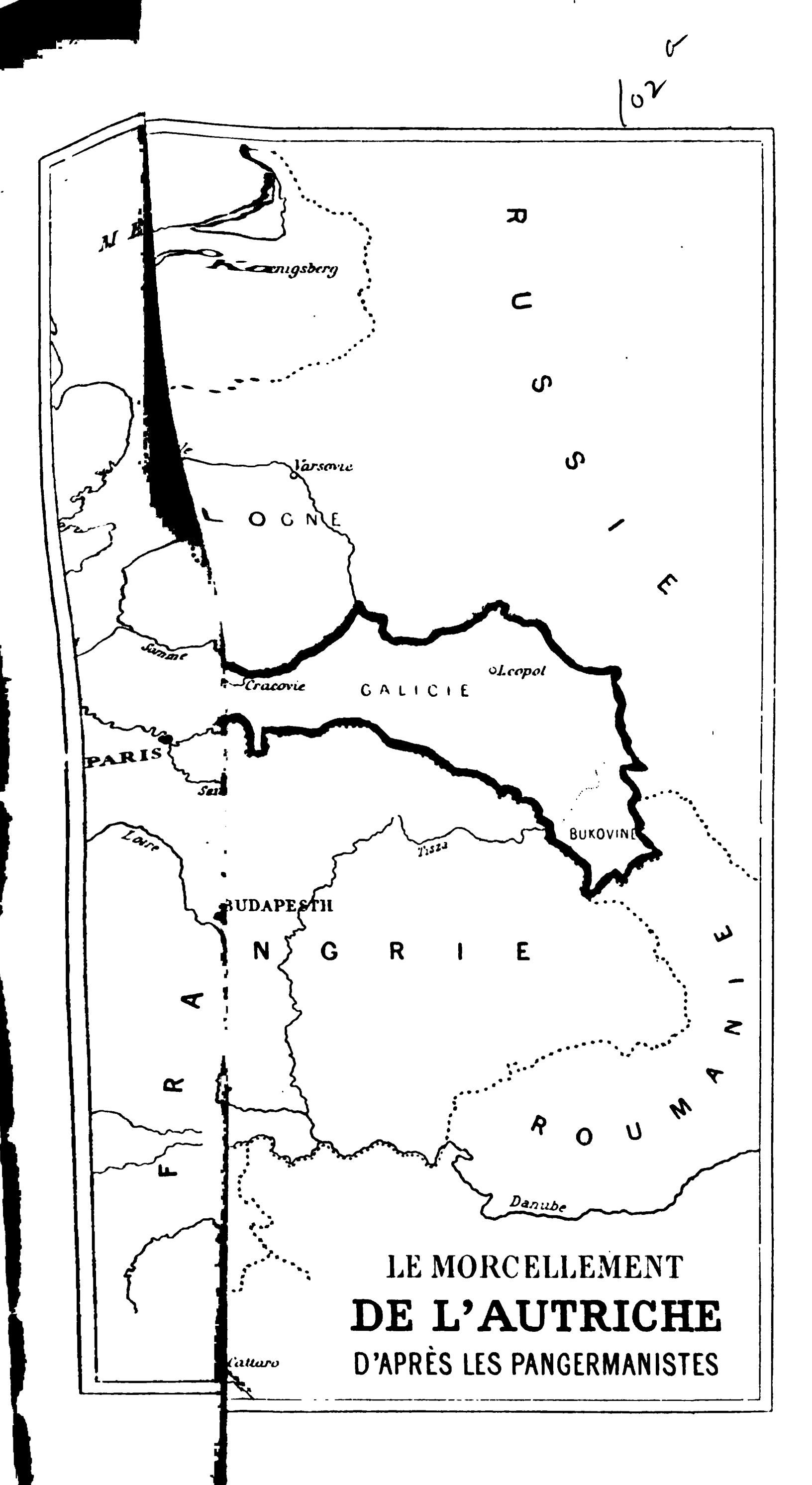
Mais comme ce territoire considérable contiendrait enco
huit millions de Slaves, il s'agit de trouver le plus sûr pr
cédé de domination. Son morcellement entre les gran
États de l'Allemagne, dans la proportion indiquée sur
carte ci-contre, est la solution proposée.

La Prusse recevrait la Silésie et la Moravie; la Bohêm
proprement dite serait la part de la Saxe; la Bavière pren
drait la région de l'Inn, Salzbourg, le Vorarlberg et l
Tyrol (3); la Haute-Autriche, la Basse-Autriche, la Styrie
la Carinthie et la Carniole formeraient un État autrichien
d'environ 5,300,000 habitants. Le Littoral (*Küstenland*)
avec la partie sud de la Dalmatie, Raguse, les bouches du

(1) *Alldeutsche Blätter*, 1899, p. 14.

(2) *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau.* Lehmann, Munich, 1899. Cette brochure, œuvre de l'Union pangermanique, a été saisi par la police autrichienne et six tribunaux différents l'ont condamnée en Cisleithanie. (V. p. 137.)

(3) *Op. cit.*, p. 10.



LE MORCELLEMENT
DE L'AUTRICHE
D'APRÈS LES PANGERMANISTES

Cattaro, Trieste et Pola, constitueraient, comme l'Alsace-Lorraine, un *Reichsland,* un pays d'empire, administré par un gouverneur militaire impérial, territoire qui servirait de base à la puissance maritime de l'Allemagne dans l'Adriatique et dans la Méditerranée (1). Le *royaume* d'Autriche serait lié à la Prusse par une convention militaire, mettant son armée dans une situation analogue à celle du duché de Bade ou du Wurtemberg (2). La flotte autrichienne se fondrait dans la flotte allemande (3). Pola et Cattaro deviendraient des ports de guerre de l'empire (4).

Les autres brochures (5) qui traitent du démembrement de l'Autriche offrent les mêmes traits; elles sont unanimes notamment à exclure la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie de la liste des conquêtes désirées; ce sont là des poids morts, inutiles au « germanisme », dont il faut se débarrasser à tout prix.

Poussant plus loin encore dans l'avenir, les Pangermanistes ne se contentent point de prévoir les conditions du morcellement de l'Autriche, ils prétendent en déduire toutes les conséquences. La couronne impériale d'Autriche passerait — cette fois pour toujours — aux Hohenzollern (6). Un régime de fer beaucoup plus dur que celui qui a été em-

(1) « Das Küstenland zusammen mit der Südpitze von Dalmatien (Ragusa, Bocche di Cattaro, Spizza mit den Häfen Triest, Pola und Cattaro) bildet ein Deutsches Reichsland, organisirt als Militärgrenze unter der Verwaltung eines kaiserlich-deutschen militärischen Statthalters. Es bildet die Grundlage für die deutsche Seemacht in der Adria und dem Mittelmeer. *Op. cit.*, p. 10.

(2) « Mit dem Königreich Oesterreich schliesst Preussen eine Militärkonvention ab, nach dem Vorbilde der württembergischen oder badischen. » *Op. cit.*, p. 11.

(3) « Die österreichische Kriegsflotte geht in der deutschen auf. » *Idem.*

(4) « Pola uns Cattaro werden Reichskriegshäfen. » *Idem.*

(5) Par exemple *Grossdeutschland.* Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(6) « Die österreichische Kaiserkrone geht (und zwar für ewige Zeiten) an die Hohenzollern über. » *Die Deutsche Politik der Zukunft,* p. 14. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

ployé en Alsace-Lorraine serait appliqué à la nouvelle conquéte. *Salus Germaniae suprema lex.* En Moravie, les propriétés tchèques passeraient à l'État prussien (1); partout les journaux et les livres ne paraîtraient plus qu'en langue allemande (2). Une série de mesures longuement énumérées, réactionnaires au point d'être féodales, assurerait dans tout le pays la compression du « Slavisme ».

§ 3. — L'intensité des convoitises sur l'Autriche ne fait pas oublier aux Pangermanistes le reste de leur programme, mais ils estiment qu'il deviendra seulement réalisable le jour où l'empire allemand s'étendra de Hambourg à Trieste. « Notre avenir est sur l'eau, disent-ils, mais notre présent est entre l'Adriatique et la mer du Nord. » Une fois en possession de l'Autriche, nous redeviendrons les voisins des pays faiblement peuplés du Danube et des Balkans (3). L'action de la Grande-Allemagne pourra s'exercer dans ces régions avec toute son intensité. Elle rayonnera ainsi au nord et au sud-est.

Il ne sera pas très difficile alors d'amener la Suisse, la Hollande et la Belgique à entrer dans le *Zollverein* de l'Europe centrale. L'Allemagne forme l'hinterland de ces deux derniers États et le trafic qui en résulte leur est si nécessaire qu'il ne pourraient mener longtemps une politique commerciale séparée (4). Enfin, la force d'attraction économique d'une confédération ainsi formée au centre de l'Europe sera peut-être telle qu'une série d'autres États

(1) « Das Gut der Tschechen in Mähren geht in den Besitz des preussischen Staates über... » *Gross-Deutschland*, p. 18. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(2) « Bücher, Zeitungen und Zeitschriften dürfen nur in deutscher Sprache erscheinen. » *Op. cit.*, p. 19.

(3) « Und endlich, im Besitze von Oesterreich, werden wir wieder die Nachbarn der dünn bevölkerten Donau-und Balkanländer... » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 9. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) *Alldeutsche Blätter*, 1897, p. 224.

du continent demanderont à en faire partie pour y trouver une compensation de leur exclusion de l'Union douanière de toutes les terres anglaises de l'Univers (1).

Dans la conception de ses auteurs, la réalisation du Pangermanisme apparaît donc comme une opération à deux temps : la première imminente vise l'Autriche; son succès rendra possible la seconde, qui donnera enfin à l'Allemagne ses frontières « naturelles » à l'ouest, Luxembourg et Belfort, à l'est une ligne allant de Memel à la mer Noire et au sud Trieste (2).

Pour les partisans de la Grande-Allemagne, la théorie n'est qu'un moyen; l'action seule les séduit. Ils veulent inculquer leurs idées à tous les Allemands. A cet effet, ils ont créé une puissante organisation de sociétés fédérées entre elles, admirable instrument de propagande, dont j'exposerai plus loin le fonctionnement (3). Ce qu'il faut maintenant établir, c'est le lien étroit existant entre le mouvement pangermaniste et la question d'Autriche.

(1) « Ja, es würde sich sogar vermutlich eine Reihe anderer europäischer Staaten mit uns zu einem gemeinsamen Zollvereine zusammenschliessen, um für die Ausschliessung vom englisch redenden Teile der Erde Ersatz zu finden ». *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 13. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich 1900.

(2) Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 113. Dieterich, Göttingen, 1892.

(3) V. chap. v, 1re partie.

CHAPITRE III

LA PROPAGANDE PANGERMANISTE EN CISLEITHANIE

I. Formation du parti prussophile autrichien. — § 1. Les origines : M. Schönerer. Le programme de Linz. Les « cheminements » de l'idée prussophile. — § 2. Comment les ordonnances du comte Badeni sur l'emploi des langues en Bohême et en Moravie ont été le prétexte de l'agitation ouverte et violente ; l'entente se fait entre M. Schönerer et le Dr Hasse. Leurs lieutenants. L'Union pangermanique régulatrice de l'action. Premiers succès.

II. Moyens d'action et tactique des Pangermanistes. — § 1. Les procédés d'agitation : les arbres de Noël de l'empire allemand, œuvre de M. Karl Pröll. Les réunions publiques. Causes premières de leur succès. La littérature prussophile, son origine. Inefficacité des tentatives de répression. Les cartes postales illustrées, leur rôle, les collections de l'*Odin Verein*. Le mouvement *Los von Rom :* sa raison d'être, action du groupe Schönerer. Son échec au point de vue religieux, son succès au point de vue politique. Caractère véritable et portée du mouvement. — § 2. La tactique : à l'égard des socialistes, des agriculteurs, des commerçants et des industriels. L'intransigeance des Prussophiles est calculée et croissante.

III. Les résultats de la campagne. — § 1. Les conséquences certaines : tension momentanée des rapports entre Vienne et Berlin. Établissement en Autriche d'une organisation pangermaniste. Aggravation des luttes nationales. Action de la campagne prussophile sur l'armée, les fonctionnaires, la jeunesse. Progrès des idées prussophiles. Décroissance des sentiments loyalistes. Les troubles d'août 1899, leur importance réelle. — § 2. Les forces pangermanistes en Cisleithanie : répartition géographique. Évaluation numérique.

IV. Gravité de la situation présente. — § 1. Forme du danger actuel : minorité audacieuse et majorité passive. L'illusion du nombre et la tâche des agences télégraphiques. — § 2. Prévisions d'avenir : justesse des vues de Rieger. Le mouvement fédéraliste chez les Allemands d'Autriche peut être momentanément enrayé. Le parti *autrichien* et sa base nécessaire. Les élections de 1900-1901. Leur importance européenne. La main étrangère.

I

FORMATION DU PARTI PRUSSOPHILE AUTRICHIEN

Si les convoitises des Pangermanistes sur l'Autriche étaient seulement ardentes en théorie, mais platoniques en fait, leur intérêt serait politiquement nul. Il n'en est pas ainsi. Sous leurs apparences de rêveurs ambitieux, les partisans de la Grande-Allemagne sont de froids réalistes. Pour faire pénétrer leurs doctrines en Cisleithanie, ils mènent une campagne habile qui prépare à l'Europe les plus graves complications.

§ 1. — Un parti prussophile existe en Autriche depuis fort longtemps. Il fut fondé il y a plus de vingt-cinq ans par M. Schönerer et quelques-uns de ses amis, d'abord enflammés par les victoires de Sadowa et de Sedan, et définitivement conquis par la gloire radieuse du jeune empire.

Fils de l'entrepreneur de chemins de fer Mathias Schönerer, Georges Schönerer naquit à Vienne, le 17 juillet 1842. Il étudia à Dresde, administra une terre près de Tubingen, et séjourna jusqu'en 1865 à l'académie agricole de Hohenheim, dans le Wurtemberg. Il s'imprégna ainsi pendant toute sa jeunesse des idées unitaires allemandes. Revenu dans son pays d'origine, il se fixa au château de Rosenau, près de Zwettl, en Basse-Autriche. En 1873, les électeurs l'envoyèrent au Reichsrath comme progressiste. Deux ans plus tard, il abandonnait cette nuance et manifesta bientôt ses tendances prussophiles. Le 18 décembre 1878, il fit connaître dans un discours au Reichsrath « le désir croissant des Allemands d'Autriche de se réunir à l'empire allemand (1) ». Le mouvement antisémite qui se produisit

(1) « ... der steigende Wunsch der Deutschen Bevölkerung Oesterreichs mit dem deutschen Reich vereinigt zu werden. »

en Allemagne vers 1880 eut les sympathies de M. Schönerer jusqu'au jour où son culte pour Bismarck les absorba entièrement. M. Schönerer devint l'un des pèlerins assidus de Friedrichsruh, et sacrifiant en fait ses opinions antisémites au « Germanisme », il se trouve aujourd'hui marcher contre les Slaves avec ses anciens adversaires.

Quand la gauche radicale allemande se forma au Reichsrath, en 1881, dans le but d'établir la solidarité de tous les Allemands d'Autriche, l'atmosphère devint plus favorable aux idées du châtelain de Rosenau. L'année suivante, aidé de quelques amis, il dressa la liste des revendications prussophiles dans le document appelé depuis « programme de Linz » (août 1882) (1). Deux articles surtout avaient de l'importance : l'un demandait l'exclusion (*Sonderstellung*) de la Cisleithanie de trois provinces, la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie; l'autre réclamait l'entrée dans le *Zollverein* allemand de la Cisleithanie ainsi restreinte. Ces prétentions, qui présentent aujourd'hui une extrême gravité, laissèrent, en 1882, les Autrichiens à peu près indifférents.

Pensant trouver un meilleur accueil de l'autre côté de la frontière, M. Schönerer fit des démarches auprès de Bismarck. Elles restèrent sans succès. Le chancelier faisait de l'Autriche ce qu'il voulait ; il n'avait aucune raison de susciter des difficultés à son alliée du sud. Avec sa rudesse coutumière, il découragea M. Schönerer, lui fit comprendre qu'il n'avait point à compter sur Berlin et condamna ainsi pour longtemps son agitation à une presque complète inefficacité.

Puis, Bismarck quitta le pouvoir; Guillaume II inaugura la *Weltpolitik;* l'opinion évolua en Allemagne, l'Union pangermanique se constitua et trouva des adhérents.

M. Schönerer et le Dr Hasse étaient faits pour s'entendre.

(1) Sur le programme de Linz consulter « *Die nationalpolitischen Forderüngen der deutschen oppositionellen Parteien im österreichischen Abgeordnetenhause* ». Supplément aux *Alldeutsche Blätter* du 4 juin 1899.

Ce dernier, lui aussi, ne demandait qu'à agir en Autriche. Il savait que le conseil donné dès 1853 par Paul de Lagarde avait été suivi, que l'émigration allemande, dirigée systématiquement d'après un plan réfléchi sur « les points stratégiques de l'Istrie, du pays slovaque, des parties magyares de la Hongrie, de la Bohême et de la Galicie », représentait déjà un chiffre considérable (1), que par conséquent des centres prussophiles existaient en puissance, capables de fournir rapidement les cadres d'un parti pangermaniste. La difficulté était de les discerner, de leur donner conscience d'eux-mêmes et de les unir par un lien commun.

C'est à quoi M. Schönerer travailla. La concession faite aux Slovènes d'un collège à Cilj (Cilli) détermina chez les Allemands d'Autriche une certaine agitation très favorable à ses projets qui lui permit de recruter un nombre fort encourageant de partisans. Le moment était venu d'opérer avec ensemble. On s'entendit. A la fin de 1896, le Dʳ Hasse envoya en Autriche deux de ses plus fidèles collaborateurs, MM. Fritz Bley et von Pfister-Schwaighusen, avec la mission d'établir les bases d'une organisation pangermaniste. Les deux délégués visitèrent Prague, Reichenberg, Leitmeritz, Brüx, Linz, Graz, Villach, Marbourg; Fritz Bley parla à Vienne le 20 novembre, et von Pfister-Schwaighusen, le 7 décembre. Partout, ils répandirent sous les formes les plus séduisantes l'idée du *Zollverein* de l'Europe centrale. Leur propagande porta rapidement ses fruits. A peine étaient-ils de retour en Allemagne, que les journaux autrichiens dévoués à la cause de Berlin, avec lesquels ils

(1) « Die deutsche Auswanderung muss systematisch und nach einem sorgfältig, auch nach strategischen Gesichtspunkten überlegten Plane nach Istrien, nach den slovakischen und magyarischen Theilen Ungarns, nach Böhmen und Galizien gerichtet werden... » Paul de Lagarde, *Deutsche Schriften*, p. 27. Dieterich, Göttingen, 1892.

On compte actuellement en Autriche 103,433 Allemands sujets de l'empereur Guillaume, et 6,597 en Hongrie.

V. *Alldeutsches Werbe-und Merk-Büchlein*, p. 21. Lehmann, Munich, 1899.

s'étaient abouchés, reprirent et développèrent leurs arguments. Le 12 février 1897, le *Grazer Tageblatt* préconisa l'établissement d'une alliance plus étroite entre l'Allemagne et l'Autriche, au moyen d'une Union douanière, *première étape vers de meilleures conditions* (1).

Les esprits étaient suffisamment préparés pour qu'on tentât une action ouverte, la seule qui pût vraiment être efficace; mais il fallait au moins un prétexte pour la commencer.

§ 2. — Les ordonnances du comte Badeni sur l'emploi des langues en Bohême et en Moravie (avril 1897) fournirent ce prétexte.

Elles avaient le caractère anodin que l'on sait; cependant, le comte Badeni, en raison des difficultés de la situation parlementaire, avait eu soin, avant de les publier, d'en communiquer le texte aux députés allemands des groupes dits progressiste et nationaliste. Ceux-ci ne protestèrent que faiblement; aussi, le comte Badeni se crut-il autorisé à penser que sa réforme serait acceptée sans de trop grandes difficultés. Il en fut autrement. Le D[r] Hasse et M. Schönerer, qui n'attendaient qu'une occasion propice, jugèrent celle-ci excellente. Ils dressèrent aussitôt ce plan fort simple : *agiter l'Autriche avec le prétexte des ordonnances; surchauffer en même temps les esprits en Allemagne au nom du « Germanisme » menacé, et continuer la campagne autant d'années qu'il le faudrait pour forcer finalement le gouvernement de Berlin à intervenir.*

En moins de quatre ans, MM. Hasse et Schönerer sont parvenus à exécuter les deux premières parties de ce programme. Ils furent admirablement secondés, il est vrai, dans leur entreprise. En Allemagne, le premier disposait des cadres excellents de l'Union pangermanique; en Autri-

(1) « ... als erste Etappe zu besseren Zuständen. »

che, le second avait des lieutenants peu nombreux, mais pleins d'ardeur. C'étaient le D[r] Karel Türk (1), Karel Wolf (2), rédacteur en chef de l'*Ostdeutsche Rundschau;* Karel Iro (3), fondateur de l'*Union scolaire allemande* (4) aujourd'hui dissoute, et Karl Kittel, propriétaire rural, tous actuellement députés au Reichsrath.

Dès le début, MM. Hasse et Schönerer se sont révélés tacticiens remarquables. L'intérêt des ordonnances était local, puisqu'elles s'appliquaient seulement à la Moravie et à la Bohême; ils ont eu l'habileté de les présenter comme le premier acte de la « tchéquisation de l'Autriche », *Tchechisierung Oesterreichs*, formule alarmante qu'ils ont répétée partout avec une insistance si persévérante, que bientôt la plupart des sujets Allemands de François-Joseph se sont émus et ont envoyé à Vienne force pétitions contre la réforme du comte Badeni. Dans le nord de la Bohême, où les ordonnances avaient leur point d'application le plus délicat, l'agitation fut organisée avec une ardeur méthodique. Dans des manifestes vibrants, on convia les électeurs à la résistance : « La direction du parti allemand (en Bohême) engage tous les hommes ayant conscience de leur nationalité allemande à prendre part à l'Assemblée de Reichenberg, à proclamer l'indignation générale causée dans toutes les classes de notre nation par les ordonnances et à manifester notre ferme volonté d'obtenir leur abrogation même par l'emploi des moyens les plus décisifs (5). »

(1) Né en 1840, membre du Reichsrath depuis 1885.
(2) Né en 1862, membre du Reichsrath depuis 1897.
(3) Né en 1861, membre du Reichsrath depuis 1897.
(4) Schulverein für Deutsche.
(5) « Die Leitung der deutschen Volkspartei in Böhmen richtet an alle nationalbewussten Männer des deutschen Volkes die Bitte sich an der Versammlung in Reichenberg zu betheiligen, um so durch eine überwältigende Kundgebung die allgemeine Entrüstung, welche die Sprachenverordnungen in allen Kreisen unseres Volkes hervorgerufen haben, auszusprechen und den festen Willen der Zurucknahme derselben mit aller Entschiedenheit und unter Anwendung der scharfsten Mittel zum Ausdruck zu bringen. » 26 avril 1897.

Les meetings se multiplièrent aussi bien en Allemagne qu'en Autriche. Il y en eut jusqu'à Hambourg. La presse de l'empire allemand fulmina contre le comte Badeni et se mit, elle aussi, à réclamer impérieusement l'abrogation des ordonnances. En quelques mois, les Pangermanistes avaient atteint leur premier but : poser la question du « Slavisme » à Vienne et à Berlin.

Dans l'ampleur du débat, la cause qui l'avait fait naître disparut, et le député prussophile Prade put écrire avec vérité : « Il ne s'agit plus des ordonnances sur les langues ni d'un accord à établir entre députés allemands et tchèques, accord impossible à cause de la différence des idées; il s'agit de savoir si l'Autriche sera une grande puissance politique et sociale, sous une direction allemande, ou un État fédéral, tchèque-polonais-allemand, qui fera une politique slavo-cléricale et se tournera plus tard contre l'alliance avec l'empire allemand protestant (1). »

L'hostilité contre les Tchèques se réveilla plus forte que jamais; les sentiments prussophiles se manifestèrent en même temps. Les meneurs de la campagne poussèrent vivement les choses. Dans l'été de 1897, ils firent répandre dans le nord de la Bohême, surtout à Reichenberg, à Tetschen, à Teplitz, à Saaz, à Krumau, etc., des milliers de « tracts ». Sur la couverture de ces brochures, une plantureuse Germania s'épanouissait; à l'intérieur, on pouvait lire : « Aux agissements impudents des Tchèques, il n'y a qu'une réponse à faire. Chassons les Tchèques de toutes les maisons allemandes... de toutes les fabriques allemandes... Agir ainsi est le devoir de tout bon Allemand; plus de domestiques, plus d'ouvriers tchèques. Qu'un Allemand

(1) « ... es handle sich jetzt um die Entscheidung ob Oesterreich ein moderner, von grossen socialpolitischen Gesichtspunkten regierten Staat unter deutschen Führung, oder eine Klericaleslavische Politik machen und sich früher oder später gegen die Allianz mit dem protestantischen Kaiserreiche werden wird. » *Volkszeitung* de Reichenberg. Cité par la *Politik* de Prague, 18 septembre 1897.

n'achète plus chez un Tchèque ou chez ceux qui les soutiennent. » L'organe du D[r] Hasse, « les Feuilles pangermaniques, » était encore plus pressant : « Nous adressons à tous les membres de l'Union l'instante prière de renvoyer, dans tous les cas, leurs ouvriers et leurs gens de service tchèques (1). » Cette coopération sans réserve de l'*Alldeutscher Verband* était pour M. Schönerer et ses amis le meilleur des encouragements. Ils étaient enfin compris et soutenus.

II

MOYENS D'ACTION ET TACTIQUE DES PANGERMANISTES

Connaissant à fond le pays, les meneurs de la campagne ont employé tous les moyens, petits comme grands, pour rompre la paix relative qui subsistait en Autriche.

§ 1. — Sachant bien que toute action populaire pour être durable doit avoir une base sentimentale, ils se sont d'abord efforcés de détruire les anciennes préventions contre la Prusse.

M. K. Pröll, qui a été en Allemagne un des Pangermanistes de la première heure, s'est voué à cette tâche préparatoire. Depuis dix-huit ans, il envoie des « arbres de Noël de l'empire allemand (*Reichsdeutsches Weihnachtsbäumchen*) aux enfants pauvres des Allemands d'Autriche-Hongrie. En Cisleithanie, son action est concentrée surtout sur la forêt de Bohême et sur la Moravie. Ici, la politique se dissimule sous la forme d'une attention qui touche profondément non

(1) « Wir richten an alle Mitglieder unseres Verbandes das dringende Ansuchen tschechische Arbeiter und Dienstboten unter allen Umständen zurückzuweisen. » *Alldeutsche Blätter*, 1897, p. 116.

seulement ceux qu'elle atteint directement, mais encore leurs voisins et leurs parents. Tout un groupe de gens est ainsi amené à parler de l'empereur Guillaume et ils finissent par conclure que c'est un bien bon souverain puisque ses agents s'occupent avec tant de sollicitude du pauvre monde. Cette manœuvre fort simple et quelques autres du même genre ont contribué à créer un public sympathique qui a fait le succès des premières réunions prussophiles, inaugurées en 1896, par les délégués de l'Union pangermanique. Multipliées sur tous les points de l'Autriche après les ordonnances du comte Badeni, organisées par des hommes qui en ont une pratique constante, conduites par des orateurs violents et d'une éloquence populaire, ces assemblées ont permis à M. Schönerer de recruter le gros des troupes qui aujourd'hui marchent avec lui. Rapidement, les auditeurs sont devenus les lecteurs assidus des publications prussophiles que les sociétés de Berlin (1) répandent à profusion en Autriche. Intelligemment dosées suivant les âges et même les sexes, ces publications forment dans leur ensemble un moyen de propagande merveilleusement adapté au but poursuivi.

Les cartes postales illustrées, que les Allemands aiment à échanger avec tant d'abondance, sont, elles aussi, devenues un moyen d'action. Chaque incident de la lutte politique donne naissance à un dessin tendancieux, si bien qu'une collection complète de ces cartes constitue une véritable histoire de la campagne pangermaniste. C'est un Saint-Michel allemand qui repousse dans les flammes un Tchèque tenant les ordonnances; c'est un paysan allemand — le fameux Michel — qui crie : « A bas le droit d'État de la Bohême! » et, un bâton à la main, se tient prêt à frapper sur les Tchèques; c'est un souvenir du duel entre le comte Badeni et le député pangermaniste Wolf. Tirées à des

(1) V. p. 196 et suivantes.

milliers d'exemplaires, ces cartes passent sous les yeux des libraires, du public qui regarde la vitrine, de l'envoyeur, des employés des postes, du facteur, du destinataire, de sa famille et de ses amis. Elles insinuent ainsi lentement, mais continuellement, les idées prussophiles à une foule de gens. Le caractère antiautrichien des dessins s'accentue suivant le développement de la campagne pangermaniste. L'un des derniers représente l'aigle des Hohenzollern broyant dans ses serres la couronne des Habsbourg.

Des cartes postales aussi gravement tendancieuses surgissent maintenant de tous côtés. Au début, la police autrichienne les a saisies; puis, soit qu'elle ait reçu l'ordre de laisser faire, soit qu'elle se soit lassée, la répression a cessé. Cette propagande par l'image a dû être jugée très efficace, car une société importante de Munich, l'*Odin Verein* (1), s'est consacrée à l'édition de ces dessins prussophiles, et tout spécialement de ceux dont l'objet est de soutenir le mouvement en faveur du protestantisme, qui, comme on va voir, est devenu un des plus sûrs instruments de l'action pangermaniste.

L'agitation, motivée uniquement par les ordonnances du comte Badeni, manquait d'ampleur. En dehors de la Bohême et de la Moravie, le mensonge de la « slavisation de l'Autriche » pouvait bien surexciter les populations allemandes momentanément, mais ce procédé artificiel allait devenir inefficace. Il fallait trouver un moyen d'étendre la propagande d'une façon directe et permanente à toutes les parties de l'Autriche où vivent des Allemands. Ce moyen, on crut le trouver dans une lutte contre le catholicisme. Le D[r] Hasse, luthérien fanatique, l'avait en horreur. Pour lui, comme pour tous les Prussophiles, l'Autriche doit redevenir protestante. La cause du « germanisme » l'exige. « Si l'Autriche devient un pays slave, la faute en sera aux fa-

(1) V. p. 204.

milles princières allemandes (d'Autriche) et à leurs partisans catholiques (1). »

C'est qu'en effet, dès le début de la campagne, le catholicisme, soutien du loyalisme autrichien des sujets allemands de François-Joseph, était apparu comme un obstacle redoutable à la diffusion du Pangermanisme. Avec l'audace et la décision qui les caractérisent, les Prussophiles résolurent de détruire cet obstacle.

En Autriche, M. Schönerer fut encore le grand organisateur. Au début de 1898, il se mit à l'œuvre résolument : « Brisons enfin, disait-il, les chaînes qui nous lient à une Église ennemie du « germanisme (2) ». Ces paroles comblèrent de joie les évangélistes de Berlin qui fournirent la coopération la plus active (3), et bientôt le mouvement anticatholique éclata en Autriche aux cris de : *Los von Rom* (Rompons avec Rome). On affecta de se placer au point de vue utilitaire : « Passez au protestantisme pour assurer votre avenir, dit-on aux Autrichiens. Là où le catholicisme est tout-puissant, les peuples meurent, et, sur toute la terre, il n'y a pas de nation qui soit à la fois florissante et catholique romaine (4). » M. Schönerer déploya une activité fébrile. Le 15 janvier 1899, il réunit à Vienne huit cents personnes se déclarant prêtes à passer avec lui au protestantisme, et il annonça que le nombre des conversions dépasserait prochainement dix mille. Par les moyens les

(1) « Wenn Deutschösterreich slavisches Land wird, dann wird dies das Werk deutscher Fürstengeschlechter und ihres katholischen Anhanges sein. » *Deutsches Parteileben in Oesterreich*, p. 6. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(2) « Also weg mit den Fesseln, die uns an eine deutschfeindliche Kirche binden. » Cité par P. Braunlich, *Die österreichische Los von Rom Bewegung*, p. 27. Lehmann, Munich, 1899.

(3) V. p. 204 et suivantes.

(4) « Kurz, wo der römische Katholizismus allmächtig ist, da sterben die Völker, und ist noch kein so verborgener Ort auf der Erdkugel zu finden, an dem sich uns der Anblick darböte : eine römisch-katholische und dennoch eine aufblühende Nation'! » *Op. cit.*, p. 4.

plus divers, on chercha à surexciter les esprits. On réveilla les vieux souvenirs de la guerre de Trente ans. Dans les premiers mois de 1899, des pasteurs de l'empire allemand vinrent renforcer ceux qui normalement se trouvent en petit nombre en Autriche (1). Sans le moindre respect de la paix confessionnelle, ils organisèrent partout, mais spécialement dans le nord de la Bohême, des meetings politico-religieux. A Teplitz, le pasteur Lumnitzer se signala par un zèle plus qu'excessif. A Asch, à Karbitz, etc., on prêcha en plein air la bonne parole prusso-protestante. M. Schönerer totalisa les résultats qui lui parvinrent sur des bulletins de conversion imprimés au préalable dans ses ateliers. Ces bulletins constituent une pièce fort curieuse dont voici l'exacte reproduction :

Unterzeichneter erklärt hiermit ehrenwörtlich, an dem Tage, welchen Abgeordneter Schönerer seinerzeit bekannt geben wird, seinen Austritt aus der katholischen Kirche der Behörde anzuzeigen.

Vor- und Zuname: ____________

Stand (Beschäftigung): ____________

Wohnort: ____________

Post: ____________

Kronland: ____________

Unterschrift:

____

1899.

Diese Erklärung wolle an Herrn Abg. Schönerer nach Krems a. d. Donau N.-Ö. übermittelt werden.

Par les présentes, le soussigné déclare sur l'honneur qu'au jour indiqué par le député Schönerer, il notifiera aux autorités sa sortie de l'Église catholique.

Prénom et nom de famille ____________

Situation « Occupation » ____________

Domicile ____________

Poste ____________

Pays de la couronne ____________

SIGNATURE.

____

1899.

Cette déclaration doit être transmise à M. le député Schönerer à Krems sur le Danube.

Librairie de G. Schönerer, Krems.
Imprimé par F. Berger, Horn.

Malgré tous ces efforts, le mouvement de *Los von Rom* a été très loin de donner les résultats espérés. Les Pangermanistes se sont absolument mépris sur l'état religieux de

(1) Il n'y a en Autriche qu'un demi-million d'évangélistes.

l'Autriche; ils n'ont point tenu un compte suffisant de ce que sur neuf millions d'Allemands, sujets de François-Joseph, on compte seulement un demi-million de protestants, soit la dix-huitième partie, et ils n'ont pas compris que, si la foi d'un très grand nombre de catholiques est assez tiède, la force de l'atavisme et de l'habitude leur inspire cependant tout le contraire de la sympathie pour le luthéranisme. La réprobation a été générale. A l'heure présente, bien que M. Schönerer lui-même ait abjuré avec éclat en août 1900, il n'est pas encore parvenu à atteindre le chiffre de dix mille conversions qu'il avait annoncé. Donc au point de vue religieux, et jusqu'à ce moment, le mouvement *Los von Rom* a échoué. Ses organisateurs ne s'en montrent d'ailleurs aucunement découragés. « En Autriche, dit la *Kreuzzeitung*, le mouvement *Los von Rom* est devenu plus silencieux. Nous nous en réjouissons, parce qu'on pourra travailler plus efficacement. » Ce langage sybillin demande une explication. En réalité, les conversions sont le moindre souci des missionnaires protestants; ils se contentent parfaitement des bénéfices politiques de leur propagande, qui, ceux-là, sont des plus certains. Le député Wolf, pur agitateur politique, le proclame implicitement lorsqu'il déclare : « Nous avons à soutenir un combat pour la civilisation et pour notre nationalité. Notre arme la plus tranchante est le mouvement *Los von Rom*. Il suffit de regarder les *Siebenburgen* (1) pour voir que chaque presbytère y est à la fois la forteresse du « Germanisme » et du Protestantisme. Le Protestantisme a en lui une force invincible qui nous fera triompher (2). »

Ces paroles suffiraient presque à établir le caractère politique du mouvement *Los von Rom*. Mais il y a mieux :

(1) Principale colonie allemande en Hongrie.

(2) « Einen Kulturkampf für unser Volksthum haben wir zu führen und die schneidigste Waffe in diesem ist die *Los von Rom* Bewegung. Man brauche nur nach Siebenbürgen zu schauen, wo jedes Pfarrhaus eine

un procès, jugé à Graz en juin 1899, lève tous les doutes. Le 4 mai 1899, la police de François-Joseph arrêtait le pasteur prussien Everling, dont les démarches avaient paru suspectes. On trouva sur lui un carnet de voyage, relatant toutes ses conversations, et des lettres fort explicites de dignitaires allemands et de fonctionnaires autrichiens. Ces papiers démontrant la complicité de MM. Fraiss et Polzer, de Graz, un procès leur fut fait. Les débats établirent de la façon la plus nette que la campagne protestante en Autriche n'est qu'un prétexte commode et habile pour dissimuler aux yeux des autorités autrichiennes la propagande prussophile.

C'est ce que devait avouer, quelques mois plus tard, le super-intendant Meyer, parlant à Braunschweig, à la réunion organisée par la Ligue évangélique pour la protection des intérêts allemands protestants, où il a dit : « Le véritable cri des protestants d'Autriche n'est pas *Los von Rom* (Rompons avec Rome), mais *Los von Oesterreich* (Rompons avec l'Autriche) (1).

En présence de déclarations aussi excessives, *les Nouvelles de Hambourg*, héritières de la répulsion de Bismarck pour le Pangermanisme, ont jugé nécessaire de protester. « Nous ne sommes nullement disposés à défendre certains discours tenus à l'assemblée générale de l'Union évangélique. Nous ne voudrions pas en particulier adopter le point de vue auquel on s'est placé pour adresser au gouvernement autrichien des critiques sur son attitude à l'égard du mouvement *Los von Rom*. Nous trouvons juste que les évangélistes protègent en Allemagne et en Autriche leurs coreligionnaires, comme le *Gustav-Adolf-Verein* le fait d'ailleurs depuis des années, *mais le mouvement « Los von*

Hochburg des Deutschthums und des Protestantismus bilde. Der Protestantismus hat eine stählende und schützende Kraft mit ihm werden wir siegen. » Cité par la *Politik* de Prague, 19 juillet 1900.

(1) V. le n° 55 des *Braunschweiger Neueste Nachrichten*, 1900.

Rom » est si étroitement lié à la situation politique actuelle, que nous devons observer en Allemagne la plus grande circonspection, circonspection que notre qualité d'alliés de l'Autriche donne doublement le droit d'attendre de nous (1). »

§ 2. — Le choix seul de procédés d'agitation si divers, mais concourant tous au même but, donne l'idée la plus avantageuse de l'intelligence et de l'habileté des meneurs pangermanistes; l'étude de la tactique très souple qu'ils observent confirme cette opinion. Il faut signaler d'une façon toute particulière la tactique qu'ils suivent à l'égard des groupements populaires autrichiens, enclins au socialisme international; les Prussophiles ont réussi, dans une large mesure, à utiliser ces tendances socialistes qui semblaient devoir leur être si opposées. Leur première action dans ce but précède de quelques années le ministère Badeni, et remonte à l'époque où il s'agissait surtout d'empêcher la cohésion de se faire entre les divers éléments slaves.

Voyant le peuple tchèque, composé en immense majorité d'ouvriers industriels ou agricoles, les hommes du groupe Schönerer se sont dit — et le raisonnement était juste — que s'ils pouvaient gagner au socialisme international une partie du prolétariat tchèque, ils diviseraient le peuple bohême, empêcheraient sa concentration nationale et, du même coup, arrêteraient le mouvement fédéraliste. Partant de ce point de vue, ils ont tenté l'entreprise qu'une circonstance déjà ancienne a grandement facilitée.

La presse socialiste de Vienne est en grande partie entre les mains d'Israélites, généralement hostiles aux Slaves, qui, pendant des siècles, ont formé une matière aisément

(1) « Aber die Los von Rom-Bewegung ist zu sehr mit politischen Momenten durchsetzt, als dass wir in Deutschland ihr gegenüber uns nicht die grösste Vorsicht auferlegen müssten, eine Vorsicht, die angesichts unseres Bundesverhältnisses zu Oesterreich mit doppelten Recht von uns erwartet werden darf. » Cité par la *Politik* de Prague du 12 octobre 1900.

exploitable. L'avènement de ces derniers à l'indépendance politique comporte leur libération économique ; il en résulte que la plupart des Israélites ont un vif intérêt à la compression du « slavisme », et, comme il est clair qu'ils ne peuvent la réaliser par eux-mêmes, ils se trouvent amenés à favoriser par tous les moyens le mouvement pangermaniste. C'est ce qui explique pourquoi la presse socialiste de Vienne a favorisé de son mieux les manœuvres socialistes des Prussophiles. Elle a étendu ses ramifications sur la Bohême, et bientôt les résultats les plus encourageants ont été obtenus. Un parti internationaliste s'est formé chez les Tchèques, mais, très rapidement, les ouvriers bohêmes ont vu clairement le piège qu'on leur tendait. Ils ont compris que les seuls principes applicables du socialisme étaient parfaitement compatibles avec les intérêts et les devoirs de leur nationalité et ils ont fondé un parti socialiste national qui poursuit maintenant à la fois l'amélioration pratique du sort des travailleurs et le succès de la cause tchèque.

Dissimulée sous la forme sociale, l'action prussophile a donc été vaine auprès des Slaves cisleithans ; elle a réussi davantage avec des Allemands socialistes internationaux. Sur eux le Pangermanisme a eu prise indirectement. Lorsqu'en juillet 1899 le comte Thun, selon une tradition déjà ancienne, gouverna à l'aide du paragraphe 14 de la Constitution et décréta, en vertu de ce texte, un relèvement des taxes sur le sucre, l'alcool, la bière et le pétrole, les Prussophiles ont qualifié ces taxes de nouveaux impôts. Le mot d'ordre a été donné aux groupes socialistes viennois. Des manifestations se sont produites aussitôt, et l'on a pu voir dans les rues de la capitale des bandes criant : « A bas le gouvernement ! A bas le comte Thun ! » La situation du ministère s'en est trouvée plus difficile, et c'est ainsi qu'une tactique adroite a su mettre au service du roi de Prusse les forces révolutionnaires, alors qu'individuellement les ouvriers allemands autrichiens internationalistes ne sont

pas disposés à se soumettre au joug prussien. Cette manœuvre a réussi plusieurs fois dans des circonstances analogues ; cependant, si l'on en juge par le congrès qui s'est tenu à Graz dans l'été de 1900, il semble que les socialistes autrichiens commencent à s'apercevoir du rôle qu'on veut leur faire jouer. Toutefois, on ne constate encore que des cas de clairvoyance individuelle ; les groupes socialistes autrichiens, dirigés par les Israélites de Vienne, travaillent aussi activement que M. Schönerer à la destruction de l'État cisleithan. M. Naumann, leader des sociaux-nationaux de l'empire allemand, le reconnaît non sans satisfaction : « Il y a deux partis en Autriche qui doivent avoir les sympathies des Allemands de l'empire : les Allemands nationaux et les socialistes démocrates. *Il est possible qu'ils se querellent parfois; au fond, ils agissent ensemble* (1). »

Avec les gens d'affaires, hommes calmes qui tiennent à la paix et aux profits, les Prussophiles, cessant de faire appel à la violence, font agir la séduction du grand *Zollverein*. « Une fois qu'il sera établi, disent-ils aux agriculteurs, vous aurez toute l'Allemagne comme débouché pour vos produits, et quant à vous, industriels et commerçants, vous profiterez largement de l'expansion commerciale de l'empire allemand. Tous, vous devez donc demander l'entrée de la Cisleithanie dans l'union douanière allemande. »

Si maintenant, cessant d'envisager les détails, l'on considère dans son ensemble la tactique des Pangermanistes, elle apparaît caractérisée par une intransigeance calculée et progressive. Ils ne veulent, en effet, sous aucun prétexte, cesser l'agitation ; aussi s'ingénient-ils à rendre vaines toutes les tentatives de conciliation avec les Slaves en demandant toujours ce qu'ils savent impossible d'accorder. Ils réclament

(1) « Zwei Parteien in Oesterreich sind es, denen vom reichsdeutschen Standpunkt aus Sympathieen gebühren : Deutschnationale und Sozialdemokraten! Mögen sie sich drüben streiten — sie wirken doch im Grunde zusammen! » F. Naumann, *Deutschland und Oesterreich*, p. 21. Verlag der « Hilfe », Berlin, 1900.

par exemple la division de la Bohême en deux régions distinctes : l'une, allemande, aurait Reichenberg pour capitale ; Prague serait le centre de la partie tchèque.

La région allemande formerait un territoire fermé (*geschlossenes Gebiet*). Tout ce qui est tchèque devrait en disparaître, tandis que, dans la région tchèque, les deux langues tchèque et allemande auraient les mêmes droits. Une pareille prétention équivaut simplement à demander aux Tchèques le complet abandon de leurs nombreux compatriotes du nord et l'entier renoncement aux droits historiques du royaume de saint Venceslas, basés sur l'indivisibilité de la Bohême, de la Moravie et de la Silésie. Les Tchèques luttent depuis cent années pour obtenir le respect de ces droits. Comment pourraient-ils donc consentir à une division de la Bohême qui équivaudrait à tracer d'avance à l'Allemagne les cadres d'une future annexion (1)?

L'attitude des Prussophiles, depuis l'abrogation des ordonnances du comte Badeni, est une démonstration convaincante du caractère voulu de leur intransigeance. En avril 1897, ils affirment : « Nous combattons pour obtenir le retrait des concessions qui lèsent les droits du « germanisme » ; en octobre 1899, ils obtiennent gain de cause, mais ils n'en continuent pas moins à se refuser obstinément à toutes les tentatives d'accord et leurs chefs proclament que leur opposition est irréductible. « Je tiens une réconciliation avec les Slaves pour un effort inutile, écrit le député Bareuther. Il s'agit simplement de savoir si notre suprématie ou celle des Slaves s'implantera en Autriche (2)... » « On parle toujours d'égalité entre les Allemands et les Slaves ; c'est comme si l'on comparait un lion à un pou, parce que

(1) Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 594. Hachette, Paris, 1895.

(2) « Eine Verständigung mit den Cechen herbeizuführen, halte ich für ein vergebliches Bemühen. Es handelt sich einfach um unsere oder die slavische Vorherrschaft in Oesterreich... » lettre à M. Schönerer. V la *Politik* du 19 janvier 1900.

tous les deux sont des animaux (1), dit M. Schönerer. *Dans les affaires nationales, je ne puis me placer sur le terrain de l'égalité* (2). » Son lieutenant Iro est encore plus explicite : « Nous ne voulons point d'ordonnances sur les langues, point de compromis, point de division de la Bohême, mais une pleine reconnaissance de la prédominance des Allemands en Autriche (3). »

Cette prédominance, les Pangermanistes ne se contentent pas de l'avoir en fait, ils exigent que des signes extérieurs la manifestent. Dans le programme revisé le jour de la Pentecôte de 1900, la reconnaissance de l'allemand comme langue d'État de l'Autriche est inscrite parmi les principales revendications. La seule concession qui ait été faite consiste à dire : « Langue de communication (*Vermittelungssprache*) au lieu de langue d'État (*Staatssprache*). » Encore M. Schönerer proteste-t-il contre cette fâiblesse. Or, si les Slaves, en raison de la prescription séculaire, peuvent admettre que l'allemand reste pratiquement la langue des administrations communes à tous les pays de la Cisleithanie, il leur est impossible de reconnaître cet idiome comme langue d'État par la simple raison qu'ils sont quinze millions dans le pays et les Allemands seulement neuf millions.

Des prétentions aussi excessives garantissent donc aux Prussophiles la possibilité de continuer indéfiniment l'agitation qui est leur raison d'être. « Nous ne permettrons pas que la paix existe en Autriche avant que la langue alle-

(1) V. la *Pensée slave* de Trieste, 17 mars 1900.

(2) « ... ich bekanntlich in nationalen Angelegenheiten nicht auf dem Standpunkte der Gleichheit stehen kann. » Cité par la *Politik* du 25 janvier 1900.

(3) « Wir wollen keine Sprachenverordnungen, keinen einseitigen « Ausgleich », keine Zweiteilung Böhmens — söndern eine volle Anerkennung der Vorherrschaft der Deutschen in Oesterreich, oder nach vollzogener Sonderstellung Galiziens eine friedliche Aenderung der Verfassung im Sinne der Angliederung der einstmals deutschen Bundesländer als Bundesstaat an das « Deutsche Reich. » V. *Unverfälschte Deutsche Worte.* 1er janvier 1898.

mande ait été érigée en langue d'État (1), » assure leur grand chef; en réalité, ceci équivaut à dire : avant que l'Autriche ait été incorporée à l'empire allemand.

III

LES RÉSULTATS DE LA CAMPAGNE

Des efforts si multiples, si habiles, si persévérants, ne pouvaient manquer d'avoir des résultats.

§ 1. — Ces résultats toutefois n'ont point constitué que des avantages pour les meneurs de la campagne prussophile. Leur audace a déterminé pendant quelques mois un refroidissement très sensible entre les gouvernements de Vienne et de Berlin.

Au début de la propagande, les hauts fonctionnaires de François-Joseph se sont refusés à prendre au sérieux les prétentions des Pangermanistes. Cependant la journée du 10 juillet 1897, où la foule avait arboré le drapeau de l'empire allemand dans les rues d'Eger, avait été révélatrice. La crainte de froisser l'ombrageux allié de Berlin inclina à une modération pleine de pusillanimité. Puis, les Pangermanistes proclamèrent leur but; leurs agissements se précisèrent; l'obligation de sévir s'imposa. La répression fut hésitante, timide et anodine. Le 7 août 1898, le commandant du district (*Bezirkshauptmann*) de Saaz interdit à la société *Germania* d'organiser un service en l'honneur de Bismarck. A peu près à la même époque, le gouverneur de Prague s'opposa à la formation d'une société dite *Union des*

(1) « Es darf nicht eher Friede werden in Oesterreich, bevor nicht die deutsche Sprache in aller Form zur Staatssprache erhoben ist, » paroles de M. Schönerer citées par la *Politik* du 11 février 1900.

à Berlin l'étendue de sa pusillanimité et on en profite largement. En décembre 1899, les expulsions de Slaves, sujets autrichiens qui travaillent en Allemagne, ont recommencé par centaines (1). Ces mesures que rien ne justifie ont paru intolérables, et le 28 du même mois des députés tchèques et polonais, membres de la délégation autrichienne, ont interpellé à ce sujet le comte Goluchowski. Le ministre des affaires étrangères de François-Joseph a répondu en garantissant à nouveau la solidité de la triple alliance, ce qui dans les circonstances d'alors équivalait à dire, en langage diplomatique, qu'il n'y avait rien à obtenir de Berlin. En sera-t-il toujours ainsi? Vraisemblablement non. De nombreux indices permettent de prévoir qu'avant longtemps les ministres de François-Joseph seront contraints par la force des choses à revenir à la digne et patriotique attitude esquissée par le comte Thun.

En attendant, le temps passe, l'audace des Pangermanistes s'accroît. La liberté dont ils jouissent leur a permis de couvrir toute la partie de l'Autriche qu'ils convoitent d'une organisation complète, très active, perfectionnée de jour en jour et de plus en plus efficace.

Dès le début, les Prussophiles ont trouvé un puissant concours dans la partie de la presse viennoise qui, comme on sait, est entre les mains d'Israélites. Ceci se conçoit; « l'élément Juif tout entier travaille en faveur du Pangermanisme (2). » Cette presse mensongèrement qualifiée de libérale puisqu'elle demande l'oppression des Slaves, comprend la plupart des journaux à grand tirage de la capitale autrichienne.

En juillet 1866, *la Presse* de Vienne a indiqué fort nettement l'esprit secret qui depuis a constamment guidé ces

(1) A Myslowitz, seulement du 1[er] juillet au 1[er] octobre 1900, le commissaire de police a expulsé plus de 500 personnes.

(2) Dr Gorlof, *la Question d'Orient au vingtième siècle*, p. 14 Ventre, Nice, 1899.

feuilles publiques : « *Si l'Allemagne nous prête la main, nous lui donnerons en cadeau ce beau Danube bleu, qui lui ouvrira le monde merveilleux de l'Orient.* »

Aujourd'hui « la Nouvelle Presse libre » (*Neue Freie Presse*) travaille activement à la réalisation de cet idéal. Depuis sa fondation, elle mine sournoisement l'Autriche, mais dans les dernières années, croyant sans doute la partie gagnée, elle masque moins bien son jeu. Ainsi, elle a défendu ouvertement le rédacteur Hofer d'Eger, poursuivi pour haute trahison, et elle a accueilli avec enthousiasme la lettre sauvage de Mommsen contre les Tchèques. Le « Nouveau Journal de Vienne » (*Neues Wiener Tageblatt*) suit une politique moins accentuée. Il se contente de faciliter l'œuvre pangermaniste en ridiculisant les mesures de répression. C'est encore le cas de la « Gazette populaire autrichienne » (*Oesterreichische Volkszeitung*). Parmi les grands organes provinciaux d'une nuance identique, on trouve le « Journal de Prague » (*Prager Tageblatt*), *la Bohémia* de Prague, le « Messager quotidien » (*Tagesbote*) de Brünn. Jamais ces feuilles n'impriment le mot de Pangermanisme, mais elles s'emploient fort habilement à préparer l'intervention allemande en effaçant graduellement toutes les préventions contre Berlin. D'autres, la *Silésia* de Troppau, « la Gazette d'Eger » (*Egerzeitung*), « la Gazette populaire allemande de Reichenberg » (*Deutchevolkszeitung*), « la Gazette de Leitmeritz » (*Leitmeritz Zeitung*), ne cherchent plus à sauver les apparences. Enfin, parmi les plus violemment pangermanistes, il faut citer « la Revue allemande de l'Est » (*Ostdeutsche Rundschau*), dirigée par le député Wolf, et dont une aigle prussienne, écartelée en tête de ses numéros, indique suffisamment les tendances, et pour terminer : « les Pures Paroles allemandes » (*Unverf älschte Deutsche Worte*), où M. Schönerer réclame sans relâche la réunion de l'Autriche à l'empire allemand.

A côté de la presse quotidienne, des revues soutiennent

les mêmes idées. Ce sont : « le Messager populaire allemand » (*Deutscher Volksbote*), que dirige à Prague M. Kieslich; *Der Kyffhauser* (1), à Linz; *Der Scherer*, publication dont le principal objectif est de dissoudre le loyalisme des populations tyroliennes, pour les rendre plus accessibles aux idées luthériennes et prussophiles (2). Ce ne sont là que les principaux organes dévoués à la cause de Berlin. Dans toutes les parties de l'Autriche où habitent des Allemands, une foule de journaux locaux, nés depuis trois ou quatre ans, travaillent dans le même sens.

L'action de nombreuses sociétés décuple l'influence déjà si considérable de cette presse.

Des associations dites de protection (*Schutzvereine*) se sont constituées dans le but avoué de lutter contre les Slaves. Elles forment autant de centres ardemment pangermanistes. Telles sont : l'Union de la forêt de Bohême (3), Budweis 1884; l'Union des Allemands du nord de la Moravie (4), Olmutz 1886; la Sudmark, Graz 1889; l'Union des Allemands de l'ouest de la Bohême, Pilsen 1892 (5); la Nordmark, Troppau 1894; l'Union des Allemands de l'est de la Bohême, Trautenau 1894 (6); l'Union des Allemands du nord-ouest de la Bohême, Teplitz 1894 (7); l'Union des Allemands du cercle d'Eger, 1895 (8); l'Union générale des Allemands de Bohême, Prague 1894 (9). La croissance de cette dernière société est particulièrement remarquable. Elle comptait :

(1) *Der Kyffhauser, deutsche Blätter für Politik, Kunst und Leben*, Linz.

(2) *Der Scherer*, directeur K. Kabemann ; Marie-Theresienstrasse, Innsbruck.

(3) « Der deutsche Böhmerwaldbund. » Le nom de ville indique le siège de la Société, et l'année qui le suit, la date de sa création.

(4) « Bund der Deutschen Nordmährens. »

(5) « Bund der Deutschen in Westböhmen. »

(6) « Bund der Deutschen in Ostböhmen. »

(7) « Bund der Deutschen in Nordwestböhmen. »

(8) « Bund der Deutschen in Egerkreis. »

(9) « Bund der Deutschen in Böhmen, » Prag I, Bethlehemsplatz, 2.

En 1895,	6,000 membres et	81 groupes locaux.		
1896,	18,000	—	209	—
1897,	21,000	—	226	—
1898,	30,000	—	347	—
1899,	50,000	—	535	—

Ces chiffres sont éloquents, ils enregistrent la rapide progression des idées prussophiles dans le nord de la Cisleithanie. Enfin, au-dessus de « l'Union des Allemands de Bohême », on trouve « l'Union générale des Allemands d'Autriche (1) », présidée par le député Wolf.

Tous ces groupes, fédérés entre eux, se tiennent en relation étroite avec « l'Union viennoise des écoles allemandes (2) », fondée à Vienne en 1880, qui prépare les enfants à comprendre et à aimer l'idée de la Grande-Allemagne.

Cette énumération, déjà longue, est cependant encore très incomplète; pour la parfaire, il faudrait citer les innombrables sociétés de chant, de sport ou de gymnastique établies depuis longtemps dans l'empire de François-Joseph, dans lesquelles entrent les Pangermanistes avec l'idée préconçue de faire des prosélytes parmi les anciens adhérents.

Le fonctionnement d'une organisation aussi complète, d'un caractère si nettement offensif, ne pouvait qu'exaspérer les luttes nationales. Sans doute, les rivalités entre Slaves et Allemands sont bien antérieures à la campagne pangermaniste, mais elles n'avaient point jadis le caractère implacable qu'elles présentent maintenant. Des incidents multiples, tantôt puérils, tantôt tragiques, en témoignent : c'est l'avocat tchèque, Dr Stejskal de Duckov (Dux, Bohême du Nord), qui trouve, un matin, sa maison complètement barbouillée d'encre d'imprimerie ; c'est l'histoire lamentable du journalier tchèque Josef Erben, domicilié à Vienne. Le 20 oc-

(1) « Deutschnational Verein für Oesterreich. »
(2) « Wiener deutscher Schulverein. »

tobre 1899, Erben passe la journée à Hüttelsdorf, localité des environs. Le soir, il revient chez lui à pied, en chantant une vieille chanson bohême. Deux Allemands passent. Partisans de M. Schönerer, ils ont les Tchèques en exécration. Ils enjoignent à Erben de se taire. Une querelle s'engage. Le Tchèque, terrassé, est sur le point de succomber. Il prévient ses deux adversaires que, s'ils ne le lâchent pas, il se défendra au couteau. Les Prussophiles le pressent davantage. Erben tire son couteau et en blesse un mortellement. Traduit devant les tribunaux, il paie de dix mois de prison les suites de sa chanson bohême. Les duels motivés par les querelles nationales sont encore une des conséquences du mouvement pangermaniste. La liste en serait longue. Un exemple suffira : en avril 1899, M. Mattusch, élève à l'École des mines de Leoben, tue son camarade allemand, M. Januschke. En présence de tels faits, il est impossible de ne pas reconnaître que les idées prussophiles ont trouvé en Autriche des partisans nombreux et convaincus. On en rencontre dans toutes les couches sociales. L'armée, elle-même, en renferme un nombre important (1). Les fonctionnaires n'ont pas échappé davantage à l'action de la propagande. Les lettres trouvées sur le pasteur Everling sont révélatrices à ce sujet (2) et à chaque instant des faits regrettables témoignent de la partialité qui en résulte. En juin 1899, des Prussophiles organisent une réunion dans le quatrième arrondissement de Vienne. Des antisémites, partisans des Habsbourg, protestent contre les paroles d'un des orateurs. Ils sont aussitôt assaillis à coups de couteau. Au lieu d'intervenir, le commissaire de police, Lœventhal, fait cause commune avec les Pangermanistes. Ceux-ci connaissent bien l'intérêt qu'ils ont à avoir dans l'administration des adhérents susceptibles de devenir un jour des complices; ils en triomphent ouvertement.

(1) Les conséquences de cet état de choses sont envisagées p. 308.
(2) V. p. 119.

« Aujourd'hui des centaines de fonctionnaires pensent résolument *Deutschnational* (1). »

Les plus ardentes recrues de M. Schönerer sont naturellement, en raison de la fougue de leur âge, les étudiants. L'Université allemande de Prague a d'abord été le centre de l'agitation scolaire; puis l'activité malfaisante de M. Wolf a réussi à la communiquer aux Universités de Vienne, de Brunn, de Graz et d'Innsbruck. La fusion des étudiants allemands de l'empire et des étudiants allemands d'Autriche s'est ensuite réalisée, toujours à l'instigation du D[r] Hasse, sous le titre de « l'Union des étudiants allemands » (2), qui possède déjà des ramifications dans toutes les écoles supérieures. Ce résultat n'a pas suffi aux Prussophiles. Préparateurs d'avenir, ils entendent gagner à leurs idées même les enfants des collèges. Pour y parvenir, ils ont imaginé de fonder, dans la plupart des villes d'Autriche, des Ligues de la jeunesse (*Jugendbunde*) qui se tiennent en relation constante avec les groupements similaires existant dans l'empire allemand. La jeunesse autrichienne est ainsi à tous les degrés l'objet d'un embrigadement méthodique.

Après un tel travail, la diffusion des idées prussophiles dans certaines régions était inévitable. Tout décèle leur pénétration. Pour avoir des policiers ressemblant à ceux de l'empereur Guillaume, le conseil municipal de Leitmeritz fait porter à ses sergents de ville des casques dits *Pickelhauben;* le drapeau allemand est arboré dans les fêtes publiques (3); la *Wacht am Rhein* et le *Deutschland über alles* sont chantés à la place de l'hymne autrichien; les conseils municipaux d'Eger, d'Innsbruck, de Marbourg, etc., décident qu'une rue portera le nom de Bismarck. Dans cette

(1) « Hunderte von Verwaltungsbeamten denken heute entschieden deutschnational... » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts,* p. 101. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

(2) « Verein der Deutschen Studenten. »

(3) La première démonstration antiautrichienne qui se soit produite sous cette forme a eu lieu à Éger le 10 juillet 1897.

dernière ville, pour bien marquer, par une ironie qu'on crut piquante et qui n'est que lourde, l'entier oubli de Sadowa, on a choisi comme Bismarckstrasse la rue où se trouve le commandement de la brigade impériale et royale — *K. und K. Brigade-Kommando.* — Les réunions les plus antiautrichiennes se tiennent ouvertement. Le 16 mai 1900, MM. Wolf et Schönerer parlent à Aussig. La salle est décorée aux couleurs de l'empire allemand, un buste de Bismarck préside et deux mille personnes, dont un grand nombre de sujets de Guillaume II, qui ont tout exprès passé la frontière, assistent à l'assemblée. Les Pangermanistes autrichiens mettent un empressement identique à répondre aux démonstrations des Allemands de l'empire. Un de leurs chefs, le D[r] Bareuther, adresse à l'assemblée générale de l'Union pangermanique, tenue à Mayence le même mois, une dépêche ainsi conçue : « Salut et prospérité au plus actif *Verein* de la Pangermanie. De toute mon âme, je salue ses efforts pour consolider notre solidarité nationale par une union économique (1). » Plus récemment encore, le jour du soixante-dixième anniversaire de François-Joseph, le drapeau révolutionnaire pangermaniste, noir, rouge et jaune, a été arboré dans beaucoup d'endroits du nord de la Bohême (2). Il est donc indéniable que de plus en plus l'épithète de *Deutschnational,* dont se paraient les Pangermanistes au début de leur campagne quand ils n'osaient point encore proclamer leur but véritable, s'identifie avec celle de *Preussischnational.*

La contre-partie inévitable du développement des sympathies pour les Hohenzollern a été la diminution des sentiments loyalistes envers les Habsbourg. Dès le commencement de leur action publique, les meneurs prussophiles

(1) « Heil und Wachstum dem rührigsten Verband Alldeutschlands! Aus ganzer Seele begrüsse ich sein Bestreben, unsere Volksgemeinschaft durch wirtschaftliche Vereinigung zu festigen. »

(2) A Bielitz, par exemple.

n'ont pas hésité à se montrer prêts à trahir l'Autriche. « Il nous faut la réunion de l'empire d'Autriche à l'Allemagne, déclara le député Iro, le 24 mai 1897, dans un discours qu'il fit à Salzbourg. L'Autriche deviendra une province confédérée comme les autres provinces allemandes. L'empereur continuera à s'appeler empereur, s'il le veut; pour nous, nous comptons sur notre mère la Germanie, qui n'abandonnera pas ses enfants en Autriche. » A Leipzig, le 27 juillet 1897, l'Autrichien Hofer, rédacteur aux *Egerer Nachrichten*, parla avec plus de violence encore au banquet qui termina la journée : « Jamais nous n'abandonnerons le combat contre les Slaves. Nous savons que derrière nous sont les cinquante millions d'Allemands de l'empire. Notre devise à nous, Allemands de Bohême, reste toujours : un Dieu, un empereur, un empire. » Ces paroles valurent à leur auteur une poursuite pour haute trahison, que le gouvernement de Vienne eut la faiblesse d'abandonner devant les clameurs de la *Neue Freie Presse*. Les étudiants manifestent si fréquemment leurs sentiments prussophiles que certains « corps » ont dû être dissous, comme la *Teutonia* de Prague. Ces mesures de pure forme restent inefficaces. « Les étudiants retirent de leurs salles de réunion le portrait de François-Joseph et le remplacent par le buste de Bismarck (1). »

Un fait plus grave s'est produit. A Graz, de jeunes Pangermanistes ont brûlé publiquement le drapeau autrichien. Les autorités ne les ont pas inquiétés, mais elles ont saisi le journal qui voulut porter ce scandale à la connaissance publique. Une faiblesse aussi inconcevable n'a qu'une explication.

Ceux qui gouvernent à Vienne sentent bien le danger,

(1) « Die Studenten entfernen aus ihren Kneiplokalen die Bilder der österreichischen Kaiserpaares unter wüstem Spektakel und stellen Bismarck u. s. w. Büsten auf. » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 102. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

mais, comme tous les pusillanimes, dans la crainte d'en apercevoir toute l'étendue, ils ne l'envisagent pas résolument; ils veulent croire que le silence suffira peut-être à l'éviter. Un semblable calcul est assurément faux avec des adversaires aussi décidés que le sont les meneurs pangermanistes. Chaque défaillance du pouvoir est une prime à leur audace. Dans une lettre au président du conseil, MM. Bareuther, Iro, Schönerer, Walter, voulant réveiller les souvenirs de l'ancienne confédération germanique, n'hésitent pas à parler de la ville libre impériale d'Eger (*freie Reichsstadt Eger*). Enfin, scandale dépassant tous les autres, le 25 octobre 1899, en plein Parlement de Vienne, le député Türk, salué par les applaudissements enthousiastes de ses amis, a déclaré : « Les pays héréditaires allemands doivent s'adosser à l'empire allemand d'une façon quelconque, à peu près comme cela existait avant 1866. *Une union douanière économique avec l'Allemagne est la première étape dans cette voie*... Nous autres, Allemands, nous sommes prêts à tout. Faites éclater une guerre civile entre les Allemands et les Tchèques en Bohême, en Moravie et en Silésie, et les armées allemandes de la Prusse viendront vous donner une danse (*sic*) (1). »

Cette insulte à l'État autrichien, faite en présence de tous les représentants de la Cisleithanie, a passé comme le reste, exemple presque incroyable d'une impunité dont la durée a peut-être servi davantage la diffusion du Pangermanisme que les efforts des meneurs. Ceux-ci ont eu rapidement l'impression qu'ils étaient les maîtres. En 1897, ils ont commencé l'agitation ouverte, et, deux ans plus tard, ils

(1) « Dann müssen die deutschen Erbländer in irgend einer Form an das Deutsche Reich sich anlehnen, etwa in jenem Zustande, wie es vor dem Jahre 1866 bestand. *Eine wirthschaftliche Zollunion mit Deutschland wäre der erste Schritt dazu*... Wir Deutschen sind auf alles gefasst. Treiben Sie es zu einem Bürgerkrieg zwischen den Deutschen und den Cechen in Böhmen, Mähren und Schlesien, dann werden die Deutschen Heere Preussens Ihnen einen Tanz aufspielen. »

jugeaient déjà les esprits suffisamment préparés à accepter leurs plus audacieuses conceptions; c'est alors qu'ils ont répandu parmi les Allemands d'Autriche ce plan du morcellement de la Cisleithanie, dont j'ai donné plus haut l'analyse (1). Bien que non signée, cette brochure reflète exactement les idées personnelles du Dr Hasse. Les Pangermanistes lui attribuent, en tout cas, une importance toute spéciale, car ils ont tout fait pour en favoriser la diffusion, donnant la liberté de reproduction (2) et fixant un prix de propagande qui décroît avec le nombre d'exemplaires achetés à la fois. Une seule brochure coûte 40 pfennig; au cent, elle ne revient plus qu'à 10 pfennig, et au mille seulement à 5 pfennig.

La publication d'un document si explicite est l'aveu évident du but réel qu'on poursuit. Comme le démembrement de l'Autriche implique la destruction, ou tout au moins l'étroit assujettissement de la maison régnante, l'attaque contre la dynastie des Habsbourg devait être l'aboutissement logique de la campagne prussophile. C'est ce qui est arrivé.

« C'est aux Hohenzollern, dit un écrivain de l'*Odin Verein*, et non aux Habsbourg que nous devons nous attacher. Il est écrit dans l'histoire, en lettres de sang, que ceux-ci n'ont point la force ni même la volonté d'assurer l'union des États allemands et de réduire leurs tendances séparatistes (3). »

Le soixante-dixième anniversaire de François-Joseph a

(1) *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, Lehmann, Munich, 1899. V. la carte « le morcellement de l'Autriche d'après les Pangermanistes. »

(2) *Nachdruck mit Quellenangabe gestattet.* V. la couverture de la brochure.

(3) « ... die Hohenzollern und nicht die Habsburger es sind, denen wir uns anzuschliessen haben, weil es in der Geschichte mit blutiger Schrift geschrieben steht, dass die Habsburger nicht die Kraft haben, um die auseinander strebenden Deutschen Staaten und Stäätlein zusammenzuzwingen... » *Die deutsche Politik der Zukunft*, p. 3. Deutschvölkischer Verlag Odin», Munich, 1900.

permis de constater le résultat de telles exhortations. Alors que tous les partis et toutes les nationalités de l'Autriche-Hongrie faisaient trêve à leurs querelles, seuls, les Prussophiles n'ont pas désarmé. Ils ont manifesté un peu partout leurs sentiments antidynastiques; à Innsbruck, ils ont fait coller la nuit sur les murs des affiches autocopiées qui se terminaient par : « Vivent les Hohenzollern — *Hoch Hohenzollern!* » deux mots qui résument toute la campagne pangermaniste.

En présence de faits si nets, comment prétendre que si elle vise les Slaves, elle épargne l'Autriche et les Habsbourg? N'est-il pas loin le temps où, du nord de la Bohême jusqu'à l'Adriatique, tous les sujets allemands du monarque autrichien chantaient d'un cœur sincère :

Dieu sauve l'empereur François,
Notre bon empereur,
Que l'amour tresse pour lui les rameaux de laurier
En une couronne éternellement verte.

Les troubles qui, à la fin d'août 1899, ont éclaté dans toute l'Autriche ont été comme la synthèse du mouvement prussophile. Le relèvement des taxes sur les sucres, la bière et le pétrole, dont j'ai parlé plus haut, en fut le prétexte. Immédiatement le caractère pangermaniste de l'agitation s'affirma. A Graslitz (Bohême), les Prussophiles attaquent la capitainerie en chantant : « La garde sur le Rhin; » à Asch, ils décrochent des bâtiments de la douane l'écusson portant l'aigle impérial de la maison d'Autriche et le piétinent; à Vienne, les manifestations, malgré leur apparence socialiste, sont dirigées sous main par les agents de M. Schönerer; à Graz, la foule attaque le palais de l'empereur, en poussant des cris hostiles à la dynastie; à Klagenfurth, une violente démonstration est faite contre l'archevêque, connu pour ses sentiments de dévouement à l'Autriche et de répulsion pour l'Allemagne. Or, tous ces troubles ont lieu en même temps et seulement dans les régions allemandes; on

constate sur place que partout ils sont l'œuvre d'habiles agitateurs (1), et non pas le résultat spontané de l'irritation populaire. Il est donc permis de voir en eux moins une manifestation contre le comte Thun qu'une mobilisation générale des forces pangermanistes.

§ 2. — Si le « succès » de ces troubles constitue pour leurs organisateurs le plus puissant des encouragements, il présente aussi de l'intérêt pour l'observateur étranger; ils facilitent le contrôle de la répartition géographique des centres prussophiles et leur évaluation numérique.

Dans la région viennoise, à l'ouest et au sud (2), les populations allemandes sont encore *en immense majorité* profondément attachées aux Habsbourg. Les Pangermanistes n'existent que dans certaines villes ; ils y forment des groupements *numériquement faibles, mais ardents et parfaitement organisés*. Salzbourg, Linz, Innsbruck, Neustadt, Leoben, Graz, Judenbourg, Marbourg, Cilli, Villach, Klagenfurth, Trieste (3), sont leurs centres principaux. Par contre, dans la Bohême dite allemande et surtout dans l'arc de cercle formé par Troppau, Trautenau, Reichenberg, Leitmeritz et Eger, les sentiments autrichiens, sauf dans les communes tchèques, ont à peu près complètement disparu.

A quel chiffre correspond l'ensemble des Prussophiles? Leurs progrès rapides rendent une évaluation numérique bien délicate. Il y a quatre ou cinq ans, on eût serré la vérité de près, en parlant de quelques milliers de têtes; aujourd'hui, il en est autrement. Un premier point est certain, c'est que ce nombre est beaucoup plus important que

(1) V. les dépêches adressées à la fin d'août 1899 au *Daily Telegraph* par son correspondant autrichien.

(2) V. les teintes violette et rose pâle de la carte dite *Répartition géographique des partisans et des adversaires du fédéralisme en Autriche*, p. 54.

(3) Jusqu'ici, le groupe de Trieste s'est abstenu de toute démonstration. Sa consigne est de travailler sans éclat afin de ne pas éveiller trop tôt les susceptibilités italiennes.

le groupe Schönerer au Reichsrath, formé de sept députés, ne le laisse supposer (1).

Dans une réunion publique tenue à Tetschen, en novembre 1899, le député Wolf a affirmé que les trois quarts des Allemands de Bohême appartenaient à son parti. Cette estimation ne semble pas exagérée.

Si l'on considère l'activité des Pangermanistes et leur parfaite organisation, on peut même admettre que tous les Allemands de Bohême, c'est-à-dire environ deux millions d'individus, deviendront des adeptes plus ou moins ardents de M. Schönerer. Combien peut-il y en avoir dans le reste de la Cisleithanie? Jusqu'ici, seules, quelques villes ont été touchées par la propagande. Si l'on admet que leur périphérie immédiate puisse être également pénétrée par elle, on peut évaluer approximativement à un million, en dehors de la Bohême, le nombre des Allemands prussophiles (2). *Donc, si l'on tient compte des progrès qu'ils peuvent vraisemblablement encore réaliser grâce à une propagande intense faite dans un champ d'action propice, on peut admettre que les Pangermanistes atteindront un total d'environ trois millions de têtes.*

Par rapport aux vingt-cinq millions d'habitants de la Cisleithanie, il est évident que le chiffre de trois millions de Prussophiles est bien faible. Toutefois leur audace et les troubles d'août 1899 indiquent qu'il faut leur attribuer une importance plus grande que leur nombre; cette considération ne doit cependant jamais faire perdre de vue que *les deux tiers d'Allemands d'Autriche, c'est-à-dire la très grande majorité, sont encore loyalistes.*

(1) Ces lignes ont été écrites un peu avant les dernières élections.

(2) V. la teinte rouge de la carte intitulée *Répartition géographique des partisans et des adversaires du fédéralisme en Autriche*, p. 54.

IV

GRAVITÉ DE LA SITUATION PRÉSENTE

La situation créée en Cisleithanie par la propagande pangermaniste constitue en elle-même un véritable danger.

§ 1. — Sans doute, les Prussophiles ne sont encore qu'une minorité, mais une minorité remuante et organisée. Va-t-elle, par des manœuvres hardies, imposer sa volonté à la majorité passive et mal défendue des Allemands loyalistes ? C'est là une hypothèse qui pourrait se réaliser si la marche en avant des adeptes de M. Schönerer n'est pas arrêtée résolument. Dès maintenant d'ailleurs, la place qu'ils ont prise en Autriche présente de graves inconvénients. Habilement répartis par petits groupes sur tout le pays convoité (1), les Prussophiles donnent de loin l'illusion du nombre, et leurs manifestations violentes, dominant celles de tous les autres, peuvent passer facilement pour l'expression de la volonté générale des Germains de Cisleithanie. C'est ce qu'affirment tout au moins les ennemis de l'Autriche ; les agences télégraphiques, dont la mission est de montrer aux étrangers une Autriche dont toutes les forces se désagrègent, travaillent avec persévérance à entretenir cette illusion (2).

§ 2. Ce qui arrive aujourd'hui, conséquence de la faiblesse de François-Joseph, a été prévu, il y a plus de trente ans, par le D[r] Rieger. Il voyait alors se former à Vienne le parti si faussement qualifié de « libéral » ; il en connaissait les attaches secrètes et déjà dans son mémoire

(1) Se reporter à la carte insérée p. 54.
(2) V. préface.

à Napoléon III, signalant ses tendances et son programme, il n'hésitait pas à dire : « Ce parti allemand et dit progressiste est actuellement en Autriche le parti dominant, le parti du gouvernement. *Tant qu'il en sera ainsi, il ne permettra pas que l'on gêne la Prusse dans l'exécution de sa prétendue mission allemande, qui signifie la dissolution de l'Autriche.* »

C'est bien, en effet, la longanimité déplorable dont le gouvernement de Vienne a fait preuve envers ce parti dit libéral qui a permis aux idées prussophiles de prendre en si peu d'années une aussi grande extension. Aujourd'hui, la nécessité de réprimer les menées étrangères en Cisleithanie s'impose avec évidence. Le D[r] Kramarsch a expliqué avec force qu'on ne saurait attendre plus longtemps. « Le radicalisme allemand menace trop l'avenir de la monarchie et même la paix européenne pour qu'il soit permis de tarder à prendre des mesures énergiques (1). » En supposant « qu'on n'arrête pas ce mouvement, qu'il soit encouragé par la jeunesse allemande, imbue des théories pangermanistes, stimulé par les luttes nationales du Parlement, luttes inévitables dans un Parlement central où chaque nationalité combat pour ses droits ou ses privilèges, les Allemands, que les politiques libéraux voulaient unir pour en faire l'appui de leur « centralisme », se grouperont tous en un parti nationaliste radical, mais cette fois contre l'État, contre l'idée immanente de l'Autriche, c'est-à-dire contre l'idée de justice et d'égalité pour tous les peuples (2) ».

Sans doute, même si tous les Allemands d'Autriche devenaient prussophiles, — hypothèse tout à fait irréalisable, — ils ne seraient jamais qu'une minorité dans l'État cisleithan; mais bien avant que ce résultat puisse être obtenu, il en est un autre qu'il est possible d'atteindre et qui aurait les plus

(1) D[r] K. Kramarsch, *l'Avenir de l'Autriche* (*Revue de Paris*, 1[er] février 1899, p. 598).
(2) *Op. cit.*, p. 585 et 586.

fâcheuses conséquences. Si le gouvernement de Vienne ne comprend pas enfin son intérêt et ses devoirs, il est à redouter que le terrorisme pratiqué par les Prussophiles ne parvienne à arrêter, au moins momentanément, l'acceptation de « fédéralisme » par ceux des Allemands autrichiens dont j'ai signalé plus haut la sagesse politique. (V. p. 38.)

Les Allemands loyalistes sentent nettement l'imminence et la portée de ces dangers. Pour les rendre impossibles, ils voudraient former un grand parti *autrichien.* Ce titre dit tout son programme. M. Lueger en serait le chef. Malheureusement, les récentes déclarations antislaves du bourgmestre de Vienne semblent indiquer qu'il n'a pas encore absolument dégagé les conditions inéluctables d'existence d'un tel parti. Il est clair cependant qu'un parti *autrichien* ne pourra subsister que s'il a pour base l'égalité de traitement (*Gleichberechtigung*) des diverses nationalités, seul moyen d'établir un *modus vivendi* entre Slaves et Allemands.

Les circonstances inquiétantes de la période actuelle donnent un intérêt tout particulier aux élections qui ont lieu actuellement. Comme par le passé, les Tchèques réclament le respect du droit d'État de la Bohême, l'application de l'article 19 de la Constitution de 1867 (1) et la concession de l'autonomie administrative. Les points de vue des Allemands sont divers. Beaucoup de députés modérés, précisément une partie de ceux qui acceptaient le « fédéralisme », lassés par les luttes et les injures des dernières années, ont renoncé à se présenter devant leurs électeurs. Cette attitude est fort regrettable. Ils laissent ainsi la place à des candidats ardents, disposant de grands moyens et qui, plus ou moins, dépendent du groupe Schönerer. Le programme de ces derniers comporte la rupture du pacte dualiste (l'Autriche serait rattachée à la Hongrie par le simple lien personnel du souverain), la *Sonderstellung* de la

(1) V. p. 16.

Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie, la reconnaissance de l'allemand comme langue d'État de la Cisleithanie, qui, réduite ainsi territorialement, entrerait, en outre, dans le *Zollverein* allemand. Toutes ces prétentions tendent, avec beaucoup d'évidence, à faciliter la réalisation du plan pangermaniste. Si elles triomphaient, la physionomie politique du centre du continent serait profondément modifiée ; il en résulte que les élections de Cisleithanie ont une importance européenne.

L'agitation menée en faveur de ce dangereux programme se poursuit avec frénésie. Le manifeste du parti allemand extrême est une preuve nouvelle de son intransigeance absolue. « Au cours de ces élections, le peuple allemand autrichien a à décider sur son propre compte et sur le sort de l'État. Il faut que les élections s'effectuent dans l'union de tout le peuple allemand autrichien, et *qu'il soit déclaré au corps électoral de la façon la plus formelle, la plus péremptoire, que nous voulons un État autrichien sous la direction du peuple allemand* (1), » « *et étroitement uni à l'empire allemand,* » ajoute le Dr Bareuther (2).

En présence de prétentions si notoirement excessives et d'une situation si troublée, que peut-on prévoir ? Dans une réunion tenue le 8 septembre 1900, à Neutitschein (nord de la Moravie), le député Wolf a estimé que le nombre des membres de son parti au Parlement s'élèverait de sept à quinze. Ces prévisions sont en voie de se réaliser. Au moment où j'écris ces lignes, les résultats des élections, non encore terminées en Cisleithanie, indiquent très nettement un renforcement des postes extrêmes. L'idée nationale se manifeste de plus en plus chez les Slaves ; à Vienne, où les Pangermanistes ne peuvent briguer ouvertement les suffrages, ils se sont coalisés avec les Israélites pour faire

(1) Cité par *la Pensée slave* de Trieste, 20 octobre 1900.

(2) « ... im engsten Anschluss an das Deutsche Reich. » Asch, 11 septembre 1900.

passer les socialistes internationaux à la place des députés autrichiens de la nuance Lueger; dans la Bohême du nord, les Prussophiles battent les Allemands modérés.

Il est donc certain que les Pangermanistes plus nombreux seront, mieux encore que par le passé, à même d'arrêter à Vienne la marche des affaires publiques et d'accroître la confusion qui règne en Autriche. Ce résultat néfaste est indubitablement la conséquence directe de la campagne prussophile. Sans elle, jamais le loyalisme des sujets allemands de François-Joseph n'aurait pu être sérieusement entamé.

MM. Schönerer, le Dr Hasse et leurs collaborateurs peuvent être fiers de l'œuvre accomplie. De très bonne foi, sans doute, ils ont cru servir leur pays. Leur ardeur, leur activité, mériteraient l'admiration, si le mouvement créé par eux ne menait fatalement l'Europe à la plus redoutable des conflagrations. Devant le caractère inéluctable du danger qu'ils provoquent aussi délibérément, on peut se demander s'ils ont pesé suffisamment touets les conséquences de leur action. Les preuves multiples d'intelligence qu'ils ont données rendent peu vraisemblable la conjecture qu'ils ont agi sans discernement, et l'on est conduit à conclure qu'ils sont simplement les instruments d'une volonté supérieure.

Cette volonté qui s'ingénie à briser tous les rouages de l'État cisleithan, à tarir les sources profondes de sa vitalité; qui s'attache avec ténacité à effriter le bloc autrichien, pour n'avoir pas sans doute à le détruire directement, quelle est-elle? Les directions que suit le Dr Hasse viennent trop notoirement de Berlin, les traditions de la politique prussienne sont trop connues pour qu'*à priori* la conclusion soit douteuse; mais il y a là un point essentiel qui demande à être mis en lumière. J'y consacrerai le chapitre V : « Le mouvement pangermaniste dans l'empire allemand. »

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE, LA HONGRIE ET LE NOUVEL ÉTAT DE CHOSES

I. L'Autriche a-t-elle intérêt a admettre, sous une forme quelconque, une application du Pangermanisme ? — § 1. Les peuples slaves : quelles raisons ont-ils d'être fédéralistes ? Ces raisons sont-elles fondamentales et permanentes ? Sont-ils Panslavistes ? Peut-on les considérer comme sincèrement autrichiens ? — § 2. Les Allemands d'Autriche : l'Allemand de Vienne et l'Allemand de Berlin. Influence de la répartition géographique des races. Le loyalisme. La patrie autrichienne. — § 3. Les Habsbourg ont-ils intérêt à se rapprocher des Hohenzollern ? Les enseignements de l'histoire. Le rôle futur du souverain autrichien. — § 4. L'Autriche a-t-elle un avantage économique certain à entrer dans le *Zollverein* allemand ? État actuel du commerce autrichien. Ses causes et les nécessités qui en découlent. Avantages et inconvénients qu'aurait pour l'Autrice son entrée dans l'Union douanière allemande.

II. Quelle peut être l'attitude de la Hongrie en présence du mouvement fédéraliste et de la poussée pangermaniste en Cisleithanie ? — § 1. L'ancienne politique hongroise : sa raison d'être. Son insuffisance actuelle. — § 2. Le projet de Hongrie indépendante : la thèse de M. Kossuth. Sa portée européenne. Est-elle conforme aux intérêts magyars ? — § 3. Le *Zollverein* de l'Europe centrale et les Hongrois. Serait-il de nature à favoriser l'essor économique magyar ? — § 4. Éventualités qui résulteraient pour la Hongrie d'une mainmise de l'Allemagne sur la Cisleithanie : les nouveaux contacts et leurs dangers. — § 5. Les vues des Pangermanistes sur la Hongrie : théories, faits, prévisions. — § 6. Les nouvelles tendances en Hongrie : le courant d'opinion antiallemand. Les Magyars inclinent à admettre l'établissement du « fédéralisme » en Cisleithanie.

L'Autriche a-t-elle intérêt à subir la mainmise de l'Allemagne et, en présence de cette éventualité, quelle peut être l'attitude de la Hongrie ? Telles sont les deux questions aux-

quelles il faut répondre, avant de pouvoir apprécier quel avenir est réservé au mouvement pangermaniste en Cisleithanie.

I

L'AUTRICHE A-T-ELLE INTÉRÊT A ADMETTRE, SOUS UNE FORME QUELCONQUE, UNE APPLICATION DU PANGERMANISME?

Les peuples slaves, les Allemands et la dynastie des Habsbourg sont les trois éléments principaux, constitutifs de l'Autriche. Pour juger le degré de solidité de l'empire de François-Joseph, la plus sûre méthode semble donc être d'évaluer la force de résistance « autrichienne » de chacun de ces éléments et de dégager ensuite, par le groupement des avantages communs, quel est l'intérêt économique général de l'ensemble cisleithan.

§ I. — Les peuples slaves se disent fédéralistes. Est-ce pour des raisons fondamentales et permanentes? Sont-ils des « Autrichiens » convaincus ou restent-ils seulement sous le sceptre des Habsbourg par mesure transitoire et en espérant mieux? Pour fixer nettement les idées à ce point de vue, il s'agit au préalable de dégager la nature des liens qui rattachent chacun de ces peuples à la Monarchie.

Les Tchèques sont à la fois partisans du « fédéralisme » et du respect des droits historiques. Leurs prétentions ne constituent en aucune façon une cause d'affaiblissement pour l'Autriche. La Bohême a toujours compris qu'elle ne peut tenir tête à la fois à l'Autriche et à l'Allemagne (1). Les chefs politiques tchèques, quelle que soit leur nuance,

(1) Louis LÉGER, *Histoire de l'Autriche-Hongrie*, p. 483. Hachette, Paris, 1895.

l'ont constamment proclamé. Déjà, dans son Mémoire à Napoléon III, le Dr Rieger disait : « La Bohême sait très bien que tout agrandissement de la Prusse constitue un danger pour son indépendance et même pour son existence nationale. *Elle sera toujours disposée par conséquent à soutenir de toutes ses forces l'Autriche contre les agressions de la Prusse.* Pendant la dernière guerre (1866) la Bohême a prouvé d'une façon saisissante son loyalisme envers la dynastie. *On peut être sûr que le peuple tchèque, dès que son légitime désir d'autonomie sera satisfait, soutiendra de toutes ses forces l'Autriche contre les attaques de l'Allemagne prussienne.* » C'était là une confirmation nouvelle de ce qu'il avait déjà déclaré à la Diète de Prague, le 13 avril 1866 : « *Tous nos efforts doivent tendre à un seul but : conserver l'Autriche et nous conserver nous-mêmes, dans l'Autriche.* »

Les Tchèques reconnaissent donc la nécessité de soutenir l'État cisleithan, mais est-ce comme un pis aller et avec l'arrière-pensée d'arriver plus tard à une complète indépendance? En aucune façon. Non seulement ils ne souhaitent pas cette indépendance, mais ils la redoutent en raison de leur faible nombre et de leur voisinage avec le plus grand empire militaire de l'Europe. « Les Tchèques comprennent fort bien qu'un semblable cadeau, *d'où qu'il vienne,* constituerait un avantage très précaire (1). » Ils ne sont donc pas séparatistes ; le maximum de leurs revendications ne dépasse point l'accomplissement de la promesse impériale faite en 1871 et la concession de la liberté administrative.

Si, pour les Tchèques, il s'agit d'obtenir l'autonomie, pour les Polonais, il s'agit de la conserver. Ils y ont réussi pendant une longue période en s'alliant avec les Allemands contre les autres Slaves de Cisleithanie ; puis, la situation ayant radicalement changé, ils sont devenus partie intégrante du groupe fédéraliste. Ils y forment l'appoint qui

(1) *Mémoire du Dr Rieger à Napoléon III.* — V. préface.

donne toute sa solidité au bloc slave, et c'est pour cette raison que les Prussophiles font leur possible pour les en détacher. Le moyen qu'ils croient le plus sûr d'y parvenir est d'offrir aux Polonais de grandes concessions, et notamment ce qu'ils appellent la *Sonderstellung* de la Galicie et de la Bukovine, c'est-à-dire l'exclusion de la Cisleithanie de ces deux provinces, auxquelles on attribuerait un régime spécial.

L'idée de la *Sonderstellung* appartient à M. Schönerer, qui l'a formulée dans un des articles les plus importants du programme de Linz (1). Au point de vue pangermaniste, l'efficacité du procédé serait certaine. La *Sonderstellung* de la Galicie et de la Bukovine écarterait en effet du Reichsrath les députés de sept millions deux cent cinquante mille Slaves, ce qui suffirait à restituer aux Allemands de la Cisleithanie ainsi restreinte la supériorité numérique et par suite la suprématie.

Depuis 1882, ce beau projet a dormi paisiblement dans les cartons de M. Schönerer; c'est tout récemment que les Prussophiles, grisés sans doute par leurs succès, l'ont exhumé. A la séance du Reichsrath du 25 octobre 1899, le député Türk en a réclamé l'application. Plus dernièrement enfin, le D[r] Bareuther a préconisé le procédé de la *Sonderstellung*, comme étant le moyen le plus propre à servir la cause du « germanisme » en Cisleithanie (2).

La question qui se pose pour nous est de savoir en quoi cette *Sonderstellung* de la Galicie et de la Bukovine peut être séduisante pour les Polonais. Les Pangermanistes,

(1) V. p. 108.

(2) « Die Ausschliessung der Polen und Südslaven, namentlich aber der ersteren aus dem Wiener Reichsrathe wäre unter den heutigen Verhältnissen aber auch das sicherste Schutzmittel für die Erhaltung des Volksthums der Deutsch-Oesterreicher... Est ist daher dringend geboten, die Linzer Programmforderung wegen Sonderstellung Galiziens der Vergessenheit, in welche sie zeitwilig gerathen zu sein scheint, wieder zu entreissen. » *Ascher Zeitung*, juin 1900.

ne considérant que leur intérêt, aveuglés par la vivacité de leurs désirs, croient cette offre irrésistible et, pourvu qu'on l'accepte, se déclarent prêts aux combinaisons les plus conciliantes. Ainsi, par exemple, ou bien la Galicie serait rattachée à la Hongrie et y occuperait une place analogue à celle de la Croatie, ou bien, si les Polonais l'exigeaient, on pourrait réunir la Galicie et la Bukovine pour en former un territoire complètement indépendant.

Ces propositions, en apparence libérales et magnifiques, ne résistent pas à l'examen. Que deviendrait donc une Galicie retranchée administrativement, et par conséquent financièrement, de l'Autriche ? L'accroissement de l'autonomie galicienne serait forcément peu de chose, puisque, dès maintenant, elle fonctionne à peu près dans sa plénitude. Quant aux conséquences financières de l'opération, elles constitueraient, pour les Polonais, un véritable désastre. Pays agricole, presque sans industrie, mal exploité par suite du manque de capitaux, la Galicie reçoit de l'Autriche pour l'entretien de ses services administratifs plus de millions de florins qu'elle ne lui en verse sous forme d'impôts. Il y a là un avantage considérable qu'il faudrait nécessairement perdre le jour où la Galicie cesserait d'appartenir à la Cisleithanie. Il est donc infiniment peu probable que les députés polonais, grands propriétaires fonciers, dont les terres, pour la plupart, sont fortement grevées d'hypothèques, admettent une combinaison dont le résultat le plus certain serait d'accroître leurs charges dans des proportions considérables. Quelle compensation pourrait les y décider ? Même actuellement, la situation économique de la Galicie n'est rien moins qu'avantageuse. Au nord et à l'est, la douane russe forme une barrière infranchissable ; au sud, la haute chaîne des Carpathes, traversée par de rares passages, la sépare presque aussi efficacement de la Hongrie. Les exportations galiciennes, consistant presque exclusivement en produits agricoles, n'ont donc leur écou-

lement que par l'ouest dans les pays autrichiens, débouché indispensable par le fait qu'il est unique. Ne serait-il pas gravement compromis, le jour où la Galicie serait séparée du reste de la Cisleithanie? Si l'on suppose même qu'aucune barrière douanière, au sens strict du mot, ne soit établie, il n'en est pas moins évident que, sous quelque forme qu'on la suppose, cette séparation serait moins propice au trafic galicien que le régime actuel.

La Galicie aurait-elle au moins la possibilité de vendre à la Hongrie ce que lui refuserait l'Autriche? Mais, encore plus que la Galicie, la Hongrie vit de ses exportations agricoles et le gouvernement de Buda-Pesth met un soin jaloux à défendre le commerce magyar. Consentirait-il à admettre les Galiciens au partage de cet avantage? Ce qui a lieu actuellement est la meilleure des réponses. Les temps sont bien passés où Magyars et Polonais fraternisaient. Depuis longtemps, ils ont cessé de chanter, comme en 1848 : « Nous sommes frères pour boire et pour nous battre. » L'âpreté des luttes économiques a eu raison des sentiments, et aujourd'hui les Hongrois ne témoignent aux Polonais qu'un égoïsme raisonné. Un fait topique l'établit. Les Hongrois exportent une grande quantité de bétail et de porcs. Pour protéger cet élevage, l'une des principales sources de richesse du pays, le gouvernement de Pesth a imaginé un procédé dont se plaignent fort les éleveurs galiciens. La douane n'existant pas entre la Galicie et la Hongrie, les animaux polonais peuvent, théoriquement du moins, venir en toute liberté sur les marchés hongrois concurrencer ceux des Magyars. Pour faire obstacle à cette concurrence, les gens de Pesth ont imaginé d'installer aux quelques passages des Carpathes, par où se font les importations d'animaux galiciens, des stations sanitaires, destinées en principe à empêcher le bœuf ou le porc galicien de venir contaminer son congénère hongrois. Cette précaution toute moderne est irréprochable, mais, par une coïncidence au moins cu-

rieuse, lorsque les éleveurs hongrois écoulent difficilement leurs produits, les vétérinaires placés aux Carpathes découvrent, avec une unanimité frappante, au bétail polonais des maladies contagieuses et lui interdisent rigoureusement le territoire hongrois. Ce fait suffit à caractériser ce que pourraient être des relations plus étroites entre la Galicie et la Hongrie. La *Sonderstellung* ne pourrait évidemment pas les améliorer; son résultat économique le plus certain serait donc de mettre la Galicie dans une situation encore plus difficile qu'aujourd'hui.

Au point de vue politique, cette *Sonderstellung* gagnerait-elle les Polonais? Si l'on suppose que la Galicie devrait être rattachée à la Hongrie, il est clair que les Polonais n'ont aucune raison de se soumettre à la suzeraineté des Magyars. Ceux-ci, d'ailleurs, ne trouveraient eux-mêmes aucun intérêt à exercer cette suzeraineté; si la Croatie est parfois pour eux une source de difficultés, elle leur procure au moins l'inappréciable avantage d'un accès à l'Adriatique. La possession de la Galicie ne leur offrirait rien de comparable.

Cette hypothèse écartée, peut-on envisager celle d'une complète indépendance de la Galicie? On n'y saurait songer. Beaucoup moins riche que la Bohême, la Galicie supporterait plus difficilement qu'elle les lourdes charges qui incombent à un État indépendant.

Enfin, dernière supposition, la *Sonderstellung* serait-elle, comme le veulent un grand nombre de Pangermanistes, le prélude de la cession de la Galicie à la Russie, en compensation de l'avance que le Tsar permettrait à l'empire allemand de faire vers Trieste? Dans ce cas, les Polonais auraient des raisons bien décisives de s'opposer à la combinaison.

Des trois parties de la Pologne, la Galicie en est l'Eldorado et le conservatoire de la vie nationale. Chaque année tous ceux qui constituent « l'intelligence » de la Pologne russe et prussienne se réunissent sans entraves à Zakopane,

station estivale sur le versant nord des Carpathes. La liberté du territoire galicien a ainsi pour tous les Polonais une valeur inestimable à laquelle ils ne sauraient volontairement renoncer.

Sous quelque forme qu'on l'envisage, la *Sonderstellung* de la Galicie apparaît donc comme une détestable opération au point de vue polonais. C'est ce qui explique pourquoi le projet de M. Schönerer est accueilli très fraîchement à Leopol et à Cracovie. Les Prussophiles le constatent avec dépit. « Les Polonais, qui gouvernent la Galicie, ne veulent pas entendre parler d'une séparation, bien qu'elle dût leur donner une indépendance presque complète. *Ils se trouvent très bien dans la situation actuelle* (1). »

Cette dernière phrase résume toute la vérité. Des raisons économiques et politiques lient le sort de la Galicie à celui de l'Autriche et les mêmes motifs, augmentés de considérations sentimentales, rendent les Polonais solidaires des autres Slaves cisleithans. En effet, depuis que le gouvernement prussien mène en Posnanie une persécution implacable en faveur de la germanisation, les Allemands apparaissent aux Polonais comme des adversaires beaucoup plus redoutables que les Russes, et ceci aide les Polonais à comprendre que la création de la Grande-Allemagne rendrait plus efficace la germanisation de la Posnanie et inévitable la *Sonderstellung* de la Galicie. Ils sont donc fédéralistes et autrichiens, puisque c'est la meilleure manière pour eux d'assurer leur avenir et de maintenir leur indépendance.

J'ai déjà indiqué plus haut (page 20) la situation administrative particulière des Ruthènes de la Galicie orientale ; je n'y reviendrai pas. Sous le nom de Ruthènes, on désigne

(1) « Von einer Trennung wollen die in Galizien herrschenden Polen aber nichts wissen, obwohl dieselbe ihnen doch beinahe vollkommene Selbständigkeit brächte, denn sie befinden sich unter den jetzigen Verhältnissen sehr wohl. » *Gross-Deutschland*, p. 8. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

une population en réalité ethnographiquement identique aux Petits-Russiens de la région de Kiev, ce qui inclinerait aussitôt à admettre que les Ruthènes de Galicie, fraction du peuple petit-russien, ont intérêt à être réunis aux quinze millions (1) de leurs frères vivant sous le sceptre du Tsar. Il n'en est cependant point ainsi. Le gouvernement de Pétersbourg ne considère pas les Petits-Russiens comme une nation distincte. Il ne voit en eux que des Russes relevant de l'administration centrale et s'efforce d'empêcher tout ce qui pourrait les différencier des grands Russes de la région de Moscou. Il est, par suite, résolument hostile à tout ce qui pourrait réveiller l'esprit particulariste des Petits-Russiens, et il est possible, comme certains l'affirment, que cette attitude soit conforme à leur véritable intérêt.

Quoi qu'il en soit de ce point de vue (il ne rentre pas dans le cadre de ce travail de l'examiner), les Ruthènes de Galicie n'ont pas à supporter de semblables contraintes. Sans doute, leurs chefs politiques ne se déclarent point satisfaits et demandent aux Polonais de Leopol de nouvelles concessions. Il n'en est pas moins certain toutefois qu'ils parlent librement leur langue, l'impriment sans la moindre autorisation, possèdent des collèges où on l'enseigne sans entraves et ont des partis politiques où toutes les nuances de l'opinion peuvent se produire au grand jour. Les Ruthènes de Galicie se trouvent donc dans une situation privilégiée par comparaison avec celle de leurs frères de Russie. Le maintien de ces avantages exige qu'ils restent dans le cadre de la Cisleithanie; par suite, ils sont fermement autrichiens. Ils sont également fédéralistes, puisqu'ils réclament des Polonais la concession d'une autonomie d'un type spécial (2). Or, fraction du grand parti fédéraliste cisleithan,

(1) Chiffre moyen entre ceux donnés par les auteurs petits-russiens.

(2) Ce type est fort difficile à déterminer en raison de ce fait que les Ruthènes occupent seulement les districts ruraux de la Galicie orientale, les villes étant polonaises.

ils peuvent espérer obtenir de nouveaux avantages ; au contraire, le jour où la Galicie serait rendue indépendante sous une direction purement polonaise ou annexée à la Russie, ils n'auraient plus rien à attendre de l'avenir.

Le cas des Slovènes et des Serbo-Croates est moins compliqué. La simple vue de la carte suffit à établir que seul le « fédéralisme » peut assurer leur développement national. Ils en sont profondément convaincus ; aussi se solidarisent-ils avec les Tchèques, sachant bien que la victoire des Bohêmes rendra la leur possible ensuite.

Tous les peuples slaves ont ainsi un intérêt certain à l'existence de la Cisleithanie. Cette constatation permet d'apprécier maintenant la nature véritable de ce qu'on a appelé le Panslavisme des Slaves d'Autriche.

Parce qu'aux moments critiques de leur renaissance nationale, les Slaves cisleithans et surtout les Tchèques, après la déception de 1867, se sont tournés vers la Russie, les Allemands ont propagé partout en Europe l'idée que les Slaves cisleithans travaillaient au démembrement de la monarchie des Habsbourg. « Les jeunes tchèques, dit le pangermaniste K. Pröll, voudraient pour l'Autriche une nouvelle catastrophe de la Bérésina, afin que les Russes les prennent sous leur haute protection et qu'ils puissent ensuite détruire l'empire allemand (1). » Ces lignes récentes ne sont qu'une manifestation nouvelle de l'effort persistant fait pour vivifier cette théorie du Panslavisme, qui, en réalité, a perdu, au moins depuis trente ans, toute valeur politique.

On vient de voir quels intérêts considérables engagent les Polonais et les Ruthènes à rester en Autriche. Quant aux Tchèques, leur individualité est trop fortement accusée

(1) « Die Jungczechen wünschen für Oesterreich eine neue Beresina Katastrophe, damit sie die Russen unter ihnen gnädigen Schutz nehmen und dann das deutsche Reich zerstören können. » Karl. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*, p. 120. Lüstenöder, Berlin, 1890.

pour qu'ils consentent à la perdre au profit des Russes.

C'est ce que donnait à entendre avec une netteté absolue, dès 1868, la *Correspondance tchèque,* qui alors paraissait à Berlin : « Nous devons assurément remercier les journaux russes de leurs paroles sympathiques, mais nous sommes obligés d'exprimer nos opinions, surtout en nous adressant au *Golos,* dont l'idéal est la réunion de tous les Slaves en une seule nation, union à la réalisation de laquelle il faudrait tendre de toutes ses forces comme vers un but supérieur ; *nous sommes obligés de dire que nous ne partageons pas ce désir, ne voulant à aucun prix renier notre histoire et perdre notre individualité. Nous voulons rester ce que nous sommes, c'est-à-dire une nation ; c'est comme nation et non autrement que nous voulons rester en bonnes relations avec les autres nationalités slaves.* »

Le temps n'a fait qu'accroître les raisons qui justifient ces lignes. D'ailleurs, les Tchèques ne sont-ils pas séparés de la Russie par des centaines de kilomètres occupés par des masses polonaises ?

Pour les Slovènes et les Serbo-Croates, la question ne saurait se poser. La Hongrie forme entre eux et l'empire des Tsars une barrière, que peuvent seuls franchir les politiques qui se complaisent dans le monde des chimères.

La vérité, c'est que le Panslavisme politique n'a jamais été qu'un épouvantail. Les Polonais l'ont agité à l'époque où leur lutte avec la Russie était dans toute son acuité ; ils avaient alors intérêt à ameuter l'Europe contre les Russes. Les Allemands ont repris ensuite à leur profit le thème panslaviste, tâchant de montrer dans les Slaves d'Autriche des fauteurs de troubles et des préparateurs de guerre ; aujourd'hui enfin, les partisans de la Grande-Allemagne s'en servent à leur tour, invoquant le Panslavisme comme une excuse et même comme une raison d'être du Pangermanisme.

Le moment est venu de ne plus être dupes d'un fantôme et d'une calomnie, profitable seulement à ceux qui,

voulant partager l'Autriche, ont intérêt à faire croire qu'elle se dissout naturellement.

Sans doute, les sujets slaves de François-Joseph préfèrent Pétersbourg à Berlin, mais c'est pour des raisons purement sentimentales et qui en aucune façon ne sont susceptibles d'entraîner une extension nouvelle de la Russie.

Les intérêts particuliers de chacun des peuples slaves de Cisleithanie étant ainsi déterminés, de même que le caractère vrai de leur Panslavisme, on peut conclure que leur volonté de rester dans le cadre de l'Autriche est profonde, fondamentale et permanente. Séparés par le groupe allemand de la région viennoise, ils ne peuvent espérer former un État purement slave. Leur intérêt bien compris les amène donc à s'appuyer les uns sur les autres, et à conclure une entente avec les Allemands de Vienne. C'est là le dernier terme de l'évolution qui porte en elle-même le « fédéralisme ». Or, qui dit « fédéralisme », dit lien fédéral. Les Slaves cisleithans n'en cherchent pas d'autre que celui indiqué par l'histoire, les services passés, le loyalisme présent : la dynastie des Habsbourg. Par la force des choses, ceux-ci n'ont pas de plus fidèles sujets que les Slaves et l'Autriche n'a pas de plus fermes soutiens.

§ 2. — Des points de vue différents amènent les Allemands de Cisleithanie à une conclusion analogue. Toutefois, comme le Pangermanisme recrute des partisans dans leurs rangs, ils ne présentent point, comme les Slaves, une opinion presque unanime.

Pour bien comprendre la psychologie de l'Allemand d'Autriche, il est indispensable de ne pas attribuer à la similitude des langues une influence qu'elle n'a pas. En réalité, entre un Allemand de Vienne et un Allemand de Berlin, la différence est au moins aussi grande qu'entre un Parisien et un Genevois. Ceux-ci parlent le français, mais leur « mentalité » est opposée au point d'être presque

antipathique l'une à l'autre. Il en est de même entre les Allemands du nord et ceux du Danube moyen. L'hostilité qui règne entre eux est certaine. Au début de la guerre franco-allemande, on souhaitait à Vienne la défaite des Hohenzollern. A une fête donnée salle Sophie, le public siffla le chant « Je suis Prussien — *Ich bin ein Preusse* », tandis qu'il saluait *la Marseillaise* de tonnerres d'applaudissements. Ces sentiments, bien que ne se manifestant plus sous une forme si expressive, se sont cependant maintenus avec tant d'évidence, qu'un des auteurs pangermanistes écrivait l'an dernier : « On ne nous aime pas à Vienne (1). » Aussi l'alliance avec l'Allemagne, admise comme une nécessité politique, ne fut jamais vraiment populaire ; lorsque M. Ugron l'a récemment attaquée à Pesth, le *Vaterland*, de Vienne, n'a pas hésité à reconnaître que, sous l'influence de cette alliance, l'Autriche se démoralisait de plus en plus.

La diversité des caractères contribue à expliquer cette absence totale d'affinités. Le Viennois est affable, simple et gai. La morgue sévère du Prussien lui est insupportable. La rude main des Hohenzollern lui déplaît. Il repousse avec horreur l'idée de devenir son vassal. Les Allemands qui pensent ainsi en Autriche sont de beaucoup les plus nombreux, aussi est-ce une des raisons qui permettent de croire que la grande masse restera toujours réfractaire aux violences comme aux séductions des Pangermanistes.

La répartition des races sur le sol cisleithan tend encore à maintenir cet état d'esprit. Sauf dans le nord de la Bohême, en contact direct avec la Saxe, et dans le Tyrol, qui touche à la Bavière, les Allemands de Cisleithanie sont séparés de l'Allemagne par la masse très dense de six millions de Tchèques. Or, cette barrière, en raison de la pro-

(1) « ... in Wien liebt man uns nicht... » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 100. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

lificité supérieure des Slaves, se renforce constamment et naturellement.

Les Allemands d'Autriche se trouvent ainsi, au même titre que les Tchèques, les Polonais ou les Slovènes, dans l'impossibilité de former un État isolé. Par suite, la solution fédérale s'impose à eux rationnellement. Le parti allemand fédéraliste s'est formé sous l'influence de ces considérations. Malheureusement, la violence des Prussophiles semble réussir actuellement à en arrêter le développement; mais un jour viendra où la force des choses amènera le retour à des idées plus sages. Les raisons du « fédéralisme » sont réelles et permanentes, celles du Pangermanisme sont artificielles et transitoires. La fraction de la presse allemande de Vienne, qui n'est pas à la solde d'une politique étrangère, ne manque pas d'y insister en réprouvant les menées prussophiles. Le *Fremdenblatt,* feuille officieuse du ministère du Ballplatz, a blâmé énergiquement l'attitude des Pangermanistes à la journée d'Eger (10 juillet 1897). Il prévoyait déjà que le déchaînement de telles passions pouvait ébranler les fondements de l'État autrichien. La *Reichswehr* a encore été plus nette. Elle a pris résolument à partie les quelques conseillers municipaux de Vienne qui ont proposé de donner le nom de Bismarck à l'une des rues de la capitale. « Bismarck fut surtout un Prussien. L'Autriche n'a jamais eu d'ennemi pire que lui. Puisque ces messieurs du conseil municipal veulent donner le nom de Bismarck à une rue de Vienne, qu'on le donne à la *Marchfeldstrasse ;* elle conduit à l'endroit où nous avons construit des redoutes en 1866 contre les Prussiens que Bismarck amenait chez nous. »

Cette hostilité pour l'Allemagne soumise à la direction de la Prusse est la base du « loyalisme » autrichien. Sur la foi des agences télégraphiques aux nouvelles tendancieuses, on croit trop souvent qu'il a disparu. Les fêtes du soixante-dixième anniversaire de François-Joseph ont éclairé nette-

ment la situation. Seuls les Pangermanistes n'ont point voulu faire trêve (V. p. 137) ; mais pendant quelques jours les deux tiers au moins des Allemands de Cisleithanie ont oublié leurs divisions pour témoigner dans un même élan avec les Slaves leur dévouement à l'empereur. Ces sentiments subsisteront aussi longtemps que leurs raisons d'être. L'Autriche est une patrie pour l'Allemand de Cisleithanie aussi bien que la Belgique ou la Suisse pour l'habitant de Bruxelles ou de Genève. Si l'on proposait à l'un ou à l'autre de se laisser annexer par la France, sous prétexte qu'il parle français, il refuserait avec indignation. Le cas de l'Allemand de Cisleithanie est le même. La similitude des langues n'est qu'une illusion, au fond assez grossière. Ce qui fait la patrie dans le droit moderne, c'est la volonté des peuples de vivre en commun. Or, tous les peuples cisleithans, germains ou slaves, ont des intérêts durables, générateurs permanents de cette volonté. La parole de Schiller reste donc vraie : « L'Autrichien a une patrie, il l'aime, et, à cela, il a de bonnes raisons. »

§ 3. — Si les peuples de Cisleithanie ne peuvent subsister qu'à la condition de rester unis, l'existence des Habsbourg, en tant que maison régnante, est de même étroitement subordonnée à celle de l'Autriche. Cette existence, seul le Pangermanisme la menace. S'il triomphait, le monarque autrichien serait réduit devant l'empereur allemand au rôle de vassal d'un roi de Saxe ou d'un roi de Bavière. Pour que François-Joseph ou son successeur se laissât amener à un tel état de déchéance, il lui faudrait méconnaître tous les enseignements de l'histoire.

Depuis des siècles, les Hohenzollern sont les rivaux des Habsbourg. Ceux-ci, jusqu'au congrès de Vienne, ont réussi à maintenir une écrasante suprématie sur les descendants ambitieux de l'électeur de Brandebourg. Après 1815 l'Autriche n'a pu que faire obstacle aux sourdes ambitions de

la Prusse. Metternich ne voulait pas la voir dépasser le Mein (1). « La Saxe au pouvoir de Frédéric-Guillaume, c'était, à son sens, l'équilibre germanique détruit, les défilés de Bohême et la route de Vienne ouverts aux plus dangereux et aux plus constants ennemis des Habsbourg (2). » Schwarzenberg continua la tâche de Metternich, et lorsque Frédéric-Guillaume tenta de créer cette *union restreinte* qui devait donner la prépondérance à la Prusse, le ministre de François-Joseph le contraignit à envoyer von Manteuffel s'humilier à Olmutz (29 novembre 1850). L'avènement de Bismarck au pouvoir changea la face des choses. L'affaire des duchés éclata. L'Autriche ne voulait pas que la Prusse se les appropriât. Les manœuvres du ministre du roi Guillaume tournèrent bientôt toutes les difficultés. Il expulsa d'abord la Confédération de l'administration des duchés, puis par la convention de Gastein (14 août 1865), il établit sur eux le *condominium* de l'Autriche et de la Prusse. Dès lors, il avait lié la partie. Au moment où François-Joseph se débattait au milieu de difficultés intérieures que les agents prussiens attisaient, Bismarck accusa la cour de Vienne de ne point remplir ses engagements. La Prusse arma en silence, mais activement. Jusqu'au dernier jour, le futur chancelier multiplia les protestations de paix. « Rien n'est plus éloigné des intentions de S. M. le Roi, qu'une attitude offensive contre l'Autriche, » déclarait-il au ministre de François-Joseph. « Ces lignes étaient écrites le 5 avril; et trois jours après était signé le traité d'alliance offensive et défensive de la Prusse avec l'Italie (3) ! » A la fin de juin 1866, deux armées autrichiennes entraient en Bohême, Sadowa avait lieu, et d'un seul coup M. de Bismarck

(1) A. Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. I, p. 21. Alcan, Paris, 1891.
(2) *Op. cit.*, t. I, p. 20.
(3) *Op. cit.*, t. II, p. 298.

arrachait la Vénétie aux Habsbourg et les subordonnait aux Hohenzollern.

Le monarque autrichien oubliera-t-il ce drame? Ne comprendra-t-il point que, cette fois, il s'agit de l'existence de sa maison? Il montrerait dans ce cas une complète inconscience de sa haute mission, de ce que lui réserve l'avenir, et des services qu'il peut rendre à l'Europe. Placé à la tête d'une confédération qui préserverait le continent des envahissements de l'Allemagne, il s'acquerrait des titres sûrs à l'appui de ceux (et ils sont nombreux) qui redoutent ces envahissements et il obtiendrait en même temps les moyens de reconquérir dans une paix glorieuse le prestige perdu. Cette conception n'est-elle pas digne de tenter celui qui règne à Vienne? Pourquoi ne séduirait-elle pas le successeur de l'empereur actuel? Sans doute, les « poussées » de « germanisme » ont déterminé la politique vacillante de François-Joseph, mais les paroles qu'il adressait à ses peuples, à l'occasion de son soixante-dixième anniversaire, montrent que s'il a été victime des erreurs du germain, il comprend cependant tous les devoirs du monarque cisleithan : « Que mes peuples le sachent bien : j'ai consacré ma vie à leur bien-être ; je me félicite de contribuer à leur prospérité, et je vois dans leur loyauté et leur patriotisme, et aussi dans la confiance réciproque qui règne entre eux et moi, les plus fermes bases sur lesquelles repose l'avenir de la patrie. » Ces paroles ne renferment-elles point la formule de l'Autriche nouvelle? N'impliquent-elles pas une opposition résolue à la propagande prussophile? Sinon, comment maintenir « la confiance réciproque » qui règne entre « les peuples d'Autriche et leur souverain » ? Comment « assurer l'avenir » de cette patrie que les Pangermanistes ne songent qu'à détruire?

§ 4. — L'intérêt de l'Autriche, considérée dans son ensemble, domine les intérêts de ses peuples et de sa dynastie ; or à notre époque réaliste, cet intérêt général se

traduit par une orientation économique déterminée, dont l'objectif est d'assurer la sauvegarde des biens matériels du pays.

Si l'extension du *Zollverein* allemand à la Cisleithanie comporte véritablement des avantages considérables pour le commerce et l'industrie autrichiens, on devra admettre comme probable que, peu à peu, la tentation des jouissances matérielles aura raison des résistances nationales et qu'en fin de compte l'Autriche entrera dans l'Union douanière allemande, acte qui serait décisif, car l'histoire démontre que toutes les unions douanières ont abouti à l'absorption politique du plus faible des États contractants par le plus fort. Au contraire, si le projet d'extension du *Zollverein* est défavorable aux intérêts autrichiens, c'est une garantie de plus, et non la moins forte, de l'échec des Pangermanistes. Il est donc capital de rechercher dans quel sens incline l'intérêt de l'Autriche.

Pour déterminer cette direction, la situation économique présente de la Cisleithanie doit servir de point de départ au raisonnement. L'appréciation du secrétaire du syndicat central de l'industrie autrichienne offre à cet égard des garanties de compétence et d'impartialité. « Les rapports des chambres de commerce et des syndicats industriels, dit le Dr Grunzel, font un tableau effrayant de la situation actuelle de l'industrie autrichienne. Les États voisins, l'Allemagne, l'Italie et la Russie, montrent un brillant développement. Notre grande industrie se trouve, au contraire, dans un état de stagnation et même de recul. Qu'y a-t-il de plus significatif à cet égard que le rapport de la chambre de commerce de Prague, qui, l'an dernier, abstraction faite d'une brasserie, n'enregistre pas une seule création d'un établissement industriel dans son riche district (1). » « Les

(1) « Die Berichte der Handelskammern und industriellen Vereinigungen entwerfen von der gegenwärtigen Lage der österreichischen Industrie ein erschreckendes Bild. Unsere Nachbarstaaten : Deutschland, Italien und

exportations de l'Autriche vers l'Orient baissent d'année en année (1). » « A l'intérieur de ses propres frontières douanières, l'industrie autrichienne perd chaque jour du terrain. L'émancipation de la Hongrie et la diminution des facultés consommatrices de la population en sont les causes (2). »

Le Dr Grunzel est très net, mais il ne dit pas tout. Il oublie, peut-être parce qu'il est plutôt de tendance prussophile, d'indiquer la cause la plus importante de cette « stagnation » et même de ce « recul ». Cette cause réside essentiellement dans l'essor industriel et commercial de l'empire allemand. Incontestablement, c'est lui qui, de tous les États du continent, dispose du meilleur outillage économique. Ses produits se trouvent ainsi dans de meilleures conditions pour lutter avec ceux que vend l'Autriche en Hongrie, dans les Balkans et en Orient. L'organe du Dr Hasse, les *Alldeutsche Blätter* le constatent expressément : « Présentement, l'Allemagne concurrence l'Autriche-Hongrie, dans la majorité des cas avec succès, pour les articles d'importation les plus importants (3). » De son côté, le *Vaterland* de Vienne faisait remarquer, en août 1899, qu'en présence des efforts faits par l'Allemagne pour acca-

Russland weisen auf eine glänzende Entwikelung hin, unsere Grossindustrie befindet sich dagegen mit wenigen Ausnahmen in einer Stagnation, ja sogar im Rückgange. Was könnte hierfür bezeichnender sein, als die Mittheilung der Prager Handelskammer, dass in ihrem grossen und reichen Bezirke im verflossenen Jahre — abgesehen von einer Brauerei — nicht einzige Neugründung oder Vergrösserung eines Etablissements zu verzeichnen war! » Dr J. Grunzel, Secretär des Centralverbandes der Industriellen Oesterreichs. *Die wirtschaftlichen Verhältnisse Kleinasiens,* p. 3. Dorn, Vienne, 1897.

(1) « ... leider seinen Export nach dem Oriente von Jahr zu Jahr sinken sieht... » *Op. cit.*, p. 57.

(2) « Die österreichische Industrie verliert im eigenen Zollgebiete tagtäglich an Terrain durch die fortschreitende Emancipation Ungarns und die sinkende Consumkraft der Bevölkerung. *Op. cit.*, p. 3.

(3) « Da Deutschland gegenwärtig in allen wichtigeren Einfuhrartikeln mit Oesterreich-Ungarn, und zwar zum grössten Teile erfolgreich konkurriert... » *Alldeutsche Blätter,* 1898, p. 238.

parer le commerce de l'Asie Mineure, l'Autriche devait prendre ses précautions contre cette cause nouvelle d'affaiblissement de son commerce.

D'une façon générale donc, l'Allemagne a chassé l'Autriche de débouchés qui, jusqu'ici, contribuaient à absorber sa production d'objets fabriqués. Nul fait ne peut mieux établir que les intérêts industriels allemands et autrichiens sont en complète opposition.

L'offensive économique des Allemands exige la défensive des Autrichiens, ce qui implique pour ces derniers l'obligation de conserver et même de créer tous les obstacles de nature à entraver la concurrence de l'empire allemand (1). Or, précisément, la barrière douanière qui sépare l'Autriche de l'Allemagne, en raison des différences de tarifs et des formalités de douane qu'elle justifie, est l'un des freins les plus efficaces qui se puissent concevoir. Cette constatation suffirait presque à démontrer que le maintien de la ligue douanière s'impose pour la protection des intérêts autrichiens, mais le point est assez délicat pour mériter d'être exposé avec plus de détail.

L'idée de supprimer toute barrière économique entre l'Allemagne et l'Autriche est née, il y a plus d'un demi-siècle, d'un état de choses très différent de celui qui la fait revivre aujourd'hui.

Le 26 octobre 1849, Bruck, ministre du commerce à Vienne, fit publier dans la *Wiener Zeitung* un projet d'union douanière austro-allemande. Ce projet fut assez

(1) C'est ce que demande formellement l'Union générale (Centralverband) des industriels autrichiens dans le programme électoral qu'elle vient de publier à Vienne, le 15 octobre 1900.

« ... handelt es sich darum, Lebensfragen der Industrie Oesterreichs zu lösen, *ihr die Erhaltung des heimischen Marktes zu sichern, ausreichenden Schutz vor der auswärtigen Concurrenz zu chaffen* und gleichzeitig mitzuwirken, dass sie auf dem Weltmarkte, gestützt durch eine methodische und ausgiebige Förderung ihrer Exportinteressen, in einer ihrer technischen Vervollkommung und Leistungsfähigkeit entsprechenden Weise erscheinen könne. »

mal accueilli à Berlin. La Prusse avait alors une industrie moins bien outillée que celle de l'Autriche, et, à Potsdam, on comprit aussitôt que l'Union douanière réalisée permettrait aux Habsbourg d'établir solidement leur suprématie sur le monde germanique.

La réponse du gouvernement de Berlin fut donc réservée et dilatoire. Le 21 juillet 1850, la chancellerie de Vienne revint à la charge. Personnellement, le président du conseil des ministres prussien von Manteuffel eût été assez disposé à répondre favorablement; il invita même le plénipotentiaire de François-Joseph à venir discuter à Berlin les bases de l'Union douanière. Mais l'opinion de Manteuffel ne fut pas partagée par son prince, et, dans les conférences qui eurent lieu à Dresde en 1851, la Prusse accentua sa répugnance à accéder aux propositions de la cour de Vienne. Celle-ci insista encore l'année suivante, puis finit par se résigner, comprenant enfin que la résolution de ne rien faire, prise à Berlin, était inébranlable.

Aujourd'hui, les rôles sont renversés. Vienne ne domine plus Berlin, mais Berlin domine Vienne, et les Hohenzollern écrasent les Habsbourg de leur puissance. Ce sont eux maintenant qui veulent établir leur hégémonie sur le continent germanique; aussi, sont-ce les Pangermanistes, fidèles serviteurs de la Prusse, qui reprennent au profit de cette puissance le projet d'union douanière austro-allemande. Les Autrichiens peuvent-ils l'accepter?

La supériorité de l'outillage allemand sur leur outillage n'est pas douteuse. Qu'âdviendrait-il de leur industrie si l'Europe centrale, depuis la mer du Nord jusqu'à l'Adriatique, ne formait plus qu'un seul territoire économique?

Sans doute, les régions agricoles de la Cisleithanie auraient un débouché plus vaste pour leurs produits; mais, précisément, ces régions à excédents agricoles comme la Galicie et le pays slovène sont habitées par des Slaves fédéralistes; un simple avantage commercial ne les ferait point

consentir à une réforme qui, sous une apparence économique, comporterait, à brève échéance, le renoncement à leur idéal politique.

Assurément, l'industrie autrichienne aurait, en principe, la faculté de vendre ses produits, elle aussi, dans toute l'étendue de l'union douanière, et d'utiliser les ports d'expédition de la mer du Nord; mais ces avantages ne seraient-ils pas rendus pratiquement illusoires par le seul fait que les conditions moins favorables de la fabrication autrichienne ne lui permettraient pas de concurrencer utilement l'industrie allemande? Ce serait celle-ci, au contraire, qui, sans obstacles, atteindrait la Méditerranée, les pays balkaniques et l'Orient. Les produits des sujets de Guillaume II feraient alors un mal plus grand qu'aujourd'hui à l'industrie cisleithane, d'abord sur le sol même de l'Autriche, et ensuite dans les pays qui constituent encore ses débouchés extérieurs. L'industrie autrichienne non seulement perdrait ainsi les places qu'elle a su se conserver en Hongrie et dans les Balkans, mais il lui faudrait renoncer même à l'espoir de retrouver au loin les débouchés qu'elle vient de perdre sur le continent. « Ce que nous avons perdu dans les Balkans, dit le D[r] Grunzel, nous pouvons le retrouver largement en Asie Mineure. Aucun État n'est mieux situé que l'Autriche pour exploiter ce pays (1). » Cette vue est juste, et elle le restera tant que l'Autriche conservera les avantages de sa situation territoriale; mais ce serait les perdre que de donner aux produits de l'empire allemand le libre accès de l'Adriatique, puisque ce serait leur permettre d'atteindre l'Orient comme ceux de l'Autriche, mais en bénéficiant en plus de l'avantage d'une fabrication moins onéreuse.

L'industrie autrichienne a donc, semble-t-il, des raisons

(1) « Was wir am Balkan verloren haben, könnten wir in Kleinasien reichlich wieder einbringen — und kein Staat ist in Folge seiner Lage berufener, dort als Pionnier aufzutreten, als gerade Oesterreich. » D[r] Grunzel : *Die wirtschaftlichen Verhältnisse Kleinasiens*, p. 4. Dorn, Vienne, 1897.

capitales de rester abritée derrière la douane austro-allemande, ce qui revient à dire que la Cisleithanie n'a pas d'intérêt décisif à entrer dans l'union douanière allemande. En réalité, le projet de F. List, repris par le Dr Hasse, profiterait presque exclusivement à l'empire allemand. Ceux-là mêmes qui le préconisent l'avouent parfois indirectement. « Il nous est certainement possible de créer en Europe un territoire économique fermé qui se suffise à lui-même (1)... » « *Si nous réussissons à étendre nos frontières en Europe*, il nous sera possible de rendre la prospérité à notre agriculture. Les parties de l'Autriche qui peuvent tomber dans notre lot sont plus fertiles et bien plus propres que celles de l'Allemagne à une culture intensive (2)... »

Ces déclarations imprudentes établissent l'égoïsme notoire des propositions économiques des Prussophiles. Elles suffisent à mettre les Autrichiens en garde contre le projet d'union douanière. Assurément, il peut se faire que, pour certaines industries spéciales, l'union avec l'Allemagne soit avantageuse, mais pour l'ensemble, elle serait détestable. C'est ce que déclare, avec beaucoup de sincérité, un fabricant autrichien qui, lui, personnellement, aurait intérêt à la fusion économique des deux pays.

« Au point de vue industriel, en général, je dois constater qu'une union douanière serait extrêmement dangereuse pour beaucoup d'industries autrichiennes. La principale raison en réside dans les mauvaises conditions dans

(1) « Möglich ist es uns gewiss, ein grosses, geschlossenes Wirthschaftsgebiet zu schaffen in Europa, das sich selbst genügt... » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 156. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900. V. encore Dr K. Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 61. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(2) « Aber wir können einen gewaltig frischen Zug in unsere Landwirthschaft bringen, wenn es uns glückt, unsere Grenzen in Europa auszudehnen. Die Theile Oesterreichs, die uns zufallen können, sind fruchtbar und vielfach noch extensiv bearbeiteit im Vergleich zu Deutschland... » *Deutschland bei Beginn des 20 Jahrhunderts*, p. 155. Militär-Verlag — » Félix, Berlin, 1900.

lesquelles se trouvent ces industries, par rapport à l'état de prospérité et d'avancement dont jouissent celles de l'empire allemand (1). »

Cette raison est si forte que le « Club industriel » et l' « Union des industriels autrichiens » se sont très nettement prononcés contre le *Zollverein* (2).

En définitive, si l'on veut résumer ces divers points de vue, on peut dire que l'Autriche se trouve amenée aujourd'hui à repousser le projet d'union douanière, pour les mêmes motifs qui ont décidé le gouvernement prussien à laisser tomber, en 1850, les avances de la cour de Vienne.

Une considération économique générale se superpose donc aux considérations politiques particulières et renforce puissamment les raisons concordantes que les peuples slaves et les Allemands de Cisleithanie ont de vivre fédérés ensemble, au sein d'un même État, gouverné par la maison des Habsbourg.

C'est cet ensemble qui permet de conclure : l'Autriche a en elle-même des sources de réelle vitalité ; l'évolution naturelle des choses ne tend pas à sa dissolution ; son démembrement ne saurait résulter que d'un coup de force extérieur.

Le devoir du gouvernement de Vienne découle de ces constatations ; en arrêtant résolument la propagande prussophile et en se refusant à toute union douanière avec l'empire allemand, il assurera son avenir et rendra impossible le seul véritable danger qui le menace.

(1) « Vom allgemein industriellen Standpunkte muss ich noch konstatieren, dass eine Zollunion mit Deutschland für viele Industrien Oesterreichs ausserordentlich gefährlich wäre. Die Hauptgründe liegen in unseren gegenüber der deutschen Industriefreundlichkeit und Industrieförderung entschieden zurückgebliebenen Zuständen. » *Alldeutsche Blätter*, 1900, p. 280.

(2) « Einen der Zollunion sehr feindseligen Standpunkt nehmen der « Industriellen-Klub » und der Bund österreichischer Industriellen ein... » *Idem*.

II

QUELLE PEUT ÊTRE L'ATTITUDE DE LA HONGRIE EN PRÉSENCE DU MOUVEMENT FÉDÉRALISTE ET DE LA POUSSÉE PANGERMANISTE EN AUTRICHE ?

Depuis 1867, le gouvernement de Pesth influe profondément sur la vie politique de la Cisleithanie. Il est donc impossible de ne point se demander quelle peut être son attitude en présence des deux courants opposés, fédéraliste et pangermaniste, qui se manifestent en Autriche.

§ 1. — Une opposition constante à l'établissement d'un régime fédéraliste en Cisleithanie a dominé longtemps la politique de Pesth à l'égard de Vienne. De fort bonnes raisons justifiaient cette ligne de conduite.

Écrasés par les Russes en 1848, les Magyars en ont ressenti une haine profonde pour tout ce qui était russophile. Sadowa, victoire prussienne, en permettant leur émancipation, les a jetés dans les bras des Hohenzollern. Bismarck est devenu d'abord leur dieu et ensuite leur soutien, chaque fois qu'il s'est agi de maintenir dans la dépendance les Slaves de Cisleithanie, dont l'émancipation eût pu provoquer celle des Slaves et des Roumains de Transleithanie. Tout a donc concouru à identifier la conduite des deux gouvernements de Berlin et de Pesth à l'égard de l'Autriche.

L'intimité politique entre le Chancelier de fer et le comte Andrassy alla même si loin, qu'on pouvait croire qu'un traité secret existait entre eux, en vertu duquel les Hongrois s'engageaient à ouvrir aux Allemands la route de

Trieste. La *Revue mensuelle hongroise* l'a donné clairement à entendre : « Pour ce qui concerne l'Autriche occidentale et l'Allemagne, nous sommes d'avis que la Confédération de l'Allemagne du Nord doit s'étendre incontestablement sur toute l'Allemagne... Une Grande-Allemagne, une Allemagne unie sous la direction de la Prusse, voilà le seul moyen, pour l'Allemagne, d'accomplir la mission à laquelle elle est appelée par la Providence. Dans ces conditions seulement, elle peut être un appui solide pour l'empire hongrois oriental et permettre ainsi à celui-ci de remplir à son tour sa mission en Orient... La couronne tchèque est une absurdité ; la Bohême est un pays allemand et doit rester à l'Allemagne. Tout au plus pourrait-on accorder une plus grande autonomie à la Galicie (1). »

Lors de son dernier voyage à Buda-Pesth (1897), Guillaume II, en paraissant se désintéresser absolument des Allemands qui vivent en Hongrie, a semblé dresser la contrepartie de ce programme. La note a même été si accentuée qu'après son départ M. G. Beksics, publiciste officieux, écrivait dans le *Pesti Hirlap* : « L'empereur allemand a abandonné les Germains de l'est de la Leitha. Aucune de nos nationalités non magyares ne peut plus compter sur une protection étrangère. Aucune action du dehors ne viendra donc empêcher l'unité de la nation magyare... Aujourd'hui, nous pouvons tout faire. »

Donc, jusqu'à une époque très rapprochée, les Magyars, suivant avec constance la même ligne politique, sont restés adversaires du « fédéralisme ». Mais tout change. Des horizons nouveaux se découvrent. Les événements qui se sont passés en Autriche, surtout depuis 1897, déterminent actuellement chez les Magyars une évolution qui pourrait bien être décisive. De graves questions se posent devant les hommes d'État de Pesth sous une forme nouvelle, et

(1) D'après le *Nord*, août 1868.

les anciennes formules politiques paraissent impuissantes à les résoudre.

§ 2. — Le point de savoir si la Hongrie jouira ou non d'une entière indépendance présente pour les Magyars l'intérêt le plus immédiat. Il y a à Pesth un certain nombre d'hommes politiques qui estiment incomplète l'œuvre de 1867 et jugent le moment venu de la terminer.

Ils admettent bien que le souverain continue à être un Habsbourg, mais ils veulent que la frontière douanière soit rétablie entre l'Autriche et la Hongrie, que l'armée hongroise soit exclusivement casernée sur le territoire hongrois, que la Hongrie ait une représentation diplomatique et consulaire distincte de celle de l'Autriche.

M. F. Kossuth, l'un des fils du grand homme de 1848, est le plus actif propagateur de cette thèse. Son principal argument consiste à dire : « Le régime actuel empêche la Hongrie de se créer une industrie nationale. Malgré tous nos efforts, la Transleithanie est restée un pays presque exclusivement agricole. Elle doit encore tirer de l'étranger, et surtout de l'Autriche, la plupart des objets fabriqués nécessaires à sa consommation. En protégeant l'industrie nationale, le rétablissement de la ligne douanière lui permettrait de se développer. »

Posée dans ces termes, la question de l'indépendance de la Hongrie, bien faite pour flatter l'ardent patriotisme des Magyars, trouve de nombreux partisans, surtout depuis que la situation troublée de la Cisleithanie empêche le fonctionnement régulier du pacte de 1867. La période de tension a même commencé. Elle en est au point que, tout récemment, le conseil municipal de Pesth s'est prononcé en faveur de la séparation douanière, et que, de tous côtés, on demande en Transleithanie le boycottage des produits autrichiens.

Or, cette question de l'indépendance de la Hongrie n'in-

téresse point seulement les Magyars ou les Autrichiens, mais encore tous les États de l'Europe, et particulièrement le gouvernement de Berlin, dont la politique économique serait puissamment favorisée par le rétablissement de la ligne douanière entre l'Autriche et la Hongrie.

Les Magyars déclarent qu'ils veulent s'affranchir de l'industrie autrichienne, mais il est évident que le seul fait de faire obstacle aux importations de la Cisleithanie ne suffira pas à créer une industrie nationale hongroise. Il s'écoulera nécessairement une longue période de temps pendant laquelle les Magyars devront, par la force même des choses, acheter au dehors les objets fabriqués qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. S'ils ne les prennent plus en Autriche, il faudra qu'ils les achètent en Allemagne, et c'est ici que va apparaître le lien existant entre la séparation de la Hongrie d'avec l'Autriche et l'essor économique de l'empire allemand.

Depuis des années déjà, les sujets de Guillaume II déploient la plus grande activité pour conquérir le marché hongrois. Leurs commis voyageurs sillonnent en tous sens la Transleithanie, mais ils ont à lutter contre les situations anciennement acquises par les industriels autrichiens, dont les produits parviennent en Hongrie, sans avoir à supporter, comme les produits allemands, de lourds droits de douane. Cette condition défavorable disparaîtrait le jour où l'indépendance de la Hongrie serait réalisée selon les vues de M. Kossuth. Il est facile de concevoir que dans la période de transition qui suivrait, les exportateurs de l'empire allemand, devenus fournisseurs nécessaires, seraient alors merveilleusement placés pour chasser les Autrichiens du marché hongrois. L'intérêt économique de l'empire allemand à l'indépendance de la Hongrie n'est donc pas douteux. Il suffirait à expliquer le soin que met le comte d'Eulenbourg, ambassadeur de l'empereur Guillaume à Vienne, à favoriser, par tous les moyens dont dispose un diplomate, les idées chères

à M. Kossuth. Les considérations commerciales ne sont d'ailleurs pas les seules qui puissent inspirer cette action. L'empire allemand a encore un vif intérêt politique à pousser à l'indépendance de la Hongrie ; une Cisleithanie isolée serait plus faible encore que celle d'aujourd'hui; elle répondrait avec une docilité plus parfaite aux sollicitations de Berlin; la tâche des Pangermanistes, qui, comme on l'a vu, consiste essentiellement à préparer l'intervention de l'empire allemand en Autriche, serait par suite singulièrement facilitée.

C'est ce qu'a fort bien compris M. Naumann, le chef des sociaux-nationaux allemands, dont les sympathies pour le Pangermanisme se laissent facilement pénétrer : « Il peut y avoir des cas où la paix de l'Europe serait rompue sans la volonté de l'Allemagne. La désagrégation de l'Autriche peut contraindre à la guerre. *Si la Hongrie brise le lien qui la rattache à Vienne et le remplace par un autre*, *on peut facilement imaginer des cas qui rappelleraient celui de la candidature des Hohenzollern au trône d'Espagne en* 1870 (1). » Les Pangermanistes le savent bien; c'est pourquoi ils réclament eux aussi avec insistance la simple union personnelle de l'Autriche avec la Hongrie. Mais malgré les désirs diversement motivés des Magyars, de Berlin et des Prussophiles, la Hongrie en arrivera-t-elle à se séparer réellement d'avec l'Autriche? Si cette éventualité est possible, elle n'est cependant pas près d'être réalisée, car, pour peu qu'on examine à fond ses conséquences, on s'aperçoit qu'une indépendance absolue serait loin de servir les intérêts des Magyars.

(1) « Es kann ja Lagen gehen, in denen die Ruhe Europas ohne Deutschlands Willen gebrochen wird. Selbst durch den österreichischen Zersetzungsprozess kann der Zwang zum Krieg eintreten. Wenn etwa Ungarn den Draht nach Wien zerschneiden und neue Drähte anlegen würde so könnten leicht Fälle eintreten, die an die hohenzollern'sche Kanditatur für Spanien im Jahre 1870 erinnern. » *Deutschland und Oesterreich*, F. Naumann, p. 8. Verlag der « Hilfe » Berlin, 1900.

Je l'ai déjà dit un peu plus haut : le rétablissement d'une douane austro-hongroise ne créera pas automatiquement l'industrie magyare. De toute évidence, une période de plusieurs dizaines d'années sera nécessaire, et, pendant ce temps, la Hongrie devra devenir tributaire de l'empire allemand. Or, en raison de cette origine, les prix des objets que les Allemands vendraient aux Magyars seraient bien moins élevés que ceux de fabrication autrichienne, ce qui, en vertu des lois de la concurrence, rendrait plus difficile encore la création d'une industrie magyare sur le sol hongrois. En fait, on faciliterait simplement aux Allemands la prise de possession économique de la Hongrie où leurs industries installeraient des succursales. L'organe du D[r] Hasse le dit sans détour : « Les Magyars travaillent sans relâche à se libérer économiquement de l'Autriche. *Ils ne pourront y réussir qu'avec l'aide de capitaux, d'ingénieurs et d'ouvriers allemands* (1). »

Sans doute, les excédents agricoles de la Hongrie (d'ailleurs en diminution constante) pourraient trouver en Allemagne l'écoulement qu'ils ont maintenant en Autriche ; mais la création d'une industrie nationale, invoquée par M. Kossuth comme justification de son projet, serait-elle alors plus facile à effectuer qu'actuellement?

Ce n'est pas tout. La véritable cause qui a fait obstacle jusqu'ici à la création d'une industrie magyare, ce n'est pas l'origine autrichienne des produits consommés par la Hongrie, mais la pénurie de capitaux dont elle souffre. Là gît la grosse difficulté. Or, il n'apparaît pas que la séparation d'avec l'Autriche aiderait à la résoudre. Obligée d'entretenir une représentation diplomatique et consulaire qui lui soit personnelle, à supporter seule les charges des rouages

(1) « Die Madjaren arbeiten ohne Unterlass an ihrer wirtschaftlichen Befreiung von Oesterreich. Das können sie aber nur mit Hülfe des deutschen Kapitals, deutscher Fabrikanten, Ingenieure und Arbeiter erreichen. » *Alldeutsche Blätter*, 1898, p. 176.

directeurs d'une armée, la Hongrie serait inéluctablement amenée à augmenter le nombre de ses fonctionnaires, c'est-à-dire le chiffre de ses impôts.

Enfin, une Hongrie épaulée contre l'Autriche est plus sûre de son existence qu'autrement. L'idée de la séparation de la Hongrie n'est donc séduisante qu'en apparence. Ne serait-il pas d'ailleurs extrêmement difficile d'isoler pratiquement les deux pays? La Hongrie et l'Autriche, dont chacune produit en surabondance les marchandises qui font précisément défaut à l'autre, se complètent mutuellement (1). L'agriculture et l'élevage hongrois ont besoin d'être protégés contre la concurrence d'outre-mer. « N'est-il donc pas heureux que l'Autriche, qui est à deux pas, ne mette aucun obstacle à l'entrée des produits hongrois et consente même à ce que des mesures de défense soient prises au besoin en leur faveur contre les produits similaires d'autres provenances (2)? » « Qu'en retour l'Autriche demande un traitement analogue pour ses articles industriels, ce n'est que justice, et puisque, sous ce rapport, la Hongrie est forcément tributaire de l'étranger, n'est-il pas raisonnable d'en faire profiter un État avec lequel on est politiquement en rapports intimes et qui, au point de vue commercial, présente des avantages qu'on ne saurait trouver autre part (3)? » Enfin, il faudrait dédoubler la direction de la guerre, de la marine et de la diplomatie, que l'Autriche et la Hongrie mettent en commun. Par conséquent, les charges qui en résultent s'accroîtraient. Ainsi, non seulement la séparation affaiblirait les deux pays, mais elle soulèverait les questions les plus épineuses. Il y a donc bien des chances pour que subsiste l'ordre de choses établi.

Certes, le pacte de 1867 est loin d'être parfait. On peut le

(1) G. Vautier, *la Hongrie économique*, p. 429. Berger-Levrault, Paris, 1893.
(2) *Op. cit.*, p. 431.
(3) *Op. cit.*, p. 432.

reviser dans les détails, en augmentant progressivement l'indépendance de la Hongrie, mais sans provoquer, par des exigences inopportunes, une crise générale austro-hongroise. Le comte Apponyi concluait récemment dans ce sens. C'est vraiment la seule politique qui paraisse raisonnée et sage.

§ 3. — Si la séparation de l'Autriche d'avec la Hongrie paraît difficile à réaliser, la combinaison qui consisterait à faire entrer la Transleithanie dans le futur *Zollverein* de l'Europe centrale est-elle de nature à séduire davantage les Magyars?

Il y a une dizaine d'années, M. de Matlekovits (1), ancien sous-secrétaire d'État au ministère de l'agriculture, de l'industrie et du commerce hongrois, a préconisé un système mixte qui supprimait la douane pour certains articles et la laissait subsister pour d'autres. Ce projet, très étudié et fort sérieux, tenait compte avec équité des divers intérêts en présence. C'est ce qui le différencie de celui que soutient actuellement le D[r] Hasse.

Si ce dernier propose d'introduire la Hongrie, pays agricole et presque sans industrie, dans le grand *Zollverein*, c'est à la fois parce que l'Allemagne, ne pouvant suffire à sa propre consommation, acquerrait à bon compte les excédents agricoles de la Hongrie et que le commerce allemand serait plus à même de s'emparer du débouché hongrois. Il s'agit de déterminer dans quelle mesure une telle combinaison peut cadrer avec les nécessités magyares.

On vient de voir que la disparition de la douane austro-allemande permettrait à l'empire allemand d'inonder de ses produits le territoire de la Transleithanie et que, par conséquent, les fabriques magyares qui y seraient fondées à

(1) *Die Zollpolitik der oesterreichisch-ungarischen Monarchie und des deutschen Reiches seit 1868 und deren nächste Zukunft.* (La politique douanière de la monarchie austro-hongroise et de l'empire d'Allemagne depuis 1868 et son prochain avenir). D[r] Alexandre de Matlekovits, Leipzig, 1890.

grand renfort d'argent ne pourraient vraisemblablement pas soutenir cette concurrence et reprendre le marché. Les intérêts industriels magyars semblent donc bien devoir être lésés par l'entrée de la Hongrie dans le grand *Zollverein*. Restent les intérêts agricoles. Ils sont importants puisque les principales exportations de la Hongrie consistent en céréales et en bétail. A ce point de vue, trois faits surtout sont à remarquer :

1° En raison de l'accroissement de la population et de la diversité des cultures substituées à celles du blé, les rendements agricoles de la Hongrie, propres à l'exportation, sont en diminution progressive ;

2° Le prix du blé étant diminué, sa culture rapporte moins, d'où la nécessité d'une production plus intensive, pour parvenir à des résultats financiers identiques à ceux de jadis ;

3° L'empire allemand achète moins de produits agricoles à la Hongrie qu'autrefois, parce qu'il se fournit plus avantageusement ailleurs (Indes, Russie, États-Unis). « L'Allemagne, qui, autrefois, absorbait le quart du froment exporté par la Hongrie, ne figure plus pendant les dernières années à l'exportation de cet article que pour 8 à 10 p. 100 (1). » Il en est de même pour les porcs, dont le commerce est si considérable en Hongrie. Les porcs que la Hongrie ne vendait pas à l'Autriche allaient en Allemagne. « Ce pays, autrefois l'un des plus importants débouchés, tend aujourd'hui à se suffire à lui-même. Aussi l'exportation de la Hongrie, qui, avant 1876, oscillait entre 300,000 et 400,000 têtes, s'est-elle abaissée à 77,703 en 1888. Les années suivantes ont amené une amélioration ; toutefois, les anciens chiffres semblent ne plus devoir reparaître (2). »

Ces faits dénotent avec certitude que les Magyars ont un intérêt moindre que jadis à trouver des débouchés à l'étranger pour les produits agricoles. Cela se conçoit encore

(1) G. Vautier, *la Hongrie économique*, p. 375. Berger-Levrault, 1893.
(2) *Op. cit.*, p. 387.

pour une autre raison. Les effets de l'"évolution économique générale sont tels qu'il ne s'agit pas pour les Hongrois d'envahir les autres marchés, mais bien de préserver le leur. « L'agriculture, n'exportant plus que difficilement, redoute à présent la concurrence d'outre-mer jusque sur son propre marché et se voit obligée de recourir à la protection (1). »

Étant données ces raisons, il semble probable que les intérêts agricoles de la Hongrie s'arrangeraient assez mal de son entrée dans le *Zollverein* rêvé par le Dr Hasse. Au point de vue strictement hongrois, son projet est d'ailleurs d'un égoïsme notoire. Le Dr Gottfried Zœpfl, de Nuremberg, en a fait l'aveu dans des conditions qu'il est bon de retenir.

Le Dr Zœpfl est l'un des membres les plus actifs de « l'Union allemande-austro-hongroise ». Ce *Verein* berlinois, sur lequel j'aurai à revenir, est comme une succursale économique de l'Union pangermanique. Son but est de hâter l'achèvement des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, dont l'exécution constitue, comme on sait, l'un des articles principaux du programme de la *Weltpolitik*. Pour propager ses idées, ce *Verein* organise des conférences dans les trois pays sur lesquels il concentre son action. C'est dans l'une de ces réunions, tenue à Buda-Pesth le 3 septembre 1899, que le Dr Zœpfl s'est laissé aller à d'intéressantes déclarations (2).

« Les conséquences économiques du programme commercial résultant d'une union douanière de l'Allemagne, de l'Autriche-Hongrie et même éventuellement des pays du bas Danube, a-t-il dit, entraîneraient l'achèvement dans ces régions du réseau de routes commerciales et l'établissement de tarifs de transport, en vue de rapprocher économiquement ces divers pays entre eux. *Je ne puis discuter ici les*

(1) *Op. cit.*, p. 60.

(2) « *Auswärtige Handelspolitik und innere Verkehrspolitik.* Vortrag gehalten beim IV. Verbandstag des Deutsch-Oesterreichisch-Ungarischen Binnenschiffahrtsverbandes am 3. September 1899, in Budapest, von Dr Gottfried Zœpfl, Nürnberg. » Siemenroth, Berlin, 1900.

« *détails* » *de ce programme de politique commerciale; je ne puis notamment aborder la question de savoir dans quelle mesure les pays du Danube sont propres à compléter les insuffisances agricoles de l'Allemagne et quels débouchés l'industrie allemande peut trouver dans ces pays* (1). »

Le Dr Zœpfl néglige ces *détails*. Il croit inutile d'expliquer aux Magyars comment, une fois les canaux exécutés, l'industrie allemande pourrait inonder plus facilement l'Orient de ses produits, et comment l'Allemagne ferait parvenir sur ses marchés, à des conditions meilleures qu'aujourd'hui, les grains qui lui sont d'autant plus nécessaires que sa population augmente davantage. Tout cela est superflu. Il suffit au Dr Zœpfl de convaincre ses auditeurs de la nécessité des canaux de jonction. Malheureusement pour le succès de sa thèse, il laisse échapper, avant de conclure, des paroles qui trahissent le mobile réel de son prosélytisme... « Nous avons besoin de débouchés au dehors de l'Allemagne (2). » Et encore : « Il s'agit maintenant pour l'Allemagne de joindre à sa grande puissance politique une puissance économique de premier rang dans le monde, et de la conserver (3). »

On revient ainsi à la formule de la *Welpolitik*, de la politique universelle chère aux nouvelles générations alle-

(1) « Die verkehrspolitische Folge des handelspolitischen Programms einer zollpolitischen Vereinigung von Deutschland und Oesterreich-Ungarn, eventuell auch noch der Süddonaustaaten ist der Ausbau der deutsch-österreichisch-ungarischen Verkehrsstrassen und billige Fracht auf denselben behufs möglischster wirthschaftlicher Annäherung der einzelnen Gegenden. Die Einzelheiten dieses verkehrspolitischen Programms, insbesondere die Frage, wie weit die Donauländer geeignet sind, die wirthschaftlichen Bedürfnisse Deutschlands zu ergänzen und welchen Absatz die deutsche Industrie in diesen Ländern zu erwarten hat, kann ich hier nicht erörtern. » *Op. cit.*, p. 39.

(2) « Ich habe schon gesagt, ..., dass wir Absatzgebiete ausserhalb Deutschlands brauchen. »

(3) « Für Deutschland handelt es sich zur Zeit darum, zu der grossen politischen Machtstellung sich eine wirthschaftliche Machtstellung ersten Ranges auf der Erde zu erobern und zu erhalten. » *Op. cit.*, p. 38.

mandes. Tous les obstacles qu'elle rencontre doivent être brisés. Cette politique comporte le libre accès vers les Balkans et vers l'Orient; les Hongrois sont sur la route : il faut qu'ils laissent libre passage à la théorie impérialiste berlinoise, et c'est pour faire ce passage que le projet de *Zollverein* s'étend aussi à la Hongrie. Quant aux intérêts magyars, M. Hasse et ses amis s'en soucient fort peu. Ce qu'il s'agit de conclure, c'est une sorte de société léonine, au profit de l'empire allemand. Cette préoccupation est trop visible pour admettre que les réalistes Magyars puissent se laisser prendre à un piège si mal dissimulé.

§ 4. — On peut encore envisager une autre hypothèse: celle dans laquelle les Hongrois resteraient politiquement et économiquement en dehors d'une modification de l'Europe centrale, mais laisseraient les Allemands réaliser la mainmise qu'ils souhaitent sur la Cisleithanie. Quelles éventualités en résulteraient pour les Magyars? Tout au moins l'établissement de contacts peu désirables et même dangereux avec de nouveaux voisins. Une telle opération ne se conçoit bien en effet que si la Russie, d'accord avec la cour de Berlin, consentait à partager l'Autriche comme jadis la Pologne (1). Dans ce cas, la Galicie formerait nécessairement la part de la Russie, ce qui rendrait la Hongrie voisine immédiate de l'empire des Tsars. Le gouvernement de Pesth peut-il envisager, sans appréhension, un tel événement? N'aurait-il pas beaucoup plus à redouter d'une Russie mise à même de faire en Hongrie la propagande slave qui lui conviendrait — et le fait d'avoir accepté la Galicie impliquerait cette volonté — que d'une Autriche fédéralisée et, par suite, nécessairement pacifique? La Galicie ne forme-t-elle pas un État-tampon idéal que les Magyars ont le plus grand intérêt à conserver? Le doute sur ces points

(1) Voir chapitre VIII, II, § 2, la discussion de cette hypothèse.

divers ne semble pas possible. D'ailleurs le seul triomphe de la politique prussienne en Cisleithanie suffirait amplement à faire naître chez les Magyars les craintes les mieux fondées.

§ 5. — Dès maintenant même ces craintes ont leur raison d'être : les projets affichés par les Prussophiles à l'égard de la Hongrie sont de nature à faire réfléchir sérieusement à Pesth. C'est que les chefs du Pangermanisme ne limitent ni leur théorie ni leur action à la Cisleithanie. Là encore, Paul de Lagarde est leur inspirateur. En 1853, il conseillait déjà de diriger l'émigration allemande « vers les parties magyares de la Hongrie (1) ». Avec une perspicacité étonnante, il voulait ménager à la Prusse, pour le jour où l'existence de la Hongrie deviendrait un obstacle à ses projets, les moyens de dissoudre la nationalité magyare, dont on connaît l'extraordinaire vitalité. Partant de ce principe que « tout abandon des Allemands des *deux* côtés de la Leitha doit être considéré comme une infamie (2) », il est arrivé rapidement à soutenir la thèse de la supériorité de l'Allemand sur le Magyar. Sans se soucier de savoir si Attila, dont les Magyars se réclament avec tant de fierté, ne représentait pas à son époque une civilisation plus avancée que celle des Germains, Paul de Lagarde a fini par condamner sans appel les Magyars au nom de la pauvreté cérébrale qu'il s'est plu à leur trouver. « Pendant trois siècles, une masse de Magyars sont allés dans les universités protestantes de l'Allemagne et des Pays-Bas ; pas un d'eux n'a jamais réussi au delà de la moyenne. Jamais un Magyar n'a acquis d'importance dans un ordre quelconque de la vie intellectuelle (3). »

Les nécessités de la politique berlinoise ont empêché les

(1) « ... nach magyarischen Theilen Ungarns. » Paul DE LAGARDE, *Deutsche Schriften*, p. 27. Dieterich, Göttingen, 1892.

(2) *Op. cit.*, p. 397.

(3) « Drei Jahrhunderte hindurch sind junge Magyaren in hellen Haufen nach den protestantischen Universitäten Deutschlands und der Niederlande

Allemands de continuer à traiter les Magyars avec autant de mépris. Au contraire, pendant de longues années, les politiques de Pesth et de Berlin se sont confondues jusqu'au jour récent où les ambitions de la *Weltpolitik*, en se précisant, ont commencé à modifier ces bons rapports.

La faute en est aux partisans de la Grande-Allemagne, qui, revenant aux idées de Paul de Lagarde, font les combinaisons les plus ambitieuses aux dépens de la Hongrie.

J'ai montré plus haut comment la *Sonderstellung* de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie donnerait aux Allemands la majorité dans la Cisleithanie; mais cette majorité serait très faible. Dans l'Autriche ainsi réduite, les Allemands ne représenteraient pas plus de 53 p. 100 de la population. Ce faible « pourcentage » inquiète les Prussophiles, et ils se demandent s'il serait suffisant pour effectuer avec sécurité la seconde phase de l'opération entreprise, qui consisterait à rattacher la Cisleithanie restreinte à l'empire allemand. Pour opérer avec une plus grande certitude, ils sont d'avis de joindre à cette Cisleithanie restreinte les terres de l'ouest de la Hongrie, habitées par une population allemande. « On prendrait les districts de Presbourg, de Wisselbourg, d'Altenbourg, d'Ödenbourg jusqu'à Raab, soit au total vingt-huit mille kilomètres carrés, renfermant trois millions d'âmes (1). » C'est évidemment dans ce but que l'*Union pangermanique* invite les Allemands d'Autriche à prendre de l'influence dans les comitats de l'ouest de la Hongrie (2).

gezogen : nie hat ein einziger von ihnen es über die Mittelmässigkeit hinaus gebracht. Nie ist ein Magyar auf irgend einem Gebiete des geistigen Lebens von Bedeutung gewesen. » *Op. cit.*, p. 26.

(1) « Niederösterreich wird durch die angrenzenden rein deutschen Gebiete von Pressburg, Wisselburg, Altenburg, Ödenburg bis zur Raab und durch die deutschen Grenzbezirke des südlichen Mährens vergrössert, so dass es in Zukunft 28,000 Q. Km und etwa 3 Mill. Einwohner zählen wird. » *Gross-Deutschland*, p. 12. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(2) « ... müssten die Deutschen in Oesterreich die angrenzenden westlichen Komitäte zu beeinflüssen suchen. » *Alldeutsche Blätter*, 1898, p. 176.

Par l'effet naturel de cette annexion, le coefficient des Allemands dans la nouvelle Cisleithanie s'élèverait de 53 à 60 pour 100 (1). Les Allemands qu'on incorporerait ainsi constitueraient une excellente acquisition. La plupart sont prussophiles, et beaucoup sont des émigrés qu'une lointaine prévoyance a dirigés, selon le conseil de Paul de Lagarde, sur les points les plus importants de la Hongrie.

M. Ch. Loiseau a déjà signalé l'intensité de ce courant d'immigration. On peut s'en rendre compte à « la progression formidable du chiffre des protestants en Transleithanie. La statistique de 1890 accusait déjà, sur l'étendue du royaume de saint Étienne, 2,225,126 calvinistes et 1,204,400 luthériens. Réunis, ils forment aujourd'hui une masse de plus de 4,200,000 personnes. Il fut un temps où la Hongrie patriote aurait protesté contre cet envahissement. Aujourd'hui, engagée à fond dans la politique triplicienne, elle s'en accommode (2) ».

Ces lignes sont de 1898. Il a suffi des trois années écoulées pour modifier fort sensiblement les points de vue des Magyars. Cette évolution rapide résulte dans une large mesure des intentions peu équivoques à l'égard de la Hongrie, révélées dans ce laps de temps par les publications pangermanistes, et dont des faits certains ont établi le caractère sérieux.

Considérant que, « dans le royaume dit de Hongrie, les Magyars gouvernent quoiqu'ils ne représentent que 43.7 pour 100 de la population (3), » que les non-Magyars ont une majorité de deux millions et demi (4), que deux mil-

(1) « Durch Anschluss der anstossenden deutschen Sprachgebietes in Ungarn (Hienzen und Haidebauern) würde der deutsche Anteil sogar auf 60 °/₀ steigen. » *Justus Perthes' Alldeutscher Atlas*, p. 5. Gotha, 1900.

(2) Ch. Loiseau, *le Balkan Slave*, p. 233. Perrin, Paris, 1898.

(3) « Im sogenannten Königreich Ungarn herrschen die Madjaren, obwohl sie nur 43,7 proz. der Einwohnerzahl ausmachen. » *Gross-Deutschland*, p. 6. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) *Das magyarische Ungarn und der Dreibund*, p. 12. Lehmann, Munich, 1891.

lions d'Allemands, malheureusement dispersés, vivent en Hongrie (1), mais que « la colonie des Saxons des *Siebenburgen* a particulièrement bien réussi, qu'elle est encore actuellement le rocher du Germanisme au milieu du Magyarisme qui submerge tout (2) », les partisans de la Grande-Allemagne estiment qu'il faut préparer pour l'avenir l'utilisation de ces forces allemandes. Aussi, la carte n° 6 de l'Atlas colonial de Paul Langhans intitulée : « La colonisation allemande à l'est des pays du Danube (3), » reproduit-elle minutieusement les îlots germaniques de la Transleithanie. L'Atlas pangermaniste dénombre avec soin les Allemands qui y vivent. Il en compte 218,000 dans les *Siebenburgen* et 393,000 dans le Banat de Temesvar. Il constate que les Allemands représentent 24 pour 100 de la population de Pesth, 56 pour 100 de celle de Temesvar, 60 pour 100 de celle de Presbourg, 61 pour 100 de celle d'Hermanstadt (4).

La propagande pangermaniste dans tous ces centres allemands a déjà commencé depuis longtemps sous la forme religieuse protestante. Un rapport du *Gustav-Adolf Verein* de la fin de 1895 établit que les *Siebenburgen* ont reçu dans l'exercice précédent une subvention de 511,316 marks et la Hongrie proprement dite 1,260,085 marks (5). Les

(1) « Die in Ungarn wohnenden Deutschen, zwei Mill. an der Zahl, wohnen leider zerstreut im ganzen Lande. » *Gross-Deutschland*, p. 6. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(2) « Insbesondere gelangten die Ansiedelungen des Sachsen in Siebenbürgen zur hohen Blüte, sie sind heute noch ein Fels des Deutschtums inmitten des alles überflutenden Magyarentums. » K. SCHWARZENBERG, *Kann sich die österreichisch-ungarische Armee den Einflüssen der Nationalitätenkämpfe entziehen?* » p. 7. Lehmann, Munich, 1898.

(3) *Deutsche Kolonisation im Osten*, I. Donau-Länder. V. p. 187.

(4) Chiffres donnés p. 6 de l'*Atlas* de LANGHANS. *Alldeutscher Atlas*, Justus Perthes, Gotha, 1900.

(5) « Les envois du *Gustav-Adolf-Verein* servent presque exclusivement la protection du germanisme. » « Die Zuwendungen des Gustav-Adolf-Vereins dienen doch fast ausschliesslich dem Schutz des Deutschtums. » Dr SCHULTHEIS, *Deutschnationales Vereinswesen*, p. 12. Lehmann, Munich, 1897.

efforts récents et moins dissimulés des Prussophiles ont été également concentrés sur les *Siebenburgen*. Déjà on peut en constater les résultats. M. Lurtz de Kronstadt a été délégué à l'assemblée générale de l'Union pangermanique, tenue à Munich le 10 septembre 1898, pour remercier de leurs « sympathies » les Allemands de l'empire avec lesquels les Allemands des *Siebenburgen*, dans leur « poste » difficile, se sentent complètement unis (1). Pour resserrer ces liens, l'Union pangermanique a imaginé d'organiser l'été dernier des excursions d'Allemands de l'empire dans la région des *Siebenburgen* (2). Cette entrée en ligne de l'*Alldeutscher Verband* est significative; elle décèle l'existence d'une campagne pangermaniste en Hongrie, analogue à celle qui se poursuit en Autriche. Sans doute, la forme est plus modérée, plus prudente, le gouvernement de Pesth étant moins tolérant que celui de Vienne, mais la volonté déployée est aussi tenace et le but poursuivi également réaliste. Ce but, on l'entrevoit facilement. La carte n° 6 de l'Atlas colonial de Langhans, reproduite ci-contre, permet de constater que les îlots germaniques, essaimés en Hongrie, constituent comme les jalons d'une route qui mettrait la Serbie et la Roumanie en communication avec Vienne. Comme ils comptent bientôt dominer dans la capitale autrichienne, les Prussophiles prétendent se ménager pour plus tard la possibilité d'établir ce chemin allemand vers l'Orient, ce qui sera facile le jour où le sentiment de la solidarité germanique existera dans les colonies allemandes de la Transleithanie.

La réussite de ce vaste plan d'avenir suppose nécessairement que la domination de la Hongrie sera enlevée aux Magyars. Les Prussophiles y songent dès maintenant, et ils

(1) « ... für die Sympathien der Reichsdeutschen, mit welchen sie sich auf ihrem schwierigen Posten einig fühlen... »

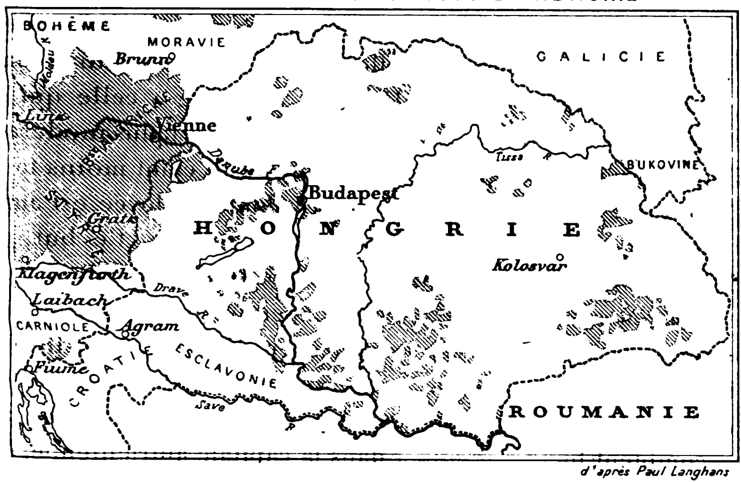
(2) Les prix de ces excursions organisées par Priber (Berlin, W., Französischestrasse, 25/26) ont été fixés à 240 et 300 marks. V. aussi à ce sujet la brochure *Auf nach Siebenbürgen*, du conseiller d'État intime Brämer et du professeur Dr Höniger. Priber, Berlin, 1900.

croient avoir trouvé un moyen irrésistible d'y parvenir.

Au temps où la chancellerie berlinoise avait besoin du concours du gouvernement de Pesth, les Allemands se refusaient énergiquement à entendre les plaintes des Roumains de Transylvanie contre les Magyars (1).

Avec un tranquille cynisme, *la Gazette de Cologne* a jadis expliqué pourquoi : « Un homme d'État prussien devrait être frappé d'aveuglement pour soutenir à Bucarest les

LES COLONIES ALLEMANDES EN HONGRIE



d'après Paul Langhans

plans fantastiques et puérils de quelques Roumains exaltés et leur sacrifier les sympathies des Magyars pour le progrès national de l'Allemagne sous la direction de la Prusse (2). »

Aujourd'hui le point de vue est changé et les Pangermanistes, considérant que l'empire allemand peut désormais se passer de la coopération du gouvernement de Pesth, estiment le moment venu de renverser la politique à l'égard des Roumains et des Magyars. Dans un article signé E. H. (probablement Ernest Hasse), les *Alldeutsche Blätter* le di-

(1) Voir la Transylvanie roumaine sur la carte insérée p. 361.
(2) *Gazette de Cologne* fin novembre 1868.

sent fort explicitement. « Autrefois les Magyars pouvaient s'assurer l'alliance durable des Allemands contre les Roumains au prix de quelques concessions politiques. Aujourd'hui, il est trop tard pour continuer dans cette voie et cela vaut mieux ainsi. Une intelligente politique triplicienne devra donc réconcilier les Saxons et les Souabes de Hongrie avec les Roumains, leurs anciens adversaires. Ensuite, elle les éclairera et les organisera pour les élections. Trente ou quarante députés allemands et roumains au Parlement de Budapesth, non pas opportunistes mais radicalement nationaux, seront une plus sûre garantie pour la Triplice que les applaudissements frénétiques des salons magyars et les acclamations turbulentes de la rue (1). »

Si cette tactique réussit, elle fera sentir aux Magyars l'étendue de la force germanique et elle mettra un frein à leur expansion nationale, jusqu'au jour où l'on pourra faire mieux encore. « Les Roumains fixeront le sort de la Hongrie. On ne doit jamais oublier que si les 2,601,000 Roumains de Hongrie et ceux du royaume de Roumanie, au nombre de 4,610,000, étaient réunis sur un même territoire, ils formeraient une masse de 7,211,000 Roumains, égale à la totalité des Magyars (2). »

(1) « Früher hätten die Magyaren die Bundesgenossenschaft der Deutschen gegen die Rümänen durch politische Konzessionen dauernd sicher stellen können. Heute ist es zu spät dazu. Und es ist gut so. Eine verständige Dreibundpolitik wird also die Sachsen und die Schwaben in Ungarn mit ihren angeblichen Gegnern, den Rumänen, zu versöhnen, sie aufzuklären und zunächst für die Wahlen zu organisieren haben. Dreizig bis vierzig nicht opportunistische, sondern nationalgesinnte « grune! » deutsche und rumänische Abgeordnete in Ofen-Pest sind uns eine sicherere Gewähr für den Dreibund als der frenetische Beifall magyarischer Salons und magyarischen Strassenlärms. » *Alldeutsche Blätter*, 1897, p. 222.

(2) « Diese (die Rumänen) werden das Schicksal Ungarns bestimmen. Dass ausser den 2,601, 188 Rumänen in Ungarn auch im Königreich Rumänien 4,610,000 (neben 890,800 anderen) wohnen und zusammen mit diesen ein geschlossenes Sprachgebiet von mehr als 7,211,000 Rumänen bilden, die der Gesamtheit der Magyaren an Zahl gleich sind, darf doch nie aus den Augen gelassen werden. » E. H. *Alldeutsche Blätter*, 1894, p. 67.

Le langage est transparent. C'est donc bien en rattachant plus tard la Transylvanie à la Roumanie que les Pangermanistes songent à amener les Magyars à un degré suffisant d'impuissance pour permettre de relier entre eux ces îlots allemands où, jusqu'au moment décisif, on aura soin d'entretenir une influence.

Ces projets et ces actes peuvent à bon droit alarmer les Magyars dont le patriotisme est chatouilleux au point que leur administration des postes renvoie souvent en Allemagne, sans les distribuer, les lettres qui portent par exemple le nom de ville de Klausenbourg en allemand au lieu de celui de Kolozvar en magyar.

§ 6. — Il n'est donc pas étonnant que les idées des Magyars sur les Allemands soient en train d'évoluer. Il y a encore quatre années, le danger slave était le seul qu'ils eussent à envisager et leurs intérêts politiques et économiques cadraient encore absolument avec ceux de l'empire allemand; la propagande prussophile en Cisleithanie et en Hongrie vient de tout modifier. On constate en effet à Pesth l'éclosion de sentiments nouveaux. La triple alliance n'est plus intangible. Il y a seulement deux ans, un député hongrois aurait été honni s'il l'eût attaquée; M. Ugron a pu critiquer violemment (fin décembre 1899), devant la délégation hongroise, la politique germanophile du comte Goluchowski. Loin d'en être blâmé, il a reçu de côtés divers les plus sérieux encouragements. Le *Magyar Hirlap* déclara que l'idée antiallemande développée par M. Ugron méritait d'être prise en considération par le gouvernement. L'officieux *Budapesti Hirlap* renchérit : « La Hongrie n'est pas disposée à rendre éternellement et gratuitement service au gouvernement allemand et au marché financier de Berlin... » Enfin M. F. Kossuth, qui, le 3 janvier 1900, voulut protester contre le discours de M. Ugron en faisant l'apologie de la Triplice, eut une presse détestable. Non seule-

ment ses paroles furent jugées inopportunes, mais on ajouta qu'en parlant ainsi, il avait prouvé qu'il n'était pas un homme d'État. Depuis lors, son rival plus heureux, M. Ugron, poursuit avec succès sa campagne contre l'alliance avec l'Allemagne qu'il accuse « d'être la conspiration des souverains contre les peuples ». Ces sentiments si nouveaux sont-ils vraiment la conséquence de la propagande prussophile? Les mesures qu'on prend à Pesth pour la réprimer ne permettent guère d'en douter. Le ministre de la justice hongrois prépare en effet un projet de loi où il est dit expressément : « Celui qui, sans la permission du gouvernement hongrois, demande à une société ou à des personnes étrangères, ou accepte d'elles une aide matérielle pour des églises ou des écoles, sera passible d'un mois de prison et d'une amende de deux cents florins. »

De toute évidence, cette mesure est dirigée contre le *Gustav-Adolf-Verein* et certainement les Magyars n'auront pas plus de ménagements envers les autres entreprises pangermanistes.

Ces indices établissent, tout au moins, que les sentiments prussophiles sont en baisse à Buda-Pesth. On peut même se demander si la vieille haine latente des Magyars pour les Allemands n'est pas en train de renaître. Déjà on chante plus souvent en Hongrie la chanson dont le refrain commence par ces mots : « L'Allemand est une canaille (1). »

La contre-partie naturelle de l'hostilité contre les Allemands est une moindre antipathie à l'égard des Slaves cisleithans. Les deux sentiments sont si naturellement et si étroitement solidaires que, peu après le début de la campagne pangermaniste, les Magyars, sentant son danger, esquissaient déjà un mouvement de rapprochement avec les Slaves. Le 12 septembre 1897, cinq mois après les ordonnances du comte Badeni, le député magyar Nikolas Barth écrivait dans

(1) « Der Deutsche ist ein Hundsfott. »

le *Magyar Orszag* : « Les peuples ont leurs usages, leurs frontières, leurs traditions, leurs organes. Dès qu'ils le peuvent, ils se développent. On le constate aujourd'hui en Autriche, où l'idée du fédéralisme a peu à peu progressé. *Le fédéralisme est la conséquence de la force des choses et constitue la meilleure solution*.

« Ce qui arrive en Autriche est le résultat de la cause à l'effet. *La domination allemande décroît chaque jour, parce que depuis longtemps elle est artificielle*. Les peuples la remplacent en raison de la force historique qu'ils ont en eux. »

De telles idées, si différentes des anciennes, ont été favorisées par l'affaiblissement très notable des sentiments d'hostilité contre la Russie qu'on constate à Buda-Pesth. Assurément, au commencement, comme les vieilles préventions sont toujours difficiles et longues à déraciner, les partisans de l'entente avec les Slaves cisleithans n'ont formé parmi les Magyars qu'un groupe peu nombreux, mais il s'est renforcé constamment et a recruté des personnalités influentes, telles que M. Lang, vice-président du Parlement hongrois. Les idées nouvelles ont ainsi rapidement progressé. Le mois de décembre 1899 a marqué une étape décisive.

Dans le même article où les *Budapesti Hirlap* approuvaient M. Ugron d'avoir pris à partie la triple alliance, on ajoutait : « ... Les Tchèques ne tendent pas à autre chose qu'à assurer la réalisation du droit d'État de la Bohême; il consiste en somme à lui donner dans la Monarchie une place semblable à celle de la Hongrie. S'opposer aux efforts des Tchèques ou les éluder ne serait ni juste, ni intelligent, ni politique. Ce ne serait pas juste, parce que la Bohême a précisément les mêmes droits que la Hongrie à une indépendance d'État. Comme la Hongrie, en toute indépendance, elle a élu roi Ferdinand I[er] et choisi les Habsbourg pour dynastie; comme la Hongrie, elle a réussi un certain temps à conserver son indépendance à l'égard du pouvoir central.

Elle ne fut moins heureuse que plus tard. Alors que la Hongrie a reconquis lentement sa liberté, la Bohême n'y est pas encore parvenue. Si elle réussit maintenant à atteindre la situation que la Hongrie, plus heureuse, a déjà, pourquoi en prendrions-nous ombrage? *Non seulement, nous ne devons pas nous opposer aux efforts des Tchèques, mais nous devons au contraire les favoriser.* Si nous y faisons obstacle, il peut arriver deux choses : d'abord le maintien de la situation présente, qui non seulement peut nuire à l'union existant entre l'Autriche et la Hongrie, mais encore amoindrir la situation de l'État austro-hongrois en tant que grande puissance; ou bien la fin de la situation actuelle par un retour à l'absolutisme, les nationalités autrichiennes étant trop fortes et leur opposition trop absolue pour que la vie constitutionnelle ou parlementaire soit possible. Mais, pratiquer l'absolutisme en Autriche, c'est préparer une explosion épouvantable dont les effets pourraient bien être de remettre la Hongrie au point où elle était en 1848 et de tourner contre les Magyars non seulement la force du roi, mais encore celle des autres États. *S'opposer à l'accomplissement des vœux naturels des Tchèques, c'est donc ménager un état de choses dont il ne sortira rien de bon pour la Hongrie.* Puisse l'opinion publique hongroise bien réfléchir à quels résultats elle peut aboutir, si elle persiste à protéger l'hégémonie allemande! Alors elle prendra parti pour les Tchèques. »

Cet article, que jamais on n'aurait cru voir paraître dans un journal de Pesth, est d'une grande importance. Il est la preuve matérielle des tendances conciliatrices des Magyars. Il montre qu'à Pesth les gens perspicaces se rendent parfaitement compte qu'il faut choisir entre l'établissement du « fédéralisme » en Cisleithanie ou accepter la mainmise de l'empire allemand sur l'Autriche. Il y a ainsi deux systèmes à suivre. L'ancien aboutit à déchaîner le « germanisme » dans des conditions détestables pour la

Hongrie, le second comporte une entente raisonnée avec les Slaves cisleithans.

Pour quelle politique se décideront les Magyars? Évidemment pour celle qui leur semblera offrir le moins de risques.

S'ils favorisent les projets allemands sur Trieste, ils donneront au gouvernement prussien, maître de la Confédération qui depuis tant de siècles réalise ses annexions par voie de soudures territoriales, l'irrésistible tentation de joindre les nouvelles possessions allemandes à cette partie de la Bosnie et de l'Herzégovine qui formerait alors la part de l'Autriche. *Pour cela, il faudrait couper les Hongrois de la mer* (1).

M. Ch. Loiseau n'hésite pas à dire ce que dans cette occurrence pourraient faire les Magyars : « Les Hongrois sont un peuple à la fois trop judicieux et trop énergique, ils attachent notamment trop de prix à la possession d'un littoral et à celle de la ville de Fiume, pour admettre un seul instant l'hypothèse où la frontière territoriale du royaume de saint Étienne serait rejetée par delà la Save — ce qui serait exactement le cas considéré. — Celui-là seul qui ne connaît ni leur tempérament, ni leurs traditions, ni leurs intérêts pourrait leur prêter en cette matière désintéressement ou « libéralisme », ou même supposer qu'ils hésiteraient à mettre en œuvre les moyens les plus radicaux pour parer à cette éventualité (2). »

Ce moyen radical est en somme d'un emploi fort simple. Il consiste, pour les Magyars, à permettre l'établissement du « fédéralisme » en Cisleithanie.

Jadis l'entente ne pouvait pas se faire. Aujourd'hui elle est possible. Les Magyars savent bien qu'au fond le Panslavisme politique n'existe pas chez les Slaves cisleithans et que les Tchèques ont montré assez de sens pratique pour

(1) Voir la carte « l'Autriche vraie ».
(2) Ch. Loiseau, *le Balkan Slave*, p. 252. Perrin. Paris, 1898.

qu'on puisse conclure avec eux l'accord solide, commandé par l'intérêt le plus certain de la Transleithanie. C'est à cette solution qu'on se décidera à Pesth, le jour où on y sera convaincu de l'entière vérité des paroles du député jeune-tchèque, Dr G. Eim : « Les Magyars ne doivent pas se dissimuler que le jour où le drapeau des Hohenzollern flottera de Prague à Trieste, leur état et leur nationalité s'effondreront aussi sous le poids de la suzeraineté de l'Allemagne (1). »

Si, maintenant, l'on considère les courants d'opinion, dont les intérêts matériels sont la base en Hongrie aussi bien qu'en Autriche, il s'en dégage une nouvelle confirmation de la tendance générale des peuples de François-Joseph à réprouver la doctrine pangermaniste et à réaliser le « fédéralisme » en Cisleithanie.

(1) *Vie contemporaine*, mars 1892.

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT PANGERMANISTE DANS L'EMPIRE ALLEMAND

I. L'opinion publique. — § 1. Comment on l'a travaillée : les Sociétés. L'*Alldeutscher Verband* pose la question d'Autriche devant les Allemands de l'empire. L'*Odin-Verein*. Le *Gustav-Adolf-Verein*. L'*Evangelischer Bund*. L'*Allgemeiner Deutscher Sprachverein*. L'*Allgemeiner Schulverein*. Quelques autres sociétés pangermanistes. La presse : journaux, revues, agences télégraphiques. Les personnalités influentes : le groupe pangermaniste au Reichstag. Les pasteurs évangélistes. M. von Stolberg-Wernigerode. Mgr Kopp. Mommsen. Le colonel de Bernhardi. Le général von der Goltz. Vue d'ensemble de l'organisation pangermaniste. — § 2. Les résultats de la propagande : les professeurs, la jeunesse et la Grande-Allemagne. Progression rapide des idées pangermanistes. La folie pangermaniste. État actuel de l'opinion.

II. Le gouvernement de Berlin. — § 1. Facilités accordées à la campagne pangermaniste : la bienveillance des autorités. Les événements de Chine déterminent momentanément une nouvelle tactique. Faits indiquant le retour aux premières tendances. — § 2. Propagation officielle de l'idée de la Grande-Allemagne : le Manuel de Géographie de MM. Brust et Berdrow. — § 3. Le consul allemand à Prague : carrière et succès. — § 4. Guillaume II et la Pangermanie : indices révélateurs et paroles à retenir. — § 5. La question d'argent : qui a fourni les subsides nécessaires à la campagne pangermaniste? — § 6. Les nouvelles mesures militaires : armement, fortifications, loi militaire du 25 mars 1899. Signification générale. — § 7. La politique extérieure de Guillaume II : à l'égard de l'Autriche, de l'Angleterre, de la France et de la Russie. Tendances de l'ensemble. — § 8. Le nouveau chancelier de l'empire allemand : M. de Bülow, disciple de Bismarck.

Le soutien qu'ils ont trouvé chez les Allemands de l'empire a seul permis aux Pangermanistes d'obtenir en Cisleithanie des résultats aussi importants.

Par la force même des choses, les Germains les plus enclins à se laisser séduire par l'idée de la Grande-Allemagne, de l'*Alldeutschland*, devaient être les sujets de Guillaume II. En se passionnant pour la conception nouvelle, ils ont déterminé un courant d'opinion, indispensable à connaître pour l'intelligence complète du mouvement pangermaniste.

L'attitude observée par le gouvernement de Berlin à l'égard des manifestations pangermanistes, faites sur le sol soumis à son action, n'offre pas moins d'intérêt : elle permet de discerner, avec de très grandes chances d'exactitude, la politique que semble vouloir suivre Guillaume II vis-à-vis de l'Autriche.

I

L'OPINION PUBLIQUE

L'état présent de l'opinion publique allemande n'est pas le résultat spontané d'une évolution naturelle, mais d'une propagande exécutée en Allemagne en même temps qu'en Autriche par des procédés analogues, avec cette différence toutefois que la portée en est autrement grave. Pour se persuader qu'on se trouve bien en présence d'agissements voulus, le mieux est d'étudier dans ses éléments principaux et saisissables l'organisation pangermaniste, sans craindre d'entrer parfois dans les détails.

§ 1. — Les Pangermanistes ont su mettre au service de leur propagande les merveilleuses facultés d'association des Allemands.

Ils disposent maintenant de groupements puissants, coordonnés entre eux et dont chacun remplit une tâche déterminée. Le plus influent de tous est incontestablement l'*All-*

deutscher Verband (l'Union pangermanique) (1). Au chapitre II, j'ai exposé sa constitution, son programme et son action générale; dans le chapitre III, j'ai montré ses agissements en Autriche; je vais maintenant établir comment cette active société a réussi à poser la question d'Autriche devant le public de l'empire allemand.

Comprenant que l'esprit national facilite leur action, le Dr Hasse et ses amis s'ingénient à exalter par tous les moyens la grandeur de leur pays et sa puissance militaire. « L'Union pangermanique, pénétrée de la haute valeur qu'on doit attribuer à l'art introduit dans les intérieurs comme moyen d'éducation nationale, a résolu d'éditer les gravures artistiques inspirées par un profond sentiment patriotique et qui, reproductions excellentes des œuvres des grands maîtres, peuvent servir à la décoration (2). »

Le même sentiment a déterminé « un groupe d'hommes profondément nationaux, amis éprouvés de la jeunesse, à se réunir dans le but d'accroître son éducation nationale et d'influer sur la formation des générations qui grandissent...

« Ce qui est grand et noble, ce qui est bon et vrai, ce qui est allemand au meilleur sens du mot, doit s'emparer du cœur de nos enfants. Il faut qu'ils s'enthousiasment pour la

(1) L'*Alldeutscher Verband*, Berlin, W. 35, Lützowstrasse. Je rappelle que l'action de l'Union s'étend au monde entier. En dehors des groupes locaux qui couvrent d'un réseau serré toute l'Europe, elle a établi des centres pangermanistes en Amérique : à Assomption, Coban, Concepcion, Espirito-Santo, La Paz, Lima, Managua, Montévideo, San Francisco, Vera-Cruz; en Afrique : à Port-Élisabeth, Johannesburg, au Caire; en Asie : à Bangkok, Kaïfa, Hong-kong, Jaffa; en Océanie : à Batavia, Jaluit, Melbourne, etc.

(2) « Durchdrungen von der Erkenntniss des hohen Werthes, welcher der Kunst im Hause auch als nationales Erziehungsmittel innewohnen kann, hat sich der Alldeustche Verband zur Herausgabe dieser Kunstblätter entschlossen, welche ein tiefes, vaterländisches Gefühl offenbaren und als Werke erster Meister, in vorzügleicher Weise vervielfältigt, jedem Raume zum Schmucke gereichen werden. » *Alldeutsches Werbe-und Merk-Büchlein*, p. 29. Lehmann, Munich, 1899.

grandeur du passé et pour les promesses de l'avenir. Le sentiment du devoir doit les dominer (1). »

Dans ce but, toute une bibliothèque a été créée. Parmi les titres des ouvrages qui la composent on trouve au hasard : *Un héros brandebourgeois à la côte des esclaves, Le cœur allemand, Le paradis germanique, Le lion des Flandres, Les grands héros du peuple allemand, Aux jours de la détresse allemande, La prise de Strasbourg,* etc. (2).

Afin d'augmenter le nombre et d'élever la qualité des volumes de cette bibliothèque, l'Union pangermanique a ouvert des concours d'ouvrages patriotiques pour les enfants ; comme stimulant, elle distribue à leurs auteurs des prix de deux mille, quinze cents et douze cents marks.

Ces petits moyens montrent la profondeur de vue du comité directeur de l'Union; les sentiments hostiles contre l'Autriche qu'il a su créer en Allemagne en établissent sa puissance.

On se souvient comment les ordonnances du comte Badeni (avril 1897) ont été le prétexte de l'intervention du D[r] Hasse en Cisleithanie. Aussitôt, l'Union pangermanique convia les Autrichiens à venir protester contre les ordonnances sur le sol de l'empire allemand. La première de ces réunions eut lieu à Dresde le 9 mai 1897. L'Union, qui n'était pas

(1) « Eine Reihe national gesinnter Männer und bewährter Jugendfreunde hat sich zusammengeschlossen, um auf de Vertiefung nationaler Erziehung und Bildung unserer heranwachsenden Jugend einzuwirken...

« Was gross und edel, was gut und wahr, was deutsch im besten Sinne ist, soll die Herzen unserer Kinder erfassen, sie für das Grosse in Vergangenheit und Zukunft begeistern, und das Pflichtgefühl in ihnen wachrütteln, ihr ganzes Sein für die Sache des Vaterlandes einzusetzen in Selbstzucht und tapferer Stählung an Geist und Körper. » Julius Lohmeyer's Vaterländische Jugendbücherei. Lehmann, Munich, Heustrasse 20.

(2) Quatre ou cinq éditeurs ont en Allemagne le monopole de la « littérature » pangermaniste. Le plus important est Lehmann, de Munich, qui fait lui-même partie du comité directeur de l'*Alldeutscher Verband.*

Il a publié notamment *le Démembrement de l'Autriche et sa reconstitution,* plaquette condamnée par six tribunaux différents de Cisleithanie et dont j'ai donné plus haut l'analyse.

encore certaine des suites qu'aurait sa démarche, n'y était représentée qu'officieusement, mais MM. Zimmermann, Lotze et Förster, députés au Reichstag, assistaient au meeting. Le rédacteur autrichien Welker y déclara : « La question des langues en Bohême intéresse tous les peuples de langue allemande, car le peuple allemand n'est point borné par les poteaux-frontières noir, blanc et rouge (1). »

L'assemblée s'associa à ces paroles en votant à l'unanimité une déclaration « dénonçant les ordonnances sur les langues en Bohême comme une humiliation de tout le peuple allemand, invitant tous les Allemands à s'opposer aux convoitises slaves par tous les moyens... et engageant les compatriotes autrichiens à lutter sans aucune considération ».

Pour bien accentuer le caractère de la réunion on envoya, avant de se séparer, des télégrammes d'honneur au roi de Saxe, à l'empereur allemand et au prince de Bismarck.

Encouragée par ce premier succès, l'Union pangermanique profita de sa troisième assemblée générale pour organiser à Leipzig, le 10 juin 1897, une manifestation plus importante encore. Cette fois, les députés au Parlement autrichien MM. Wolf, de Vienne; Dr Funke, de Leitmeritz, et le Dr Schücker, d'Eger, vinrent en personne, accompagnés de délégués qui prétendaient représenter toutes les régions de l'Autriche allemande. Le résultat fut un appel pressant adressé par l'Union pangermanique à tous les Allemands du continent : « Nous faisons nôtres, disait ce document, les victoires et les défaites des Allemands d'Autriche-Hongrie. Nous nous engageons solennellement à faire tous nos efforts pour obtenir que le combat soutenu courageusement par nos compatriotes en Autriche, pour leur bon droit, s'étende de plus en plus et voie s'accroître ses partisans et

(1) « Das ist eine gemeinschaftliche Angelegenheit aller Völker deutscher Zünge. Das deutsche Volk ist nicht begrenzt durch die schwarzweissrothen Pfähle. »

ses moyens d'action; il faut que cette lutte devienne un sujet de préoccupation pour le peuple allemand tout entier (1). »

La police de l'empire, d'ordinaire si soupçonneuse, laissa faire; mais le gouvernement de Vienne témoigna son mécontentement, en faisant saisir à la frontière le numéro des *Alldeutsche Blätter* du 27 juin 1897, chargé de répandre en Autriche l'« appel ». L'Union pangermanique répondit à cette mesure par une nouvelle démonstration à Leipzig, le jour anniversaire de Sedan. Son succès fut encore plus marqué que celui des précédentes. Les autorités allemandes continuaient à ne mettre aucun obstacle. L'Union pangermanique se vit le champ libre. Elle annonça une nouvelle réunion à Berlin pour le 12 novembre 1897. Les députes autrichiens MM. Prade, Funke et Wolf avaient promis leur concours, mais le gouvernement de l'empereur Guillaume, voyant qu'il allait être cette fois trop ouvertement compromis, interdit l'assemblée. Cette mesure fit une énorme publicité à l'Union pangermanique et lui amena de nouveaux adhérents. L'audace de ses chefs s'accrut, au point que le 15 décembre 1897, son président, le Dr Hasse, n'hésitait pas à demander au Reichstag de voter une motion en faveur des Allemands d'Autriche.

« Il s'agit, dit-il, du combat entre les peuples, de la lutte des Allemands contre les Tchèques et les Polonais. J'estime que notre droit et notre devoir — je fais ici solennellement usage de ce droit et j'espère parler en communion d'idées avec les majorités de tous les partis de cette

(1) « Die Siege und die Niderlagen des Deutschtums in Oesterreich-Ungarn sind auch die unsrigen und wir versprechen feierlich, nach Kräften dahin zu wirken, dass der von unseren Volksgenossen in Oesterreich für ihr gutes, völkisches Recht mutvoll geführte Kampf in immer weiteren Kreisen Verständnis, Teilnahme und Untertützung finde und so zu einer Angelegenheit des gesamten deutschen Volkes werde.

« Im Auftrage des Alldeutschen Verbandstages.

« Die Hauptleitung,

« Dr Hasse. »

chambre — est de dire publiquement dans le Parlement et en dehors du Parlement que nos sympathies sont acquises aux Allemands d'Autriche. Jusqu'en 1866, ils ont appartenu à un État fédéré avec le nôtre. Ils n'ont pas cessé de rappeler notre parenté commune. Ils savent qu'ils sont nos compatriotes, et en luttant pour leur existence nationale ils combattent aussi pour l'avenir de notre peuple (1). »

Naturellement, le Reichstag se refusa, à une forte majorité, à la démonstration inconvenante qu'on lui demandait; mais le seul fait qu'une semblable question ait pu se poser devant une assemblée parlementaire étrangère à l'Autriche est déjà grave en lui-même. Cet échec n'affecta aucunement le comité de l'Union, qui accentua même sa propagande. Le 11 juillet 1898 son secrétaire, le D[r] Lehr, venait sur le territoire autrichien, à Eger, prononcer un discours enflammé en l'honneur du prince de Bismarck; le 9 septembre 1898, la quatrième assemblée générale de l'Union avait lieu à Munich, sous la protection bienveillante des autorités bavaroises, et deux jours plus tard elle recevait par dépêche, en réponse aux félicitations du D[r] Hasse, les encouragements du prince régent de Bavière (2).

(1) « Es handelt sich um die Kämpfe der Völker unter einander um die Kämpfe des deutschen Volksthums gegen die Angriffe des czechischen und polnischen Volks. Und da, meine ich, ist es unser Recht und unsere Pflicht — und ich mache vom diesem Rechte an dieser Stelle feierlich Gebrauch und hoffe im Einverständniss mit der Merheit aller Parteien dieses hohen Hauses zu sprechen, wenn ich sage, dass wir innerhalb und ausserhalb dieses Hauses es öffentlich aussprechen müssen, dass in diesem Völkerkampfe unsere, des deutschens Volkes, Sympathien denen gehören, die bis zum Jahre 1866 mit uns zu einem Bundesstaat gehörten und die noch heute nicht aufgehört haben, unsere Blutsverwandten, unsere Volksgenossen zu sein, und die im Kämpfe um das Fortbestehen ihres Volksthums auch für die Zukunft unseres Volkes kämpfen. » V. *Berichte über die Verhandlungen des Reichstags.* Séance du 15 décembre 1897, dixième législature, cinquième session, premier volume, p. 261.

(2) Texte allemand du télégramme du prince régent de Bavière : Oberstdorf, den 11 September 1898. Seine Kgl. Hoheit der Prinz Regent entbietet den Teilnehmern am Alldeutschen Verbandstage in München für die Allerhöchst demselben dargebrachte telegraphische Huldigung Ihren besten Dank

Ces manifestations affectées n'ont pas nui à une action plus discrète, mais bien autrement dangereuse. Depuis son entrée en ligne, l'Union a établi dans toutes les régions de l'Autriche des « hommes de confiance (1) », chargés de la tenir au courant des moindres incidents de la vie politique du pays et d'organiser la propagande autour d'eux.

En voici une liste, d'ailleurs fort incomplète. On ne saurait s'en étonner. Ces « hommes de confiance » sont des agents secrets, ce qui est très nettement établi par les quelques lignes dont l'Union pangermanique fait précéder la liste de ses groupes locaux et de ses représentants.

« Pour des raisons faciles à concevoir, nous avons omis de publier les noms de nos hommes de confiance en Autriche-Hongrie. Nous leur transmettrons volontiers les communications intimes de ceux que nous jugerons y avoir intérêt (2). »

Quoi qu'il en soit, parmi ceux qu'on peut connaître, il faut citer :

Vienne............	M. Anton Schalk, docteur en droit, Wienstrasse, 28.
Mödling, près Vienne.	M. Paul Theune, ingénieur.
Budweis...........	M. Jos. Taschek, négociant.
Oberleutensdorf.....	M. Jos. Biester.
Prague.............	M. Jos. Wagner, commerçant.
Reichenberg........	M. Franz Vogel, commerçant.
Treibnitz...........	M. le Dr Jos. Titta.
Villach.............	M. Tschebull, notaire.
Laybach...........	M. J. Binder, professeur.

und hoffen, dass dieselben nach ernster Arbeit recht frohe Stunden in der bayrischen Landeshauptstadt verleben werden. Im allerhöchsten Auftrage, gez. Oberst von Wiedemann, K. Flügeladjudant.

(1) L'Union pangermanique a également un homme de confiance à Paris : M. Fritz Weber, 15, rue des Petites-Écuries.

(2) « Aus naheliegenden Gründen haben wir uns es unterlassen, die Namen unserer Vertrauensmänner in Oesterrich-Ungarn zu veröffentlichen. Zuverlässigen Interessenten werden wir gern vertrauliche Mittheilungen machen. » V. *Alldeutsches Werbe-und Merk-Büchlein*, p. 13. Lehmann, Munich, 1899.

Graz.............. M. le D[r] J. Khull, professeur.
M. le D[r] R. v. Planner.
Marbourg.......... M. Franz Schönherr, professeur.

Ces correspondants devoués renseignent exactement l'Union pergermanique et lui permettent d'agir efficacement dans un sens antiautrichien.

En même temps que la vaste organisation de l'*Alldeutscher Verband* fonctionne régulièrement en Autriche et se perfectionne sans cesse, l'Union s'ingénie à tenir dans l'empire allemand l'opinion constamment en éveil sur les affaires d'Autriche. Les réunions récentes de l'Union pangermanique ont montré avec beaucoup d'évidence que c'est bien là le but qu'on poursuit. Le 6 février 1900, dans la réunion organisée à Magdebourg, le D[r] Samassa de Berlin déclara : « L'Allemand de l'empire a le devoir de suivre la lutte des Allemands d'Autriche contre les Slaves avec intérêt et intelligence.

« Si le Prince de Bismarck a toujours été partisan de l'intégrité de l'Autriche, c'est qu'il avait devant lui un État dans lequel la suprématie des Allemands était assurée, et pas du tout un État fédératif comme le veulent les Slaves, qui comporte l'abandon de toute politique bismarckienne basée sur l'unité (1). » Un peu plus tard, les 6, 7 et 8 juin 1900, l'Union pangermanique a tenu à Mayence son assemblée générale annuelle. Le même D[r] Samassa y affirma que le maintien du « Germanisme » en Autriche était une question de vie ou de mort pour le peuple allemand. Après lui, dans un discours fanatique, le député autrichien Wolf reprit les principaux articles du programme de Linz : « L'Autriche

(1) « Jedenfalls hat aber auch der Reichsdeutsche die Pflicht, diesen Kämpfen mit Interesse und Verständniss zu folgen. Denn wenn auch Bismarck stets für die Integrität Oesterreichs eingetreten ist, so hat er doch entschieden dabei einen Staat im Auge gehabt, in dem die Vormacht der Deutschen sichergestellt war, keineswegs aber einen föderalistischen Staatenbund nach dem Sinne der Slaven, der in der unerbittlichen gegenseitigen Bekämpfung die Bethätigung seiner ganzen Politik findet. »

nous est indifférente quand elle agit contre les intérêts des Allemands.

« Nous espérons que le système électoral actuel sera bientôt envoyé au diable. Alors, nous serons vingt-huit ou trente hommes résolus au lieu d'être six ou huit. Nous ne voyons notre salut que dans un État régi selon l'esprit de Bismarck (1). »

L'assemblée approuva avec éclat ces déclarations.

« L'Union pangermanique voit dans la conservation du « germanisme » autrichien une question vitale pour le peuple allemand. Elle souhaite que tous les Allemands d'Autriche réussissent par leur persévérance dans la lutte à acquérir la situation qui leur convient dans l'État. *L'Union exprime, en outre, le désir que des liens plus étroits s'établissent entre l'Autriche et l'empire allemand, ce qui pourrait être réalisé au moyen d'une revision de l'alliance austro-allemande et par l'établissement d'une Union douanière* (2). »

A côté de l'Union pangermanique, un grand nombre d'autres groupements travaillent simultanément et d'accord avec elle. L'*Odin Verein* a un caractère à la fois politique et religieux. Il fut fondé à Munich en 1897. Son programme est le même que celui du Dr Hasse, mais son action se limite à l'Autriche et sa tendance est plus particulièrement protestante. Sa publication hebdomadaire, l'*Odin*, feuille de combat pour le mouvement pangermaniste (3), comme le dit son

(1) « Der Staat ist uns Wurscht, wenn er gegen die Interessen der Deutschen handelt. Hoffentlich holt das jetzige Wahlrecht bald der Teufel, dann ziehen, wir 28 bis 30 Mann statt 6 bis 8 ein. Nur in einem Staate, der im Geiste Bismarck's regiert wird, sehen wir unsere Heil... »

(2) « Der Alldeutsche Verband sieht in der Erhaltung des österreichischen Deutschtums eine Lebensfrage des deutschen Volkes und hofft, dass es den Deutschen Oesterreichs durch standhaftes Ausharren im Kämpfe gelingen werde, die ihnen gebührende Stellung im Staate zu erlangen. Er wünscht unter dieser Voraussetzung einen engeren Anschluss Oesterreichs an das Deutsche Reich durch die Aufnahme des deutschösterreichischen Bündnisses in die Verfassung und durch eine Zollunion. »

(3) ODIN, *Ein Kampfblatt für die alldeutsche Bewegung*. Knorr, Munich.

sous-titre, ainsi que les brochures de propagande (*Flugschriften*) qui sortent de ses presses sont si violentes que le gouvernement autrichien a interdit à sa poste d'en opérer le transport. Cette mesure est restée complètement inefficace. L'*Odin* affirme disposer d'une organisation telle qu'il est en état de faire le service de ses publications, malgré toutes les interdictions officielles (1). L'*Odin* s'adonne, en outre et tout spécialement, à l'édition des cartes postales illustrées dont j'ai déjà signalé le rôle qui consiste surtout à faciliter la tâche des sociétés purement religieuses. Celles-ci ont commencé depuis fort longtemps leur travail.

Le *Gustav-Adolf-Verein,* fondé en 1832 par le marchand W. Schild, à l'occasion de l'érection d'un monument, en l'honneur de Gustave-Adolphe, sur le champ de bataille de Lutzen, est doté d'une organisation remarquable. Son action s'étend, en principe, sur tout le monde évangéliste; mais, par un hasard qui n'est certainement pas fortuit, elle se concentre sur le territoire de la future Pangermanie, et notamment sur l'Autriche. Le rapport du *Verein* pour 1895 établit que l'année précédente 5,900,000 marks ont été répartis entre 623 communes évangélistes de Cisleithanie, dont 150 en Galicie, 163 en Bohême et 91 en Moravie. L'action de ce *Verein* a été conduite avec tant de méthode qu'on évalue ses adhérents en Autriche à 80,000, soit au sixième du total des protestants sujets de François-Joseph. Naturellement, le *Gustav-Adolf-Verein* a prêté un concours très actif au mouvement *Los von Rom*. Son rapport de 1900 constate en effet qu'il a envoyé l'an passé en Autriche 40 théologiens dont la mission est suffisamment mise en évidence par le cas du pasteur Everling.

L'*Evangelischer Bund* est une société de même nature.

(1) « In Oesterreich trotz Postdebit-Entzuges stark verbreitet; Versendung an die österreichischen Bezieher durch entsprechende Massregeln gesichert. » V. la couverture de la brochure intitulée *Deutsches Parteileben in Oesterreich*. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

Son action s'est combinée de même avec celle de l'Union pangermanique. Un rapport publié par le *Reichsbote* le dit formellement (1). A sa dernière assemblée générale, le *Bund* a décidé de consacrer en 1901 une somme de 200,000 marks à la propagande en Autriche. Il convient ici de remarquer que la base du mouvement *Los von Rom* est *exlusivement* en Allemagne. C'est à Berlin, au commencement de 1899, que l'*Evangelischer Bund,* présidé par le conseiller à la cour (*Hofgerichtsrath*) *von Oettingen,* a tenu de véritables conseils de guerre pour organiser la campagne protestante, dresser la liste des pasteurs à envoyer et l'itinéraire à suivre; c'est de Munich que furent expédiés des milliers de cartes postales invitant les catholiques autrichiens à passer au protestantisme; c'est le consistoire de Dresde qui, en mai 1899, fut dans la nécessité de faire revenir les pasteurs saxons, pourvus d'emplois dans les autres États de l'Allemagne, pour remplir la charge des titulaires partis en nombre considérable « propagander » en Autriche; c'est le pasteur Muller, de Munchen-Gladbach, président du consistoire évangélique, qui invita les fidèles à soutenir de leurs deniers la campagne. Une circulaire évangéliste, publiée par la *Grazer Volksblatt* (Journal populaire de Graz), révèle d'ailleurs avec une suffisante clarté l'origine de l'argent employé à la propagande. « Il s'agit, dit ce document, de jeter un pont solide vers la protestante Allemagne (2). » Et, pour rassurer les néophytes qu'on convoite, la circulaire ajoute : « On ne vous demande pas d'argent... Il est pourvu aux moyens nécessaires (3). »

(1) « Abgesandte des Alldeutschen Verbandes und des Evangelischen Bundes bei der Abfassung der Besschlüsse zur Organisation des Uebertrittes zum Protestantismus mithalfen. » Rapport du *Reichsbote,* V. la *Politik* de Prague du 31 janvier 1899.

(2) « ... feste Brücken müssen nach dem protestantischen Deutschland geschlagen werden. »

(3) « Geldopfer werden nicht beansprucht... Für die erforderlichen Mittel ist gesorgt. » V., *Politik*, 17 mars 1899.

Tout, absolument tout, vient de l'empire allemand ; on y a même imprimé les « tracts » évangélistes qui ont été répandus à profusion en Autriche. Le fac-similé ci-joint reproduit la couverture de l'un d'eux, adressé spécialement aux habitants de la région d'Eger, dont on veut flatter ainsi le patriotisme local. Cette brochure est le modèle du genre.

…an lese diese Schrift genau und … deren Inhalt!

Egerländer!

…ere Vorfahren waren protestantisch, werdet darum auch Ihr wieder protestantisch,

das heißt

gut deutsch und gut christlich zugleich!

Leitspruch:
(Aus Schillers „Wallenstein").

Wallenstein (zum Egerer Bürgermeister Pachhelbel):

„Sagt mir an, es sind noch Protestanten in der Stadt? Ja, ja. Ich weiß es. Es verbergen sich noch viele in diesen Mauern — Ja! gesteht's nur frei — Ihr selbst, nicht wahr, seid Protestant? Seid ohne Furcht. Ich hasse die Jesuiten. — Läg's an mir, sie wären längst aus Reiches Grenzen! Ich hab's der Welt bewiesen — in Glogau hab ich selber eine Kirch' den Evangelischen erbauen lassen." —

…in Rückblick auf die Zeit, da Eger zur Gänze protestantisch war und in allen Kirchen protestantischer Gottesdienst abgehalten wurde.

!!Was einstmals war, muß wieder werden!!

Verfaßt von einem treuen Egerländer, der seine schöne Heimat von ganzem Herzen liebt.

Man beachte auch die Rückseite.

!!! Wir machen besonders die Frauen auf den Inhalt dieses Schriftchens aufmerksam. !!!

Druck u. Verlag der Genossenschaftsdruckerei „Germania" in Bremen 1899.

Zur Kenntnis!

Mit dem Uebertritt zum Protestantismus sind keine lästigen Förmlichkeiten verbunden.

Man meldet seinen **Austritt** aus der katholischen Kirche entweder mündlich unter Vorzeigung des Taufscheines (in diesem Falle soll man die Aufnahme eines Protokolles verlangen) oder auch **schriftlich** (in eingeschriebenem Briefe mit Rückschein) der jeweiligen Bezirkshauptmannschaft an. Den **Eintritt** in die protestantische Kirche meldet man dem evangelischen Pfarramte des Wohnortes oder dem, dem Wohnorte zunächst gelegenen evangelischen Pfarramte an. — **Alle diese schriftlichen Eingaben sind stempelfrei.**

Die Bezirkshauptleute dürfen diejenigen, welche ihren Austritt aus der katholischen, deutschfeindlichen Kirche anmelden, keinerlei weiterer Einvernahme unterziehen.

Kinder **unter** 7 Jahren können zugleich mit den Eltern in die protestantische Kirche hinübergenommen werden. — Kinder **über** 7 Jahre können erst nach vollendetem 14. Lebensjahr den Uebertritt vollziehen. — Der **Austritt** aus der katholischen Kirche wolle auch Herrn Abgeordneten Schönerer in Krems a. d. Donau bekannt gegeben werden.

Also nicht gezögert und nicht gezagt! Keine Furcht vor den boshaften Anfeindungen katholischer Hetzpfaffen und christlichsozialer Raderer!

Muthig waren die Egerländer von jeher!

Huttens Wort sei Feldruf: „Ich hab's gewagt!"

„Los von Rom!"

Hört nicht auf das Unglücksgekrächze einiger weniger von undeutschen römischen Priestern und in pfäffischen Nonnenschulen halb verrückt gemachten Weiber. Deutsche Frauen! Deutsche Männer! Bekennet euch zur deutschen protestantischen Volkskirche!

Seid frei und deutsch und damit auch protestantisch!

Sortie des presses de la société « Germania » de Brême, elle s'efforce de démontrer que la cause du « Germanisme » est étroitement liée à celle du protestantisme. La dernière phrase est un pur chef-d'œuvre. « Soyez libres et Allemands et par suite protestants. »

Des incidents fâcheux comme l'arrestation du pasteur Everling (voir page 119) n'arrêtent pas l'ardeur des sociétés évangélistes. Encore maintenant, leurs émissaires sillon-

nent l'Autriche. Certains même s'y sont fixés à demeure (1). L'impunité, qui leur est assurée, les encourage à montrer de plus en plus leurs sentiments prussophiles. Les *Münchener Neueste Nachrichten* ont constaté avec satisfaction que plusieurs pasteurs évangélistes de l'empire allemand assistaient à la conférence que MM. Wolf et Schönerer ont faite en juillet 1900 à Eger et où les comités pangermanistes de Hambourg, de Berlin, de Munich, d'Augsbourg, de Nuremberg, de Darmstadt, de Cassel, de Dresde, de Leipzig ont envoyé des dépêches de félicitations.

Après les sociétés religieuses, vient le groupe des sociétés économiques. Là comme ailleurs, on retrouve à l'origine l'action du Dr Hasse. En 1895, partant toujours des idées soutenues par F. List, il établit tout un plan de voies de communications, propres à faciliter le trafic général allemand. « Il s'agit de réunir une série d'entreprises particulières en un système allemand, » qui constituera plus tard les grandes artères économiques du *Zollverein* de l'Europe centrale qu'il s'agit de fonder (2). »

La même année, le Dr G Zœpfl, dont les idées sont identiques à celles du Dr Hasse et qui très probablement est un de ses amis personnels, démontre que « la question des canaux est étroitement liée à la création d'une Union douanière de l'Europe centrale ou tout au moins à une Union douanière austro-allemande (3) ».

En conséquence, dans une conférence qu'il fit à Berlin le 26 avril 1895, le Dr G. Zœpfl demanda la jonction du Mein, de l'Elbe et de l'Oder au Danube au moyen de ca-

(1) Ex. : Le Révérend Friedrich Kürzenbach est venu de Westphalie s'installer à Braunau.

(2) *Alldeutsche Blätter*, 1895, p. 165.

(3) « ... bemerke hier nur, dass dasselbe im engsten Zusammenhange mit den Bestrebungen für ein mitteleuropäische oder wenigstens deutsch-österreichische Zollunion steht. » Dr Gottfried Zöpfl, *Mittelländische Verkehrsprojekte*, p. 73. Siemenroth, Berlin, 1895.

naux. Après leur achèvement, l'Allemagne disposera de plusieurs routes fluviales vers la mer Noire.

1° La voie mer du Nord — Baltique par le canal Empereur-Guillaume — Stettin — l'Oder et le canal de l'Oder au Danube.

2° La voie Hambourg — Elbe — le canal de l'Elbe au Danube — et le Danube.

3° La voie Brême — le canal du centre — Elbe — le canal de l'Elbe au Danube et le Danube.

4° Le Rhin, le Mein et le Danube (1).

Pour arriver à la réalisation de ces grands travaux, le D[r] Zöpfl conseillait de constituer une fédération de sociétés sur le modèle de l'*Allegemeiner Deutscher Handels-und Gewerbeverein,* qui, de 1819 à 1823, a mené l'agitation d'où est sorti le *Zollverein* allemand (2).

L'idée du D[r] Zöpfl est aujourd'hui une réalité. La fédération des sociétés pour l'exécution des canaux existe; elle comprend trois groupements principaux : l'Union centrale pour l'extension de la navigation allemande sur fleuves et sur canaux, Berlin (3); l'Union pour l'extension de la navigation sur les canaux bavarois, Nuremberg (4); l'Union du Danube, Vienne (5).

Ces trois sociétés agissent de concert. Elles organisent des

(1) *Op. cit.*, p. 71.
(2) *Op. cit.*, p. 75.
(3) « Centralverein für Hebung der deutschen Fluss-und Kanalschiffahrt, » Berlin. Cette société publie la *Zeitschrift für Biennenschiffahrt*, dirigée par le major Hilken.
(4) « Verein für Hebung der Fluss-und Kanalschiffahrt in Bayern. »
(5) « Donauverein, » Vienne. Sur cette question des canaux, consulter : *Der Elbe-Moldau-Donau-Kanal als Transitstrasse des westöstlichen Handels mit besonderer Rücksicht auf die Interessen des reichsdeutschen Elbgebietes und den Handel der Elbeseehäfen Hamburg und Lübeck*, par le D[r] F. Siewert, secrétaire de la chambre de commerce de Lübeck. Siemenroth, Berlin, 1899. — *Die wirthschaftliche Bedeutung des Rhein-Elbe-Kanals; Mit Genehmigung des Herrn Ministers der öffentlichen Arbeiten als Privatarbeit herausgegeben*, par Sympher, Regierungs-und Baurath, 11 cartes, 2 vol. Siemenroth, Berlin.

conférences, comme celle dont j'ai parlé plus haut (1), et déploient la plus grande activité pour préparer la réalisation de la partie économique du programme pangermaniste. Leur action serait-elle d'ailleurs purement commerciale, qu'elle n'en mériterait pas moins de fixer la plus grande attention, car l'exécution des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, en modifiant les conditions générales du transit continental, est destinée à entraîner d'incalculables conséquences.

Comme tous les grands pays, l'empire allemand possède des associations dont le but est de répandre à l'étranger la langue allemande. Il n'y aurait donc rien à en dire si, depuis quelques mois, on ne voyait ces groupements accentuer leur note et faire servir leur organisation à la diffusion des idées pangermanistes. L'*Allgemeiner Deutscher Sprachverein* (Union linguistique générale allemande) (2) est certainement de ce nombre. L'éloge qu'en faisaient les *Alldeutsche Blätter* dès la fin de 1894 ne laisse pas le moindre doute (3). C'est encore le cas de l'*Allgemeiner deutscher Schulverein* (Union générale scolaire allemande) (4), dont les secours en argent pour les écoles allemandes de l'étranger, les jardins pour les enfants, etc., sont toujours régulièrement concentrés sur l'Autriche allemande et particulièrement sur la Bohême, le plus important champ de bataille.

N'est-ce pas cette même société qui, quelques mois plus tard, gagnée par le courant général, lançait cet appel?

« Allemands, soyez sur vos gardes. Les événements bien connus de l'Autriche montrent combien le « Germanisme » y est menacé. A nous, qui voulons jouir des bienfaits d'un empire allemand puissant, une tâche sainte incombe. Nous

(1) Voir p. 179.
(2) Berlin W., Motzstrasse, 78.
(3) « Der Allgemeine Deutsche Sprachverein... ist doch eine echt alldeutsche Vereinigung. » *Alldeutsche Blätter*, 1894, p. 152.
(4) Fondé le 18 août 1881. Berlin W., Wichmannstr., 2 *a*. Le président de cette société est le professeur Brandl.

devons recevoir nos frères d'origine, menacés en Autriche, les protéger de toutes nos forces dans ce combat pour le bien suprême, les mettre en état de résister à une lutte qui, d'année en année, devient plus menaçante et plus dangereuse. Il faut leur donner les moyens de lutter contre l'insolence des Tchèques, de tous ces Slaves d'une civilisation inférieure. Quand la maison du voisin brûle, la vôtre est menacée. Donc debout, Allemands, hommes et femmes, montrez votre fidélité, votre « Germanisme », et coopérez au grand œuvre national! »

Cette coopération prend la forme de subsides que le *Verein* répand fort intelligemment en Autriche-Hongrie. Le rapport lu à Darmstadt, le jour de l'assemblée générale de 1900, constate que cette participation financière a été de 120,000 marks pour l'exercice précédent.

A côté de ces sociétés, on en trouve beaucoup d'autres qui très évidemment sont dévouées aux idées pangermanistes, au moins à un degré quelconque, puisque l'*Alldeutscher Verband* les recommande chaleureusement. Parmi celles-ci il faut noter :

La Société coloniale allemande (1), grand-duc Albrecht de Mecklembourg, président;

L'Union centrale de Géographie commerciale et de défense des intérêts allemands à l'étranger (2);

L'Union navale allemande, prince de Wied, président (3);

L'Union centrale des sociétés navales allemandes à l'étranger (4);

L'Union allemande du Schleswig du Nord (5);

La banque de crédit de Scherrebek (6);

(1) Deutsche Kolonialgesellschaft. Berlin W., Potsdamerstr., 22 *a*.

(2) Centralverein für Handelsgeographie und Förderung deutscher Interessen im Auslande. Berlin SW., Hallesches Ufer, 35. D[r] Jannasch, président

(3) Deutscher Flottenverein. Berlin W., Wilhelmstr, 90.

(4) Haupverband deutscher Flottenvereine im Auslande. Berlin W., Bülowstr., 74.

(5) Deutscher Verein für das nördliche Schleswig.

(6) Creditbank Scherrebek.

L'Union évangélique pour la protection des orphelins de la province de Posen (1);

La Société évangélique de l'orphelinat de Kobissau près Danzig (2);

L'Union évangélique des émigrants allemands (3);

La Société Saint-Raphaël pour la protection des émigrants allemands catholiques (4).

Cette nomenclature est encore très incomplète.

Les manifestations diverses faites par cet ensemble de sociétés n'ont été possibles que parce que la plus grande partie de la presse de l'empire allemand les a encouragées par un accueil enthousiaste.

Il existe maintenant de l'autre côté du Rhin un nombre considérable de journaux qui s'ingénient à renforcer le courant pangermaniste et préconisent ouvertement l'absorption de l'Autriche *sous une forme quelconque*. Parmi les organes particulièrement dévoués à cette politique, on trouve : le *Deutsche Michel* (5), feuille de propagande récemment fondée, d'un bon marché extraordinaire et tout à fait nuance Dr Hasse; la *Hilfe* (l'Aide) (6), revue hebdomadaire, dont le directeur, M. Fr. Naumann, leader des sociaux-nationaux, aime les formes adoucies, prudentes et surtout opportunistes; la *Jugend* de Munich, qui va volontiers jusqu'à une poétique violence. Son chant des Allemands d'Autriche, *Lied der Deutschen Oesterreichs* (7), est tout à fait digne des *Alldeutsche Blätter*. La *Gegenwart* (le Présent), vieille revue, jouissant d'une grande autorité, est si favorable à la *Weltpolitik* qu'on y trouve des articles de ce genre : « Jus-

(1) Evangelischer Verein für Waisenpflege in der Provinz Posen.

(2) Deutsch-Evangel. Waisenhaus in Kobissau b. Danzig.

(3) Evangelischer Haupteverein für deutsche Auswanderer.

(4) St-Raphael-Verein zum Schutze katholisch-deutscher Auswanderer.

(5) Berlin W 57, Göbenstrasse, 6.

(6) Lire en entier la brochure de M. Naumann *Deutschland und Oesterreich*, dont j'ai donné plus haut quelques extraits.

(7) V. le n° 47 de l'année 1897.

qu'à présent, l'Allemagne n'a même pas accompli sa mission la plus immédiate, qui consiste à réunir sous l'aile de l'aigle impériale tous les peuples de race et de langue allemandes. Les temps présents sont extraordinairement favorables à l'obtention de ce but.

« Les Allemands d'Autriche désirent précisément être rattachés à l'empire allemand. Il faut trouver un moyen quelconque de donner une solution satisfaisante à cette grave question qui, non seulement pour les Allemands d'Autriche, mais encore pour l'empire allemand, est une question de vie ou de mort. » (*La tâche européenne de l'Allemagne*) (1).

Voilà pour quelques-unes des revues pangermanistes. Parmi les organes de la presse quotidienne qui développent les mêmes points de vue, on trouve à Berlin : le *Berliner Börsen-Kurier*, le *Berliner Tageblatt*, la *Deutsche Zeitschrift*, la *Tægliche Rundschau*, la *Vossische Zeitung*, la *Deutsche Zeitung* (2). Ce dernier journal est entièrement adonné à l'œuvre pangermaniste. Il est dirigé depuis cinq ans par le D^r Fr. Lange, membre du comité directeur de l'*Alldeutscher Verband*.

Dans la presse provinciale, le Dr Hasse compte également un nombre considérable de partisans et de défenseurs. Les *Münchener Neueste Nachrichten* sont dévouées et les *Leipziger Neueste Nachrichten* sont ardentes. A la fin d'août 1897, elles déclaraient déjà sur un ton de morgue hautaine : « La Cisleithanie subsistera seulement si la langue allemande

(1) « Deutschland hat bis jetzt nicht einmal seine nächste nationale Aufgabe, alle Völker deutscher Abstammung und Sprache unter die Fittiche des Reichsalder zu versammeln, erfüllt. Gerade die Gegenwart ist aber ausserordentlich günstig für die Erreichung dises Zieles. Die Deutschen in Oesterreich sehen sich geradezu nach Anschluss an das Deutsche Reich, und es sollte möglich sein, irgendwie eine befriedliche Lösung dieser schwierigen Frage, die nicht nur für Deutschœsterreicher, sondern ebenso sehr für das Deutsche Reich eine Lebensfrage ist, zu finden. *Die Europäische Angabe Deutschlands*, von Wm. Weber. » *Gegenwart*, n° 20, 20 mai 1899, p. 306.

(2) Berlin, Wilhelmstrasse, 9.

est reconnue comme langue d'État et si l'Autriche entre dans une union douanière et commerciale (*Zollverein und Verkehrverein*) avec l'empire allemand. »

Les résultats déjà si considérables obtenus par la campagne prussophile en Cisleithanie leur paraissent encore insuffisants ; les *Nachrichten* voudraient renforcer le courant d'immigration artificielle. « Il existe un moyen par lequel nous pouvons accroître la force de résistance vraiment héroïque des Allemands. Nous pouvons leur infuser du sang nouveau. Chaque année vingt ou trente mille fils de l'Allemagne quittent leur pays. La plupart vont chercher leur vie au delà du grand océan, où un grand nombre périclite bientôt et disparaît dans les grandes villes des États-Unis, cloaques de tous les mondes. Ne serait-il pas possible de diriger sur l'Autriche ces émigrants perdus jusqu'ici pour le peuple allemand? L'Autriche pourrait parfaitement les recevoir. Elle n'a que 79 habitants par kilomètre carré, alors que l'Allemagne en a 97. Ces colons allemands, pour la plupart paysans, seraient bien reçus de leurs frères allemands dans les régions menacées par les Slaves. Les nouveaux venus travailleraient ainsi à l'œuvre de la civilisation. Le milieu allemand leur fournirait aide et protection. Ils conserveraient alors leur nationalité plus facilement que les autres Allemands qui vont à l'étranger. On obtiendrait finalement un double résultat : le nombre des Allemands s'accroîtrait et la cause du « Germanisme » trouverait de nouveaux défenseurs. »

Je n'ai pas reculé devant la longueur de cette citation parce qu'elle donne une idée de la tranquille impudence des journaux de l'empire allemand à l'égard de l'Autriche ; pour eux c'est un pays conquis qu'il faut traiter *ad majorem Germaniæ gloriam*.

Aucun journaliste allemand de la majorité ne se demande si la cause des Slaves cisleithans est juste ou non. A toutes les tentatives de raisonnement, ils opposent l'argument

inébranlable, croient-ils, de la supériorité de la race. Leur thèse est simple autant que brutale : les Allemands dominent en Autriche depuis des siècles ; ils ont apporté aux Slaves la civilisation ; ce serait en compromettre les bons effets que de permettre à ceux-ci de toucher à l'ordre de choses établi. Jusqu'ici, les Habsbourg ont été les serviteurs du « germanisme ». C'est à eux qu'il appartient de maintenir les Slaves turbulents dans leur situation passée. Si les Habsbourg échouent dans cette mission, ils se condamnent à disparaître, car alors ils travaillent eux-mêmes à la décomposition de l'Autriche et ils la conduisent à un démembrement qui, de toute nécessité, rattachera les provinces allemandes de la Cisleithanie à l'empire allemand.

Cette thèse, unanimement soutenue par la presse de l'Allemagne, *même par les organes qui ne se piquent pas de Pangermanisme,* est celle que les agences télégraphiques de Berlin diffusent à l'étranger. Le mécanisme de l'opération, qui peut paraître très compliqué, est en réalité fort simple.

« Les agences télégraphiques sont plus ou moins les instruments officieux des gouvernements, qui ne se font pas faute de leur faire dire ce qu'ils veulent. En outre, une critique serrée des dépêches a lieu avant que celles-ci soient transmises aux intéressés, et il s'opère ainsi dans l'ombre un travail qui n'a rien de particulièrement édifiant. Telle nouvelle qui présenterait un grand intérêt pour le public est soigneusement éliminée. D'autres sont soumises à un maquillage étrange. En résumé, les journaux ne sont pas mis au courant de ce qui se passe, mais bien de ce qu'il convient aux gouvernements de leur laisser savoir (1). »

Or, à Berlin, c'est surtout le bureau Wolff qui est dans la main du gouvernement. Il lui est d'autant plus facile d'impressionner, comme il l'entend, les lecteurs du monde entier, que presque toutes les agences télégra-

(1) *L'Art de rédiger, d'administrer et d'imprimer un journal*, p. 59. Soullier, Genève, 1900.

phiques, afin de réduire leurs frais, qui sont considérables, échangent entre elles les nouvelles de leurs pays respectifs.

C'est ainsi que les informations sur l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie données aux journaux français par les agences de Paris sont généralement frelatées, alors que cependant la bonne foi et la loyauté de ces agences restent entières. Il y a là très certainement le résultat d'une lacune grave dans l'organisation générale de la presse. Je n'ai pas à chercher ici les moyens de la combler. Il me suffit de la constater et d'en tenir compte.

Ce qui précède établit que, dans tout l'empire allemand, un nombre considérable de sociétés et de journaux prépare les esprits à admettre la réalisation du projet de la Grande-Allemagne. Leur action a été singulièrement facilitée par les encouragements que leur ont prodigués avec ostentation des personnalités d'une notoriété plus ou moins grande. Comme il est impossible de citer tous les Pangermanistes de marque, je rappellerai seulement quelques noms pris parmi les classes influentes de la société.

Tout comme le Reichsrath de Vienne, le Reichstag de Berlin a son groupe de députés pangermanistes. « Le professeur Hasse, le D[r] Lehr, M. Liebermann, le comte d'Arnim, s'attachent à sauver les Autrichiens, » dit l'un des publicistes de l'*Odin Verein* (1).

Sauver les Autrichiens, on se doute bien que cet euphémisme veut dire : préparer l'extension de l'empire aux dépens de l'Autriche. C'est ce qu'explique fort clairement, dans une de ses poésies, M. Liebermann, déjà cité :

Dieu allemand, laisse arriver
Ce que ton peuple implore.
Sois présent dans l'avenir
A la lutte des peuples.

(1) *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 10. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

Reste fidèlement uni à la Pangermanie,
Là où flottera notre bannière,
Depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique (1).

Ces invocations et ces agissements compromettants n'empêchent pas des personnages haut placés d'assumer avec le Dr Hasse la responsabilité du développement de *Alldeutscher Verband*. Ainsi, l'an dernier, le comte de Stolberg-Vernigerode, ancien premier président de la Prusse orientale et membre du Reichstag, est devenu l'un de ses directeurs. Ce sont là, on l'avouera, des adhésions propres à entraîner celles de simples bourgeois et de commerçants. Des pasteurs fort connus n'ont pas hésité à donner l'appui le plus absolu et le plus ostensible à la campagne. Le pasteur Luthardt, doyen des théologiens de Leipzig, a conseillé d'inonder l'Autriche de brochures protestantes et pangermanistes. Le pasteur Witte, de Berlin, ajouta que si la censure interdisait l'introduction de ces *tracts*, on saurait bien trouver le moyen de leur faire passer la frontière en contrebande. Le 28 octobre 1900, le conseiller du consistoire supérieur de Dresde, Dr Tibelius, vint à Krammel, près d'Aussig, inaugurer la première église évangéliste fondée grâce au mouvement prusso-protestant.

Le cardinal Kopp, dont les relations personnelles avec l'empereur Guillaume sont bien connues, s'est attaché à montrer que les catholiques pangermanistes ne le cèdent en rien aux protestants. Abusant des pouvoirs spirituels que les traités de 1815 ont laissés au prince-évêque de Breslau sur la Silésie autrichienne, il a fondé (avril 1899) un nouveau séminaire dans le but avoué de former un clergé prussophile pour remplacer celui des séminaires

(1) Deutscher Gott, o lass gelingen,
Was dein Volk von dir erfleht :
In der Zukunft Völker-Ringen
Steh, wo unser Banner weht,
Treu geeint Alldeutschland da
Von dem Belt zur Adria.

actuels, dévoué à l'Autriche. Trois mois plus tard, il intervint plus audacieusement encore en essayant, d'ailleurs sans succès cette fois, de faire nommer au siège archiépiscopal de Prague le baron de Grimmenstein, d'origine prussienne.

Mommsen, un autre ami personnel de Guillaume II et qui, en écrivant l'histoire romaine, a trouvé l'occasion de faire une apologie de la race germanique, a adressé à la *Neue Freie Presse* (31 octobre 1897) une lettre contre les Slaves d'Autriche, qui a eu un immense retentissement. On y lisait : « Croyez-m'en, de même que les Allemands d'Autriche regardent vers l'Allemagne, de même les Allemands de l'empire regardent vers l'Autriche (1). » « Un homme de la situation de M. Th. Mommsen qui s'immiscerait aussi audacieusement dans la politique d'un gouvernement allié, et qui le ferait en termes d'une pareille grossièreté, serait chez nous, disait M. Alphonse Humbert, député de Paris, immédiatement hué par la presse tout entière. La lettre de M. Th. Mommsen est accueillie par toute la presse allemande avec un véritable enthousiasme. Les plus grands journaux de Berlin lui consacrent des leaders sympathiques et beaucoup ne craignent pas d'agrémenter les éloges qu'ils en font d'injures et de menaces contre la monarchie autrichienne. »

Depuis ce succès, Mommsen n'a faitqu'accentuer sa note menaçante. En 1900, la municipalité pangermaniste d'Eger envoya à l'historien un exemplaire du catalogue des ar-

(1) Cette lettre, où Mommsen préconisait l'emploi de la violence à l'égard des Tchèques, lui a valu une juste réplique du professeur Balcer, de l'Université polonaise de Leopol. Elle contenait ce passage : « Allons, monsieur, en qualifiant les Slaves d'apôtres de la barbarie prêts à anéantir dans l'abîme de la sauvagerie la culture allemande, vous avez parlé comme un Allemand imbu des idées chauvinistes du Pangermanisme ! Vous avez poussé un cri d'horreur et de douleur à la vue de la suprématie qui s'échappait des mains allemandes en Autriche ; mais vous n'avez pas parlé en tout cas en historien, à la façon d'un Schiller ou d'un Rancke ! Des paroles comme les vôtres eussent été au-dessous de la dignité de ces hommes de science éminents. »

chives de la ville. Mommsen remercia dans une lettre où il dit : « Puisse votre pays se sauver, grâce à ses fidèles qualités allemandes, à la faveur des troubles actuels (1). »

Les officiers, qui reflètent le mieux l'esprit du monde militaire, parlent avec une netteté plus grande encore. Le colonel de Bernhardi, ancien chef d'état-major du 16e corps, actuellement attaché au grand état-major, honoré des faveurs particulières de Guillaume II, a donné, dans une conférence sur les éléments de la guerre moderne, à la société militaire de Berlin, « la véritable formule des ambitions allemandes (2) » : « Nous reconnaîtrons que l'empire allemand nouvellement formé n'a pas encore atteint la limite de l'extension possible de sa puissance. Son unification, sa renaissance, lui ont imposé de nouveaux et impérieux devoirs que, jusqu'ici, la Prusse avait dû remplir à elle seule. *Nous reconnaîtrons que sa mission historique n'est pas encore terminée, puisque cette mission consiste à former le noyau autour duquel viendront se grouper tous les éléments dispersés de la race allemande, à étendre sa sphère d'influence pour la mettre en harmonie avec ses limites politiques, à donner et à assurer au « Germanisme » la place qui doit lui revenir sur tout le globe...*

« Pour lui assurer cette place, nous devons avoir le courage de nous engager dans des voies nouvelles, où le flambeau de l'expérience ne viendra pas nous éclairer, *où, en apparence tout au moins, il nous faudra la plus grande audace.* »

Le général von der Goltz, ancien chef de la maison militaire allemande en Turquie, aujourd'hui grand favori de l'empereur Guillaume, soutient identiquement la même

(1) « Möge Ihr Heimatland in seiner treuen deutschen Eigenart sich durch die gegenwärtigen Stürme durchretten ? » Ihr ergebenster MOMMSEN. Chalottenburg, 7 August, 1900.

(2) Ernest JUDET. V. *le Petit Journal* des 23 et 24 août 1900. On y trouvera de longs extraits de cette remarquable conférence.

thèse : « Travailler sans relâche à perfectionner de plus en plus notre armée et notre organisation militaire nationales, sera encore pour nous la suprême sagesse politique. L'accroissement de notre force morale, de cette puissance qui décide de tout à la guerre, doit marcher de front avec nos progrès matériels ; nous disons accroissement et non maintien, car « les forces morales ne restent jamais à un même niveau ; elles décroissent dès qu'elles cessent de croître ».

« Il est donc nécessaire, avant tout, de nous convaincre nous-mêmes et de convaincre la génération dont nous avons à faire l'éducation que le moment du repos n'est pas venu, *que la prédiction d'une lutte suprême, ayant pour enjeu l'existence et la grandeur de l'Allemagne, n'est nullement une vaine chimère issue de l'ambition de quelques fous ambitieux*, que cette lutte suprême éclatera un jour, inévitable, terrible et grave comme toute lutte de nations, appelée à servir de prélude à de grandes révolutions politiques. Ce sentiment doit nous amener à tout faire, par l'exemple, par la parole, par la plume, pour affermir dans nos cœurs et dans ceux de nos enfants notre inébranlable fidélité à l'Empereur, notre amour passionné de la patrie, notre esprit de sacrifice et d'abnégation. Dans ces conditions, la victoire finale, dans la lutte future, ne manquera pas d'appartenir encore à l'armée allemande, qui doit être et demeurer la nation allemande armée (1). »

Les paroles ou les actes des députés de l'*Alldeutscher Verband* au Reichstag, de Mgr Kopp, de Mommsen, du colonel de Bernhardi, du général von der Goltz, ne procèdent-ils pas d'une même volonté : préparer l'extension, *sous une forme quelconque*, des frontières de l'empire en Europe même? Il semble bien que la réponse ne puisse être négative.

Cette revue des principaux moyens de l'action panger-

(1) Baron COLMAR VON DER GOLTZ, *la Nation armée*, p. 530. Traduit par H. MONET, capitaine d'infanterie. Westhausser, Paris, 1891.

maniste, quoique fort incomplète, permet de considérer maintenant dans son ensemble l'instrument de la propagande en Allemagne. Alors seulement on en comprend toute l'importance.

La solidarité, l'action concertée et concordante de presque tous les groupements pangermanistes, est certaine. Les délégations que la plupart d'entre eux ont envoyées à Mayence en juin 1900, à l'assemblée générale de l'*Alldeutscher Verband*, l'établissent matériellement. On y trouvait en effet les représentants d'un grand nombre de sociétés allemandes, notamment de l'Union des étudiants allemands, de la Société nationale des employés de commerce, de l'Union générale linguistique allemande, de l'Union scolaire, de l'Union évangélique, de l'Union des Sociétés navales, de l'Union de la Wartburg, de l'*Ostmarkverein*, de l'Odin, de l'Union du Nord du Schleswig, etc. (1). Il est donc indéniable que le D[r] Hasse et ses amis sont arrivés à réaliser cette force d'organisation (*Macht der Organisation*) qu'ils rêvaient de créer il y a si peu d'années encore.

Quand on songe à l'action qu'a eue jadis le *Tugendbund* et aux procédés relativement rudimentaires avec lesquels M. de Bismarck est parvenu, entre 1866 et 1870, à convaincre les Allemands de la nécessité de reprendre l'Alsace-Lorraine, alors seulement on comprend qu'un ensemble de sociétés politiques, religieuses, économiques, ayant leurs publications, leurs journaux, leurs revues servant des idées communes et obéissant à une impulsion unique, peut exercer une puissance formidable sur le peuple allemand, qui, plus que tout autre, est un peuple enseigné.

§ 2. — Les résultats que cette organisation remarquable

(1) « ... der Verein deutscher Studenten, der deutsch-nationale Handlungsgehülfen Verband, Allgemeiner deutscher Sprachverein, Schulverein, Evangelischer Bund, Flottenverein, Wartburgbund, Ostmarkverein, Odin und deutscher Verein Nord-Schleswig. »

a obtenus dans l'empire allemand constituent à la fois une preuve nouvelle de sa force et un avertissement précieux pour ceux qui songent à l'avenir.

Dès sa création, l'Union pangermanique a trouvé des adhérents particulièrement dévoués dans les élèves des écoles supérieures. Au début de 1897, une délégation d'étudiants de l'empire alla à Vienne encourager les camarades autrichiens et leur dire : « Nous n'oublierons jamais la Marche de l'Est, pas plus que nous n'avons oublié Strasbourg. L'avenir le montrera (1). » En raison de cet état d'esprit, les ordonnances du comte Badeni soulevèrent des protestations particulièrement violentes chez les étudiants de l'empire.

La corporation de Leipzig convoqua tous les condisciples, tous les frères allemands de l'empire et du dehors de l'empire (*Kommilitonen, Deutsche Stammesbrüder in und ausser dem Reiche*) à une réunion pangermaniste (*Alldeutsche Tagung*), à un grand banquet pangermaniste (*Grosser Alldeutscher Kommers*) dont on devine l'objet (2). Au lieu de chercher à arrêter le mouvement, les professeurs firent tout ce qu'il fallait pour l'accentuer. Lorsque la presse de l'empire attaqua les Slaves d'Autriche et sollicita les manifestations en faveur des Allemands de Cisleithanie, les professeurs (3) ordinaires des Universités d'Allemagne, sur l'initiative de l'Université de Heidelberg, firent une manifestation qui mérite d'être particulièrement retenue. 816 sur 1,100 (soit les trois quarts) envoyèrent, dans l'été de 1897, une adresse aux professeurs de l'Université allemande de Prague pour les engager à lutter vigoureusement contre les Tchèques. On sait combien est considérable en Allema-

(1) « Wir werden die Ostmark nie vergessen, so wenig wie wir Strassburg vergessen haben; die Zukunft wird's lehren. » Vienne, janvier 1897.

(2) Cet appel, fait au nom de l'*Ausschuss studentischer Korporationen Leipzigs*, était signé de Karl Müller, étudiant en droit. Schletterstrasse, 14, I.

(3) On compte plus de trente professeurs dans le comité de l'Union pangermanique.

gne l'influence des professeurs d'université. On conçoit donc que leur manifestation ait achevé de passionner leurs élèves pour les idées pangermanistes. Il en est de même dans un grand nombre de collèges, où ont été fondés des *Jugendbunde,* pareils à ceux que le député Wolf a établis en Autriche.

Cet embrigadement méthodique de la jeunesse est un fait capital dont l'importance est très grande pour l'avenir. L'Union pangermanique utilise merveilleusement ces forces jeunes et ardentes.« Laissons pendant deux semestres, conseille-t-elle aux parents, nos étudiants de l'empire s'imprégner à l'Université allemande de Graz de l'idéalisme renouvelé d'une population allemande, luttant pour sa liberté nationale (1). » Cette invitation a été entendue. Graz abrite maintenant un grand nombre de jeunes sujets de l'empereur Guillaume, mais c'est surtout à Prague (2) que les étudiants de l'empire se réunissent et se montrent d'une combattivité particulière.

La capitale tchèque possède deux Universités : l'Université tchèque, autorisée par François-Joseph en 1882, est en progrès constants ; l'Université allemande, au contraire, se soutient si difficilement qu'il aurait été question de la supprimer si la campagne pangermaniste n'avait amené les inscriptions en chiffre suffisant des étudiants de l'empire.

Dans une lettre aux *Akademische Blätter* de Berlin, l'un d'eux expose, sans réserves, la raison de cet exode : « Nous allons à Prague, dit-il, parce que si, sur les bancs de son Université, on nous donne des cartes où les frontières politiques et nationales sont mal dessinées, la tache qu'y font

(1) « Lassen wir unsere reichsdeutschen Studenten ein paar Semester sich auf der deutschen Universität Graz erfüllen von dem frischen Idealismus einer um ihr Volkstum kämpfenden deutschen Bürgerschaft. » *Alldeutsche Blätter*, 1898, p. 165.

(2) La population de Prague, y compris les faubourgs, se compose de 264,000 Tchèques et de 40,000 Allemands, dont 21,000 Israélites. Recensement de 1890.

les Tchèques sur la place de Bohême nous produit le même effet que jadis au jeune Bismarck les couleurs françaises flottant sur Strasbourg... En proclamant la nécessité pour la Prusse de maintenir libre la route de Kœnigsberg à Breslau, Bismarck a vu juste. Aujourd'hui, la nation allemande a peut-être un intérêt plus décisif encore à maintenir libre la route de Breslau à Vienne. Prague est le centre économique du pays et commande la Bohême. Aucune autre ville de la région allemande ne peut le remplacer. Aussi, laisser tomber son Université serait mettre le dernier clou au cercueil du « Germanisme » (1). »

Les Allemands de Prague, estimant très haut la valeur du renfort que leur apportent ces étudiants, les favorisent de tout leur pouvoir. Une série de circonstances a livré aux Allemands l'administration de la Caisse d'épargne du royaume de Bohême. Ils en abusent souvent pour soutenir leur politique, et l'on assure qu'au début de 1899 ils auraient prélevé trois cent mille florins sur les fonds de cette institution, pour installer leurs amis étudiants dans le « Grand Hôtel », situé près du parc de la ville. Une fois en possession de ce quartier général, les étudiants allemands se sont cru tout permis; ils ont manifesté leurs sentiments prussophiles avec tant de violence que, comme je l'ai dit plus haut, le statthalter de Prague a été contraint de dissoudre leur association la *Teutonia*. Cette mesure, il est vrai, est restée inefficace, si bien qu'en novembre dernier, dans ce même « Grand Hôtel », une nouvelle assemblée d'étudiants de l'empire et d'Autriche a eu lieu. Le délégué, sujet de l'empereur Guillaume, M. Baumann, de Leipzig, assura « que le but final des Allemands de l'empire était le même que celui des Allemands d'Autriche (2) ».

Les faits de même nature sont très nombreux. Si l'on

(1) *Politik*, n.° 43, 1899.

(2) « ... dass die Endziele der reichsdeutschen Studentenschaft dieselben seien, wie die der osterreichischen. »

veut donc voir les choses comme elles sont, il faut considérer la grande majorité des étudiants de l'empire allemand comme des partisans très zélés de la Pangermanie. D'ailleurs, sous l'influence des brochures, des manifestations faites par des personnalités connues ou des collectivités influentes, sous l'action de considérations économiques, politiques, sentimentales ou militaires, toutes les classes de la société allemande se laissent gagner en grande partie par les théories remises en honneur et modernisées par le Dr Hasse.

Sans doute, tous les Allemands ne sont pas encore entrés dans cette voie périlleuse. Après les premières attaques de l'Union pangermanique contre l'Autriche, un grand nombre de journaux de l'empire ont protesté fort honnêtement contre cette immixtion (*Einmischung*) dans les affaires d'un État étranger. La *Kölnische Volkszeitung* a été l'un des plus constants dans la réprobation. « Tout homme intelligent comprend, disait-elle en janvier 1900 que depuis 1866, les choses se sont modifiées en Autriche, de telle façon que l'ancienne prépondérance du « germanisme » dans l'empire des Habsbourg, formé de nationalités enchevêtrées, ne peut se maintenir sans violenter les autres nationalités et notamment les Slaves. Assurément, chaque peuple a le droit et le devoir de défendre énergiquement sa nationalité, mais il doit reconnaître le même droit aux autres et le leur laisser exercer. Cela est particulièrement nécessaire en Autriche, où des nationalités si diverses se trouvent réunies dans un même État. Elles doivent se respecter et se supporter réciproquement. L'exercice illimité des intérêts d'une de ces nationalités est incompatible avec la conception même de l'État autrichien. Les Allemands doivent se dire : « Personne n'a le droit d'opprimer notre nationalité, mais nous n'avons pas nous-mêmes le droit de comprimer le « slavisme » artificiellement et violemment. » Il faut donc chercher le compromis nécessaire sur la base de la justice.

A côté des journaux, il est aussi des personnalités qui, avec beaucoup de résolution, ont tenté d'arrêter un courant qu'ils jugeaient dangereux pour leur pays. A la fin d'août 1897, le parti allemand du Droit (*Deutsche Rechtspartei*) a tenu, à Francfort-sur-le-Mein, son quatrième congrès. C'était le moment où la presse de l'empire n'avait pas assez d'injures pour les Slaves d'Autriche. Le baron von Schele de Hanovre crut devoir s'élever contre des attaques qu'il trouvait injustifiées : « Les Allemands *libéraux* de Bohême, que je connais par moi-même et non par ouï-dire, considèrent les Tchèques comme une nation méprisable. Ils ne craignent pas de les outrager publiquement de la plus grossière façon, en employant des expressions que je ne saurais reproduire ici (1). » Pour sanctionner ces paroles, le comte Bernstorff de Mecklembourg, président du congrès, proposa la motion suivante : « Le parti du Droit salue comme un progrès considérable la connaissance plus complète de la dangereuse situation des Allemands en Autriche, mais il regrette que l'attitude d'une fraction de ces Allemands augmente encore les dangers de la situation.

« Le parti allemand du Droit proteste particulièrement contre les efforts faits non seulement en Autriche, mais aussi en Allemagne spécialement par l'*Alldeutscher Verband — l'Union pangermanique, — dans le but facile à discerner de terminer l'œuvre injuste de* 1866 *par l'annexion à l'empire des terres allemandes de l'Autriche* (2). »

(1) « Die liberalen Deutschböhmen, dass weiss ich nicht etwa aus Schriften, sondern aus eigener Kenntniss, betrachten die Cechen als eine minderwerthige Nation und scheuen sich nicht, in der gröbsten Art und Weise mit Ausdrücken, wie ich sie hier vor diesem Kreise nicht wiederholen möchte, die cechische Nation als solche zu beschimpfen, und zwar öffentlich... »

(2) « Die deutsche Rechtspartei muss es als einen bedeutungsvollen Fortschrift begrüssen, dass neuerdings die Erkenntniss von der gefährdeten Lage der Deutschen in Oesterreich zugenommen hat... Sie beklagt aber, dass

De telles protestations font trop d'honneur au bon sens et à la bonne foi de ceux qui les ont faites, pour ne pas mériter d'être signalées; c'est rendre aussi un hommage à la vérité et au courage tout particulier qu'elles dénotent chez leurs auteurs. Malheureusement, on est bien forcé de constater qu'elles ont été très rares; les organes qui, comme la *Süddeutsche Reichskorrespondenz*, continuent à accuser l'Union pangermanique de « provoquer un mouvement irrédentiste chez les Allemands d'Autriche » restent parfaitement impuissants à arrêter le courant.

L'accroissement du nombre des partisans de la Grande-Allemagne est si sensible parmi les sujets de Guillaume II, qu'un des collaborateurs de l'*Odin*, malgré le caractère insatiable de ses exigences, le constate : « L'existence de journaux, comme la *Tægliche Rundschau,* les *Münchener Neueste Nachrichten,* la *Deutsche Zeitung,* de Berlin, les *Alldeutsche Blätter*, l'*Odin* et quelques autres, démontre tout au moins que le nombre de ceux qui se réveillent va en augmentant (1). » Un autre journal d'outre-Rhin, qui juge les choses avec plus de calme, se déclare satisfait : « On reconnaît peu à peu en Allemagne que la propre défense (*Selbstverteidigung*) des Allemands d'Autriche intéresse au premier chef les Allemands de l'empire, garantit d'une ruine complète l'alliance austro-allemande et oppose une digue puissante au progrès du « slavisme » qui nous menacerait

ein grosser Theil derselben in nationaler Ueberhebung diese gefährdete Stellung noch erschwert... Insbesondere legt die deutsche Rechtspartei Verwahrung ein gegen Bestrebungen, welche jetzt schon, nicht nur in Oesterreich, sondern auch im Reiche, hauptsächlich in Kreisen des alldeutschen Verbandes, mit der erkennbaren Absicht hervortreten, das Unrecht des Jahres 1866 durch Annexion der deutschen Länder Oesterreichs an einen deutschen Einheitsstaat zu vollenden. »

(1) « Nun, das Bestehen solcher Zeitungen wie der Täglichen Runschau, der Münchener Neuesten Nachrichten, der Deutschen Zeitung in Berlin, der Alldeutschen Blätter, des Odins und mancher anderer, beweist wenigstens, dass die Zahl der Erwachenden im Zunehmen ist. » *Die Deutsche Politik der Zukunft,* p. 10. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

plus tard. Non seulement ce changement d'appréciation se manifeste dans la presse de toutes nuances et fixe l'attention sur les événements de la monarchie des Habsbourg, qu'on voudrait changer en un État fédéral slavo-magyar, mais encore les sociétés pangermanistes, jadis languissantes, prennent un nouvel et rapide essor. »

La progression du chiffre des adhérents de l'Union pangermanique en est comme l'enregistrement mathématique. L'Union comptait :

En septembre	1894...	5.600	membres et	27	groupes locaux.
décembre	1894...	5.742	—	33	—
décembre	1895...	7.715	—	46	—
septembre	1896...	9.046	—	62	—
janvier	1897...	9.443	—	66	—
avril	1897...	10.217	—	75	—
décembre	1897...	12.974	—	95	—
janvier	1898...	13.240	—	98	—
avril	1898...	15.401	—	113	—
novembre	1898...	16.409	—	121	—
décembre	1898...	17.004	—	129	—
février	1899...	18.083	—	140	—
juillet	1899...	19.851	—	168	—
avril	1900...	21.361	—	185	—

Si, au lieu d'envisager une seule société, on considère l'opinion en général, il existe un autre procédé de marquer les phases de son adhésion au Pangermanisme.

En 1892, paraissent quelques brochures isolées. Elles sont anonymes, énigmatiques et même vagues. Cependant, le public leur fait bon accueil. Les publicistes comprennent que les désirs d'extension ne demandent qu'à être encouragés. Ils s'enhardissent. Des noms connus contresignent les théories nouvelles. Le succès se dessine. Une foule d'ouvrages, brochures ou volumes, précisent les idées pangermanistes. Paul de Lagarde est remis en honneur. Les plaquettes les plus extravagantes trouvent des édi-

teurs (1). Les « Feuilles pangermaniques » de l'*Alldeutscher Verband* voient augmenter rapidement leurs abonnés. Déjà en 1895, l'idée de la Grande-Allemagne est suffisamment admise pour qu'on puisse parler de sa réalisation éventuelle avec infiniment plus de vraisemblance qu'avant 1870 on ne pouvait le faire de la conquête de l'Alsace-Lorraine.

L'incident des ordonnances sur les langues du comte Badeni survient; l'Union pangermanique le grossit volontairement. En moins de deux ans, l'idée de l'extension en Autriche réalise des progrès si frappants, que les grandes maisons d'éditions scientifiques, comme celle de Justus Perthes, n'hésitent plus à la préconiser. En 1897, Paul Langhans publie son Atlas colonial, où la note pangermaniste apparaît déjà (2). Deux ans plus tard, il l'accentue fortement dans sa carte : « Les Allemands et les Tchèques dans le nord de la Bohême (3). » On y trouve une abondance d'indications offrant toutes les apparences de l'impartialité scientifique; un détail toutefois révèle les préoccupations de l'auteur.

Un des « cartons » qui accompagnent la grande carte a pour titre : « L'obstacle transversal tchèque entre les marches allemandes de l'est (4); » titre significatif, s'il en fût, et qui exprime bien l'intensité de la colère que détermine chez les Allemands l'existence de la Bohême slave.

Enfin, partout dans l'empire, la poussée d'opinion devient plus intense; le géographe Paul Langhans n'hésite plus à signer « l'Atlas pangermaniste » (5).

L'échelonnement de ces diverses publications permet donc de constater qu'une sorte d'entraînement réciproque s'est établi entre le public et les écrivains. Les publicistes

(1) V. plus loin, p. 232, l'analyse de *Germania triumphans*.
(2) P. LANGHANS, *Kolonial Atlas*. Justus Perthes, Gotha, 1897.
(3) « Deutsche und Tchechen in Nordböhmen, » P. LANGHANS, 1899.
(4) « Der tchechische Querriegel zwischen den Deutschen Ostmarken. »
(5) *Alldeutscher Atlas*, von Paul LANGHANS. Justus Perthes, Gotha, 1900.

pangermanistes surexcitent les sujets de Guillaume II; ceux-ci fortifient leurs ambitions, les précisent et provoquent les auteurs à de nouvelles hardiesses. Il en est résulté une exaltation progressive de l'opinion allemande. On peut en constater maintenant les résultats. Les plus modérés disent : « Nous croyons à la haute destinée du peuple allemand. Nous croyons aussi à celle de notre empereur (1). » Quant aux fanatiques, ils applaudissent avec frénésie aux paroles de M. Schönerer qui, au delà de la frontière, déclare : « Nous ne sommes pas seulement des hommes, nous sommes davantage parce que nous sommes Germains, parce que nous sommes Allemands (2). »

On ne répète pas constamment à un peuple qu'il est supérieur à tous les autres, dans tous les ordres et sous toutes les formes, sans que son orgueil — et cela est très humain — n'en soit profondément surexcité. Si des exagérations de cette nature peuvent, à certains points de vue, être une cause de force, elles n'en déterminent pas moins un sérieux recul à d'autres égards. L'injustice notoire dont les Allemands font preuve envers les Slaves d'Autriche les rend durs et impitoyables. Ils vont même jusqu'à considérer le « boycottage » économique comme un moyen de « protéger » le « germanisme ». Ne les voit-on pas maintenant se refuser à boire la bière de Pilsen (3) quand on ne leur certifie pas qu'elle sort d'une brasserie allemande ?

Les incidents les plus futiles traduisent leur hostilité haineuse contre les Tchèques. Une société danoise de joueurs

(1) « Wir glauben an den hohen Beruf des deutschen Volkes, wir glauben auch an den hohen Beruf unseres Kaisers. » Carl CONRADT, *Zur Heimkehr des Kaisers*, p. 49. D. Reimer, Berlin, 1898.

(2) « Wir sind nicht nur Menschen, wir sind mehr, weil wir Germanen, weil wir Deutsche sind. » SCHÖNERER, *Discours de Graz*. Cité par la *Politik* du 7 mars 1900.

(3) Pilsen, ville de Bohême, est un centre de fabrication de bière. Il y existe un grand nombre de brasseries : les unes sont tchèques et les autres allemandes. Les *Alldeutsche Blätter* donnent la liste de ces dernières. V. année 1897, p. 200.

de *foot-ball* de Copenhague vient concourir à Berlin. Par malheur, avant d'arriver dans la capitale de l'empire, elle a passé à Prague, où Tchèques et Danois ont fraternisé. A Berlin, les Danois trouvent sur le quai de la gare d'Anhalt les délégués de la société berlinoise de *foot-ball* « *Germania* » avec laquelle ils doivent se mesurer. Le visage de ceux-ci est glacial. L'un d'eux se détache du groupe de ses camarades et demande un entretien au chef de la délégation danoise, Andersen. Une conférence commence. Quatre Berlinois et deux Danois y prennent part. Au bout de deux heures, pour en finir, les Danois donnent une explication qui peut passer pour une excuse de leur réception par les Tchèques. Aussitôt, les nuages se dissipent et on leur fait bon accueil.

Ces exemples pourraient être multipliés à l'infini. Le fâcheux état d'esprit qu'ils dénotent résulte au fond d'une cause unique : la *Weltpolitik*. La grande préoccupation d'en assurer le succès domine à ce point qu'en 1900 on a vu certains chefs de corps recommander aux réservistes qui venaient de terminer leur période d'exercer leur influence autour d'eux pour appuyer la politique de l'empereur. Or, la *Weltpolitik* impliquant une tendance perpétuelle vers la suprématie, il en résulte une tension d'esprit qui, par sa constance même, détermine visiblement chez beaucoup d'Allemands un véritable ébranlement nerveux. « Quiconque a suivi, même d'une manière superficielle, le mouvement pangermaniste est effrayé du grand nombre de gens qu'en Allemagne le développement extraordinaire de la prospérité du pays a frappés de la folie des grandeurs (1). »

Les brochures les plus insensées sont éditées, lues et même discutées gravement par des journaux sérieux qui

(1) *Journal de Colmar*, 16 août 1900. Cet organe, dirigé par le député protestataire au Reichstag Wetterlé, est remarquable par sa modération. Pour qu'il parle en ces termes du mouvement pangermaniste, il faut qu'il soit dix fois convaincu de sa gravité.

assurent leur succès. Celles que j'ai déjà citées sont relativement raisonnables auprès de « *Germania triumphans,* considérations sur les événements universels de 1900 à 1915, par un partisan de la Pangermanie (1) ». Elle a trouvé un accueil particulièrement favorable. En donner une analyse me semble de nature à faire comprendre plus complètement l'état de l'opinion allemande.

Dans la préface, l'auteur juge nécessaires quelques précautions oratoires. « On jugera invraisemblables, dit-il, les événements que nous allons raconter; mais l'idéal étant la force principale des nations, on ne saurait leur assigner un but trop élevé. Quand bien même le peuple allemand s'arrêterait à moitié du chemin qu'on lui trace, nous n'en aurions pas moins rempli notre tâche.

« Au début du vingtième siècle, la concurrence allemande est devenue si dangereuse qu'en Angleterre le libre-échange a perdu un nombre considérable de partisans. Alors, la fédération des territoires britanniques a pu être réalisée. Ceux-ci forment un immense territoire économique protégé contre le commerce étranger. De toutes les puissances continentales, l'Allemagne souffre le plus de cet état de choses. La situation devient bientôt intolérable. Un prétexte s'offre d'en sortir. En 1902, le Sultan propose à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie de former avec la Turquie une union douanière. Cette demande porte ombrage à la Russie, qui fait appel à la France. Dans ce pays, l'opinion est partagée; les uns voient avec satisfaction l'occasion longtemps attendue d'une guerre avec l'Allemagne; les autres estiment qu'il vaut mieux s'entendre avec le gouvernement de Berlin. Cette division de l'opinion française est la conséquence de l'amélioration des rapports franco-allemands. Ils sont devenus si amicaux que l'empereur Guillaume, répondant à

(1) *Germania triumphans, Rückblick auf die weltgeschichtlichen Ereignisse der Jahre* 1900-1915, *von einem Grösstdeutschen.* Hayn, Berlin, 1895.

l'invitation du gouvernement français, est venu visiter l'Exposition de 1900 (1). Peu après, il a même proposé à la France une entente complète sur le terrain colonial et la formation d'une union douanière. Malgré ces dispositions conciliantes, aucun ministre français n'a osé affronter l'opinion et conclure le traité. Les négociations traînent jusqu'au début de 1903; finalement, la Russie déclare la guerre et entraîne la France avec elle. Celle-ci remporte quelques succès dans la haute Italie, mais dans l'est la victoire se range du côté des Allemands et Paris est menacé d'un nouveau bombardement. La paix est conclue, mais, dans l'intérêt de sa politique, l'Allemagne ne demande rien à la France, se contente du *statu quo ante* et renouvelle même sa proposition d'alliance. Les Français, convaincus cette fois de l'impossibilité de reconquérir l'Alsace-Lorraine, sont gagnés par cette conduite.

« Libre à l'ouest, l'empereur allemand se retourne avec toutes ses forces contre la Russie. Ses armées marchent à la fois sur Moscou et sur Pétersbourg; la flotte allemande bloque les côtes de la Baltique et du golfe de Finlande; l'armée autrichienne opère dans la région de Kiev et les Turcs prennent le Caucase à revers. Sous cette triple attaque, la Russie accablée demande la paix, qui est signée à Saint-Pétersbourg. L'Allemagne, comme principal vainqueur, demande et reçoit la part du lion (2) (*sic*). Elle acquiert les provinces de la Baltique, la Pologne, la Volynie, la Podolie et la Crimée; la Turquie reçoit toute la région entre la mer Noire et la Caspienne; l'Autriche obtient la Bessarabie et contraint les États des Balkans, auxquels l'on impose des princes allemands, à former avec elle un État fédéral. La langue allemande est proclamée langue officielle de l'Autriche, où des moyens variés

(1) Écrit en 1895.
(2) « Deutschland verlangte und erhielt als der Hauptsieger den Löwenanteil der Beute. » *Op. cit.*, p. 10.

assurent l'inébranlable suprématie du « Germanisme ».

« Bientôt après la paix de Saint-Pétersbourg, l'Autriche, la Turquie et la France envoient des délégués à Berlin pour élaborer la constitution d'un vaste *Zollverein*. On reconnaît l'impossibilité de supprimer complètement les lignes douanières et on adopte deux tarifs. L'un, très réduit, est réservé aux États confédérés; l'autre, prohibitif, s'applique aux produits des États extérieurs au *Zollverein*. Un Parlement douanier institué à Berlin permet le fonctionnement de cet organisme économique; mais la répartition des voix entre les différents États assure à l'Allemagne la suprématie.

« Son commerce, favorisé par de grands travaux et surtout par le prolongement des chemins de fer d'Anatolie jusqu'au golfe persique, prend une extension considérable. L'agriculture allemande redevient florissante et suffit, grâce aux nouveaux territoires, à tous les besoins de la population. Une période de paix commence. Le gouvernement de Berlin opère une série de réformes sociales et organise méthodiquement la colonisation allemande en Europe même. En dépit de cette situation privilégiée, les affaires sont toujours difficiles avec l'Amérique. La diplomatie allemande parvient à convaincre les gouvernements français et italien de la nécessité d'intervenir et, en 1912, les flottes des trois puissances commencent les hostilités sur les côtes américaines. Les difficultés sont nombreuses, mais, finalement, les troupes de l'Union sont défaites et la paix est signée à Mexico. Les alliés reçoivent une indemnité de guerre considérable; l'Allemagne acquiert le Mexique et le Guatémala; la France, les États de l'Amérique centrale. Ces acquisitions suscitent dans les premiers mois de 1913 les protestations de l'Angleterre. Les alliés lui déclarent la guerre. L'empereur allemand est nommé chef suprême des flottes combinées. On affame d'abord la Grande-Bretagne. Enfin les troupes continentales peuvent débarquer; une grande bataille, dirigée par l'empereur Guillaume en per-

sonne, ouvre la route de Londres, où les alliés entrent triomphalement. Un traité accroît encore le résultat des conquêtes. L'Allemagne prend une forte partie des colonies anglaises de l'Afrique et la France reçoit une série de territoires, très propres d'ailleurs à lui créer partout d'immenses difficultés.

« L'Angleterre brisée, l'Allemagne apparaît enfin comme la puissance universelle (*Deutschland als Weltmacht*). Directement ou indirectement, le monde entier lui est soumis; la tâche suprême est accomplie, et, à la fin de 1915, le premier Reichstag de la « Pangermanie » se réunit à Berlin, où tous les princes allemands des États confédérés célèbrent le 500[e] anniversaire de la domination des Hohenzollern sur le Brandebourg. »

On a voulu voir dans M. H. de Treitschke l'auteur de cette affabulation extraordinaire; mais comment admettre que ce grave historien ait refait, avec moins d'excuse, le rêve de Pyrrhus? Quoi qu'il en soit, le succès de *Germania triumphans* a été considérable. On se l'explique mieux après avoir lu le chant pangermaniste que le D[r] Alexandre Tille, longtemps professeur allemand à l'Université de Glasgow et fort connu, n'a pas craint de composer :

Celui qui descend de parents allemands
Et parle notre langue,
Celui dont le cœur bat à l'unisson du nôtre,
Nous ne l'abandonnons pas non plus.
Que l'Autriche, la Suisse ou les rives de la Frise
Soient son pays, peu nous importe !
Tendez les mains de ce côté, voisins des pays haut-allemands,
Vers le nouvel empire allemand !
Debout ! qu'un son allemand résonne bientôt
Depuis l'embouchure du Rhin
Jusqu'à la Moravie et depuis le *Waskenwald*
Jusqu'à la mer Adriatique (1).

(1) Wer da von deutschen Eltern stammt
Und unsre Sprache spricht,
Wem deutsch mit uns das Herz entflammt,
Den lassen wir auch nicht.

Quand tout ce qui se sent allemand
Sera réuni en un seul empire,
Quand une seule couronne brillera
Dans le monde germanique,
Alors l'aigle impérial prendra son vol de la côte,
Son aile frappera l'air à grand bruit,
Et ce bruit voudra dire : Pangermanie de la mer à la terre,
Pangermanie de la terre à la mer (1) !

Le « type » du Pangermaniste se dévoile complètement dans ces vers. Bismarck est son Dieu, la force sa doctrine et la conquête à la prussienne son constant espoir. Il s'indigne contre ceux des Allemands qui considèrent comme permises les seules guerres défensives (2). Le *Journal de Colmar* a donné une description fort heureuse de ce dangereux personnage. « Le Pangermaniste ne traduit pas les mots de l'hymne national : *Deutschland über alles,* comme la raison l'exige, par : « J'aime l'Allemagne, ma patrie, par« dessus toutes choses, » mais il les prend au sens le plus large : « L'Allemagne doit dominer effectivement le monde « tout entier. » Il n'y a qu'un peuple, qu'une civilisation, qu'un coutumier, qu'une langue, qu'un droit national. En dehors de l'Allemagne, il n'y a que des races inférieures,

Ob Oestreich, Schweiz, ob Friesland Strand
Ihm Heimat, gilt uns gleich.
Die Hand her, grossdeutsch Nachbarland
Am neuen Deutschen Reich !
Auf! dass Ein Deutschklang töne bald
Von Rheines Mündung her
Bis Mähren und vom Waskenwald
Zum adriatischen Meer!

(1) Wenn alles, was da deutsch sich hält,
Zu einem Reich sich eint,
Wenn ob der ganzen deutschen Welt
Nur eine Krone scheint.
Da fliegt der Kaiseraar vom Strand,
Da rauscht sein Fittich schwer :
« Alldeutschland ! » brausts vom Meer zum Land,
« Alldeutsch ! » vom Land zum Meer !

(2) V. *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 4. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich. 1900.

des êtres de valeur moindre, des usages barbares, des idiomes qui doivent disparaître, des peuples auxquels on ne peut reconnaître aucun droit à l'existence, des parias de nature, des esclaves par destination (1). »

Le portrait n'est pas chargé. C'est un de ces « Supergermains » qui avec beaucoup de sérieux ose écrire ces lignes que ses concitoyens lisent sans protester : « Une politique grande et adroite saura diviser les guerres; chaque guerre devra être conduite à part, chaque adversaire abattu tout seul. Cela sera possible, avec tous, hormis avec la France et la Russie, qui certainement marcheront ensemble; mais d'après nos autorités militaires, nous pouvons les prendre les deux à la fois sur nos cornes. Même la coalition à la Kaunitz, devant laquelle tremblait Bismarck, et qu'on sut si bien exploiter à Vienne, peut être vaincue avec nos seules ressources, *si, sans hésitation et sans scrupules, nous nous élevons, dans la guerre, à un usage plus grand de la violence* (2). » Lorsqu'on tente de les rappeler à plus de modération, les Pangermanistes répondent : « Si, de 1848 à 1866, nos pères avaient été aussi timides et aussi pusillanimes que beaucoup de nos concitoyens opportunistes, nous n'aurions pas encore réalisé les acquisitions de 1864 à 1871 (3). » « On entend parfois chez les savants et les sages, adversaires de l'idée pangermaniste, l'objection suivante : A quoi nous serviront les Tchèques, les Slovènes et les autres? Est-ce que les catholiques allemands d'Autriche représenteront réellement une augmentation de notre

(1) *Journal de Colmar*, 12 juillet 1900.

(2) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 212. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

L'*Alldeutscher Verband* n'a pas hésité à recommander à ses adhérents la lecture et la discussion de cet ouvrage extravagant. V. *Alldeutsche Blätter*, 1900, p. 357.

(3) « Wären unsere Väter in den Jahren 1848 bis 1866 ebenso zaghaft gewesen, wie viele unserer « opportunen » Zeitgenossen, dann hätten wir noch heute nicht die Errungenschaften von 1864 bis, 1871. » *Alldeutsche Blätter*, 1897, p. 242.

puissance? A la première objection nous répondrons que l'Allemagne universelle n'est possible que si la grande puissance slave, la Russie, est mise en miettes, est complètement abattue. Alors, quand les armées allemandes triomphantes occuperont le pays de la Moldau jusqu'à l'Adriatique, il sera possible d'expulser simplement les populations non allemandes de la Cisleithanie... On pourra les indemniser, mais il faudra faire table rase et coloniser leur pays avec des Allemands. A l'occasion d'événements aussi considérables, nous n'hésiterions pas à enlever à la France et à la Russie de larges bandes de terrain pour en faire les glacis de nos frontières de l'est et de l'ouest. Il faudrait d'ailleurs imposer comme condition de la paix que la population indigène abandonnerait ces provinces et serait indemnisée par les puissances vaincues. Là encore, on coloniserait. Voilà comment nous nous imaginons l'élargissement de *nos* frontières en Europe. Cet élargissement est devenu pour nous un besoin, de même que le pain est nécessaire pour notre population, qui s'accroît si vite (1). »

Le *Journal de Colmar* (2), qui donne cet extrait, conclut : « Pauvres fous, diront quelques sceptiques. Oui, mais fous dangereux, dont le gouvernement allemand aurait tout intérêt à renier publiquement les théories et qu'il ferait bien de rendre impuissants en leur rappelant qu'au-dessus de leurs violences, *en somme savamment calculées,* il y a la loi à l'intérieur, et à l'extérieur la nécessité d'entretenir avec les pays voisins la paix, d'où découle tout progrès et toute prospérité pour les peuples. »

Croire que quelques publicistes, plus ou moins tolérés par l'opinion, se sont seuls livrés à des manifestations aussi extravagantes, serait se tromper gravement. Le courant a

(1) *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts,* p. 212-213. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.
(2) *Journal de Colmar,* 16 août 1900.

gagné même les hommes qui par vocation devraient être les plus pacifiques.

Le *Vorwaerts* a raconté que devant une nombreuse et sympathique assistance de professeurs et d'étudiants de théologie protestante, le théologien Lezius a prononcé un discours applaudi où il recommandait de traiter les Polonais prussiens comme des Chinois. Voici un extrait de cette prodigieuse harangue, qui intéresse également l'Alsace-Lorraine :

« Salomon a dit : ne sois pas trop sage, ne sois pas trop juste. La presse polonaise devrait être simplement anéantie. On devrait supprimer toutes les associations polonaises sans donner la moindre excuse à cette mesure. Ce procédé sommaire devrait être appliqué également à la presse française et danoise comme aux associations d'Alsace-Lorraine et du Schleswig-Holstein. Point de ménagements, particulièrement en ce qui concerne les Polonais. Il faut changer la Constitution en faveur de ces derniers. Les Polonais doivent être considérés comme des ilotes. Ils ne devraient avoir que trois privilèges : payer l'impôt, servir dans l'armée et fermer la gueule (*das Maul halten!*) (1). »

Les savants les plus patentés témoignent d'un même état d'esprit ; chez eux, seule, la forme diffère : « Il ne saurait y avoir d'idéalisme sérieux en politique, dit Henri de Treitschke, sans une conception idéale de la guerre. » On ne peut donc douter que ceux qui dirigent l'opinion ne soient en parfait accord avec les militaires, accord qui s'explique parfaitement par ce fait que l'immense majorité des Allemands est imprégnée jusqu'aux moelles de ce principe : « Seul un peuple pourra maintenir sa situation politique dans le monde qui mettra sa confiance dans la force de son épée, qui, *à tout instant,* sera disposé et préparé à employer toutes ses forces pour faire la guerre (2). »

(1) V. le *Journal de Colmar*, 16 août 1900.

(2) Colonel de Bernhardi. Conférence à la Société militaire de Berlin, sur les *Éléments de la guerre moderne.*

Cette ferme conviction n'empêche point d'ailleurs les sujets de Guillaume II de se qualifier, selon leurs nuances, de progressistes, de libéraux, de nationalistes, de socialistes, alors qu'en fait ils violent le droit, la nationalité, la liberté, et qu'ils s'opposent énergiquement à tout progrès moral. Les épithètes qu'ils s'attribuent ne sont pas, d'ailleurs, complètement inexactes. Si elles sont fausses par rapport à la collectivité humaine, elles sont vraies par rapport à la collectivité germanique.

Il est assez piquant, on l'avouera, de constater aujourd'hui chez les Allemands un chauvinisme plus déréglé que celui qu'ils ont reproché aux Français. Eux qui jadis n'avaient pas assez de moqueries pour la « grande nation », s'intitulent maintenant « le premier peuple du monde ».

Si fâcheux que soit cet état d'esprit, il faut le constater tel qu'il est, et surtout éviter de croire qu'il disparaîtra naturellement. Ce serait ne tenir aucun compte de l'essence même du tempérament germanique. L'Allemand est le plus rétrospectif des hommes; il a gardé le souvenir de toute son histoire, et n'est pas comme le Français, qui ne la connaît guère que depuis 1789. L'Allemand ne se demande pas ce qu'a été, en réalité, le Saint-Empire romain de nation germanique, mais il sait qu'il a existé. Ce souvenir l'enveloppe, l'oppresse, suffit à lui donner conscience de droits historiques. Or, pour l'Allemand, le droit historique est le droit absolu, et cette croyance le conduit par une pente très douce à la théorie de l'annexion.

L'Allemand d'aujourd'hui a les yeux fixés sur la Prusse, dont toute l'histoire se résume en une succession de crises, dénouées par la conquête de terres. Une nouvelle crise d'annexion vient de se déclarer. Elle a commencé par des conquêtes coloniales, mais pour l'ogre de Berlin, ce sont là de simples hors-d'œuvre qui le mettent en appétit (1).

(1) « L'extension de nos frontières en Europe est infiniment plus nécessaire à l'avenir de la nation que toutes les colonies. » « ... die Ausdehnung

L'Autriche allemande, voilà le plat de résistance qui seul peut le satisfaire. *Mais, l' « Autriche allemande », ce n'est pas l'Autriche où vivent des Allemands ; ce sont toutes les régions de l'Autriche qu'on prétend considérer comme allemandes ; c'est l'Autriche dessinée d'après le programme de Linz* (1), *c'est-à-dire une Autriche dont la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie sont exclues, mais dont le territoire contient encore huit millions de Slaves contre neuf millions d'Allemands*. C'est ce territoire qu'on entend appeler Autriche allemande ; c'est lui qui est l'objet des convoitises avouées ou des espérances cachées. Quand et comment s'emparera-t-on de cette *Autriche allemande?* Il faut saisir les circonstances favorables. « Persévérez dans votre résistance, » dit-on aux Allemands pangermanistes d'Autriche ; « attendez, » ajoute-t-on pour les impatients de l'empire. Attendre résume toute la science d'État allemande (2).

« Si la dissolution de l'Autriche arrive, elle déterminera une guerre européenne avec ses suites incalculables ; mais si l'Autriche subsiste, le lien politique qui l'unit à nous nous est nécessaire ; il faut le rendre plus étroit par une union douanière. *L'empire allemand doit, et sa situation d'allié le lui permet, empêcher la destruction du « Germanisme » en Autriche. Il lui faut mener une politique d'intervention ouverte comme il a déjà commencé à le faire depuis un an et*

unserer Grenzen in Europa unvergleichlich wichtiger ist für die Zukunft der Nation, als alle Kolonien. » *Deutschland bei Beginn des* 20. *Jahrhunderts*, p. 115. Militär-Verlag R. Félix. Berlin, 1900.

(1) V. cette frontière sur le carton annexé à la carte n° 2 de l'*Atlas pangermanique* de Paul Langhans.

On met tant de soin à désigner ces terres comme allemandes et à les indiquer comme devant être inévitablement rattachées à l'empire allemand, que même les cartes qui n'ont aucune prétention politique font naturellement cette erreur. Rien de plus typique à ce sujet que la carte intitulée : *l'Allemagne, l'empire allemand, l'Autriche allemande et la Suisse.* — *Deutschland, Deutsches Reich nebst Deutsch-Oesterreich und Schweiz*, Carl Flemming, Glogau.

(2) K. Pröll, *Die Kämpfe der Deutschen in Oesterreich*, p. 139. Lüstenöder, Berlin, 1890.

demi (1). » Cette politique d'intervention permettra d'arriver dans les conditions les meilleures au moment psychologique, où la question se posera de savoir si, selon l'expression de M. de Bülow, l'Allemagne sera enclume ou marteau.

« Nous autres, Allemands, nous avons souffert silencieusement pendant des siècles d'être enclume ; je pense que le temps est venu où nous pouvons avoir la prétention de prendre du large et d'être marteau. Dans l'avenir, nous voulons être marteau et non enclume (2). » Telle est là la conclusion du D[r] Hasse, principal créateur du courant pangermaniste. Qu'on le veuille ou non, ce courant, d'abord artificiel, constitue maintenant une de ces forces naturelles qui produisent les grands événements politiques.

Voici comment quelques années de propagande faite dans une atmosphère favorable ont suffi pour réveiller la vieille nature teutonne et pour avoir raison des apparences pacifiques que des observateurs superficiels pensaient avoir découvertes outre-Rhin. Le peuple allemand « est prêt à combattre dès qu'un orateur influent, pasteur fanatique ou prince habile, parvient à lui démontrer la sainteté de telle ou telle mesure belliqueuse (3) ». Cette mesure sainte, les Pangermanistes prétendent que c'est la conquête de l'Autriche allemande. L'intensité de leur action a déterminé une

(1) « Sollte er (ein Zerfall Oesterreichs) dennoch kommen, so kommt eben der europäische Weltkrieg mit allen seinen Unberechenbarkeiten. Wenn Oesterreich aber bleibt, so ist der politische Bund mit ihm nötig und muss durch spezielle Zollvereinigung wertvoller gemacht werden. Das deutsche Reich muss und wird seine Stellung im Bund benutzen, um Vergewaltigungen des Deutschtums in Oesterreich zu hindern ; es muss für das Deutschtum offene Interventionspolitik treiben, wie sie seit etwa 1 1/2 Jahren bereits begonnen zu haben scheint. » Friedrich NAUMANN, *Deutschland und Oesterreich*. p. 32. Verlag der « Hilfe », Berlin, 1900.

(2) « Nun, wir Deutsche sind ja jahrhundertelang duldend und schweigend Ambos gewesen ; ich glaube, es kommt die Zeit, in der wir auch Anspruch darauf machen können, Ellbogenraum zu gewinnen, Hammer zu werden. Hammer wollen wir sein in Zukunft, nicht Ambos. » Discours du D[r] Hasse, à la séance du Reichstag du 15 décembre 1899.

(3) H. RAMIN, *Impressions d'Allemagne*, p. 339. Didot, Paris, 1898.

tension des esprits qui menace d'un éclat prochain. Cette excitation passionnelle de l'opinion publique, dangereuse pour la paix, à laquelle faisait allusion M. de Bulow dans son discours du 10 décembre 1900, existe bien réellement en Allemagne. Malheur aux États dont les gouvernements n'auront pas su le comprendre à temps.

II

LE GOUVERNEMENT DE BERLIN

« On voudrait bien savoir quel rôle joue dans tout cela le gouvernement de Berlin, » écrivait M. Alphonse Humbert, député de Paris, au moment où Mommsen envoyait sa lettre à la *Neue Freie Presse*. « Il ne faudrait pas prétendre qu'il y a là un mouvement d'opinion publique contre lequel l'empereur lui-même ne peut rien. Personne n'ignore qu'il suffirait d'un signe de la grande chancellerie pour faire changer de ton à la grande majorité des feuilles berlinoises. » Sur ce point, en effet, il n'y a aucun doute; aussi l'attitude observée par le gouvernement de Berlin à l'égard du mouvement pangermaniste présente-t-elle un intérêt très puissant.

§ 1. — Contester que le Dr Hasse et ses amis aient trouvé chez les autorités allemandes de l'empire la plus sympathique condescendance paraît bien difficile.

Les libraires ont pu exposer sans obstacle dans leurs vitrines les cartes et les brochures pangermanistes; l'*Evangelischer Bund* et les autres sociétés protestantes ont dirigé librement de Berlin le mouvement *Los von Rom*; l'Union pangermanique a tenu sans la moindre entrave ses meetings antiautrichiens dans toutes les grandes villes de l'empire,

parfois même avec la protection de la force publique. A la réunion tenue à Mayence, le 29 octobre 1899, le député autrichien Wolf prononça un discours qui souleva le plus grand enthousiasme, quoique étant parfaitement injurieux pour la maison des Habsbourg. Un Tchèque, qui se trouvait dans une galerie, interpella Wolf, et lui cria qu'il était traître à sa patrie (*Vaterlandsverräther*). Aussitôt, les policiers qui assistaient à la réunion se précipitèrent sur lui et expulsèrent le trop fidèle sujet de François-Joseph. Pour quiconque connaît les procédés de la soupçonneuse police allemande, ce sont là des faits déjà révélateurs.

Il en est d'autres qui laissent peu de place à l'hésitation.

Les personnalités en vue, touchant plus ou moins au monde officiel, qui ont manifesté contre l'Autriche, n'ont été entravées d'aucune façon. Le Dr Hasse a formé avec Mommsen, le professeur Wagner, le général von der Goltz, etc., un comité d'agitation en faveur des Allemands d'Autriche.

Aucun d'entre eux n'a même été blâmé pour cette attitude au moins gravement incorrecte. Il semble au contraire que de tels actes constituent un titre aux faveurs impériales; Mgr Kopp est l'ami de Guillaume II; Mommsen, qui encourage les Allemands d'Autriche « à une politique séparatiste, qui ne tend à rien moins qu'au démembrement de la monarchie des Habsbourg » (1), a reçu récemment de son souverain les témoignages les plus flatteurs (2), et si le général von der Goltz n'avait été chargé de diriger les

(1) De M. Alphonse Humbert, député de Paris. V. *l'Éclair*, 16 octobre 1900.

(2) Après l'inauguration du castel romain de Saalbourg, Guillaume II a adressé à Mommsen le télégramme suivant : « A Théodore Mommsen, incomparable explorateur des antiquités romaines, Guillaume, *empereur des Germains,* jetant les fondations du musée de la ville de Saalbourg, souhaite la bonne santé et rend hommage. »

Mommsen a immédiatement répondu à « l'empereur des Germains » : « Au premier des Germains, tant pour sa majesté que pour son humanisme, rend hommage l'antiquaire de Lietzelburg. »

nouveaux travaux de fortification en Alsace-Lorraine, dont il va être bientôt question, on parlait de lui en janvier 1900 pour succéder au général von Gossler, ministre de la guerre prussien.

Toutefois, il convient de remarquer que pendant quelques semaines le gouvernement allemand a semblé avoir des velléités de réprimer la propagande pangermaniste. Au commencement de 1900, diverses publications, faites à l'étranger, relatives à la campagne du Dr Hasse, ont eu pour résultat d'éveiller les méfiances de quelques Etats contre la chancellerie berlinoise. L'inconvénient est devenu sensible au début des événements de Chine, où l'Allemagne avait un vif intérêt à obtenir l'action concordante des puissances continentales. Aussi, par une coïncidence au moins bizarre, à l'instant où les négociations relatives à l'action européenne en Chine commençaient, on apprenait que le gouvernement saxon interdisait, sous peine d'expulsion, aux Pangermanistes autrichiens, aux Schönerer, aux Wolf, aux Iro, etc., de poursuivre leur campagne sur le territoire de la Saxe. On ajoutait que probablement le gouvernement bavarois prendrait une mesure analogue pour arrêter un mouvement « qui est un outrage pour la personne de l'empereur d'Autriche, allié par les liens de famille et d'amitié aux deux cours de Munich et de Dresde ».

Fallait-il quatre années pour que les gouvernements confédérés s'aperçussent que la campagne prussophile était un outrage pour l'Autriche aussi bien que pour son empereur? Fallait-il surtout n'intervenir que lorsque l'organisation pangermaniste était réalisée dans tout l'empire allemand et fonctionnait régulièrement? Seuls des diplomates volontairement naïfs pourraient prendre au sérieux une interdiction dont un fait postérieur a établi le caractère anodin et d'ailleurs transitoire. Quelques mois après cette menace d'expulsion, en août 1900, MM. Schönerer et Iro venaient assister fort tranquillement à Dessau à une fête

donnée par une société de gymnastique brandebourgeoise. Il est vrai que, pour se conformer à l'arrêté des autorités, ils déclarèrent qu'ils ne venaient pas comme députés au Reichsrath, mais comme patriotes autrichiens. La distinction était subtile. Cependant, c'est à ce titre qu'ils prirent la parole et prononcèrent un de ces discours violents dont ils ont le secret. Le *Geheimrath* (conseiller secret) *Dunker* leur répondit et l'*Ostdeutsche Rundschau*, qui relate le fait, assure que les paroles de ce haut fonctionnaire produisirent une profonde impression sur son auditoire. Il ne faut pas plus s'étonner de voir un fonctionnaire d'État « fraterniser » avec M. Schönerer qu'un capitaine de corvette, le comte Bernstorff et le vice-amiral Werner devenir les collaborateurs zélés de l'Union pangermanique. Ce dernier fait s'explique d'ailleurs, puisque leur plus haut chef hiérarchique, l'amiral Tirpitz, secrétaire d'État, envoya à plusieurs reprises en 1900 (*c'est-à-dire après toute la série des manifestations antiautrichiennes de l'Union qu'il ne pouvait ignorer*) ses remerciements « les plus obligés », pour l'agitation que la société présidée par le Dr Hasse avait menée dans toute l'Allemagne en faveur du projet d'augmentation de la flotte de guerre (1).

La collaboration de l'*Alldeutscher Verband* à l'œuvre du ministère de Berlin paraît si évidente à ceux qui suivent de près son action, que la *Frankfurter Zeitung*, lui reprochant

(1) Texte allemand de télégrammes de l'amiral Tirpitz à l'*Alldeutschen Verband*. « Euer Hochwohlgeboren bitte ich, den Mitgliedern der dortigen Ortsgruppe des *Alldeutschen Verbandes* für die mit durch den Vortstand unterm 22. April übermittelten Wünsche hinsichtlich der unverkürzten Annahme der neuen Flottenvorlage durch den deutschen Reichstag meinen verbindlischten Dank auszusprechen. — Tirpitz, *avril* 1900. »

« Rechtsanwals Freigang, Chemnitz.

Für die mir telegraphisch übermittelte patriotische Kundgebung zu Gunsten der Flottenvorlage und die Wünsche hinsichtlich ihrer unverkürzten Annahme durch den Reichstag bitte ich, der dortigen neugegründeten Ortsgruppe des *Alldeutschen Verbandes* meinen verbindlichsten Dank auszusprechen. — Tirpitz, *mai* 1900.

d'approuver la politique d'expulsion pratiquée en Posnanie, ajoutait : « Cela caractérise bien cette Union pangermanique qui n'est rien autre qu'une troupe du gouvernement... (1). »

§ 2. — Il ne semble pas que cette appréciation soit excessive. On va voir que le gouvernement de l'empereur Guillaume travaille, tout comme l'*Alldeutscher Verband*, à répandre l'idée d'une extension aux dépens de l'Autriche.

La pédagogie allemande a toujours eu pour caractère d'être annexionniste. Avant 1870, on apprenait dans les écoles prussiennes que l'Alsace-Lorraine faisait partie de l'Allemagne; aujourd'hui, on y enseigne que le nord de la Bohême appartient à l'empire allemand.

Pour atteindre ce résultat sans transitions trop brusques, MM. Brust et Berdrow, professeurs de la ville de Berlin, dans leur *Manuel de géographie* pour les écoles supérieures de filles (2), font subir à la vérité d'étranges dégradations.

La description de l'empire allemand commence à la page 3 ; page 6, on trouve l'énumération des diverses régions géographiques qui composent l'empire. La quatrième est qualifiée : l'enceinte nord de la Bohême (*Die nördliche Umwallung Böhmens*). Cette désignation frappe par son étrangeté, de même qu'on trouverait singulier en France d'appeler enceinte nord de l'Espagne les Pyrénées françaises. Toutefois, on croit simplement à une inexactitude grave, car, à la page précédente, on a trouvé la carte d'ensemble de l'empire, reproduite ci-après, et on a vu que l'enceinte nord de la Bohême correspondait au sud de la Saxe et de la Silésie et n'empiétait en aucune façon sur le territoire autrichien (3).

(1) « Das characterisiert diesen *Alldeutschen Verband*, der nichts weiter als eine Regierungstruppe... » *Frankfurter Zeitung*, 21 décembre 1899, Morgenblatt.

(2) *Lehrbuch der Geographie für hohere Mädschenschulen*, von G. Brust und H. Berdrow, Städt. Lehrern in Berlin. Klinkhardt, Leipzig, 1895.

(3) Remarquer notamment que sur cette carte la frontière austro-alle-

Le souvenir de cette étonnante imprécision géographique subsiste malgré tout dans l'esprit. Aussi quand, après avoir

— 5 —

tannen mit ihren sturmzerzausten Wipfeln, die von Bergwassern durchrauschten tiefen Schluchten, die steinigen Hochflächen mit öden Sumpf- und Moorbecken, die wenigen gangbaren Pfade und die versteckten Ruinen alter Raubnester geben dem Gebirge ein düsteres, geheimnisvolles Aussehen. Aus dem Gestein der Felsen und aus dem Sand der Bäche schürfte und wusch der Bergmann hier vor Zeiten lauteres Gold, und der Fischer entnahm den Muscheln der Gewässer schimmernde Perlen: daher erzählt die Sage von Gold und Schätzen, die von Zwergen behütet in den Tiefen der Berge ruhen.[1]) In finsteren Nächten braust das „wütende Heer" unter Führung des „wilden Jägers" (Wotan) durch Höhen und Tiefen.



3. Deutschland in Landschaften.

Das Fichtelgebirge liegt im Centrum der deutschen Mittelgebirge und kann als Gebirgsknotenpunkt betrachtet werden; in ihm kreuzen sich zwei Gebirgszüge, die nach den vier Nebenhimmelsrichtungen ausstrahlen, und zwar

[1]) Gedicht: Die Venetianer im Fichtelgebirge, von A. Kaufmann.

mande se trouve au nord de l'Erz-Gebirge et que par conséquent la rive gauche du fleuve Eger se trouve complètement sur le territoire autrichien.

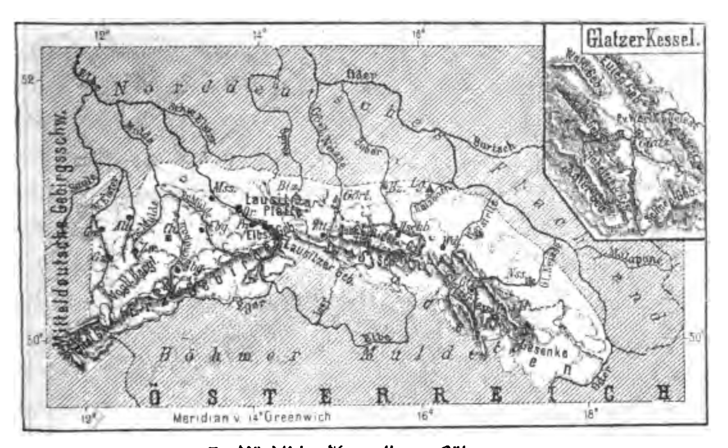
commencé l'étude détaillée de cette quatrième partie de l'empire allemand (l'enceinte nord de la Bohême), on

— 36 —

hinein das Lausitzer Gebirge (mit dem Jeschkenberge). Es wird durch die Görlitzer Neiße, welche die Lausitzer Bucht durchfließt, zur Elbe entwässert.

III. Die Sudeten reichen als 300 km lange Gebirgskette von der Lausitzer Bucht bis zur mährischen Pforte und gliedern sich in drei Abschnitte: das Iser- und Riesengebirge im W., der Glatzer Gebirgskessel in der Mitte und das mährische Gesenke im O.

1. Der westliche Abschnitt der Sudeten, das majestätische Riesengebirge (s. Abb. 14), beginnt mit dem düstern, wald- und moorreichen Isergebirge, das in der Tafelfichte gipfelt; auf ihr entspringt die Iser (zur Elbe). —



7. Nördliche Umwallung Böhmens.

Das eigentliche Riesengebirge, die östliche Fortsetzung des Isergebirges, besteht aus zwei parallelen, etwa 3 km von einander entfernten Kämmen, welche ein reizendes Längsthal, die sieben Gründe, einschließen. Der nördliche oder schlesische Kamm (Riesenkamm) trägt auf seinem breiten, mit Moorwiesen und Knieholz bedeckten Rücken die bedeutendste Erhebung der ganzen böhmischen Umwallung, ja ganz Deutschlands außerhalb der Alpen, die 1600 m hohe Pyramide der Schneekoppe (Riesenkoppe).

Mehrere tiefe Einsattelungen (Mädelwiese) und düstere Schlünde (Schneegruben) unterbrechen den Riesenkamm, an dessen Nordabfall sich der große, seenreiche Thalkessel von Hirschberg oder Warmbrunn bis zum Fuße des Gebirges ausdehnt. Diesem ebenen Landbecken ist nach N. und NO. der niedrige Höhenrücken

trouve page 36 la carte qui la représente et dont on voit ci-dessus la reproduction, on est stupéfait de constater

qu'elle contient, non plus le sud de la Saxe et de la haute Silésie, mais en réalité la partie nord-ouest de la Bohême, c'est-à-dire une fraction importante du territoire autrichien actuel, dont un léger pointillé, très difficilement visible, marque la véritable frontière.

Ici, la mauvaise foi semble évidente, mais un scrupule subsiste encore assez fortement pour que l'on cherche à s'assurer qu'il n'y a aucune erreur. Cette hypothèse bienveillante perd tout fondement car, page 83, commence la description de l'Autriche, et on n'y trouve aucune mention de l'Erz-Gebirge ou Monts Métalliques, qui au nord-ouest de la Bohême constituent cependant un des éléments les plus remarquables du système orographique cisleithan. On est donc bien en présence d'une vérité faussée avec autant d'habileté que de préméditation. Un pareil manuel, écrit par des maîtres officiels, n'a évidemment été répandu dans les écoles qu'avec l'assentiment des autorités et probablement sur leur ordre. Il y a là un fait matériel dont il est difficile de nier l'importance.

L'appui direct que les fonctionnaires de l'empire ont prêté fréquemment à la campagne pangermaniste aggrave encore la portée de cette constatation. Après avoir relevé plusieurs cas précis, où les agents du gouvernement sont intervenus en faveur des amis du Dr Hasse, le *Journal de Colmar* conclut : « Il serait temps, à notre avis, que les autorités publiques, d'ordinaire si chatouilleuses lorsqu'une loi est violée ou lorsqu'une agitation dangereuse se produit, surveillassent d'un peu plus près les agissements du Pangermanisme. Il ne faudrait pas surtout qu'il se produisît le fait que nous avons signalé, il y a deux ou trois ans à Mulhouse, où un fonctionnaire de la *Kreisdirection* envoyait des lettres de convocation à l'effet de créer une association pangermaniste, et où ce fonctionnaire signait les lettres en question avec les lettres I. V. (*in Vertretung*) qui engageaient son chef direct. Sans doute, tous les mem-

bres des sociétés pangermanistes ne sont pas des énergumènes comme ceux de la *Berliner Deutsche Zeitung;* mais pour le repos public, il est inadmissible que des fonctionnaires aient les moindres rapports avec les chefs d'un parti où l'on se met en révolte ouverte contre la lettre et l'esprit de la Constitution et où on prépare à l'Allemagne les plus graves complications extérieures (1). »

§ 3. — Le choix du consul que le gouvernement de Berlin a envoyé à Prague est encore, dans un ordre différent, une preuve de l'intérêt vif et constant que la chancellerie de la *Wilhelmstrasse* prend aux affaires d'Autriche.

Le baron de Seckendorf représente l'empereur Guillaume dans la capitale tchèque. De Tien-Tsin, M. de Seckendorf devint consul à Seraïevo, Bosnie. Un incident digne d'être retenu lui fit quitter ce poste. Il aurait donné en l'honneur de son souverain une fête dont le caractère était tel que l'empereur Guillaume apparaissait comme le maître de la Bosnie. La note fut si excessive que le gouverneur du pays se vit contraint, à ce qu'on assure, de réclamer le déplacement du trop ardent consul. Après cette aventure, M. de Seckendorf fut nommé à Prague. Dès le début, il se fit connaître, dans sa nouvelle résidence, sous un jour tout spécial. Dans les cérémonies et dans les fêtes officielles, le représentant de l'empereur Guillaume parut constamment dans l'uniforme singulier de l'ordre protestant de Saint-Jean de Jérusalem. Avec son justaucorps rouge et son chapeau à larges bords, le baron de Seckendorf a incontestablement fait sensation. Sans doute, les Tchèques le qualifient ironiquement de *Der Trompeter* (le trompette) *von Säckingen,* personnage amusant de je ne sais quelle opérette, mais cette innocente plaisanterie ne l'a point empêché de pénétrer dans les cercles très fermés de l'aristocratie. M. de Seckendorf a eu

(1) *Journal de Colmar,* 12 juillet 1900.

d'ailleurs le bon esprit de ne pas être exclusif. Il a cherché à se mettre bien avec tous. On l'a même aperçu dans quelques bals tchèques, ce qui lui a valu les attaques de certains Pangermanistes trop violents pour comprendre les avantages de la souplesse. Cette souplesse, ils l'ont même imputée à crime à l'actif consul, et le 28 février 1899, le ministre des affaires étrangères de l'empire allemand fut interpellé à la tribune du Reichstag sur les coupables condescendances de son agent de Prague envers la race inférieure des Tchèques. M. de Bülow répondit en lisant le rapport de son subordonné sur l'incident : « Je remarquerai, dit le baron de Seckendorf, que ma présence au bal en question (25 janvier 1899) a été la suite d'une invitation personnelle du comité organisateur. J'ai d'autant plus pensé devoir m'y rendre que depuis mon arrivée à Prague, j'ai fréquenté exclusivement les cercles allemands et qu'au moins huit fois sur dix je me suis rendu à des réjouissances semblables, organisées dans un but strictement nationaliste allemand (*nur deutschnationalen Zwecken*), sans que, pour cette participation, j'aie été blâmé de l'autre côté. »

Cette réponse pleine de bon sens ne souffrait point de riposte. Le baron de Seckendorf fut maintenu à Prague.

Il a conservé son attitude insinuante et a même assisté à l'installation du Dr Srb, le nouveau maire de Prague. Encore une fois, les Prussophiles fanatiques ont crié à la trahison, car, horreur! le Dr Srb n'a fait qu'un seul discours en tchèque. Ces criailleries sans importance n'émeuvent aucunement la chancellerie berlinoise, qui, avec une constance imperturbable, maintient M. de Seckendorf à Prague. Elle a sans doute pour cela de bonnes raisons. Des gens fort bien informés assurent que le consul allemand, dans la capitale bohéme, continue l'œuvre commencée à Seraïevo, et qu'en dépit de sa brouille avec les plus violents, il entretient des relations suivies et très utiles avec les chefs pan-

germanistes. Dans tous les cas, il est certain que la conduite de M. de Seckendorf reçoit à Berlin une complète approbation. Il a été décoré tout récemment. Cette faveur et cette confiance sont-elles la récompense des progrès faits par le Pangermanisme en Bohême? Il est difficile de le dire, rien ne permettant de déterminer exactement la part qu'a pu y avoir M. de Seckendorf. Ceci importe d'ailleurs assez peu; l'attitude de son souverain, au même point de vue, offre infiniment plus d'intérêt.

§ 4. — « Que fait donc le loyal Guillaume II? » se demandait M. Alphonse Humbert au moment de l'éclat fait par la lettre de Mommsen. « Son abstention, en la circonstance, est d'autant plus remarquée que, lors de son voyage à Buda-Pesth, il a bien paru vouloir appuyer personnellement la politique violemment pangermaniste. »

En effet, tout indique que les choses d'Autriche intéressent passionnément l'empereur allemand, et l'on comprend mieux à quel degré si l'on se pénètre de la conception très particulière qu'il s'est faite de son rôle de souverain. Une série de faits révélateurs et de paroles précises permettent d'en donner le sentiment avec de grandes chances d'exactitude.

A l'avènement de Guillaume II, les innombrables fonctionnaires allemands de tous ordres portaient sur leur casquette d'uniforme une cocarde aux couleurs de leur État respectif. Cet insigne fédéral offusqua le jeune empereur, qui ordonna de le faire surmonter d'une autre cocarde aux couleurs de l'empire. Les événements de Chine lui ont permis de réaliser un nouveau progrès. Les troupes allemandes d'Extrême-Orient ont été dotées d'une tenue spéciale qui comporte un chapeau à larges bords dont l'un des côtés est crânement relevé à la façon des Boërs. Sur cette partie plane une énorme cocarde impériale domine une cocarde fédérale presque imperceptible qu'une occasion prochaine

sans doute permettra de faire disparaître (1). Cette gradation dans l'emploi des petits moyens, Guillaume II l'applique constamment. A la fin de 1899, il a voulu remplacer par sa propre effigie l'aigle des timbres-poste de l'empire. Les princes confédérés, choqués de cette intention par trop contraire à l'esprit de la Constitution, ont protesté discrètement, mais résolument. Guillaume II a dû s'incliner, mais il s'est à demi satisfait en adoptant pour vignette une *Germania* dont les traits sont inspirés de ceux de l'impératrice sa femme. Enfin, tout récemment, il vient de choisir comme devise d'un nouveau timbre : « Seulement unis, unis, unis. » « *Nur einig, einig, einig.* » Sans doute, ce ne sont là que des détails, mais ils témoignent suffisamment que la place occupée par les États allemands semble encore trop grande à Guillaume II. Il ne voudrait plus voir dans leurs princes qu'un brillant état-major; le titre d'empereur fédéral lui paraît mesquin, et très certainement le mot de « Germanie » sonne plus doucement à ses oreilles que celui d'Allemagne.

On conçoit donc facilement que son souvenir s'en aille volontiers vers les Germains d'Autriche et surtout vers leur armée. Colonel honoraire d'un régiment de hussards hongrois, il profitait chaque année de la fête de ce corps pour venir à Vienne passer une inspection militaire. Celle-ci était si sérieuse que la sollicitude de l'empereur a fini par froisser la cour et l'état-major autrichiens. Brusquement, le régiment de hussards fut envoyé au fond de la Hongrie, et, pour la première fois en 1898, Guillaume II n'a pas fait à Vienne son voyage traditionnel.

Depuis, il est vrai, tout s'est arrangé. En mai 1900, François-Joseph est venu à Berlin excuser la digne attitude du comte Thun, et il a poussé la faiblesse jusqu'à conférer

(1) V. les uniformes de l'expédition allemande en Chine reproduits en couleurs, dans *Unsere Truppen in Ost-Asien*. M. Ruhl, Leipzig, 1900.

à l'empereur allemand le grade le plus élevé de toute l'armée autrichienne.

Les discours de l'empereur donnent la véritable valeur de ces indices généraux. La suite de leurs dates établit la progression rapide des ambitions qu'ils révèlent. Dès les premières années de son règne, la Fortune comble le jeune empereur allemand. Celui qui était destiné à être son plus redoutable adversaire, Alexandre III, meurt. La puissance allemande grandit sur tous les points du monde. Aussi, au début de 1896, Guillaume II peut-il à bon droit pousser ce cri de triomphe : « L'empire allemand est devenu un empire universel (1). » Il ne s'illusionne pas. Il sait que seule la force permet de soutenir et de développer un tel empire. Il le proclame : « Appuyé sur l'armée et confiant en notre Dieu puissant, j'ai entrepris ma lourde tâche, sachant bien que l'armée était le soutien principal de mon pays et la plus solide colonne du trône prussien (2). » La préparation de la guerre devient sa constante préoccupation. Sans jamais hésiter, il engage les dépenses militaires les plus considérables. On a calculé que, dans les huit premières années de son règne, Guillaume II a dépensé pour l'armée et pour la marine 5,926 millions de marks, alors que son grand-père, le vainqueur de Sedan, dans les huit dernières années de sa vie, n'en a dépensé que 4,114, ce qui fait un excédent de 1,812 millions de marks motivé pour la plus grande partie par la seule personnalité de l'empereur actuel. A partir de 1898, on observe que le mot de Germanie remplace généralement celui d'Allemagne dans les discours impériaux, qui, par leur intempérance même, commencent à dévoiler les idées fondamentales de Guillaume II. Le 28 août 1898, répondant au discours du bourgmestre de Mayence, il déclare vouloir maintenir intact l'héritage que

(1) « Aus dem Deutschen Reiche ist ein Weltreich geworden. » Toast porté par Guillaume II à Berlin, le 18 janvier 1896.

(2) Guillaume II à la garde, juin 1898.

lui a légué son grand-père : « Mais, ajoute-t-il, je ne pourrai y parvenir que si notre autorité se maintient ferme à l'égard de nos voisins. *Dans ce but, l'unité et la coopération de toutes les tribus germaniques est nécessaire* (1). »

« Tribus germaniques, » l'expression est singulière! Ne ressemble-t-elle pas étrangement à celle du Dr Hasse lorsqu'il parle de la nécessité de réaliser « l'union de toutes les tribus germaniques » (2). Certes, l'identité de termes ne serait pas suffisante pour permettre d'affirmer que par « tribus germaniques » Guillaume II a voulu désigner les Allemands d'Autriche, si, dans d'autres circonstances, il n'avait été plus explicite.

Le 3 février 1899, dans son discours fait au Landtag de la province de Brandebourg, il déclare : « Nous voulons faire en sorte que nous autres Germains nous soyons au moins réunis en un bloc solide... Sur ce rocher de bronze du peuple allemand, au loin sur la mer, et chez nous en Europe, viendra se briser toute vague menaçante pour la paix (3). » Cette finale pacifique n'a trompé personne en Allemagne.

Seule l'allusion à l'union des Germains fut remarquée. Aussi, peu après, l'organe du Dr Hasse commentait ce discours avec une joie profonde : « L'empereur ne tient pas l'empire pour terminé... Il veut voir croître encore le chêne de l'empire allemand... Comme ses ancêtres, son point de vue est celui de la raison d'État. D'abord la Marche, ensuite la Prusse, après l'empire allemand. *Et quoi encore ? S'il parle de la totalité des Germains, — et peut-être pense-t-il ainsi aux Anglo-Saxons* [le discours de Bar-

(1) « Dazu bedarf es der Einigkeit und Mitwirkung aller deutschen Stämme. »

(2) « ... die Gemeinschaft aller deutschen Stämme. » V. la couverture de l'*Alldeutscher Atlas*, Paul Langhans. Justus Perthes, Gotha, 1900.

(3) « Deswegen wollen wir trachten, dass wir Germanen wenigstens zusammenhalten wie ein fester Block. An diesem rocher de bronze des deutschen Volkes, draussen weit über die Meere und bei uns zu Haus in Europa möge sich jede den Frieden bedrohende Welle brechen ! »

men (voir page 275) prouve que cette supposition était fondée], *il lui est impossible de sauter par-dessus le degré intermédiaire de la plus grande Allemagne, qui opère la réunion de tous les Allemands... De l'empereur allemand sortira un empereur des Allemands* (1). » Le raisonnement est logique. Les actes ultérieurs de l'empereur en ont vérifié la justesse. Ce qui est certain, c'est que Guillaume II a un plan politique; il y fait de constantes allusions. « Je n'ai aucune crainte de l'avenir; je suis convaincu que mon plan réussira (2). » « J'ai en moi la volonté indomptable de marcher d'un pas ferme, *en dépit de toutes les résistances*, dans la voie que j'ai une fois reconnue pour la bonne (3). » Cette voie, en quelle compagnie l'empereur compte-t-il la parcourir? Avec l'armée sans aucun doute. « Si, dans le monde, on veut décider de quelque chose, la plume n'est puissante que soutenue de la force du glaive (4). » Quand l'empereur voudra « décider de quelque chose par la force du glaive, » ne sera-ce point aux dépens de l'Autriche? Bien des indices inclinent à le croire.

En août 1900, la bénédiction des drapeaux destinés aux régiments de Chine avait lieu à l'arsenal de Berlin. Guillaume II portait, pour cette circonstance et pour la première fois, un bâton de maréchal qu'il s'était octroyé à la prière de ses généraux. C'était une sorte de canne longue d'un mètre environ, recouverte d'un étoffe de soie jaune,

(1) « Der Kaiser hält den Ausbau des Reiches nicht für beendet. Er will die deutsche Reichseiche noch wachsen sehen..... Wie seine Väter steht er auf dem Boden des Staatsbewusstseins. Erst die Mark, dann Preussen, dann das Deutsche Reich. Und wass dann? Wenn er von der Gemeinsamkeit der Germanen spricht und hierbei vielleicht an die Angelsachsen denkt, so kann er unmöglich die Zwischenstufe des « grösseren Deutschlands », die Zusammenfassung aller Deutschen, überspringen wollen... Aus dem « deutschen Kaiser » aber wird ein Kaiser des Deutschen! » *Alldeutsche Blätter*, 1899, p. 53.

(2) *Discours de Stettin*, septembre 1900.

(3) *Discours de Bielefield*, juillet 1899.

(4) *Discours à la Garde*, janvier 1900.

sur laquelle s'enroulait un ruban rouge portant des aigles brodés en noir. On a fort remarqué en Allemagne ces trois couleurs, jaune, rouge et noir, et non sans raison; ce ne sont point celles de l'empire allemand, mais celles de la Confédération germanique d'autrefois et des drapeaux que les Prussophiles autrichiens arborent maintenant en signe de protestation contre l'étendard des Habsbourg. Le détail est curieux. Les paroles de Guillaume II, posant la première pierre du musée romain de Saalbourg (4 octobre 1900), ne font qu'en augmenter la saveur. « Ma première pensée en ce jour se reporte, en un souvenir plein de mélancolie, à mon inoubliable père, l'empereur Frédéric III. C'est à son énergie, à sa volonté créatrice, que le château de Saalbourg doit sa reconstitution. De même qu'à l'est de la monarchie le manoir colossal des chevaliers qui implantèrent jadis la civilisation allemande dans l'est a été reconstruit par son ordre et va être bientôt achevé (1), de même, semblable au phénix qui renaît de ses cendres, s'élève sur la hauteur du séduisant Taunus, le vieux castel romain. Il fut un témoin de la puissance romaine, un anneau de cette forte chaîne d'airain qui reliait les légions de Rome au puissant empire, de ces légions qui, sur l'ordre d'un empereur romain, d'un César-Auguste, imposaient leur volonté au monde et ouvraient l'univers entier à la civilisation romaine, si particulièrement bienfaisante pour les Germains.

« Au premier coup de marteau, je consacre donc cette pierre à l'empereur Frédéric III; au second coup, je la consacre à la jeunesse allemande, aux générations qui s'élèvent et qui pourront apprendre dans le nouveau musée ce que signifie « un empire universel » ; au troisième coup, je la consacre à l'avenir de notre patrie allemande. Puisse-t-elle, dans les temps futurs, par la coopération unifiée des princes et des peuples, de leurs armées et de leurs citoyens,

(1) Guillaume II fait ici allusion au château des chevaliers de l'ordre Teutonique à Marienbourg, non loin de Dantzig.

devenir aussi puissante, aussi fortement unie, aussi extraordinaire que l'empire romain universel, afin qu'un jour, dans l'avenir, on puisse dire, comme autrefois : *Civis romanus sum :* Je suis citoyen allemand (1)! »

Ce discours, qui implique nettement l'idée d'extension continentale de l'empire, fut salué d'enthousiastes acclamations. Quelques jours plus tard (28 octobre 1900), célébrant avec ses officiers le centième anniversaire de la naissance du maréchal von Moltke, Guillaume souhaita à son état-major de conduire l'Allemagne à de nouvelles victoires. Les victoires supposent une guerre, mais à quel propos cette guerre aurait-elle lieu ? « Mon but suprême, répond Guillaume II, est d'écarter ce qui sépare le grand peuple allemand (2). » Ces paroles, Guillaume II paraît en avoir fait

(1) « Der erste Gedanke am heutigen Tage greift zurück in wehmuthsvollem Dank an meinen unvergesslichen Vater, den Kaiser Friedrich III. Seiner Thatkraft, seinem schaffensfreudigen Wollen dankt die Saalburg ihre Wiedererstehung. Gleichwie im fernen Osten der Monarchie die gewaltige Ritterburg, die einst die deutsche Cultur in den Osten einpflanzte, auf sein Geheiss wieder neu erstand und nunmehr ihrer Vollendung entgegenschreitet, so ist auf den Höhen des reizenden Taunus dem Phönix gleich aus seiner Asche emporgestiegen das alte Römercastell, ein Zeuge römischer Macht, ein Glied in der gewaltigen ehernen Kette, die Roms Legionen um das gewaltige Reich legten und die auf das Geheiss des einen römischen Imperators, des Cäsar Augustus, der Welt den Willen aufzwangen und die gesammte Welt der römischen Cultur eröffneten, die befruchtend vor Allem auf Germanien fiel. So weihe ich diesen Stein mit dem ersten Schlage der Erinnerung an Kaiser Friedrich III, mit dem zweiten Schlage der deutschen Jugend, den heranwachsenden Geschlechtern, die hier in dem neuerstandenen Museum lernen mögen, was ein Weltreich bedeutet, und zum dritten der Zukunft unseres deutschen Vaterlandes, dem es beschieden sein möge, in künftigen Zeiten durch das einheitliche Zusammenwirken der Fürsten und Völker, ihrer Heere und ihrer Bürger, so gewaltig, so fest geeint und so massgebend zu werden, wie es einst das römische Weltreich war, damit es auch in Zukunft dereinst heissen möge, wie in alter Zeit « *Civis romanus sum* », nunmehr « Ich bin ein deutscher Bürger. »

(2) « Mein höchstes Streben geht dahin, dasjenige, was das grosse deutsche Volkt trennt zu beseitigen ! » Ces paroles, citées par le pasteur Braunlich à l'une des premières réunions tenues à Berlin par l'*Evangelischer Bund* en 1899, pour l'organisation du mouvement *Los von Rom*, en Autriche, ont été reproduites par la *Politik* de Prague du 5 mars 1899.

lui-même le commentaire. Avant d'arrêter net, à Cologne, le président Kruger, il sentit sans doute la nécessité de faire comprendre à son peuple que l'intérêt même du « Germanisme » lui commandait de ne pas intervenir en faveur des Boërs. Il alla alors à Tangermünde (29 novembre 1900) inaugurer le monument de Charles IV, qui, il faut le remarquer avec soin, fut roi de Bohême de 1346 à 1378, et il dit : « *Cet empereur*, qui a construit dans cette ville, située à un confluent important de l'Elbe, un château splendide, *était merveilleusement doué pour comprendre les questions qui nous préoccupent actuellement. Souvent, peut-être, il a médité ici le plan qu'il avait conçu de créer un empire du Nord dont l'Elbe serait la base.* »

Ces paroles, extraites de discours divers, mais qui toutes concordent à montrer les préoccupations pangermanistes de Guillaume II, ne sont-elles pas suffisamment révélatrices ? Un empereur peut-il avoir des ambitions plus tumultueuses? Peut-il, sans passer les bornes de la prudence prescrite, les exprimer plus clairement ? Est-il possible de soutenir que Guillaume II « est insensible aux influences pangermanistes » ? (1) Ce n'est point l'avis de ceux qui, menant la campagne en faveur de la Grande-Allemagne, sont bien placés pour en juger. M. Grell, professeur au collège de Potsdam et collaborateur zélé du Dr Hasse, ne fait aucune difficulté pour reconnaître que l'*Alldeutscher Verband* a trouvé dans l'empereur allemand « un puissant allié (2) » et qu' « à bon droit on peut le considérer comme un pangermaniste » (3). Il serait dangereux désormais de ne pas se rendre à une évidence qui devient chaque jour plus certaine. Guillaume II favorise la politique pangermaniste, qui n'est elle-même qu'une fraction de la *Weltpolitik*, de la

(1) W. Beaumont, *Questions diplomatiques et coloniales*, 1900, p. 538.
(2) « ... einen mächtigen Bundesgenossen... » H. Grell, *Der Alldeutsche Verband*, p. 19. Lehmann, Munich, 1900.
(3) « ... mit Recht als ein alldeutscher bezeichnet worden ist. » *Idem.*

politique mondiale. Il a foi en son étoile. Il se croit la mission de restaurer l'empire germanique des anciens jours. L'idée de joindre Hambourg à Trieste le hante. Il connaît l'imprévoyance de ses adversaires et il compte sur sa volonté indomptable pour réussir l'entreprise audacieuse qui fera de lui l'empereur des Germains (1), le Charlemagne des temps modernes.

Tout permet donc de croire que lorsque les affaires d'Autriche arriveront à maturité, Guillaume II décidera de la paix ou de la guerre. Les Pangermanistes le savent bien. La volonté personnelle de l'empereur allemand est leur plus grand espoir. « Les princes allemands doivent laisser à l'empereur allemand cette décision pleine de lourdes conséquences (la guerre) (2). » N'est-ce point là ce que disait il y a quelques mois, avec éloquence, le colonel de Bernhardi, parlant à la Société militaire de Berlin : « Le chef aura pour unique loi ses projets et sa propre volonté. C'est seulement en effet quand une pensée librement conçue est appliquée avec une volonté ferme et hardie que peuvent être engendrées ces grandes actions qui assurent ou modifient les conditions d'existence des hommes et des États. »

§ 5. — Le gouvernement de l'empereur Guillaume paraît si favorable au nouveau courant de l'opinion publique, sa conduite s'harmonise si parfaitement avec celle des sociétés pangermanistes, qu'on peut se demander s'il n'est pas le dispensateur des subsides considérables que nécessite leur propagande en Autriche. Il est en effet très évident que les seules cotisations des adhérents de ces sociétés, si nombreux soient-ils, sont insuffisantes pour subvenir aux dépenses multiples d'une campagne qui dure déjà depuis plusieurs années.

(1) Dépêche à Mommsen, octobre 1900.

(2) « Diesen folgenschweren Entschluss müssen die Deutschen Fürsten bezw. der Deutsche Kaiser fassen. » *Die Deutsche Politik der Zukunft*. p. 10. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

Il existe donc une caisse noire où vont puiser les initiés. Le député polonais Stojalowski, dont on peut discuter les idées, mais dont on ne saurait nier l'intelligence, l'a dit très nettement, en plein Parlement de Vienne, le 22 novembre 1899. Au cours d'une violente altercation qu'il eut avec le député Dachinski, élu par les Israélites de Cracovie comme socialiste international, M. Stolajowski déclara :

« *Je fais mieux que vous qui recevez de l'argent de Berlin et des Juifs. Vous avez déjà reçu d'eux plusieurs milliers de florins et si vous m'en défiez, je dirai qui vous les a remis* (1). »

Le député Dachinski ne releva pas le défi. C'est fâcheux. Il en résulte une raison de plus de craindre que ce soit bien le gouvernement de Berlin qui, selon des traditions, dont l'histoire conserve la trace, a fait et fait encore tous les frais non apparents de la propagande prussophile en Cisleithanie.

§ 6. — Si ces dépenses ont eu lieu, elles sont incontestablement élevées, mais il n'existe aucun moyen de les évaluer. Il n'en est pas de même des crédits considérables consacrés, depuis quelques années et spécialement depuis trois ans, par le gouvernement de Berlin à de formidables préparatifs militaires. On se trouve ici en présence de faits d'ordre financier et militaire qui résultent évidemment d'une réflexion mûrie ; ils autorisent par suite des déductions d'une grande force.

Je ne fais ici aucune allusion aux dépenses relatives au perfectionnement de l'armement, elles sont la conséquence naturelle des progrès de l'art militaire qui imposent par exemple la mise en service de l'artillerie à tir rapide (2),

(1) « Abg. Stojalowski. Besser als Sie es thun, Geld aus Berlin oder von den Juden zu nehmen. Sie haben schon mehrere Tausend Gulden bekommen, und wenn Sie mich herausfordern, sage ich, von wem Sie es bekommen haben ! »

(2) Il est à remarquer que ce matériel C/96 du calibre 79,7 a été construit

de batteries lourdes, de mitrailleuses, etc.; j'entends seulement parler de mesures qui dénotent des préoccupations anormales, que l'état pacifique de l'Europe ne semble pas justifier.

L'activité déployée dans les chantiers de constructions maritimes allemands, le nouveau projet d'accroissement de la flotte de guerre et les relèvements de crédits prévus pour le budget de la marine de 1901 méritent de fixer sérieusement l'attention. Ils ne constituent pas, comme on a voulu le dire, une menace dirigée uniquement contre l'Angleterre. Sans doute, cette hypothèse est la première qui se présente à l'esprit, bien que depuis le discours de Barmen, apprenant au monde le caractère durable de l'accord anglo-allemand, elle ait singulièrement perdu de sa vraisemblance, mais elle n'est pas la seule qu'on puisse faire. Il est certain en effet que dans le cas d'une intervention allemande en Autriche, et par conséquent d'une conflagration générale, la flotte de l'empire aurait, elle aussi, un rôle actif à jouer, de nature à influer sérieusement sur le succès final. Ce rôle, Guillaume II l'a indiqué fort nettement dans son dis-

avec une rapidité remarquable, sans crédits régulièrement votés par le Reichstag, sur un simple ordre de l'empereur, en date du 22 mars 1897.

D'après les techniciens, le matériel français de 75 millimètres lui serait supérieur à divers points de vue ; il est difficile toutefois d'apprécier avec exactitude dans quelle mesure ces qualités compensent l'infériorité numérique considérable des bouches à feu françaises. V. la note p. 265.

Un nouveau matériel allemand est d'ailleurs en train d'être substitué au modèle 96, dont les inconvénients ont été reconnus.

Un nouveau fusil à hausse unique jusqu'à 800 mètres au moins qu'on suppose devoir être à chargement automatique et qui emploiera très probablement une balle à champignonnement, produisant les terribles effets de la balle dum-dum tout en conservant sa force de pénétration, est en construction.

La dépense fort importante représentée par la fabrication de cette arme sera sans doute, comme celle du canon à tir rapide, engagée par l'empereur, sans demande faite au Reichstag, au moyen d'un compte ouvert à la banque de l'empire et provisoirement garanti par le trésor de guerre.

En octobre 1900, on assura que les fabriques d'armes de l'État de Spandau, d'Erfürt, de Dantzig, d'Amberg, etc., ont reçu l'ordre d'activer la fabrication du fusil modèle 1899, dont l'adoption est décidée pour toute l'infanterie allemande.

cours de Kiel (avril 1891). Faisant allusion à toute éventualité belliqueuse, il disait : « L'attaque est supérieure à la défense ; aussi la flotte allemande devra-t-elle prendre une vigoureuse offensive et s'efforcer, au premier choc, de détruire l'ennemi en bataille rangée... *Le système de 1870, qui réduisait la marine strictement à la défensive, a vécu*... Une escadre doit concentrer en un seul effort tous ses éléments, chercher le corps à corps et s'efforcer d'anéantir l'ennemi par le choc le plus violent... » Ces paroles impériales mettent en relief celles de l'amiral Tirpitz, secrétaire d'État à l'office de la marine, qui, lors de la discussion en seconde lecture du projet de 1899, a déclaré que le plus important était la flotte de guerre destinée à agir dans les eaux de l'Allemagne (1). Il faut enfin remarquer que l'agitation la plus active, menée en faveur de l'augmentation de flotte, l'a été précisément par l'Union pangermanique (*Alldeutscher Verband*). Rien ne saurait mieux indiquer le lien existant entre les ambitions maritimes de Guillaume II et le but ouvertement poursuivi par le D[r] Hasse. C'est là un point de vue que la récente augmentation de la puissance offensive de l'armée de terre confirme avec évidence.

Au début de 1899, le gouvernement de Berlin a présenté subitement au Reichstag une loi militaire (2), dont il a demandé le vote immédiat (3). L'exposé des motifs en justifiait ainsi la nécessité : « Des changements dans l'organisation et le perfectionnement des formations sont pour

(1) « En cas d'une lutte de la Triple Alliance contre l'Alliance franco-russe, la France, pense-t-on généralement, n'aurait que les deux cinquièmes de ses forces environ dans la mer du Nord et les trois cinquièmes au moins dans la Méditerranée. Dans ces conditions, l'escadre française de la Manche serait aujourd'hui sensiblement inférieure à la totalité de la flotte allemande. »

(2) Pour tous les détails sur cette loi militaire, V. la *Revue militaire*, avril 1899.

(3) Les trois délibérations du Reichstag ont eu lieu les 12 janvier, 14 et 16 mars 1899.

une armée l'indice d'un organisme qui se fortifie et se complète : tout temps d'arrêt dans cette évolution conduit finalement à la décadence et au désastre (1). »

En réalité, la portée de la nouvelle loi dépasse de beaucoup celle d'un simple perfectionnement. De vingt, le nombre des corps d'armée est passé à vingt-trois par le dédoublement de ceux dont les gros effectifs rendaient le maniement difficile et par la création d'unités nouvelles, dans la proportion suivante (2) :

	Avant la loi.	Après la loi.	Unités nouvelles.
	—	—	—
Bataillons d'infanterie de ligne...	605	607	2
Escadrons de chasseurs à cheval...	7	17	10
Batteries d'artillerie de campagne.	494	574	80 (3)
Batteries d'artillerie à pied.......	37	38	1
Bataillons de pionniers..........	23	26	3
Bataillons de troupes de communication......................	7	11	4
Bataillons du train.............	21	23	2

L'effectif des bataillons d'infanterie a été renforcé (4).

(1) Cité par la *Revue militaire*, avril 1899, p. 259.

(2) Les nouveaux corps d'armée sont les XVIII[e] prussien, le XIX[e] saxon et le III[e] bavarois, respectivement formés des XI[e] prussien, du XII[e] saxon et du II[e] bavarois.

(3) Ce chiffre de 80 batteries se répartit entre onze batteries de canons de campagne et soixante-neuf batteries d'obusiers formant vingt-trois groupes de trois batteries.

En raison de l'augmentation considérable de l'artillerie allemande, la France se trouve « numériquement » dans un dangereux état d'infériorité.

ARTILLERIE COMPARÉE DES DEUX PAYS APRÈS L'APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI ALLEMANDE :

	France.	Allemagne.	Excédents en faveur de l'Allemagne.
	—	—	—
Batteries..............	508	574	66
Pièces attelées.........	2,226	2,982	756

V. *Revue militaire*, avril 1899, p. 255 et 256.

(4) L'état-major allemand justifie le relèvement des effectifs des bataillons d'infanterie par des raisons utiles à retenir au moment où en France on propose de réduire la durée du service militaire : « La réduction du

L'ensemble de ces diverses augmentations correspond à un relèvement de l'effectif budgétaire d'environ seize mille hommes (1), de telle sorte qu'après l'application de la loi, l'armée allemande comprendra sur le pied de paix un peu plus de 600,000 hommes. Il convient en outre de remarquer qu'en agissant sur l'ensemble des années de service militaire dues par chaque Allemand, cette même loi augmente de plus de 150,000 le nombre des réservistes exercés.

Les travaux considérables de fortifications exécutés tout récemment en Alsace-Lorraine ont également une signification qu'on ne saurait manquer de relever.

Strasbourg, déjà formidablement défendu, a été doté de nouveaux ouvrages. Deux forts très puissants ont été construits à Molsheim. Neu-Brisach, près de Colmar, est devenu une place forte de premier ordre. Un fort s'élève à Guintrange près de Thionville. Autour de Metz, on en construit quatre : le fort du Point du Jour, en plein champ de bataille de Gravelotte; le fort d'Ancy, dont les canons commandent la gare-frontière française de Batilly, sur la ligne de Verdun; le fort Hæseler, au sommet du Saint-Blaise, et le fort Prince impérial, à la pointe du Gorgimont.

D'immenses casernes et des magasins d'approvisionnements considérables viennent d'être établis à Sarrebourg.

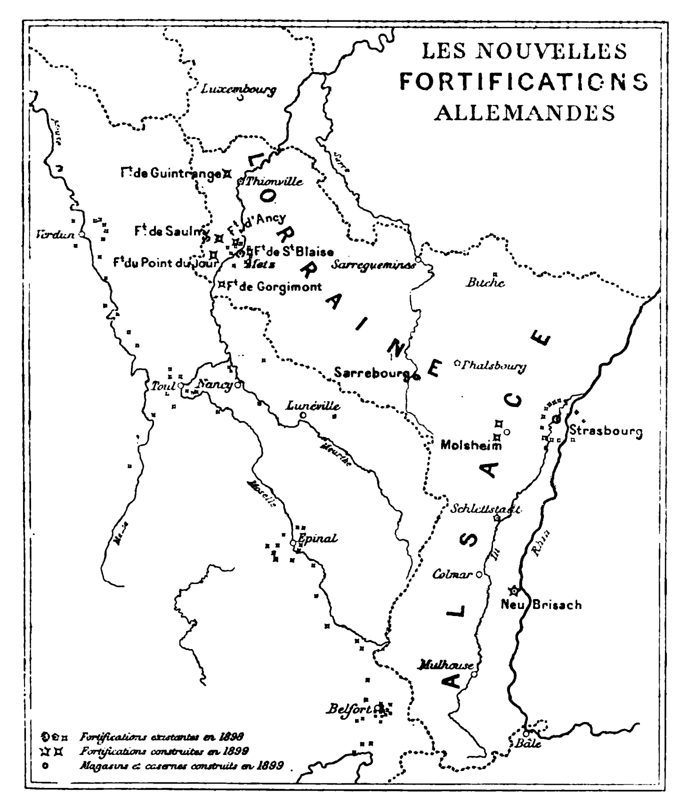
Ces différents ouvrages sont sur le point d'être terminés. Il en est de même des améliorations qui ont été entreprises

service à deux ans a eu pour effet de diminuer considérablement la force des unités d'infanterie. En réalité, il n'y a de disponibles pendant plusieurs mois de l'année, comme exercés, que des hommes d'une seule classe. De telle sorte que si dans la période comprise entre le renvoi de la dernière classe et le 1er avril une guerre venait à éclater, une compagnie se trouverait dans la nécessité de compléter son effectif avec les deux tiers de réservistes. »

(1) Ce chiffre n'est nullement définitif. Le gouvernement s'est réservé « le droit de présenter, avant l'application intégrale de la loi, une demande d'augmentation des effectifs, si le besoin s'en faisait trop vivement sentir ». *Revue militaire*, avril 1899, p. 246.

dans le même temps sur la frontière russe, notamment aux places de Thorn, de Kœnigsberg et de Breslau.

Deux déductions très nettes se dégagent de l'ensemble de ces travaux. La première, c'est qu'ils sont destinés à contenir puissamment la France et la Russie, nécessité inéluctable



dans le cas d'une intervention allemande en Autriche. Les dispositions militaires de l'Allemagne nettement offensives contre l'Autriche fortifient cette présomption ; aucun ouvrage n'existe au sud de l'empire allemand, et la loi militaire de 1899 a renforcé d'un corps d'armée les effectifs de cette région (1).

(1 Le XIXᵉ corps, Leipzig, tiré du XIIᵉ corps, Dresde.

La seconde déduction, c'est que, dans la même hypothèse, les deux puissantes lignes fortifiées de l'est et de l'ouest sont destinées à permettre aux armées de choc, dont le colonel de Bernhardi et le général von der Golz exposent si clairement le rôle foudroyant, de se former en toute sécurité à l'abri de cette ligne cuirassée. On verra au chapitre suivant en considération de quelle nécessité les Allemands se sont ménagé cette faculté.

Les diverses mesures déjà exposées paraissent dépasser de beaucoup celles que prennent les États qui veulent simplement assurer leur sécurité; une série de faits établissent que l'empereur Guillaume les a prises en vue d'événements qu'il considère comme prochains.

Depuis deux ans, il pousse le rajeunissement des cadres de son armée avec une activité qui ne fut jamais atteinte à aucune époque et dans aucun pays. En 1899, plus de 700 officiers de tous grades, dont 526 pour les seules troupes prussiennes et 351 autres, du 1er mai au 15 novembre 1900, ont dû prendre une retraite anticipée. Ainsi l'armée allemande possède maintenant les généraux de beaucoup les plus jeunes. Il est incontestable que de ce chef elle s'assure sur toutes les autres une supériorité très marquée. Dans la même période de temps, on a remarqué l'activité particulière mise à l'entraînement des pigeons voyageurs; fait digne de remarque, on assure que les navires de la *Hamburg-America-Linie,* dont la première escale est à Cherbourg, en font un lâcher à chaque voyage. Les travaux de fortification en Alsace-Lorraine sont menés avec une hâte qui constitue, elle aussi, un sujet de vif étonnement pour les Français des pays annexés. En septembre 1899, l'un d'eux écrivait à Mme Adam : « Je vois des préparatifs dont on n'a pas l'air de se douter à Paris. » Les mesures prises par les autorités militaires allemandes étaient assurément dignes d'émouvoir les habitants d'Alsace-Lorraine. Pour le fort du mont Saint-Blaise, près de Novéant, l'autorité militaire n'a pas voulu

attendre l'accomplissement des formalités légales d'expropriation; elle s'est emparée du terrain dépendant de la ferme des Grosyeux malgré son propriétaire, M. de Brossin. Des précautions tout à fait inusitées ont été prises pour assurer le plus grand secret sur les nouveaux ouvrages. Les permis de chasse ont été supprimés dans les régions où ceux-ci sont contruits. Le 26 mai 1899, l'autorité militaire a interdit aux journaux d'Alsace-Lorraine de publier le moindre renseignement, et même d'indiquer l'emplacement des chantiers, leur nombre et celui des ouvriers qui y travaillent. Les Italiens ont été renvoyés des terrassements. Seuls, les ouvriers allemands, malgré le prix plus élevé de leur main-d'œuvre, ont été conservés. Encore sont-ils étroitement surveillés par de nombreux gendarmes, venus tout exprès du centre de l'empire. A la fin d'octobre 1899, les ouvriers des forts du Saint-Blaise et d'Ancy se sont mis en grève. Les travaux étaient abandonnés depuis une semaine seulement quand l'autorité militaire consentit à relever les salaires de près du quart.

En vue de quels desseins a-t-on pris des précautions si extraordinaires, et pourquoi a-t-on montré un tel souci de rapidité? Les déductions que suggère la loi militaire du 25 mars 1899 semblent permettre de répondre à la question. Le développement considérable qu'elle a donné aux troupes de communication (1) dénote chez l'état-major allemand la prévision d'une vigoureuse offensive stratégique au début des opérations, ce qui autorise à admettre l'hypothèse

(1) Les troupes de communication comprennent : comme troupes de chemins de fer, la valeur de trois bataillons ; comme troupes de télégraphie, la valeur de sept bataillons ; comme troupe d'aérostiers, la valeur d'un bataillon ; soit au total onze bataillons. V. la *Revue militaire*, avril 1899, p. 258.

La nomination d'un inspecteur général des troupes de communication, *relevant directement de l'empereur* et seul responsable de l'instruction donnée à ces troupes, marque bien l'importance attribuée à ce nouvel organisme. *Op. cit.*, p. 257.

d'une attaque subite et sans déclaration de guerre. Les lourdes charges financières qu'entraîne la loi ont aussi leur enseignement. Sa simple application nécessite une dépense d'organisation de 133 millions de marks et grève le budget annuel de 27 millions (1). Or, rien du côté de la France ou de la Russie ne pouvait alarmer le gouvernement de Berlin. Par la conférence de la Haye, le Tsar a manifesté ses sentiments profondément pacifiques ; en France, aucune démonstration belliqueuse n'a eu lieu depuis longtemps. La loi militaire a donc surpris tout le monde en Allemagne, et les contribuables, déjà lourdement grevés, l'ont accueillie avec une répugnance non dissimulée. Dans ces conditions, pour que l'empereur Guillaume ait accru sans hésiter le fardeau pesant sur ses sujets, il faut bien admettre qu'il a agi en vue d'un plan politique secret, mais nettement déterminé, plan qui d'ailleurs a été suffisamment découvert par la discussion parlementaire de la loi au Reichstag.

Le baron de Stumm-Halberg, *persona gratissima* auprès de Guillaume II, fut chargé de soutenir le projet gouvernemental à la tribune du Parlement. Au cours de son argumentation, il déplora comme excessif l'emploi fait par ses collègues pangermanistes de l'expression « l'Allemagne depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique » (*Deutschland vom Belt bis zur Adria*), pour justifier le relèvement des effectifs, mais peu après, lui-même ajoutait dans le même but : « Il me suffit d'attirer l'attention sur les troubles intérieurs qui, à mon vif regret, ont lieu en Hongrie comme en Autriche (2). »

L'allusion était transparente, elle fut saisie sans peine et

(1) Le budget de la guerre allemand pour 1901 comporte, sans compter les dépenses relatives à l'expédition de Chine, 71 millions de marks de crédits extraordinaires, soit 45 millions de plus qu'en 1900.

(2) « Ich brauche bloss auf die inneren Wirren, die zu meinem lebhaften Bedauern, in Ungarn sowohl wie in Oesterreich stattfinden, hinzuweisen... » *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags*, séance du 12 janvier 1899, dixième législature, premier volume, p. 200.

avec joie par les députés, qui, comme nous l'apprend M. de Stumm-Halberg, n'hésitèrent pas à soutenir la loi en déclarant la nécessité d'assurer le développement de l'Allemagne depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique. Il faut d'ailleurs admettre que cet argument est celui qui a agi puissamment sur le public, car le 7 mars 1899 *l'Éclair* recevait de Berlin cette fort intéressante dépêche : « Pour obtenir le vote des dépenses de cette nature, déjà sollicitées du Parlement, la presse officieuse allemande avait l'habitude d'influencer le sentiment public en lui montrant les sacrifices continuels de la France en vue d'accroître sa puissance militaire et en lui signalant, avec un grand luxe de commentaires, tout ce qui pouvait faire croire à l'influence persistante de l'idée de revanche... Actuellement, il semble au contraire qu'on évite avec soin en Allemagne de froisser les susceptibilités françaises, et *l'on n'invoque plus, pour décider les députés à desserrer les cordons de la bourse, que la puissance des partis militaires en Russie et en Autriche ou les conséquences possibles pour la paix européenne de la mort d'une ou deux personnalités.* »

Impossible de dire plus explicitement que la loi militaire de 1899 a été motivée par l'hypothèse de la succession d'Autriche.

§ 7. — Cet ensemble de paroles précises et de faits certains, concordant avec les manifestations prussophiles en Autriche, pourrait paraître suffisant pour conclure. Il est rare qu'en politique étrangère la ligne suivie par un gouvernement s'indique avec autant de netteté. On peut cependant encore tirer de l'orientation donnée par Guillaume II à sa politique extérieure un élément de jugement fort utile. La courte période qui a eu pour point de départ l'événement de Fachoda est féconde en enseignements.

Incontestablement, l'empereur allemand a su tirer un excellent parti de l'animosité justifiée que les Anglais, avec

une méconnaissance complète de leurs véritables intérêts, ont su réveiller en France contre eux.

A Paris, où tant de gens vivent dans la pensée que la politique française doit de toute nécessité choisir entre Londres et Berlin, — point de vue qui mériterait une longue discussion, — on a penché un instant vers l'Allemagne. On s'est bercé, sur les bords de la Seine, du rêve de réaliser une entente franco-russo-allemande contre l'Angleterre. Des projets vagues ont circulé. On n'en voyait pas très bien la portée précise, la durée et les avantages réels; mais ils flattaient les légitimes indignations du moment, et ils faisaient le jeu de tous ceux qui, pour des motifs divers, avaient intérêt à persuader aux Français que le grand appareil militaire de la République était désormais moins nécessaire que jadis.

Dans toute cette période, l'empereur allemand a appliqué avec une habileté remarquable le précepte de Machiavel : « Si l'on vise un ennemi puissant que l'on se propose d'attaquer un jour, il est sage d'user avec lui en attendant de bons procédés et de détourner son attention en menaçant son voisin. »

Pas un instant, donc, Guillaume II n'a cessé de suivre sa ligne de conduite habituelle, mais il a laissé croire qu'il allait incessamment prendre position contre l'Angleterre. Les Français étaient dans l'attente; il a conservé son attitude chatoyante; il a continué de les accabler de ces prévenances légères, sans fond comme sans conséquences, mais qui séduisent les âmes sensibles.

Il est facile aujourd'hui de dresser le bilan de cette politique.

En juillet 1899, le gouvernement français envoya l'*Ibis* à Gestemünde, et, le même mois, Guillaume II monta à bord de l'*Iphigénie*, à Bergen. L'événement était si considérable que la presse allemande osa à peine y croire. « L'empereur allemand sur un navire d'État français! Des aspirants de

marine français manœuvrant devant le roi de Prusse!... *C'est le premier acte officiel accompli par la France pour manifester le désir de rapports amicaux avec l'Allemagne* (1). » L'étonnement fut extrême à Berlin. Comment le ministère français a-t-il pu faire une pareille démarche! « Et c'est par ordre de leur gouvernement que les Français ont manœuvré devant l'œil observateur du prince étranger (2)! »

Il faut avouer que, pour un Prussien réaliste, la stupéfaction était excusable. Comment concevoir que la France de 1870 ait fait des avances à son vainqueur, quelques semaines après que l'empereur allemand venait de porter au maximum la puissance militaire dirigée éventuellement contre elle (loi du 25 mars 1899) et de donner l'ordre d'activer les travaux de fortification en Alsace-Lorraine?

L'aberration qui a régné en cette circonstance dans les cercles gouvernementaux français est d'autant plus inconcevable, que la conduite actuelle de l'empereur allemand à l'égard de la France est exactement semblable à celle que tous les Hohenzollern ont eu soin d'observer avant leurs grandes opérations politiques. Endormir la France est leur procédé habituel. C'est la tactique suivie par le grand-père de Guillaume II avec Napoléon III, avant 1866. C'est encore seulement après avoir passé plusieurs années à entretenir la cour de Paris de projets d'entente et même d'alliance, que Guillaume I[er] a risqué la grosse partie de 1870.

On sait les prodigieux résultats de cette manœuvre. Peu de mois avant la guerre, les députés du Corps législatif combattaient avec acharnement les projets du maréchal Niel. Pour eux, les armées permanentes avaient fait leur temps; le militarisme était une plaie; la France devait donner l'exemple du désarmement; la Prusse l'imiterait ensuite.

(1) *Berliner Tageblatt.*
(2) *Id.*

. Les excellentes relations entre les cours de Paris et de Berlin semblaient justifier cette argumentation. Deux mois plus tard, les Allemands passaient le Rhin, et la France, vaincue, payait de cinq milliards et de deux provinces le monstrueux aveuglement des députés du Corps législatif.

L'analogie que présente la situation actuelle n'est-elle pas frappante? Aujourd'hui, dans le même temps où l'on constate des efforts continus pour amener les Français à rayer le danger allemand de leurs préoccupations, la propagande antimilitariste s'organise à Paris, dans le but nettement avoué de saper les bases de l'armée française. Spontanée ou non, cette propagande sert puissamment les combinaisons de la chancellerie berlinoise, qui jouissait déjà de l'inappréciable avantage de pouvoir, grâce aux agences télégraphiques dont elle dispose, faire circuler en France les « bruits » qui lui conviennent et à l'heure qu'elle choisit. L'abondance élogieuse avec laquelle ont été commentés les moindres actes de Guillaume II qui pouvaient passer pour francophiles, la concision des télégrammes relatifs aux armements allemands et l'absence à peu près complète de renseignements sur la campagne pangermaniste en Autriche décèlent suffisamment cette action occulte. Son résultat le plus certain a été de cacher aux Français l'état vrai de l'Allemagne et de dissimuler les intentions de leur empereur, presque avec autant de succès qu'avant 1870.

La politique de Guillaume II à l'égard de la Russie a un objectif identique, mais les procédés sont différents. Officiellement, l'empereur assure que son vif désir est de rétablir avec Pétersbourg les bonnes relations que le prince de Bismarck sut maintenir si longtemps; ceci implique la destruction de l'alliance franco-russe; Guillaume II s'y emploie consciencieusement. Il s'est d'abord attaché à la transformer par une série d'immixtions savantes. La première a eu lieu un peu avant le traité de Shimonoseki. Ensuite, il a tout fait pour occuper la Russie en Extrême-Orient.

Le bénéfice était certain. Il y a gagné de pouvoir installer l'Allemagne à Kiao-Tcheou et de contraindre la Russie à diluer sur une étendue toujours plus vaste les milliards de ses grands emprunts, alors que peut-être il eût été plus sage de les consacrer au développement de la Russie d'Europe et à l'achèvement des armements.

La combinaison de ces jeux habiles a fait perdre à l'alliance franco-russe, au moins momentanément, son caractère initial. Sous l'impression du travail tendancieux des agences, beaucoup de Français ne savent plus très bien si l'alliance avec le Tsar est dirigée vraiment contre l'Allemagne et si elle peut leur être utile contre l'Angleterre. Ce fâcheux état d'esprit a permis, dans certains milieux et surtout dans les organes parisiens de la presse internationale, de mettre en question l'existence même de l'alliance. On n'attaque point encore ouvertement le gouvernement du Tsar, mais on le discrédite en répandant les bruits les plus malveillants sur l'état de ses finances. Les banquiers des petites villes de province opèrent le plus efficacement en conseillant à leurs clients de vendre leurs valeurs russes; ces banquiers, il est vrai, parfaitement inconscients de l'œuvre qu'ils accomplissent, ne sont que les porte-voix des grands financiers de la capitale qui, eux, obéissent, selon toute apparence, à un mot d'ordre mystérieux.

Enfin, au moment précis où les Français, cessant de croire à la possibilité de l'alliance continentale contre l'Angleterre, voient se développer avec une vigueur surprenante la campagne antimilitariste et antirusse, on apprend tout à coup, d'une façon indubitable, un événement qui confond toutes les croyances, détruit toutes les espérances, et semble une volte-face subite du fantasque empereur Guillaume : l'accord anglo-allemand. Lui-même en proclame le caractère durable dans son discours de Barmen : « L'entente avec le plus grand des États germaniques, en

dehors de l'Allemagne, *sera dans l'avenir* un puissant adjuvant pour les efforts communs des deux peuples sur le marché du monde, où ils pourront se faire une concurrence amicale *sans aucun choc hostile* (1). »

Quelques jours plus tard, le refus de recevoir le président Kruger confirme avec éclat cet accord des deux grands États germaniques. Sa divulgation a surpris certains milieux français. Bien des indices cependant l'annonçaient et rien n'était plus conforme aux précédents historiques. Guillaume II n'a fait qu'appliquer une fois de plus le plan de Bismarck toujours le même : « Nous brouiller avec l'Angleterre ; puis se retourner brusquement, se rapprocher d'elle et nous laisser plus isolés que jamais (2). »

On peut maintenant résumer les « faits » certains, destinés à exercer une action puissante sur la politique générale, et dont j'ai constaté successivement l'existence. On trouve :

La campagne prussophile en Cisleithanie ;
Les armements militaires de l'empire allemand ;
Les projets savamment tendancieux d'entente franco-allemande ;
La campagne contre l'armée française ;
La campagne contre l'alliance franco-russe ;
L'entente anglo-allemande.

Or, par un hasard qu'il est difficile de supposer fortuit, *tous ces faits sont les conditions mêmes de l'extension continentale de l'empire allemand*. Ils sont comme l'ombre des grands événements qui s'approchent. Aux hommes d'État de s'en rendre un juste compte.

Et maintenant que conclure sur ce point ? Le gouvernement de Berlin suit-il une politique pangermaniste ?

« L'empire allemand ne peut sauver les Allemands d'Autriche en une nuit s'il ne s'y est préparé d'avance. Existe-

(1) 24 octobre 1900.
(2) M. Paul DESCHANEL, *Discours de réception à l'Académie française*.

t-il des indices de tels préparatifs? A cette question on doit répondre oui (1). »

Qui parle avec autant d'assurance? C'est l'un des publicistes de l'*Odin Verein*, qui, assurément, a de bonnes raisons pour être exactement renseigné. Comment en effet pourrait-on nier que la puissante propagande organisée en Autriche, que les armements de l'Allemagne et l'orientation générale de sa politique ne soient les résultantes d'une même pensée directrice? Si une conviction doit être basée sur les apparences et sur les déductions rationnelles qu'elles suggèrent, le doute n'est pas permis.

§ 8. — On a, il est vrai, pour se rassurer, les déclarations faites par M. de Bülow dans son discours au Reichstag le 11 décembre 1899. Après avoir constaté, ce qui est incontestablement exact, que les chances de l'Allemagne pour l'avenir se sont « considérablement modifiées depuis deux ans », il ajouta : « La politique étrangère de l'Allemagne n'est ni cupide, ni inquiète, ni fantaisiste. Et je dirai à ce propos : *les plans fantaisistes qu'on nous attribue de temps à autre dans la presse étrangère sont de pure imagination... Nous ne pensons nullement à donner à nos efforts dans ce sens l'extension dont certains journaux à l'étranger nous attribuent à tort l'intention.* »

Que valent ces paroles officielles contre l'abondance des faits? En réalité, bien loin de mettre aucune entrave à la propagande pangermaniste, — et cela lui eût été facile en sa qualité de ministre des affaires étrangères d'un État où la police est toute-puissante, — M. de Bülow l'a au contraire encouragée. Même au Reichstag, lorsqu'il a dû rappeler aux

(1) « Eine Rettung der Deutsch-Oesterreicher durch das Deutsche Reich kann nicht über Nacht beschlossen werden, wenn nicht vorgearbeitet worden ist. Sind Zeichen solcher Vorarbeit vorhanden? Man darf die Frage mit Ja beantworten... » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 6. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

convenances les députés qui témoignaient à l'Autriche un intérêt trop compromettant, il l'a fait avec une modération significative. « ... Ici, je fais une prière. Dans la discussion d'aujourd'hui on a parlé à différentes reprises de la situation intérieure de la monarchie austro-hongroise. Quelles sont nos appréciations personnelles à l'égard des événements qui se passent dans des États étrangers? C'est là un point sur lequel chacun doit s'arranger avec lui-même. Les pensées n'ont pas de frontières et les sentiments non plus. Mais, si ces sentiments viennent à recevoir une expression publique, je crois de mon devoir de rappeler à la modération, à la prudence et au respect des droits étrangers... (1). »

Cette admonestation paternelle laisse facilement percer la sympathie. Elle surprend d'autant moins quand on sait qu'en 1900 le chancelier actuel n'a pas hésité à devenir membre de l'*Allgemeiner Deutscher Schulverein*, dont j'ai signalé plus haut le rôle en Autriche (2).

Ceux qui voudront juger la valeur exacte des dénégations de M. de Bülow feront donc sagement de se rappeler deux faits. Dans une dépêche aux habitants de Siegen, à l'occasion de l'inauguration d'un monument à Bismarck (20 octobre 1900), le nouveau chancelier s'est proclamé le disciple de Bismarck, qui dans sa politique étrangère a toujours procédé par surprises, par grands coups (3) : « J'aurai toujours les yeux fixés, comme devant mon modèle, sur la grande figure de l'inoubliable homme d'État. » La sin-

(1) *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags*, séance du 14 décembre 1897, neuvième législature. Veme session, premier volume, p. 235.

(2) Texte allemand de l'adhésion de M. de Bülow. « Ich erachte es als wichtige Aufgabe gerade derjenigen Reichsbehörde, der die Wahrnehmung der deutschen Interessen im Auslande und, in notwendigen Zusammenhange damit, die Fürsorge für die Erhaltung des Deutschtums unter den in der Fremde lebenden Deutschen obliegt, der Pflege eines der gewaltigsten Bindemittel, der Muttersprache, erhönt Aufmerksamkeit zuzuwenden. »

(3) V. CHERBULIEZ, *l'Allemagne politique depuis la paix de Prague*, p. 396. Hachette, Paris, 1870.

cérité de M. de Bülow est donc celle de Bismarck. Or, quelques mois avant Sadowa, Mensdorff, ambassadeur d'Autriche à Berlin, alla trouver le ministre du roi de Prusse et lui demanda s'il avait l'intention de rompre violemment la convention de Gastein : *Non, répondit M. de Bismarck, mais si j'avais cette intention, vous répondrais-je autrement* (1).

(1) Debidour, *Histoire diplomatique de l'Europe*, t. II, p. 298. Alcan, Paris, 1891.

CHAPITRE VI

COMMENT PEUT SE POSER LA QUESTION D'AUTRICHE

I. Dans la paix. — § 1. Par la continuation de la propagande pangermaniste : son objectif est la destruction totale du loyalisme autrichien. — § 2. Par une action politique plus intense exercée à Vienne à la faveur des événements qui suivront l'ouverture de la succession d'Autriche : les successeurs éventuels de François-Joseph. Les incertitudes prolongées. — § 3. Par l'application du procédé de la *Sonderstellung*; c'est-à-dire par l'exclusion de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie de la Cisleithanie : conséquences qui en résulteraient. — § 4. Par l'adoption de mesures économiques successives tendant à faciliter l'entrée de l'Autriche dans le *Zollverein* allemand : unification de tarifs, exécution des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, etc.

II. Dans la guerre. — § 1. Cas de la succession d'Autriche : ce que suppose cette hypothèse. Ses phases de réalisation. — § 2. Cas de l' « occasion unique » résultant de circonstances concordantes : la déchéance militaire de la France, guerre franco-anglaise, accord Chamberlain-Guillaume II, suites continentales d'événements extérieurs à l'Europe. Action personnelle de Guillaume II dans cette hypothèse. — § 3. Des possibilités techniques d'exécution : les préparatifs militaires allemands. La Bohême au point de vue stratégique. L'armée autrichienne. Calcul des probabilités. Les pouvoirs militaires de l'empereur Guillaume. L'état d'esprit du peuple allemand rend-il possible une brusque mobilisation? — § 4. La puissance des faits accomplis : l'Europe après les jours décisifs.

III. De la nécessité de prévoir les diverses hypothèses. — § 1. Les signes précurseurs y invitent : l'exemple de 1870. — § 2. Le principe fondamental de la politique étrangère le commande : la « prévoyance », base de la méthode politique des Allemands, a causé leurs succès.

A l'intérieur de l'Autriche, rien ne menace sérieusement la paix européenne; le danger de la voir troublée existe cependant, mais sa cause est extérieure aux frontières de la Cisleithanie. Le mouvement pangermaniste, conséquence

des traditions conquérantes de la Prusse, établit qu'il réside dans la nouvelle « poussée » des ambitions allemandes.

Tout indique l'approche des temps annoncés, dès 1875, dans un mémoire technique sur la réorganisation de l'artillerie autrichienne que les plus sérieuses investigations permettent d'attribuer au général autrichien, l'archiduc Johann Salvator.

« En dépit de toutes les protestations d'amitié, écrivait-il, nous devons voir avec une entière clarté que les efforts d'expansion de notre voisin, l'empire prussien allemand, menacent l'intégrité de la monarchie.

« Union nationale et annexion nationale sont devenues les principes de la formation moderne des États. De toute évidence, ce sont eux qui ont déterminé les grandes guerres de ce temps. Qui pourrait ne pas ressentir les craintes justifiées qui en résulteront pour notre cher et malheureux pays?... On prétend que la ruine de l'Autriche est seulement une question de temps et qu'une guerre n'est pas nécessaire. Cela n'est pas : il faut une guerre et elle viendra; un jour nos voisins auront envie des belles terres du pays du Danube et l'Allemagne aura besoin d'étendre ses frontières vers l'Orient.

« De même que l'Autriche a combattu dans le passé pour son bon droit, elle luttera alors pour l'existence; il s'agira d'un combat décisif... Puisse le temps qui nous reste être utilisé, au moins, pour créer les préparatifs d'une heureuse défense (1)! »

(1) *Betrachtungen über die Organisation der österreichischen Artillerie.* Mémoire du général archiduc d'Autriche Johann Salvator, 1875.

« Trotz aller Freundschaftbetheuerungen müssen wir uns dessen vollkommen klar sein, dass die expansiven Bestrebungen des benachbarten preussich-deutschen Reiches die Integrität der Monarchie gefährden. Nationale Einigung und nationale Annexion sind zum Principe der modernen Staatenbildung geworden und haben unverkennbar den Impuls zu den grossen Kriegen der Neuzeit gegeben. Wer könnte sich angesichts dieser Thatsache gegründeten Befürchtungen hinsichtlich unseres theueren, aber unglücklichen Vaterlandes verschliessen?...... der Zerfall Oesterreichs sei nur eine

L'ensemble des dernières dispositions militaires et politiques récemment prises par le gouvernement de Berlin établit le caractère véritablement prophétique des vues de l'archiduc Johann Salvator. L'éventualité d'une intervention de l'empire allemand dans les affaires d'Autriche est donc de celles qu'on ne saurait se dispenser plus longtemps d'envisager avec résolution.

Sous quelles formes peut-elle se produire? Comment la transition s'opérera-t-elle entre la préparation sourde, exposée plus haut, et l'action politique décisive? Sous l'influence de quels événements la « question d'Autriche » est-elle susceptible de se poser devant l'Europe? Voilà autant de points sur lesquels il convient d'être fixé.

Sans doute, on est contraint ici de raisonner sur des hypothèses qui, certainement, ne se réaliseront pas sous une forme identique à celle qu'on leur aura attribuée; toutefois, l'exposé des « cas » probables offre l'avantage de tracer les limites du vraisemblable et de contraindre à préciser des dangers dont on sent bien l'approche, mais qui restent dans l'esprit à l'état de vagues conceptions.

L'étude de l'œuvre et de la méthode des Pangermanistes permet de constater qu'avec cette merveilleuse prévoyance que les Allemands savent mettre en toute chose, ils se ménagent la possibilité de réaliser la mainmise sur l'Autriche, soit dans la paix, soit dans la guerre.

Frage der Zeit und es bedürfe hiezu keines Krieges. Es bedarf eines Krieges und dieser muss kommen, da es einmal unseren Nachbarn nach dem schönen Lande an der Donau gelüstet und Deutschlands Grenzen auch nach Osten einer Erweiterung bedürfen. So wie Oesterreich seit jeher für sein gutes Recht eingestanden ist, so wird es seinerzeit um seinen Bestand ringen; es gilt dann den letzten entscheidenden Kampf. Möge die noch vorhandene Zeit benützt werden, um wenigstens die Vorbedingungen einer glücklichen Vertheidigung zu schaffen. » V. la *Politik* de Prague du 28 décembre 1899 et du 6 février 1900.

I

DANS LA PAIX

Dans la paix, les Pangermanistes comptent surtout sur l'action lente, mais progressive, de leurs procédés dissolvants. Ils espèrent en accroître l'efficacité dans des proportions considérables, à la faveur de circonstances qu'on peut déjà prévoir; les unes résulteront de la force des choses; il appartient à une politique habile de susciter les autres.

§ 1. — Présentement, l'objectif principal des Pangermanistes est de ruiner aussi complètement que possible le loyalisme des Allemands d'Autriche envers leur dynastie. Leur propagande, organisée sur des bases puissantes que l'on sait et dissimulée fort habilement sous les dehors du mouvement protestant *Los von Rom*, qui permet de la poursuivre sans éclats inutiles, peut y contribuer largement. Il est vrai que, même si le gouvernement de Vienne continue à ne pas faire d'opposition sérieuse, il ne semble pas que les Prussophiles puissent jamais devenir une majorité numérique parmi les Allemands d'Autriche. Toutefois, les progrès qu'ils peuvent encore réaliser n'en constituent pas moins un travail préparatoire indispensable à la grande opération politique qu'ils prétendent réaliser.

§ 2. — Les fruits de ce travail n'apparaîtront avec toute leur importance que lorsque certains événements mettront le gouvernement de Berlin à même de s'immiscer davantage dans les affaires de l'Autriche. L'ouverture prochaine de la succession au trône peut être de ceux-là.

L'état de la famille des Habsbourg laisse malheureuse-

ment subsister sur l'héritier de François-Joseph de fâcheuses incertitudes.

L'empereur François-Joseph n'ayant plus d'enfants, son successeur le plus direct est son neveu, l'archiduc François-Ferdinand d'Este (1). Officiellement, il doit recueillir la couronne. Diverses raisons, dont la principale est le mariage qu'il vient de contracter récemment, font que cet événement n'est cependant pas certain. En juillet 1900, l'archiduc François-Ferdinand a épousé morganatiquement la comtesse Sophie Chotek (2), dame d'honneur de l'archiduchesse Isabelle. La femme du futur empereur éventuel n'est donc pas de sang royal. Les statuts de la maison des Habsbourg ne prévoyant pas ces sortes d'unions, François-Joseph s'est longtemps opposé à ce mariage. Il n'y a finalement consenti qu'à condition que, préalablement au mariage, François-Ferdinand prêterait un serment suivant lequel les enfants à naître de son union n'auraient aucun droit à la couronne. Cette cérémonie a eu lieu le 28 juin 1900, en présence de François-Joseph, des archiducs et des hauts fonctionnaires de la cour. Elle entraîne cette conséquence qu'à la mort de l'archiduc François-Ferdinand la couronne passerait soit à son frère cadet, l'archiduc Othon; soit à l'héritier de ce dernier, l'archiduc Charles-Ferdinand-Joseph.

Une telle interprétation des statuts de la famille des Habsbourg, à laquelle on prétend que la cour de Berlin n'a pas été étrangère, est assurément regrettable. Elle prolonge

(1) L'empereur François-Joseph, né le 18 août 1830, avait trois frères. L'aîné, Ferdinand, né en 1832, mourut avec le titre de Maximilien, empereur du Mexique; le second, Louis-Victor, n'a pas eu d'enfants, et le troisième, l'archiduc Charles-Louis, né le 30 juillet 1833, est mort en 1896. Marié trois fois, il reste de son second mariage avec la princesse Annonciation de Bourbon-Sicile deux fils : l'aîné, l'archiduc François-Ferdinand d'Este, est né le 18 décembre 1863. C'est lui qui vient d'épouser la comtesse Chotek. Son cadet, l'archiduc Othon-François-Joseph, né le 21 avril 1865, marié à la princesse Marie-Joséphine de Saxe, est père de deux fils.

(2) La sœur de la comtesse Chotek est mariée au comte Jaroslav Thun, frère cadet de l'ancien président du conseil des ministres.

l'incertitude qui pèse sur les souverains autrichiens; elle laisse subsister la crainte que, pour ne pas ouvrir une parenthèse dans l'ordre de succession, François-Joseph revenant, comme il l'a déjà fait tant de fois sur sa décision, ne désigne pour lui succéder directement l'archiduc Othon ou l'aîné de ses enfants.

Chacune de ces éventualités est destinée à créer de fâcheuses complications.

L'exclusion du trône des enfants de la comtesse Chotek est le résultat d'une tradition de la famille des Habsbourg; elle n'est nullement imposée par un texte constitutionnel; aussi, au moment du mariage, une bonne partie de la presse austro-hongroise n'a pas manqué de le faire remarquer avec insistance. Les Tchèques et les Magyars, notamment, ont déclaré qu'ils n'avaient aucune raison de ne pas reconnaître comme roi de Hongrie ou de Bohême un enfant de la comtesse Chotek. Depuis lors, il est vrai, les Magyars ont accepté (novembre 1900) la solution imposée par François-Joseph, mais la situation n'est pas pour cela plus nette.

Les difficultés seraient plus immédiates et plus grandes encore si, à la place de François-Joseph, l'archiduc Charles-Ferdinand-Joseph, fils de l'archiduc Othon, venait à recevoir la couronne. Ce prince, né en 1887, n'a par conséquent que quatorze ans. Il y aurait donc lieu de recourir très probablement à la nomination d'un conseil de régence, état de choses qui faciliterait singulièrement les intrigues berlinoises dans un pays comme l'Autriche, où le souverain doit constamment et personnellement jouer le rôle d'arbitre entre les diverses nationalités de la monarchie. La jeunesse du fils de l'archiduc Othon n'est d'ailleurs pas le seul motif qui pourrait faire regretter de voir l'archiduc François-Ferdinand écarté du trône. Sans doute, ce dernier est peu connu. On le dit froid et réservé, mais ceux qui l'ont approché le savent conciliant et désireux de rendre justice

à tous ses peuples. Son mariage avec la comtesse Chotek, réalisé malgré de grandes difficultés, témoigne de sa volonté et de son peu d'attachement à des préjugés surannés. Parlant la plupart des langues de son futur empire, et notamment le tchèque, qu'il manie avec une grande perfection, il semble avoir les qualités requises pour faire un monarque vraiment autrichien. On peut donc souhaiter son avènement. Quoi qu'il en soit, la succession au trône, en supposant même que le gouvernement de Berlin ne cherche pas à intervenir, donnera naissance à une série de difficultés et fournira aux Prussophiles une excellente occasion de réaliser de nouveaux progrès.

§ 3. — A leur faveur, les Pangermanistes pourraient peut-être, sans représenter la majorité mais grâce à leurs procédés d'intimidation, obtenir l'exclusion (*Sonderstellung*) du territoire autrichien de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie. L'*Atlas pangermanique*, de Paul Langhans, expose très nettement quel serait le résultat de cette opération. Il élèverait la proportion des Allemands à 53 pour 100 et ferait tomber celle des Slaves à 43 pour 100 (1). La situation actuelle serait renversée. « La majorité slave au Reichsrath de Vienne disparaîtrait aussitôt (2), » et le « Germanisme » retrouverait cette prépondérance matérielle que seuls les progrès des nationalités slaves, basés sur le nombre, lui font perdre progressivement depuis 1867. Alors, selon l'expression textuelle du député Türk : « Si les choses n'allaient pas mieux, les Allemands pourraient éventuellement mettre leur poing dans l'œil des Tchèques (3). »

(1) Justus PERTHES, *Alldeutscher Atlas*, p. 5. Gotha, 1900.

(2) « Würde diese unnatürliche Verbindung Galiziens mit der österreichischen Westhälfte gelöst, dann würde sofort die slavische Uebermacht im Reichstage zu Wien verschwinden. » *Gross-Deutschland*, p. 8. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(3) « ... dann könnten die Deutschen den Cechen eventuell, wenn es nicht anders ginge, die Faust auf das Auge drücken. » Séance du Reichsrath du 25 octobre 1899.

Il est tout à fait nécessaire de se pénétrer de l'importance capitale de l'idée de la *Sonderstellung*. Si elle se réalisait, la majorité passant aux Allemands, ceux que le contrepoids slave contraint à la modération se laisseraient facilement entraîner par la minorité des Pangermanistes; finalement, ces derniers deviendraient les maîtres de la Cisleithanie restreinte.

J'ai montré plus haut (v. p. 150) quelles raisons puissantes les Polonais ont de s'opposer à la *Sonderstellung* de la Galicie; il serait dangereux toutefois de se faire illusion sur l'efficacité de leur résistance à ce morcellement de la Cisleithanie. Pour qu'il puisse être réalisé, il suffit, en effet, de supposer un souverain autrichien qui, subissant de plus en plus les suggestions berlinoises, admettrait que la restauration d'un régime absolutiste basé sur la prépondérance du « Germanisme » est le salut de son empire. Alors, par un coup d'État analogue à celui de 1867 qui a établi le dualisme austro-hongrois contre la volonté des peuples slaves, il imposerait la *Sonderstellung* de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie.

Or, et ceci est tout à fait essentiel, la réalisation de la *Sonderstellung*, même limitée à la Galicie, serait un *acte de politique internationale*. Elle démontrerait d'abord avec évidence l'influence croissante de la cour de Berlin sur celle de Vienne; de plus, elle marquerait le moment à partir duquel la réunion à l'empire allemand de ce qui resterait de Cisleithanie pourrait être sûrement et pacifiquement réalisée. M. Schönerer et ses amis le savent bien, et c'est précisément pourquoi ils mettent tant d'obstination à réclamer la *Sonderstellung* de la Galicie.

§ 4. — En effet, dans la Cisleithanie restreinte, les Prussophiles deviendraient facilement maîtres de la majorité allemande. Ils seraient alors en condition de faire voter les mesures économiques nécessaires pour amener l'entrée de

l'Autriche dans le *Zollverein* allemand. On assisterait alors à l'établissement de puissants *trusts* austro-allemands, à l'unification progressive — déjà commencée à certains points de vue — des tarifs de transport, des postes, des télégraphes, des téléphones et des chemins de fer. Les travaux des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube, dont l'importance est si considérable pour l'Allemagne, seraient poussés activement. On établirait ainsi mille liens matériels entre les deux pays et on détruirait peu à peu les obstacles si sérieux qui s'opposent actuellement à l'établissement du *Zollverein* de l'Europe centrale.

Le jour où l'accession de l'Autriche à l'Union douanière allemande aurait lieu, l'étape décisive serait franchie, puisque toutes les Unions douanières, sans exception, ont abouti à l'unification politique de leur territoire, réalisée au profit du plus puissant des États contractants.

Il est donc possible de concevoir que la mainmise sur l'Autriche puisse être réalisée au moyen d'une série de mesures successives. La plus décisive de toutes consisterait dans l'exclusion de la Cisleithanie, de la Bukovine, de la Dalmatie et surtout de la Galicie ; cette exclusion apparaît en effet comme la condition nécessaire au succès des manœuvres destinées à placer, sans guerre, l'Autriche sous la dépendance absolue de l'empire allemand.

II

DANS LA GUERRE

La temporisation convenant mal à leur ardeur impatiente, les Pangermanistes envisagent plus volontiers les éventualités belliqueuses. Les plus inquiétantes ne les arrêtent pas : certains même se déclarent prêts à lutter « comme Fré-

déric le Grand contre le continent coalisé (1) ». L'examen des hypothèses d'une intervention armée de l'Allemagne amène nécessairement à admettre qu'à la suite d'un événement quelconque la « question d'Autriche » se posera brusquement devant l'Europe.

Il s'agira alors de la résoudre rapidement, et il est clair qu'en cette occurrence, seuls les gouvernements qui auront prévu l'événement, avec toutes ses conséquences, seront à même d'agir avec décision et conformément à leurs intérêts.

§ 1. — Le cas envisagé le plus communément comme susceptible de déterminer une intervention armée de l'Allemagne en Autriche est celui de l'ouverture de la succession au trône de François-Joseph. Cette idée s'est implantée fortement, surtout en raison de la croyance insinuée avec constance et depuis longtemps que la monarchie des Habsbourg est dans un véritable état de dissolution et que les volontés des peuples cisleithans sont tout à fait divergentes. Je crois avoir suffisamment démontré au chapitre IV en quoi cette croyance n'est pas conforme aux réalités. Non, le seul fait de la mort de François-Joseph ne déterminera pas le démembrement de l'Autriche. Est-ce à dire cependant que cet instant ne soit pas redoutable et que le calme se maintiendra? C'est là une toute autre question. Ceux qui depuis tant d'années ont répandu, avec une persistance si grande, les idées les plus fausses sur l'Autriche, n'ont-ils pas choisi précisément cette échéance de la mort de François-Joseph, comme le moment décisif de leur action?

Les précédents historiques légitiment cette supposition; Bismarck a falsifié la dépêche d'Ems, à l'instant où il a constaté l'achèvement des préparatifs politiques et militaires qu'il dissimula avec tant d'art pendant des années.

(1) V. *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 6. Militär-Verlag R. Félix. Berlin, 1900.

Si l'on croit que Guillaume II n'est pas réfractaire à la morale bismarckienne, il faut également admettre qu'il peut avoir fixé, lui aussi, l'instant de la mort du souverain autrichien comme devant être l'occasion d'une intervention armée. La hâte qu'il met à terminer ses préparatifs militaires autorise en tout cas cette hypothèse.

Quoi qu'il en soit, si ce projet a été formé, les phases de sa réalisation pratique s'indiquent d'elles-mêmes.

En août 1899, de vagues prétextes ont suffi aux comités pangermanistes pour agiter l'Autriche depuis le nord de la Bohême jusqu'à l'Adriatique, et pour donner à ces troubles un caractère nettement antidynastique (voir p. 138).

Ce qui a été fait peut évidemment se refaire, et avec plus de facilité encore, à la faveur d'un de ces multiples incidents qui accompagneront infailliblement le changement de souverain autrichien. Il n'est pas douteux qu'au point où en sont les choses, les Pangermanistes peuvent compter rallier autour d'eux, dans cet instant décisif, les Prussophiles de toutes nuances, depuis Prade jusqu'à Schönerer, les protestants autrichiens, engagés à fond dans le mouvement *Los von Rom* et les Israélites dont les intérêts concordent avec ceux de Berlin.

Une telle mobilisation de gens fédérés, organisés, dont le rôle a été réglé longtemps à l'avance, peut à distance frapper vivement les imaginations. Sans doute, les Slaves et les Allemands modérés protesteront, mais les étrangers n'ayant pour établir leur jugement que les dépêches tendancieuses des agences télégraphiques, n'en croiront pas moins que le loyalisme a disparu de l'Autriche et que l'heure du démembrement a sonné. En même temps, la presse de l'empire allemand jettera feu et flammes; elle suppliera le gouvernement de Berlin de ne pas manquer à sa mission historique; elle adjurera l'empereur Guillaume d'être digne des Hohenzollern. Or, tout cela peut se passer en quelques jours, et si vraiment l'empereur allemand envisage l'éventualité

d'une action en Autriche avec la même décision que Bismarck préparait, dès 1867, la guerre contre la France, il n'y a pas de doute que, paraissant céder à l'appel des Germains, ses frères, il n'aille, lui, l'empereur des Germains (voir dépêche à Mommsen, p. 244), à la tête de ses troupes, « rétablir l'ordre » et « protéger la paix ».

Cette éventualité, que les précédents de la politique prussienne rendent si vraisemblable, peut surgir d'un instant à l'autre. L'empereur François-Joseph est âgé de soixante-dix ans. Sans doute, très vigoureux, il est encore grand chasseur et bon cavalier, mais il n'en est pas moins sujet aux multiples accidents qui menacent les vieillards. On ne saurait d'ailleurs oublier qu'en juillet 1899, son état a été assez grave pour que l'archiduc François-Ferdinand, l'héritier présomptif du trône, ait renoncé au voyage qu'il devait faire en Russie.

§ 2. — Une autre hypothèse, *celle-là complètement indépendante de la personne de François-Joseph*, explique dans quelles circonstances l'intervention violente de l'Allemagne en Cisleithanie pourrait avoir lieu.

Pour concevoir clairement cette hypothèse, il faut d'abord tenir compte de l'état d'esprit déterminé chez les Allemands par le mouvement pangermaniste et considérer ensuite que la période présente tient en suspens des événements tels que le gouvernement de Berlin, se voyant en condition d'agir en Autriche, avec une sécurité presque absolue, n'hésiterait pas, conformément aux traditions prussiennes séculaires, à profiter d'une « occasion unique ».

Quels peuvent en être les éléments générateurs? C'est ce qu'il s'agit de préciser.

Dans une Europe normale, où tous les grands États, dirigés par des gouvernements vraiment nationaux, entretiennent avec soin leur appareil militaire, une action soudaine de l'Allemagne en Autriche ne se conçoit pas; il est

évident qu'elle constituerait la plus dangereuse des folies. Il n'en sera peut-être bientôt plus ainsi; l'équilibre des forces, qui s'est établi lentement au cours des trente dernières années et qui garantit la paix, semble en voie de se rompre. L'examen de ce point de vue me conduit à considérer la valeur de l'armée française. C'est un sujet que ma qualité de Français rend particulièrement délicat à traiter. Il le faut cependant.

Le coefficient de force de l'armée française est un des éléments essentiels de la « question d'Autriche », et d'ailleurs je ne ferai que rappeler des faits constatés par la presse universelle, dont la morale évidente se déduit logiquement.

Après la guerre de 1870, la reconstitution des forces militaires de la France a été réalisée avec une rapidité étonnante. La revue de Châlons (octobre 1896), donnée en l'honneur de Nicolas II, a marqué le point culminant de cette œuvre de réfection.

Un souffle de patriotisme animait visiblement les superbes régiments présentés par le gouvernement de la République à l'admiration du Tsar. Une impression puissante se dégageait de ces masses profondes. On sentait que le travail essentiel était terminé et qu'il suffisait d'entretenir, en le perfectionnant dans le détail, un organisme magnifique. Depuis lors, des événements, sans précédents dans l'histoire des peuples, sont survenus, qui certainement sont susceptibles de modifier ce jugement.

Dans sa lettre de démission (1), le général Jamont, ex-généralissime des armées françaises, a constaté la ruine du

(1) Paris, 2 juillet 1900.

Monsieur le Ministre,

L'instabilité du chef d'état-major de l'armée est incompatible avec la formation et la conduite des armées de campagne. Au début d'une guerre, le commandant d'un groupe d'armées a besoin d'un collaborateur ayant toute sa confiance, qui soit renseigné sur l'ennemi et qui connaisse la mobilisation pour en avoir préparé les détails.

Puisque à l'avenir il n'en sera plus ainsi, les difficultés déjà si grandes

service des renseignements et la désorganisation du haut commandement. Depuis son départ, cet état de choses s'est encore aggravé. La politique a été introduite dans l'armée. Les rapports de police, qui ont été la base des récentes promotions d'officiers, le constatent. Si ce système de faveur se maintient, si la valeur technique continue à être méprisée, il est à craindre que le découragement ne s'empare d'un nombre important d'officiers qui, cependant, depuis trente années, n'ont cessé de donner à la France les preuves d'une abnégation totale et d'un loyalisme absolu. Cette action dissolvante de la politique est destinée à s'exercer successivement, à tous les degrés de la hiérarchie, en raison du système complètement nouveau adopté par le général André, ministre de la guerre. Par sa circulaire du 19 octobre 1900 relative aux journaux à admettre dans les cercles militaires, il invite les généraux chefs de corps à veiller « avec le plus grand soin à ce que, dans les cercles d'officiers, toutes les opinions soient représentées ». Dans les cercles de sous-officiers, seuls les journaux dits de « défense républicaine » sont admis. Or, la moitié de ces organes préconisent les idées internationalistes, « socialisme des sans patrie, qui sape toutes les racines de la discipline et de la subordination, conditions primordiales de toute guerre (1). » A la faveur d'une telle licence, un parti antimilitariste a pu s'organiser en plein Paris. Il affiche ouvertement son programme négatif et fait distribuer à la porte des casernes des brochures de nature à détourner les soldats de leurs devoirs. Les premiers résultats de cette action néfaste se laissent déjà constater.

En juillet 1899, une partie d'un régiment d'infanterie de

et si lourdes auxquelles j'aurais à faire face vont s'accroître dans des proportions que je juge être démesurées.

Je vous prie, monsieur le ministre, de me faire relever de mes fonctions et de me placer dans la position de disponibilité.

JAMONT.

(1) Colonel de Bernhardi.

marine, caserné à Cherbourg, se mutine aux cris de : Vive l'anarchie. En septembre 1899, cinquante-six réservistes adressent au journal socialiste *le Bourguignon*, d'Auxerre, une protestation contre leurs officiers. Dans le même mois, on constate dans la région de Cosne que le comité central anarchiste envoie aux futurs soldats des instructions sur la manière d'accomplir leur service militaire, « pour en finir une bonne fois pour toutes avec les galonnés. » Pendant le ministère du général André, le mouvement antimilitariste se développe avec ampleur. Des réunions s'organisent librement où les jeunes gens qui doivent entrer au service sont spécialement invités. On leur enseigne « ce que doit faire un conscrit à la caserne (1) ». On y invite les ouvriers devenus soldats à « nouer des relations avec les Bourses du travail (2) ». On les prévient que *l'Aurore* tient à leur disposition un carnet militaire où, sous le voile de l'anonymat, ils peuvent se plaindre publiquement de leurs officiers.

Que devient, en vérité, l'organisme militaire d'une nation ou de telles attaques, réprimées sévèrement par les lois, sont protégées par le pouvoir? Dans de telles conditions, les troupes françaises peuvent-elles rester entre les mains du généralissime une arme bien trempée? Un article sensationnel du *Novoié Vrémia* a résumé, avec impartialité semble-t-il, la situation présente. « Jusqu'à ces derniers temps, l'armée française a été considérée par les plus puissantes armées européennes comme une égale, comme un organisme tout à fait sérieux, formé selon toutes les règles de la science militaire, possédant avec un excellent armement un admirable esprit et une parfaite discipline... A partir d'aujourd'hui, elle paraît changer de voie et de destination. » Cette appréciation n'est-elle pas fondée? Quand on considère que les premières des manifestations antimilitaristes

(1) V. *le Petit Sou* du 24 octobre 1900.
(2) V. *l'Aurore* du 3 novembre 1900.

ne remontent pas à plus de trois années, n'est-il pas à craindre que les jeunes soldats qui entreront à l'avenir à la caserne n'y arrivent avec un esprit moins bien disposé que jadis à l'acceptation de leurs devoirs? Les sacrifices financiers que fait et fera le Parlement pour la défense nationale ne serviront absolument à rien, s'il laisse détruire la discipline, qui est l'inéluctable condition d'une armée. « Les forces morales ne restent jamais à un même niveau; elles décroissent dès qu'elles cessent de croître (1). »

Certes, le mal n'est encore que superficiel, une action énergique du pouvoir peut l'enrayer rapidement, mais si cette action ne se produit pas, la France entrera immanquablement dans la voie de l'affaiblissement militaire. Les peuples y marchent rapidement; elle aboutit au désastre.

Cette déchéance possible de la puissance militaire de la France, les Pangermanistes la connaissent et l'escomptent. Quand ils ont vu la politique, germe de mort des armées, introduite dans les troupes de la République, leur joie a été si grande que, tout en sachant imprudent de la témoigner, ils ont eu peine à la contenir. Malgré leur réserve voulue, il leur échappe parfois des phrases sur le sens véritable desquelles il est impossible de se méprendre. Ils se félicitent de voir « la France toujours complètement absorbée par des événements intérieurs (2) ». « La France montre dans sa politique intérieure des troubles nerveux (3). » « Même dans la paix, la France perd de plus en plus son rang de grande puissance (4). » « Cette célèbre nation paraît

(1) Scharnhorst, 1806.

(2) « Zudem ist Frankreich stets mit so ausserordentlich interessanten inneren Vorgängen vollkommen beschäftigt. » *Gross-Deutschland*, p. 20. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(3) « Frankreich... zeigt in seiner inneren Politik die nervöse Unruhe der Greifenhaftigkeit. » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts.* p. 58. Militär-Verlag, R. Félix, Berlin, 1900.

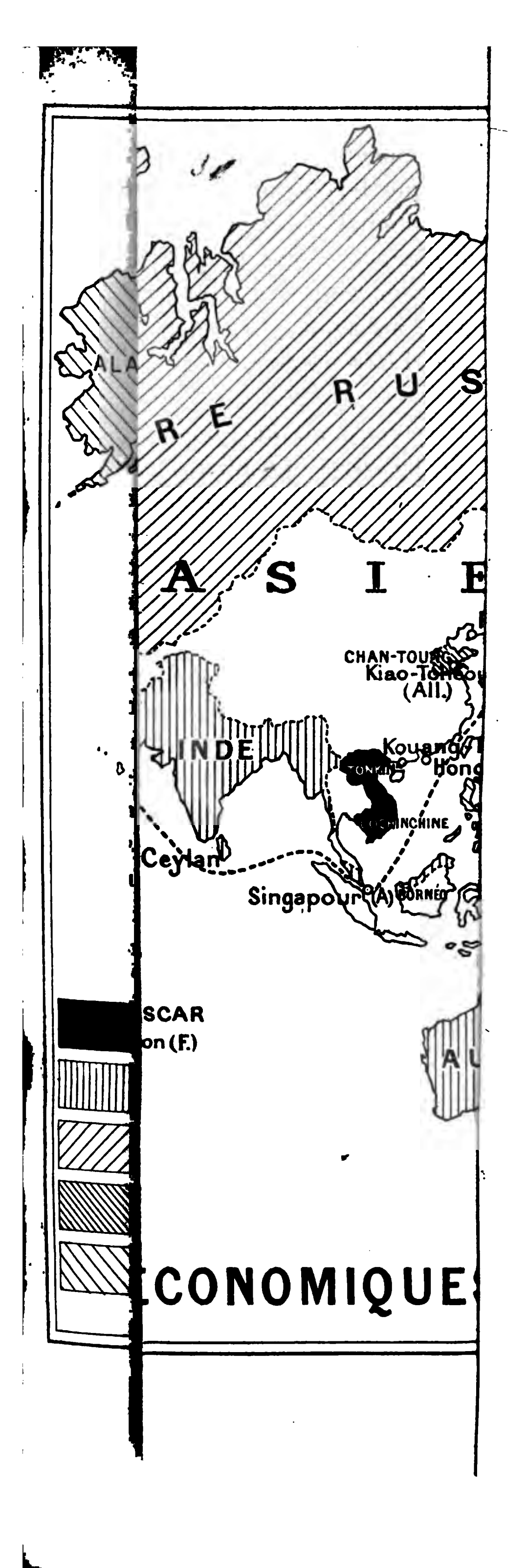
(4) « ...Frankreich mitten im Frieden und durch denselben seine Grossmachstellung immer mehr verliert. » *Op. cit.*, p. 55.

Le tarif douanier russe est également devenu prohibitif. L'empire des Tsars se suffit presque déjà, ayant à peu près achevé de constituer l'outillage national qui lui manquait totalement, il y a encore peu d'années, rapidité qui s'explique par ce fait que la population russe, *consommatrice d'objets fabriqués*, est infiniment restreinte par rapport à la population totale de la Russie d'Europe et de la Russie d'Asie.

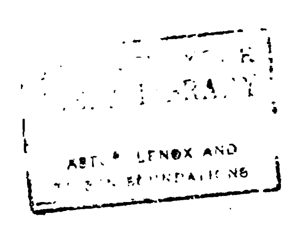
En Angleterre, il est facile de constater une tendance croissante à l'établissement de barrières douanières. La Grande-Bretagne a répandu jadis dans le monde la fameuse théorie du libre-échange, mais c'est qu'alors, n'ayant à craindre nulle part de sérieuse concurrence commerciale, son intérêt évident était de pouvoir faire pénétrer partout ses marchandises, sans se heurter à un obstacle douanier. Ce point de vue vient de changer radicalement. L'extrême gravité pour le commerce anglais de la concurrence allemande est établie aujourd'hui d'une façon si indubitable que M. Chamberlain a conçu et est en train de réaliser la fédération des territoires britanniques, *qui n'est autre chose que la réunion dans une immense union douanière de toutes les terres anglaises de l'Univers*. Les Anglais adoptent donc à leur tour le régime protectionniste, bien que, par un « conservatisme » très britannique, ils prétendent laisser subsister en théorie le principe du *free trade*.

Ce principe du libre-échange, c'est l'Allemagne, grand pays exportateur et à domaine extra-européen restreint, qui aurait intérêt à le défendre, *si elle ne voyait se fermer malgré elle les grands débouchés étrangers qui ont jusqu'ici assuré sa fortune*. Aussi, tout en soutenant la théorie de la porte ouverte, elle croit plus sage de s'assurer, par des acquisitions coloniales rapidement réalisées, un grand territoire d'expansion extérieure qui dépende d'elle exclusivement.

La France, enfin, occupe avec ses colonies une immense



ALA
R E
R U S
A S I E
CHAN-TOUNG
Kiao-Tchéou
(All.)
INDE
Kouang
Hong
TONKIN
COCHINCHINE
Ceylan
Singapour (A)
BORNÉO
SCAR
on (F.)
ÉCONOMIQUES


ASTOR, LENOX AND
TILDEN FOUNDATIONS

étendue très nettement soumise, elle aussi, à un régime protectionniste.

Un fait capital et universel se dégage de ces constatations. Afin de parer aux dangers croissants de la concurrence, les cinq grandes puissances envisagées tendent à doter leur métropole d'un territoire entouré d'un mur de Chine économique, capable d'interdire aux puissances étrangères l'accès de ces vastes étendues et de les réserver par conséquent au commerce strictement national.

Or, chacun de ces territoires présente des particularités caractéristiques.

Celui des États-Unis ne se suffit pas à lui-même, mais il est probable que par une application de plus en plus étroite de la doctrine de Monroë, le gouvernement de Washington parviendra à réserver à ses exportateurs le monopole du trafic dans l'Amérique du Sud. Le territoire russe, au contraire, jouit d'une indépendance absolue (au point de vue commercial s'entend, il en est autrement au point de vue financier). D'un seul tenant, lorsqu'il sera complété par certaines acquisitions en Chine et dans les Indes, il comportera tous les climats et pourra fournir tous les produits.

Le territoire anglais peut s'isoler, lui aussi, en raison de son immensité, mais moins facilement cependant, à cause de son morcellement. Toutefois, la fédération des colonies britanniques ne saurait donner de résultats satisfaisants qu'à la condition d'en expulser commercialement les Allemands et les Américains qui y trafiquent et de réaliser en Afrique certaines soudures territoriales (1) qui permettraient la complète mise en valeur des possessions déjà existantes. Le territoire français, qui comprend des terres immenses, riches, encore inexploitées, est, lui aussi, capable d'absorber l'activité de plusieurs générations. Quant

(1) Pour rendre possible, par exemple, l'exécution du chemin de fer du Cap au Caire. Le Transvaal barrait la route; ce fut une des principales causes de la guerre.

au territoire allemand, il est si notoirement insuffisant que, lorsque les marchandises allemandes, déjà chassées des États-Unis, gênées en Russie par les nouveaux tarifs, ne pourront plus se vendre dans les pays britanniques, réunis dans une immense union douanière, *l'Allemagne, dont la fortune est basée sur le commerce d'exportation*, ne vivra plus qu'avec difficulté.

Cet ensemble de « faits » économiques a suscité un état de choses tout nouveau.

La Russie étant libre d'agir en Extrême-Orient, la France exclusivement absorbée par ses divisions intérieures, les États-Unis, l'Angleterre et l'empire allemand, ne songeant, au contraire, qu'à s'assurer le bénéfice exclusif de leurs possessions actuelles ou à en acquérir de nouvelles, se sont lancés forcément dans des voies conquérantes. Il en est résulté l'éclosion simultanée de trois impérialismes :

L'impérialisme américain ;

L'impérialisme anglais ;

L'impérialisme allemand.

Si maintenant l'on considère ensemble ces cinq grandes puissances, on constate que l'âpreté de la lutte économique est devenue telle qu'on peut les comparer aux naufragés du radeau de *la Méduse*, où les plus forts se trouvent amenés, pour subsister, à se partager les plus faibles.

Les États-Unis ne peuvent rien par la force contre l'Europe ; leur véritable sphère d'action est l'Amérique du Sud, qui peut-être leur suffira ; la Russie est pour tous difficilement accessible ; la France néglige de s'occuper de l'extérieur ; en réalité, tout l'intérêt de la situation réside dans l'orientation définitive que prendront l'Allemagne et l'Angleterre.

Or, l'Anglais ne peut songer raisonnablement à expulser le commerçant allemand des territoires britanniques qu'à la condition de lui fournir une compensation sous la forme d'un champ d'action suffisant pour son trafic nécessaire.

D'autre part, il n'existe plus dans le monde de grandes terres *libres, propres aux exportations européennes;* l'Allemand ne peut donc espérer s'assurer de vastes débouchés qu'à la condition de les conquérir aux dépens de puissances qui possèdent actuellement des colonies. En outre, l'extension du *Zollverein* à l'Autriche serait pour lui un moyen excellent d'atteindre ce but; cette extension lui permettrait en effet d'être en communication économique directe avec les pays des Balkans et de l'Orient dont il veut faire ses principaux clients.

La simple vue de la carte établit que seuls le territoire colonial français et l'empire des Habsbourg, *point de jonction entre l'empire allemand et l'Orient*, permettent aux Anglais à la fois de trouver, par voies d'échanges, la matière des soudures qu'ils jugent nécessaire de faire en Afrique et de donner aux Allemands la possession économique de terres suffisamment riches et peuplées pour les détourner des pays britanniques.

Il n'y a en effet que deux combinaisons possibles : ou bien les Anglais ou les Allemands, dont les intérêts commerciaux sont diamétralement opposés, lutteront entre eux sans merci, ou bien ils s'entendront aux dépens de tiers qui dans l'espèce ne peuvent être que la France et l'Autriche.

Par suite le territoire colonial français et le sud de l'Europe centrale apparaissent rationnellement comme le terrain de conciliation entre Allemands et Anglais.

Il peut donc très bien se faire que l'accord anglo-allemand se résume en une combinaison dont le but essentiel est de permettre la coexistence de l'impérialisme allemand et de l'impérialisme britannique.

N'est-il pas légitime de le supposer? En novembre 1899, l'empereur Guillaume II s'est rencontré avec M. Chamberlain au château de Windsor. Pendant quelques jours, le plus grand mystère a plané sur l'entrevue. On savait simplement que les deux interlocuteurs avaient fait assaut

d'audace. Puis un peu plus tard, à la fin du même mois, M. Chamberlain, dans un discours retentissant, déclarait « la nécessité de prévoir, dès maintenant, beaucoup de choses encore enfermées dans l'avenir », « mais qui doivent causer de l'anxiété aux hommes d'État d'Europe » et au sujet desquelles un accord avec l'Allemagne « pourrait faire plus que toute combinaison d'armes pour procurer la paix au monde ». M. Alphonse Humbert, qui, seul alors, fut clairvoyant, écrivit dès qu'il connut ces paroles : « Il ne faut pas une extraordinaire perspicacité pour découvrir dans ce passage une allusion aux événements qui suivront la mort de l'empereur d'Autriche. Si c'est sur ce terrain que doit en effet porter l'effort de la diplomatie anglaise et si la pensée est venue aux hommes d'État britanniques d'un marché à passer avec l'empereur d'Allemagne, en lui laissant carte blanche pour l'exécution des vastes desseins qu'il médite dans l'Europe centrale, on fera bien de ne pas se laisser endormir ni à Paris, ni à Pétersbourg. »

La guerre du Transvaal se prolongea. Pendant sa première partie, Guillaume II conserva une attitude, apparemment neutre. Cependant un incident, qui ne fut pas assez remarqué, montra que, dès cette époque, il avait partie liée avec l'Angleterre. En juin 1900 l'anglais Sullivan faisait représenter son opérette *Mikado* à l'opéra royal de Berlin. Guillaume II assistait à la représentation. Il fit venir l'auteur dans sa loge pour le féliciter. Au cours de la conversation qui s'engagea, ce dernier demanda à l'empereur allemand s'il ne viendrait pas bientôt en Angleterre : « Votre Majesté aura chez nous un accueil tel qu'elle n'en a jamais eu nulle part. Deux hommes sont populaires à cette heure en Angleterre : lord Roberts et Votre Majesté. » Guillaume répondit avec une satisfaction visible : « Oui, lord Roberts est un homme. Il a fait brillamment son affaire. Je l'ai admiré avec plaisir et bien sincèrement. Il a rendu les plus grands services à son pays. » — « L'Angleterre, reprit Sul-

livan, sait ce qu'elle doit à Votre Majesté. — Je me réjouis, repartit l'empereur, de ce que l'Angleterre sache quels sentiments d'amitié je lui porte, et qu'elle les apprécie (1). » Ces divers indices firent place à la certitude quand, le 14 octobre 1900, l'empereur allemand révéla dans son discours de Barmen le caractère durable de l'accord anglo-allemand. « L'entente avec le plus grand des États germaniques, en dehors de l'Allemagne, sera, *dans l'avenir*, un puissant adjuvant pour *les efforts communs des deux peuples* sur le marché du monde, où ils pourront *se faire une concurrence amicale sans aucun choc hostile.* »

Quelques jours après, le télégramme qui arrêta net à Cologne le Président Kruger à cause de « dispositions déjà prises » dévoila toute la portée de ces impériales paroles. Enfin le 12 décembre 1900 le chancelier de l'empire, qui avait affirmé la veille que l'Allemagne n'était pas liée à l'Angleterre « par un lien gros comme un cheveu », interpellé sur le point de savoir si le traité anglo-allemand ne renfermait pas des clauses contre la France, ne répondit point à cette question, mais annonça au Reischtag que les gouvernements allemand et anglais étaient convenus de ne pas rendre public le texte du traité, « *jusqu'à ce que certaines circonstances se fussent produites.* » Cet ensemble de faits certains et de déclarations si parfaitement en harmonie avec l'hypothèse envisagée n'autorisent-ils pas à craindre que la France et l'Autriche ne fassent tous les frais de l'entente anglo-allemande?

Quand bien même l'accord anglo-allemand n'existerait pas à ce point de vue, on peut encore concevoir d'autres circonstances qui favoriseraient singulièrement une action de l'Allemagne en Europe centrale. Il suffit de supposer une conflagration générale qui résulterait soit d'événements extérieurs à l'Europe, ce qui est parfaitement admissible,

(1) V. *Gazette de Francfort*, juin 1900.

puisque, actuellement même, les événements d'Extrême-Orient peuvent la faire naître d'une façon inattendue, soit de troubles dans les Balkans. Or, il faut bien se rendre compte qu'en cas de conflagration générale, quelle qu'en soit d'ailleurs la cause, toutes les « questions » extérieures latentes en Europe reviendraient subitement à la surface du terrain politique. Les forces militaires étant mises en action pour la satisfaction des ambitions de chacun, il est difficile d'admettre que les Allemands ne chercheraient pas alors à satisfaire celle qui, chez eux, prime de plus en plus toutes les autres.

Si l'on se place au point de vue allemand, tous ces événements admissibles (diminution de la puissance militaire française, guerre franco-anglaise, conflagration générale résultant de l'accord anglo-allemand ou de tout autre motif) peuvent se produire isolément ou se combiner entre eux, pour déterminer brusquement l'existence d'une « occasion unique ». Il reste à savoir si Guillaume II est homme à en profiter. Indiscutablement, depuis qu'il est sur le trône, le souverain allemand a donné des preuves répétées de son esprit de décision et de son habileté à tirer parti des circonstances. Son attitude à l'égard des Arméniens, des Boërs, le régime de fer qu'il impose actuellement à ses sujets polonais, établissent péremptoirement que les considérations sentimentales sont pour lui sans valeur. Réaliste autant que Bismarck, il est bien, malgré des divergences de pure apparence, son élève et son continuateur. « Il a un plan politique qu'il cherche à exécuter de son mieux, et ce plan a uniquement pour but de renforcer la puissance allemande, sans se demander si son exécution entraîne la ruine d'autres nations (1). »

Il fait chanter par son chancelier M. de Bülow un perpétuel *Hosanna!* à la politique d'intérêt ; il sait « que ce qui

(1) V. *L'Indépendance roumaine*, 25 novembre 1900.

demandait autrefois des siècles s'accomplit aujourd'hui en quelques mois (1) » ; il est pénétré de l'importance des questions commerciales, de l'impérieuse nécessité de trouver pour son empire une nouvelle formule économique avant cette date fatidique de 1903, à laquelle expirent la plupart des traités de commerce allemands; ceux qui l'entourent lui montrent l'extension du *Zollverein* à l'Europe centrale comme la solution du problème des débouchés ; s'il rencontre une « occasion unique » qui permette d'agir avec sécurité alors que la puissance militaire de son empire est à l'apogée, que l'esprit de discipline de ses troupes est encore intact, résistera-t-il à la tentation prodigieuse de solutionner d'un seul coup toutes les difficultés qui l'entourent par un acte d'éclat, dont la réussite ferait de lui le plus étonnant et le plus redoutable souverain du siècle qui se lève ?

Les Pangermanistes n'admettent pas que Guillaume II puisse faillir. Ils proclament qu'à l'heure décisive il se conduira en véritable prince prussien. « Nous pouvons espérer, dit l'un d'eux, que si jamais il est placé dans l'alternative de sacrifier le droit des princes — celui des Habsbourg, bien entendu — ou le bien de l'empire qui lui est confié, il se décidera dans le même sens que son grand-père dans les affaires du Schleswig-Holstein, du Hanovre et de la Hesse électorale (2). »

§ 3. — L'hypothèse d'une intervention allemande en Autriche dans le cas de l'« occasion unique » doit être

(1) Discours de Guillaume II à Hambourg lors du lancement du cuirassé *Charlemagne*, le 18 octobre 1899.

(2) « Und so dürfen wir wohl hoffen, dass, wenn er dereinst in die Lage kommt, entweder das Fürstenrecht zu opfern (wohlverstanden das Habsburgische) oder aber das Wohl des ihm anvertrauten Reiches, dass er dann eine Entscheidung treffen wird, wie sein Grossvater in der Schleswig-Holsteinschen, in der Hannöverschen und in der Kurhessischen Frage. » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. II. Deutschvölkischer Verlag « Odin, Munich, 1900.

considérée comme d'autant plus sérieuse que, pour des raisons techniques solidement fondées, l'empereur allemand est *actuellement* à même de réaliser soudainement en Cisleithanie un coup de main militaire qui serait sans doute décisif.

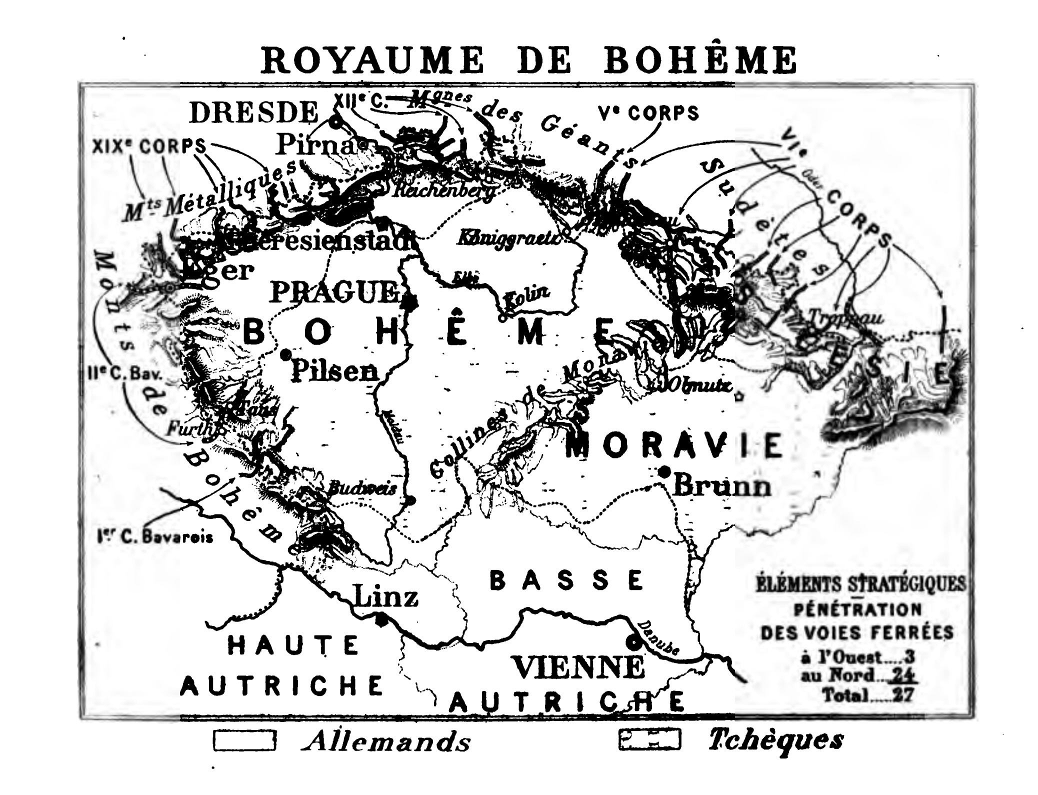
Les diverses mesures prises récemment par le gouvernement de Berlin ont porté au maximum la puissance offensive et défensive des forces dont il dispose. Jamais la flotte n'a été plus nombreuse, les effectifs de paix de l'armée de terre plus élevés (1), l'armement plus complet, l'entraînement des troupes plus parfait, l'outillage de guerre tenu en meilleur état. Jamais des fortifications aussi puissantes que celles exécutées dernièrement et à la hâte à l'est et surtout à l'ouest n'ont mieux garanti l'Allemagne contre la Russie et contre la France. Au sud, la frontière de l'empire est complètement ouverte; l'Allemagne sait n'avoir rien à craindre de l'Autriche. Elle se trouve par contre merveilleusement placée pour l'envahir.

Avec son cadre de montagnes, la Bohême semble une forteresse naturelle qui domine l'Europe centrale. Si les nombreux passages des monts Métalliques, des montagnes des Géants et des Sudètes étaient commandés par des forts d'arrêt construits d'après les données de la fortification moderne, il pourrait en être ainsi; mais l'état des finances de l'Autriche et surtout sa situation d'alliée de l'Allemagne n'ont point permis à l'art militaire de parfaire en Bohême l'œuvre de la nature. Des routes nombreuses assurent une facile traversée des montagnes; trois voies ferrées viennent de Bavière et vingt-quatre débouchent de Saxe et de Silé-

(1) Accroissements récents des effectifs de paix de l'armée allemande :

1881	26,000 hommes.
1887	41,000 —
1890	18,500 —
1893	70,000 —
1899	17,000 —

ROYAUME DE BOHÊME



sie. Toutes, sans doute, n'ont pas la même importance stratégique, mais six suffisent aux opérations militaires les plus complètes et les plus rapides. Les frontières de Bohême sont donc essentiellement pénétrables.

A l'intérieur, des ouvrages fortifiés peuvent-ils au moins arrêter une armée en marche? Assurément non. Theresienstadt, forteresse destinée à barrer la trouée de l'Elbe, ne possède que de vieux ouvrages incapables de résister aux explosifs actuels, et la place d'Olmutz, qui, sur le papier, commande la trouée de l'Oder, bien que, dans un état moins défectueux, est sans plus d'efficacité, car des routes diverses permettent de tourner cette position. Les ouvrages de Prague sont également sans valeur, et Linz, qui, au sud, pourrait couvrir la Bohême, est depuis longtemps sans fortifications.

La Bohême se trouve ainsi exposée à une triple attaque par la Silésie, la Saxe et la Bavière. Il faut en outre remarquer que les régions stratégiques du royaume de Bohême, la périphérie montagneuse, — teinte rose de la carte ci-contre, — sont habitées par des Allemands prussophiles.

Une armée d'invasion partie de l'empire allemand est donc assurée d'avantages considérables : possibilité de brusquer l'attaque par l'un quelconque des trois côtés (1), absence d'obstacles fortifiés à briser, coopération assurée et enthousiaste de l'élément allemand.

Ces raisons suffisent à établir l'impossibilité pour les troupes de François-Joseph de défendre l'Autriche sur le sol de la Bohême. Sous peine de courir à un désastre certain, les généraux autrichiens devraient l'évacuer pour venir couvrir Vienne. La Bohême est donc virtuellement à la merci de l'armée allemande *libre de ses mouvements*.

Or, a dit Napoléon : « Qui est maître de la Bohême est

(1) Sur la carte les flèches indiquent une série de petites voies pouvant servir aux opérations accessoires; l'invasion proprement dite ne peut forcément avoir lieu que par un nombre de points limités.

maître de la Moravie (1), » partie du même système stratégique. Cette possession a son importance; elle implique celle de la route la plus courte pour marcher sur Vienne. Deux cent cinquante-cinq kilomètres à peine, en effet, séparent à vol d'oiseau la capitale de François-Joseph du point où l'Oder entre en Allemagne. La position enveloppante et essentiellement offensive des forces de l'empereur Guillaume II sur les frontières de l'Autriche met le grand état-major de Berlin à même de profiter de ces avantages avec une rapidité foudroyante. La création du XIX[e] corps (2) par le dédoublement du XII[e] corps saxon porte à six (3) le nombre des corps d'armée pouvant envahir en quelques jours le royaume de Bohême (4). A partir du moment où les troupes allemandes l'occuperaient, l'armée autrichienne, démoralisée par la retraite, serait incontestablement dans des conditions très défavorables pour continuer la résistance.

Encore ai-je supposé jusqu'ici que l'armée autrichienne veuille et puisse tenter une sérieuse défense du territoire cisleithan. Rien cependant n'est moins sûr, si l'on considère l'état moral actuel des troupes de François-Joseph.

Il fut un temps où l'armée austro-hongroise était véritablement dans la main du gouvernement de Vienne. C'était lorsque tous les officiers étaient Allemands et que les Slaves, qui, eux, formaient la majorité des troupes, sans conscience précise de leur nationalité, se laissaient conduire docilement sur n'importe quel champ de bataille, et s'y battaient bravement pour l'honneur des Habsbourg. Les mouvements nationaux, en faisant, à un degré quelconque, l'éducation

(1) Cité par Niox, *Géographie militaire*, Autriche-Hongrie, p. 113. Baudoin, 1881.

(2) Cette création a eu lieu en exécution de la loi du 25 mars 1899.

(3) I[er] et II[e] bavarois, XIX[e] Leipzig, XII[e] Dresde, V[e] Posen, VI[e] Breslau.

(4) C'est-à-dire les trois parties qui le composent : la Bohême proprement dite, la Moravie et la Silésie.

Si les circonstances le permettaient, ces six corps pourraient être suivis à très courte distance de quatre autres.

politique de chacun des individus qui vivent en Cisleithanie, ont transformé cet état de choses.

Tirant le bénéfice de leur développement intellectuel, les Slaves et surtout les Tchèques sont entrés depuis une vingtaine d'années dans les écoles militaires, si bien qu'ils forment maintenant à peu près le tiers des promotions des jeunes officiers. Chez les simples soldats, les Slaves ont conservé leur majorité écrasante. Il ne saurait en être autrement, puisqu'ils sont de beaucoup les plus nombreux dans le pays. Cependant la proportion entre la nationalité des officiers et des soldats n'est donc pas encore devenue parallèle à celle des éléments nationaux qui composent l'État (1). Il en résulte de très sérieux inconvénients.

De tout temps, les officiers allemands ont montré une vive répugnance à apprendre les langues slaves. Un fait curieux, qui se passa en Bohême aux manœuvres impériales de 1885, établit le fâcheux état de choses qui en est la conséquence.

Un cavalier tchèque arrive au galop de son cheval près du commandant d'une batterie, et lui fait dans sa langue une communication. Le commandant demande des explications en allemand. « *Nerozumim*. Je ne comprends pas, » répond le Tchèque. A ce moment même, survient un hulan polonais qui vient transmettre un ordre. « Parlez-vous allemand ? » demande le commandant. « *Neznàm*. Je ne comprends pas, » dit le Polonais. Il allait partir, lorsque des hussards hongrois apportent une nouvelle qui, à leur agitation, paraissait très importante. Interpellés à leur tour en allemand, ils répondent eux aussi : « *Nemtudom*. Nous ne comprenons pas. »

(1) D'après une statistique récente publiée par *la Pensée slave* de Trieste (17 novembre 1900), on compte dans l'armée autrichienne : 430,000 Slaves, 227,230 Allemands, 122,234 Magyars, 47,286 Roumains, 13,669 Italiens.

Pour tous les détails techniques, v. *Organisation de l'armée austro-hongroise*, par le capitaine DEBAINS, de l'état-major de l'armée. Chapelot, Paris, mai 1900.

Cet inconvénient linguistique, qui a toujours été grave, n'a fait que s'accroître depuis l'exaspération des luttes nationales. De plus en plus, les Slaves tiennent à ne parler que leur langue, et ceux des officiers allemands qui regrettent amèrement le beau temps du « centralisme » sont moins disposés que jamais à apprendre les langues slaves. Ce serait cependant la solution indiquée. Il est évidemment plus facile à un homme cultivé, officier pour toute sa vie, de connaître le vocabulaire militaire en polonais ou en hongrois qu'il n'est possible à un paysan ruthène, polonais ou hongrois d'apprendre l'allemand pendant la durée de son service.

Quoi qu'il en soit, la campagne prussophile a achevé de diviser moralement l'armée autrichienne, dont la puissance se trouve par suite gravement compromise. On peut actuellement distinguer trois groupes dans le corps des officiers : celui des officiers slaves qui s'abstiennent de toute manifestation et se consacrent exclusivement à l'accomplissement de leurs devoirs, mais sans avoir, au fond, la moindre sympathie pour les Allemands; ceux-ci se divisent en deux fractions : la plus nombreuse demeure fidèle à l'Autriche et personnellement dévouée à la maison des Habsbourg, mais à côté des officiers qui la constituent, le groupe des officiers prussophiles, aussi pangermanistes que M. Schönerer, grandit rapidement. Il y a là un vrai danger. Ce sont ces officiers qui, pour des motifs futiles, soulèvent les incidents les plus fâcheux.

Le 18 août 1899, jour de la fête de François-Joseph, un dîner a lieu à Leopol. Un officier allemand est près d'un officier tchèque. Au moment du toast, le premier crie « Hoch » et le second « Slava ». L'Allemand s'indigne de ce mot slave. Le Tchèque proteste. Un soufflet est échangé. Un duel au pistolet a lieu. L'Allemand est tué. Les faits analogues se sont tellement multipliés, depuis l'agitation prussophile, que le ministre de la guerre de François-Joseph a fini par adresser aux commandants de corps d'armée une circulaire confiden-

tielle leur ordonnant de refuser aux officiers l'autorisation de se battre. De telles mesures sont restées inefficaces. L'hostilité entre les éléments slaves et allemands de l'armée est si complète que les autorités supérieures en sont réduites à faire surveiller les officiers par les soldats et les soldats par les officiers. Par application de ce système, on met le plus grand soin, après chaque promotion, à répartir les officiers slaves dans les régiments de majorité allemande et les officiers allemands dans ceux dont les soldats sont en majorité slaves : ce procédé reste défectueux en raison du petit nombre d'officiers allemands qui parlent les langues slaves et il accroît encore la portée de l'inconvénient linguistique signalé plus haut.

Naturellement, les hommes de troupe apportent encore moins de réserve que les officiers dans la manifestation de leurs sentiments. Bien que la censure autrichienne s'applique à empêcher les incidents fâcheux de parvenir à la publicité, on connaît assez de faits précis pour apprécier le degré de haine qui existe entre soldats slaves et soldats allemands.

Dans son discours du 18 janvier 1898 à la Diète de Bohême, le Dr Karel Baxa, parlant peu après les troubles de Prague, a dit textuellement : « Je possède des renseignements tout à fait authentiques sur les troubles qui se sont déroulés dans les casernes Ferdinand, Joseph et Cernin. Il y eut là des querelles, non seulement entre les soldats, mais encore entre les officiers. » « Dans les casernes de Ferdinand, la bagarre fut telle qu'on dut sonner l'alarme pour en finir. Aux casernes de Joseph l'ordre fut rétabli, grâce aux soldats qu'on fit venir de la caserne Ferdinand. »

Depuis lors, cet état d'esprit regrettable n'a fait que s'accroître. Pendant les manœuvres de septembre 1899, les chasseurs allemands d'Eger se sont battus avec l'infanterie tchèque ; il y eut des blessés des deux côtés. Aux manœuvres de 1900, les incidents ont été encore plus nombreux et plus graves.

En présence de telles constatations, le moins qu'on puisse faire est de se rallier à l'opinion d'un auteur pangermaniste qui sur ce point est incontestablement juste et modéré. « Aucun homme sensé et sérieux, et moins que tout autre un officier autrichien, ne peut assurer que les partis politiques, avec leur influence funeste pour la discipline, n'ont pas pénétré dans l'armée (1). »

De toute évidence, il faut tenir compte de ce nouveau et très fâcheux résultat de la campagne prussophile. « Nous n'avons aucun motif de nous défier de la valeur des troupes autrichiennes et italiennes ; mais les deux armées souffrent d'un défaut d'organisation ; je veux dire que leur valeur est diminuée par la faiblesse de l'effectif de paix des bataillons, » disait déjà en 1893 au Reichstag le chancelier de Caprivi. Quelle doit être maintenant l'opinion du chef d'état-major prussien ? Il semble bien qu'il ne puisse redouter beaucoup l'armée autrichienne telle qu'elle se présente actuellement. Que pourrait-elle *seule* devant l'armée allemande ? Assurément, les Slaves comprendraient que pour eux résister avec la dernière énergie constitue une question de vie ou de mort, mais, encadrés dans des régiments dont les officiers sont allemands et souvent prussophiles, pourraient-ils le faire avec efficacité ? Quelle attitude prendraient-ils si leurs chefs passaient de l'autre côté ? C'est une supposition rendue nécessaire par la déclaration d'étudiants autrichiens qui, dans un accès de « prussophilisme », voulant donner leur démission d'officiers de réserve, se sont ravisés en disant qu'en somme cette situation leur permettrait peut-être un jour de servir la cause de la Grande-Allemagne. Ici la menace de trahison est à peine voilée. Ne serait-elle pas exécutée, le jour où

(1) « Kein vernünftig denkender Mensch — am wenigsten der österreichische Offizier — ist in der Lage, zu behaupten, dass das politische Parteigetreibe mit seinem die Disziplin untergrabenden Einfluss nicht in der Armee herrscht. » K. Schwarzenberg, *Kann sich die öterreichisch-ungarische Armee den Einflüssen der Nationalitätenkämpfe entziehen ???* p. 23. Lehmann, Munich, 1898.

tous les comités pangermanistes se mettraient en état d'insurrection ouverte, ce qui ne manquerait pas de se produire dès qu'un seul soldat de l'empereur Guillaume aurait mis le pied sur le sol de la Bohême? C'est bien en effet ainsi que les choses se passeraient. On l'annonce même fort nettement : « La France, la Russie et peut-être l'Angleterre s'opposeront à la création d'une Grande-Allemagne. Quant à l'Autriche, elle est trop affaiblie pour être à craindre. *Si cela était, nous ferions sauter toutes les mines* et nous travaillerions vigoureusement avec l'aide des idées pangermanistes. Dans ces conditions, tout irait sûrement (1). »

Cette conclusion optimiste ne semble point déraisonnable, si l'on considère la situation stratégique défectueuse de la Bohême et l'état moral de l'armée autrichienne. Il ne paraît pas en effet que cette armée, *réduite à ses propres forces, comme le suppose l'hypothèse,* soit en mesure de barrer la route de Trieste aux troupes allemandes qui, en définitive, *si elles sont laissées libres de leur action*, paraissent aussi assurées du succès qu'on peut l'être en matière d'opérations militaires.

Il faut enfin tenir compte, comme d'un élément capital, de la rapidité foudroyante avec laquelle l'action serait conduite. D'une façon générale, l'état-major de Berlin fait de la rapidité d'exécution la condition essentielle de la conduite de la guerre. « La concentration des forces sera poursuivie à l'extrême dès le début de la guerre... Tout gain de temps même minime peut prendre une extrême importance... » « *La résolution de faire la guerre, l'ordre de mobilisation, la concentration et le commencement des hostilités ne formeront en quelque sorte qu'un seul et même acte.*

(1) « Sowohl Frankreich als Russland, vielleicht auch England, werden sich der Schaffung eines Alldeutschlands widersetzen, Oesterreich wird wenig mitreden, weil es zu ohnmächtig ist, und in dem Fall müssen wir alle Minen springen lassen und mit dem alldeutschen Gedanken höchst kräftig arbeiten, dann geht es gewiss. » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 212. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

« Jamais jusqu'à présent la préparation stratégique n'a eu pareille importance pour le résultat de la lutte, jamais les conséquences du premier choc n'ont exercé une influence aussi décisive que celle qu'elles exerceront à l'avenir... Le déploiement stratégique terminé, la manœuvre offensive doit en jaillir comme l'éclair du nuage (1). »

Toutes les indications d'ensemble et de détail fournies par le colonel de Bernhardi — et il en est de même dans les écrits de tous les grands théoriciens militaires allemands — dérivent de l'idée que « la victoire appartient à qui prend de l'avance dans le temps et dans l'espace ».

Une intervention armée de l'Allemagne en Autriche permettrait d'autant mieux d'appliquer ces principes que les dispositions enveloppantes des troupes allemandes autour de la Bohême donnent la faculté de choisir le point d'invasion avec les plus grandes chances de déjouer les prévisions des Autrichiens. La difficulté réelle de l'opération consistera à saisir l'instant *politique* de l'action. « Pour nous, dit un Pangermaniste, il ne s'agit en face de ce problème que d'attendre le moment favorable. Il viendra sûrement (2). » « Si les signes ne sont pas trompeurs, le temps approche où les Allemands d'Autriche seront mûrs pour être réunis à l'empire (3). » C'est à Berlin qu'il faudra se décider à attaquer. « On conduit généralement moins bien une guerre qu'on doit subir que celle qu'on suscite soi-même (4). » « Vienne aujourd'hui une crise européenne, la nation fera son devoir sur l'ordre de son empereur, *comme toujours, sans demander comment et pourquoi* (5). » On ne doit pas s'en étonner.

(1) Colonel DE BERNHARDI, *Conférence à la Société militaire de Berlin.*

(2) « Für uns giebt es diesem Problem gegenüber instweileen nur Abwarten des günstigen Moments, der sicher kommen wird. » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 102. Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

(3) « ... wenn nicht alle Zeichen trügen, die Zeit heran, wo die Deutschen Oesterreichs reif sein werden, um im Reiche aufzugehen... » *Idem.*

(4) *Op. cit.*, p. 50.

(5) « Kame es heute zu einer Europäischen Krise, so würde die Nation,

Aucun peuple plus que « le peuple allemand n'est dans la main de son gouvernement » (1). La désinvolture avec laquelle le plus grand nombre des journaux de l'empire ont abandonné la cause des Boërs sur un signe de l'empereur est une démonstration suffisante de cette vérité.

Il dépend donc de la seule volonté de Guillaume II d'utiliser ces forces et de profiter de ces avantages au moment opportun. Ce serait d'ailleurs plus simple qu'on n'est tenté de le supposer.

L'article 11 de la constitution de l'empire reconnaît à l'empereur allemand le droit de déclarer la guerre et d'ordonner la mobilisation, *sans consulter le conseil fédéral, lorsque les territoires de la Confédération ou ses côtes sont attaqués*. Il vient d'être fait de ce droit une application qui constitue un enseignement précieux à retenir.

Dans son numéro du 24 juin 1900, la *Strasburger Post*, organe officieux du gouvernement d'Alsace-Lorraine, faisait remarquer « que l'ordre de mobiliser les deux bataillons d'infanterie de marine pour la Chine était la première application qui ait été faite, depuis la fondation de l'empire, de l'article de la Constitution relatif à la déclaration de guerre. Or, à cette date du 24 juin, les possessions allemandes en Chine n'avaient pas été attaquées par les Chinois et l'assassinat du baron de Ketteler, représentant de l'empereur à Pékin, qui eut lieu le 18 juin, était encore complètement ignoré à Berlin. L'empereur n'en a pas moins ordonné la mobilisation, faisant de l'article 11 de la Constitution une application si large, qu'on pourrait facilement la considérer comme illégale. Il y a là un précédent qu'il faudrait ne jamais oublier. Ce qui s'est passé à l'égard de la Chine peut se reproduire à l'égard de l'Autriche. L'empereur allemand,

wie immer, ohne nach dem Wie und Warum zu fragen, auf das Geheiss ihres Kaisers ihre Schuldigkeit gründlich thun. » *Op. cit.*, p. 49.

(1) « ... ist dieses Volk vollständiger als irgend eines, in der Hand seiner Regierung... » *Op. cit.*, p. 208.

en effet, pourrait très facilement mettre les apparences en harmonie avec les textes.

Qu'on imagine, par exemple, qu'un conflit se produise entre les régiments tchèques casernés dans le nord de la Bohême et des douaniers allemands, que des troubles d'une nature quelconque éclatent dans cette région, — et nous savons qu'il dépend du gouvernement de Berlin de les susciter par l'intermédiaire de ses comités pangermanistes à l'instant précis qui lui conviendra, — Guillaume II sera évidemment libre alors de considérer les frontières de l'empire comme attaquées et de mettre en mouvement « toute cette grande organisation des forces militaires, si coûteuse, si compliquée, qu'un travail incessant et énervant maintient toujours en état et qui n'a qu'un but : prévoir le moment et les conséquences tactiques et stratégiques du moment où du camp impérial partira le télégramme : Mobilisez. »

Cette faculté d'interprétation attribuée à l'empereur allemand, dont il a déjà fait un emploi si édifiant, confirme donc bien dans ce sentiment que Guillaume II seul décidera de la guerre.

Quant aux Pangermanistes, convaincus de la force du courant qu'ils ont déchaîné, ils ne se bornent pas à envisager les hypothèses exceptionnellement favorables que je viens d'exposer. Ils préfèrent considérer le problème avec son maximum de difficultés, c'est-à-dire comme comportant une grande guerre continentale. Un des auteurs de l'*Odinverein* pose la question sans détours : « Il s'agit de savoir si l'empire allemand est assez fort pour sortir par la force, malgré la France et la Russie, nos frères autrichiens de la meute slave (1). » « Évidemment, un homme du métier seul peut dire si nos armements actuels sont suffisants. Les

(1) « Aber es fragt sich, ob das Deutsche Reich stark genug ist, trotz Russlands und Frankreichs unsere Osterreichischen Brüder aus der Slavenmeute herauszuhauen. » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 13. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

simples citoyens doivent se borner à donner l'impression qu'ils sont mûrs pour cette tâche immense; que, dès qu'il le faudra, tout le peuple allemand, y compris sa fraction autrichienne, se laissera convaincre de la nécessité et de la justice de cette guerre (contre l'Autriche) et sera prêt à la soutenir de toutes ses forces (1). » Toutefois, le même auteur estime qu'il est possible, en agissant subitement et très rapidement, d'éviter cette guerre formidable. « Il faut, avant tout, remarquer que l'entrée des troupes impériales allemandes en Bohême et en Haute-Autriche ne doit pas nécessairement amener les Russes et les Français à nous prendre à la gorge (2). »

Les Allemands, habitués aux succès de leur diplomatie, comptent en effet qu'elle aura su préparer le terrain politique avant l'opération militaire. Ils supposent que le chancelier berlinois arrivera à rompre l'alliance franco-russe ou à leurrer jusqu'au dernier moment le gouvernement français, en lui faisant entrevoir une grosse compensation, telle que, par exemple, la rétrocession d'une partie de l'Alsace-Lorraine, de même que Guillaume Ier a dupé Napoléon III par l'appât du Luxembourg. Dans ce cas, la Russie isolée deviendrait forcément hésitante, et, même si elle ne l'était pas, en raison des difficultés de sa mobilisation, il en résulterait une période pendant laquelle l'empereur Guillaume jouirait d'une entière liberté d'action. C'est à ce moment que se placerait l'intervention militaire.

(1) « Die Zulänglichkeit unserer dermaligen Rüstungen kann natürlich nur von einem Fachmanne beurteilt werden. Der einfache Bürger muss sich darauf beschränken, der Ueberzeugung Ausdruck zu geben, dass wir auch dieser gewaltigen Aufgabe gewachsen sind, sobald es nur gelingt, das Deutsche Volk, auch den ostmärkischen Teil, von der Notwendigkeit und Gerechtigkeit dieses Krieges zu überzeugen und zum vollen Einsetzen all seiner Machtmittel zu entflammen, der jetzt bereit stehenden sowohl, als der einstweillen noch schlummernden. » *Idem.*

(2) « Hierzu sei vor allem bemerkt, dass ein Einmarsch reichsdeutscher Truppen nach Böhmen und Oberösterreich noch keineswegs die Russen und Franzöen uns auf den Hals ziehen muss. » *Idem.*

En raison des moyens d'information dont on dispose actuellement, cette période serait forcément très courte. Elle suffirait toutefois. De l'avis de tous les techniciens, quelques jours (huit ou dix) suffisent au grand état-major allemand pour réaliser entièrement l'invasion de la Bohême. Ce laps de temps écoulé, après avoir fait un puissant effort vers le sud et occupé fortement le pays, l'Allemagne retrouverait la possibilité d'opérer sur la frontière de l'ouest les grands chocs de masses destinés, d'après la conception militaire qui prévaut à Berlin, à briser dans une seule grande bataille toute la résistance *morale* des Français. Pour parachever le désastre, il suffirait ensuite de laisser le champ libre à l'action dissolvante des partis internationaux qui viennent d'être organisés à Paris. La guerre civile succéderait à la guerre étrangère. Les troupes allemandes seraient ainsi libres de se retourner contre la Russie. On peut donc conclure avec assurance : *le succès d'une intervention armée de l'empire allemand en Autriche est en raison directe de sa rapidité.* Il en résulte, pour les gouvernements décidés à garantir le *statu quo* actuel, l'impérieuse obligation d'agir avec une égale rapidité.

§ 4. — Toute hésitation, tout retard dès l'instant précis où la mobilisation allemande aura commencé, est destiné à entraîner les plus redoutables conséquences. En effet, une fois la faute de l'inaction contre l'Allemagne commise, sa gravité apparaîtra avec évidence, *mais il n'y aura plus de* statu quo *à garantir, et on se trouvera en présence d'un fait accompli.* L'expérience a prouvé qu'en politique le fait accompli réalisait une sorte de prescription instantanée. N'est-il pas sans exemple que la Prusse ait abandonné, sur de simples réclamations diplomatiques, ce qu'elle avait pris par la force? Or, les puissances qui auront hésité à s'engager pour garantir l'intégrité de l'Autriche hésiteront encore bien davantage à entreprendre la guerre une fois l'Autriche brisée. C'est ce qu'escomptent fort sensément les Pangermanistes, quand ils

disent : « On peut imaginer des situations dans lesquelles la Russie comme la France accepteraient un fait accompli et se contenteraient d'avantages faits sur d'autres points, plutôt que de penser à une épouvantable prise d'armes avec l'empire allemand (1). »

Ce calcul semble exact. La pusillanimité est sœur de la crainte. Il serait donc possible qu'après avoir laissé faire le coup de force allemand, l'Europe, habilement divisée et craintive, subirait pendant quelques années le nouvel état de choses, jusqu'au jour où exaspérés par les excès intolérables qu'immanquablement commettrait une puissance « napoléonienne », installée au centre de l'Europe, les peuples opprimés se coaliseraient dans un gigantesque effort pour abattre à tout prix le colosse germanique.

III

DE LA NÉCESSITÉ DE PRÉVOIR LES DIVERSES HYPOTHÈSES

Dans la paix ou dans la guerre, d'une manière dissimulée après une lente évolution ou par un éclat soudain, la « question d'Autriche » peut se poser devant l'Europe.

§ 1. — Rarement autant de signes précurseurs, autant de faits précis, autant de mesures certaines et décisives ont annoncé l'approche d'une grande complication continentale. Les intentions de la Prusse à l'égard de la France avant 1870 étaient-elles aussi pénétrables que le sont aujourd'hui les vues du gouvernement de Berlin à l'égard de l'Autriche? C'est peu probable. L'intervention allemande en Autriche

(1) « Denn es sind Lagen denkbar, in denen Russland sowohl als Frankreich eine vollendente Thatsache hinnehmen und sich lieber mit Vorteilen an anderen Stellen begnugen würden, als den fuchtbaren Waffengang mit dem Deutschen Reiche zu wagen. » *Die Deutsche Politik der Zukunft*, p. 13. Deutschvölkischer Verlag « Odin ». Munich, 1901.

est donc une éventualité qui doit être envisagée d'après ce principe que l' « intervention est toujours le prétexte d'une politique de conquête » (1).

§ 2. — La prévision des événements extérieurs et l'art d'en tirer parti constituent en somme une escrime supérieure où chaque coup doit trouver sa parade. Ces parades, une « prévoyance » incessante et poussée aux limites les plus reculées du possible peut seule permettre de les concevoir et de les exécuter. C'est pour avoir eu un gouvernement constamment prévoyant que l'empire allemand vient de passer dans la guerre et dans la paix par une période exceptionnellement brillante. C'est pour ne point avoir été prévoyante que la France a été vaincue à Sedan. Des exemples aussi probants ne sauraient être inutiles.

Les gouvernements intéressés au maintien du *statu quo* en Europe centrale doivent donc prévoir la « question d'Autriche » *sous toutes ses formes et dans toutes ses conséquences*. Il leur faut apprécier l'importance, pour la sauvegarde de leurs intérêts, du mouvement fédéraliste cisleithan, se pénétrer de la valeur européenne de la Bohême, clef de voûte de l'édifice autrichien, et comprendre que de l'issue du combat qu'y soutiennent les Tchèques dépend pour des années le sort de l'Europe entière.

Tout revient à savoir si les gouvernements qui ne peuvent pas laisser disparaître l'Autriche sans commettre une faute capitale sauront pénétrer à temps les projets allemands et y apporter les obstacles qui conviennent. Quels sont ces États et quels sont leurs moyens d'action ?

(1) « Hier ist die Intervention immer nur der Vorwand für Eroberungspolitik... » Dr K. MEHRMANN, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*. Deutschvölkischer Verlag « Odin », p. 39.

CHAPITRE VII

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE

I. Le nouveau territoire. — § 1. Ses dimensions : superficie et distance à vol d'oiseau du nord au sud. — § 2. Ses populations : éléments constitutifs. — § 3. Inconvénients que présenteraient les nouvelles acquisitions au point de vue allemand : les Slaves et les catholiques.

II. Les conséquences de l'extension. — § 1. Militaires : évaluation des forces dont disposerait la Confédération (flotte et armée). — § 2. Économiques : moindre dépendance de l'Allemagne de l'étranger pour les produits de consommation. Amélioration de l'outillage national de l'empire allemand. — § 3. Politiques : l'Allemagne puissance méditerranéenne. Ce qu'est déjà l'Allemagne dans les Balkans, en Turquie et en Extrême-Orient. Ce que pourrait être la radiation balkanique, orientale, extrême-orientale et pangermaniste de la Confédération. L'importance réelle de la question d'Autriche.

La question d'Autriche, si elle se pose, sous quelque forme qu'elle se présente, touchera à des intérêts considérables pour tous les États et vitaux pour quelques-uns.

Il est clair qu'alors le groupement des puissances s'effectuera selon la connaissance plus ou moins exacte qu'elles auront de ces intérêts. Il faut donc déterminer ceux-ci. Le plus sûr moyen d'y parvenir est de supposer réalisées les vues allemandes sur l'Autriche. On pourra ensuite discerner, avec une netteté suffisante, quels sont les pays qui ont à gagner ou à perdre à une modification territoriale de l'Europe centrale.

Dans le présent chapitre, je supposerai donc accomplis des faits qui ne le sont pas, j'en tirerai les conséquences en

me bornant toutefois à l'examen d'une hypothèse construite sur des données admissibles.

J'admettrai, par exemple, qu'à partir d'aujourd'hui, l'Autriche a passé durant plusieurs années par une série de transformations. La propagande pangermaniste s'est continuée sans obstacles. Par le seul effet de l'âge, la jeunesse allemande autrichienne, imbue des idées prussophiles, est arrivée aux affaires. Il en est résulté que les éléments violents exercent une pression toujours plus forte sur le souverain qui a imposé à ses sujets la *Sonderstellung* de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie. Huit millions de Slaves ont été ainsi retranchés de la Cisleithanie. Les Allemands y ont retrouvé la supériorité numérique. Le groupe des Allemands fédéralistes ayant perdu sa raison d'être a disparu. Pendant ce temps, d'autres événements se sont accomplis à l'occident de l'Europe. Progressivement, la puissance militaire de la France a été désorganisée. La République française est devenue incapable de toute action extérieure. La Russie, comprenant qu'elle ne pouvait plus compter sur son alliée de l'ouest, s'est concentrée sur elle-même. Elle a considéré que son action isolée devenait trop chanceuse, et, tout en comprenant l'étendue de la faute qu'elle va commettre, elle s'est désintéressée de l'Autriche. Ainsi favorisés par le concours des circonstances, les Prussophiles sont devenus complètement maîtres du Parlement de Vienne, si bien qu'ils ont réussi à faire entrer la Cisleithanie restreinte dans l'Union douanière allemande. Le grand *Zollverein* de l'Europe centrale a été réalisé. Quelques années se sont encore écoulées. Finalement, comme cela était inévitable, la Cisleithanie restreinte a été absorbée politiquement par l'empire allemand.

C'est à ce moment qu'il faut considérer l'Allemagne agrandie de la fraction de l'Autriche actuelle, *qui représente le minimum des revendications pangermanistes,* et rechercher les conséquences du nouvel état de choses.

. . . . .

. . . .

. . . . I.

. . . .

LE NOUVEAU TERRITOIRE . . .

. . . .

. . . .

Tout d'abord, que serait le nouveau territoire constitué sur ces bases?

§ 1. — Il s'étendrait de Hambourg à Trieste (950 kilomètres à vol d'oiseau), depuis le Belt jusqu'à l'Adriatique, et par l'Adriatique il donnerait à l'Allemagne accès dans la Méditerranée. Sa superficie serait de 738,846 kilomètres carrés (1).

§ 2. — Sa population compterait 68,834,000 âmes; 69 millions en chiffres ronds.

§ 3. — Ce simple énoncé fait aussitôt apparaître que l'empire allemand ne saurait ainsi s'étendre sans introduire dans une très forte proportion à l'intérieur de ses frontières des éléments slaves et catholiques. J'ai déjà dit pour quelles raisons cette éventualité doit être admise comme possible. Toutefois, afin que le caractère de vraisemblance de l'hypothèse faite subsiste nettement dans l'esprit, je crois nécessaire de montrer, avant d'aller plus loin, quels inconvénients pourraient résulter en réalité pour la confédération de la présence de ces nouveaux sujets slaves et catholiques.

Comme non allemands, l'empire actuel compte (2) :

(1) L'empire allemand actuel couvre une étendue de 540,483 kilomètres carrés. La superficie de la Cisleithanie est de 300,213 kilomètres. En raison de la *Sonderstellung*, du retranchement supposé de la Galicie, de la Bukovine et de la Dalmatie, il convient de déduire de ce chiffre 78,532 kilomètres pour la première de ces provinces, 10,456 pour la seconde et 12,862 pour la troisième.

(2) Chiffres donnés par l'Union pangermanique. V. *Alldeutsches Werbe- und Merk-Büchlein*, p. 24. Lehmann, Munich, 1899.

Polonais, Masures et Cassoubes.......	2.977.951
Wendes..........................	117.883
Tchèques et Slovaques.............	76.078
Lettes..........................	121.345
Danois..........................	139.400
Frisons.........................	48.827
Wallons.........................	11.058
Français........................	250.000
	3.742.542

A ce chiffre, il faudrait ajouter :

Tchèques........................	6.000.000
Slovènes........................	1.350.000
Serbo-Croates...................	145.000
	7.495.000

Soit, au total, 11,237,542. L'Allemagne, agrandie de l'Autriche, comprendrait donc près du sixième de sa population de sujets non allemands.

Incontestablement, la proportion est forte.

Qu'en résulterait-il au double point de vue militaire et politique? Par la force même des choses, l'armée et la flotte de la Confédération comprendraient une proportion à peu près équivalente d'éléments antiallemands. Mais, il faut le remarquer, ces soldats ne compromettraient pas la solidité des troupes dont ils feraient partie. Une fois annexés, les Tchèques et les Slovènes, en tant que soldats noyés dans les contingents allemands fortement encadrés, comme le sont actuellement les Alsaciens-Lorrains, les Danois et les Polonais, rendraient à la Confédération à peu près les mêmes services militaires qu'un Prussien enthousiaste et de race pure. Au point de vue politique, leur opposition serait incontestablement plus efficace. Il est certain que seul un régime de fer, analogue à celui qu'applique le gouvernement de Berlin à ses sujets lorrains, alsaciens, danois et polonais, pourrait maintenir dans l'obéissance des hommes aussi attachés à la liberté que les Slaves d'Autriche. Comme

le régime d'arbitraire, bien qu'appliqué aux Polonais de Posnanie depuis plus de cent ans, n'a pas fait réaliser de progrès sensibles à la germanisation, on peut admettre, en raison des preuves de vitalité qu'ils viennent de donner, que les Tchèques résisteraient encore plus aisément que les Polonais. Il est certain même que tous ces sujets, allemands par la force, humiliés, brutalisés, soumis à des impôts écrasants, s'uniraient moralement contre leurs oppresseurs; mais quelle résistance pratique pourraient-ils opposer à un gouvernement qui a l'habitude séculaire de contenir les peuples conquis et récalcitrants? Sans doute, il ne les assimile pas, mais il les domine. N'ayant rien à craindre, au point de vue militaire, d'un accroissement de sujets slaves, il ne craindrait pas davantage leur opposition politique.

Le danger catholique, en raison même des traditions prussiennes, paraîtrait devoir être infiniment plus réel. L'empire allemand d'aujourd'hui compte, sur ses 52,000,000 d'habitants :

Protestants, 31,000,000, soit 63 pour 100,

Catholiques, 17,500,000, soit 35,8 pour 100 (1).

Si l'on ajoute parmi les Allemands d'Autriche :

Catholiques, 8,500,000,

Protestants, 500,000,

protestants et catholiques *allemands*, *c'est-à-dire ceux qui pourraient avoir une influence quelconque sur le gouvernement*, se trouveraient être dans la Confédération supposée :

Catholiques, 26,000,000,

Protestants, 31,500,000.

Ces derniers ne disposeraient donc plus que d'une faible majorité pour leur assurer la direction des affaires.

Il est très certain qu'il y a une dizaine d'années on n'eût jamais consenti à Berlin à envisager une semblable hypothèse; mais, comme je l'ai exposé, la politique mondiale de

(1) Les Israélites représentent les 1,2 pour cent du total.

l'empereur Guillaume a tout changé. Adonné surtout à l'expansion économique, convaincu de la nécessité de lutter contre le socialisme international, l'empereur a compris qu'il ne pouvait rien sans avoir avec lui les catholiques qui forment l'appoint indispensable aux scrutins du Reichstag. On sait à quel point cette tactique a réussi. L'évolution des catholiques allemands a commencé peu après la mort de Windthorst. Gagnés par de menues concessions, ils ont renoncé à l'opposition et sont devenus les soutiens les plus fermes de Guillaume II.

En Chine, en Turquie, ils servent avec éclat sa politique; au Reichstag, leurs votes lui assurent tous les crédits qu'il demande pour l'armée et pour la marine. Il ne s'agit donc plus de donner aux catholiques une part du pouvoir; *c'est chose faite.*

Cette concession apparemment si contraire aux principes luthériens des Hohenzollern offre-t-elle les inconvénients que beaucoup veulent lui trouver? Assurément pas jusqu'à présent. En réalité, les catholiques allemands se sont contentés de peu de chose eu égard aux services qu'ils ont rendus à l'empereur, et si celui-ci, dont les scrupules sont légers, accepte d'accroître encore le nombre de ses sujets catholiques, on peut être assuré que c'est avec l'idée bien arrêtée de les réduire, si le besoin s'en faisait sentir, lorsqu'il aura tiré d'eux l'utilité qu'ils présentent pour l'accomplissement de ses grands projets.

II

LES CONSÉQUENCES DE L'EXTENSION

Ce nouveau groupement des territoires de l'Europe centrale entraînerait infailliblement d'immenses conséquences dont on ne peut entrevoir que les principales.

§ 1. — La conséquence militaire la plus apparente de l'absorption *complètement réalisée* serait la fusion des armées et des flottes allemandes et autrichiennes. Les effectifs qu'elles atteindraient alors peuvent être à peu près évalués, si l'on opère sur ceux qui sont actuellement officiels les réductions ou les augmentations que commande l'hypothèse.

Présentement, la flotte autrichienne comprend :

9 cuirassés;
2 grands croiseurs;
6 petits croiseurs;

Soit au total 17 navires de guerre.

Mais comme j'ai admis que la Hongrie, la Galicie, la Bukovine et la Dalmatie n'entreraient pas dans la Confédération, la fraction de la flotte autrichienne qui pourrait s'ajouter vraiment à celle de l'Allemagne serait approximativement de :

5 cuirassés;
1 grand croiseur;
3 petits croiseurs.

Or, la flotte *de combat* allemande comprendra à l'avenir :

34 cuirassés;
8 grands croiseurs;
24 petits croiseurs.

Au total, la Confédération germanique reconstituée sous la direction de la Prusse disposerait donc de :

39 cuirassés;
9 grands croiseurs;
27 petits croiseurs.

Une méthode analogue permet de se rendre compte, mais avec plus d'exactitude, des forces qui constitueraient l'armée de terre. Afin d'arriver à une approximation aussi sérieuse que possible, j'ai opéré mes calculs sur des chiffres considérés comme officiels et sans tenir compte des dépôts,

dont les troupes sont généralement de médiocre valeur.

Actuellement, sur le complet pied de guerre, l'empire allemand peut mettre en ligne :

1,863,000 fusils;
105,000 sabres;
5,604 canons *de campagne* (1).

Dans les mêmes conditions, l'armée austro-hongroise peut mobiliser :

1,255,000 fusils;
63,000 sabres;
2,464 canons *de campagne* (2).

Ces chiffres ne sauraient être utilement ajoutés à ceux de l'armée allemande qu'après avoir subi une réduction proportionnelle à la *population* de la Galicie, de la Bukovine, de la Dalmatie, de la Bosnie, de l'Herzégovine et de la Hongrie, puisque par hypothèse ces pays ne feraient pas partie tout d'abord de la Confédération.

La Galicie a................	6.800.000	habitants.
La Bukovine a..............	680.000	—
La Dalmatie a..............	545.000	—
La Bosnie et l'Herzégovine ont.	1.500.000	—
La Hongrie a...............	17.600.000	—
	27.125.000	habitants.

Soit en chiffres ronds 27,000,000 d'habitants.

Les chiffres donnés plus haut comme représentant l'armée austro-hongroise mobilisée correspondent à une population totale de 43,680,000 habitants.

Le rapport de 27 à 43 est de 3 à 5.

La réduction à opérer sur les chiffres donnés est donc des trois cinquièmes.

(1) V. J. Lauth, *l'État militaire des principales puissances étrangères en* 1900, p. 84, 90, 95. Berger-Levrault, Paris, 1900.

(2) *Op. cit.*, p. 217, 223, 227.

Ce calcul effectué, on obtient :

753,000 fusils;
37,800 sabres;
1,476 canons *de campagne,*

qui, ajoutés aux chiffres de l'armée allemande mobilisée, donnent :

2,616,000 fusils;
142,800 sabres;
7,080 canons *de campagne.*

Ces chiffres représentent les forces minima de l'armée de terre dont disposerait la Confédération. Ces troupes, soumises à une seule volonté, éduquées d'après le système prussien, constitueraient, de toute évidence, un instrument d'attaque et de défense d'une incomparable puissance. Par leur nombre, elles dépasseraient d'un chiffre écrasant les forces de la France ou de la Russie; de plus, en raison des avantages économiques que présenterait pour la richesse et le ravitaillement du pays l'établissement du *Zollverein* de l'Europe centrale, la Confédération se trouverait mieux placée que les deux puissances réunies pour soutenir une longue lutte. La Russie, en effet, a pour longtemps encore besoin d'immenses capitaux et la France, si elle n'y prend sérieusement garde, finira par entrer dans la voie de l'appauvrissement financier.

§ 2. — Ces suites économiques du grand *Zollverein,* on les comprend déjà par tout ce qui précède. L'Allemagne, en bénéficiant des excédents agricoles de la Cisleithanie, diminuerait d'autant sa dépendance de l'étranger pour les produits de consommation. Les réformes que le gouvernement de Berlin ne manquerait pas de réaliser dès l'entrée de la Cisleithanie dans l'Union douanière allemande seraient particulièrement fécondes. Maître de la législation commerciale, des postes, des télégraphes, des téléphones, des che-

mins de fer de tout le centre du continent, il procéderait à une unification générale des tarifs dans un sens conforme aux intérêts de la Prusse d'abord, et ensuite de la Confédération. Il compléterait le réseau des chemins de fer et pousserait en toute hâte les travaux des canaux de l'Elbe et de l'Oder au Danube; les usines allemandes une fois mises ainsi en communication fluviale directe avec l'Orient, leurs produits lourds ne seraient plus grevés des frais de transport considérables que nécessite actuellement le contour de l'Europe. Ces canaux permettraient en outre de faire parvenir à très bas prix, dans toutes les régions de l'empire, les grains et les objets nécessaires à la vie.

Le taux des salaires des ouvriers s'en ressentirait forcément. Peut-être ne s'abaisserait-il pas, mais il s'accroîtrait moins vite que dans les autres États. Ce résultat serait précieux pour les fabricants. L'introduction dans la Confédération de la main-d'œuvre à bon marché des Slaves de Cisleithanie y concourrait encore. Les conditions de la production étant meilleures, le prix de revient des objets fabriqués serait moindre; les Allemands pourraient par suite abaisser encore leurs prix de vente. Ils se trouveraient ainsi dans des conditions économiques exceptionnellement avantageuses pour concurrencer les étrangers dans un nombre considérable de places et pour tenir tête partout à la concurrence américaine.

Ces diverses réformes auraient donc pour résultat d'accroître dans des proportions considérables la puissance économique de l'outillage national de l'Allemagne.

§ 3. — Les conséquences politiques de l'extension seraient d'une bien autre portée.

Introduite dans la Méditerranée par l'Adriatique, la Confédération germanique détruirait l'équilibre actuel. Elle exercerait autour d'elle une puissance de radiation dont on ne peut se rendre compte qu'après avoir étudié les posi-

tions occupées actuellement par les Allemands dans les Balkans, en Orient et en Extrême-Orient.

A Bucarest, leur colonie compte « officiellement » 15,000 âmes, et leur mainmise financière sur toute la Roumanie est déjà réalisée. Tous les emprunts roumains ont été émis à Berlin, par la *Disconto Gesellschaft*, qui maintenant fait sentir durement la dépendance où elle tient ses débiteurs. « ... Chose extraordinaire, dit *l'Indépendance roumaine* (1), la baisse de notre crédit, la dépréciation de nos fonds publics est, pour une grande partie, l'œuvre des représentants de l'épargne allemande... »

A Belgrade, « ville slave de physionomie et même d'orgueil intime, si l'on peut dire, où l'Occidental se butte pour la première fois à des enseignes de magasins uniformément établies en caractères cyrilliques, le seul idiome de l'Occident que l'on trouve à parler dans ces magasins, c'est l'allemand (2). »

En Bulgarie, bien que, de tous les pays des Balkans, ce soit celui où le « slavisme » est le mieux protégé, les Allemands, depuis le traité de Berlin, ont trouvé moyen de s'implanter. « Ce serait même, d'après le *Slovenski Svet*, un des terrains préférés du *Deutscher Schulverein* (3), qui tient bureaux ouverts à Sofia, à Roustchouck, à Philippopoli, à Varna (4). » A propos de la capitale, un correspondant bien renseigné pouvait écrire à l'*Illustrirte Zeitung* (15 juillet 1893) : « Sur les 35,000 habitants de Sofia, plus d'un quart est allemand ou autrichien. Les Bulgares de la classe instruite entretiennent de bonnes relations avec nos compatriotes et commencent même à apprendre notre langue maternelle. Sous peu, chacun de nos immigrants se trouvera tout à fait à l'aise (*sic*) en arrivant à Sofia (5). » Dès

(1) 14 décembre 1900.

(2) Ch. LOISEAU, *le Balkan slave*, p. 235. Perrin, Paris, 1898.

(3) Le même dont j'ai parlé, p. 210.

(4) Ch. LOISEAU, *op. cit.*, p. 236.

(5) *Idem.*

1882, cette colonie s'est trouvée assez forte pour fonder une école allemande qui, d'ailleurs, depuis 1892, est subventionnée par le gouvernement de Berlin.

En Croatie, la pénétration allemande est plus avancée encore. « Le commerce, non seulement à Agram et à Essek, mais dans les villes de second ordre, à Brod, à Djakovo, à Vinkovce, à Mitrovitza, est entre les mains d'Allemands ou d'Autriche ou de Bohême, juifs pour la plupart (1). »

En Bosnie, l'Allemagne du Nord, la Bavière, le Wurtemberg, déversent chaque année des colons agricoles par milliers (2). « Déjà, aux environs de Serajevo, au nord et à l'est de la province, on voit s'élever de nouveaux villages ; on entend aussi des noms nouveaux : Rudolfsthal, Windthorst, qui ne semblaient pas destinés aux « Orientales » de la politique. A Nevesinje, en Herzégovine, proche de la frontière du Monténégro, toute une colonie allemande s'est installée il y a une année à peine, d'un bloc. Et il en va de même en maint endroit, sans que les feuilles austro-hongroises, sans que les statistiques officielles en fassent mention (3). »

En Turquie, la place prise par les Allemands est considérable. Pour l'intelligence du plan d'ensemble de la politique berlinoise, il est nécessaire de la bien connaître; je vais donc insister sur ce point spécialement.

Afin de bien marquer la continuité des vues et la méthode suivie, je remonterai aux origines de l'action allemande en pays ottoman.

Depuis plus d'un demi-siècle, des hommes clairvoyants ont attiré l'attention du gouvernement de Berlin sur les avantages qu'il pourrait trouver un jour en Turquie et par-

(1) Ch. Loiseau, *le Balkan slave*, p. 232. Perrin, Paris, 1898.
Il est à noter qu'un grand nombre d'Allemands qui se disent Allemands autrichiens sont en réalité originaires de l'empire.

(2) *Op. cit.*, p. 231.

(3) *Op. cit.*, p. 232.

ticulièrement en Asie Mineure. Dès 1841, le futur maréchal von Moltke, alors en mission à Constantinople, écrivait dans la *Gazette d'Augsbourg :* « Nous constatons que tout le pays ottoman est sous l'influence de la Russie, de la France et de l'Angleterre, sans qu'on puisse trouver aucune trace de l'influence allemande. Il est remarquable qu'en Turquie on entende toujours parler de ces trois puissances, mais jamais de l'Autriche. On devrait cependant, là-bas, avoir de la considération pour cet État plus que pour aucun autre, car c'est le glaive de l'Autriche qui, tôt ou tard, jeté dans la balance, décidera de la situation. Toutes les flottes du monde ne peuvent ni accomplir ni empêcher le partage de la Turquie. L'armée autrichienne remplirait peut-être la première tâche et à coup sûr la seconde (1). » Von Moltke concluait en demandant la fondation en Palestine d'une principauté allemande (2). En 1848, l'économiste Roscher désignait l'Asie Mineure comme devant former dans l'avenir la part de l'Allemagne dans les dépouilles de la Turquie (3). Rodbertus allait plus loin encore. Il espérait « vivre assez longtemps pour voir la Turquie tomber entre les mains de l'Allemagne et les soldats allemands sur les rives du Bosphore (4) ». Ce rêve n'avait rien d'excessif. Il est presque réalisé.

(1) « ... unter dem Einfluss Russlands, Frankreichs und Englands, nur nicht unter deutschem Einfluss. Es ist sehr auffallend, in der Türkei immer nur von jenen drei Mächten, nie von Oesterreich reden zu hören, und doch sollte gerade dieses vor allen anderen dort in Ansehen stehen, denn Oesterreichs Schwert ist es, welches einst in die Wage der Entscheidung geworfen werden wird. Alle Flotten der Welt können weder die Teilung der Türkei vollziehen, noch sie verhindern ; Oesterreichs Heere können das eine vieilleicht, das andere gewiss... » von Moltke. *Schriften*, t. II, p. 298.

(2) *Op. cit.*, p. 279.

(3) « ... die in Zukunft das Erbe Deutschlands bilden sollen. » Cité dans *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe*, p. 11. Lehmann, Munich, 1896.

(4) « ... hoffte die Zeit zu erleben, wo die türkische Erbschaft an Deutschland gefallen sein wird, und deutsche Soldaten oder Arbeiterregimenter am Bosporus stehen. » *Op. cit.*, p. 12. Lehmann, Munich, 1896.

Il y a trente ans, les Allemands n'étaient encore rien à Constantinople; ce laps de temps très court leur a cependant suffi pour se créer en Turquie une situation hors de pair.

La première manifestation officielle de l'influence du gouvernement de Berlin auprès du Sultan fut l'envoi, en 1882, d'une mission militaire. En principe, les officiers qui étaient mis ainsi à la disposition du ministre de la guerre turc devaient continuer la tâche de réfection de l'armée ottomane, commencée par la mission française entre la guerre de Crimée et 1870. En fait, la mission militaire allemande, surtout dans ses premières années, a été loin d'avoir l'influence qu'on est tenté de lui attribuer. Elle n'a point eu, comme on l'admet souvent, la haute main sur les troupes du Commandeur des croyants, qui, pour des raisons religieuses inéluctables, ne subissent que dans une très faible mesure l'action d'officiers chrétiens, quels qu'ils soient. D'ailleurs, sur les douze officiers qui composaient la mission allemande, on trouvait onze hommes médiocres, incapables d'exercer une influence sérieuse; le douzième, il est vrai, était de la plus haute valeur. C'est aujourd'hui le général baron Colmar von der Goltz (1). C'est lui qui a vraiment frayé les voies à l'Allemagne en Turquie et qui, en obtenant la réforme des écoles militaires turques et de la Grande Maîtrise de l'artillerie, a fait pénétrer dans l'armée ottomane la dose de principes militaires prussiens qu'elle était susceptible de s'assimiler. Quant aux campagnons de von der Goltz, leur rôle s'est borné à amener la Turquie à acheter exclusivement en Allemagne son matériel de guerre. Ils ont pleinement réussi dans cette entreprise, but véritable de leur mission. Le commerce allemand pour les armes, les munitions, les équipements de toutes sortes, a ainsi trouvé en Turquie un premier et important débouché.

Ce premier succès amena les publicistes allemands à

(1) Le même dont il a déjà été question p. 219.

préciser leurs vues sur ce qu'il convenait de faire en pays ottoman. L'orientaliste Dr Sprenger publia en 1886 une brochure intitulée : *la Babylonie, la terre la plus riche du passé et le champ de colonisation le plus rémunérateur du présent* (1). « De toutes les terres du globe, disait-il, il n'y en a pas invitant davantage à la colonisation que la Syrie ou l'Assyrie. Là, pas de forêt vierge à défricher, pas de difficultés naturelles à vaincre, mais seulement à gratter la terre, à semer et à récolter (2). » « L'Orient est le seul territoire du monde qui n'ait pas encore été accaparé par une grande puissance. C'est cependant le plus beau champ de colonisation. Si l'Allemagne ne manque pas l'occasion et s'en saisit avant que les Cosaques étendent la main de ce côté, elle aura, dans le partage du monde, acquis la meilleure part (3). » Peu après, le Dr Kaerger développa les mêmes idées dans sa brochure : *l'Asie Mineure champ de colonisation allemande* (4). Il conseillait la colonisation en Asie Mineure au moyen de grandes sociétés établies dans le voisinage du chemin de fer d'Anatolie, qu'il était alors question de construire. Il demandait surtout la conclusion d'un traité entre la Turquie et l'Allemagne. « La Porte serait garantie contre toute agression étrangère; elle accorderait en échange aux Allemands une longue série de privilèges

(1) *Babylonien, das reichste Land in der Vorzeit und das lohnendste Kolonisationsfeld für die Gegenwart.* V. *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe*, p. 12. Lehmann, Munich, 1896.

(2). « Unter allen Ländern der Erde giebt es keines, das wie Syrien und Assyrien so sehr zur Kolonisation einladet, hier giebt es keinen Urwald auszuroden, keine Naturschwierigkeiten zu überwinden, man hat bloss den Boden aufzukratzen, zu säen und zu ernten. » *Op. cit.*, p. 13.

(3) « Der Orient ist das einzige Territorium der Erde, das noch nicht von einer der emporstrebenden Nationen in Beschlag genommen worden ist; es ist aber das schönste Kolonisationsfeld, und wenn Deutschland die Gelegenheit nicht verpasst uud danach greift, ehe die Kosaken die Hand danach austrecken, hat es in der Teilung der Erde den besten Teil errungen. » *Op. cit.*, p. 12.

(4) *Kleinasien, ein deutsches Kolonisationsfeld.* V. *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe*, p. 13. Lehmann, Munich, 1896.

qui permettraient de diriger le courant de l'émigration allemande vers les régions fertiles de la Turquie et d'établir plus tard avec cet État une union douanière; l'avenir économique et politique de l'Allemagne serait ainsi placé sur des bases d'une ampleur et d'une solidité extraordinaire (1). »

Un événement considérable vint alors stimuler singulièrement l'activité des Allemands.

Constituée en 1892 sous l'égide de la *Deutsche Bank* et de la *Württembergische Vereinsbank*, la société dite des chemins de fer ottomans d'Anatolie obtint le 4 octobre 1888 un firman lui concédant l'établissement et l'exploitation d'un réseau en Asie Mineure. Le directeur général de cette société était M. von Kühlmann, et l'ingénieur en chef M. O. Knapp, tous deux Allemands. « Sous une direction allemande, construits avec un capital et un matériel allemands, » les chemins de fer d'Anatolie sont donc bien une œuvre allemande. Politiquement, le fait même de la concession marquait un immense progrès; financièrement, l'entreprise n'offrait qu'un minimum de risques. L'article 29 de la convention passée avec le gouvernement ottoman stipulait de lui, en effet, une garantie kilométrique de 15,000 francs, c'est-à-dire qu'il s'engageait à parfaire cette somme à titre de dividende par kilomètre exploité, quels que fussent en réalité les rendements de l'exploitation. Le réseau concédé dans ces conditions se composait de trois tronçons :

1° De Haidar-Pacha à Eski-Cheir;

2° D'Eski-Chehir à Angora;

3° D'Eski-Chehir à Konia (2).

Commencées en 1889, ces trois lignes furent terminées en 1896. L'exécution de ce grand travail laissait entrevoir les

(1) «... so würde damit die ganze wirtschaftliche und damit auch politische Zukunft Deutschlands auf eine ungleich breitere und festere Grundlage gestellt werden... » V. *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe*, p. 14. Lehmann, Munich, 1896.

(2) V. la carte insérée p. 352.

plus brillantes perspectives. Le temps était bien passé où M. de Bismark lançait sa boutade célèbre : « La question d'Orient ne vaut pas les os d'un grenadier poméranien, » et se vantait avec une ostentation qui peut-être déjà n'était pas très sincère de ne point lire le courrier de Constantinople.

Guillaume II venait de monter sur le trône. Dans sa préoccupation d'assurer des débouchés au commerce de son empire, il apporta, dès le début de son règne, une attention extrême à tout ce qui concernait la Turquie. Bientôt sa politique orientale se dessina.

Au lieu de continuer à servir « du mauvais café » a « l'homme malade », ne valait-il pas mieux lui faire prendre des fortifiants? *On* serait le sauveur et *on* aurait droit à la reconnaissance. C'était là la théorie des cercles officiels. Les Pangermanistes, alors au début de leur organisation et dans la fièvre de leurs premiers efforts, n'en voyaient que le triomphe final. « L'intérêt allemand demande que la Turquie d'Asie au moins soit placée sous le protectorat allemand. Le plus avantageux serait pour nous l'acquisition en propre de la Mésopotamie et de la Syrie, et l'obtention du protectorat de l'Asie Mineure habitée par les Turcs. Un sultanat serait formé des terres situées dans la sphère d'influence allemande avec garantie de la plus complète autonomie pour ses habitants (1). » Ces idées de conquête progressive furent développées dans une brochure au titre suggestif : *les Prétentions allemandes à l'héritage de la Turquie* (2). Éditées par l'*Alldeutscher Verband,* ces curieuses pages résument les idées fondamentales du D[r] Hasse et de

(1) « ... das deutsche Interesse aber verlangt zum mindesten, dass dann diese asiatische Türkei unter deutsche Schutzherrschaft gestellt werde, und das vorteilhafteste wäre für uns einerseits die Erwerbung Mesopotamiens und Syriens zu eigenem Besitz, andrerseits die Schutzherrschaft über das kleinasiatische, im wesentlichen von Türken bewohnte Sultanat und die Einbeziehung Arabiens in die deutsche Interessensphäre bei völliger Autonomie seiner Bewohner. » *Alldeutsche Blätter*, 8 décembre 1895, p. 222.

(2) *Deutschlands Ansprüche an das Türkische Erbe.* Lehmann, Munich 1896.

ses amis sur la mission orientale de l'Allemagne. Elles ont révélé leurs ambitions insatiables; le fameux voyage de Guillaume II à Jérusalem et à Constantinople, en octobre 1898, est encore venu les exaspérer.

Le succès remporté par l'empereur allemand dans ce déplacement politique n'est pas contestable. M. de Bülow, qui l'accompagnait, eut avec le grand vizir de nombreuses conférences et, bien qu'aucune communication officielle ne permette d'affirmer l'existence d'un instrument diplomatique, il semble qu'un traité analogue à celui réclamé par le Dr Kaerger ait été passé entre l'Allemagne et la Turquie. Des faits très certains le font au moins supposer. Pendant le séjour de Guillaume II à Constantinople, le sultan concéda le port d'Haidar-Pacha, sur le Bosphore, à la compagnie allemande des chemins de fer d'Anatolie; après le départ de l'empereur, le directeur de la *Deutsche Bank*, le Dr Siemens, est devenu plus puissant que jamais ; les officiers allemands ont pris une place plus considérable que par le passé ; on leur a fait inspecter successivement tous les corps d'armée ; on les a chargés d'organiser les grandes manœuvres ; à la conférence de la Haye, enfin, Abdul-Hamid a affiché avec éclat sa solidarité avec l'Allemagne et, d'accord avec elle, refusa de suspendre ses armements.

Ces faveurs des Turcs, au lieu de calmer les ambitions allemandes, les déchaînent. A Berlin, *on* convoite de plus en plus l'Asie Mineure. Les premiers résultats des chemins de fer d'Anatolie ayant été plus que satisfaisants, *on* a fait étudier le pays avec un soin minutieux, par des missions nombreuses. Le premier-lieutenant d'artillerie Karl Kannenberg, aidé du premier-lieutenant Schäffer, attaché au grand État-major, a résumé le résultat de ses observations dans un ouvrage très complet (1). Depuis que ces explorations sont

(1) *Kleinasiens Naturchätze,* von KANNENBERG, Prem.-Lieut. im thüring. Feldartillerie-Regiment N° 19, mit Beiträgen von Prem.-Lieut. Schäffer, kommandiert zum grossen Generalstab. Borntraeger, Berlin, 1897.

terminées, *on* invite instamment les Allemands à aller trafiquer dans ces régions ; afin de leur faciliter les choses *on* a dressé un intéressant atlas économique du pays (1). Mais le but qu'*on* poursuivait avec le plus d'ardeur était d'obtenir la concession de la voie ferrée qui doit aboutir au golfe Persique.

Depuis plusieurs années déjà, les ambassades de Constantinople soutenaient chacune leur tracé. Les Anglais appuyaient un projet qui, partant d'Alexandrette, atteignait la vallée de l'Euphrate par Alep, et la suivait ensuite jusqu'à Bagdad. Le syndicat russe formé par le comte Wladimir Kapnist, cousin du représentant du Tsar à Vienne, voulait Tripoli de Syrie comme tête de sa ligne, qui, après un embranchement sur Kerbela, aboutissait à Koueit sur le golfe Persique. Les Allemands, eux, rêvaient de prolonger la ligne d'Angora, par Kaïserieh-Sivas-Malatia-Diarbékir, jusqu'à Bagdad, mais pendant longtemps ils ne purent trouver de combinaison financière assez sûre pour proposer la réalisation de ce vaste programme. Leur tâche pendant cette période dut se borner à être négative et à empêcher que les compétiteurs n'obtinssent la concession. Les Allemands d'ailleurs ne renonçaient nullement à leur projet; avec leur ténacité bien connue ils poussaient au contraire les études à fond. Elles démontrèrent les difficultés techniques d'un prolongement par Angora. Une commission d'étude, composée du consul général, conseiller de légation Stemrich, de l'ingénieur en chef prussien Mackensen, fut chargée d'examiner si l'entreprise ne serait point plus facilement réalisable en partant de Konia. En même temps, le major Morgen, attaché militaire près de l'ambassade allemande à Constantinople, recevait de l'empereur Guillaume l'ordre de se rendre à Erzeroum et à Bagdad pour y étudier la valeur stratégique du chemin de fer à construire. Enfin le

(1) *Handels-und Produktenkarte von Kleinasien*, par le Dr Ernst-Friedrich STERNKOPF. Halle, 1898.

souverain allemand détachait de son escadre du Pacifique le croiseur *Arcona* et l'envoyait découvrir au fond du golfe Persique quel serait le meilleur point d'aboutissement de la ligne projetée.

Tout étant ainsi préparé, la diplomatie allemande à Constantinople redoubla d'activité. Afin de réduire les oppositions manifestes, elle imagina de constituer une société internationale, neutre en apparence. Ce procédé avait en outre le très précieux avantage de permettre de rassembler les capitaux nécessaires. Les Allemands agirent ensuite vigoureusement à Yldiz-Kiosk ; ils persuadèrent si bien au Sultan que ce chemin de fer une fois construit lui permettrait de mobiliser rapidement ses troupes d'Asie Mineure alors que présentement il lui faut plusieurs mois avant de pouvoir les utiliser dans une guerre européenne, qu'en décembre 1899, le Dr Siemens, président du conseil d'administration de la société des chemins de fer d'Anatolie, signait avec la Porte une convention décisive. En vertu de cet accord, le chemin de fer de Bagdad était concédé à la Société dite internationale. Celle-ci s'engageait à terminer les travaux dans un délai de huit années. Un article de la convention stipulait que le capital de l'entreprise serait réparti dans les proportions suivantes :

40 pour 100 d'argent allemand ;

40 pour 100 d'argent français ;

20 pour 100 de capitaux d'autres nationalités.

Quand la nouvelle de la concession parvint à Berlin, où on l'attendait anxieusement depuis plusieurs semaines, ce fut une explosion d'enthousiasme. Guillaume II remercia le Sultan dans un télégramme chaleureux, *les Feuilles pangermaniques* firent ressortir fort exactement l'importance du futur chemin de fer dans un article intitulé : « Le chemin de fer *allemand* de Bagdad. »

« A bon droit nous pouvons désigner sous ce titre la concession de chemin de fer récemment faite par le Sultan,

bien qu'un groupe de financiers français y participe pour 40 pour 100. La banque allemande (*Deutsche Bank*) de Berlin est à la tête de l'affaire. On sait qu'elle administre financièrement les chemins de fer d'Anatolie et qu'elle leur a assuré un développement économique et politique considérable.

« L'idée de ce chemin de fer a été conçue par l'intelligence allemande; des Allemands ont fait les études préliminaires; des Allemands ont écarté tous les obstacles qui en empêchaient l'exécution. Ils étaient très grands. Nous devons d'autant plus nous réjouir de ce succès, que les Russes et les Anglais se sont ardemment employés à la Corne d'Or pour empêcher l'adoption du projet allemand. Les Anglais ont joué leur dernier atout en se déclarant prêts à construire le chemin de fer de Bagdad sans aucune garantie fournie par le gouvernement turc. S'ils ont échoué, c'est que derrière l'entreprise de chemin de fer, la Porte a vu les desseins politiques du gouvernement anglais.

« Le Sultan possède dans les pays traversés par le chemin de fer de grandes propriétés particulières. Au début, il était peu favorable à l'entreprise, puis il consentit à ce que le chemin de fer fût construit et administré par des Allemands, à la condition qu'il restât une propriété turque. A ce moment, l'influence personnelle de notre empereur a écarté les derniers obstacles et a ouvert à l'esprit d'entreprise des Allemands un champ d'action qui promet infiniment. Le nouveau chemin de fer se joint à Konia à la ligne d'Anatolie et par Bagdad et Bassorah aboutit au golfe Persique, à environ cent kilomètres de l'embouchure du Chat-el-Arab.

« Sur une longueur de plus de 3,400 kilomètres, la ligne traverse des régions qui, jadis, furent le siège d'un commerce florissant et d'une riche agriculture. Elle établit une nouvelle communication entre l'Europe et les Indes ; elle rouvre entre ces pays lointains, la Syrie et le Levant, la

route commerciale que pratiqua autrefois Alexandre le Grand. *Ce n'est pas seulement parce que la construction de ce chemin de fer absorbera 400 millions de francs que l'industrie allemande trouvera une source abondante de profits, mais parce qu'il nous mettra à portée de territoires riches et vastes qui offrent au commerce allemand un immense débouché.*

« Si l'on considère les avantages politiques et militaires que la Turquie recevra du fait du chemin de fer, on trouve qu'elle s'est tirée à bon compte en accordant une simple garantie d'intérêt.

« Pour l'empire allemand, abstraction faite des avantages économiques, *le chemin de fer de Bagdad pourra être plus tard d'une grande valeur politique.* Nous avons donc une double raison d'être reconnaissants aux hommes dont l'énergie et l'habileté ont mené cette œuvre à bonne fin (1). » Cette joie un peu exubérante se conçoit. La concession du chemin de fer de Bagdad, dans les conditions où elle est faite, est en effet destinée à produire les conséquences les plus extraordinaires ; elle constitue le dernier acte de la mainmise des Allemands sur tous les principaux chemins de fer ottomans. Qu'on en juge.

La ligne Salonique-Monastir, concédée en 1890 à M. Alfred Kaulla, directeur de la *Württembergische Vereinsbank*, est absolument allemande. Son conseil d'administration est présidé par M. C. Siemens. Cette ligne doit être prolongée jusqu'à l'Adriatique. On comprend l'importance exceptionnelle qu'elle prendrait du jour où l'Allemagne serait installée à Trieste.

Les Allemands exercent également une influence prépondérante sur la compagnie d'exploitation des chemins de fer orientaux Mitrovitza-Uskub-Salonique et Bellova-Philippopoli-Andrinople-Constantinople. Cette société, fondée, jadis, par M. Hirsch, a été, après sa transformation, placée sous la

(1) *Alldeutsche Blätter*, 17 décembre 1899.

direction financière de la *Deutsche Bank*. Ces chemins de fer aboutissent à Stamboul, derrière la pointe du Sérail. De la gare, cinq kilomètres à peine, pendant lesquels le Bosphore se joint à la mer de Marmara, séparent la rive d'Europe de la Turquie d'Asie. En un quart d'heure de bateau, le voyageur arrive à Haidar-Pacha, point concédé, comme je l'ai dit, en 1898 aux Allemands pour l'établissement d'un port. Or, Haidar-Pacha est la tête de ligne des chemins de fer allemands d'Anatolie, dont les rails atteignent Angora et Konia. Un court branchement, parti d'Afioun, va bientôt souder ce second tronçon à la petite ligne française Smyrne-Kassaba, de telle sorte que le grand port de Smyrne aura pour hinterland toute l'Asie Mineure et se trouvera livré au commerce allemand. Enfin, de Konia, la ligne doit être incessamment prolongée jusqu'au golfe Persique.

Cela ne suffit point encore. Les Allemands veulent posséder entièrement tous les maillons de la chaîne de communication. Après les chemins de fer, ils prétendent acquérir les quais de Constantinople, qui appartiennent encore à une compagnie française.

A la fin d'octobre 1899, parut un iradé impérial instituant une commission chargée d'étudier la question du rachat des quais par l'État. « Or, disait la *Deutsche Zeitung*, le gouvernement n'a pas actuellement l'argent nécessaire au rachat et ne saurait se charger lui-même de l'administration des quais. Il devrait donc se trouver quelqu'un qui fournît les fonds et se chargeât de l'exploitation. Ce serait la Compagnie des chemins de fer orientaux ou celle d'Anatolie. Comme « La banque allemande » (*Deutsche Bank*) est derrière l'une et l'autre, ce serait « La banque allemande » elle-même. Par conséquent, si les quais devenaient possession allemande, ne fût-ce qu'à bail, tous les transports et les communications seraient aux mains des Allemands depuis la frontière orientale rouméliote jusqu'au golfe Persique. Les

conséquences économiques et politiques de ce fait seraient incalculables (1). »

On le croit sans peine. Ce serait tout d'abord l'exploitation réservée à des Allemands de ces immenses vallées du Tigre et de l'Euphrate d'une richesse prodigieuse. Les résultats obtenus par la compagnie du chemin de fer d'Anatolie, qui n'opère cependant encore que sur le haut plateau qui les précède, en donnent une haute idée. Les bois de construction, les minéraux, le vin, la laine, les grains surtout, alimentent son trafic, qui en raison du bas prix de la main-d'œuvre qu'on rencontre en Anatolie apparaît comme facilement extensible.

Ces avantages économiques, si précieux déjà, ne sont encore rien à côté de la perspective de disposer de la route la plus courte vers l'Extrême-Orient. Quand les rails atteindront le golfe Persique, les « malles » devront forcément emprunter cette voie, infiniment plus rapide que celle par Suez. Les compagnies allemandes aussi bien de navigation que de chemins de fer se trouveront ainsi maîtresses du transit des voyageurs de l'Europe à destination des Indes, de la Chine et du Japon.

Enfin, l'accaparement des chemins de fer ottomans procure aux Allemands l'occasion d'habituer progressivement les populations à leur contact. Ils s'insinuent dans le pays, établissent des écoles à chaque station importante et font pénétrer partout la souple influence germanique. Cette mainmise a son résultat bien naturel. A mesure qu'ils occupent plus étroitement la terre turque, à titre précaire, les Allemands éprouvent un besoin grandissant de la posséder à titre définitif.

Les faveurs exceptionnelles dont Abdul-Hamid les comble entretiennent toutes ces espérances. Pas un mois ne s'écoule sans qu'un nouvel acte du Sultan les encourage à aller

(1) *Deutsche Zeitung*. Berlin, 17 décembre 1899.

plus loin. Je ne citerai que les faits les plus récents. Pendant la guerre sud-africaine, ce sont les consuls allemands au Transvaal qui ont été chargés des intérêts des sujets ottomans sur le territoire des deux républiques; les sujets allemands qui trafiquent en Turquie jouissent de facilités particulières, notamment à la douane; les touristes allemands eux-mêmes sont l'objet de distinctions spéciales. Dans le *Stamboul* du 10 mars 1900, on pouvait lire : « Les quelques personnages allemands se trouvant parmi les touristes de l'*Augusta-Victoria* ont eu l'honneur d'être présentés hier à S. M. I. le Sultan par S. E. l'ambassadeur allemand. »

Masquée derrière le Commandeur des croyants, l'influence allemande commence même à s'exercer dans les territoires africains encore soumis au Sultan. En juillet 1900, Mehmed-Afez-Pacha, gouverneur de Tripoli, a quitté Constantinople pour se rendre à son poste. Dans sa suite se trouvait le colonel allemand von Ruedgisch, chargé par le gouvernement ottoman de la réorganisation des troupes irrégulières de Tripoli. N'y a-t-il pas là un fait qui mérite d'être soigneusement retenu à un moment où la valeur internationale de l'hinterland de la Tripolitaine se précise? Il est très certain qu'en cas de conflit général l'existence de troupes turques bien organisées au sud-est de la Tunisie serait dangereuse pour les Français.

Favorisée de mille façons, la colonie allemande de Constantinople augmente rapidement. Elle a ses cercles, ses journaux, ses écoles; grâce à elle, la langue allemande se développe dans Péra. On la parle dans un nombre croissant d'endroits; déjà sa nécessité s'impose au point qu'on est obligé de l'enseigner, au moins à titre facultatif, même dans certaines écoles françaises. C'est là une conséquence des milliers d'affaires que brassent maintenant les Allemands en pays ottoman. La *Deutsche Bank* leur prête un énergique concours. Son rôle devient de plus en plus prépondérant.

M. Ch. Loiseau a donc raison quand il dit : « L'empire allemand tend à devenir de plus en plus le conseiller diplomatique, le courtier financier et l'éducateur militaire de l'empire ottoman (1). » Et sir Ellis Ashmead Bartlett n'exagère pas quand il affirme : « Les Allemands absorbent simplement toute la Turquie. » Ces résultats extraordinaires de la politique de Guillaume II satisfont les Pangermanistes les plus exigeants. Pour le moment, ils cessent de réclamer le partage de la Turquie. « Il importe beaucoup à nous autres Allemands, dit l'organe du Dr Hasse, de renforcer la domination du Sultan et de la Turquie, puisque son existence est désirable pour l'Allemagne (2). »

Dans son discours de Damas, Guillaume II a nettement montré que sa politique turque n'était qu'une introduction à sa politique musulmane. « Puisse Sa Majesté le Sultan, ainsi que les 300 millions de Mahométans qui vénèrent en lui leur Calife, être assurés que l'empereur allemand est leur ami pour toujours (3) ! » L'acte publié dans le moniteur officiel allemand, par ordre de l'empereur, à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du règne du Sultan, a encore accentué la note ardente de ces sentiments : « Demain le Sultan aura accompli la vingt-cinquième année de son règne. En ce jour solennel, de toutes les parties de son vaste empire, s'élèveront vers le ciel des prières pour la prospérité du calife. » « En Allemagne, on songera avec plaisir à l'anniversaire d'un monarque dont la diplomatie prudente a toujours maintenu les relations entre la Turquie et l'Allemagne sur un pied d'une amitié que rien n'a troublée, dont beau-

(1) Charles Loiseau, *Balkan Slave*, p. 227. Perrin, Paris, 1898.

(2) « Uns Deutschen kommt es darauf an, die Herrschaft des Sultans und der Türkei zu kräftigen, weil für Deutschland die Existenz des türkischen Reiches erwünscht ist. » *Alldeutschen Blätter* 1879, p. 235.

(3) « Mögen Seine Majestät der Sultan und mögen die dreihundert Millionen Mahommedaner, welche auf der Erde zerstreut lebend in ihm ihren Kalifen verehen, dessen versichert sein, dass zu allen Zeiten der Deutsche Kaiser ihr Freund wird. » Cité dans *Zur Heimkehr des Kaisers*, von C. Conradt, p. 7. D. Reimer, Berlin, 1898.

coup de nos compatriotes en Orient reconnaissent, avec respect et gratitude, la bonne volonté éclairée. A l'occasion de la date de demain, nous souhaitons, comme le feront des millions de sujets, un long règne, béni et pacifique, au souverain hospitalier, auquel l'empereur rendit justice dans son toast mémorable du 8 novembre 1898 à Damas, au protecteur constant et amical de la civilisation allemande en Turquie. »

Ces témoignages de sympathie de Guillaume II pour les Ottomans ne peuvent pas empêcher de considérer qu'au point de vue turc la place exceptionnelle que le Sultan fait aux Allemands dans son empire présente de sérieux inconvénients. De plus en plus, ceux-ci tendent à regarder le pays ottoman comme leur propriété personnelle. Toute la nouvelle littérature allemande sur la Turquie manifeste cette conviction. Un simple compte rendu de voyage est intitulé : « En Asie Mineure, sur les chemins de fer *allemands* (1). » Dans son *Atlas pangermaniste*, Paul Langhans donne la carte du chemin de fer *allemand* d'Anatolie et des chemins de fer *allemands* de Bagdad (2). C'est donc bien, à tous les degrés, la conquête de la Turquie organisée.

En Extrême-Orient, depuis le coup de force de Kiao-Tcheou, l'Allemagne marche à pas de géant. Il n'y a guère de doute que la crise actuelle se résoudra par sa mainmise sur la province de Chan-Toung, l'une des plus riches de la Chine.

Si maintenant l'on considère l'ensemble de ces faits multiples et certains, on constate qu'ils résultent bien de ce plan de *cheminement* à travers la péninsule balkanique, qui fut dressé jadis par Paul de Lagarde et perfectionné ensuite.

(1) V. *Auf Deutscher Bahn in Kleinasien*, par Dernburg. Springer, Berlin, 1898.

(2) « ... deutsch-anatolische und deutsche Bagdad-Bahnen. » V. la couverture de l'*Alldeutscher Atlas* de Paul Langhans. Justus Perthes, Gotha, 1900.

« Il y a longtemps, disait en août 1880 la *Gazette nationale* de Berlin, que nous répétons aux colons partant pour l'Amérique qu'il y a, à deux pas de chez nous, des pays magnifiques qu'il faut conquérir à la civilisation. Cette conquête allemande, nous entendons qu'elle soit pacifique, qu'elle soit faite par nos paysans, nos architectes, nos fonctionnaires (1). » Le *Deutscher Schulverein*, dont j'ai montré déjà l'action en Autriche (voir p. 210), est un des instruments de cette pénétration. Il compte environ 40,000 membres, répartis en 18 groupes provinciaux et 40 autres groupes subsidiaires (2). L'objet de cette société « est de faciliter à tous les Allemands la mise en pratique individuelle du *Drang nach Osten*. Son budget dépasse 100,000 marks. Elle a des agents spéciaux, le Dr Gœrtz entre autres, qui vont relever sur place la topographie agricole et commerciale des régions qu'on lui signale comme propices à des établissements allemands. Il n'est guère de colon qui ne soit connu d'elle, ou de la *Südmark* ou d'autres sociétés similaires. Tout ce mouvement est si bien concerté et se relie si naturellement à des centres propulseurs qu'on en pourrait donner l'exacte mesure, si ces sociétés montraient leurs livres (3). » Cette organisation méthodique explique tout. Voilà pourquoi la *burtia* slave s'appelle dorénavant *Gasthaus* (4) ; pourquoi de petits groupements allemands se créent partout. Sans doute, il sont infimes par rapport à la masse de la population environnante, mais ils forment les maillons d'une chaîne. « C'est quand les soudures partielles sont terminées qu'on découvre la solidarité des anneaux et qu'elle se ferme (5). » En des directions diverses, ces chaînes traversent la péninsule des Balkans ; par la Bosnie et l'Herzégovine, elles donnent sur-

(1) Cité par J. DE WITTE, *l'Évolution de la question d'Orient dans les Balkans*, p. 54. Schepens, Bruxelles, 1900.

(2) Charles LOISEAU, *le Balkan slave*, p. 234. Perrin, Paris, 1898.

(3) *Idem.*

(4) *Op. cit.*, p. 232.

(5) *Op cit.*, p. 246.

tout à l'Allemagne la possibilité de se joindre plus tard à la Turquie.

Il est clair que si la forme actuelle de l'empire a permis d'atteindre des résultats aussi extraordinaires, la Confédération germanique, reconstituée sur les bases supposées au début de ce chapitre, disposant d'une puissance militaire énorme, exercerait autour d'elle une radiation dont on peut concevoir les formes.

Cette radiation serait d'abord *balkanique*. Une fois en contact direct avec les régions de l'Europe orientale, le gouvernement de Berlin tirerait tout le parti des centres allemands qu'il crée méthodiquement, depuis si longtemps, même dans les régions les plus foncièrement slaves. La Roumanie, rapprochée du moment où elle pourrait mettre la main sur la Transylvanie, serait de plus en plus dans la dépendance étroite de l'Allemagne; la Serbie et la Bulgarie verraient leur développement entravé; la Bosnie et l'Herzégovine formeraient la grande route allemande vers la Turquie. Trieste marquerait la première étape, Salonique la seconde.

Alors, si le Sultan commettait la faute de laisser les Allemands coloniser en Asie Mineure, la radiation *orientale* s'exercerait pleinement. Maîtres de cette gigantesque voie ferrée qui s'étendrait sans interruption depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique, les Allemands feraient de son point d'aboutissement la tête de ligne de leurs compagnies de navigation à destination de l'Extrême-Orient. Le Chan-Toung, dont Guillaume II est en train de s'emparer conformément aux principes de la *Weltpolitik*, se trouverait ainsi relié par les voies les plus directes à la Confédération germanique, dont on constaterait alors, dans toute sa vigueur, la radiation *extrême-orientale*. Enfin, dans sa dernière forme, la radiation serait *pangermaniste*. « Créer des colonies et des cultures allemandes en Turquie, dit le Dr Kaerger, est un plan qui, en dehors de ses conséquences pour la poli-

tique et le trafic universels, a une importance toute particulière pour le Pangermanisme. En raison de la situation de ce territoire, non seulement l'empire allemand, mais le peuple allemand tout entier devrait contribuer à cette tâche. Les tribus allemandes de la Suisse et surtout celles de l'Autriche devraient être appelées à y coopérer, aussi bien que celles de l'empire allemand (1). » Rien de plus juste. En effet, après la mainmise sur les pays des Balkans et de l'Orient, la dernière phase de l'œuvre de Paul de Lagarde et du Dr Hasse pourrait être facilement accomplie. Pour des considérations économiques décisives, les petits États comme la Hollande, la Belgique, la Suisse, ne pourraient plus vivre auprès de l'immense *Zollverein*, maître d'écraser leur industrie. Leur seule manière d'échapper au désastre serait évidemment de se soumettre à l'hégémonie prussienne, en entrant dans l'union douanière. L'absorption politique suivrait d'autant plus vite qu'elle est dès maintenant préparée. Une propagande pangermaniste, moins intense sans doute, mais analogue à celle qui a eu lieu en Autriche, se fait également au nord-ouest de l'empire. En Belgique, les Allemands sèment la division entre Wallons et Flamands et se sont déjà rendus maîtres d'Anvers; en Hollande, le récent mariage de la reine avec un prince dévoué aux intérêts de Berlin, vient encore favoriser leurs desseins. Partout ainsi on retrouve l'action de la politique berlinoise qui, avec une admirable prévoyance, prépare des résultats judicieusement échelonnés dans le temps. Finalement, on aboutirait donc à une extension nouvelle de la Confédération,

(1) « Der Plan einer deutschen Kolonisation und Kultivation in der asiatischen Türkei hat ausser der politischen, wirtschaftlichen und weltverkehrlichen auch noch eine nationale, ganz besonders eine *alldeutsche* Bedeutung. Nach der Lage dieses Gebietes würde sich an dieser Aufgabe nicht bloss das deutsche Reich, sondern das deutsche Volk in seiner Gesamtheit beteiligen können. Die deutschen Stämme der Schweiz und ganz besonders Oesterreichs wären ebenso zur Mitarbeit berufen, wie die deutschen Stämme des Deutschen Reiches. » *Alldeutsche Blätter*, 1895, p. 224.

qui, par des élargissements successifs, arriverait à englober tous les États du vieux continent dits germains, et bien entendu ceux qui sans être germains formeraient enclave dans cette immense étendue. Les colonies de ces divers États constitueraient dans toutes les parties du monde un immense territoire extra-européen, exclusivement réservé aux exportateurs du grand empire germanique.

Il y a déjà dix-sept ans, M. de Caix de Saint-Aymour a entrevu, avec une perspicacité remarquable, mais qui sans doute alors ne fut guère appréciée, les premières phases de cette gigantesque opération. Il a merveilleusement compris qu'elle devait commencer par l'absorption de l'Autriche.

« Pour les Allemands, en effet, l'Autriche n'est qu'une avant-garde, un pionnier de l'Allemagne en Orient, et sa mission est de civiliser, c'est-à-dire de germaniser tout le sud-est de l'Europe. Pour les politiciens de Berlin, la forme actuelle de la monarchie des Habsbourg n'est qu'une forme provisoire, préparatoire, qui ne doit durer qu'aussi longtemps qu'elle sera nécessaire pour couvrir de son drapeau l'infiltration lente des Germains dans la vallée du Danube; tous les pays soumis à l'Austro-Hongrie sont considérés dès à présent comme autant de provinces d'une Grande-Allemagne future et les nations qui les habitent *comme des vassales de la race allemande* (1). »

« Le grand jeu se joue à Vienne et à Pesth, et c'est l'Autriche-Hongrie que l'Allemagne pousse sur la route du Bosphore. Les deux étapes de cette route sont faciles à déterminer.

« Première étape :

« L'Austro-Hongrie, démesurément étendue vers l'Orient, devient réellement l'empire de l'Est... à la condition, cela va sans dire, d'abandonner à la Grande-Allemagne les sept millions de Germains qu'elle détient encore.

(1) De Caix de Saint-Aymour, *les Pays sud-slaves de l'Austro-Hongrie*, p. 288. Plon, Paris, 1883.

« Deuxième étape :

« L'empire des Habsbourg, s'épuisant vainement à maintenir dans un calme factice ses peuples ethnographiquement et linguistiquement séparés et rivaux, sinon hostiles, ne réussit dans cette tâche qu'avec l'appui de l'empire des Hohenzollern et sert, en échange, de véhicule et de champ de germanisation à la *culture* allemande.

« Puis, quand cette germanisation aura fait assez de progrès, quand l'empereur d'Autriche, devenu à son tour l'homme malade, ne gouvernera plus que des Magyars, des Roumains ou des Slaves teutonisés, la presqu'île des Balkans tombera comme un fruit mûr aux mains du Gargantua de Berlin, qui pourra tranquillement alors quitter les bords de la Sprée, et transplanter sa capitale sur les rives plantureuses de la belle Donau, sinon sur les eaux bleues de la mer Égée (1). »

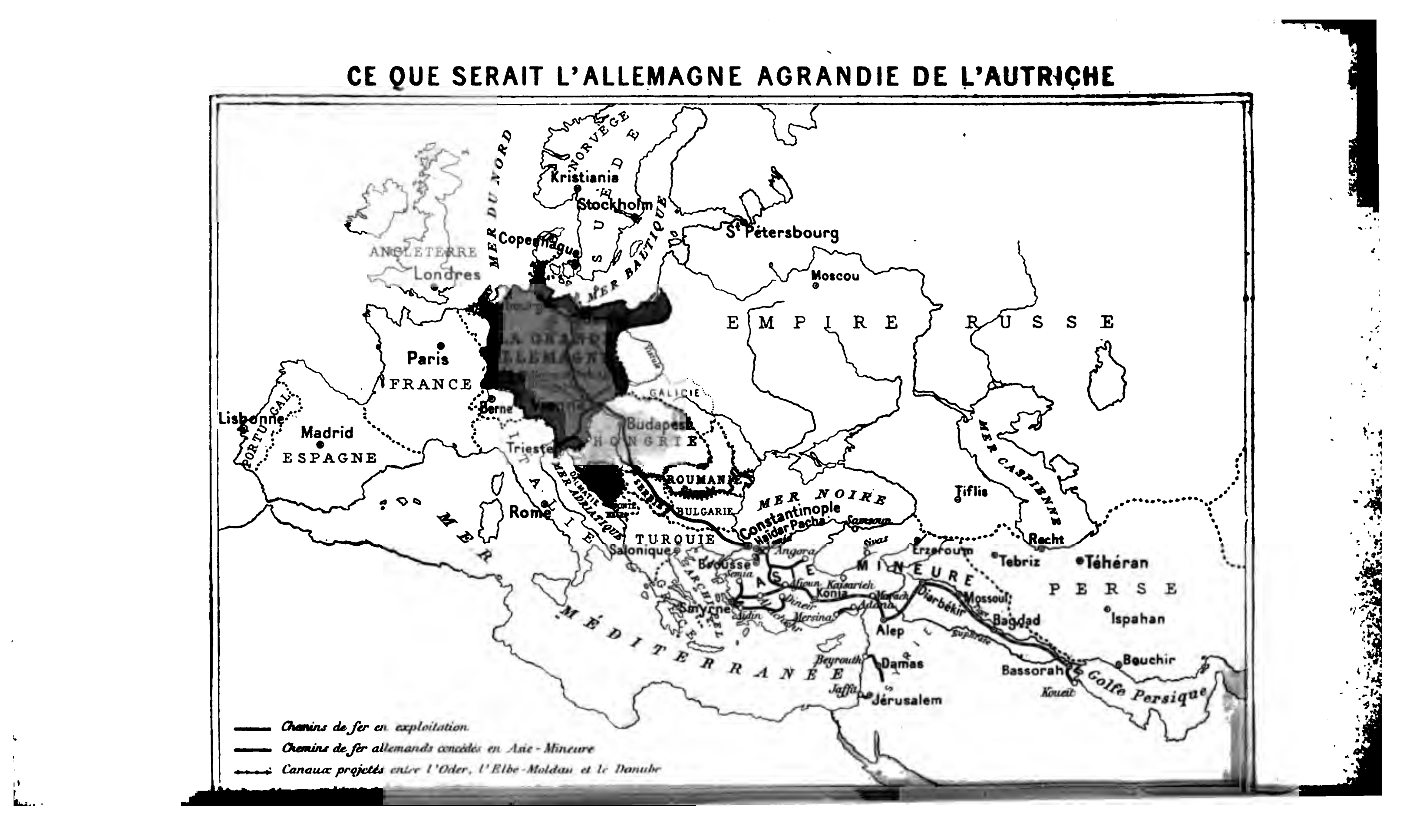
La vitalité des Slaves d'Autriche est venue compromettre gravement la réalisation de ce beau rêve; mais comme on n'y a point encore renoncé à Berlin, l'Autriche apparaît plus que jamais comme la clef de voûte de l'énorme édifice que les Allemands prétendent élever. *Sans elle, tout est incomplet et tout peut s'écrouler.* Ils l'avouent bien dans leurs accès d'impatience : L'Autriche barre la route de l'Orient. « Elle est comme un sac devant une porte. Pendant longtemps nous avons cru que c'était un sac de sable, maintenant nous voyons que c'est un dangereux sac de poudre (2). » « L'empire allemand doit s'emparer de l'Autriche-allemande (3). » Alors seulement la bâtisse germanique apparaîtrait avec ses dimensions colossales.

(1) De Caix de Saint-Aymour, *les Pays sud-slaves de l'Autriche-Hongrie*, p. 290. Plon, Paris, 1883.

(2) « Oesterreich liegt ihnen wie ein Sack vor der Thür : so lange dachten wir, wie ein träger Sandsack, jetzt aber, wie ein gefährlicher Pulversack. » *Zur Heimkehr des Kaisers* von Carl Conradt, p. 4. D. Reimer, Berlin, 1898.

(3) « ... das Deutsche Reich muss Deutschösterreich erobern : « *Die*

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE



La carte « Ce que serait l'Allemagne agrandie de l'Autriche » en donne quelque idée.

Ayant coupé en deux l'Europe, maîtresse de l'Adriatique comme de la mer du Nord, sûre de ses flottes et de ses armées, la Grande-Allemagne pèserait lourdement sur le monde. Trieste, le Hambourg du sud, l'alimenterait dans la paix, la ravitaillerait dans la guerre. Douée d'un outillage d'une puissance incomparable, son industrie inonderait de ses produits les pays qu'elle s'ingénie avec tant d'art à accaparer : la Hollande et la Belgique déjà pénétrées; la Hongrie, cliente; la Roumanie, satellite; la Bulgarie, barrière brisée; la Bosnie et l'Herzégovine, portes de l'Orient. Au delà du Bosphore, elle atteindrait l'Asie Mineure, réservoir immense de richesses. Projetée depuis Hambourg jusqu'au golfe Persique sans solution de continuité, l'immense voie ferrée allemande souderait Berlin à l'Extrême-Orient.

Alors le rêve gigantesque de l'empereur Guillaume II serait accompli. Par la force et par la richesse commerciale, l'Allemagne dominerait l'univers. Pour caractériser l'état de choses qui existerait alors, il suffirait de modifier légèrement ce que Metternich écrivait de la France napoléonienne, et de dire : « Le système allemand, qui triomphe aujourd'hui, est dirigé contre tous les grands corps d'État, contre toute puissance capable de maintenir son indépendance (1). »

Édouard Hervé avait donc une prescience de l'avenir prodigieuse lorsqu'il affirmait comme essentiel à la vie de l'Europe : « Une Autriche unie et forte est nécessaire pour arrêter l'ambition prussienne. »

Deutsche Politik der Zukunft. » P. 12. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(1) V. Taine, *le Régime moderne*, t. I, p. 102. Hachette, Paris, 1895.

CHAPITRE VIII

L'INTÉGRITÉ DE L'AUTRICHE ET LES PUISSANCES

I. ÉTATS NE POUVANT QU'ACCÉDER A UNE COALITION CONTRE L'AUTRICHE OU EN SA FAVEUR. — § 1. La Turquie : L'empire ottoman et le Pangermanisme. La Sublime-Porte pourra-t-elle revenir à sa politique traditionnelle? — § 2. La Bulgarie : Les intérêts généraux. L'Allemand politiquement et sentimentalement ennemi des Bulgares. L'influence russe à Sofia. — § 3. La Serbie : Le peuple et les Obrenovitch. Les Serbes et les Slaves d'Autriche. L'action du roi Alexandre. — § 4. La Roumanie : Intérêts essentiels qui l'attirent vers Berlin. Pourquoi elle ne peut que souhaiter le démembrement de l'Autriche-Hongrie. — §5. L'Italie : La Maison de Savoie et les Italiens. Trieste allemand. Y a-t-il des compensations possibles ? Quelques mesures récemment prises par le gouvernement du Quirinal. — § 6. Les Etats-Unis d'Amérique : Caractère des relations de l'Union avec l'Allemagne. En quoi la création du grand *Zollverein* de l'Europe centrale intéresse directement et à un haut degré les États-Unis.

II. ÉTATS SUSCEPTIBLES D'ASSURER LE RESPECT DE L'INTÉGRITÉ DE L'AUTRICHE. — § 1. L'Angleterre : Les rapports anglo-allemands. L'Angleterre peut-elle laisser l'Allemagne s'étendre jusqu'à Trieste? Pourquoi on ne saurait conclure. —§ 2. La Russie : La Russie a-t-elle intérêt à participer au partage de l'Autriche? Raisons de nature à déterminer le gouvernement de Pétersbourg à vouloir résolument l'indépendance de l'Autriche. — § 3. La France : la *question d'Autriche* renferme-t-elle les éléments d'une transaction sur la *question d'Alsace-Lorraine?* Triple caractère politique, économique et social de la question d'Autriche au point de vue français. Quelques opinions autorisées.

Les intérêts déterminent les coalitions. Donc, si l'on connaît les États qui ont des raisons capitales d'assurer le respect de l'intégrité de la Cisleithanie et ceux qui au contraire ont avantage à son démembrement, l'on discernera, avec de grandes chances d'exactitude, quel pourrait être le

groupement des puissances si la question d'Autriche venait à se poser.

A ce point de vue, les puissances se répartissent nécessairement en deux groupes : celles qui, par la nature même des choses, ne peuvent qu'accéder à une coalition déjà existante contre l'Autriche ou en sa faveur et celles qui, à cause de la place qu'elles occupent dans le monde, peuvent s'opposer avec décision à toute intervention de l'empire allemand.

I

ÉTATS NE POUVANT QU'ACCÉDER A UNE COALITION CONTRE L'AUTRICHE OU EN SA FAVEUR

La Turquie, la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie, l'Italie et les États-Unis d'Amérique composent le premier groupe.

§ 1. — Si la Turquie subit déjà profondément l'action de la cour de Berlin, il est clair que l'extension de l'Allemagne vers le sud, en rapprochant considérablement cet État de Constantinople, accroîtrait encore les facultés d'ingérence des Allemands dans les affaires de l'empire ottoman. Il en résulte que rationnellement la Sublime-Porte devrait se ranger du côté de ceux qui défendent l'intégrité de l'Autriche. Mais la conduite de la politique n'est pas toujours conforme à la logique.

Malgré les empiétements incessants des sujets de Guillaume II, on ne voit pas encore les Turcs revenir à cette politique traditionnelle, qui, depuis tant de siècles, leur permet de se maintenir en Europe et qui consiste essentiellement à neutraliser les unes par les autres les influences rivales des États étrangers. On peut donc se demander si les Allemands, qui connaissent si bien les dessous de Constantinople, qui ont une part si grande dans toutes les

affaires et se sont si complètement immiscés partout, ne parviendront pas à maintenir la diplomatie ottomane dans le sillage de celle de Berlin. En présence d'une situation aussi peu claire, il est impossible de conclure et de présager quelle orientation pourrait prendre le Sultan au moment décisif.

§ 2. — Pays jeune, en pleine formation, encore sans industrie, la Bulgarie fait venir du dehors et surtout d'Autriche les objets fabriqués qu'elle consomme. Elle lui vend par contre la majeure partie de ses récoltes et de son bétail. Les deux pays, clients réciproques, bénéficient ainsi de l'état de choses actuel. Les Bulgares ont encore d'autres raisons très puissantes de chercher à le conserver. En opposition constante avec les Roumains que soutient la chancellerie de Berlin, ils voient leur gouvernement de Sofia exposé sans relâche aux attaques et aux calomnies de la presse triplicienne. Il en résulte que les Bulgares n'ont aucune sympathie pour les Allemands de l'empire et comme ils forment sur la route de Constantinople le même obstacle que les Tchèques sur la route de Trieste, toute extension de l'Allemagne vers le sud menacerait leur indépendance.

On a donc, semble-t-il, des raisons d'admettre que le concours des Bulgares est virtuellement acquis à tout groupement de puissances, établi dans le but de faire obstacle à cette extension, à une condition toutefois : c'est que la Russie fasse partie de la combinaison. Cette réserve doit être faite. La politique du prince Ferdinand semble définitivement fixée. Dans les plus humbles cafés de Sofia, les portraits de la famille impériale de Russie témoignent des sentiments des Bulgares pour leurs libérateurs. Si le Tsar fait un signe, les sujets du prince Ferdinand marcheront; s'il se tait, il leur faudra bien, impuissants par eux-mêmes, voir les Allemands accaparer les forces qui leur permettront d'écraser un jour le peuple bulgare.

§ 3. — En Serbie, les dernières années ont montré que des princes sans scrupules pouvaient séparer les intérêts de la dynastie de ceux de la nation, car l'on a vu le roi Milan faire une politique allemande et antirusse dans un pays slave et russophile. Pendant une longue période, le peuple serbe a dû vivre ainsi et se résigner à voir son gouvernement agir en opposition absolue avec ses intérêts comme avec ses sentiments. Le coup d'État du roi Alexandre venant de solidariser à nouveau la fortune des Obrenovitch avec celle du peuple qu'ils gouvernent, il y a lieu de croire qu'en cas de conflagration en Europe centrale, le souverain de Belgrade se déciderait uniquement d'après les intérêts serbes. *La Serbie*, journal paraissant à Genève pendant la dictature du roi Milan, les a dégagés très heureusement : « La lutte que le peuple tchèque soutient au Parlement autrichien intéresse au plus haut degré tous les cercles politiques en Serbie. Le gouvernement et ses amis voient dans cette lutte un grand danger pour la politique de Milan et de son fils. La victoire que les Tchèques peuvent remporter sur les tendances pangermanistes des Allemands autrichiens serait sans aucun doute un coup terrible pour les derniers Obrenovitch.

« Il n'y a pas à s'y tromper ; sous l'apparence d'une victoire purement intérieure, cette victoire signifierait, en réalité, un changement ou tout au moins un déplacement des tendances extérieures de la monarchie des Habsbourg, tendances qui, telles qu'elles existent aujourd'hui, fournissent à Milan les moyens d'existence et le soutiennent dans la guerre acharnée qu'il mène contre le peuple serbe. Les jeunes Tchèques, avec leur idéal d'une vaste solidarité morale de tous les peuples slaves, effraient nécessairement les Obrenovitch, qui sont les fidèles serviteurs de la politique opposée.

« Par contre, le peuple serbe est enthousiasmé de cette lutte et il saluerait la victoire tchèque comme l'aurore d'un

avenir meilleur, d'une délivrance prochaine de la Serbie de l'influence allemande et magyare. La politique germanophile du gouvernement austro-hongrois est la cause de tous les malheurs qui écrasent aujourd'hui notre patrie. Le *Drang nach Osten* (poussée vers l'est), qui est la devise suprême des Allemands et dont la diplomatie viennoise est l'instrument aveugle, étouffe notre développement politique et économique. Notre avenir national est compromis par cet envahissement germanique. Les provinces serbes deviennent la proie des insatiables Allemands qui nous écrasent d'abord de leurs capitaux et s'établissent ensuite en maîtres politiques dans nos foyers. La Bosnie et l'Herzégovine ne sont qu'une étape dans cette pénétration vers l'Orient. En Macédoine, on sent déjà partout la main des grands jésuites politiques de Vienne, qui s'efforcent d'ouvrir aux alliés de Berlin le chemin du port de Salonique. La Serbie même, à peine affranchie de la domination turque, est envahie par les agents germaniques qui minent son avenir en la séparant complètement des autres Slaves du sud et du nord.

« *L'invasion germanique, toujours plus puissante, plus irrésistible dans les pays slaves de la péninsule balkanique, n'aurait point de limites, les Tchèques une fois vaincus et écrasés.* L'Autriche-Hongrie, déjà aujourd'hui le satellite fidèle des tendances allemandes, engagerait alors toutes ses forces et toute son existence à faire valoir les intérêts envahissants de l'Allemagne dans le sud-est de l'Europe. « Les « autres peuples de l'Autriche n'auraient qu'à payer l'impôt « en argent et en sang pour assurer la collectivité et la su- « prématie allemande chez nous. » C'est sous ce jour que le *Trgovinski Glasnik,* organe des commerçants serbes, voit la politique extérieure de l'Autriche après la défaite tchèque. Dans son jugement, l'honorable journal se fait l'écho de l'opinion de la grande majorité du peuple serbe.

« Toute la Serbie est convaincue aujourd'hui que la victoire de Wolf et de ses amis de la gauche allemande présa-

gerait une nouvelle et énergique pénétration de l'élément et de l'esprit allemands dans les petits pays de la presqu'île balkanique et que cette victoire serait le commencement de l'occupation définitive du sud de l'Europe par une Grande-Allemagne.

« Le peuple serbe voit une certaine ressemblance entre la lutte que les Tchèques soutiennent pour leur autonomie et la lutte qu'il a soutenue lui-même pour son indépendance. En défendant son pays, le Serbe a servi de rempart à la civilisation européenne; de même, le courageux Tchèque, en luttant pour son autonomie, sert aujourd'hui de rempart à tous les Slaves, à toute l'Europe peut-être, contre l'invasion germanique, non moins dangereuse, non moins détestée. La masse du peuple serbe est dans l'impossibilité d'exprimer ses sympathies aux courageux défenseurs de la solidarité slave; les Obrenovitch sont aujourd'hui les maîtres absolus du pays et ils sont ennemis de toute manifestation populaire. Mais les frères tchèques peuvent être convaincus que le peuple serbe leur souhaite de tout cœur une victoire prochaine, pour le bien de tous les pays slaves, en leur disant : « En avant, toujours en avant! Les sympathies de tout le monde civilisé vous sont acquises, car vous défendez une juste cause (1). »

Le coup d'État du roi Alexandre, postérieur de quelques jours à ces appréciations, en a confirmé la justesse. En brisant le joug de la politique allemande, le souverain serbe s'est placé résolument sous la protection du tsar Nicolas, qui lui a témoigné aussitôt les sentiments les plus affectueux. Si cet état de choses heureux pour la Serbie se maintient, on peut admettre que, relativement aux affaires de l'Europe centrale, on suivra à Belgrade les « directions » qui viendront de Pétersbourg; mais, comme les revirements du roi Alexandre ont été déjà trop nombreux, il se-

(1) Cité par *la Pensée slave*, de Trieste, du 2 juin 1900.

rait prématuré de compter sur la fixité de sa nouvelle politique.

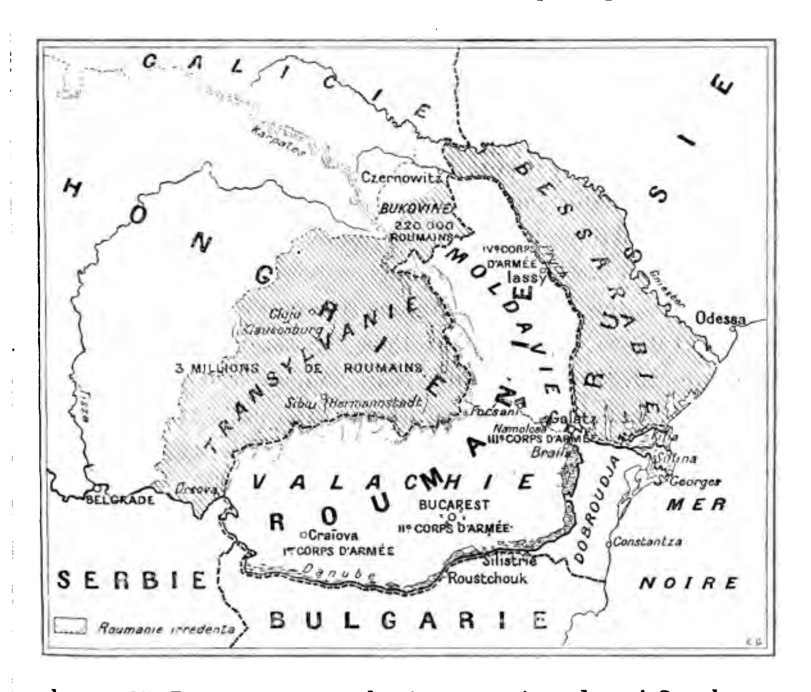
§ 4. — Les points de vue auxquels peuvent se placer les Roumains sont très différents de ceux des Serbes et des Bulgares. Producteurs de grains, les Roumains doivent pouvoir les écouler au dehors. La Russie, pays agricole, ne saurait être leur débouché. L'Allemagne, au contraire, a un avantage évident à tirer une partie des céréales qui lui font défaut de la Roumanie qui, de son côté, sans autre industrie que celle, encore naissante, des pétroles, se trouve amenée à acheter en Allemagne la plupart des produits fabriqués qui lui manquent. Les deux États ont ainsi des intérêts économiques concordants, solidarité que renforce encore celle des intérêts politiques. On ne saurait l'oublier, le roi Carol Ier est un Hohenzollern. Lorsqu'en 1866, il fut élu prince de Roumanie, il servait comme sous-lieutenant au 3e régiment de dragons prussiens. Son inclination naturelle le portait donc vers l'empire allemand. Les événements de son règne l'ont amené à y prendre définitivement son point d'appui.

Après la guerre turco-russe, la Roumanie a dû céder à la Russie sa part de la Bessarabie et accepter en compensation les marécages de la Dobroudja. Le traité de Berlin a ainsi laissé aux Roumains un souvenir pénible et un ressentiment si profond contre Pétersbourg, qu'on s'est habitué à Bucarest à considérer la Russie comme l'adversaire éventuel. On a fait venir de Belgique le général Brialmont pour fortifier toute la région qui s'étend au sud de la Moldavie, entre les Carpathes et les régions impraticables de la Dobroudja. Cette barrière, formée de coupoles cuirassées, dont les principaux groupes sont à Focsani et à Namolosa, est jugée capable, en cas d'attaque, de donner aux soldats de la Triplice le temps de venir à l'aide des Roumains. La précaution n'a point encore paru suffisante; la capitale a été entou-

rée de forts qui en font un véritable camp retranché dont l'investissement exigerait, assure-t-on, près de quatre cent mille hommes.

La position prise contre la Russie est donc très nette.

Une prévision d'avenir rend encore le gouvernement de Bucarest étroitement solidaire de la politique de Guil-



laume II. Les cartes, que les jeunes sujets du roi Carol ont à consulter dans les écoles, montrent que l'idéal territorial des Roumains est loin d'être satisfait. On y trouve nettement marquées les limites de la Roumanie *irredenta*, constituée de trois fractions distinctes. La première est naturellement la Bessarabie; mais, comme elle se trouve sous la domination russe, on n'espère la récupérer que dans un avenir lointain. Par contre, tout bon Roumain estime que, dans un temps peut-être rapproché, il sera possible de réunir à la Roumanie le sud de la Bukovine et surtout la Tran-

sylvanie, actuellement soumise aux Magyars, acquisitions qui feraient rentrer dans le royaume plus de trois millions de frères roumains. Or, pour devenir une réalité, ce rêve suppose nécessairement le démembrement de l'empire des Habsbourg. C'est pourquoi l'action dissolvante exercée en Autriche par les Pangermanistes trouve à Bucarest tout le contraire de la réprobation. On y sait fort bien que ce mouvement, s'il réussit, est susceptible de faire naître les circonstances qui permettraient au gouvernement de Berlin d'intervenir, ce qui, par voie de conséquences, déterminerait le démembrement d'abord de l'Autriche et ensuite celui de la Hongrie, démembrement indispensable pour s'emparer de la Transylvanie.

Ces constatations suffisent amplement à établir qu'aucune puissance de second ordre n'est aussi complètement que la Roumanie sous la dépendance de Berlin. On en doit conclure que, selon toute probabilité, si la « question d'Autriche » venait à se poser, le gouvernement du roi Carol obéirait docilement aux suggestions de la *Wilhelmstrasse*.

§ 5. — Un fait : la divergence de plus en plus grande des intérêts du peuple et de ceux de la dynastie domine actuellement toute la politique de l'Italie. Les dernières élections ont établi le progrès des idées républicaines dans toute la péninsule et même dans le Piémont, berceau de la maison de Savoie. Il apparaît ainsi clairement que le fils du roi Humbert se soutiendra au pouvoir surtout grâce à l'appui énergique qu'il reçoit des Hohenzollern. Ce système lui permettra peut-être de prolonger la durée d'un trône compromis, mais non de regagner les sympathies de son peuple qui commence à s'émouvoir des empiétements incessants des alliés de Berlin.

Dans la haute Italie, les Allemands colonisent avec la même méthode qu'ils emploient en Autriche et dans les Balkans. Il n'y a guère de semaine où une compagnie de

navigation allemande ne transporte de Gênes en Amérique des centaines d'Italiens qui, convaincus par les fallacieuses promesses d'agents recruteurs, abandonnent en masse leurs villages.

A peine sont-ils partis, que des paysans venus de Bade ou de Bavière arrivent pour les remplacer. Dans bien des endroits déjà, le Germain cultive la vigne que le Latin a plantée. A Turin, à Gênes, les Allemands sont les maîtres, et dans le reste du pays, ils expulsent les Italiens des meilleures situations commerciales.

On conçoit donc que la seule pensée de voir Trieste, fraction de l'*Italia irredenta,* reine de cette mer Adriatique dont Venise est la perle, tomber aux mains de Guillaume II, suffirait à exaspérer les sujets de Victor-Emmanuel. Malheureusement, ils connaissent encore fort mal le danger pangermaniste et se rassurent un peu naïvement par les manifestations platoniques que fait parfois le conseil municipal de Trieste. Ainsi, le 13 mars 1899, il a voté, à l'unanimité, la pose dans la salle de réunions d'une pierre commémorative portant l'inscription suivante :

« Le 15 janvier 1899, les députés et les maires de l'Istrie et du Frioul oriental, réunis dans cette salle, ont affirmé, à l'encontre des récentes prétentions d'autres races, le caractère italien, indélébile depuis mille ans, de la région comprise entre les Alpes Juliennes et la mer. »

Ces déclarations sont sincères, mais elles ont le grave inconvénient de dissimuler à la plupart des Italiens le véritable péril ; aussi sont-ils encore convaincus que si l'Istrie ne reste pas à l'Autriche, elle appartiendra à l'Italie.

Les Pangermanistes qui bénéficient de cette quiétude sont cependant bien résolus à s'emparer de Trieste. Comme ils font peu de cas des Italiens, ils ne considèrent pas que leur opposition puisse être un obstacle redoutable. « L'Italie est trop pauvre, manque trop de population, est trop inhabile à la guerre pour pouvoir être considérée comme une rivale;

l'essayerait-elle, qu'elle n'éviterait pas un échec analogue à ceux qu'elle a trouvés en Afrique et en Chine (1). » « L'Italie et l'Autriche ne sont plus de véritables alliées pour nous; elles n'existent que sur le papier (2). »

Cette opinion donne aux Pangermanistes une liberté d'esprit qui les met fort à l'aise pour aborder la question de Trieste au point de vue italien. Ils admettent bien que l'Italie doit voir, avec des yeux envieux, les progrès de toute grande puissance vers l'Adriatique... (3). Mais ils n'hésitent pas à dire qu'un emploi judicieux de la force aura raison des difficultés susceptibles de naître au dernier moment. « En cas de démembrement de l'Autriche, l'Italie fera tous ses efforts pour s'emparer de Trieste. *Mais, si l'Italie est convaincue que la possession de Trieste et de Pola constitue pour la puissante Allemagne une question de vie ou de mort, elle comprendra qu'il vaut mieux s'entendre avec elle amiablement et elle se contentera de la cession du Trentin* (4). »

En réalité, tout le problème consiste à faire que la maison de Savoie consente à renoncer à Trieste, ce que le peuple italien, s'il était consulté, n'accepterait certainement pas.

(1) « Italien ist zu arm, zu gering an Bevölkerungszahl, zu wenig kriegerisch tüchtig, um als Mitbewerher auftreten zu können; versucht es das, so bleibt der Misserfolg nicht aus, wie in Afrika und China. » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 53. Militär-Verlag. R. Félix, 1900.

(2) « Italien und Oesterreich sind keine wirklicken Bundesgenossen für uns mehr, sie stehen nur au dem Papier! » *Alldeutsche Blätter*, 1898, p. 285.

(3) « Denn Italien hat ohne Zweifel ein Interesse daran, jedes Vordringen einer anderen Grossmacht am Adriatischen Meere mit scheelen Augen auzusehen... » D[r] R. Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 63. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

(4) « Für Italien wird allerdings in dem Zusammenbruch Oesterreichs eine Versuchung liegen, an der Adria selbst zuzugreifen. Wenn aber Italien sich überzeugen wird, dass das mächtige Deutschland den Besitz von Triest und Pola als eine Lebensfrage behandelt, dann wird es sich zweckmässiger mit ihm im Voraus in Güte verständigen und sich mit der Abtretung des Gebietes von Trient zufrieden geben. » *Oesterreichs Zusammenbruch und Wiederaufbau*, p. 13. Lehmann, Munich, 1899.

Oh! cette renonciation serait indirecte; on s'ingénierait même à la masquer avec art. On a déjà parlé d'un vague projet de *condominium* qui permettrait « en principe » aux Italiens d'occuper Trieste de concert avec les Allemands. Mais c'est surtout par des compensations qu'on espère régler finalement les choses. En quoi pourraient-elles consister?

Ce serait d'abord le Trentin, peut-être plus tard la partie italienne de la Suisse, enfin et surtout les dépouilles françaises, la Corse, la Tunisie, et même, s'il le fallait, on y ajouterait la Tripolitaine. Il y aurait là, espère-t-on, de quoi donner à Victor-Emmanuel les moyens de faire illusion à ses sujets. Un tel calcul est-il exact? Le gouvernement de Rome se prêterait-il à donner cette solution à la crise en formation en Europe centrale? C'est encore le mystère de sa chancellerie. On peut toutefois relever certains préparatifs militaires italiens qui paraissent en parfaite concordance avec ceux des Allemands en Alsace-Lorraine et sur la frontière russe.

En 1897,— c'est la date du début de la campagne pangermaniste en Cisleithanie, — une commission italienne a été nommée dans le but de faire les études nécessaires pour la mise en état de défense complète de la frontière autrichienne. L'état-major de François-Joseph semble avoir pris ombrage de cette mesure; en 1898, il a fait remettre à neuf le vieux fort qui commande la route de Pontebba et depuis, il fait exécuter d'importants travaux à Trieste, à Pola et aux bouches du Cattaro. Si l'on tient compte de ces indices, et surtout des raisons qui subordonnent de plus en plus le sort de la dynastie de Savoie aux volontés de la cour de Berlin, on peut admettre que, dans une guerre contre l'Autriche, l'Italie marcherait d'accord avec l'Allemagne.

§ 6. — Les États-Unis d'Amérique viennent d'entrer résolument en concurrence avec les grandes puissances européennes. Dès lors, ils constituent un facteur de force

qu'on ne saurait se dispenser d'introduire dans l'équation de tous les grands problèmes politiques. Le dénouement de la « question d'Autriche » est d'ailleurs susceptible de léser très directement les intérêts américains.

Les États-Unis et l'empire allemand se trouvent de plus en plus en état de perpétuel antagonisme. Mille incidents trahissent la tension de leurs relations. Devant Manille, les officiers de marine de Guillaume II ont tout fait pour gêner l'action de l'amiral Dewey. Le capitaine Coglan, commandant du croiseur des États-Unis, le *Raleigh*, l'a fait savoir avec une rare indépendance, et la première parole de l'amiral Dewey, lui-même, débarquant à Trieste, fut pour dire : « C'est avec l'Allemagne que nous aurons notre première guerre. »

Depuis cette époque, l'hostilité entre les citoyens de l'Union et les sujets de l'empereur allemand n'a fait que s'accroître ; elle se manifeste dans toutes les parties du monde. Le 4 juillet 1899, jour de la fête nationale américaine, M. Carl Klemme, sujet allemand, propriétaire de l'Orpheum-Hôtel à Honolulu, ayant décoré sa porte à l'aide de drapeaux allemands qui cachaient ceux de l'Union, un nommé West, sujet américain, vint lui enjoindre d'enlever le drapeau germanique. L'Allemand refusa. West, aidé de plusieurs soldats américains du transport *Sheridan* qui se trouvait dans le port, envahit la maison de M. Klemme, arracha et piétina les drapeaux allemands. Les incidents de cette nature se sont multipliés au point qu'obéissant aux suggestions des autorités de l'empire, et surtout de l'*Alldeutscher Verband*, les Allemands des États-Unis, fort nombreux comme on sait, se sont organisés pour la défense de leur nationalité particulière, jusqu'à former dans l'Union un véritable État dans l'État. Le message du président Mac-Kinley, après son élection, a reflété si évidemment la froideur des relations qui existent avec Berlin que le *Tageblatt* était amené à reconnaître qu'il n'était pas l'ami de l'Allemagne.

La cause essentielle de cette froideur réside dans la rivalité commerciale des deux pays.

Après 1870, l'Allemagne a trouvé aux États-Unis le premier grand débouché qui a permis l'essor prodigieux de son industrie. Alors l'Union, ayant besoin de produits fabriqués, se procurait ceux du jeune empire allemand à meilleur marché que ceux de la vieille Angleterre. Puis une révolution économique profonde, dont les causes sont multiples, s'est produite aux États-Unis. Interprétant exactement la situation nouvelle, le bill Mac-Kinley et le tarif Dingley ont fermé résolument le marché américain à un grand nombre d'importations étrangères. A la faveur de cette protection énergique, l'industrie de l'Union s'est développée à un point tel que la situation de jadis s'est renversée. Aujourd'hui, non seulement l'Allemagne, qui croyait posséder dans les États-Unis un débouché indéfiniment extensible, voit décroître chaque année ses exportations, mais encore les produits américains, d'un bon marché fabuleux, viennent concurrencer les produits allemands jusqu'au cœur même de Berlin.

Le tableau ci-dessous résume l'évolution des dix dernières années :

EXPORTATIONS DE L'EMPIRE ALLEMAND AUX ÉTATS-UNIS Commerce spécial en millions de marks.		EXPORTATIONS DES ÉTATS-UNIS EN ALLEMAGNE Commerce spécial en millions de marks.	
1890	416	1890	405
1891	357	1891	456
1892	346	1892	612
1893	354	1893	458
1894	271	1894	532
1895	368	1895	511
1896	383	1896	584
1897	397	1897	658
1898	334	1898	877
1899	377	1899	907

La concurrence américaine est devenue si dangereuse que même les puissants industriels de la Westphalie rhénane en sont réduits à former une ligue dans le but de lutter plus efficacement (1). En somme, les citoyens de l'Union sont les adversaires des Allemands à un double point de vue : ils leur ferment un débouché immense et sont des concurrents redoutables dans le monde entier.

Le Dr Hasse et ses amis tirent de cette situation très certaine des arguments nouveaux, qu'ils ajoutent aux autres avec beaucoup d'efficacité, pour préconiser l'extension du *Zollverein* à l'Autriche.

Le résultat de cette extension, disent-ils, serait de réserver toute l'Europe centrale aux produits allemands, d'interdire par conséquent aux produits américains l'accès de ce vaste territoire et d'améliorer les conditions de la fabrication allemande de telle sorte que ses objets manufacturés pourraient lutter plus efficacement contre ceux des Américains dans toutes les autres régions du globe. Ce raisonnement paraît incontestablement fondé. Il en ressort clairement que l'extension du *Zollverein* allemand à l'Autriche lèserait gravement les intérêts américains, et que le gouvernement de Washington doit tout faire pour l'empêcher, s'il veut sauvegarder les intérêts de ses exportateurs.

Au cours d'un banquet qui a eu lieu à New-York il y a quelques mois, le sénateur Free a dit fort justement : « Les États-Unis ont plus à craindre de l'Allemagne que de toute autre nation ; l'Allemagne sera notre rivale la plus dangereuse comme elle est sur le terrain commercial l'ennemie la plus formidable, la plus persistante, la plus agressive et la plus indomptable. » Ces paroles comportent toute une politique. De toute nécessité, les États-Unis doivent avoir pour objectif d'arrêter l'expansion allemande. Sans doute, ils ne

(1) V. *Exporters and importers journal*, 4 août 1900, 17 State Street, New-York.

peuvent pas empêcher par la force l'Allemagne de s'agrandir aux dépens de l'Autriche, mais ils disposent de moyens d'action qui, pour être moins apparents que les armes, sont peut-être aussi efficaces. C'est à l'homme d'État qui gouverne à la Maison-Blanche de savoir s'en servir avant qu'il soit trop tard.

II

ÉTATS SUSCEPTIBLES D'ASSURER LE RESPECT DE L'INTÉGRITÉ DE L'AUTRICHE

Trois puissances, en dehors de l'Allemagne, dont on connaît déjà les tendances et les intérêts, peuvent exercer une influence décisive sur la solution des affaires de l'Europe centrale : l'Angleterre, la Russie et la France.

§ 1. — Il n'est pas douteux qu'une hostilité profonde existe entre Anglais et Allemands. Elle se manifeste parfois avec une rare intensité.

Un exemple entre mille : au commencement de 1899, l'explorateur allemand, M. Waldkirch, se trouva, en Afrique, éloigné de la côte à la suite d'une grande chasse, et sur le point de mourir de faim. Il atteignit, au prix des plus pénibles efforts, le territoire anglais situé au delà de Witu et se mit aussitôt en mesure d'acheter aux indigènes les vivres nécessaires à sa caravane. Le résident anglais, M. Rogers, apprit ces négociations; il donna sur-le-champ aux chefs de tous les villages l'ordre de ne pas vendre de vivres aux Allemands, même contre payement comptant et à quelque prix que ce fût. Cette volonté fut si formellement imposée que M. Waldkirch dut se replier à marches forcées vers la côte, d'où il adressa une protestation véhémente au consul allemand de Zanzibar. La guerre du Transvaal a fourni aux

Allemands l'occasion de témoigner aux Anglais des sentiments correspondants.

La lutte pour la suprématie commerciale, en multipliant sans cesse les contacts gênants entre les deux peuples, est encore la raison d'être de cette hostilité réciproque. Plus travailleur et plus souple, le trafiquant sujet de l'empereur Guillaume a eu partout raison du trafiquant sujet de la reine Victoria. J'ai indiqué déjà (V. page 74) comment M. Williams d'abord, les autorités officielles après lui, ont constaté avec terreur les conséquences de cette infériorité; comment la fédération des territoires britanniques en une seule union douanière a paru le remède souverain à ce mal grandissant; comment, en attendant le fonctionnement utile de cette grande machine de guerre, les Anglais, avec leur réalisme habituel, cherchent à entraver indirectement le développement du trafic allemand dans les possessions britanniques. C'est ainsi, par exemple, qu'au Natal, où le commerce est toujours libre théoriquement, les représentants de maisons étrangères sont frappés de taxes très élevées qui absorbent le plus clair de leurs bénéfices. Or, comme tous ces étrangers se trouvent être des Allemands, agents de maisons allemandes, c'est en réalité le commerce allemand qui est atteint. L'aversion, pour la Grande-Bretagne, des fabricants allemands qui voient généraliser l'application de ce système hypocrite, a donc un constant aliment; mais, d'autre part, comme ils n'en restent pas moins les plus dangereux adversaires des Anglais, on conçoit que ceux-ci ne soient guère disposés à concéder à l'Allemagne un nouvel accroissement de puissance.

Il est indubitable, en effet, que l'établissement du grand *Zollverein* de l'Europe centrale serait aussi dangereux pour le commerce anglais, et pour les mêmes raisons, que pour le commerce des États-Unis. Sans même parler des effets de sa radiation lointaine qui ne sauraient être évalués, il est très certain que les exportations anglaises en

Autriche-Hongrie, en Roumanie, en Bulgarie, en Turquie qui, en 1899, s'élevaient à un total de 230 millions de francs environ, se trouveraient gravement compromises (1).

L'anxiété avec laquelle les Anglais suivent la pénétration de l'Orient par les Allemands s'explique donc. Il a suffi que la diplomatie de Berlin fît lancer en avril 1899, à titre de ballon d'essai, la nouvelle que l'Allemagne préparait, pour un avenir peu éloigné, la déclaration de son protectorat sur une partie de l'Asie Mineure, pour qu'une vive émotion se produisît à Londres. Au Parlement, sir Ashmead Bartlett a interrogé M. Brodrick, dont la réponse diplomatique n'a naturellement rien éclairci; mais la presse a protesté avec énergie : « Si la vallée de l'Euphrate, disait un journal londonien, se trouvait entre les mains d'une puissance peu amicale, le chemin des Indes serait sérieusement menacé. Une convention, conclue entre le sultan et l'empereur, en vertu de laquelle l'Allemagne prendrait pied sur les bords de l'Euphrate, entraînerait des conséquences tellement graves qu'il est difficile de croire qu'elles soient seulement possibles. Pourtant cette éventualité cause déjà de l'inquiétude dans les chancelleries européennes (2). » Si les Anglais veulent éviter cette éventualité redoutable, il semble bien que le plus sûr moyen qui s'offre à eux serait de s'opposer à toute mainmise de l'Allemagne sur l'Autriche. Il est évident, en effet, que le jour où une puissante marine germanique serait constituée dans la Méditerranée, les Allemands pourraient tirer complètement parti du chemin de fer de Bagdad, sans compter que ce serait s'exposer à la perte de cette suprématie navale qui donne à la Grande-Bretagne la sécurité de son existence. Les Anglais ne peuvent pas s'y tromper. Du jour où les Allemands se sen-

(1) V. *Annales du commerce extérieur* publiées par le ministère du commerce français. 1900, x^e fascicule.

(2) Cité par G. Blondel, *l'Essor industriel et commercial du peuple allemand*, p. 356. Larose, Paris, 1899.

tiraient les maîtres incontestés du continent, il est certain qu'aucune considération ne les empêcherait de tourner les forces concentrées en leurs mains contre la puissance britannique. Les auteurs pangermanistes ne se font pas faute de le dire : « ..... après l'anéantissement de la suprématie maritime de l'Angleterre (1). » Tel est le rêve qu'ils se flattent de réaliser aussitôt que la France aura été réduite au rang de puissance de second ordre.

A Londres, on ne paraît d'ailleurs se faire aucune illusion sur les intentions de l'empereur Guillaume. « La triplice a duré assez longtemps, — disait au début de 1900 *le Globe*, dont les attaches officieuses avec le cabinet de Saint-James sont connues. — Elle est sans force parce que la situation des puissances alliées s'est changée et se modifie continuellement. Seule, l'Italie se trouve dans le même état où elle était à l'époque de la conclusion de l'alliance. En Autriche et en Allemagne, il en est tout autrement. L'Autriche a maintenant des désordres intérieurs qui en font une pauvre alliée. L'Allemagne passe par une période de transformation. Elle a des plans ambitieux et ne se contentera plus longtemps d'être la principale puissance de l'Europe centrale. Elle rêve d'une flotte et d'une grande armée, projets grandioses à la réalisation desquels l'Autriche ne peut l'aider et qui créent des obligations qu'elle doit remplir elle-même...

« D'après la constitution actuelle, la Triplice ne sera pas dissoute par l'un des alliés, *mais l'empereur Guillaume attend que les Allemands d'Autriche, lorsque la crise éclatera devant l'Europe, demandent l'incorporation de l'Autriche dans l'empire allemand. Avec son habituelle prévoyance, l'Allemagne se prépare déjà pour ce moment.* »

Rationnellement tout indique donc que l'Angleterre,

(1) « ... nach Niederringung der maritimen Uebermacht Englands .. » Dr K. Mehrmann, *Deutsche Welt-und Wirtschafts-Politik*, p. 60. Deutschvölkischer Verlag « Odin », Munich, 1900.

consciente du danger, ne peut souscrire à l'extension de l'Allemagne vers le sud. Seule, en effet une politique d'opposition aux projets pangermanistes serait conforme aux précédents historiques. A Vienne, en 1815, Castlereagh, prévoyant déjà la marche vers l'Adriatique, ne voulait pas que la Prusse s'agrandît sur les frontières de Bohême; aujourd'hui, l'Angleterre a au moins autant de raisons d'empêcher l'Allemagne de prendre Trieste qu'elle en a eu jadis de s'opposer à l'installation de la France à Anvers. Mais le gouvernement d'Édouard VII, aussi bien que celui de l'empereur allemand, paraît s'engager dans des voies nouvelles. La présence simultanée au pouvoir des deux plus grands audacieux de cette époque : M. Chamberlain et Guillaume II, pourrait bien modifier l'orientation normale de la politique britannique. J'ai indiqué plus haut (page 297) les vraisemblances de cette hypothèse.

M. Chamberlain n'est-il pas l'homme du chemin de fer du Cap au Caire et de la guerre du Transvaal? Il a commis dans l'Afrique du sud une première faute grave; il est maître d'en faire une seconde. Ne peut-on d'ailleurs concevoir qu'aux yeux du député de Birmingham, tout disparaisse devant la séduisante idée de concentrer progressivement sur l'immense Afrique toutes les forces britanniques? Son point de vue, dans ce cas, est facile à imaginer. D'un même coup l'Angleterre satisferait ses rancunes antifrançaises et soustrairait à l'amiable son territoire économique, pour de longues années, aux entreprises du jeune et avide rival, l'empire allemand. L'entente pourrait ensuite être durable entre Londres et Berlin. Le commun « Germanisme » des deux peuples en serait la base. Une telle conception n'est-elle pas de nature à flatter les idées saxonnes du petit-fils de la reine Victoria? Elle lui fournit tout au moins une chance de plus de réaliser l'extension continentale de l'empire qui le hante. Il est vrai que, si la disparition de la fièvre « khaki » venait à rendre aux Anglais leur sang-froid ordi-

naire, ils refuseraient de laisser plus longtemps l'homme de la guerre sud-africaine conduire leurs affaires; ils reviendraient aux traditions politiques, dont ils ont éprouvé l'excellence, et cela seul suffirait à les rendre partisans déterminés de l'intégrité de l'Autriche. Mais une semblable évolution de l'opinion publique anglaise ne s'indique point encore. Les dernières élections ont montré que M. Chamberlain était bien le chef incontesté de l'impérialisme britannique. C'est un fait. Les événements récents, qui tendent si nettement à indiquer la conclusion d'un accord durable entre l'Angleterre et l'Allemagne, ne font qu'en confirmer la portée.

S'il est rationnellement certain que l'Angleterre ne devrait pas permettre à l'Allemagne de s'étendre jusqu'à l'Adriatique, il n'en existe pas moins des indices tendant à établir que le cabinet de Saint-James accepte cette solution. Le doute sur l'orientation prise par l'Angleterre est, en tout cas, suffisant pour qu'il soit impossible de conclure.

§ 2. — La Russie a-t-elle intérêt à procéder au partage de l'Autriche de concert avec l'Allemagne, en vertu d'un accord analogue à celui qui a réglé jadis le sort de la Pologne?

Les Pangermanistes le prétendent. Afin d'amener l'opinion russe à conclure dans ce sens, ils ont consacré plusieurs brochures tendancieuses à développer les avantages de la combinaison. Dans ses *Considérations sur l'Autriche en l'an* 2000 (1), l'Allemand, M. Hofmann, professeur d'histoire moderne à l'Université de Varsovie, s'est proposé ce but avec beaucoup d'évidence. L'auteur de ces pages, qui ont d'abord paru en russe avant d'être publiées en allemand, développe avec une extrême insistance sous prétexte de parler de l'Autriche future, ce qu'il convient de faire

(1) Probus-Hofmann, *Rückblick auf Oesterreich im Jahre* 2000. Wigand, Leipzig, 1898.

actuellement. La thèse est des plus simples : les Autrichiens travaillent pour le roi de Prusse. La dissolution de l'empire des Habsbourg est inévitable. Les gouvernements de Berlin et de Pétersbourg ne peuvent que s'entendre pour un partage avantageux. Il est facile d'en trouver les bases. Les Polonais d'Autriche n'ont rien à craindre des Allemands, qui doivent éviter, dans la mesure du possible, les annexions de territoires slaves; au contraire, la Russie, État autocratique, peut assimiler facilement les éléments étrangers (1). Qu'un traité secret entre l'Allemagne et la Russie règle donc le sort de l'Autriche! La Russie recevrait la Galicie et peut-être, sous certaines conditions, Constantinople et la partie turque de la Roumélie; l'Allemagne prendrait possession du reste (2).

Cette volonté des Pangermanistes d'amener l'Allemagne et la Russie à une entente amicale sur la situation future de l'Europe centrale apparaît ici très nettement. Les Russes la connaissent d'ailleurs bien. « Les Allemands sont pratiques! Que de fois n'ont-ils pas fait comprendre qu'ils désiraient s'arranger avec la Russie relativement à l'Autriche (3)! »

Cette tactique se conçoit. Si l'entente pouvait se faire entre Berlin et Pétersbourg, le problème de l'extension allemande vers le sud serait à peu près résolu. Il s'agit donc de connaître les chances de succès d'un tel accord. J'ai exposé, dans la première partie du chapitre IV, pour quelles raisons le « Panslavisme » politique était depuis longtemps une théorie morte en ce qui concerne les Slaves d'Autriche. La *Gazette de Moscou*, à une époque (novembre 1867) où cependant le « Panslavisme » était infiniment plus justifiable qu'aujourd'hui, a expliqué avec une sagesse évidente que la Russie devait renoncer à l'absorption des Slaves du centre

(1) *Op. cit.*, p. 23.
(2) *Op. cit.*, p. 45.
(3) V. DE GORLOF, *la Question d'Orient au vingtième siècle.* Ventre, Nice, 1899.

du continent. « Dans ce monde slave qui tend vers la Russie par un mouvement d'attraction irrésistible, la Russie sera d'autant plus puissante que sa politique sera étrangère à tout dessein de domination. Plus la Russie donnera à ces nations, plus elle pourra en obtenir. *Ce n'est pas l'acquisition, l'oppression et l'annexion de ces nationalités qui peuvent assurer la situation de la Russie en Europe et son développement intérieur; mais, au contraire, c'est l'existence aussi indépendante que possible de ces nations.* » Ces quelques lignes résument toute la politique de la Russie à l'égard de l'Autriche; on va voir qu'elles expriment, en effet, une vérité durable.

Sur quinze millions de Slaves cisleithans, quatorze et demi ne sont pas orthodoxes; leur acquisition totale ou partielle par la Russie ne saurait donc avoir lieu sans soulever de graves difficultés religieuses. Comment, d'ailleurs, cette acquisition peut-elle se concevoir géographiquement? Il existe des obstacles matériels à peu près invincibles. Je les ai déjà indiqués (V. page 156); la simple vue de la carte de *l'Autriche vraie* suffit à les remémorer. Seule la Galicie pourrait être facilement annexée par la Russie; comme c'est précisément la part que les Pangermanistes lui assignent dans leur pensée, l'examen de la valeur de cette offre présente un sérieux intérêt.

La Galicie est habitée presque exclusivement par des Slaves. Sa frontière du nord est artificielle. Elle est formée par la rive droite de la Vistule, prolongée par une ligne conventionnelle qui court dans la plaine en se recourbant pour former la frontière de l'est. Au sud, au contraire, les Carpathes constituent une magnifique frontière naturelle. Il est ainsi indubitable que, physiquement, la Galicie semble dépendre de l'empire des Tsars. Si les Russes se basaient sur ces seules données extérieures, l'on doit donc admettre qu'ils pourraient être tentés de réaliser une semblable acquisition.

Des considérations très fortes sont de nature toutefois à leur conseiller la plus grande réserve.

Comme la Russie, la Galicie est un pays agricole. Sa seule industrie est celle des pétroles, dont la Russie est abondamment pourvue. Il en résulte qu'au point de vue économique, l'acquisition de la Galicie ne présente aucun intérêt. Au point de vue territorial, l'avantage de sa possession serait bien médiocre. Par rapport à l'immense empire des Tsars, la Galicie n'est qu'une parcelle de terrain; mais, dans sa forme actuelle, cette parcelle remplit un rôle bienfaisant qu'elle perdrait par le seul fait de son incorporation aux États de Nicolas II. Maîtres de la Galicie, les Russes deviendraient voisins immédiats de la Hongrie. Certes, ce contact serait pour eux sans aucun danger, mais il susciterait inévitablement de multiples incidents de frontières, qu'il serait préférable d'éviter, en laissant la Galicie former un État-tampon entre les deux pays. Cette sagesse aurait sa récompense. Elle éviterait aux Russes une faute politique qu'on comprendrait difficilement qu'ils puissent faire.

Si les populations de la Galicie sont slaves, il ne s'ensuit point qu'elles soient russophiles, comme le sont les Tchèques et les Slovènes. On sait déjà (1) les raisons très fondées qui déterminent les Polonais, sujets de François-Joseph, à désirer le maintien du *statu quo*. Les Russes ont des motifs différents, mais aussi déterminants, de les respecter. Il est hors de doute, en effet, que l'acclimatation de quatre millions de Polonais de Galicie, habitués à une entière liberté, à l'observance, souvent stricte, des nombreux règlements qui régissent la partie russe de la Pologne, ne s'obtiendrait pas sans une longue période de compression. Il serait d'autant plus fâcheux de la rendre inévitable, qu'elle compromettrait, selon toute vraisemblance, le relâchement sensible

(1) V. p. 149 et suiv.

qui s'observe dans la tension des rapports entre Polonais et Russes à Varsovie.

Avec les Ruthènes, les difficultés seraient encore plus considérables. Catholiques, mais de rite grec uni, c'est-à-dire observant en fait à peu près les mêmes formes religieuses que les orthodoxes (y compris le mariage des prêtres), tout en reconnaissant le pouvoir de Rome, les Ruthènes se trouveraient avoir dans l'empire une situation religieuse que les Russes ne consentent pas toujours à reconnaître et qui détermine, dans le plus grand nombre de cas, d'inextricables complications.

Enfin, si les Ruthènes sont ethnographiquement identiques aux Petits-Russiens de la région de Kiev, ils ne désirent nullement être absorbés par les Russes. Quoi qu'en dise M. Markoff, dans son *Galitchanine*, les Ruthènes ne sont plus « moscanophiles », comme l'ont été jadis les générations en train de disparaître. Tous les groupes politiques ruthènes, qui croissent et ont de l'avenir, sont, en général, anti-russes, fortement imbus de socialisme et désireux surtout d'accroître leur indépendance nationale. Si l'on suppose les 3,250,000 Ruthènes de Galicie brusquement introduits dans la masse des Petits-Russiens de la région de Kiev, on comprend que le gouvernement du Tsar ne ferait que semer, dans un terrain favorable, un germe de particularisme déjà en plein développement.

Ces diverses raisons permettent de conclure qu'au point de vue de leurs intérêts stricts, les Russes commettraient une lourde faute en annexant la Galicie, ce qui explique d'ailleurs encore plus complètement l'insistance que mettent les Allemands à leur offrir la partie autrichienne de la Pologne.

Mais, si l'on suppose que le gouvernement de Pétersbourg passe outre sur les considérations qui précèdent et accepte de discuter sur la base de la cession de la Galicie, cette cession constituerait-elle une compensation suffisante à

l'énorme extension qui, en échange, serait permise à l'empire allemand?

L'insuffisance de ce morceau de terre est si notoire, que des Pangermanistes comme M. Hofmann parlent d'y adjoindre Constantinople. L'activité mise par l'Allemagne à s'installer en Turquie par tous les moyens établit le peu de sérieux de telles propositions. Il n'y a donc pas lieu de les discuter. En réalité, pour décider la Russie au partage de l'Autriche, l'Allemagne ne saurait lui offrir que la Galicie. Tout ce que le Tsar peut souhaiter de terres ou d'influence en Asie et en Afrique, il est le maître de l'acquérir par lui-même ou avec le concours de la France.

Or, l'annexion de la Galicie offrant des avantages très médiocres en regard d'inconvénients considérables et certains, on peut finalement en déduire que la Russie n'a aucun intérêt évident à prendre part au partage de l'Autriche.

Le gouvernement de Pétersbourg a, au contraire, les plus sérieuses raisons de vouloir l'intégrité et l'indépendance de l'Autriche.

L'extension allemande, jusqu'à Trieste, comporte le sacrifice de 6,000,000 de Tchèques et de 1,350,000 Slovènes. Si ces Slaves ne sont pas orthodoxes et ne veulent point s'absorber dans l'empire des Tsars, leur « slavisme » et leurs sympathies pour la Russie n'en subsistent pas moins. La Russie ne peut pas les laisser écraser par les Allemands. La *Gazette de Moscou* l'a résolument déclaré, par la plume de Katkof, probablement : « Nous laissons de côté toutes les sympathies nationales et toutes les théories panslavistes, mais nous posons simplement la question de savoir si la Russie peut rester indifférente vis-à-vis de ce mouvement chaotique, au-dessus duquel plane l'esprit de haine et de destruction. Est-ce qu'elle peut et doit refuser son appui à ceux qui veulent sortir du chaos et cherchent la lumière et la vie? *Est-ce qu'elle peut et doit oublier sa mission historique en Orient, en refusant son appui aux Slaves d'Autriche*

qui sont encore plus opprimés que ceux de la Turquie (1). »

La réponse est nette. La Russie peut d'autant moins manquer à ses devoirs moraux, qu'en le faisant elle commettrait une faute d'une incalculable portée. Permettre aux Allemands la marche vers Trieste serait leur donner le droit de couper la Russie de l'Occident; ce serait donner aux escadres allemandes, appuyées sur Pola et sur Cattaro, les moyens d'interdire aux navires russes le séjour de la Méditerranée; ce serait se condamner à ne plus agir qu'en Asie. La Russie peut-elle s'y laisser enfermer? Avec Port-Arthur et la Mandchourie, elle vient d'acquérir pour toujours l'accès à une mer libre. La période de la mise en valeur de ses territoires d'Extrême-Orient commence, mais, en réalité, le succès de cette immense entreprise est subordonné à la bonne situation des 120 millions de Russes de la Russie d'Europe. Cette situation est étroitement liée à l'état du centre et de l'ouest du continent. C'est en partant de ce point de vue qu'un écrivain russe, M. de Gorlof, demande que la Russie se préoccupe un peu plus des choses d'Europe. Il estime d'ailleurs que ce revirement est fatal. « On peut hardiment prédire que cet engouement pour l'Extrême-Orient passera bientôt comme toutes les choses artificielles. La Russie reviendra à ses traditions dix fois séculaires (2). » Un auteur pangermaniste est exactement du même avis : « On se trompe fort, si l'on croit les articles de journaux qui prétendent que les principaux intérêts russes sont en Asie orientale. Ceux-ci sont, par rapport à ses intérêts européens, comme 1 est à 20 (3). » Cette vérité apparaît plus clairement encore si l'on considère qu'une fois à Trieste les Allemands pourraient tirer tous les avantages du chemin de

(1) Novembre 1867.

(2) V. de Gorlof, *la Question d'Orient au vingtième siècle*, p. 6. Ventre, Nice, 1899.

(3) *Deutschland bei Beginn des* 20. *Jahrhunderts*, p. 93, Militär-Verlag R. Félix, Berlin, 1900.

fer de Bagdad qui est bien la plus dangereuse entreprise qui ait été dirigée depuis longtemps contre l'empire des Tsars. On ne s'y trompe pas à Pétersbourg. A peine le firman de concession du Sultan était-il connu que les *Novosti* écrivaient :

« Il s'agit d'une guerre déjà engagée et constante, d'une conquête pacifique de la Turquie, non pas par la force des armes, mais par la construction de chemins de fer et l'extension de colonies. Si, avec le temps, l'Allemagne atteint son but final et prend possession de Trieste, alors la question d'Orient prendra une direction qui sera toute différente de celle qu'elle a eue jusqu'ici. »

Le *Novoié Vrémia* a montré mieux encore l'étendue du danger :

« Notre opinion publique semble tout à fait endormie : c'est notre devoir de la réveiller avant qu'il soit trop tard. Nous voyons qu'on ne se rend pas chez nous suffisamment compte de la portée d'une pareille ligne ferrée entre les mains des Allemands. Essayons donc d'éclairer nos concitoyens. Le chemin de fer de la Mésopotamie, une fois relié aux chemins de fer de l'Anatolie, deviendra un concurrent excessivement dangereux du chemin de fer transsibérien qui, lorsqu'il sera achevé, aura coûté des centaines de millions à la Russie. Certes, le trajet entre l'Europe occidentale et l'Extrême-Orient se fera plus vite par la Sibérie que par l'Asie Mineure et la Mésopotamie, mais il sera de beaucoup plus coûteux puisqu'il s'effectuera exclusivement en wagon, tandis que les marchandises qui seront dirigées vers l'Extrême-Orient par la Mésopotamie pourront être prélevées sur les navires qui passent le canal de Suez ; la nouvelle route pourra même faire concurrence à ce dernier. Mais il y a autre chose à remarquer : la Mésopotamie est un des pays les plus riches du globe ; les richesses naturelles inépuisables de ces vastes contrées n'ont été jusqu'ici que fort peu exploitées, les communications faisant presque complètement défaut. Tout changera comme par un coup de ba-

guette du moment où la ligne ferrée reliera le golfe Persique aux côtes de la Méditerranée. L'Asie Mineure et la Mésopotamie pourront ainsi inonder de céréales les marchés de l'Europe, ce qui revient à dire que la Russie en sera exclue, ou à peu près. Les superbes cotons de ces deux provinces trouveront leur chemin vers les fabriques allemandes et autres d'où ils retourneront manufacturés jusqu'en Perse et en Afghanistan, pays où les manufactures russes viennent seulement de trouver un débouché. La Russie sera cruellement atteinte dans ses intérêts économiques, et sa prépondérance politique dans l'Asie centrale recevra un coup dont elle ne se relèvera que difficilement. Voilà ce que nous réserve un avenir peu éloigné, si nous ne signifions pas aux Allemands *Hands off* pendant qu'il en est temps encore. *Il faut que nos chers voisins sachent que la Russie ne tolérera jamais qu'on touche au* statu quo *de l'Asie Mineure et de la Mésopotamie.* »

La diplomatie du Tsar a bien cherché à restreindre les effets possibles du chemin de fer de Bagdad en faisant octroyer à la Russie, par la Perse, d'importantes concessions de chemins de fer; mais si bien étudié que soit leur tracé, il sera toujours infiniment moins favorable, au point de vue du trafic international, que celui de la ligne Constantinople-Berlin-Hambourg; il sera loin surtout d'avoir la valeur militaire des chemins de fer allemands d'Asie Mineure. On sait que ceux-ci ont été étudiés de façon à pouvoir concentrer au sud du Caucase de grandes quantités de troupes turques avec lesquelles la Russie aurait évidemment à compter très sérieusement, si, dans le cas d'une conflagration générale, l'empereur allemand parvenait à faire mobiliser le Sultan contre le Tsar. C'est une éventualité qu'il faut prévoir. « Il est probable que tôt ou tard une lutte entre l'Allemagne et la Russie se produira (1). » La force

(1) « ... es vermutlich früher oder später noch einmal zu einem Kampfe

des choses le veut ainsi. La Russie ne peut donc pas laisser le gouvernement de Berlin grouper sous sa direction des forces considérables que lui seul pourra mettre en mouvement contre elle à la fois en Europe et en Asie. La Russie serait-elle certaine de résister à une attaque où elle aurait affaire aux Allemands, aux Roumains, aux Turcs et peut-être aux Suédois ? Ferait-elle face à une coalition qui l'attaquerait au nord-ouest, à l'ouest, au sud-ouest, au sud et au sud-est? Rien n'est moins sûr. S'il est vrai que la Russie est un réservoir immense de soldats admirables, il n'en est pas moins certain que, pour des raisons financières qui subsisteront longtemps encore, elle ne peut mettre en ligne qu'une partie relativement faible de ses ressources en hommes. Il y a là une considération économique d'une portée capitale qui en détermine une autre non moins essentielle.

La Russie manque notoirement de capitaux. De toute nécessité, elle doit faire des emprunts considérables à l'étranger. Cette obligation est encore accrue par les dernières acquisitions en Extrême-Orient qui obligent le gouvernement de Pétersbourg à consacrer la majeure partie de ses fonds à des travaux dont l'immensité s'accroît sans cesse. De toute évidence, la Russie est contrainte de se ménager les marchés étrangers sur lesquels elle peut trouver des capitaux. Or, l'expérience a prouvé que la France est le seul pays du monde où la Russie ait obtenu et puisse obtenir — d'ailleurs à l'avantage des Français quand ils savent traiter sérieusement — les sommes énormes encore indispensables à son développement. Il en résulte que les intérêts matériels des deux pays sont liés pour une période indéfinie. *Tout ce qui affaiblit la Russie diminue la valeur de la créance des porteurs français et toute évolution de la politique générale qui appauvrit la France menace l'avenir de la Russie.* Or, je le montrerai plus loin, la simple extension du *Zollve-*

zwischen Russland und Deutschland kommen wird... » *Die deutsche Politik der Zukunft*, p. 5. Deutschvölkischer Verlag « Odin », 1900.

rein à l'Autriche porterait un coup terrible au commerce et à l'industrie français, dont la prospérité règle les possibilités d'épargne des Français. La Russie a, par suite, une raison de plus de vouloir le maintien du *statu quo*.

En définitive, l'ensemble de ces considérations détermine cette forte conviction : sans commettre la plus inexcusable des fautes, la Russie ne peut pas permettre à l'empire allemand de porter atteinte, *de quelque façon que ce soit,* à l'intégrité de l'Autriche.

§ 3. — Les événements de Cisleithanie présentent pour la République française un intérêt extrême ; son existence, en tant que grande puissance, est en effet étroitement subordonnée à l'indépendance de l'Autriche.

Un grand nombre de Français sont loin d'attacher une pareille gravité aux conséquences possibles du démembrement de l'Autriche. Certains même l'envisagent avec satisfaction ; ils estiment que l'empire de François-Joseph contient tous les éléments d'une transaction avec l'Allemagne sur la question d'Alsace-Lorraine. M. Paul Fauchille, par exemple, le donne à entendre : « ... Un temps peut venir où, à la suite d'événements plus ou moins proches, la configuration de l'Europe se trouvera bouleversée, et dans ce bouleversement rien ne dit que certaines compensations territoriales, à ses yeux plus importantes, ne déterminent pas l'Allemagne à nous rendre nos provinces perdues (1) ! »

Cette façon d'envisager la situation de l'Europe centrale semble être fort répandue en France. Le Dr Hérold, l'un des *leaders* du peuple tchèque, en a été si frappé, au cours d'un de ses récents voyages à Paris, qu'à son retour à Prague, il a cru devoir mettre ses compatriotes en garde contre toute espérance ayant pour base la clairvoyance politique des Français.

(1) *Europe nouvelle*, n° 63, avril 1899.

Il n'est point douteux, en tout cas, que cette conception de l'Autriche, objet d'échange éventuel, a pu s'acclimater facilement en France, la plupart des Français étant convaincus que l'entente une fois faite relativement à l'Alsace-Lorraine, il n'existerait plus de cause de dissentiment entre l'Allemagne et leur pays. Il y a là, comme on va voir, une erreur fondamentale.

Tout d'abord, l'idée d'une transaction possible aux dépens de la Cisleithanie repose-t-elle sur des données sérieuses? Les Allemands considèrent-ils la *qualité* de leurs relations avec la France comme *nécessaire* au point qu'ils soient disposés à faire des sacrifices *réels* pour les améliorer? Les lignes suivantes paraissent résumer excellemment l'opinion moyenne des sujets de Guillaume II à l'égard de la France : « Dans les derniers temps, on préconise une alliance entre l'Allemagne et la France. Certes, il est très satisfaisant qu'en France les sentiments soient devenus plus bienveillants à l'égard de l'Allemagne, dans les dernières années. Tous les Allemands ont le devoir d'entretenir ces sentiments et d'y répondre. Mais cela ne doit pas détourner le politique réfléchi de ce fait : l'Allemagne ne saurait marcher avec la France la main dans la main; l'Allemagne a un avenir et la France n'a qu'un passé. Dans aucune circonstance, le peuple qui regarde l'avenir ne doit lier son sort à celui d'une nation qui meurt lentement mais sûrement (1). » Telle est l'opinion des Allemands sages et modérés. Quant aux chauvins,

(1) In den allerneuesten Zeiten tauchen Befürworter eines Bündnisses zwischen Deutschland und Frankreich auf. Es ist gewiss sehr erfreulich, dass in Frankreich die Gefühle gegen Deutschland in den letzten Jahren immer liebenswürdiger geworden sind ; und es ist Pflicht aller Deutschen, diese Gefühle zu pflegen und zu erwiedern. Aber den nüchternen Politiker darf das nicht über die Thatsache hinwegtäuchen, dass Deutschland nicht mit Frankreich Hand in Hand gehen kann, weil Deutschland noch eine Zukunft Frankreich nur eine Vergangenheit hat. Wer seine Ziele in der Zukunft sucht, darf sein Schiksal unter keinen Umstanden mit einer langsam aber sicher absterbenden Nation verknüpfen. *Die Gegenwart*, n° 10, 20 mai 1899, p. 306-307.

enfiévrés par la folie pangermaniste, ils ne demandent que l'épuisement de la France et la prise de ses colonies.

Relativement à l'Alsace-Lorraine, l'opinion allemande ne présente même plus cette divergence; on la trouve d'une unanimité absolue. Le 1er février 1899, la *Strasburger Post* constatait l'existence d'intérêts communs à la France et à l'Allemagne. Elle en déduisait la nécessité d'une entente, mais elle ajoutait : « Est-ce que ces intérêts, *si la France se résignait à reconnaître solennellement la réunion irrévocable de l'Alsace-Lorraine à la mère-patrie allemande, etc.* » Les enquêtes faites par certaines revues françaises, qui avaient estimé la diversité des opinions suffisante pour donner lieu à discussion, ont abouti à démontrer que tous les Allemands ayant quelques titres à être pris en considération exigent bien cette *reconnaissance solennelle de la réunion irrévocable* de l'Alsace-Lorraine. Le baron Carl von Stengel, professeur à l'université de Munich, deuxième délégué de l'empire allemand à la conférence de la Haye, par conséquent très qualifié pour donner une opinion autorisée, a répondu : « La France doit bien se pénétrer de l'idée que l'Allemagne, quoique partisan déclaré de l'apaisement, ne renoncera jamais aux résultats de la guerre de 1870-1871. » M. Schölank, député au Reichstag, précisa encore davantage : « Sans l'acceptation absolue de la part de la France des conséquences du traité de Francfort, c'est-à-dire sans le renoncement à la revanche et à la reddition de l'Alsace-Lorraine, il est impossible, à mon avis, d'effectuer un rapprochement fécond. » *A fortiori*, cette opinion est celle des Pangermanistes. « Une rétrocession de l'Alsace-Lorraine à la France est aussi peu discutable que le droit des Français de souffrir de cette perte. Aucun empereur allemand ne peut prêter ni ne prêtera l'oreille à une telle idée; jamais le peuple allemand ne souffrira un semblable affront (1). »

(1) *Alldeutsche Blätter*, p. 38, 1899.

« La possession de l'Alsace-Lorraine est une question vitale pour l'Allemagne (1). » Sur ce terrain, l'unanimité est si parfaite parmi les Allemands que les socialistes-marxistes eux-mêmes ont déclaré en 1893, à Mulhouse et à Berlin, par l'entremise de leurs chefs, MM. Bebel et Liebknecht, qu'ils étaient prêts à prendre les armes pour maintenir l'Alsace-Lorraine sous la domination allemande. Il est donc permis d'affirmer que jamais l'opinion allemande n'a été moins disposée qu'aujourd'hui à rendre un pouce du territoire acquis en 1871.

Le gouvernement de Berlin partage absolument ce sentiment. Il vient d'en donner une preuve convaincante. S'il envisageait dans un but politique quelconque la nécessité de rétrocéder à la France au moins une partie du *Reichsland*, cette partie serait évidemment constituée par la région de Metz. Or, c'est précisément là que, depuis trois années, l'empereur allemand accumule les fortifications. Le 1er mars 1900, en inaugurant les travaux du fort du mont Saint-Blaise, Guillaume II a dit : « Je te baptise fort Haeseler. *Tu seras appelé à défendre les conquêtes de l'Allemagne contre les ennemis de l'ouest.* » Il y a là, on en conviendra, un ensemble de faits et de paroles importantes qui interdit à tout homme réfléchi de se bercer du rêve, sans doute séduisant, d'une transaction sur la question d'Alsace-Lorraine.

Persisterait-on d'ailleurs à la croire possible, qu'un Français ne saurait trouver en Autriche les éléments d'un échange. Il existe un obstacle d'ordre moral qui interdit à tout gouvernement républicain, même de discuter cette hypothèse.

On a vu plus haut que l'Allemagne ne saurait s'étendre jusqu'à Trieste sans contraindre, par un régime de fer, 6,000,000 de Tchèques et 1,350,000 Slovènes.

Or, la France a toujours défendu les droits des peuples;

(1) *Alldeutsche Blätter*, p. 39, 1899.

c'est au nom de ce principe qu'elle a protesté légitimement contre l'annexion de l'Alsace-Lorraine; c'est en l'invoquant qu'elle a reçu le président Krüger, luttant pour l'existence du Transvaal et de l'Orange. *La France pourrait-elle recouvrer même la totalité de ses provinces perdues au prix d'un acte infâme qui serait la négation de toute son histoire?* Les Français peuvent-ils oublier que le 8 décembre 1870, alors que l'Europe se taisait devant le vainqueur, seul le peuple tchèque, oublieux du danger, a protesté auprès du comte de Beust contre le bombardement de Paris et l'annexion de l'Alsace-Lorraine dans une déclaration où l'on pouvait lire : « A cette heure solennelle et grave, la Bohême se voit empêchée, par des raisons majeures, d'élever la voix en tant que nation politique, en faveur des principes supérieurs qu'elle considère comme sacrés et qu'elle est décidée à défendre constamment et de toutes ses forces; elle tient cependant à faire connaître ses sentiments.

« Indubitablement, la nation allemande a le droit de repousser par les armes les attaques contre ses États ou contre sa liberté. Mais si elle préméditait d'imposer à la nation française une certaine forme de gouvernement ou de lui arracher une partie de son territoire dont les populations se sentent françaises, elle violerait à l'égard de ces populations leur droit de disposer librement d'elles-mêmes et elle subordonnerait le droit à la force.

« La Bohême ne peut pas refuser ses plus franches sympathies à cette noble et glorieuse nation française, qui ne combat plus aujourd'hui que pour sa liberté nationale et pour la défense de sa patrie, à cette nation qui s'est acquis de si grands titres à la reconnaissance de la civilisation pour le progrès des principes humains et libres. »

Les Français peuvent-ils méconnaître qu'après la guerre, les Tchèques n'ont pas cessé de croire en leur force, en leur justice et en leur sens politique? Les paroles du député tchèque Horitza, répondant au Reichsrath, le 26 décem-

bre 1899, aux attaques du pangermaniste Türk, le prouvent. « Nous lutterons jusqu'à la dernière goutte de notre sang pour l'existence de la monarchie, quoique, selon toute apparence, le gouvernement autrichien ne voie pas clairement les dangers qui le menacent. A la vérité, nous souhaitons que la Russie, grâce à son alliance avec la France, rende à l'Autriche contre la Prusse le même service qu'en 1849 elle a rendu à la monarchie contre les Hongrois. Cette espérance est malheureusement enfermée dans l'avenir. En France, cependant, on connaît la situation de l'Autriche. Si on lit le discours que l'honorable et généreux président de la Chambre des députés français a prononcé lors de sa réception à l'Académie, le 1er février, on constate qu'il voudrait voir donner à la question de l'existence de l'Autriche la même solution que nous-mêmes. Nous lui en sommes très reconnaissants. Notre existence est liée à celle de l'Autriche... Si en Autriche les autorités compétentes ne nous comprennent pas, nous sommes au moins compris des Français, ce peuple à la vaste intelligence et au sens diplomatique... (1). »

(1) « Diesen Kampf um die Existenz der Monarchie werden wir kämpfen bis zum letzten Blutstropfen, obwohl sich Oesterreich fortwährend den Anschein gibt, als ob es diese Dinge nicht sehe. Wir haben zwar gehofft, dass Russland durch den Bund mit Frankreich Oesterreich einmal denselben Liebesdienst gegen Preussen erweisen werde, wie es ihn Oesterreich im Jahre 1849 gegen die Ungarn erwiesen hat. Diese Hoffnung ist aber leider in weite Ferne gerückt. In Frankreich ist man sich dieser diplomatischen Situation bewusst. Wenn man die Rede des sehr verehrten, hochherzigen Präsidenten der französischen Deputirtenkammer liest, welche er am 1. Februar bei seinem Eintritte in die Akademie gehalten hat, so sieht man, dass er diese Frage, die Frage von dem Bestande Oesterreichs, genau in unserem Sinne gelöst wissen will.

Wir sind ihm dafür zu Dank verbunden. Wir sind mit unserer Existenz an Oesterreich gebunden... Wenn wir in Oesterreich bei den massgebenden Personen kein Verständnis finden, so finden wir es wenigstens bei den Französen, diesem Volke von grossartiger Intelligenz und seinem diplomatischem Gefühl. »

Stenographisches Protokoll.

Haus der Abgeordneten. XVI. Session, 36. *Sitzung am* 26. *Februar* 1900, p. 2338.

Les délégués de la ville de Prague dans une adresse remise au Conseil municipal de Paris, en juillet 1900, à l'occasion de l'Exposition universelle, ont établi que ces sentiments étaient bien ceux du peuple tchèque tout entier : « Les représentants de la capitale royale du royaume de Bohême désirent témoigner ainsi, en leur nom et au nom de leurs compatriotes, leur vive admiration et leur enthousiasme pour la métropole de la France, et ils saisissent cette occasion solennelle de rappeler la solidarité des intérêts publics, civilisateurs et économiques, unissant la nation tchèque à la France éclairée et laborieuse, qui répandit toujours dans le monde, avec désintéressement, les idées généreuses du progrès et de la civilisation en luttant pour la liberté et les droits de l'humanité entière. »

C'est encore aux Français que les Tchèques, impuissants à agir par eux-mêmes, se sont adressés pour faire transmettre au président Krüger l'hommage de leur respect et le tribut de leur admiration. « Convaincus que tous les peuples qui se défendent sont sûrs de trouver un écho dans les cœurs lorsqu'ils s'adressent à la France, les citoyens tchèques s'associent avec une patriotique émotion aux manifestations de sympathie du conseil municipal de Paris, pour le vaillant peuple boër et pour le vénérable représentant du Droit méconnu. »

Non, les Français n'ont pas le droit d'oublier le passé ni de trahir la morale supérieure dont ils se prétendent les gardiens. Sans un éternel déshonneur, ils ne peuvent laisser écraser les huit millions de Slaves cisleithans menacés par le « Germanisme ».

Ce côté moral de la question d'Autriche suffirait à dicter ses devoirs au gouvernement de la République française. Mais ce point de vue n'existât-il point, la France ne pourrait permettre l'extension de l'Allemagne vers le sud sans s'exposer à un épouvantable désastre. Envisagée en fonction des intérêts français, la question d'Autriche présente trois aspects :

Elle est politique.

« Quelle perspective pour les Français que de voir une Allemagne de soixante millions d'habitants réunis sous la même main, et pouvant mettre en mouvement, sur un signe parti de Berlin, une armée de 1,500,000 hommes ! » Édouard Hervé parlait ainsi il y a plus de trente ans. Aujourd'hui, c'est soixante-dix millions d'habitants et cinq millions de soldats qu'il faudrait dire. Une telle disproportion dans les rapports des forces rendrait évidemment la vie de la France essentiellement précaire. Comment le gouvernement de Paris résisterait-il aux sollicitations pressantes qu'il plairait à la cour de Berlin de faire? Comment maintiendrait-il l'influence et le commerce que la France conserve encore en Orient? Comment, si l'entente anglo-allemande est vraiment une réalité durable, assurerait-il les relations de la France avec ses possessions d'Afrique? Le simple bon sens suffit pour répondre.

Laisser se constituer une Grande-Allemagne, ne serait-ce pas encore donner à l'empereur allemand les moyens d'utiliser contre la France les forces de l'Autriche? Actuellement, l'Autriche entretient les meilleures relations avec la France; ses intérêts ne sont nulle part en contradiction avec les siens. N'y a-t-il pas là un état de choses que la France doit conserver? Très certainement oui, et, pour y parvenir, la politique que préconisait le D[r] Rieger dans son mémoire à Napoléon III semble encore être la vraie : « Si la France veut maintenir l'empire d'Autriche à l'état de grande puissance européenne, elle ne saurait s'unir aux dualistes germano-magyars qui amèneront fatalement sa destruction ; si la France ne désire pas l'agrandissement de la Prusse, elle ne peut pas non plus souhaiter la domination exclusive du parti allemand en Bohême.

« Une fois germanisée, la Bohême deviendrait certainement la proie de l'Allemagne prussienne, tandis qu'une Bohême slave ne sera jamais la proie de la Russie, car elle

est trop jalouse de son individualité historique et de son indépendance nationale.

« Le Pangermanisme est redoutable; le Panslavisme politique ne l'est pas, et, le serait-il, la France ne saurait en souffrir. La France peut donc accorder ses sympathies aux Slaves d'Autriche qui n'ont pas encore renoncé à la pensée de garantir leur individualité historique et nationale par la création d'une Autriche fédérale. Seule une fédération est capable d'assurer à ses peuples, aux Slaves comme aux Allemands, leur autonomie administrative et une véritable liberté politique, impossibles à réaliser tant qu'une seule nation dominera en Autriche. »

La question d'Autriche est économique.

Jusqu'à présent, l'agriculture française a trouvé en Allemagne un important débouché, mais c'est uniquement parce que l'Allemagne est dépendante de l'étranger pour les produits de consommation. Du jour où les riches régions agricoles de l'Autriche seraient comprises dans les frontières de l'empire allemand, celui-ci, ayant un intérêt certain à s'affranchir de toute dépendance extérieure, pourrait, en favorisant l'élevage et la culture dans sa nouvelle acquisition, se passer dans une large mesure des produits français. Ces conséquences pour l'agriculture française de la réunion de l'Autriche à l'Allemagne, qui d'ailleurs ne se produiraient point brusquement, seraient relativement peu de chose en comparaison de celles qu'auraient à subir l'industrie et le commerce français dont les conditions fondamentales seraient certainement bouleversées par la simple extension du *Zollverein* à la Cisleithanie.

L'empire allemand est de plus en plus l'adversaire commercial de la France. Déjà les industriels français ont une grande peine à lutter contre les produits d'outre-Rhin. Or, la création du *Zollverein* de l'Europe centrale devant améliorer, dans des proportions considérables, les conditions de la fabrication allemande, de ce seul fait les conditions

de la fabrication française deviendraient plus mauvaises par comparaison, et comme la puissance de l'outillage et le champ d'action commercial de l'empire allemand s'accroîtraient formidablement, il n'est pas douteux que sa supériorité actuelle deviendrait une suprématie dont le commerce français serait le premier à ressentir les funestes effets.

Une fois l'union douanière de l'Europe centrale établie, la France ne pourrait que choisir entre deux alternatives : ou bien elle resterait en dehors du nouveau *Zollverein*, ou bien elle demanderait à y entrer.

Dans le premier cas, la France serait bien moins en mesure qu'actuellement de s'opposer à l'envahissement des marchandises allemandes et à les concurrencer à l'étranger, puisque, par hypothèse, ces produits bénéficieraient de conditions de fabrication beaucoup plus favorables.

Dans le second cas, le danger serait plus grand encore. Mais, avant de le préciser, il est bon de noter que les Allemands désireraient vivement amener la France à cette solution, c'est-à-dire à entrer dans le *Zollverein* de l'Europe centrale. L'officieuse *Strasburger Post*, du 1er février 1899, a publié sur ce point un article édifiant. On y invitait la France à reconnaître que sa politique protectionniste, loin d'avoir développé ses richesses, a tourné tout à fait au désavantage du commerce et de l'industrie français. On concluait qne la « France et l'Allemagne se complètent économiquement de la façon la plus utile », et que « lorsque la politique des douanes frontières aura disparu, les échanges économiques atteindront une extension tout à fait nouvelle et plus considérable qu'auparavant (1) ».

(1) Cette thèse reçoit l'approbation de quelques Français. Dans une lettre ouverte adressée par *l'Europe nouvelle*, novembre 1900, à l'*Allgemeine Zeitung* de Munich, on peut lire : « L'Allemagne est avant tout un pays d'industrie, la France un pays agricole. Leurs productions réciproques loin de se contrarier se complètent. La France vendrait à l'Allemagne ses vins

On conçoit volontiers que la *Strasburger Post* préconise une entente sur de pareilles bases. Il est clair, en effet, que le jour où la France serait entrée dans le *Zollverein*, le prix des articles allemands, qui ne seraient plus arrêtés par la ligne douanière, deviendrait si bas, que les Français seraient contraints de les consommer de préférence à ceux de leur industrie propre. Par ce seul fait, celle-ci serait mortellement et généralement atteinte.

Dans les deux cas, l'industrie et le commerce français subiraient donc un désastre dont l'intensité seule varierait.

La question d'Autriche est enfin sociale.

Les effets économiques de l'extension du *Zollverein* à l'Autriche atteindraient en effet individuellement la masse la plus intéressante des Français.

Les trois millions de patrons chefs d'industries et les huit cent mille commerçants ne seraient pas les seuls atteints dans leur fortune. Les six millions et demi de Français qui vivent des salaires payés par les premiers et les trois millions de Français dont les traitements servis par les seconds sont l'aliment quotidien, auraient à supporter par la force même des choses le poids du désastre économique. Tous ces ouvriers et tous ces employés verraient soit leurs salaires menacés de réduction, soit le chômage se généraliser. Or, la prospérité des individus qui vivent du commerce et de l'industrie déterminant celle de ceux qui vivent de

et ses objets d'art et de luxe; l'Allemagne vendrait à la France ses machines et ses objets manufacturés.

« Ces échanges auraient pour conséquence nécessaire un abaissement notable des tarifs douaniers. Beaucoup d'économistes affirment même que l'accord commercial devrait aller beaucoup plus loin, et qu'il faudrait établir entre la France et l'Allemagne réconciliées un véritable *Zollverein*. »

Puisque *l'Europe nouvelle* s'enthousiasme pour un pareil projet, deux remarques ne sont pas inutiles : 1° Les vins, les objets d'art et de luxe sont des produits dont la vente s'impose généralement à peu près en dehors de toute considération douanière; 2° Que deviendraient les *millions* d'ouvriers français qui vivent présentement de la fabrication des machines et des objets manufacturés que l'Allemagne fournirait ?

l'agriculture, les dix-sept millions de Français occupés aux travaux de la terre auraient eux aussi à subir le contre-coup de la détresse du commerce et de l'industrie. On est par suite en droit de dire que les agriculteurs, les ouvriers, les commerçants et les industriels, soit donc l'immense majorité des Français, ont un intérêt personnel et certain à ce que le *Zollverein* allemand ne s'étende pas à l'Autriche.

Il faut en outre remarquer que toute l'étendue du territoire de la République, tant colonial que métropolitain, ressentirait les terribles effets de la création d'un seul territoire économique entre la Baltique et l'Adriatique. Le directeur du comptoir colonial français à Madagascar ou au Tonkin ne serait pas mieux placé pour s'y soustraire que le commerçant de Bayonne, l'industriel du Nord, l'ouvrier de l'arsenal de Brest et le débardeur du port de Marseille.

Envisagée sous sa triple forme, politique, économique et sociale, la « question d'Autriche » apparaît pour la France comme une question majeure. M. Alfred Rambaud, ancien ministre de l'instruction publique, n'exagérait donc rien lorsqu'il écrivait : « L'éventualité du partage de l'Autriche ne tient qu'à un fil, c'est-à-dire à la vie d'un monarque âgé de 70 ans. *Si elle se réalise, il ne s'agira pas de dire que la France est en face du plus grand danger qu'elle ait jamais couru depuis mille ans : non, il s'agira pour elle, à une date très rapprochée, d'être ou de ne plus être* (1). »

En définitive, la France a un intérêt vital à s'opposer à une extension quelconque de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche.

C'est en somme la conclusion à laquelle sont arrivés ceux qui ont étudié l'hypothèse de la « question d'Autriche ». « Si donc l'Autriche n'existait pas, dit M. Ch. Benoist, l'Europe devrait l'inventer, et puisque l'Autriche existe, l'Europe doit tout faire pour la conserver (2). » Déjà avant 1870,

(1) *Matin*, octobre 1899.
(2) *Revue des Deux Mondes,* 15 novembre 1899, p. 260.

Victor Cherbuliez exprimait identiquement la même idée. « Livrer le centre de l'Europe à une ambition obscure, tortueuse et sophistique, qui refuse de se lier, qui s'applique à ne rassurer personne, et dont le rêve est peut-être de s'étendre de la Baltique à l'Adriatique, voilà ce que le bon sens français ne saurait admettre (1). » « L'existence de l'Autriche est un intérêt européen. La France le sait bien, *elle sait aussi que tout ce qui menace l'Autriche la menace elle-même*, elle sait aussi que son gouvernement s'est abusé dans ses calculs (en 1866), elle l'approuve d'en avoir pris philosophiquement son parti, d'avoir fait bonne mine à mauvais jeu, parce qu'après tout, erreur n'est pas compte, mais elle désire qu'il ne se trompe pas deux fois (2). » C'est ce que demandait récemment M. Camille Pelletan : « Oui, il y a une grosse question chinoise; mais elle pourrait bien se compliquer à bref délai d'une question autrichienne plus grosse encore... Une crise et une liquidation qui pourraient ajouter à l'empire de Berlin toutes les provinces allemandes de l'empire austro-hongrois créeraient évidemment dans l'Europe centrale une puissance disproportionnée qui constituerait un péril considérable pour ses voisins. Il y aurait là un vaste remaniement de la carte du monde... Ce sont là de terribles problèmes : ils risquent de se poser à bref délai. Et l'heure où ils se poseront ne sera pas gaie. *Souhaitons qu'on la prévoie, et qu'on agisse en conséquence, soit pour la retarder indéfiniment, soit pour n'être pas pris au dépourvu.* Il y a au delà du Rhin un souverain fort aventureux... Il serait naïf de compter sur lui pour préserver la paix de l'Europe (3). »

Les dernières pages de ce travail montreront, j'espère, que le vœu de M. Pelletan peut être accompli.

(1) Victor Cherbuliez, *l'Allemagne politique depuis la paix de Prague*, p. 386. Hachette, Paris, 1870.
(2) *Op. cit.*, p. 385.
(3) *Éclair*, 16 septembre 1900.

La phrase de von Moltke : « Nous sommes assez forts pour assurer la paix de l'Europe, » ne reste vraie qu'autant que la politique du gouvernement de Berlin ne menace pas l'existence des grandes nations. Ce serait le cas s'il prétendait intervenir en Autriche. La revue qui vient d'être faite des divers points de vue de chaque État, relativement à l'avenir de l'Europe centrale, a permis de discerner les intérêts, et, par suite, le groupement éventuel des puissances.

Si on laisse en dehors de tout classement les États comme l'Angleterre, la Turquie et la Serbie, dont l'orientation est douteuse pour des raisons diverses, on constate que l'Italie et la Roumanie doivent être considérées comme solidaires de l'empire allemand, et qu'au contraire la France, la Russie, les États-Unis et la Bulgarie ont des raisons exceptionnellement graves de vouloir la conservation de l'Autriche.

CONCLUSION

Toute atteinte à l'intégrité de l'Autriche menaçant la paix européenne, l'objectif d'une politique sage doit être de faire en sorte qu'une telle éventualité n'arrive jamais.

Or, il est possible d'empêcher la question d'Autriche de se poser.

Pourquoi et comment?

Pourquoi? Parce que l'agrandissement de l'Allemagne aux dépens de l'Autriche ne s'indique point comme un résultat inévitable de la force des choses. La création de l'empire allemand après la guerre contre la France en était un. Il s'agissait alors de réunir des Allemands de « mentalité » analogue, ayant des intérêts économiques concordants et parfaitement groupés géographiquement. Il n'en est pas de même en Cisleithanie. Les intérêts commerciaux de l'Autriche sont opposés à ceux de l'Allemagne. Des frontières naturelles séparent les deux pays. Vienne est une capitale qui ne veut point se soumettre à Berlin et *l'on n'a pas le droit de parler d'une Autriche allemande quand cette expression désigne un territoire qui contient neuf millions d'Allemands, pour le plus grand nombre antiprussiens, et huit millions de Slaves résolus à défendre leur liberté jusqu'à la mort.*

Le caractère artificiel de la campagne pangermaniste établit la vérité de ces assertions. Bien qu'aux dernières élections le nombre des députés prussophiles soit passé de sept à vingt-deux, ils ne représentent encore en Autriche

qu'une minorité dont l'action est en opposition complète avec les intérêts et avec les sentiments de l'immense majorité des Autrichiens. En Allemagne, seule, la folie des grandeurs, suscitée par la *Weltpolitik* de l'empereur Guillaume, a permis à l'idée d'une extension de l'empire vers le sud de naître et de se développer. Mais, il faut bien le remarquer, si les idées pangermanistes font de l'autre côté du Rhin d'incessants progrès, elles n'ont encore gagné que les classes moyennes, les plus influentes sans doute, mais non les plus nombreuses de la population. La masse du peuple allemand n'est point encore conquise. *Si l'on parvenait à lui donner le sentiment précis que la politique de Guillaume II la mène à la guerre, son besoin de paix est encore si grand que cette masse pourrait exercer une influence modératrice sur la politique du gouvernement de Berlin.* Même à l'heure actuelle, un grand nombre des Pangermanistes de l'empire ne voudraient pas contribuer à causer un conflit général. M. Naumann, par exemple, le dit nettement : « Au point de vue allemand de l'empire, il serait injustifiable, afin de déterminer le démembrement de l'Autriche, de risquer la plus meurtrière guerre que l'histoire ait jamais connue (1). » Il est donc encore possible d'arrêter en Allemagne le courant établi par le Dr Hasse ; mais il n'y a pas un instant à perdre ; chaque jour, le Pangermanisme, puissamment favorisé par la *Weltpolitik*, fait de nouveaux progrès.

Comment atteindre cet inappréciable résultat ?

Simplement, en faisant porter à l'alliance de la France et de la Russie toutes ses conséquences.

Ces deux pays disposent en effet des moyens nécessaires pour rendre inefficace toute démarche de l'Allemagne, dangereuse pour la paix. Pour la maintenir, il suffit aux gou-

(1) « Es wäre vom reichsdeutschen Standpunkt aus unverantwortlich, um des österreichischen Erbanfalles willen den mörderischsten Massenkrieg zu riskieren, den die Geschichte kennen wird. » F. NAUMANN, *Deutschland und Oesterreich*, p. 6. Verlag der *Hilfe*, Berlin, 1900.

vernements de Paris et de Pétersbourg de ne pas commettre une erreur qui serait décisive.

La combinaison permettant d'empêcher les affaires d'Autriche de troubler l'ordre européen comporte la mise en action de deux éléments. L'un est représenté par l'opinion publique en France et en Russie, l'autre par des mesures diverses que les gouvernements de la République et du Tsar doivent savoir prendre.

La guerre du Transvaal a établi avec éclat l'influence grandissante de l'opinion publique en matière de politique étrangère. Il est hors de doute que si les manifestations en faveur des Boërs avaient été organisées *avant* la guerre, l'Angleterre n'aurait point poussé les choses à bout et que la volonté dominante des peuples aurait probablement rendu aux Boërs l'inappréciable service de conserver la paix et à la Grande-Bretagne d'éviter les charges d'une guerre onéreuse et sans gloire.

Cette leçon de choses ne doit pas être perdue. *Les Slaves d'Autriche sont les Boërs de demain.* Si l'opinion universelle élève la voix en leur faveur, elle peut les protéger. Il suffit d'ailleurs qu'une telle manifestation ait lieu en France et en Russie. On va voir d'abord qu'elle est possible et ensuite qu'elle serait efficace.

En Russie, l'influence de « l'intelligence » sur les décisions du pouvoir est infiniment plus considérable que ne veulent l'admettre les contempteurs mal informés de l'empire des Tsars. C'est l'opinion publique de Moscou, de Pétersbourg, de Kiev qui a convaincu Alexandre II de la nécessité pour la Russie de délivrer les Bulgares opprimés par les Turcs. Ce rôle bienfaisant, l'opinion russe peut le jouer encore. La perspective de voir les Slaves d'Autriche sacrifiés au « Germanisme » et la claire compréhension des dangers qui en résulteraient pour la Russie suffiront à convaincre les sujets du Tsar de la grandeur de leurs obligations présentes. Pour s'en persuader, il suffit de suivre les

s de l'évolution par laquelle vient de passer l'opinion

·ès les manifestations chaleureuses du congrès ethno-
ique de Moscou en 1867 et surtout après la guerre de
les Russes ont eu pour les Slaves d'Autriche une indif-
ce croissante. La diplomatie officielle de Pétersbourg
pandonna même ouvertement. Le mot terrible du
celier Gortchakoff : « Ces pauvres Tchèques! Ils tra-
nt pour le roi de Prusse, » fut comme la condamna-
ans appel de tous les Slaves cisleithans. Cet état d'es-
ıcheux est en voie de se modifier complètement.
ction méthodique du gouvernement de Berlin péné-
les Balkans, la Turquie poussant ses chemins de fer
'au golfe Persique, ont donné aux Russes un sentiment
esse plus net du danger pangermaniste.
Novosti (avril 1899) ont accusé l'*Alldeutscher Verband*
vailler ouvertement à l'union de l'Asie Mineure avec
magne. Le lien existant entre l'action orientale de
ıume II et les événements de Cisleithanie apparut
ɔt. « Le combat des nationalités en Autriche-Hongrie,
Rossia (décembre 1899), est entré dans une phase
ordinairement grave. De tout temps il a présenté pour
un grand intérêt; il s'agit de l'indépendance des Slaves
uest. Le moment actuel est particulièrement critique. »
ɔvoié Vrémia (avril 1900) a constaté que le succès des
s du parti pangermaniste pour établir une alliance orga-
entre l'Autriche et l'Allemagne équivaudrait à un sui-
pour le premier de ces États, qu'une telle Allemagne
ierait considérablement la carte politique de l'Europe
terminerait de nombreuses complications même en
's de l'Autriche. Ces complications, le grand organe
les avait déjà envisagées : « La propagande de l'Union
rmanique menace d'abord la paix de l'Autriche et
e celle de la Russie. Son agitation est dangereuse pour
sie parce que cette société veut éveiller dans tout le

peuple allemand l'idée que toute terre est allemande où se trouve un seul Allemand. D'après ce principe, les Pangermanistes peuvent élever des prétentions sur la plus grande partie de la Russie : grâce à notre ancienne politique, il y a peu d'endroits en Russie où l'on ne trouve des Allemands. Les Russes suivent maintenant avec une grande attention la lutte entre les Slaves et les Allemands d'Autriche. Ils craignent que si ces derniers étaient vainqueurs, leur chauvinisme ne connaisse plus de bornes (1). »

C'est ce qui se produit déjà. A la réunion de l'*Allgemeiner Deutscher Schulverein* qui s'est tenue à Darmstadt en 1900, le professeur Dr O. Harnack a posé résolument la question du « Germanisme » dans les provinces baltiques de la Russie. Les Russes ont donc raison de prendre très au sérieux les cartes comme celle de l'*Atlas colonial* de Langhans, intitulée : *la Colonisation allemande à l'est en pays slave* (2), où l'on constate que tous les centres allemands en Russie ont été relevés avec un soin minutieux. Quand on l'a bien considérée, on s'explique la colère qui a inspiré aux *Moskowski Viedémosti* ces lignes indignées : « Les Allemands s'emparent de la Russie. Dans les quatre gouvernements d'Ékatérinoslav, de Cherson, de Bessarabie et de Tauride, les Allemands possèdent 3 millions et demi de déciatines de terres. Le danger est d'autant plus grand que la plupart de ces latifundia ont été achetées à la noblesse... Par leur accaparement systématique de la terre, les Allemands modifient le caractère de l'empire... Le gouvernement doit prêter la plus grande attention à cette question. Il faut mettre des entraves à la colonisation allemande. » Un autre publiciste russe envisage le problème dans toute son ampleur : « L'Allemagne s'efforce d'acquérir la suprématie sur le monde. La France et l'Angleterre ne peuvent plus l'arrê-

(1) Cité par le journal polonais *Lech*, 24 mai 1899.
(2) *Deutsche Kolonisation in Osten. — Auf slavischem Boden.*

ter dans sa marche. Une seule puissance, le « Slavisme », peut encore faire obstacle à la poussée du « Germanisme ». La lutte entre les Slaves et les Allemands en Autriche est le prélude de futurs événements. Cette lutte se produira en Russie quand l'élément allemand s'y sentira assez fort... En pays slave, les Allemands ne sont étrangers que le temps nécessaire pour s'y consolider; ils élèvent ensuite leurs prétentions à la domination. L'Allemand supplante le Russe partout... Dans toutes les grandes villes, surtout dans celles du sud, il y a des colonies qui sans doute se conduisent loyalement et paisiblement; mais nous ne pouvons plus compter sur la russification des dernières générations de ces colonies allemandes. Pour renoncer à cet espoir, il suffit de penser aux nombreux abonnements des journaux allemands de Moscou et d'Odessa et d'observer quelle langue on parle dans les wagons de première et de seconde classe sur certaines lignes russes. Inévitablement le vingtième siècle amènera en Russie un conflit entre l'élément allemand et l'élément russe (1). »

Cette pénétration de leur propre pays par les Allemands aide singulièrement les Russes à comprendre la véritable nature du danger autrichien. Aussi, les grands organes de Moscou et de Pétersbourg tiennent-ils maintenant un langage qui est l'inverse de celui de Gortchakoff.

Les *Novosti*, envisageant la situation en Cisleithanie, en juin 1900, concluaient : « Il est indispensable de transformer complètement l'organisation de l'État autrichien... Le premier pas dans cette voie serait la restauration des droits du royaume de Bohême, car la Bohême, la Moravie et la Silésie forment un tout indivisible. Le deuxième pas serait l'attribution aux diètes locales d'un nombre considérable d'affaires qui actuellement sont de la compétence du *Reichsrath*... Pour qu'un tel programme se réalise, les Tchèques

(1) V. *Politik*. Prague, 14 février 1900.

devront peut-être lutter et souffrir longtemps encore, mais ils peuvent être convaincus de la justice de leur cause... Quant aux Allemands d'Autriche, tôt ou tard, ils devront s'arranger avec la majorité slave en Autriche, comme ils l'ont fait en Hongrie avec les Magyars. »

Cette opinion est devenue celle des Russes, qui, même il y a peu d'années, absorbés par la question d'Orient, admettaient de laisser l'Allemagne s'étendre jusqu'à l'Adriatique. « Quand on médite attentivement sur ce qui se dit et ce qui se fait en Allemagne, on se demande comment il y a des gens assez fous en Autriche-Hongrie pour ne pas voir que la seule chance pour la conservation de leur nationalité — même non slave — est dans le « fédéralisme (1). » M. de Gorlof, l'auteur de ces lignes, collaborateur très distingué du *Novoié Vrémia* et du *Sviet,* a très nettement exposé la nature du danger qui s'approche : « L'Allemagne cherche à englober progressivement tout ce qui l'entoure. Elle s'empare peu à peu de l'Europe centrale, du Cattégat au Bosphore, et continue son chemin vers l'Asie et l'Afrique par l'Asie Mineure et la Palestine. En résumé, l'Europe devient sa base d'opérations contre le restant du monde (2). » M. de Gorlof en déduit la politique à suivre : « Les sympathies de vingt-cinq millions de Slaves en Autriche-Hongrie et en Turquie sont acquises à la France et à la Russie. Il s'agit de convertir ces sympathies en quelque chose de palpable (3). » « La grande erreur de la France, comme de la Russie, comme de l'Angleterre, est de ne pas tenir assez compte de l'élément local. Seule l'Allemagne l'apprécie à sa juste valeur, mais elle a beau faire, il lui est hostile. *Cet élément, il ne convient pas de s'en occuper au moment de partir en guerre. Il serait trop tard, et les services qu'il ren-*

(1) V. DE GORLOF, *Pensée slave*, 12 janvier 1901. Trieste.

(2) V. DE GORLOF, *la Question d'Orient au vingtième siècle*, p. 7. Ventre. Nice, 1899.

(3) *Op. cit.*, p. 15.

drait seraient presque nuls. A l'instar de l'Allemagne, c'est maintenant, c'est tous les jours, c'est en pleine paix qu'il faut s'en occuper (1). » Il faut donc aider à la fédération morale des Slaves de l'Europe centrale. « Il y aurait là une barrière de vingt-cinq millions de Slaves appuyés aux deux bouts par la France et la Russie, voire même par l'Italie. Cette barrière serait inexpugnable. On aurait dit à l'Allemagne : « Tu « peux aller jusque là et pas plus loin. » D'ailleurs, hors de l'Europe, l'Allemagne aurait plus que jamais un champ ouvert à son activité, et l'intérêt des autres nations du continent serait de l'y engager, et même de la seconder au besoin (2). » « La Russie voudrait voir François-Joseph régnant sur une Autriche fédéralisée, amie de la France et de la Russie (3). »

Voilà ce que souhaitent les Russes dans les hypothèses de paix. Leurs idées dans les hypothèses de guerre ne sont pas moins fixées.

Lorsque le député Türk menaça les Tchèques des troupes de Guillaume II (voir p. 136), les *Moskowski Viedémosti* déclarèrent : « Versera-t-on le sang tchèque en Autriche ? Les Allemands sont déjà prêts à appeler en Bohême les régiments allemands. *Croient-ils donc que la Russie verrait détruire avec impassibilité des millions de Slaves pour la plus grande gloire de l'Allemagne !* » Plus récemment enfin, un publiciste russe a précisé encore davantage : « Nous savons que l'Allemagne se prépare à annexer à la première occasion favorable les Allemands d'Autriche et à faire un saut jusqu'à Vienne et jusqu'à la mer Adriatique. Si l'Allemagne ne visait que les Allemands d'Autriche, cela ne nous regarderait pas, puisque l'Allemagne, même plus puissante qu'aujourd'hui, ne serait pas dangereuse pour la Russie... *Mais il reste un cas où la Russie pourrait être obligée d'accourir encore une fois à l'aide de l'Autriche pour la défendre*

(1) *Idem.*
(2) *Op. cit.*, p. 19.
(3) *Op. cit.*, p. 22.

contre l'Allemagne : c'est celui où l'Allemagne se déciderait à vouloir arracher à l'Autriche les Allemands qui s'y trouvent, car il faudrait par conséquent qu'elle attaquât beaucoup de Slaves et beaucoup de provinces slaves puisqu'on ne peut arriver au Danube et à l'Adriatique qu'en passant sur des cadavres slaves ; c'est justement ce que la Russie ne permettra jamais (1). »

Ces opinions empruntées à la plupart des grands organes russes établissent que l'opinion des sujets du Tsar est parfaitement préparée à comprendre la grandeur du rôle qu'il lui appartient de remplir.

En France, pour des raisons différentes, il en est de même. Sans doute les Français sont moins disposés que les Russes à se passionner pour les questions extérieures, mais ils n'ont plus l'indifférence de jadis pour la politique de l'au-delà des frontières; ils ont éprouvé trop durement les conséquences terribles de l'abstention. La presse sincèrement dévouée aux intérêts du pays — c'est celle formée de presque tous les journaux à grand tirage — pourrait donc exercer une heureuse influence en vulgarisant rapidement la connaissance du danger allemand. Il lui suffirait de rappeler les cas si nombreux où la France a été trompée par la Prusse, et d'insister surtout sur celui de 1866. Alors « la Prusse a consommé son travail séculaire grâce à la neutralité bienveillante de la France. Ce qui fermentait sourdement dans la tête de ses électeurs et de ses rois, *ce qu'ils osaient à peine entrevoir dans leurs plus audacieuses rêveries, s'est accompli* (2) ». Il faudrait rappeler sans cesse aux Français que l'imprévoyance seule a causé Sadowa, dont Sedan a été la conséquence; *que seule une imprévoyance nouvelle peut rendre possible la réalisation des ambitions actuelles des Allemands*. Il faut surtout expliquer aux Fran-

(1) Cité par *la Pensée slave* de Trieste, décembre 1900.

(2) Victor CHERBULIEZ, *l'Allemagne politique depuis la paix de Prague*, p. 368. Hachette, Paris, 1870.

çais que la simple extension du *Zollverein* allemand à l'Autriche troublerait profondément leur commerce, leur industrie, leurs salaires dans toute l'étendue du territoire français ; que l'intervention allemande en Autriche, c'est fatalement la guerre, puisque l'Allemagne en absorbant l'Autriche deviendrait une puissance « napoléonienne » et que tout empire de conception « napoléonienne » ne peut se soutenir que par la guerre.

Si les grands organes de la presse française le veulent, ils peuvent rendre à la République le plus signalé des services. Sans doute, les Français sont divisés par leurs querelles intérieures, mais, par un curieux effet de la force des choses, les principaux groupements qui englobent la presque totalité des Français ont des raisons faciles à concevoir d'adopter la même ligne de conduite à l'égard des événements qui se préparent en Europe centrale.

Puisque gouverner, c'est prévoir, les gouvernementaux ne peuvent évidemment pas se refuser à envisager une situation qui met en jeu l'avenir du pays tout entier ; l'histoire serait sans pitié pour une semblable inconscience. Les républicains libéraux de la nuance Méline, qui, eux, n'ont jamais séparé la défense de la France de celle de la République, veulent très certainement garantir leur pays contre tout danger extérieur. Le concours des nationalistes n'est pas douteux, puisqu'ils mettent au-dessus de toutes choses la défense des intérêts généraux de la *Patrie française*. Les socialistes non nationalistes, quelles que soient leurs sympathies ou leur école, ne peuvent pas davantage se soustraire à l'obligation d'assurer la masse des ouvriers français contre les suites funestes de l'extension du *Zollverein* à l'Autriche ; sinon, ils démontreraient, avec un éclat dangereux pour leur cause, la vanité de leurs théories. Les antimilitaristes eux-mêmes, groupe peu nombreux, mais disposant de grands moyens, ont, s'ils sont logiques, les raisons les plus fondées de prévenir, par un emploi judicieux des forces armées

encore existantes, la création en Europe centrale d'une puissance militaire qui, de toute nécessité, contraindrait le vieux monde à entrer dans une période de militarisme bien plus pénible encore que celle en cours actuellement. Aucune question ne se pose pour le groupe politique représenté par la ligue dite des « Droits de l'Homme ». Il a déjà pris parti dans la proclamation éloquente qu'il adressa à ses membres lors du passage du président Krüger à Paris : « Nous avons doublement qualité comme Français pour rappeler, à cet égard, une nation amie au respect d'un principe de raison et d'humanité. C'est d'abord la Révolution française qui la première a proclamé ce principe, que nous avons plus tard remis en honneur, au moment de l'annexion de Nice et de la Savoie; c'est ensuite sa violation barbare qui a noyé contre leur gré, dans le sein d'une nationalité étrangère, quinze cent mille de nos concitoyens.

« La déclaration des Droits de l'homme ne s'explique point, en termes exprès, sur ce droit impérissable d'un peuple à conserver son indépendance; mais, si elle ne définit que les conditions de la liberté individuelle, elle s'applique, par identité de raison, à la vie sociale des collectivités.

« *Nous serions autorisés, s'il en était besoin, à y ajouter cet article complémentaire : Le consentement d'un peuple civilisé est indispensable pour changer sa nationalité.* » Cette déclaration si formelle constitue un encouragement pour les Slaves cisleithans et leur garantit un sérieux concours contre les ambitions allemandes.

De même que les partis politiques, les groupes religieux français n'ont aucune raison d'avoir une divergence de vues importante relativement à la « question d'Autriche ».

Sans justifier enfin l'accusation tant de fois portée contre eux de pactiser avec l'étranger, les catholiques ultramontains ne peuvent pas se solidariser avec les catholiques allemands qui, à la suite de Mgr Kopp, favorisent la politique mondiale de Guillaume II. Ils ont donc un motif puissant de

se montrer Français d'abord, de même que les sujets catholiques de l'empereur allemand se montrent Allemands avant tout.

Le cas des protestants est un peu différent. La fraction de ceux-ci, qui se conduit toujours d'une façon exclusivement nationale, se décidera d'après les seuls intérêts français. Quant à ceux qui suivent spécialement les « directions » du *Journal de Genève,* ils s'inspireront évidemment des notes sympathiques publiées par cet organe en faveur de la Bohême. « ... Il est utile que, de temps à autre, cette preuve soit faite, qu'un peuple ayant conscience de sa valeur arrive toujours par lui-même, et quels que soient les obstacles qu'il ait à surmonter, à se reprendre et à s'affirmer. Il porte en lui la force morale qui lui assurera le triomphe final; il est celui qui ne veut pas mourir, comme aurait dit Barbey d'Aurevilly. La Bohême nous offre ce spectacle d'une nation qu'au milieu des pires détresses, l'espérance n'a pas abandonnée, et qui lentement, par un effort opiniâtre et constant, se reconquiert et s'épanouit (1). » *Le Signal*, organe protestant de Paris, a d'ailleurs formulé très nettement son opinion lors de la lettre retentissante de Mommsen : « Abstraction faite de l'inconvenance, M. Mommsen ne voit-il pas que François-Joseph, empereur d'Autriche, roi de Bohême, roi de Hongrie, doit une sollicitude égale à tous ses sujets et que rien ne l'autorise à se faire l'apôtre de la culture germanique, à opprimer au nom de dix millions d'Allemands une vingtaine de millions de Slaves? Mais tous ces raisonnements ne font aucun effet sur des savants de cette espèce, à la fois esprits théoriques et tempéraments violents, qui cherchent dans la science des arguments pour leur patriotisme agressif (2). »

Quant aux Israélites, ils se prononceront sans doute contre toute intervention de l'Allemagne en Autriche. Agir autre-

(1) *Journal de Genève*, supplément, 15 août 1897.
(2) *Le Signal*, novembre 1897.

ment, serait établir leur solidarité avec les Israélites de l'Europe centrale, qui travaillent, comme on sait, à la réalisation du Pangermanisme. Or, les Israélites français ne peuvent guère commettre une faute aussi grave, au moment où l'on conteste en France la qualité de leurs sentiments nationaux. Aussi, tout incline à croire qu'ils saisiront au contraire avec satisfaction l'occasion remarquable qui s'offre à eux de démontrer la fausseté des accusations dont ils se plaignent.

Si l'on suppose donc que chacun des grands groupements français conforme son attitude aux principes qu'il invoque, aux idées qui lui sont chères et à ses intérêts les plus évidents, il apparaît clairement que le danger naissant en Europe centrale peut devenir l'occasion d'une action commune entre un nombre considérable de Français que les événements récents ont séparés. En politique, il est vrai, les hommes se laissent guider moins par la logique que par leurs passions; aussi est-il évident que l'unanimité d'opinion qui se laisse théoriquement concevoir ne se réalisera jamais en pratique. Cela, d'ailleurs, importe peu. Les éléments français, disposés à se prononcer nettement en faveur d'une cause qui implique à la fois la défense des intérêts nationaux, de la paix et de la justice, sont de beaucoup les plus nombreux; par suite, la possibilité de dégager rapidement en France, relativement aux affaires d'Autriche, un très puissant courant d'opinion est certaine.

Une fois créé, ce courant d'opinion se rencontrerait infailliblement avec celui qu'on constate déjà chez les Russes, chez les quinze millions de Slaves d'Autriche et même chez la majorité des sujets allemands de François-Joseph. On voit donc qu'une incomparable puissance d'opinion existe à l'état latent en France, en Autriche et en Russie. Ce qui vient de se passer en faveur des Boërs montre ce que pourrait être l'influence d'une opinion publique ainsi organisée. Il est, par exemple, évident que si la majorité de

l'opinion européenne se prononçait contre toute violation des droits des peuples de l'Autriche, une pareille manifestation donnerait une autorité considérable à cette grande quantité de sujets de Guillaume II, qui s'oppose encore à sa dangereuse politique mondiale. Certes, il ne faut pas se faire d'illusions. La presse allemande est à peu près entièrement entre les mains du gouvernement de Berlin. (On l'a bien vu lors du voyage du président Krüger à Cologne.) Si elle recevait l'ordre de faire le silence, le peuple allemand ne connaîtrait que très imparfaitement la réprobation qui atteint à l'étranger les projets inadmissibles de son souverain. Mais si, pour cette cause, le résultat du courant d'opinion franco-austro-russe restait douteux, il est un autre résultat qui, celui-là, serait absolument certain.

En effet, dès que l'opinion dominante aurait manifesté son opposition à une nouvelle extension continentale de l'Allemagne, le gouvernement de Berlin se trouverait dans l'obligation absolue de dévoiler ses véritables intentions; il devrait choisir entre deux alternatives : ou bien, voulant témoigner de sa correction et détruire toutes les défiances, il dissoudrait les associations dangereuses pour la paix et il arrêterait net, par les puissants moyens dont il dispose, la propagande pangermaniste sur son territoire et, par suite, en Autriche; ou bien, il conserverait son attitude actuelle, et il démontrerait d'une façon indubitable que toutes les craintes sont fondées, que le péril est imminent. Ce serait alors aux gouvernements, qui ont des raisons vitales de vouloir le maintien du *statu quo* continental, à entrer en scène. Or, il suffit aux deux gouvernements de Paris et de Pétersbourg d'envisager à leur point de vue le problème autrichien et de se rappeler ce mot du prince de Bismarck : « Qui sera maître de la Bohême sera maître de l'Europe, » pour que l'évidence et la grandeur des intérêts en présence déterminent entre eux un accord décisif; il permettrait, en effet, comme on va voir, de faire face victorieuse-

ment à toutes les éventualités, quelles qu'elles soient.

Avant d'exposer ce point de vue, il faut au préalable remarquer que la France et la Russie ne doivent pas chercher à faire accepter leur politique même à celles des grandes puissances dont les intérêts sont identiques aux leurs. De telles démarches causeraient une perte de temps précieux que ne compenserait pas l'avantage de leur succès. Ce serait, par exemple, une erreur des diplomates français de vouloir amener l'Angleterre à une entente avec la France et la Russie, relativement à la question d'Autriche. Sans doute, une pareille conduite serait, à certains égards, dans la logique des choses, mais une semblable orientation froisserait violemment les sentiments de la majorité des Français. La France est un pays démocratique. Quoi qu'on fasse, sa politique étrangère doit être en harmonie avec les tendances de l'opinion. Dans les dernières années, les Anglais ont fâcheusement réveillé toutes les préventions des Français contre eux. Il en résulte qu'une politique anglo-française purement rationnelle n'est pas actuellement possible. C'est là un fait contre lequel les volontés individuelles sont impuissantes. Comme les Russes se trouvent en général dans le même état d'esprit que les Français à l'égard des Anglais, c'est donc bien restreindre les difficultés du problème que de limiter à l'entente de la France et de la Russie l'accord des grandes puissances décidées à assurer le maintien du *statu quo* en Europe centrale.

Quelle serait maintenant la formule de l'accord des cabinets de Paris et de Pétersbourg, relativement aux affaires d'Autriche? Elle se dégage de la situation même.

On a vu que des mesures successives, telles que la *Sonderstellung* de la Galicie et l'entrée de l'Autriche dans le *Zollverein* allemand, supposent une intervention déguisée de l'Allemagne dans les affaires de l'Autriche, et que ces mesures aboutissent à la mainmise finale de l'empire allemand sur la plus grande partie de la Cisleithanie. L'entente

de la France et de la Russie doit donc viser tous les cas susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de l'Autriche, *lentement ou soudainement, dans la paix ou dans la guerre.* S'ils veulent obtenir ce résultat, les gouvernements français et russe n'ont qu'à tenir fermement ce langage identique : « Il existe des difficultés en Autriche, mais elles sont purement internes. Tenant à la paix, nous voulons éviter toutes les causes de guerre. Nous n'interviendrons donc pas, mais nous entendons qu'aucune autre puissance n'intervienne en Cisleithanie *sous une forme quelconque.* » Il est à noter que cette ligne de conduite, visiblement inspirée par la volonté d'assurer le calme du continent, ne pourrait pas être considérée comme peu amicale par le gouvernement de Berlin, car elle est exactement en harmonie avec la déclaration faite par M. de Bulow au Reichstag en 1897 : « Nous ne désirons pas, dit-il, voir les gouvernements ni les Parlements étrangers se mêler de nos affaires intérieures. Mais précisément parce que nous exigeons de l'étranger une attitude correcte à notre égard, nous sommes les premiers obligés à en faire autant, et ceci tout particulièrement en ce qui concerne l'Autriche-Hongrie, car nous sommes alliés et étroitement amis avec cet État, à la tête duquel se trouve un souverain dont la sagesse est le phare de tous les peuples (1). » Ces paroles, il est vrai, datent de 1897 ; alors Guillaume II n'était pas encore engagé à fond dans la *Weltpolitik* et ses vues sur l'Autriche ne comportaient qu'une réalisation lointaine. Les

(1) « Wir wünschen nicht, dass fremde Regierungen oder fremde Parlameute sich in unsere inneren Verhältnisse einmischen und in der Parteikämpfe, an denen es ab und zu auch bei uns nicht fehlen soll. Aber gerade weil wir vom Ausland uns gegenüber ein ganz korrektes Verhalten verlangen, sind wir selbst zu einem solchen verpflichtet, und diese Pflicht besteht ganz besonders gegenüber dem verbündeten und eng befreundeten oesterreichisch-ungarischen Reiche, an dessen Spitze ein Herrscher steht, zu dessen Weisheit alle seine Völker mit gleichem Vertrauen empor blicken können. » *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags*, IX[e] législature, V[e] session, 1897-1898, 1[er] volume. Séance du 14 décembre 1897, p. 235.

déclarations de son ministre n'en subsistent pas moins et peuvent maintenant être utilement invoquées.

La non-intervention générale et absolue : telle doit donc être la formule de l'accord de la France et de la Russie relativement à l'Europe centrale. Ce point posé, on conçoit logiquement ce qu'il reste à faire.

Le gouvernement de Berlin travaille politiquement à détruire l'Autriche ; la France et la Russie doivent travailler politiquement à la consolider. Ces deux États peuvent y parvenir sans avoir à vaincre de grandes difficultés.

La première nécessité pour les deux gouvernements est d'être exactement renseignés sur l'état de la propagande pangermaniste. Or, il n'est pas démontré que l'organisation officielle des ambassades qui fonctionne actuellement à Vienne soit suffisante. Ce n'est point dans les salons officiels de la *Hofburg,* ni dans ceux de l'aristocratie viennoise qu'on peut « apprendre » l'Autriche. Prague, Léopol, Cracovie, Innsbruck, Brünn, Graz, Trieste, sont des centres ayant chacun leurs points de vue différents. C'est seulement en les connaissant tous qu'on peut avoir politiquement une vue panoramique de la Cisleithanie. Il y aurait donc lieu, pour la diplomatie franco-russe, de développer son service de « renseignements ». A côté de cette tâche commune aux deux gouvernements, il en est une autre qui incombe plus particulièrement à celui du Tsar.

Si, depuis 1867, François-Joseph a toujours reculé au moment d'établir le « fédéralisme », c'est qu'il s'est senti constamment isolé et exposé aux coups du Hohenzollern de Berlin. Mais si le rapprochement déjà commencé entre Vienne et Pétersbourg devenait plus étroit, si le Tsar faisait comprendre à la *Burg* que, d'accord avec la France, il est résolu à garantir l'Autriche contre toute immixtion berlinoise, la situation ancienne n'existerait plus et le souverain autrichien pourrait enfin agir avec une liberté qui lui est inconnue depuis Sadowa.

Ces mesures d'ordre diplomatique, si importantes soient-elles, ne constituent encore que la partie accessoire de ce qu'il convient de faire.

Dès 1842, Bismarck a voulu l'annexion de l'Alsace ; von Moltke a rédigé son plan d'attaque contre le Danemark en décembre 1862, et en 1860, *donc six années avant l'action*, il a préparé militairement toutes les hypothèses susceptibles de naître d'une guerre avec l'Autriche (1).

Ces précédents, joints aux enseignements si nets de la campagne pangermaniste, autorisent à considérer comme certain que tous les plans d'invasion de la Cisleithanie existent actuellement à Berlin dans les bureaux du grand état-major. On doit donc, à Paris et à Pétersbourg, s'inspirer du sage conseil donné aux députés du Reichstag par le général von Gossler, ministre de la guerre prussien : « Ni la grandeur des États, ni l'improvisation, ni l'enthousiasme, ni le fanatisme, ne peuvent remplacer les préparatifs soigneusement faits pendant la paix (2). »

Ceci revient à dire que toutes les hypothèses stratégiques auxquelles peuvent donner lieu les événements d'Europe centrale doivent être minutieusement prévues par les états-majors français et russe, de telle sorte qu'au moment décisif, l'on puisse éviter cette perte de temps dont j'ai signalé plus haut les irrémédiables conséquences. Alors, aucune hésitation ne serait possible, et l'ordre de mobiliser l'armée allemande, lancé par Guillaume II, mobiliserait, en quelque sorte automatiquement, l'armée russe et l'armée française.

Cette prévision de toutes les opérations militaires susceptibles de devenir nécessaires est d'ailleurs le plus sûr moyen

(1) Colmar von der Goltz, *De la Conduite de la guerre*, p. 184 et 244. Westhausser, Paris, 1900.

(2) « ... weder die Grösse der Staaten, noch Improvisation, noch Begeisterung oder Fanatismus im Stande sein, die sorgfältige Friedensvorbereitung zu ersetzen. » *Stenographische Berichte über die Verhandlungen des Reichstags*. Xe législature, 1re session 1898-1900, 1er volume. Séance du 12 janvier 1899, p. 186.

de n'avoir pas à les exécuter. C'est ce qu'établit l'évaluation des forces pouvant être mises en ligne par les États dont l'action, pour ou contre l'Autriche, doit être considérée comme certaine.

On a vu dans le chapitre précédent que les plus grandes vraisemblances permettent d'admettre que l'Allemagne entraînerait l'Italie et la Roumanie avec elle, et que, d'autre part, dans ces conditions, il serait on ne peut plus facile à la France et à la Russie de décider la Bulgarie à mobiliser. Cette coopération ne doit pas être dédaignée : l'armée bulgare présente les plus sérieuses qualités militaires et sa mission tout indiquée serait de neutraliser l'armée roumaine.

On conçoit donc l'existence de deux groupes d'États. L'un, formé de l'Allemagne, de l'Italie et de la Roumanie, aurait pour objectif la destruction de l'Autriche; l'autre, constitué par la France, la Russie et la Bulgarie, voudrait assurer le respect de l'intégrité de l'Autriche. Le tableau de la page 418 résume les effectifs susceptibles d'être mobilisés par ces diverses puissances.

Tous les chiffres de ce tableau ont été empruntés aux recueils militaires considérés comme les plus autorisés; ils ne tiennent pas compte des troupes des dépôts qui sont de moindre valeur.

De ce tableau, il résulte que le groupe franco-russo-bulgare disposerait avec certitude d'une sérieuse supériorité d'effectifs sur la coalition germano-italo-roumaine, dont la situation militaire serait par suite évidemment défavorable. D'autres circonstances viendraient encore l'aggraver.

Ou peut bien admettre qu'approuvant les dangereuses conceptions de M. Chamberlain (V. p. 297), l'Angleterre puisse consentir à l'extension de l'Allemagne vers le sud, mais on ne conçoit pas volontiers que la Grande-Bretagne favorise de ses armes une telle extension. La neutralité bienveillante du cabinet de Saint-James, tel est, semble-t-il, le maximum de ce que peut espérer le cabinet de Berlin.

Mais, même si les Anglais prêtaient à l'empire allemand le concours de leurs flottes contre la France et la Russie, il n'en est pas moins certain que les Allemands n'en tireraient qu'un profit relativement faible. Un fait, en effet, domine à ce point de vue le problème militaire : l'armée anglaise a fondu dans la guerre du Transvaal et, quoi qu'elle

	Ier GROUPE			IIe GROUPE		
	Allemagne (1)	Italie (2)	Roumanie (3)	France (4)	Russie (5)	Bulgarie (6)
Fusils...	1.863.000	907.000	207.000	1.250.000	1.792.000	188.000
Sabres...	105.000	22.000	8.000	70.000	195.000	8.000
Canons de campagne	5.604	1.710	384	5.000	5.348	375

TOTAUX :		TOTAUX :	
Fusils...	2.977.000	Fusils....	3.230.000
Sabres..	135.000	Sabres....	273.000
Canons..	7.698	Canons...	10.723

Excédent en faveur du groupe franco-russo-bulgare :

Fusils.................	253.000
Sabres.................	138.000
Canons.................	3.025

(1) J. Lauth, *l'État militaire des principales puissances étrangères*, p. 84, 90, 95. Berger-Levrault, Paris, 1900.

(2) *Op. cit.*, p. 507, 509, 513.

(3) *Le Löbell's Jahresberichte* de 1899 renvoie au *Löbell's Jahresberichte* de 1895. A la page 181 on trouve : fusils, 108,000; sabres, 8,000; canons, 384. Mais ces chiffres ne concernent que l'armée de première ligne (quatre corps mobilisés). D'après le *Russky Invalid* (mars 1899), l'armée roumaine a créé des cadres de bataillons de milice, permettant de porter l'infanterie à 207,000 fusils.

(4) En l'absence de chiffres officiels, ceux-ci ont été obtenus par le procédé suivant : d'après une « Étude comparative des ressources de la France et de l'Allemagne au commencement de 1879 », publiée par le *Journal des sciences militaires* en janvier 1879, l'effectif de guerre de la France était

fasse, la Grande-Bretagne est condamnée à ne plus avoir avant longtemps de troupes de débarquement. Conséquemment, durant une période dont il est encore impossible de prévoir le terme, sa flotte sera réduite à faire la police des mers et des bombardements, dont l'effet moral est peut-être important, mais dont l'inefficacité stratégique est notoire. Si les colonies françaises sont convenablement armées, pourvues de matériel, d'hommes et de munitions; si les points essentiels des côtes françaises sont bien défendus (et il dépend uniquement du gouvernement de la République qu'il en soit ainsi), la flotte anglaise sera impuissante à exercer une action décisive sur le sort final des opérations. Les Allemands qui réfléchissent de sang-froid s'en rendent bien compte : « L'Allemagne, disaient les *Nouvelles de Hambourg* en décembre 1900, si elle s'allie avec l'Angleterre, a contre elle la Russie et la France. Elle s'expose, par conséquent, à l'éventualité d'une guerre sur les deux fronts et, dans ce cas, la flotte anglaise ne lui serait pas d'un grand secours, en admettant même que l'Angleterre voulût lui venir en aide (1). »

de 2,423,164 hommes, se décomposant en 1,266,500 fusils, 70,650 sabres, 2,898 canons. Il y avait en outre vingt classes de dispensés, soit : 1,330,000 hommes. — Total : 3,753,164 hommes.

On peut admettre qu'actuellement le nombre des combattants est le même, malgré la diminution du nombre des dispensés et la prolongation du service militaire jusqu'à quarante-cinq ans; en effet, le surplus d'hommes ainsi obtenu a surtout servi à former tous les services de l'intérieur.

On peut donc compter sur 2,400,000 combattants (une plus grande précision serait illusoire), dont 1,250,000 fusils. La proportion de la cavalerie est restée la même ; on admettra donc 70,000 sabres.

Quant à la proportion d'artillerie, elle a considérablement varié. L'artillerie a augmenté de 1/3; en outre, les troupes de deuxième ligne, qui, en 1879, ou bien n'avaient pas de matériel, ou bien avaient du matériel de 5 et 7, sont actuellement armées du 90. On peut donc admettre que le nombre des bouches à feu est d'environ 5,000.

(5) LAUTH, *op. cit.*, p. 624, 631, 638.

(6) *Löbell's Jahresberichte*, 1899, p. 63.

(1) Cette opinion offre d'autant plus d'intérêt que les *Nouvelles de Hambourg* sont inspirées, comme on sait, par le prince Herbert de Bismarck,

Au contraire, le groupe franco-russo-bulgare, disposant déjà d'effectifs supérieurs, serait à peu près certain de recevoir des renforts d'une importance considérable.

Les Allemands de l'empire ne se font pas d'illusions sur la solidité des troupes autrichiennes. « Les démonstrations des Tchèques et des Magyars pour les Français, des Slaves du sud pour les Russes doivent être considérées par leurs alliés comme des symptômes périlleux dans le cas d'une guerre de l'État du Danube avec un pays quelconque (1). » « Si l'Autriche devait combattre de concert avec l'Allemagne, on peut penser avec quel enthousiasme et quelle hâte les régiments tchèques, pleins de haine pour tout ce qui est allemand, se porteraient au secours de leurs camarades allemands (2). » Ces appréciations peu suspectes, jointes à ce que l'on sait déjà (V. p. 308), permettent de prévoir ce qui pourrait arriver, si l'Autriche avait à combattre non plus de concert avec l'Allemagne, mais si l'Autriche était attaquée par elle.

L'armée de François-Joseph est composée :

Pour les 4/10 de Slaves,

Pour les 3/10 d'Allemands,

Pour les 2/10 de Magyars (3).

Or, pour des raisons déjà exposées (4), les Magyars ne

qui, fidèle aux traditions de son père, est opposé à la politique pangermaniste de Guillaume II et par suite à sa conséquence : l'alliance avec l'Angleterre.

(1) « Die Kundgebungen der Tschechen und Magyaren für die Franzosen, der Südslaven für Russland würden im Fall eines Krieges des Donaustaates mit jenen Ländern als bedenkliche Erscheinungen, besonders vom Standpunkte der Bundesgenossen anzusehen sein. » SCHWARZENBERG, *Kann sich die österreichisch-ungarische Armée den Einflüssen der Nationalitätenkämpfe entziehen???* p. 23. Lehmann, Munich, 1898.

(2) « Man denke sich die Begeisterung, mit welcher im Fall eines Kampfes Schulter an Schulter mit Deutschland heute tschechische Regimenter mit dem an der Mutterbrust eingesogenen Hass gegen alles was deutsch, dem deutschen Kamaraden zu Hilfe eilen würden ! ! » *Op. cit.*, p. 24.

(3) Un dixième de l'armée austro-hongroise est formé par des Latins, Roumains et Italiens.

(4) V. p. 182 et suiv.

peuvent pas aider les Hohenzollern à s'étendre jusqu'à Trieste. Il serait difficile aux 3/10 d'Allemands, qui, en majorité, sont antiprussiens, de se joindre aux Allemands de l'empire qui viendraient les attaquer, et, même si on l'admet contre toute vraisemblance, dans ce cas, les troupes slaves de François-Joseph, soit les 4/10, aideraient certainement de tout leur pouvoir les adversaires des Allemands de l'empire. Sans doute ces troupes slaves n'ont, en général, que des officiers allemands, mais si les Russes avaient la prévoyance de surpeupler les cadres de leur armée de Kiev, les officiers qui seraient en excédent pourraient, en venant à la rencontre des régiments de Guillaume II entrés en Bohême, encadrer rapidement les troupes slaves de François-Joseph, heureuses de lutter avec les soldats du Tsar contre l'ennemi commun. La valeur de ce renfort serait considérable; autant il est vrai de dire qu'une armée autrichienne seule aux prises avec l'armée allemande est vouée à une destruction inévitable, autant il est exact d'admettre que sa valeur militaire serait des plus sérieuses, si son action s'ajoutait à celle des armées russes et françaises.

Ainsi, dans cette hypothèse (et il dépend des états-majors français et russe de la faire naître), non seulement l'Allemagne attaquant l'Autriche pourrait être prise à l'est et à l'ouest, mais elle se heurterait encore au sud à une résistance opiniâtre. L'empire allemand serait conséquemment enserré dans la plus formidable des étreintes. Cette éventualité, techniquement possible, entraîne par son évidence même d'autres conséquences. Tout d'abord, elle est de nature à inspirer une sage circonspection aux alliés éventuels de l'Allemagne, la Roumanie et l'Italie, circonspection qui pourrait avoir ses effets avant ou après la déclaration de guerre. Il importe d'ailleurs de remarquer que si ces États n'observaient pas la réserve justifiée par les circonstances si dangereuses de la lutte où voudrait les entraîner l'Allemagne, la coopération militaire de l'Italie et de la Roumanie

ne serait pas pour l'empire allemand d'une très sérieuse efficacité. L'armée roumaine peut être immobilisée par l'armée bulgare, qui est excellente, et par un corps d'armée russe posté en Bessarabie. Quant à l'armée italienne, elle ne peut que contraindre la France à maintenir un certain nombre de corps d'armée dans le sud-est du territoire de la République; des techniciens fort autorisés soutiennent même que, depuis l'achèvement du système défensif des Alpes, des troupes françaises relativement peu nombreuses suffiraient à faire obstacle à toute invasion italienne. Cette situation si nettement avantageuse de la coalition franco-russo-bulgare aurait en outre un autre résultat militaire : celui d'encourager à prendre une attitude offensive les États hésitants qui, comme le Danemark et la Serbie, ont tant de raisons de se ranger du côté de la France et de la Russie. Il est incontestable que cet ensemble d'éventualités graves et cependant à peu près certaines compliquerait singulièrement la tâche de l'empereur allemand. Une fois les hostilités ouvertes, comment maintiendrait-il en bon état le moral de son peuple si nécessaire au succès final? Le problème paraît difficilement soluble.

Ce n'est pas tout.

La guerre moderne est soumise, de plus en plus, à des exigences économiques d'une extrême complexité. Le sort des armes peut dépendre du bon ou du mauvais ravitaillement des armées d'opération. Or, une Allemagne attaquant l'Autriche, ayant à faire front contre la France et la Russie, éprouverait pour nourrir ses troupes et sa population civile les plus grandes difficultés. Un écrivain militaire français ne faisant allusion qu'à une guerre de la Triplice contre la Duplice, par conséquent à une hypothèse moins désavantageuse, estime que le ravitaillement de l'empire allemand serait déjà des plus pénibles : « L'Allemagne importe chaque année pour plus d'un milliard et demi de produits de consommation et pour plus d'un milliard et demi de matières

nécessaires à son industrie. Son commerce avec la Russie et la France disparaissant au moment des hostilités, elle serait obligée d'avoir recours, pour la subsistance de sa population et l'approvisionnement de ses usines, aux pays d'outre-mer. Les petits États neutres dont elle est entourée, Danemark, Belgique, Hollande, ne paraissent pas en mesure de combler le déficit dans une guerre de quelque durée. » C'est ce que reconnaît le D[r] Hasse. « Si nos rivaux de l'est et de l'ouest s'unissaient pour nous boycotter, il s'agirait vraiment alors d'un combat pour la vie (1). » Or, le boycottage économique serait une conséquence inéluctable de la guerre. Dans le cas envisagé, l'Allemagne n'aurait en effet, pour se ravitailler, que la mer du Nord où la flotte française pourrait tout au moins gêner considérablement l'arrivée des convois de vivres. Par contre, au point de vue des subsistances, la situation de la France et de la Russie serait excellente. La Russie a pour s'alimenter tous les pays d'Asie. La France vit presque sur elle-même. Elle n'a besoin que de faibles excédents et même si les Anglais parvenaient à bloquer toutes ses côtes, opération gigantesque, la France pourrait encore recevoir d'Espagne les subsistances nécessaires.

En définitive, toute tentative d'action de l'empire allemand contre l'Autriche peut se heurter à des difficultés militaires, politiques et économiques telles qu'une pareille entreprise aboutirait presque fatalement à un désastre. Or, si un coup de force allemand contre l'Autriche présente *actuellement* les chances si sérieuses de succès que j'ai exposées au chapitre V, *c'est uniquement parce que les éléments d'opposition à une extension continentale de l'Allemagne qui existent latents sur le sol de l'Europe ne sont pas encore conscients de leurs forces et fédérés entre eux*. C'est à l'opinion publique des Français et des Russes à se pénétrer

(1) Hasse, *Deutsche Weltpolitik*, p. 7. Lehmann, Munich, 1897.

de ce fait capital et à décider leurs gouvernements à prendre au plus tôt les mesures préservatrices.

Du jour où les cabinets de Paris et de Pétersbourg auront su grouper toutes les forces qui s'offrent à eux, du jour où ils seront prêts à tirer parti de tous les avantages que le temps leur a ménagés, ils auront protégé l'Europe contre tout éclat de la dangereuse politique de Guillaume II, et si, contre toute sagesse, l'ambition pangermaniste l'emportait, ce ne serait alors ni la France ni la Russie qui auraient à supporter les terribles conséquences des batailles perdues.

Il suffit d'ailleurs que ce résultat apparaisse comme à peu près certain pour que les éventualités belliqueuses deviennent le moins probables. Du moment où il serait notoire que les troupes du Tsar et de la République auraient à combattre avec le maximum de chances de succès, il est certain que le peuple allemand lui-même exercerait sur son empereur une forte pression en faveur de la paix; la folie des grandeurs qui règne à Berlin s'apaiserait graduellement; la sécurité reviendrait en Europe et l'évolution naturelle de l'Autriche pourrait se terminer.

En effet, les Prussophiles, cessant de trouver à Berlin le soutien qui les a fait vivre, deviendraient impuissants en Cisleithanie. Cela ne fait aucun doute. Les auteurs du mouvement pangermaniste le reconnaissent implicitement: « En fait, si les Allemands d'Autriche ne peuvent compter que sur eux, ils auront à supporter bien des années encore les peines de leur misère (1). » « ... Je crois que la compression des Tchèques par les Autrichiens n'est guère possible sans une aide étrangère (2). » Certes, le calme intérieur ne

(1) « Aber zur That werden sich die Deutschen aus sich selbst heraus noch lang nicht erheben, dazu müssen sie noch viele Jahre in dem Feuer österreichischer Misswirthschaft gepeinigt und geläutert werden... » *Deutschland bei Beginn des 20. Jahrhunderts*, p. 102. Militär-Verlag, Berlin, 1900.

(2) « ... ich glaube, dass die Niederkämpfung des Tchechenvolkes den Oesterreichern ohne fremde Hilfe kaum gelingen wird. » *Oesterreichs Zusämmenbruch und Wiederaufbau*, p. 9. Lehmann, Munich, 1899.

se fera pas immédiatement en Cisleithanie. De même que l'Autriche a été troublée de 1859 à 1867 en passant du régime absolutiste au régime dualiste, de même il y aurait bien des difficultés à résoudre avant de réaliser le « fédéralisme ». Mais peu importe. L'avantage d'avoir rendu les crises internes de la Cisleithanie inoffensives pour la paix européenne serait suffisant. Finalement, d'ailleurs, la force des choses amènerait la solution fédérale. L'Autriche serait alors cristallisée sous une forme moderne.

Tout esprit droit doit souhaiter cet aboutissement des événements de Cisleithanie. C'est l'intérêt de la liberté, puisque le « fédéralisme » est la seule forme d'État qui assure le respect des droits des peuples autrichiens; c'est l'intérêt de l'humanité, car la Prusse montre actuellement, en Posnanie, comment elle traite les peuples qu'elle a conquis; c'est l'intérêt de la justice, car c'est en son nom que les Slaves cisleithans font leurs revendications. Aucun d'entre eux ne veut « porter atteinte aux droits légitimes de la nationalité allemande... Mais la majorité des peuples de l'Autriche ne veut plus de privilèges pour la minorité ». Ils se bornent à dire : « Pas de nation privilégiée, l'Autriche à tous ses peuples (1). » C'est enfin l'intérêt de la paix. L'Autriche est un État pacifique, mais l'influence mauvaise de la cour de Berlin sur la cour de Vienne peut encore la pousser dans des complications orientales. Le « fédéralisme » mettrait obstacle à ce dernier danger. Les peuples de Cisleithanie se neutralisant les uns par les autres, ayant surtout à s'occuper sur leur propre sol de questions économiques et sociales, pourraient témoigner efficacement de leur répugnance pour les grandes acquisitions territoriales. L'Autriche deviendrait alors un modérateur des ambitions allemandes d'une puissance extrême et, avec une force encore plus grande que par le passé, elle resterait la clef de voûte de l'édifice européen.

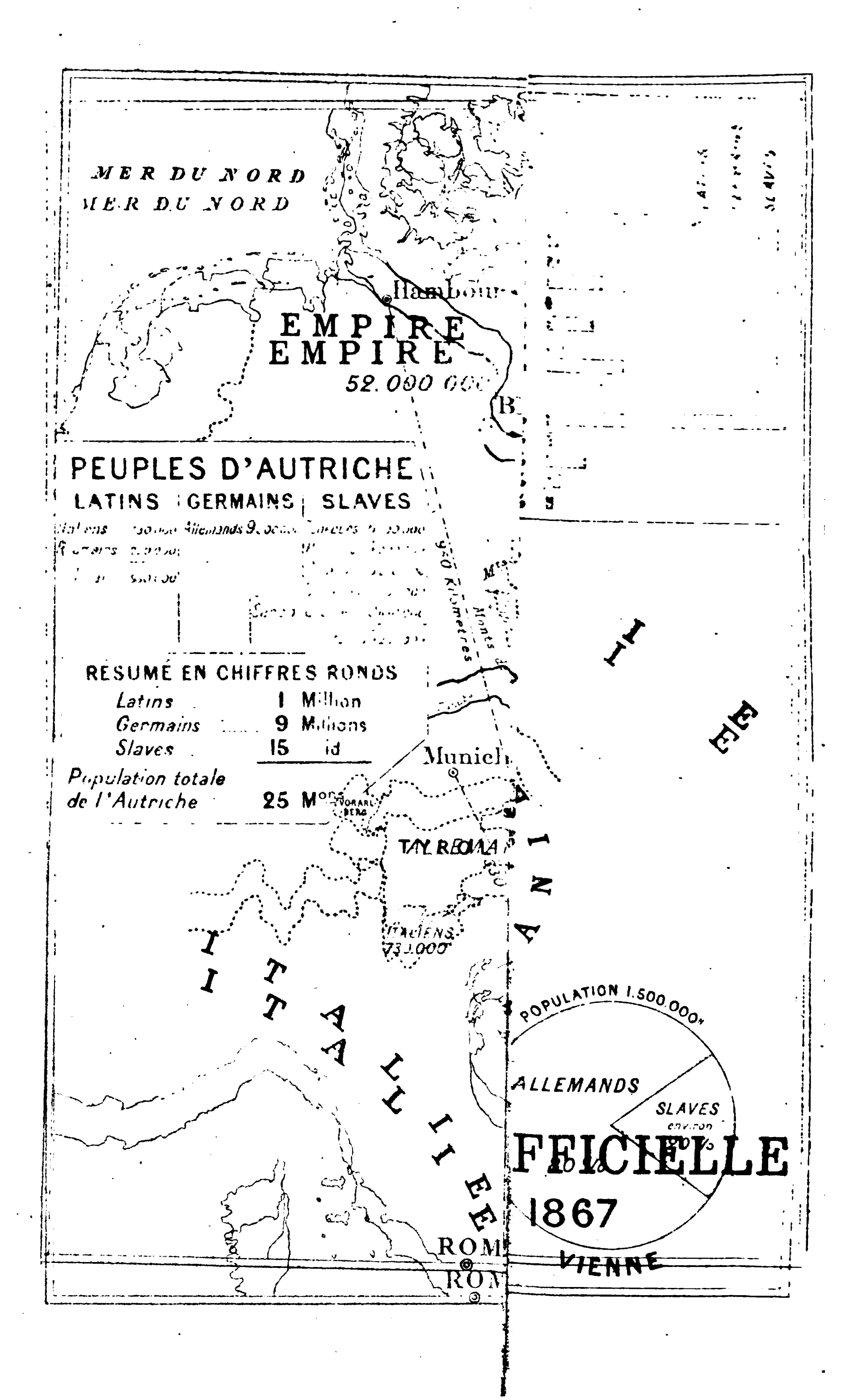
(1) D[r] Kramarsch, *l'Avenir de l'Autriche. Revue de Paris*, 1[er] février 1899, p. 587 et 600.

Or, que faut-il pour assurer au monde tous ces bénéfices? *Simplement la volonté de prévoir à temps.*

S'il est vrai qu'actuellement un danger redoutable menace l'Europe, tous les moyens existent d'y parer.

C'est aux Français et aux Russes, au Tsar et au gouvernement de la République, qu'il appartient d'empêcher la « question d'Autriche » de jamais se poser. Il dépend d'eux d'assurer aux peuples, pour une période nouvelle, ce bien suprême : la paix.

FIN


MER DU NORD
MER DU NORD
Hambour
EMPIRE
EMPIRE
52.000 000
PEUPLES D'AUTRICHE
LATINS
GERMAINS
SLAVES
RESUMÉ EN CHIFFRES RONDS
Latins 1 Million
Germains 9 Millions
Slaves 15 id
Population totale de l'Autriche 25 M
Munich
VORARLBERG
ITALIENS 730.000
ITALIE
ITALIE
ROM
ROM
POPULATION 1.500.000
ALLEMANDS
SLAVES
1867
VIENNE

REMARQUES

RELATIVES A LA CARTE DE *L'AUTRICHE VRAIE*

I

Les chiffres du tableau de droite sont officiels. Etablis par l'administration allemande de Vienne, ils ont pour base la *Umgangssprache* ou langue usuelle de conversation et non la langue maternelle. Cette base est évidemment très défavorable aux Slaves, car, par suite de son adoption, on a dû compter comme allemand tout sujet autrichien parlant allemand dans la vie courante. Or, il existe beaucoup de Slaves à Vienne ou sur les limites des groupes ethnographiques qui, employés par des Allemands, sont dans l'obligation pratique de parler l'allemand tout en ayant des sentiments de Slaves. Les chiffres ci-contre, fort au-dessous de la vérité au détriment des Slaves, donnent donc une très grande force aux déductions qui en résultent en leur faveur.

II

Evidemment, les populations ne sont pas, en fait, aussi nettement séparées que semblent l'indiquer les couleurs de cette carte. Le mélange des nationalités existe sur les frontières des groupes ethnographiques, sur certains points déterminés formant îlots, et aussi dans les grandes villes.

A Prague (faubourgs de Karlin, Vinhorady, Zizkow et Smichow compris), sur 305,000 âmes, on compte 264,000 Tchèques et 40,000 Allemands, dont 21,000 Israélites. (Chiffres du recensement de 1890.)

A Vienne, au centre du groupe allemand le plus dense, on trouve environ 300,000 Tchèques, soit plus de 20 pour cent. Le recensement de 1890 n'en accuse que 63,000, mais ce chiffre est notoirement faux par suite du choix de la langue de conversation au lieu de la langue maternelle comme base de la statistique. Quoiqu'il ne soit pas officiel, le chiffre de 300,000 Tchèques est considéré comme étant encore fort au-dessous de la vérité. (V. la note 2, p. 48.)

Pour Trieste, les chiffres officiels ont été conservés en l'absence de renseignements suffisamment sérieux permettant de les remplacer par d'autres. La proportion de 83 pour cent d'Italiens contre 14 pour cent de Slovènes est cependant inexacte. On affirme que les Italiens sont seulement 60,000 et les Slovènes 160,000. Ce chiffre paraît vraisemblable, si l'on considère les statistiques d'un ouvrage *allemand* remarquablement documenté sur l'ethnographie de l'Istrie : *Die Volksstämme im Gebiete von Triest und in Istrien*, par le Dr P. Tomasin. Schimpff, Trieste, 1890.

III

Le présent ouvrage étant consacré principalement à l'étude de la Cisleithanie, la carte ci-contre laisse absolument sans indications le territoire de la Hongrie ou Transleithanie ; il ne s'ensuit nullement que l'auteur ait voulu oublier les limites de la Croatie ni les différentes races ressortissant du gouvernement de Budapesth. (V. p. 15.)

TABLE ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE

DES PRINCIPAUX NOMS PROPRES ET DOCUMENTS

B

C

D

N

T

U

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PREMIER

L'ÉVOLUTION POLITIQUE DE L'AUTRICHE AU XIXe SIÈCLE

CHAPITRE II

LE PANGERMANISME

CHAPITRE III

LA PROPAGANDE PANGERMANISTE EN CISLEITHANIE

CHAPITRE IV

L'AUTRICHE, LA HONGRIE ET LE NOUVEL ÉTAT DE CHOSES

CHAPITRE V

LE MOUVEMENT PANGERMANISTE DANS L'EMPIRE ALLEMAND

CHAPITRE VI

COMMENT PEUT SE POSER LA QUESTION D'AUTRICHE

CHAPITRE VII

CE QUE SERAIT L'ALLEMAGNE AGRANDIE DE L'AUTRICHE

CHAPITRE VIII

L'INTÉGRITÉ DE L'AUTRICHE ET LES PUISSANCES

CARTES

FAC-SIMILÉS

PARIS. — IMP. PLON-NOURRIT ET Cie, RUE GARANCIÈRE, 8. — 1737.

